Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2025

Volume II

Détails des charges et des revenus

Canada

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2025

Ce document est disponible en formats substituts

sur le site Web du receveur général du Canada à

https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/paiements-comptabilite/comptes-publics/2025.html

Disponible également en format PDF auprès des

Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Volume II

Comptes publics du Canada 2024-2025

Table des matières

Section

		Page	
		Français	*Anglais*
	Introduction		
1.	Tableaux sommaires et appendices	9	9
2.	Affaires mondiales	123	253
3.	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	143	177
4.	Agence de promotion économique du Canada atlantique	147	131
5.	Agriculture et Agroalimentaire	151	119
6.	Anciens Combattants	165	513
7.	Bureau du secrétaire du gouverneur général	175	403
8.	Conseil du Trésor	183	501
9.	Conseil privé	195	437
10.	Défense nationale	209	379
11.	Développement économique des Prairies et du Nord canadien	223	433
12.	Emploi et Développement de la main-d'œuvre	227	181
13.	Énergie et Ressources naturelles	243	197
14.	Environnement et Changement climatique	261	213
15.	Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	275	523
16.	Finances	283	227
17.	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	301	305
18.	Innovation, Sciences et Industrie	311	325
19.	Institutions démocratiques	347	169
20.	Justice	355	359
21.	Logement, Infrastructure et Collectivités	377	289
22.	Parcs Canada	393	411
23.	Parlement	401	419
24.	Patrimoine canadien	415	135
25.	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	437	243
26.	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	447	157
27.	Revenu national	459	393
28.	Santé	469	271
29.	Sécurité publique	489	451
30.	Services aux Autochtones	517	315
31.	Services publics et Approvisionnement	529	477
32.	Transports	541	489
33.	Index	553	531

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux Comptes publics du Canada

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en trois volumes.

- Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles
- Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement
- Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 32)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les ministères et les organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des descriptions des responsabilités essentielles. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

Sommaire du portefeuille ministériel

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

Détail budgétaire par affectation

Présente par ministère et organisme la répartition des crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de même que les dépenses connexes de l'exercice en cours. Les détails pertinents à cet état sont présentés ci-dessous :

- **Affectations bloquées**
  Les affectations bloquées sont créées lorsqu'on exige que les ministères et les organismes annulent l'utilisation de fonds ou lorsque l'accès à des fonds est limité jusqu'à ce qu'une condition particulière soit remplie. Les affectations bloquées sont créées pour une variété de raisons, y compris le report de projets aux années à venir.
- **Affectations à but spécial**
  Les affectations à but spécial sont utilisées pour restreindre l'utilisation des fonds à certains programmes ou initiatives. Ces restrictions empêchent les ministères et les organismes de réaffecter leur financement à but spécial à d'autres priorités.
- **Annulées ou (dépassées)**
  Annulées ou (dépassées) est calculé à partir du total des autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs. La valeur calculée des affectations annulées, également connue sous le nom de « annulées brutes » comprend les fonds inutilisés, placés dans une affectation bloquée ou dans une affectation à but spécial.

Responsabilités essentielles

Présente par ministère et organisme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque responsabilité essentielle sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert, revenus affectés aux dépenses et non budgétaires).

Paiements de transfert

Présente par ministère et organisme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

Présente par ministère et organisme la nature des revenus et rentrées, lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

Revenus

Présente par ministère et organisme la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1 (ex. : les données de l'état des paiements de transfert peuvent être retracées à l'état des responsabilités essentielles, lesquelles peuvent ensuite être retracées au sommaire du portefeuille ministériel; les données du sommaire du portefeuille ministériel peuvent être retracées aux tableaux sommaires (5, 6 et 7) de la section 1).

Provenance et utilisation des autorisations

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu du Budget principal des dépenses. Certains tableaux sommaires et appendices et le Sommaire du portefeuille ministériel des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

Disponibles des exercices antérieurs
Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

Budget principal et budgets supplémentaires des dépenses
Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

Redressements, mandats et virements
Les redressements, mandats et virements comprennent :

- virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10, 15, 25, 30 et 35 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles
- virements des crédits d'exécution du budget du Conseil du Trésor
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert
- les montants non engagés de ou à d'autres portefeuilles ministériels comme des affectations réputées, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État
- les mandats spéciaux du gouverneur général pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale

Total disponible pour emploi
Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

Employées au cours de l'exercice
Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).

Annulées (écart positif)
Le montant des autorisations annulées correspond au total des autorisations disponibles pour l'emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs.

Dépassées (écart négatif)
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.

Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.

Employées au cours de l'exercice précédent
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les autorisations ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé « Crédits (Éléments) non requis pour l'exercice en cours ».

Section 1

Comptes publics du Canada 2024-2025

Tableaux sommaires et appendices

Page

Tableaux sommaires
- Tableau 1 – État consolidé des revenus et charges 11
- Tableau 2 – Dépenses ministérielles par catégorie 12
- Tableau 2a – Récapitulation des charges externes par catégorie..... 18
- Tableau 2b – Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel..... 20
- Tableau 3 – Dépenses ministérielles par article courant 21
- Tableau 3a – Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges..... 30
- Tableau 4 – Revenus ministériels..... 31
- Tableau 4a – Récapitulation des revenus externes par provenance..... 36
- Tableau 4b – Ventes de biens et de services..... 38
- Tableau 5 – Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel 42
- Tableau 6 – Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel 48
- Tableau 7 – Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)..... 50

Appendices
- Appendice 1 – Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice..... 56
- Appendice 2 – Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits 96
- Appendice 3 – Autorisations disponibles des exercices antérieurs 110
- Appendice 4 – Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice..... 117
- Appendice 5 – Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État..... 119

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Tableau 1

État consolidé des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier clos le 31 mars 2025. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des Comptes publics du Canada.

(en milliers de dollars)

Revenus	2025
Revenus fiscaux	
Revenus d'impôt sur le revenu	
Particuliers	234 318 878
Sociétés	96 953 481
Non-résidents	13 528 341
Total des revenus d'impôt sur le revenu	***344 800 700***
Autres taxes et droits	
Taxe sur les produits et services	52 502 806
Taxes sur l'énergie	
Taxe d'accise – Essence	4 360 661
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel	1 289 389
	5 650 050
Droits de douane à l'importation	6 263 907
Autres taxes et droits d'accise	
Droits d'accise	5 656 492
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	1 159 157
Diverses taxes et droits d'accise	671 582
	7 487 231
Total des autres taxes et droits	***71 903 994***
Total des revenus fiscaux	**416 704 694**
Cotisations d'assurance-emploi	**31 530 218**
Produits issus de la tarification de la pollution	**13 551 818**
Autres revenus	
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	
Quote-part des bénéfices (pertes) annuels	3 239 345
Intérêt et autres	4 809 021
	8 048 366
Revenus nets des opérations de change et revenus de placements	
Compte du fonds des changes	4 149 340
Fonds monétaire international	471 046
Autres	81 901
	4 702 287
Revenus de placements	2 065 254
	6 767 541
Autres revenus de programmes	
Ventes de biens et de services	15 799 255
Revenus divers	18 549 253
	34 348 508
Total des autres revenus	**49 164 415**
Total des revenus	**510 951 145**

Charges	2025
Charges de programmes	
Paiements de transfert	
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	80 294 322
Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement	
Transfert canadien en matière de santé	52 070 383
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	16 908 791
Accords fiscaux	30 456 718
Abattement du Québec	(7 541 631)
Autres principaux transferts	13 207 058
	105 101 319
Assurance-emploi et mesures de soutien	24 879 745
Prestations pour enfants	28 574 438
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	(2 168 932)
Retour des produits issus de la tarification de la pollution	15 594 925
Autres paiements de transfert	107 139 479
Total des paiements de transfert	**359 415 296**
Autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes [1]	**130 453 738**
Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes	***489 869 034***
Frais de la dette publique	***53 409 770***
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**543 278 804**
Déficit lié aux activités annuel avant les pertes actuarielles nettes	**(32 327 659)**
Pertes actuarielles nettes	**(4 020 374)**
Déficit lié aux activités annuel	**(36 348 033)**

[1] Le détail des autres charges ministérielles est présenté par portefeuille ministériel au tableau 2a à la section 1 de ce volume.

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses nettes déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

		Paiements de transfert [1]									
Section	Ministère ou organisme	Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
2	**Affaires mondiales**										
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	–	–	–	–	6 230 147	6 230 147	2 813 944	–	9 044 091
	Corporation commerciale canadienne	–	–	–	–	–	–	–	13 792	–	13 792
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	–	–	–	–	–	8 125	–	8 125
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	–	–	–	–	583 164	–	583 164
	Centre de recherches pour le développement international	–	–	–	–	–	–	–	160 270	–	160 270
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	–	–	–	–	–	8 875	–	8 875
	Investir au Canada	–	–	–	–	–	–	–	32 743	–	32 743
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 230 147**	**6 230 147**	**3 620 913**	**–**	**9 851 060**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**										
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	–	–	–	–	3 158 421	3 158 421	872 080	–	4 030 501
	Commission canadienne du lait	–	–	–	–	–	–	–	5 149	–	5 149
	Commission canadienne des grains	–	–	–	–	–	–	–	16 885	–	16 885
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 158 421**	**3 158 421**	**894 114**	**–**	**4 052 535**
6	**Anciens Combattants**										
	Ministère des Anciens Combattants	–	–	–	–	–	5 579 881	5 579 881	2 050 162	–	7 630 043
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	–	–	–	–	–	21 261	–	21 261
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5 579 881**	**5 579 881**	**2 071 423**	**–**	**7 651 304**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**968**	**968**	**28 663**	**–**	**29 631**
8	**Conseil du Trésor**										
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	–	–	–	1 068	1 068	11 035 205	–	11 036 273
	École de la fonction publique du Canada	–	–	–	–	–	–	–	98 781	–	98 781
	Commissariat au lobbying	–	–	–	–	–	–	–	6 090	–	6 090
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	–	–	–	27	27	6 738	–	6 765
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 095**	**1 095**	**11 146 814**	**–**	**11 147 909**

9	**Conseil privé**										
	Bureau du Conseil privé	–	–	–	–	–	1 229	1 229	250 515	–	251 744
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	–	–	–	–	–	42 977	–	42 977
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	–	–	–	–	–	18 840	–	18 840
	Bureau du commissaire au renseignement	–	–	–	–	–	–	–	2 059	–	2 059
	Commission de la fonction publique	–	–	–	–	–	–	–	100 126	–	100 126
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 229**	**1 229**	**414 517**	**–**	**415 746**
10	**Défense nationale**										
	Ministère de la Défense nationale	–	–	–	–	–	1 592 695	1 592 695	32 329 630	2 470	33 924 795
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	–	–	–	–	–	1 027 962	60 570	1 088 532
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	–	–	–	–	–	8 403	–	8 403
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	–	–	–	–	–	5 777	–	5 777
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 592 695**	**1 592 695**	**33 371 772**	**63 040**	**35 027 507**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**										
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	80 190 349	–	–	–	–	16 038 414	96 228 763	2 678 857	–	98 907 620
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	–	–	–	8 499	8 499	12 880	–	21 379
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	–	–	–	–	14 879	–	14 879
	Total du portefeuille ministériel	**80 190 349**	**–**	**–**	**–**	**–**	**16 046 913**	**96 237 262**	**2 706 616**	**–**	**98 943 878**
13	**Énergie et Ressources naturelles**										
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	–	–	–	3 352 477	3 352 477	1 067 152	–	4 419 629
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	–	–	–	–	–	–	1 433 600	–	1 433 600
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	–	–	–	7 109	7 109	123 854	–	130 963
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	–	–	–	5 674	5 674	196 768	–	202 442
	Administration du pipe-line du Nord	–	–	–	–	–	–	–	400	–	400
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 365 260**	**3 365 260**	**2 821 774**	**–**	**6 187 034**
14	**Environnement et Changement climatique**										
	Ministère de l'Environnement	–	–	–	–	–	1 534 722	1 534 722	1 430 849	198	2 965 769
	Agence canadienne de l'eau	–	–	–	–	–	24 330	24 330	18 889	–	43 219
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	–	–	–	21 254	21 254	83 533	–	104 787
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 580 306**	**1 580 306**	**1 533 271**	**198**	**3 113 775**
15	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**										
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres [4]	–	–	–	–	–	302 479	302 479	66 483	–	368 962
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**302 479**	**302 479**	**66 483**	**–**	**368 962**
16	**Finances**										
	Ministère des Finances	–	52 070 383	16 908 791	30 456 718	(7 541 631)	723 968	92 618 229	2 646 473	47 995 145	143 259 847
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	–	–	–	–	55 268	–	55 268
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	–	–	–	–	–	–	101 427	12	101 439
	Bureau du vérificateur général	–	–	–	–	–	–	–	132 403	–	132 403
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	–	–	–	–	–	312 927	–	312 927
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**52 070 383**	**16 908 791**	**30 456 718**	**(7 541 631)**	**723 968**	**92 618 229**	**3 248 498**	**47 995 157**	**143 861 884**

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert [1]									
		Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**										
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	–	–	–	–	–	3 572 858	3 572 858	2 935 682	–	6 508 540
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	–	–	–	–	–	–	352 875	–	352 875
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 572 858**	**3 572 858**	**3 288 557**	**–**	**6 861 415**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**										
	Ministère de l'Industrie	–	–	–	–	–	4 084 425	4 084 425	759 035	–	4 843 460
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	–	–	–	–	–	314 333	314 333	86 135	–	400 468
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	–	–	–	–	55 182	55 182	25 794	–	80 976
	Agence spatiale canadienne	–	–	–	–	–	79 428	79 428	555 299	–	634 727
	Commission canadienne du tourisme	–	–	–	–	–	–	–	115 968	–	115 968
	Commission du droit d'auteur	–	–	–	–	–	–	–	5 073	–	5 073
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	–	–	–	312 053	312 053	50 641	–	362 694
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	–	–	–	–	282 428	282 428	55 202	–	337 630
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	–	–	–	–	47 927	47 927	16 136	–	64 063
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	–	–	–	–	216 068	216 068	42 528	–	258 596
	Conseil national de recherches du Canada	–	–	–	–	–	639 726	639 726	1 068 288	–	1 708 014
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	–	–	–	1 396 360	1 396 360	72 218	–	1 468 578
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	–	–	–	100 220	100 220	36 329	–	136 549
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	–	–	–	1 234 605	1 234 605	62 663	–	1 297 268
	Conseil canadien des normes	–	–	–	–	–	–	–	25 591	–	25 591
	Statistique Canada	–	–	–	–	–	–	–	734 273	–	734 273
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 762 755**	**8 762 755**	**3 711 173**	**–**	**12 473 928**
19	**Institutions démocratiques**										
	Commission des débats des chefs	–	–	–	–	–	–	–	669	–	669
	Bureau du directeur général des élections	–	–	–	–	–	2 064	2 064	311 216	–	313 280
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	–	–	–	–	–	3 093	–	3 093
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 064**	**2 064**	**314 978**	**–**	**317 042**

20	**Justice**									
	Ministère de la Justice	–	–	–	–	–	717 632	717 632	633 309	–	1 350 941
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	–	–	–	–	–	85 959	–	85 959
	Commission canadienne des droits de la personne	–	–	–	–	–	–	–	41 564	–	41 564
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	–	–	–	–	–	135 722	–	135 722
	Commission du droit du Canada	–	–	–	–	–	–	–	4 040	–	4 040
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	–	–	–	–	–	804 199	–	804 199
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	–	–	–	–	–	254 250	–	254 250
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–	–	–	500	500	54 517	–	55 017
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	–	–	–	–	–	51 322	–	51 322
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**718 132**	**718 132**	**2 064 882**	**–**	**2 783 014**
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**									
	Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	–	–	–	–	–	7 075 288	7 075 288	241 251	34 789	7 351 328
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	–	–	–	–	–	–	5 443 590	–	5 443 590
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	–	–	–	–	558 624	558 624	51 932	6 994	617 550
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	–	–	–	–	–	–	189 642	–	189 642
	Autorité du pont Windsor-Détroit	–	–	–	–	–	–	–	944 189	–	944 189
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 633 912**	**7 633 912**	**6 870 604**	**41 783**	**14 546 299**
22	**Parcs Canada**									
	Agence Parcs Canada [4]	–	–	–	–	–	103 618	103 618	1 265 126	2	1 368 746
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**103 618**	**103 618**	**1 265 126**	**2**	**1 368 746**
23	**Parlement**									
	Chambre des communes	–	–	–	–	–	1 471	1 471	642 631	–	644 102
	Bibliothèque du Parlement	–	–	–	–	–	–	–	62 079	–	62 079
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	–	–	–	–	–	8 533	–	8 533
	Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	–	–	–	–	–	6 650	–	6 650
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	–	–	–	–	–	–	1 105	–	1 105
	Service de protection parlementaire	–	–	–	–	–	–	–	107 825	–	107 825
	Sénat	–	–	–	–	–	567	567	129 373	–	129 940
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 038**	**2 038**	**958 196**	**–**	**960 234**
24	**Patrimoine canadien** [4]									
	Ministère du Patrimoine canadien	–	–	–	–	–	1 859 295	1 859 295	281 355	–	2 140 650
	Conseil des Arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	364 283	–	364 283
	Société Radio-Canada	–	–	–	–	–	–	–	1 425 238	–	1 425 238
	Musée canadien des droits de la personne	–	–	–	–	–	–	–	28 590	–	28 590
	Musée canadien de l'histoire	–	–	–	–	–	–	–	83 227	–	83 227
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	–	–	–	–	–	–	–	10 024	–	10 024
	Musée canadien de la nature	–	–	–	–	–	–	–	36 378	–	36 378
	Fondation canadienne des relations raciales	–	–	–	–	–	–	–	12 092	–	12 092

Tableau 2

Dépenses ministérielles par catégorie – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert [1]									
		Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	–	–	–	–	–	21 269	–	21 269
	Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	–	–	–	2 656	2 656	204 352	5 365	212 373
	Société du Centre national des Arts	–	–	–	–	–	–	–	59 525	–	59 525
	Office national du film	–	–	–	–	–	–	–	82 475	–	82 475
	Musée des beaux-arts du Canada	–	–	–	–	–	–	–	50 021	–	50 021
	Musée national des sciences et de la technologie	–	–	–	–	–	–	–	38 441	–	38 441
	Téléfilm Canada	–	–	–	–	–	–	–	158 302	–	158 302
	Commission des champs de bataille nationaux	–	–	–	–	–	–	–	18 928	–	18 928
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 861 951**	**1 861 951**	**2 874 500**	**5 365**	**4 741 816**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**										
	Ministère des Pêches et des Océans	–	–	–	–	–	761 067	761 067	4 453 798	166	5 215 031
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**761 067**	**761 067**	**4 453 798**	**166**	**5 215 031**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**										
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	–	–	–	–	11 906 281	11 906 281	2 343 370	–	14 249 651
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	–	–	–	–	–	8 075	8 075	28 392	–	36 467
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**11 914 356**	**11 914 356**	**2 371 762**	**–**	**14 286 118**
27	**Revenu national**										
	Agence du revenu du Canada	–	–	–	–	–	15 886 210	15 886 210	6 293 113	–	22 179 323
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**15 886 210**	**15 886 210**	**6 293 113**	**–**	**22 179 323**
28	**Santé**										
	Ministère de la Santé	–	–	–	–	–	7 175 064	7 175 064	1 574 401	–	8 749 465
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	–	–	–	76 238	76 238	963 511	–	1 039 749
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	–	–	–	1 336 223	1 336 223	88 150	–	1 424 373
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	–	–	–	–	–	13 687	–	13 687
	Agence de la santé publique du Canada	–	–	–	–	–	462 960	462 960	1 071 954	–	1 534 914
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**9 050 485**	**9 050 485**	**3 711 703**	**–**	**12 762 188**

29	**Sécurité publique**										
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	–	–	–	1 046 878	1 046 878	293 940	–	1 340 818
	Agence des services frontaliers du Canada	–	–	–	–	–	–	–	3 008 933	–	3 008 933
	Service canadien du renseignement de sécurité	–	–	–	–	–	–	–	813 017	–	813 017
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	–	–	16 206	–	16 206
	Service correctionnel du Canada	–	–	–	–	–	6 046	6 046	3 594 471	–	3 600 517
	Commissariat aux langues officielles	–	–	–	–	–	–	–	26 148	–	26 148
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	–	–	–	–	–	–	6 919	–	6 919
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	–	–	–	–	–	76 930	–	76 930
	Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	22 830	22 830	5 721 032	510	5 744 372
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	–	–	–	–	6 689	–	6 689
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 075 754**	**1 075 754**	**13 564 285**	**510**	**14 640 549**
30	**Services aux Autochtones**										
	Ministère des Services aux Autochtones	–	–	–	–	–	22 861 254	22 861 254	3 621 486	–	26 482 740
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**22 861 254**	**22 861 254**	**3 621 486**	**–**	**26 482 740**
31	**Services publics et Approvisionnement**										
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	–	–	–	–	9 910	9 910	5 347 298	94 383	5 451 591
	Société canadienne des postes	–	–	–	–	–	–	–	22 210	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	–	–	–	–	–	–	150 820	–	150 820
	Services partagés Canada	–	–	–	–	–	–	–	2 612 278	4 735	2 617 013
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**9 910**	**9 910**	**8 132 606**	**99 118**	**8 241 634**
32	**Transports**										
	Ministère des Transports	–	–	–	–	–	2 182 532	2 182 532	1 438 477	–	3 621 009
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	–	–	–	–	–	–	1 079 165	–	1 079 165
	Office des transports du Canada	–	–	–	–	–	–	–	58 706	–	58 706
	Marine Atlantique S.C.C.	–	–	–	–	–	–	–	194 974	–	194 974
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	–	–	–	–	–	–	17 864	–	17 864
	VIA HFR - VIA TGF Inc.	–	–	–	–	–	–	–	69 825	–	69 825
	VIA Rail Canada Inc.	–	–	–	–	–	–	–	878 574	–	878 574
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 182 532**	**2 182 532**	**3 737 585**	**–**	**5 920 117**
	Total des dépenses ministérielles nettes	**80 190 349**	**52 070 383**	**16 908 791**	**30 456 718**	**(7 541 631)**	**124 982 258**	**297 066 868**	**129 159 212**	**48 205 339**	**474 431 419**

Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Les paiements de transfert d'assurance-emploi sont présentés au tableau 2a.

[2] Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

[3] Comprend les autres principaux transferts et les autres paiements de transfert.

[4] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Tableau 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Charges de programmes							
Paiements de transfert							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	80 190 349	–	103 973	–	–	–	80 294 322
Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement							
Transfert canadien en matière de santé	52 070 383	–	–	–	–	–	52 070 383
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	16 908 791	–	–	–	–	–	16 908 791
Accords fiscaux	30 456 718	–	–	–	–	–	30 456 718
Abattement du Québec	(7 541 631)	–	–	–	–	–	(7 541 631)
Autres principaux transferts	13 495 575	–	(288 517)	–	–	–	13 207 058
Total des principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement	*105 389 836*	–	*(288 517)*	–	–	–	*105 101 319*
Assurance-emploi et mesures de soutien	–	24 879 745	–	–	–	–	24 879 745
Prestations pour enfants	(3 928)	–	4 477	–	28 573 889	–	28 574 438
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	(206 551)	–	(1 962 381)	–	–	–	(2 168 932)
Retour des produits issus de la tarification de la pollution	15 594 925	–	–	–	–	–	15 594 925
Autres paiements de transfert [1]	96 102 237	106 203	2 078 012	32 169	8 820 858	–	107 139 479
Total des paiements de transfert	**297 066 868**	**24 985 948**	**(64 436)**	**32 169**	**37 394 747**	**–**	**359 415 296**
Autres charges							
Affaires mondiales	3 620 913	–	(512 450)	140 012	–	(30 200)	3 218 275
Agriculture et Agroalimentaire	894 114	–	77 349	201 213	–	(17 949)	1 154 727
Anciens Combattants	2 071 423	–	(1 577 651)	–	–	(5 435)	488 337
Bureau du secrétaire du gouverneur général	28 663	–	615	–	–	(202)	29 076
Conseil du Trésor	11 146 814	–	602 305	–	–	(1 853)	11 747 266
Conseil privé	414 517	–	4 016	–	–	(5 611)	412 922
Défense nationale	33 371 772	–	1 203 388	–	–	(203 576)	34 371 584
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	2 706 616	2 962 717	4 700 556	–	–	(331 927)	10 037 962
Énergie et Ressources naturelles	2 821 774	3 343	(5 970)	621 325	–	(22 627)	3 417 845
Environnement et Changement climatique	1 533 271	44 625	3 512	–	–	(42 733)	1 538 675
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse [2]	66 483	–	(1 030)	–	–	(1 702)	63 751
Finances	3 248 498	–	(29 758)	(1 876 112)	–	(10 253)	1 332 375
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	3 288 557	–	591 611	–	–	(121 985)	3 758 183

Innovation, Sciences et Industrie	3 711 173	–	312 451	13 473	–	(40 808)	3 996 289
Institutions démocratiques	314 978	–	(11 380)	–	–	(2 190)	301 408
Justice	2 064 882	–	23 173	–	–	(15 693)	2 072 362
Logement, Infrastructure et Collectivités	6 870 604	–	(5 403 813)	(504 818)	–	(4 838)	957 135
Parcs Canada [2]	1 265 126	30 819	(20 378)	–	–	(67 032)	1 208 535
Parlement	958 196	–	(2 054)	–	–	(4 282)	951 860
Patrimoine canadien [2]	2 874 500	22	65 326	922 192	–	(10 501)	3 851 539
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	4 453 798	21	(1 429 899)	–	–	(65 481)	2 958 439
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	2 371 762	51	(2 621 355)	–	–	(108 685)	(358 227)
Revenu national	6 293 113	–	9 939 954	–	–	(141 797)	16 091 270
Santé	3 711 703	–	1 487 019	–	–	(109 114)	5 089 608
Sécurité publique	13 564 285	–	4 529 863	–	–	(380 353)	17 713 795
Services aux Autochtones	3 621 486	–	(1 729 768)	–	–	(12 695)	1 879 023
Services publics et Approvisionnement	8 132 606	25 636	(943 993)	(10 563)	–	(274 369)	6 929 317
Transports	3 737 585	9 811	(119 077)	299 033	–	(57 509)	3 869 843
Total partiel	129 159 212	3 077 045	9 132 562	(194 245)	–	(2 091 400)	139 083 174
Provision pour évaluation et autres éléments	–	–	(8 629 436)	–	–	–	(8 629 436)
Total des autres charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**129 159 212**	**3 077 045**	**503 126**	**(194 245)**	**–**	**(2 091 400)**	**130 453 738**
Total des charges de programmes, excluant les pertes actuarielles nettes	***426 226 080***	***28 062 993***	***438 690***	***(162 076)***	***37 394 747***	***(2 091 400)***	***489 869 034***
Frais de la dette publique	**48 205 339**	**–**	**5 411 697**	**(207 266)**	**–**	**–**	**53 409 770**
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**474 431 419**	**28 062 993**	**5 850 387**	**(369 342)**	**37 394 747**	**(2 091 400)**	**543 278 804**
Pertes actuarielles nettes	**–**	**–**	**4 020 374**	**–**	**–**	**–**	**4 020 374**
Total des charges	**474 431 419**	**28 062 993**	**9 870 761**	**(369 342)**	**37 394 747**	**(2 091 400)**	**547 299 178**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

[2] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Tableau 2b

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert déclarés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

Portefeuille ministériel	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Charges internes	Charges externes totales
Affaires mondiales	6 230 147	–	2 169	–	–	–	6 232 316
Agriculture et Agroalimentaire	3 158 421	(85 281)	(274 298)	–	–	–	2 798 842
Anciens Combattants	5 579 881	–	(5 524 266)	–	–	–	55 615
Bureau du secrétaire du gouverneur général	968	–	(968)	–	–	–	–
Conseil du Trésor	1 095	–	(341)	–	–	–	754
Conseil privé	1 229	–	(4)	–	–	–	1 225
Défense nationale	1 592 695	–	(724)	–	–	–	1 591 971
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	9 615 191	191 484	775 011	–	–	–	10 581 686
Énergie et Ressources naturelles	3 365 260	–	(89 788)	–	–	–	3 275 472
Environnement et Changement climatique	1 435 634	–	(17 839)	–	–	–	1 417 795
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse [1]	302 479	–	(2 985)	–	–	–	299 494
Finances	539 064	–	293 194	–	–	–	832 258
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	3 572 858	–	(4 607)	–	–	–	3 568 251
Innovation, Sciences et Industrie	8 762 755	–	(900 743)	18 685	–	–	7 880 697
Institutions démocratiques	2 064	–	17	–	–	–	2 081
Justice	718 132	–	(8 123)	–	–	–	710 009
Logement, Infrastructure et Collectivités	5 265 754	–	5 450 884	–	–	–	10 716 638
Parcs Canada [1]	103 618	–	(491)	–	–	–	103 127
Parlement	2 038	–	–	–	–	–	2 038
Patrimoine canadien [1]	1 861 951	–	(14 824)	–	–	–	1 847 127
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	761 067	–	(20 667)	–	–	–	740 400
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	11 914 356	–	1 056 085	–	–	–	12 970 441
Revenu national	435 957	–	–	–	8 820 858	–	9 256 815
Santé	4 750 173	–	(84 804)	–	–	–	4 665 369
Sécurité publique	1 075 754	–	(338 498)	–	–	–	737 256
Services aux Autochtones	22 861 254	–	1 983 611	13 484	–	–	24 858 349
Services publics et Approvisionnement	9 910	–	(9 910)	–	–	–	–
Transports	2 182 532	–	(94 001)	–	–	–	2 088 531
Total partiel	**96 102 237**	**106 203**	**2 173 090**	**32 169**	**8 820 858**	**–**	**107 234 557**
Provision pour évaluation et autres éléments	–	–	(95 078)	–	–	–	(95 078)
Total des autres paiements de transfert	**96 102 237**	**106 203**	**2 078 012**	**32 169**	**8 820 858**	**–**	**107 139 479**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne « Total des dépenses brutes » représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses déclaré pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
2	**Affaires mondiales**																	
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	1 745 585	212 567	24 406	432 993	245 817	36 566	48 098	33 001	65 705	6 230 147	–	28 929	9 103 814	58 957	766	59 723	9 044 091
	Corporation commerciale canadienne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	13 792	13 792	–	–	–	13 792
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	4 957	776	17	1 777	523	–	17	–	50	–	–	8	8 125	–	–	–	8 125
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	91 603	–	–	–	–	–	–	–	491 561	583 164	–	–	–	583 164
	Centre de recherches pour le développement international	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	160 270	160 270	–	–	–	160 270
	Commission mixte internationale (section canadienne)	5 118	570	164	2 467	479	5	23	–	50	–	–	(1)	8 875	–	–	–	8 875
	Investir au Canada	11 774	842	16 858	1 403	1 020	–	33	400	413	–	–	–	32 743	–	–	–	32 743
	Total du portefeuille ministériel	**1 767 434**	**214 755**	**41 445**	**530 243**	**247 839**	**36 571**	**48 171**	**33 401**	**66 218**	**6 230 147**	**–**	**694 559**	**9 910 783**	**58 957**	**766**	**59 723**	**9 851 060**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**																	
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	635 072	9 487	11 770	115 016	11 840	14 547	35 807	39 794	34 678	3 158 421	–	15 508	4 081 940	29 928	21 511	51 439	4 030 501
	Commission canadienne du lait	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 149	5 149	–	–	–	5 149
	Commission canadienne des grains	56 761	2 755	227	3 096	6 005	3 930	1 184	–	2 611	–	–	(85)	76 484	59 214	385	59 599	16 885
	Total du portefeuille ministériel	**691 833**	**12 242**	**11 997**	**118 112**	**17 845**	**18 477**	**36 991**	**39 794**	**37 289**	**3 158 421**	**–**	**20 572**	**4 163 573**	**89 142**	**21 896**	**111 038**	**4 052 535**

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
6	**Anciens Combattants**																	
	Ministère des Anciens Combattants	400 032	41 628	5 865	706 769	26 516	4 013	414 086	2 929	1 726	5 579 881	–	446 598	7 630 043	–	–	–	7 630 043
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	19 021	826	34	774	145	–	122	–	306	–	–	33	21 261	–	–	–	21 261
	Total du portefeuille ministériel	**419 053**	**42 454**	**5 899**	**707 543**	**26 661**	**4 013**	**414 208**	**2 929**	**2 032**	**5 579 881**	**–**	**446 631**	**7 651 304**	**–**	**–**	**–**	**7 651 304**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**19 932**	**1 411**	**528**	**1 393**	**599**	**3**	**3 668**	**–**	**820**	**968**	**–**	**309**	**29 631**	**–**	**–**	**–**	**29 631**
8	**Conseil du Trésor**																	
	Secrétariat du Conseil du Trésor	11 756 507	1 217	3 580	203 789	49 084	551	6 373	–	1 894	1 068	–	(13 737)	12 010 326	608 350	365 703	974 053	11 036 273
	École de la fonction publique du Canada	77 891	728	310	7 018	12 119	514	140	29	2 732	–	–	(2 700)	98 781	–	–	–	98 781
	Commissariat au lobbying	4 619	68	18	1 124	88	11	11	–	154	–	–	(3)	6 090	–	–	–	6 090
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 636	111	17	865	77	1	6	–	25	27	–	–	6 765	–	–	–	6 765
	Total du portefeuille ministériel	**11 844 653**	**2 124**	**3 925**	**212 796**	**61 368**	**1 077**	**6 530**	**29**	**4 805**	**1 095**	**–**	**(16 440)**	**12 121 962**	**608 350**	**365 703**	**974 053**	**11 147 909**
9	**Conseil privé**																	
	Bureau du Conseil privé	188 333	7 820	5 552	36 014	6 469	3 195	788	–	10 080	1 229	–	572	260 052	249	8 059	8 308	251 744
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	33 959	1 347	300	4 846	976	540	207	–	723	–	–	79	42 977	–	–	–	42 977
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	14 324	388	38	3 642	137	165	41	–	39	–	–	66	18 840	–	–	–	18 840
	Bureau du commissaire au renseignement	1 050	22	17	615	331	4	8	–	5	–	–	7	2 059	–	–	–	2 059
	Commission de la fonction publique	95 515	274	360	7 362	2 561	70	157	–	1 578	–	–	684	108 561	–	8 435	8 435	100 126
	Total du portefeuille ministériel	**333 181**	**9 851**	**6 267**	**52 479**	**10 474**	**3 974**	**1 201**	**–**	**12 425**	**1 229**	**–**	**1 408**	**432 489**	**249**	**16 494**	**16 743**	**415 746**

10	**Défense nationale**																
	Ministère de la Défense nationale	12 729 101	843 592	27 496	6 925 234	847 943	2 173 514	1 354 937	867 202	6 557 780	1 592 695	2 470	327 291	34 249 255	310 924	13 536	324 460	33 924 795
	Centre de la sécurité des télécommunications	523 227	–	–	–	–	–	–	15 771	–	–	60 570	509 237	1 108 805	819	19 454	20 273	1 088 532
	Comité externe d'examen des griefs militaires	7 280	30	16	483	496	14	11	–	73	–	–	–	8 403	–	–	–	8 403
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 672	64	48	525	406	3	8	–	51	–	–	–	5 777	–	–	–	5 777
	Total du portefeuille ministériel	**13 264 280**	**843 686**	**27 560**	**6 926 242**	**848 845**	**2 173 531**	**1 354 956**	**882 973**	**6 557 904**	**1 592 695**	**63 040**	**836 528**	**35 372 240**	**311 743**	**32 990**	**344 733**	**35 027 507**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**																
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	4 011 256	102 574	87 330	998 534	304 633	3 745	6 489	–	40 079	96 228 763	–	(87 089)	101 696 314	560 049	2 228 645	2 788 694	98 907 620
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	7 724	130	386	4 256	275	29	6	25	41	8 499	–	8	21 379	–	–	–	21 379
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	12 587	408	59	909	754	18	107	–	37	–	–	–	14 879	–	–	–	14 879
	Total du portefeuille ministériel	**4 031 567**	**103 112**	**87 775**	**1 003 699**	**305 662**	**3 792**	**6 602**	**25**	**40 157**	**96 237 262**	**–**	**(87 081)**	**101 732 572**	**560 049**	**2 228 645**	**2 788 694**	**98 943 878**
13	**Énergie et Ressources naturelles**																
	Ministère des Ressources naturelles	741 296	18 597	25 477	169 525	22 206	5 263	29 690	16 280	50 744	3 352 477	–	9 855	4 441 410	16 192	5 589	21 781	4 419 629
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 433 600	1 433 600	–	–	–	1 433 600
	Régie canadienne de l'énergie	104 961	2 513	332	10 509	2 064	459	446	113	2 406	7 109	–	51	130 963	–	–	–	130 963
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	163 214	5 355	849	18 296	2 641	2 048	543	–	3 649	5 674	–	173	202 442	–	–	–	202 442
	Administration du pipe-line du Nord	32	–	–	368	–	–	–	–	–	–	–	–	400	–	–	–	400
	Total du portefeuille ministériel	**1 009 503**	**26 465**	**26 658**	**198 698**	**26 911**	**7 770**	**30 679**	**16 393**	**56 799**	**3 365 260**	**–**	**1 443 679**	**6 208 815**	**16 192**	**5 589**	**21 781**	**6 187 034**
14	**Environnement et Changement climatique**																
	Ministère de l'Environnement	1 082 792	37 761	15 687	208 367	44 336	23 373	38 964	4 101	47 105	1 534 722	198	6 410	3 043 816	53 602	24 445	78 047	2 965 769
	Agence canadienne de l'eau	14 560	412	109	3 059	199	20	125	–	380	24 330	–	25	43 219	–	–	–	43 219
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	69 859	1 417	368	10 177	106	65	123	–	1 410	21 254	–	97	104 876	89	–	89	104 787
	Total du portefeuille ministériel	**1 167 211**	**39 590**	**16 164**	**221 603**	**44 641**	**23 458**	**39 212**	**4 101**	**48 895**	**1 580 306**	**198**	**6 532**	**3 191 911**	**53 691**	**24 445**	**78 136**	**3 113 775**
15	**Femme, Égalité des genres et Jeunesse**																
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres [6]	52 320	782	7 809	3 595	631	93	54	33	1 042	302 479	–	124	368 962	–	–	–	368 962
	Total du portefeuille ministériel	**52 320**	**782**	**7 809**	**3 595**	**631**	**93**	**54**	**33**	**1 042**	**302 479**	**–**	**124**	**368 962**	**–**	**–**	**–**	**368 962**

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
16	**Finances**																	
	Ministère des Finances	140 414	2 006	2 714	14 970	2 399	466	80 727	–	739	92 618 229	47 995 145	2 402 038	143 259 847	–	–	–	143 259 847
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	38 028	409	4 655	7 275	3 690	16	82	–	692	–	–	421	55 268	–	–	–	55 268
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	73 247	1 383	496	11 147	8 973	1 052	193	–	4 872	–	12	64	101 439	–	–	–	101 439
	Bureau du vérificateur général	117 956	1 905	682	8 290	2 274	151	149	–	1 625	–	–	38	133 070	667	–	667	132 403
	Bureau du surintendant des institutions financières	252 850	2 881	3 245	28 351	18 359	956	232	635	5 306	–	–	112	312 927	–	–	–	312 927
	Total du portefeuille ministériel	**622 495**	**8 584**	**11 792**	**70 033**	**35 695**	**2 641**	**81 383**	**635**	**13 234**	**92 618 229**	**47 995 157**	**2 402 673**	**143 862 551**	**667**	**–**	**667**	**143 861 884**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**																	
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 323 201	75 925	11 817	1 757 576	275 514	1 145	75 012	–	7 825	3 572 858	–	28 371	7 129 244	616 762	3 942	620 704	6 508 540
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	298 032	1 533	425	39 150	8 008	1 689	307	–	2 914	–	–	817	352 875	–	–	–	352 875
	Total du portefeuille ministériel	**1 621 233**	**77 458**	**12 242**	**1 796 726**	**283 522**	**2 834**	**75 319**	**–**	**10 739**	**3 572 858**	**–**	**29 188**	**7 482 119**	**616 762**	**3 942**	**620 704**	**6 861 415**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**																	
	Ministère de l'Industrie	832 225	13 168	15 510	172 187	33 043	15 534	3 971	–	24 864	4 084 425	–	5 336	5 200 263	322 941	33 862	356 803	4 843 460
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	77 761	1 361	751	2 212	1 984	77	132	–	779	314 333	–	1 078	400 468	–	–	–	400 468
	Agence canadienne de développement économique du Nord	18 692	1 396	24	3 011	2 210	153	86	23	132	55 182	–	67	80 976	–	–	–	80 976
	Agence spatiale canadienne	132 265	7 993	2 781	387 729	5 440	7 944	1 852	–	6 427	79 428	–	2 868	634 727	–	–	–	634 727
	Commission canadienne du tourisme	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	115 968	115 968	–	–	–	115 968
	Commission du droit d'auteur	4 115	82	48	590	153	13	5	–	48	–	–	19	5 073	–	–	–	5 073
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	45 343	795	848	4 206	861	4	84	–	321	312 053	–	35	364 550	–	1 856	1 856	362 694

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	49 910	690	372	2 055	1 315	159	91	–	434	282 428	–	176	337 630	–	–	–	337 630
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	13 350	336	121	1 311	30	59	17	–	187	47 927	–	725	64 063	–	–	–	64 063
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	37 490	397	211	3 816	410	–	22	–	67	216 068	–	115	258 596	–	–	–	258 596
Conseil national de recherches du Canada	648 449	17 319	2 565	111 663	17 679	29 958	49 109	38 842	134 254	639 726	–	18 450	1 708 014	–	–	–	1 708 014
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	62 485	1 147	477	4 154	1 631	81	36	190	2 011	1 396 360	–	6	1 468 578	–	–	–	1 468 578
Agence de développement économique du Pacifique Canada	25 250	930	369	8 616	534	–	47	–	577	100 220	–	6	136 549	–	–	–	136 549
Conseil de recherches en sciences humaines	54 906	1 143	861	3 168	1 284	63	27	150	989	1 234 605	–	72	1 297 268	–	–	–	1 297 268
Conseil canadien des normes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	25 591	25 591	–	–	–	25 591
Statistique Canada	741 514	21 643	9 608	34 869	38 112	1 248	1 368	154	13 512	–	–	653	862 681	21 608	106 800	128 408	734 273
Total du portefeuille ministériel	**2 743 755**	**68 400**	**34 546**	**739 587**	**104 686**	**55 293**	**56 847**	**39 359**	**184 602**	**8 762 755**	**–**	**171 165**	**12 960 995**	**344 549**	**142 518**	**487 067**	**12 473 928**
19 Institutions démocratiques																	
Commission des débats des chefs	466	11	18	170	1	–	–	–	2	–	–	1	669	–	–	–	669
Bureau du directeur général des élections	179 993	11 288	5 179	70 058	35 503	1 215	1 289	–	5 881	2 064	–	810	313 280	–	–	–	313 280
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	1 769	48	47	1 090	101	6	9	–	23	–	–	–	3 093	–	–	–	3 093
Total du portefeuille ministériel	**182 228**	**11 347**	**5 244**	**71 318**	**35 605**	**1 221**	**1 298**	**–**	**5 906**	**2 064**	**–**	**811**	**317 042**	**–**	**–**	**–**	**317 042**
20 Justice																	
Ministère de la Justice	1 031 998	7 820	4 533	47 266	10 782	913	1 784	1 254	6 715	717 632	–	2 915	1 833 612	1 066	481 605	482 671	1 350 941
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	100 992	1 620	1 270	6 753	3 231	1 180	218	–	2 423	–	–	25	117 712	15 856	15 897	31 753	85 959
Commission canadienne des droits de la personne	38 877	243	184	2 741	839	27	44	–	550	–	–	44	43 549	–	1 985	1 985	41 564
Service administratif des tribunaux judiciaires	96 779	3 162	787	21 164	6 495	749	2 586	155	3 652	–	–	193	135 722	–	–	–	135 722
Commission du droit du Canada	1 862	58	130	500	110	17	2	1 293	57	–	–	11	4 040	–	–	–	4 040
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	747 485	24 860	125	21 265	1 037	115	33	–	219	–	–	9 060	804 199	–	–	–	804 199
Bureau du directeur des poursuites pénales	208 343	7 756	420	44 288	3 857	1 431	1 253	–	1 139	–	–	818	269 305	229	14 826	15 055	254 250
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	46 888	555	397	4 825	1 198	106	34	7	672	500	–	25	55 207	–	190	190	55 017
Registraire de la Cour suprême du Canada	41 646	1 775	1 021	3 532	1 388	207	748	–	974	–	–	31	51 322	–	–	–	51 322
Total du portefeuille ministériel	**2 314 870**	**47 849**	**8 867**	**152 334**	**28 937**	**4 745**	**6 702**	**2 709**	**16 401**	**718 132**	**–**	**13 122**	**3 314 668**	**17 151**	**514 503**	**531 654**	**2 783 014**

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**																	
	Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	168 011	1 356	12 168	28 232	3 144	17 537	184	6 784	3 755	7 075 288	34 789	80	7 351 328	–	–	–	7 351 328
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 443 590	5 443 590	–	–	–	5 443 590
	Bureau de l'infrastructure du Canada	34 702	224	465	10 841	1 074	3 075	14	1 302	27	558 624	6 994	208	617 550	–	–	–	617 550
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	189 642	189 642	–	–	–	189 642
	Autorité du pont Windsor-Détroit	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	944 189	944 189	–	–	–	944 189
	Total du portefeuille ministériel	**202 713**	**1 580**	**12 633**	**39 073**	**4 218**	**20 612**	**198**	**8 086**	**3 782**	**7 633 912**	**41 783**	**6 577 709**	**14 546 299**	**–**	**–**	**–**	**14 546 299**
22	**Parcs Canada**																	
	Agence Parcs Canada [6]	626 664	19 718	7 930	184 496	66 749	23 154	60 892	173 566	38 687	103 618	2	63 270	1 368 746	–	–	–	1 368 746
	Total du portefeuille ministériel	**626 664**	**19 718**	**7 930**	**184 496**	**66 749**	**23 154**	**60 892**	**173 566**	**38 687**	**103 618**	**2**	**63 270**	**1 368 746**	**–**	**–**	**–**	**1 368 746**
23	**Parlement**																	
	Chambre des communes	497 812	45 808	15 568	31 434	34 174	10 462	11 769	–	31 305	1 471	–	994	680 797	3 502	33 193	36 695	644 102
	Bibliothèque du Parlement	53 792	439	2 291	1 145	632	87	3 826	–	718	–	–	10	62 940	861	–	861	62 079
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 169	93	74	882	103	1	14	–	196	–	–	1	8 533	–	–	–	8 533
	Bureau du directeur parlementaire du budget	5 547	74	115	395	274	–	173	–	67	–	–	5	6 650	–	–	–	6 650
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	926	24	1	136	5	–	6	–	7	–	–	–	1 105	–	–	–	1 105
	Service de protection parlementaire	96 583	536	228	5 001	767	957	1 645	–	3 490	–	–	207	109 414	144	1 445	1 589	107 825
	Sénat	104 588	9 524	1 661	3 893	2 380	1 531	638	–	5 116	567	–	42	129 940	–	–	–	129 940
	Total du portefeuille ministériel	**766 417**	**56 498**	**19 938**	**42 886**	**38 335**	**13 038**	**18 071**	**–**	**40 899**	**2 038**	**–**	**1 259**	**999 379**	**4 507**	**34 638**	**39 145**	**960 234**

24	**Patrimoine canadien** [6]																
	Ministère du Patrimoine canadien.	243 058	3 594	2 834	30 926	5 990	1 602	1 444	–	2 022	1 859 295	–	632	2 151 397	7 372	3 375	10 747	2 140 650
	Conseil des Arts du Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	364 283	364 283	–	–	–	364 283
	Société Radio-Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 425 238	1 425 238	–	–	–	1 425 238
	Musée canadien des droits de la personne.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	28 590	28 590	–	–	–	28 590
	Musée canadien de l'histoire.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	83 227	83 227	–	–	–	83 227
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	10 024	10 024	–	–	–	10 024
	Musée canadien de la nature.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	36 378	36 378	–	–	–	36 378
	Fondation canadienne des relations raciales	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	12 092	12 092	–	–	–	12 092
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	95 023	1 090	2 510	4 006	2 211	2 052	202	–	2 544	–	–	123	109 761	88 492	–	88 492	21 269
	Bibliothèque et Archives du Canada.....	129 506	583	277	16 611	5 667	976	3 123	40 778	1 744	2 656	5 365	6 248	213 534	127	1 034	1 161	212 373
	Société du Centre national des Arts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	59 525	59 525	–	–	–	59 525
	Office national du film	54 089	2 359	2 499	12 986	11 438	357	295	–	2 181	–	–	46	86 250	3 775	–	3 775	82 475
	Musée des beaux-arts du Canada..	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	50 021	50 021	–	–	–	50 021
	Musée national des sciences et de la technologie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	38 441	38 441	–	–	–	38 441
	Téléfilm Canada.....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	158 302	158 302	–	–	–	158 302
	Commission des champs de bataille nationaux.....	6 232	186	734	2 912	216	2 070	1 089	1 431	1 109	–	–	2 949	18 928	–	–	–	18 928
	Total du portefeuille ministériel	**527 908**	**7 812**	**8 854**	**67 441**	**25 522**	**7 057**	**6 153**	**42 209**	**9 600**	**1 861 951**	**5 365**	**2 276 119**	**4 845 991**	**99 766**	**4 409**	**104 175**	**4 741 816**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**																	
	Ministère des Pêches et des Océans.....	1 744 790	94 885	13 432	1 359 006	72 189	168 345	152 642	207 827	665 507	761 067	166	21 785	5 261 641	46 610	–	46 610	5 215 031
	Total du portefeuille ministériel	**1 744 790**	**94 885**	**13 432**	**1 359 006**	**72 189**	**168 345**	**152 642**	**207 827**	**665 507**	**761 067**	**166**	**21 785**	**5 261 641**	**46 610**	**–**	**46 610**	**5 215 031**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**																	
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	246 830	7 480	1 277	698 524	3 219	336	818	–	549	11 906 281	–	1 393 205	14 258 519	–	8 868	8 868	14 249 651
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	14 124	2 339	287	3 832	1 543	3 242	2 389	94	358	8 075	–	184	36 467	–	–	–	36 467
	Total du portefeuille ministériel	**260 954**	**9 819**	**1 564**	**702 356**	**4 762**	**3 578**	**3 207**	**94**	**907**	**11 914 356**	**–**	**1 393 389**	**14 294 986**	**–**	**8 868**	**8 868**	**14 286 118**
27	**Revenu national**																	
	Agence du revenu du Canada	5 669 868	105 766	23 281	565 992	296 975	59 342	14 708	–	35 540	15 886 210	–	7 341	22 665 023	–	485 700	485 700	22 179 323
	Total du portefeuille ministériel	**5 669 868**	**105 766**	**23 281**	**565 992**	**296 975**	**59 342**	**14 708**	**–**	**35 540**	**15 886 210**	**–**	**7 341**	**22 665 023**	**–**	**485 700**	**485 700**	**22 179 323**

Tableau 3

Dépenses ministérielles par article courant – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux [2] (8)	Acquisition de machinerie et matériel [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes
															Revenus externes	Revenus internes	Total	
28	**Santé**																	
	Ministère de la Santé	1 230 999	10 083	35 493	430 511	34 941	22 816	20 238	59	35 182	7 175 064	–	5 461	9 000 847	220 996	30 386	251 382	8 749 465
	Agence canadienne d'inspection des aliments	775 166	10 698	5 136	106 482	9 057	11 580	19 883	–	21 783	76 238	–	3 726	1 039 749	–	–	–	1 039 749
	Instituts de recherche en santé du Canada	78 575	448	629	2 686	3 505	1 393	10	–	666	1 336 223	–	238	1 424 373	–	–	–	1 424 373
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	11 138	127	950	898	282	2	8	–	238	–	–	44	13 687	–	–	–	13 687
	Agence de la santé publique du Canada	502 813	6 579	39 755	195 982	12 432	8 376	291 243	72	13 312	462 960	–	2 388	1 535 912	936	62	998	1 534 914
	Total du portefeuille ministériel	**2 598 691**	**27 935**	**81 963**	**736 559**	**60 217**	**44 167**	**331 382**	**131**	**71 181**	**9 050 485**	**–**	**11 857**	**13 014 568**	**221 932**	**30 448**	**252 380**	**12 762 188**
29	**Sécurité publique**																	
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	215 540	5 288	4 419	49 214	8 020	5 998	564	–	5 477	1 046 878	–	2 173	1 343 571	702	2 051	2 753	1 340 818
	Agence des services frontaliers du Canada	2 367 416	60 109	5 002	422 155	10 179	48 048	19 638	48 283	55 544	–	–	10 259	3 046 633	37 700	–	37 700	3 008 933
	Service canadien du renseignement de sécurité	493 373	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	319 644	813 017	–	–	–	813 017
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	13 538	158	42	755	254	9	62	–	518	–	–	870	16 206	–	–	–	16 206
	Service correctionnel du Canada	2 496 859	31 245	1 416	533 554	39 462	43 432	213 495	144 333	83 111	6 046	–	147 079	3 740 032	4 681	134 834	139 515	3 600 517
	Commissariat aux langues officielles	22 522	368	300	1 964	354	180	75	–	377	–	–	8	26 148	–	–	–	26 148
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 755	313	42	473	28	–	18	–	78	–	–	212	6 919	–	–	–	6 919
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	65 150	1 756	172	9 371	296	83	67	–	98	–	–	55	77 048	–	118	118	76 930
	Gendarmerie royale du Canada	5 844 145	289 084	4 669	799 445	189 911	113 888	200 281	77 292	393 521	22 830	510	135 779	8 071 355	2 325 290	1 693	2 326 983	5 744 372
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	5 636	18	32	659	9	2	40	–	30	–	–	263	6 689	–	–	–	6 689
	Total du portefeuille ministériel	**11 529 934**	**388 339**	**16 094**	**1 817 590**	**248 513**	**211 640**	**434 240**	**269 908**	**538 754**	**1 075 754**	**510**	**616 342**	**17 147 618**	**2 368 373**	**138 696**	**2 507 069**	**14 640 549**

30	**Services aux Autochtones**																
	Ministère des Services aux Autochtones	1 030 741	642 247	10 877	1 122 099	14 097	5 054	756 680	220	72 591	22 861 254	–	17 278	26 533 138	3 619	46 779	50 398	26 482 740
	Total du portefeuille ministériel	**1 030 741**	**642 247**	**10 877**	**1 122 099**	**14 097**	**5 054**	**756 680**	**220**	**72 591**	**22 861 254**	**–**	**17 278**	**26 533 138**	**3 619**	**46 779**	**50 398**	**26 482 740**
31	**Services publics et Approvisionnement**																
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	2 211 388	112 087	19 875	3 041 055	1 314 348	1 175 684	143 138	1 014 718	119 302	9 910	94 383	472 264	9 728 152	245 048	4 031 513	4 276 561	5 451 591
	Société canadienne des postes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	22 210	22 210	–	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	150 820	150 820	–	–	–	150 820
	Services partagés Canada	1 183 736	581 025	2 811	396 261	691 704	298 435	7 020	4 052	281 950	–	4 735	3 087	3 454 816	6 963	830 840	837 803	2 617 013
	Total du portefeuille ministériel	**3 395 124**	**693 112**	**22 686**	**3 437 316**	**2 006 052**	**1 474 119**	**150 158**	**1 018 770**	**401 252**	**9 910**	**99 118**	**648 381**	**13 355 998**	**252 011**	**4 862 353**	**5 114 364**	**8 241 634**
32	**Transports**																
	Ministère des Transports	876 400	28 839	12 453	262 599	27 710	22 699	15 405	172 927	99 447	2 182 532	–	22 849	3 723 860	53 225	49 626	102 851	3 621 009
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 079 165	1 079 165	–	–	–	1 079 165
	Office des transports du Canada	53 925	322	546	1 404	1 968	70	37	1	398	–	–	35	58 706	–	–	–	58 706
	Marine Atlantique S.C.C.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	194 974	194 974	–	–	–	194 974
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17 864	17 864	–	–	–	17 864
	VIA HFR - VIA TGF Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	69 825	69 825	–	–	–	69 825
	VIA Rail Canada Inc.	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	878 574	878 574	–	–	–	878 574
	Total du portefeuille ministériel	**930 325**	**29 161**	**12 999**	**264 003**	**29 678**	**22 769**	**15 442**	**172 928**	**99 845**	**2 182 532**	**–**	**2 263 286**	**6 022 968**	**53 225**	**49 626**	**102 851**	**5 920 117**
	Total des dépenses ministérielles nettes	**71 369 677**	**3 586 982**	**540 969**	**23 145 218**	**4 947 228**	**4 392 368**	**4 107 594**	**2 916 120**	**9 037 813**	**297 066 868**	**48 205 339**	**19 861 796**	**489 177 972**	**5 727 545**	**9 019 008**	**14 746 553**	**474 431 419**

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.

[2] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.

[3] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.

[4] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.

[5] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

[6] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Tableau 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a fait concorder le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes déclarées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les courus et autres redressements, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

Description	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Moins : Charges internes	Moins : Revenus internes affectés aux charges	Total des charges externes
Paiements de transfert	297 066 868	24 985 948	(64 436)	32 169	37 394 747	–	–	359 415 296
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	71 369 677	–	2 518 896	2 394 464	–	–	–	76 283 037
Transports et communications	3 586 982	–	(604 156)	151 699	–	47 979	178 770	2 907 776
Information	540 969	–	319	186 026	–	34 397	128 164	564 753
Services professionnels et spéciaux	23 145 218	–	(682 087)	1 585 222	–	941 617	3 508 478	19 598 258
Location	4 947 228	–	(232 640)	284 614	–	178 382	664 653	4 156 167
Réparation et entretien	4 392 368	–	(99 398)	312 442	–	67 906	253 021	4 284 485
Services publics, fournitures et approvisionnements	4 107 594	–	(394 441)	808 096	–	12 202	45 470	4 463 577
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	2 916 120	–	(2 916 120)	–	–	–	–	–
Acquisition de machinerie et matériel	9 037 813	–	(9 037 813)	–	–	–	–	–
Frais de la dette publique	48 205 339	–	5 411 696	(207 266)	–	–	–	53 409 769
Autres subventions et paiements	19 861 796	421 537	683 685	(6 475 231)	–	561 067	1 832 794	12 097 926
Amortissement des immobilisations corporelles	–	–	5 497 955	545 803	–	–	–	6 043 758
Perte nette sur cession de biens	–	–	41 382	12 620	–	–	–	54 002
Total brut	489 177 972	25 407 485	122 842	(369 342)	37 394 747	1 843 550	6 611 350	543 278 804
Autres éléments :								
Frais d'administration								
Compte des opérations de l'assurance-emploi	–	2 655 508	–	–	–	247 850	2 407 658	–
Revenus affectés aux dépenses								
Revenus externes	(5 727 545)	–	5 727 545	–	–	–	–	–
Revenus internes	(9 019 008)	–	–	–	–	–	(9 019 008)	–
	(14 746 553)	2 655 508	5 727 545	–	–	247 850	(6 611 350)	–
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	**474 431 419**	**28 062 993**	**5 850 387**	**(369 342)**	**37 394 747**	**2 091 400**	**–**	**543 278 804**
Pertes actuarielles nettes	**–**	**–**	**4 020 374**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 020 374**
Total des charges	**474 431 419**	**28 062 993**	**9 870 761**	**(369 342)**	**37 394 747**	**2 091 400**	**–**	**547 299 178**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des revenus ministériels » représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels présenté à l'état des « Revenus » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'État consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus						Total des revenus ministériels
			Revenus de placements [1]	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services [2]	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers [3]	Total des autres revenus	
2	**Affaires mondiales**								
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	38 209	36 231	194 629	1 516	434 932	705 517	705 517
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	31	–	–	1 230	1 261	1 261
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	1 063 804	–	–	–	106 193	1 169 997	1 169 997
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	14	–	–	–	14	14
	Investir au Canada	–	–	305	–	–	–	305	305
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 102 013**	**36 581**	**194 629**	**1 516**	**542 355**	**1 877 094**	**1 877 094**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**								
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	694 135	39 768	59 138	6 811	41 193	841 045	841 045
	Commission canadienne du lait	–	–	5	–	–	–	5	5
	Commission canadienne des grains	–	–	–	60 153	47	39	60 239	60 239
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**694 135**	**39 773**	**119 291**	**6 858**	**41 232**	**901 289**	**901 289**
6	**Anciens Combattants**								
	Ministère des Anciens Combattants	–	–	23 159	–	61	225	23 445	23 445
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	21	–	–	–	21	21
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**23 180**	**–**	**61**	**225**	**23 466**	**23 466**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**–**	**–**	**28**	**–**	**–**	**21**	**49**	**49**
8	**Conseil du Trésor**								
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	3 162	974 157	15	6 099	983 433	983 433
	École de la fonction publique du Canada	–	–	548	20 282	6	–	20 836	20 836
	Commissariat au lobbying	–	–	38	–	–	–	38	38
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	21	–	–	(6)	15	15
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**3 769**	**994 439**	**21**	**6 093**	**1 004 322**	**1 004 322**

Tableau 4

Revenus ministériels – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus						Total des revenus ministériels
			Revenus de placements [1]	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services [2]	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers [3]	Total des autres revenus	
9	**Conseil privé**								
	Bureau du Conseil privé	–	–	1 131	8 308	13	2	9 454	9 454
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	–	–	9	–	8	13	30	30
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	–	58	–	–	–	58	58
	Bureau du commissaire au renseignement	–	–	208	–	–	–	208	208
	Commission de la fonction publique	–	–	1 544	8 454	21	1 644	11 663	11 663
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**2 950**	**16 762**	**42**	**1 659**	**21 413**	**21 413**
10	**Défense nationale**								
	Ministère de la Défense nationale	–	1 559	195 866	321 253	14 941	15 570	549 189	549 189
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	3 468	23 647	10	1 491	28 616	28 616
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	42	–	–	–	42	42
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	7	–	–	–	7	7
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 559**	**199 383**	**344 900**	**14 951**	**17 061**	**577 854**	**577 854**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**								
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	15 688	795 791	652 931	192	3 172 327	4 636 929	4 636 929
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	313	–	–	–	313	313
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	9 680	–	121	9 801	9 801
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**15 688**	**796 104**	**662 611**	**192**	**3 172 448**	**4 647 043**	**4 647 043**
13	**Énergie et Ressources naturelles**								
	Ministère des Ressources naturelles	–	–	102 668	910 065	504	6 106	1 019 343	1 019 343
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	148	134 966	10	78	135 202	135 202
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	741	146 618	4	156	147 519	147 519
	Administration du pipe-line du Nord	–	–	–	400	–	–	400	400
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**103 557**	**1 192 049**	**518**	**6 340**	**1 302 464**	**1 302 464**
14	**Environnement et Changement climatique**								
	Ministère de l'Environnement	–	–	21 955	91 028	1 897	14 868	129 748	129 748
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	469	125	–	–	594	594
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**22 424**	**91 153**	**1 897**	**14 868**	**130 342**	**130 342**
15	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**								
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres [4]	–	–	3 328	–	–	–	3 328	3 328
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**3 328**	**–**	**–**	**–**	**3 328**	**3 328**

16	**Finances**								
	Ministère des Finances	–	9 226 341	465	–	1	1 174 020	10 400 827	10 400 827
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	63 444	–	–	63 444	63 444
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	–	77	49 350	–	1 038	50 465	50 465
	Bureau du vérificateur général	–	–	110	471	3	9	593	593
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	–	313 522	5	3	313 530	313 530
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**9 226 341**	**652**	**426 787**	**9**	**1 175 070**	**10 828 859**	**10 828 859**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**								
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	–	–	14 636	2 455 760	12	1 445	2 471 853	2 471 853
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	–	1 910	–	6	–	1 916	1 916
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**16 546**	**2 455 760**	**18**	**1 445**	**2 473 769**	**2 473 769**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**								
	Ministère de l'Industrie	–	350 473	48 282	2 551 842	199	188 781	3 139 577	3 139 577
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	–	–	14 456	–	34	98 718	113 208	113 208
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	–	5 980	–	–	8 930	14 910	14 910
	Agence spatiale canadienne	–	–	926	696	54	317	1 993	1 993
	Commission du droit d'auteur	–	–	13	–	–	–	13	13
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	8 857	2 327	–	69 247	80 431	80 431
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	–	8 457	–	14	128 329	136 800	136 800
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	–	1 038	–	–	18 912	19 950	19 950
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	–	59 378	–	1	87 086	146 465	146 465
	Conseil national de recherches du Canada	–	–	3 255	179 444	252	232	183 183	183 183
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	6 168	1 653	1	3	7 825	7 825
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	6 843	–	–	45 577	52 420	52 420
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	2 974	815	–	2	3 791	3 791
	Statistique Canada	–	–	1 661	157 020	13	5	158 699	158 699
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**350 473**	**168 288**	**2 893 797**	**568**	**646 139**	**4 059 265**	**4 059 265**
19	**Institutions démocratiques**								
	Commission des débats des chefs	–	–	18	–	–	–	18	18
	Bureau du directeur général des élections	–	–	338	–	17	126	481	481
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	16	–	–	–	16	16
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**372**	**–**	**17**	**126**	**515**	**515**
20	**Justice**								
	Ministère de la Justice	–	–	11 365	592 762	2	1 810	605 939	605 939
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	209	–	–	38 081	38 290	38 290
	Commission canadienne des droits de la personne	–	–	125	1 985	–	429	2 539	2 539
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	166	2 303	–	1 266	3 735	3 735
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	–	–	–	21 698	21 698	21 698
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	1 286	17 752	–	32 436	51 474	51 474
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	302	190	29	52	573	573
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	100	61	1	92	254	254
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**13 553**	**615 053**	**32**	**95 864**	**724 502**	**724 502**

Tableau 4

Revenus ministériels – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus						
			Revenus de placements [1]	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services [2]	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers [3]	Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**								
	Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	–	–	16 486	18 041	–	–	34 527	34 527
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	84 177	4 206	–	–	12 629	101 012	101 012
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	145 000	1 838	6	–	46	146 890	146 890
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**229 177**	**22 530**	**18 047**	**–**	**12 675**	**282 429**	**282 429**
22	**Parcs Canada**								
	Agence Parcs Canada [4]	–	–	5 763	221 864	–	2 493	230 120	230 120
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**5 763**	**221 864**	**–**	**2 493**	**230 120**	**230 120**
23	**Parlement**								
	Chambre des communes	–	–	613	36 664	31	1	37 309	37 309
	Bibliothèque du Parlement	–	–	119	861	–	–	980	980
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	21	–	–	3	24	24
	Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	49	–	–	–	49	49
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	–	9	–	–	–	9	9
	Service de protection parlementaire	–	–	2 836	1 589	1	1	4 427	4 427
	Sénat	–	–	44	–	20	9	73	73
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**3 691**	**39 114**	**52**	**14**	**42 871**	**42 871**
24	**Patrimoine canadien** [4]								
	Ministère du Patrimoine canadien	–	–	7 888	10 768	47	92 456	111 159	111 159
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	222	104 001	–	2 088	106 311	106 311
	Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	313	1 577	21	–	1 911	1 911
	Office national du film	–	–	105	3 864	–	–	3 969	3 969
	Commission des champs de bataille nationaux	–	–	45	2 993	8	–	3 046	3 046
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**8 573**	**123 203**	**76**	**94 544**	**226 396**	**226 396**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**								
	Ministère des Pêches et des Océans	–	–	22 522	91 140	2 700	13 356	129 718	129 718
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**22 522**	**91 140**	**2 700**	**13 356**	**129 718**	**129 718**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**								
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	–	4	5 653	11 107	42	3 564	20 370	20 370
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	–	–	534	434	–	1	969	969
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**4**	**6 187**	**11 541**	**42**	**3 565**	**21 339**	**21 339**
27	**Revenu national**								
	Agence du revenu du Canada	337 664 035	–	10 404	902 510	183	28 301 168	29 214 265	366 878 300
	Total du portefeuille ministériel	**337 664 035**	**–**	**10 404**	**902 510**	**183**	**28 301 168**	**29 214 265**	**366 878 300**

28	**Santé**								
	Ministère de la Santé	–	2 100	23 828	499 174	503	2 512	528 117	528 117
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	–	3 323	59 292	567	5 113	68 295	68 295
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	–	6 640	–	19	8	6 667	6 667
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	64	644	–	–	708	708
	Agence de la santé publique du Canada	–	2 691	63 655	16 515	287	9	83 157	83 157
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**4 791**	**97 510**	**575 625**	**1 376**	**7 642**	**686 944**	**686 944**
29	**Sécurité publique**								
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	27 026	2 753	12	792	30 583	30 583
	Agence des services frontaliers du Canada	41 696 912	–	8 210	40 765	1 138	119 159	169 272	41 866 184
	Service canadien du renseignement de sécurité	–	16	955	3 980	1 453	29	6 433	6 433
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	27	–	–	–	27	27
	Service correctionnel du Canada	–	–	13 158	144 460	2 985	277	160 880	160 880
	Commissariat aux langues officielles	–	–	23	–	–	–	23	23
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	–	30	–	–	–	30	30
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	370	759	34	–	1 163	1 163
	Gendarmerie royale du Canada	–	1	10 111	3 451 336	2 224	1 478	3 465 150	3 465 150
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	25	–	–	–	25	25
	Total du portefeuille ministériel	**41 696 912**	**17**	**59 935**	**3 644 053**	**7 846**	**121 735**	**3 833 586**	**45 530 498**
30	**Services aux Autochtones**								
	Ministère des Services aux Autochtones	–	75	89 677	50 093	966	16 853	157 664	157 664
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**75**	**89 677**	**50 093**	**966**	**16 853**	**157 664**	**157 664**
31	**Services publics et Approvisionnement**								
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	11 000	37 727	4 289 677	360	147 746	4 486 510	4 486 510
	Direction des opérations de la paye et de la gestion des services [5]	–	–	24 303	–	–	–	24 303	24 303
	Pension de retraite de la fonction publique	–	–	–	–	–	1 942 500	1 942 500	1 942 500
	Services partagés Canada	–	–	9 543	836 032	78	43 927	889 580	889 580
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**11 000**	**71 573**	**5 125 709**	**438**	**2 134 173**	**7 342 893**	**7 342 893**
32	**Transports**								
	Ministère des Transports	–	34 424	6 565	664 968	2 792	16 930	725 679	725 679
	Office des transports du Canada	–	–	130	–	–	1 274	1 404	1 404
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**34 424**	**6 695**	**664 968**	**2 792**	**18 204**	**727 083**	**727 083**
	Total des revenus ministériels	**379 360 947**	**11 669 697**	**1 835 548**	**21 475 098**	**43 171**	**36 447 368**	**71 470 881**	**450 831 829**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

[1] Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Le montant total comprend 4 342 897 $ qui se rapporte aux comptes des opérations de change (4 149 340 $ pour le compte du fonds des changes et 193 557 $ pour le Fonds monétaire international), 5 993 021 $ pour les sociétés d'État entreprises, et 1 333 779 $ pour les autres revenus de placement. Les montants qui se rapportent aux revenus des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État ont été respectivement reclassifiés au tableau 4a de ce volume.

[2] Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

[3] Inclut les produits issus de la tarification de la pollution de 13 552 154 $, les pièces de monnaie canadienne de 95 873 $ et le gain net de change de 525 780 $. Le montant de 525 780 $ a été reclassifié aux revenus des opérations de change au tableau 4a de ce volume.

[4] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

[5] Les paiements de transition pour la mise en œuvre de la paye en arrérage ont été transférés à un compte central administré par la Direction des opérations de la paye et de la gestion des services qui n'est pas un organisme nommé dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais qui est une direction relevant de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada qui exerce un rôle de soutien administratif central pour l'ensemble du gouvernement.

Tableau 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance

Le tableau 4a fait concorder le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes déclarés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de rapprochement comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, les revenus des sociétés d'État et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des revenus internes.

(en milliers de dollars)

Description	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Courus et autres redressements	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes [1]	Total des revenus externes
Revenus fiscaux							
Revenus d'impôt sur le revenu							
Particuliers	200 075 558	–	(51 000)	–	34 294 320	–	234 318 878
Sociétés							
Sociétés	93 593 342	–	–	–	3 360 139	–	96 953 481
Subvention salariale d'urgence du Canada	167 324	–	–	–	(167 324)	–	–
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer	56 358	–	–	–	(56 358)	–	–
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada	1 726	–	–	–	(1 726)	–	–
Programmes de relance pour le tourisme et l'accueil et les entreprises les plus durement touchées	34 304	–	–	–	(34 304)	–	–
	93 853 054	–	–	–	*3 100 427*	–	*96 953 481*
Non-résidents	13 528 341	–	–	–	–	–	13 528 341
	307 456 953	–	*(51 000)*	–	*37 394 747*	–	*344 800 700*
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	52 502 806	–	–	–	–	–	52 502 806
Taxes sur l'énergie							
Taxe d'accise – Essence	4 360 661	–	–	–	–	–	4 360 661
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel	1 289 389	–	–	–	–	–	1 289 389
	5 650 050	–	–	–	–	–	*5 650 050*
Droits de douane à l'importation	6 263 907	–	–	–	–	–	6 263 907
Autres taxes et droits d'accise							
Droits d'accise	5 656 492	–	–	–	–	–	5 656 492
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	1 159 157	–	–	–	–	–	1 159 157
Diverses taxes et droits d'accise	671 582	–	–	–	–	–	671 582
	7 487 231	–	–	–	–	–	*7 487 231*
	71 903 994	–	–	–	–	–	*71 903 994*
Total des revenus fiscaux	**379 360 947**	**–**	**(51 000)**	**–**	**37 394 747**	**–**	**416 704 694**
Cotisations d'assurance-emploi	**–**	**32 104 423**	**–**	**–**	**–**	**(574 205)**	**31 530 218**
Produits issus de la tarification de la pollution	**13 552 154**	**–**	**(336)**	**–**	**–**	**–**	**13 551 818**

Autres revenus

Sociétés d'État							
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques							
Quote-part des bénéfices (pertes) annuel(le)s	1 184 000	–	–	2 055 345	–	–	3 239 345
Intérêt et autres	4 809 021	–	–	–	–	–	4 809 021
	5 993 021	–	–	*2 055 345*	–	–	*8 048 366*
Revenus nets des opérations de change et revenus de placements							
Compte du fonds des changes	4 149 340	–	–	–	–	–	4 149 340
Fonds monétaire international	193 557	–	277 489	–	–	–	471 046
Autres	525 780	–	(443 879)	–	–	–	81 901
	4 868 677	–	*(166 390)*	–	–	–	*4 702 287*
Revenus de placements	1 333 779	–	471 381	260 843	–	(749)	2 065 254
	6 202 456	–	*304 991*	*260 843*	–	*(749)*	*6 767 541*
Autres programmes							
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 835 548	–	(1 835 548)	–	–	–	–
Ventes de biens et de services							
Droits et privilèges	4 305 352	–	(726 226)	–	–	(10 286)	3 568 840
Location et utilisation de biens publics	1 747 072	–	(24 132)	50 743	–	(778 903)	994 780
Services de nature réglementaire	3 691 050	–	(38 348)	–	–	(654 958)	2 997 744
Services de nature non réglementaire	6 697 090	–	1 404 164	614 243	–	(2 089 893)	6 625 604
Ventes de biens et de produits d'information	2 563 932	–	8 354	1 016 416	–	(2 464 418)	1 124 284
Autres frais et droits	2 470 602	–	(615 330)	216 873	–	(1 584 142)	488 003
	21 475 098	–	*8 482*	*1 898 275*	–	*(7 582 600)*	*15 799 255*
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	43 171	–	(38 248)	–	–	(4 923)	–
Revenus divers							
Intérêt et pénalités	14 783 343	–	1 489 889	–	–	–	16 273 232
Autres	7 586 091	(288 267)	(2 350 014)	850 348	–	(3 522 137)	2 276 021
	45 723 251	*(288 267)*	*(2 725 439)*	*2 748 623*	–	*(11 109 660)*	*34 348 508*
Total des autres revenus	**57 918 728**	**(288 267)**	**(2 420 448)**	**5 064 811**	**–**	**(11 110 409)**	**49 164 415**
Total des revenus	**450 831 829**	**31 816 156**	**(2 471 784)**	**5 064 811**	**37 394 747**	**(11 684 614)**	**510 951 145**

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

[1] Le montant total des revenus internes réduit de 11 110 409 $ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 2 091 401 $ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 9 019 008 $ de revenus disponibles pour être dépensés tel que détaillé au tableau 3a de ce volume.

Tableau 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
2	**Affaires mondiales**							
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	87 149	102 126	5 345	9	–	194 629
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**87 149**	**102 126**	**5 345**	**9**	**–**	**194 629**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**							
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	6 515	1 229	8 027	21 386	–	21 981	59 138
	Commission canadienne des grains	–	–	58 474	1 679	–	–	60 153
	Total du portefeuille ministériel	**6 515**	**1 229**	**66 501**	**23 065**	**–**	**21 981**	**119 291**
8	**Conseil du Trésor**							
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	–	–	2 518	–	971 639	974 157
	École de la fonction publique du Canada	–	–	20 282	–	–	–	20 282
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**20 282**	**2 518**	**–**	**971 639**	**994 439**
9	**Conseil privé**							
	Bureau du Conseil privé	–	–	–	175	832	7 301	8 308
	Commission de la fonction publique	–	–	–	8 442	–	12	8 454
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**8 617**	**832**	**7 313**	**16 762**
10	**Défense nationale**							
	Ministère de la Défense nationale	–	167 536	–	125 357	26 094	2 266	321 253
	Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	–	–	–	23 647	23 647
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**167 536**	**–**	**125 357**	**26 094**	**25 913**	**344 900**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**							
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	–	146 710	506 210	–	11	652 931
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–	–	10 553	(873)	9 680
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**146 710**	**506 210**	**10 553**	**(862)**	**662 611**
13	**Énergie et Ressources naturelles**							
	Ministère des Ressources naturelles	798 120	1 366	2 413	13 196	1 440	93 530	910 065
	Régie canadienne de l'énergie	–	–	134 966	–	–	–	134 966
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	–	–	146 618	–	–	–	146 618
	Administration du pipe-line du Nord	–	–	400	–	–	–	400
	Total du portefeuille ministériel	**798 120**	**1 366**	**284 397**	**13 196**	**1 440**	**93 530**	**1 192 049**
14	**Environnement et Changement climatique**							
	Ministère de l'Environnement	–	5 772	7 057	52 208	22 025	3 966	91 028
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	–	125	–	–	125
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**5 772**	**7 057**	**52 333**	**22 025**	**3 966**	**91 153**

16	**Finances**							
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	51 444	–	–	12 000	63 444
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	–	49 350	–	–	–	49 350
	Bureau du vérificateur général	–	–	–	–	–	471	471
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	294 696	18 282	–	544	313 522
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**395 490**	**18 282**	**–**	**13 015**	**426 787**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**							
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	988 132	–	1 467 285	–	–	343	2 455 760
	Total du portefeuille ministériel	**988 132**	**–**	**1 467 285**	**–**	**–**	**343**	**2 455 760**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**							
	Ministère de l'Industrie	2 319 586	–	86 414	2 917	348	142 577	2 551 842
	Agence spatiale canadienne	–	269	–	427	–	–	696
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	–	–	–	2 327	2 327
	Conseil national de recherches du Canada	3 572	5 442	–	157 868	3 891	8 671	179 444
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	–	1 499	–	154	1 653
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	–	694	–	121	815
	Statistique Canada	–	–	–	–	157 020	–	157 020
	Total du portefeuille ministériel	**2 323 158**	**5 711**	**86 414**	**163 405**	**161 259**	**153 850**	**2 893 797**
20	**Justice**							
	Ministère de la Justice	–	–	6 396	22 613	–	563 753	592 762
	Commission canadienne des droits de la personne	–	–	–	–	–	1 985	1 985
	Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	2 299	–	4	–	2 303
	Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	–	17 752	–	–	17 752
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–	–	–	190	190
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	–	2	5	54	61
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**8 695**	**40 367**	**9**	**565 982**	**615 053**
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**							
	Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	4 590	13 451	–	–	–	–	18 041
	Bureau de l'infrastructure du Canada	–	6	–	–	–	–	6
	Total du portefeuille ministériel	**4 590**	**13 457**	**–**	**–**	**–**	**–**	**18 047**
22	**Parcs Canada**							
	Agence Parcs Canada [1]	–	54 912	–	151 318	2 462	13 172	221 864
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**54 912**	**–**	**151 318**	**2 462**	**13 172**	**221 864**
23	**Parlement**							
	Chambre des communes	–	26	–	17 963	18 551	124	36 664
	Bibliothèque du Parlement	–	–	–	–	861	–	861
	Service de protection parlementaire	–	–	–	1 431	14	144	1 589
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**26**	**–**	**19 394**	**19 426**	**268**	**39 114**

Tableau 4b

Ventes de biens et de services – *fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et produits d'information	Autres frais et droits	Total
24	**Patrimoine canadien** [1]							
	Ministère du Patrimoine canadien	–	15	–	7 454	8	3 291	10 768
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	–	–	104 001	–	–	–	104 001
	Bibliothèque et Archives du Canada	60	82	–	1	132	1 302	1 577
	Office national du film	902	–	–	23	2 909	30	3 864
	Commission des champs de bataille nationaux	–	2 487	–	369	19	118	2 993
	Total du portefeuille ministériel	**962**	**2 584**	**104 001**	**7 847**	**3 068**	**4 741**	**123 203**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**							
	Ministère des Pêches et des Océans	44 105	924	–	46 110	1	–	91 140
	Total du portefeuille ministériel	**44 105**	**924**	**–**	**46 110**	**1**	**–**	**91 140**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**							
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	824	1 404	–	11	–	8 868	11 107
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	–	409	–	–	–	25	434
	Total du portefeuille ministériel	**824**	**1 813**	**–**	**11**	**–**	**8 893**	**11 541**
27	**Revenu national**							
	Agence du revenu du Canada	297	–	488 609	350 264	53	63 287	902 510
	Total du portefeuille ministériel	**297**	**–**	**488 609**	**350 264**	**53**	**63 287**	**902 510**
28	**Santé**							
	Ministère de la Santé	136 852	1	146 176	170 331	–	45 814	499 174
	Agence canadienne d'inspection des aliments	60	–	56 998	–	–	2 234	59 292
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	–	–	–	–	644	644
	Agence de la santé publique du Canada	1 483	23	–	14 828	–	181	16 515
	Total du portefeuille ministériel	**138 395**	**24**	**203 174**	**185 159**	**–**	**48 873**	**575 625**
29	**Sécurité publique**							
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	–	2 753	–	–	2 753
	Agence des services frontaliers du Canada	254	–	29 768	10 743	–	–	40 765
	Service canadien du renseignement de sécurité	–	11	994	–	–	2 975	3 980
	Service correctionnel du Canada	–	1 079	–	38 606	98 426	6 349	144 460
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	–	641	–	–	118	759
	Gendarmerie royale du Canada	–	–	44 506	3 403 609	–	3 221	3 451 336
	Total du portefeuille ministériel	**254**	**1 090**	**75 909**	**3 455 711**	**98 426**	**12 663**	**3 644 053**
30	**Services aux Autochtones**							
	Ministère des Services aux Autochtones	–	–	–	3 314	–	46 779	50 093
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**3 314**	**–**	**46 779**	**50 093**

31	**Services publics et Approvisionnement**							
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	830 412	204 268	635 260	2 217 632	402 105	4 289 677
	Services partagés Canada	–	–	–	836 032	–	–	836 032
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**830 412**	**204 268**	**1 471 292**	**2 217 632**	**402 105**	**5 125 709**
32	**Transports**							
	Ministère des Transports	–	573 067	30 132	47 975	643	13 151	664 968
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**573 067**	**30 132**	**47 975**	**643**	**13 151**	**664 968**
	Total des ventes de biens et de services	**4 305 352**	**1 747 072**	**3 691 050**	**6 697 090**	**2 563 932**	**2 470 602**	**21 475 098**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

[1] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'État du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Ministère ou organisme	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [1]
2	**Affaires mondiales**									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	23 765	8 808 094	285 326	268 962	9 386 147	9 044 091	341 383	673	8 458 079
	Corporation commerciale canadienne	–	13 792	–	–	13 792	13 792	–	–	13 962
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	–	8 195	8 195	8 125	70	–	7 923
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	–	–	–	583 164	583 164	583 164	–	–	10 522 747
	Centre de recherches pour le développement international	–	157 520	–	2 750	160 270	160 270	–	–	164 606
	Commission mixte internationale (section canadienne)	–	7 496	1 480	2 475	11 451	8 875	2 576	–	9 192
	Investir au Canada	–	33 075	–	1 186	34 261	32 743	1 518	–	34 272
	Total du portefeuille ministériel	**23 765**	**9 019 977**	**286 806**	**866 732**	**10 197 280**	**9 851 060**	**345 547**	**673**	**19 210 781**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**–**	**316 189**	**18 558**	**(334 747)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**40**	**385 643**	**7 707**	**(393 390)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 911	3 742 024	220 376	151 888	4 130 199	4 030 501	85 554	14 144	4 163 441
	Commission canadienne du lait	–	4 995	–	154	5 149	5 149	–	–	5 376
	Commission canadienne des grains	111 876	12 170	–	(5 034)	119 012	16 885	14	102 113	25 320
	Total du portefeuille ministériel	**127 787**	**3 759 189**	**220 376**	**147 008**	**4 254 360**	**4 052 535**	**85 568**	**116 257**	**4 194 137**
6	**Anciens Combattants**									
	Ministère des Anciens Combattants	–	6 214 030	1 482 189	90 942	7 787 161	7 630 043	157 058	60	6 053 066
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	22 576	–	8	22 584	21 261	1 323	–	18 124
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**6 236 606**	**1 482 189**	**90 950**	**7 809 745**	**7 651 304**	**158 381**	**60**	**6 071 190**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**	**–**	**25 571**	**3 456**	**1 073**	**30 100**	**29 631**	**469**	**–**	**26 416**
8	**Conseil du Trésor**									
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	9 344 293	1 911 534	1 790 715	13 046 542	11 036 273	2 010 254	15	4 250 334
	École de la fonction publique du Canada	8 433	87 839	–	16 539	112 811	98 781	2 225	11 805	94 777
	Commissariat au lobbying	–	5 956	–	343	6 299	6 090	209	–	5 767
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	6 066	370	567	7 003	6 765	238	–	6 777
	Total du portefeuille ministériel	**8 433**	**9 444 154**	**1 911 904**	**1 808 164**	**13 172 655**	**11 147 909**	**2 012 926**	**11 820**	**4 357 655**

9	**Conseil privé**									
	Bureau du Conseil privé	2	243 351	10 021	9 576	262 950	251 744	11 193	13	243 972
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	15	40 619	–	3 124	43 758	42 977	773	8	43 529
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	–	18 412	–	2 282	20 694	18 840	1 854	–	19 646
	Bureau du commissaire au renseignement	–	2 576	–	161	2 737	2 059	678	–	2 228
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	120 771	20 282	(141 053)	–	–	–	–	–
	Commission de la fonction publique	–	98 317	2 025	4 565	104 907	100 126	4 781	–	106 894
	Total du portefeuille ministériel	**17**	**524 046**	**32 328**	**(121 345)**	**435 046**	**415 746**	**19 279**	**21**	**416 269**
10	**Défense nationale**									
	Ministère de la Défense nationale	11 151	30 584 804	3 309 885	805 673	34 711 513	33 924 795	772 148	14 570	33 469 477
	Centre de la sécurité des télécommunications	24	1 041 683	49 059	40 416	1 131 182	1 088 532	42 640	10	1 010 796
	Comité externe d'examen des griefs militaires	–	8 247	–	912	9 159	8 403	756	–	7 762
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	5 587	–	582	6 169	5 777	392	–	5 634
	Total du portefeuille ministériel	**11 175**	**31 640 321**	**3 358 944**	**847 583**	**35 858 023**	**35 027 507**	**815 936**	**14 580**	**34 493 669**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**									
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	321 336	32 374	(353 710)	–	–	–	–	–
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	71 388	8 694	(80 082)	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**392 724**	**41 068**	**(433 792)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	1 064	98 732 220	(324 054)	630 762	99 039 992	98 907 620	131 060	1 312	94 443 381
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	21 263	–	768	22 031	21 379	652	–	21 589
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7 037	11 596	–	6 008	24 641	14 879	697	9 065	15 012
	Total du portefeuille ministériel	**8 101**	**98 765 079**	**(324 054)**	**637 538**	**99 086 664**	**98 943 878**	**132 409**	**10 377**	**94 479 982**
13	**Énergie et Ressources naturelles**									
	Ministère des Ressources naturelles	8 572	5 551 140	262 694	(705 506)	5 116 900	4 419 629	689 170	8 101	3 466 610
	Énergie atomique du Canada, Limitée	–	1 591 310	–	10 740	1 602 050	1 433 600	168 450	–	1 344 720
	Régie canadienne de l'énergie	–	111 394	1 768	22 787	135 949	130 963	4 976	10	113 668
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	4 462	166 135	–	41 219	211 816	202 442	4 799	4 575	170 045
	Administration du pipe-line du Nord	–	570	–	(26)	544	400	144	–	336
	Total du portefeuille ministériel	**13 034**	**7 420 549**	**264 462**	**(630 786)**	**7 067 259**	**6 187 034**	**867 539**	**12 686**	**5 095 379**
14	**Environnement et Changement climatique**									
	Ministère de l'Environnement	1 305	2 760 970	71 726	279 903	3 113 904	2 965 769	146 441	1 694	2 362 130
	Agence canadienne de l'eau	–	–	–	55 390	55 390	43 219	12 171	–	–
	Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	106 644	–	4 478	111 122	104 787	6 335	–	97 545
	Agence Parcs Canada	68 398	1 229 207	–	(1 297 605)	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**69 703**	**4 096 821**	**71 726**	**(957 834)**	**3 280 416**	**3 113 775**	**164 947**	**1 694**	**2 459 675**
15	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**									
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres [2]	–	371 460	4 489	3 316	379 265	368 962	10 303	–	320 899
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**371 460**	**4 489**	**3 316**	**379 265**	**368 962**	**10 303**	**–**	**320 899**

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – *suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
		Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [1]
16	**Finances**									
	Ministère des Finances	68 573	143 050 168	1 921 345	(1 696 080)	143 344 006	143 259 847	15 586	68 573	135 511 451
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	–	55 268	55 268	55 268	–	–	53 367
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	104 126	17 654	1 444	123 224	101 439	21 785	–	98 623
	Bureau du vérificateur général	50	127 416	–	10 632	138 098	132 403	5 692	3	134 930
	Bureau du surintendant des institutions financières	58 325	321 938	–	74 655	454 918	312 927	–	141 991	311 472
	Total du portefeuille ministériel	**126 948**	**143 603 648**	**1 938 999**	**(1 554 081)**	**144 115 514**	**143 861 884**	**43 063**	**210 567**	**136 109 843**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**									
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	194 138	4 194 449	2 181 113	200 761	6 770 461	6 508 540	188 409	73 512	5 994 256
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	39	334 508	–	25 898	360 445	352 875	7 570	–	341 256
	Total du portefeuille ministériel	**194 177**	**4 528 957**	**2 181 113**	**226 659**	**7 130 906**	**6 861 415**	**195 979**	**73 512**	**6 335 512**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**									
	Ministère de l'Industrie	33 141	6 135 005	252 866	1 219	6 422 231	4 843 460	1 545 761	33 010	4 348 247
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	–	–	–	405 188	405 188	400 468	4 686	34	478 431
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	–	–	81 347	81 347	80 976	371	–	87 358
	Agence spatiale canadienne	26	413 968	261 707	66 278	741 979	634 727	107 213	39	450 747
	Commission canadienne du tourisme	–	115 968	–	–	115 968	115 968	–	–	122 662
	Commission du droit d'auteur	–	4 456	–	728	5 184	5 073	111	–	4 075
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	–	365 668	365 668	362 694	2 974	–	377 608
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	–	–	340 830	340 830	337 630	3 200	–	563 183
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	–	–	65 991	65 991	64 063	1 928	–	71 776
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	23	228 682	27 549	3 316	259 570	258 596	973	1	462 032
	Conseil national de recherches du Canada	202 861	1 595 143	19 962	116 545	1 934 511	1 708 014	13 415	213 082	1 525 981
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	1 383 834	86 624	10 798	1 481 256	1 468 578	11 025	1 653	1 383 259
	Agence de développement économique du Pacifique Canada	–	–	–	142 423	142 423	136 549	5 874	–	190 710
	Conseil de recherches en sciences humaines	–	1 197 932	91 965	11 769	1 301 666	1 297 268	3 583	815	1 160 335
	Conseil canadien des normes	–	21 397	3 600	594	25 591	25 591	–	–	20 420
	Statistique Canada	–	736 640	2 793	35 947	775 380	734 273	41 107	–	740 709
	Total du portefeuille ministériel	**236 051**	**11 833 025**	**747 066**	**1 648 641**	**14 464 783**	**12 473 928**	**1 742 221**	**248 634**	**11 987 533**

19	**Institutions démocratiques**									
	Commission des débats des chefs	–	–	–	3 506	3 506	669	2 837	–	644
	Bureau du directeur général des élections	–	–	–	313 877	313 877	313 280	597	–	249 066
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	–	3 876	3 876	3 093	783	–	3 029
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**321 259**	**321 259**	**317 042**	**4 217**	**–**	**252 739**
20	**Justice**									
	Ministère de la Justice	2	927 912	193 931	245 897	1 367 742	1 350 941	16 799	2	1 109 986
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	80 659	2 082	5 860	88 601	85 959	2 642	–	88 693
	Commission canadienne des droits de la personne	1	37 757	1 457	2 721	41 936	41 564	372	–	44 878
	Service administratif des tribunaux judiciaires	14	165 951	32 720	8 321	207 006	135 722	71 284	–	125 128
	Commission du droit du Canada	–	3 875	735	262	4 872	4 040	832	–	1 786
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	788 800	–	15 954	804 754	804 199	555	–	752 720
	Bureau du directeur des poursuites pénales	2	208 453	–	50 996	259 451	254 250	5 201	–	223 128
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	51 151	1 900	3 448	56 499	55 017	1 453	29	52 761
	Registraire de la Cour suprême du Canada	–	47 968	–	4 448	52 416	51 322	1 094	–	48 362
	Total du portefeuille ministériel	**19**	**2 312 526**	**232 825**	**337 907**	**2 883 277**	**2 783 014**	**100 232**	**31**	**2 447 442**
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**									
	Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	–	–	203 461	7 636 976	7 840 437	7 351 328	489 109	–	–
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	5 627 708	954 889	(43 829)	6 538 768	5 443 590	1 095 178	–	5 430 271
	Bureau de l'infrastructure du Canada	35	8 205 210	90	(7 587 750)	617 585	617 550	35	–	7 619 725
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	–	262 413	–	–	262 413	189 642	72 771	–	156 303
	Autorité du pont Windsor-Détroit	–	951 658	256 365	–	1 208 023	944 189	263 834	–	1 289 463
	Total du portefeuille ministériel	**35**	**15 046 989**	**1 414 805**	**5 397**	**16 467 226**	**14 546 299**	**1 920 927**	**–**	**14 495 762**
22	**Parcs Canada**									
	Agence Parcs Canada [2]	–	–	–	1 510 411	1 510 411	1 368 746	95 753	45 912	1 452 548
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**1 510 411**	**1 510 411**	**1 368 746**	**95 753**	**45 912**	**1 452 548**
23	**Parlement**									
	Chambre des communes	–	623 692	41 389	(3 502)	661 579	644 102	17 477	–	637 917
	Bibliothèque du Parlement	–	62 860	–	185	63 045	62 079	966	–	61 276
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	8 576	–	72	8 648	8 533	115	–	7 713
	Bureau du directeur parlementaire du budget	–	7 871	–	(69)	7 802	6 650	1 152	–	6 581
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	1 597	–	(34)	1 563	1 105	458	–	952
	Service de protection parlementaire	–	104 543	4 600	1 185	110 328	107 825	2 503	–	94 967
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	3 721	–	(3 721)	–	–	–	–	–
	Sénat	–	134 868	–	219	135 087	129 940	5 147	–	117 981
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**947 728**	**45 989**	**(5 665)**	**988 052**	**960 234**	**27 818**	**–**	**927 387**

Tableau 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel – *fin*

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Ministère ou organisme	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [1]
24	**Patrimoine canadien** [2]									
	Ministère du Patrimoine canadien	11	1 893 268	277 913	4 841	2 176 033	2 140 650	35 337	46	2 152 462
	Conseil des Arts du Canada	–	363 758	–	525	364 283	364 283	–	–	369 339
	Société Radio-Canada	–	1 383 238	–	42 000	1 425 238	1 425 238	–	–	1 454 160
	Musée canadien des droits de la personne	–	28 590	–	–	28 590	28 590	–	–	28 794
	Musée canadien de l'histoire	–	83 117	–	110	83 227	83 227	–	–	85 564
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	–	10 024	–	–	10 024	10 024	–	–	10 061
	Musée canadien de la nature	–	32 534	–	3 844	36 378	36 378	–	–	32 316
	Fondation canadienne des relations raciales	–	8 992	3 000	100	12 092	12 092	–	–	9 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	18 015	668	5 174	23 907	21 269	2 638	–	19 906
	Bibliothèque et Archives du Canada	4	199 807	17 415	19 588	236 814	212 373	24 419	22	216 879
	Société du Centre national des Arts	–	57 006	2 329	190	59 525	59 525	–	–	66 359
	Office national du film	13 245	71 954	–	13 338	98 537	82 475	2 355	13 707	71 607
	Musée des beaux-arts du Canada	–	50 021	–	–	50 021	50 021	–	–	50 727
	Musée national des sciences et de la technologie	–	38 405	–	36	38 441	38 441	–	–	40 360
	Téléfilm Canada	–	103 308	54 994	–	158 302	158 302	–	–	155 276
	Commission des champs de bataille nationaux	–	24 434	1 041	1 536	27 011	18 928	8 083	–	20 144
	Total du portefeuille ministériel	**13 310**	**4 366 471**	**357 360**	**91 282**	**4 828 423**	**4 741 816**	**72 832**	**13 775**	**4 782 954**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**									
	Ministère des Pêches et des Océans	2 037	4 685 181	537 523	297 545	5 522 286	5 215 031	305 123	2 132	4 546 062
	Total du portefeuille ministériel	**2 037**	**4 685 181**	**537 523**	**297 545**	**5 522 286**	**5 215 031**	**305 123**	**2 132**	**4 546 062**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	13	10 913 250	7 007 133	24 102	17 944 498	14 249 651	3 694 805	42	16 350 606
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	1 287	35 410	3 500	1 354	41 551	36 467	3 363	1 721	37 432
	Total du portefeuille ministériel	**1 300**	**10 948 660**	**7 010 633**	**25 456**	**17 986 049**	**14 286 118**	**3 698 168**	**1 763**	**16 388 038**
27	**Revenu national**									
	Agence du revenu du Canada	562 542	17 579 455	3 166 058	1 215 573	22 523 628	22 179 323	75 905	268 400	16 801 930
	Total du portefeuille ministériel	**562 542**	**17 579 455**	**3 166 058**	**1 215 573**	**22 523 628**	**22 179 323**	**75 905**	**268 400**	**16 801 930**

28	**Santé**									
	Ministère de la Santé	113	8 678 602	782 579	98 282	9 559 576	8 749 465	809 653	458	6 842 293
	Agence canadienne d'inspection des aliments	62 787	856 278	11 496	188 501	1 119 062	1 039 749	17 036	62 277	1 079 322
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	1 369 562	55 546	543	1 425 651	1 424 373	1 259	19	1 348 456
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	17 746	–	764	18 510	13 687	4 823	–	14 044
	Agence de la santé publique du Canada	3 902	1 868 507	82 040	245 268	2 199 717	1 534 914	664 516	287	4 428 531
	Total du portefeuille ministériel	**66 802**	**12 790 695**	**931 661**	**533 358**	**14 322 516**	**12 762 188**	**1 497 287**	**63 041**	**13 712 646**
29	**Sécurité publique**									
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	18	1 605 274	930 105	(80 656)	2 454 741	1 340 818	1 113 911	12	1 484 124
	Agence des services frontaliers du Canada	159 122	2 649 606	36 029	409 924	3 254 681	3 008 933	70 577	175 171	2 693 911
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	7 827	–	(7 827)	–	–	–	–	–
	Service canadien du renseignement de sécurité	945	702 624	52 820	74 933	831 322	813 017	16 852	1 453	828 410
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	16 280	–	1 554	17 834	16 206	1 628	–	15 795
	Service correctionnel du Canada	21 810	3 171 276	514 630	187 757	3 895 473	3 600 517	271 472	23 484	3 374 962
	Commission des débats des chefs	–	3 513	–	(3 513)	–	–	–	–	–
	Bureau du directeur général des élections	–	259 288	–	(259 288)	–	–	–	–	–
	Commissariat aux langues officielles	–	25 354	2 004	1 374	28 732	26 148	2 584	–	25 086
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	7 462	–	241	7 703	6 919	784	–	5 813
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	73 270	1 385	4 479	79 134	76 930	2 171	33	77 448
	Gendarmerie royale du Canada	754	4 847 756	646 748	487 540	5 982 798	5 744 372	237 014	1 412	5 143 298
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	6 523	–	735	7 258	6 689	569	–	5 372
	Total du portefeuille ministériel	**182 649**	**13 376 053**	**2 183 721**	**817 253**	**16 559 676**	**14 640 549**	**1 717 562**	**201 565**	**13 654 219**
30	**Services aux Autochtones**									
	Ministère des Services aux Autochtones	32 936	21 038 891	6 674 854	122 386	27 869 067	26 482 740	1 353 512	32 815	46 477 242
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	–	55 142	10 338	(65 480)	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**32 936**	**21 094 033**	**6 685 192**	**56 906**	**27 869 067**	**26 482 740**	**1 353 512**	**32 815**	**46 477 242**
31	**Services publics et Approvisionnement**									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	416 830	4 784 233	850 295	70 867	6 122 225	5 451 591	269 006	401 628	5 375 281
	Société canadienne des postes	–	22 210	–	–	22 210	22 210	–	–	22 210
	Commission de la capitale nationale	–	94 770	42 445	13 605	150 820	150 820	–	–	96 902
	Services partagés Canada	–	2 480 040	52 867	197 116	2 730 023	2 617 013	113 010	–	2 790 789
	Total du portefeuille ministériel	**416 830**	**7 381 253**	**945 607**	**281 588**	**9 025 278**	**8 241 634**	**382 016**	**401 628**	**8 285 182**
32	**Transports**									
	Ministère des Transports	6 740	3 651 829	774 402	110 335	4 543 306	3 621 009	919 505	2 792	3 019 244
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	–	1 194 374	16 461	–	1 210 835	1 079 165	131 670	–	971 163
	Office des transports du Canada	–	56 259	–	2 515	58 774	58 706	68	–	55 276
	Marine Atlantique S.C.C.	–	159 011	35 963	–	194 974	194 974	–	–	191 685
	La Société des ponts fédéraux Limitée	–	17 923	–	–	17 923	17 864	59	–	7 045
	VIA HFR - VIA TGF Inc.	–	45 254	75 700	–	120 954	69 825	51 129	–	49 503
	VIA Rail Canada Inc.	–	1 159 349	825 740	750	1 985 839	878 574	1 107 265	–	803 950
	Total du portefeuille ministériel	**6 740**	**6 283 999**	**1 728 266**	**113 600**	**8 132 605**	**5 920 117**	**2 209 696**	**2 792**	**5 097 866**
	Total du gouvernement	**2 104 431**	**449 177 002**	**37 486 777**	**7 453 559**	**496 221 769**	**474 431 419**	**20 055 615**	**1 734 735**	**474 880 957**

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

[1] Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

[2] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Tableau 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Ministère ou organisme	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
2	**Affaires mondiales**									
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	97 064 386	201 000	–	(100)	97 265 286	215 524	–	97 049 762	201 984
	Corporation commerciale canadienne	10 000	–	–	–	10 000	–	–	10 000	–
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	88 580 098	–	–	(15 000 000)	73 580 098	18 602 406	–	54 977 692	(30 533 990)
	Total du portefeuille ministériel	**185 654 484**	**201 000**	**–**	**(15 000 100)**	**170 855 384**	**18 817 930**	**–**	**152 037 454**	**(30 332 006)**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**									
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 525)
	Commission canadienne du lait	486 786	–	–	–	486 786	98 990	–	387 796	13 214
	Financement agricole Canada	62 535 000	–	–	(5 757 000)	56 778 000	–	–	56 778 000	(1 458 333)
	Total du portefeuille ministériel	**63 021 786**	**–**	**–**	**(5 757 000)**	**57 264 786**	**98 990**	**–**	**57 165 796**	**(1 446 644)**
6	**Anciens Combattants**									
	Ministère des Anciens Combattants	605 000	–	–	–	605 000	–	–	605 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**605 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000**	**–**	**–**	**605 000**	**–**
10	**Défense nationale**									
	Ministère de la Défense nationale	77 192	–	–	–	77 192	(3 510)	–	80 702	(2 717)
	Total du portefeuille ministériel	**77 192**	**–**	**–**	**–**	**77 192**	**(3 510)**	**–**	**80 702**	**(2 717)**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**									
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	–	1 209 884	–	1 643 177	2 853 061	2 853 061	–	–	2 100 586
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 209 884**	**–**	**1 643 177**	**2 853 061**	**2 853 061**	**–**	**–**	**2 100 586**
16	**Finances**									
	Ministère des Finances	–	–	1 933 410	107 159 665	109 093 075	109 093 075	–	–	76 583 974
	Société d'assurance-dépôts du Canada	35 000 000	–	–	1 000 000	36 000 000	–	–	36 000 000	–
	Monnaie royale canadienne	75 000	–	–	–	75 000	–	–	75 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**35 075 000**	**–**	**1 933 410**	**108 159 665**	**145 168 075**	**109 093 075**	**–**	**36 075 000**	**76 583 974**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**									
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	45 702	–	–	100 000	145 702	70 893	–	74 809	104 341
	Total du portefeuille ministériel	**45 702**	**–**	**–**	**100 000**	**145 702**	**70 893**	**–**	**74 809**	**104 341**

18	**Innovation, Sciences et Industrie**									
	Ministère de l'Industrie	1 950	800	–	(1 400 000)	(1 397 250)	(1 400 000)	800	1 950	350 000
	Total du portefeuille ministériel	**1 950**	**800**	**–**	**(1 400 000)**	**(1 397 250)**	**(1 400 000)**	**800**	**1 950**	**350 000**
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**									
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	–	(194 778)	–	–	(194 778)	(194 778)	–	–	(119 839)
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**(194 778)**	**–**	**–**	**(194 778)**	**(194 778)**	**–**	**–**	**(119 839)**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**									
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce	50 000	–	–	–	50 000	–	–	50 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**50 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000**	**–**	**–**	**50 000**	**–**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**									
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	18 505	25 903	–	(6 649)	37 759	16 590	9 313	11 856	19 254
	Total du portefeuille ministériel	**18 505**	**25 903**	**–**	**(6 649)**	**37 759**	**16 590**	**9 313**	**11 856**	**19 254**
29	**Sécurité publique**									
	Service correctionnel du Canada	45	–	–	–	45	–	–	45	–
	Total du portefeuille ministériel	**45**	**–**	**–**	**–**	**45**	**–**	**–**	**45**	**–**
30	**Services aux Autochtones**									
	Ministère des Services aux Autochtones	48 517	–	–	–	48 517	–	–	48 517	–
	Total du portefeuille ministériel	**48 517**	**–**	**–**	**–**	**48 517**	**–**	**–**	**48 517**	**–**
31	**Services publics et Approvisionnement**									
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	109 763	–	–	–	109 763	2 880	–	106 883	(12 229)
	Société canadienne des postes	500 000	–	–	–	500 000	–	–	500 000	–
	Total du portefeuille ministériel	**609 763**	**–**	**–**	**–**	**609 763**	**2 880**	**–**	**606 883**	**(12 229)**
	Total du gouvernement	**285 207 944**	**1 242 809**	**1 933 410**	**87 739 093**	**376 123 256**	**129 355 131**	**10 113**	**246 758 012**	**47 244 720**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le « Budget principal des dépenses », et les demandes additionnelles sont intitulées « Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses ». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations « annuelles » ou « votées ». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations « législatives » pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui « ne s'annulent pas ».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Portefeuille ministériel	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [2]
2	**Affaires mondiales**									
	Budgétaires – Votées	–	8 633 228	283 958	158 445	9 075 631	8 730 084	345 547	–	8 258 096
	Budgétaires – Législatives	23 765	386 749	2 848	708 287	1 121 649	1 120 976	–	673	10 952 685
		23 765	**9 019 977**	**286 806**	**866 732**	**10 197 280**	**9 851 060**	**345 547**	**673**	**19 210 781**
	Non budgétaires – Votées	14 285	201 000	–	(100)	215 185	215 524	–	(339)	201 984
	Non budgétaires – Législatives	185 640 199	–	–	(15 000 000)	170 640 199	18 602 406	–	152 037 793	(30 533 990)
		185 654 484	**201 000**	**–**	**(15 000 100)**	**170 855 384**	**18 817 930**	**–**	**152 037 454**	**(30 332 006)**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**									
	Budgétaires – Votées	–	310 749	18 382	(329 131)	–	–	–	–	–
	Budgétaires – Législatives	–	5 440	176	(5 616)	–	–	–	–	–
		–	**316 189**	**18 558**	**(334 747)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**									
	Budgétaires – Votées	–	377 086	7 634	(384 720)	–	–	–	–	–
	Budgétaires – Législatives	40	8 557	73	(8 670)	–	–	–	–	–
		40	**385 643**	**7 707**	**(393 390)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**									
	Budgétaires – Votées	–	1 539 371	174 655	58 869	1 772 895	1 687 330	85 565	–	1 592 179
	Budgétaires – Législatives	127 787	2 219 818	45 721	88 139	2 481 465	2 365 205	3	116 257	2 601 958
		127 787	**3 759 189**	**220 376**	**147 008**	**4 254 360**	**4 052 535**	**85 568**	**116 257**	**4 194 137**
	Non budgétaires – Législatives	**63 021 786**	**–**	**–**	**(5 757 000)**	**57 264 786**	**98 990**	**–**	**57 165 796**	**(1 446 644)**
6	**Anciens Combattants**									
	Budgétaires – Votées	–	6 188 930	1 480 949	88 864	7 758 743	7 600 362	158 381	–	6 017 708
	Budgétaires – Législatives	–	47 676	1 240	2 086	51 002	50 942	–	60	53 482
		–	**6 236 606**	**1 482 189**	**90 950**	**7 809 745**	**7 651 304**	**158 381**	**60**	**6 071 190**
	Non budgétaires – Législatives	**605 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000**	**–**	**–**	**605 000**	**–**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**									
	Budgétaires – Votées	–	21 989	3 288	1 010	26 287	25 818	469	–	22 509
	Budgétaires – Législatives	–	3 582	168	63	3 813	3 813	–	–	3 907
		–	**25 571**	**3 456**	**1 073**	**30 100**	**29 631**	**469**	**–**	**26 416**
8	**Conseil du Trésor**									
	Budgétaires – Votées	–	9 393 352	1 907 269	(4 635 784)	6 664 837	4 651 911	2 012 926	–	4 288 870
	Budgétaires – Législatives	8 433	50 802	4 635	6 443 948	6 507 818	6 495 998	–	11 820	68 785
		8 433	**9 444 154**	**1 911 904**	**1 808 164**	**13 172 655**	**11 147 909**	**2 012 926**	**11 820**	**4 357 655**
9	**Conseil privé**									
	Budgétaires – Votées	–	481 494	30 325	(119 636)	392 183	372 904	19 279	–	372 086
	Budgétaires – Législatives	17	42 552	2 003	(1 709)	42 863	42 842	–	21	44 183
		17	**524 046**	**32 328**	**(121 345)**	**435 046**	**415 746**	**19 279**	**21**	**416 269**
10	**Défense nationale**									
	Budgétaires – Votées	–	29 783 164	3 348 917	785 967	33 918 048	33 102 112	815 936	–	28 882 347
	Budgétaires – Législatives	11 175	1 857 157	10 027	61 616	1 939 975	1 925 395	–	14 580	5 611 322
		11 175	**31 640 321**	**3 358 944**	**847 583**	**35 858 023**	**35 027 507**	**815 936**	**14 580**	**34 493 669**
	Non budgétaires – Votées	**77 192**	**–**	**–**	**–**	**77 192**	**(3 510)**	**–**	**80 702**	**(2 717)**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**									
	Budgétaires – Votées	–	386 114	40 742	(426 856)	–	–	–	–	–
	Budgétaires – Législatives	–	6 610	326	(6 936)	–	–	–	–	–
		–	**392 724**	**41 068**	**(433 792)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**									
	Budgétaires – Votées	–	11 509 176	132 949	89 905	11 732 030	11 599 623	132 407	–	11 629 749
	Budgétaires – Législatives	8 101	87 255 903	(457 003)	547 633	87 354 634	87 344 255	2	10 377	82 850 233
		8 101	**98 765 079**	**(324 054)**	**637 538**	**99 086 664**	**98 943 878**	**132 409**	**10 377**	**94 479 982**
	Non budgétaires – Législatives	**–**	**1 209 884**	**–**	**1 643 177**	**2 853 061**	**2 853 061**	**–**	**–**	**2 100 586**

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – *suite*

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Portefeuille ministériel	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [2]
13	**Énergie et Ressources naturelles**									
	Budgétaires – Votées	–	5 465 914	262 326	88 762	5 817 002	4 949 488	867 514	–	4 236 213
	Budgétaires – Législatives	13 034	1 954 635	2 136	(719 548)	1 250 257	1 237 546	25	12 686	859 166
		13 034	**7 420 549**	**264 462**	**(630 786)**	**7 067 259**	**6 187 034**	**867 539**	**12 686**	**5 095 379**
14	**Environnement et Changement climatique**									
	Budgétaires – Votées	–	3 737 948	67 454	(907 372)	2 898 030	2 733 083	164 947	–	2 240 953
	Budgétaires – Législatives	69 703	358 873	4 272	(50 462)	382 386	380 692	–	1 694	218 722
		69 703	**4 096 821**	**71 726**	**(957 834)**	**3 280 416**	**3 113 775**	**164 947**	**1 694**	**2 459 675**
15	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse** [3]									
	Budgétaires – Votées	–	365 306	4 465	2 707	372 478	362 175	10 303	–	313 031
	Budgétaires – Législatives	–	6 154	24	609	6 787	6 787	–	–	7 868
		–	**371 460**	**4 489**	**3 316**	**379 265**	**368 962**	**10 303**	**–**	**320 899**
16	**Finances**									
	Budgétaires – Votées	–	311 421	26 965	21 597	359 983	316 920	43 063	–	635 213
	Budgétaires – Législatives	126 948	143 292 227	1 912 034	(1 575 678)	143 755 531	143 544 964	–	210 567	135 474 630
		126 948	**143 603 648**	**1 938 999**	**(1 554 081)**	**144 115 514**	**143 861 884**	**43 063**	**210 567**	**136 109 843**
	Non budgétaires – Législatives	**35 075 000**	**–**	**1 933 410**	**108 159 665**	**145 168 075**	**109 093 075**	**–**	**36 075 000**	**76 583 974**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**									
	Budgétaires – Votées	–	4 320 483	2 173 720	222 698	6 716 901	6 520 922	195 979	–	6 017 403
	Budgétaires – Législatives	194 177	208 474	7 393	3 961	414 005	340 493	–	73 512	318 109
		194 177	**4 528 957**	**2 181 113**	**226 659**	**7 130 906**	**6 861 415**	**195 979**	**73 512**	**6 335 512**
	Non budgétaires – Législatives	**45 702**	**–**	**–**	**100 000**	**145 702**	**70 893**	**–**	**74 809**	**104 341**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**									
	Budgétaires – Votées	–	11 269 851	740 315	1 631 166	13 641 332	11 899 116	1 742 216	–	11 394 405
	Budgétaires – Législatives	236 051	563 174	6 751	17 475	823 451	574 812	5	248 634	593 128
		236 051	**11 833 025**	**747 066**	**1 648 641**	**14 464 783**	**12 473 928**	**1 742 221**	**248 634**	**11 987 533**
	Non budgétaires – Votées	1 950	800	–	–	2 750	–	800	1 950	–
	Non budgétaires – Législatives	–	–	–	(1 400 000)	(1 400 000)	(1 400 000)	–	–	350 000
		1 950	**800**	**–**	**(1 400 000)**	**(1 397 250)**	**(1 400 000)**	**800**	**1 950**	**350 000**

19	**Institutions démocratiques**								
	Budgétaires – Votées	–	–	–	71 744	71 744	67 527	4 217	–	68 199
	Budgétaires – Législatives	–	–	–	249 515	249 515	249 515	–	–	184 540
		–	**–**	**–**	**321 259**	**321 259**	**317 042**	**4 217**	**–**	**252 739**
20	**Justice**								
	Budgétaires – Votées	–	1 379 907	230 923	281 381	1 892 211	1 791 995	100 216	–	1 533 909
	Budgétaires – Législatives	19	932 619	1 902	56 526	991 066	991 019	16	31	913 533
		19	**2 312 526**	**232 825**	**337 907**	**2 883 277**	**2 783 014**	**100 232**	**31**	**2 447 442**
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**								
	Budgétaires – Votées	–	12 652 041	1 412 695	31 355	14 096 091	12 175 199	1 920 892	–	12 163 565
	Budgétaires – Législatives	35	2 394 948	2 110	(25 958)	2 371 135	2 371 100	35	–	2 332 197
		35	**15 046 989**	**1 414 805**	**5 397**	**16 467 226**	**14 546 299**	**1 920 927**	**–**	**14 495 762**
	Non budgétaires – Législatives	**–**	**(194 778)**	**–**	**–**	**(194 778)**	**(194 778)**	**–**	**–**	**(119 839)**
22	**Parcs Canada** [3]								
	Budgétaires – Votées	–	–	–	1 131 385	1 131 385	1 035 632	95 753	–	1 119 929
	Budgétaires – Législatives	–	–	–	379 026	379 026	333 114	–	45 912	332 619
		–	**–**	**–**	**1 510 411**	**1 510 411**	**1 368 746**	**95 753**	**45 912**	**1 452 548**
23	**Parlement**								
	Budgétaires – Votées	–	712 951	44 152	(3 488)	753 615	725 797	27 818	–	665 758
	Budgétaires – Législatives	–	234 777	1 837	(2 177)	234 437	234 437	–	–	261 629
		–	**947 728**	**45 989**	**(5 665)**	**988 052**	**960 234**	**27 818**	**–**	**927 387**
24	**Patrimoine canadien** [3]								
	Budgétaires – Votées	–	4 310 276	353 266	84 856	4 748 398	4 675 566	72 832	–	4 719 282
	Budgétaires – Législatives	13 310	56 195	4 094	6 426	80 025	66 250	–	13 775	63 672
		13 310	**4 366 471**	**357 360**	**91 282**	**4 828 423**	**4 741 816**	**72 832**	**13 775**	**4 782 954**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**								
	Budgétaires – Votées	–	4 494 368	531 141	269 699	5 295 208	4 990 085	305 123	–	4 309 444
	Budgétaires – Législatives	2 037	190 813	6 382	27 846	227 078	224 946	–	2 132	236 618
		2 037	**4 685 181**	**537 523**	**297 545**	**5 522 286**	**5 215 031**	**305 123**	**2 132**	**4 546 062**
	Non budgétaires – Votées	**50 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000**	**–**	**–**	**50 000**	**–**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**								
	Budgétaires – Votées	–	10 913 866	7 006 227	8 877	17 928 970	14 230 802	3 698 168	–	16 345 553
	Budgétaires – Législatives	1 300	34 794	4 406	16 579	57 079	55 316	–	1 763	42 485
		1 300	**10 948 660**	**7 010 633**	**25 456**	**17 986 049**	**14 286 118**	**3 698 168**	**1 763**	**16 388 038**
	Non budgétaires – Votées	**18 505**	**25 903**	**–**	**(6 649)**	**37 759**	**16 590**	**9 313**	**11 856**	**19 254**

Tableau 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) – *fin*

(en milliers de dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Section	Portefeuille ministériel	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent [2]
27	**Revenu national**									
	Budgétaires – Votées	562 542	4 654 538	245 381	90 570	5 553 031	5 208 726	75 905	268 400	5 464 572
	Budgétaires – Législatives	–	12 924 917	2 920 677	1 125 003	16 970 597	16 970 597	–	–	11 337 358
		562 542	**17 579 455**	**3 166 058**	**1 215 573**	**22 523 628**	**22 179 323**	**75 905**	**268 400**	**16 801 930**
28	**Santé**									
	Budgétaires – Votées	–	12 284 917	918 180	353 232	13 556 329	12 062 945	1 493 384	–	12 705 803
	Budgétaires – Législatives	66 802	505 778	13 481	180 126	766 187	699 243	3 903	63 041	1 006 843
		66 802	**12 790 695**	**931 661**	**533 358**	**14 322 516**	**12 762 188**	**1 497 287**	**63 041**	**13 712 646**
29	**Sécurité publique**									
	Budgétaires – Votées	158 623	12 024 114	2 072 802	942 673	15 198 212	13 305 812	1 717 538	174 862	12 438 520
	Budgétaires – Législatives	24 026	1 351 939	110 919	(125 420)	1 361 464	1 334 737	24	26 703	1 215 699
		182 649	**13 376 053**	**2 183 721**	**817 253**	**16 559 676**	**14 640 549**	**1 717 562**	**201 565**	**13 654 219**
	Non budgétaires – Votées	**45**	**–**	**–**	**–**	**45**	**–**	**–**	**45**	**–**
30	**Services aux Autochtones**									
	Budgétaires – Votées	–	20 980 898	6 638 497	50 252	27 669 647	26 316 135	1 353 512	–	46 321 064
	Budgétaires – Législatives	32 936	113 135	46 695	6 654	199 420	166 605	–	32 815	156 178
		32 936	**21 094 033**	**6 685 192**	**56 906**	**27 869 067**	**26 482 740**	**1 353 512**	**32 815**	**46 477 242**
	Non budgétaires – Votées	**48 517**	**–**	**–**	**–**	**48 517**	**–**	**–**	**48 517**	**–**
31	**Services publics et Approvisionnement**									
	Budgétaires – Votées	–	7 060 999	936 186	244 570	8 241 755	7 859 739	382 016	–	7 848 655
	Budgétaires – Législatives	416 830	320 254	9 421	37 018	783 523	381 895	–	401 628	436 527
		416 830	**7 381 253**	**945 607**	**281 588**	**9 025 278**	**8 241 634**	**382 016**	**401 628**	**8 285 182**
	Non budgétaires – Votées	28 605	–	–	–	28 605	(1 874)	–	30 479	(11 740)
	Non budgétaires – Législatives	581 158	–	–	–	581 158	4 754	–	576 404	(489)
		609 763	**–**	**–**	**–**	**609 763**	**2 880**	**–**	**606 883**	**(12 229)**
32	**Transports**									
	Budgétaires – Votées	–	6 001 224	1 726 098	96 402	7 823 724	5 614 028	2 209 696	–	4 834 642
	Budgétaires – Législatives	6 740	282 775	2 168	17 198	308 881	306 089	–	2 792	263 224
		6 740	**6 283 999**	**1 728 266**	**113 600**	**8 132 605**	**5 920 117**	**2 209 696**	**2 792**	**5 097 866**

Total du gouvernement									
Budgétaires – Votées	721 165	191 565 675	32 819 861	(1)	225 106 700	204 611 836	20 051 602	443 262	216 439 657
Budgétaires – Législatives	1 383 266	257 611 327	4 666 916	7 453 560	271 115 069	269 819 583	4 013	1 291 473	258 441 300
	2 104 431	**449 177 002**	**37 486 777**	**7 453 559**	**496 221 769**	**474 431 419**	**20 055 615**	**1 734 735**	**474 880 957**
Non budgétaires – Votées	239 099	227 703	–	(6 749)	460 053	226 730	10 113	223 210	206 781
Non budgétaires – Législatives	284 968 845	1 015 106	1 933 410	87 745 842	375 663 203	129 128 401	–	246 534 802	47 037 939
	285 207 944	**1 242 809**	**1 933 410**	**87 739 093**	**376 123 256**	**129 355 131**	**10 113**	**246 758 012**	**47 244 720**
Votées	960 264	191 793 378	32 819 861	(6 750)	225 566 753	204 838 566	20 061 715	666 472	216 646 438
Législatives	286 352 111	258 626 433	6 600 326	95 199 402	646 778 272	398 947 984	4 013	247 826 275	305 479 239
Total du gouvernement	**287 312 375**	**450 419 811**	**39 420 187**	**95 192 652**	**872 345 025**	**603 786 550**	**20 065 728**	**248 492 747**	**522 125 677**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun montant n'a été rapporté.

[1] Les redressements, mandats et virements comprennent des éléments tels que :

a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des créditeurs de l'exercice précédent

b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles

c) les redressements aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

[2] Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

[3] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2		**Affaires mondiales**		
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	2 242 325 841	–
	1b	Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les foires commerciales et éducatives; b) les publications ministérielles; c) la prestation des services suivants : (i) la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, (ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, (iii) les services de développement des investissements, (iv) les services de télécommunication internationale, (v) les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, (vi) les services consulaires spécialisés.		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	19 688 740
5	Dépenses en capital	182 535 896	–
5b	Dépenses en capital	–	400 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	5 884 106 557	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale	–	262 389 595
15	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor	112 971 000	–
20	Aide financière fournie par la ministre des Affaires étrangères, en consultation avec la ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2024 à 2025, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, ne dépasse pas 249 404 568 $	1	–
L30	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 3(1)a) de la *Loi sur l'aide financière internationale*	201 000 000	–
	Corporation commerciale canadienne		
1	Paiements à la Corporation	13 792 138	–
	Centre de recherches pour le développement international		
1	Paiements au Centre	157 520 169	–
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
1	Dépenses du programme Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	6 901 191	–
1b	Dépenses du programme Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	–	1 480 320
	Investir au Canada		
1	Dépenses du programme	33 075 156	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 633 227 949**	**283 958 655**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**201 000 000**	**–**

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
3		**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec** [1]		
		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec [1]		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	44 487 260	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	715 644
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	266 261 739	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	17 666 304
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**310 748 999**	**18 381 948**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
4		**Agence de promotion économique du Canada atlantique** [2]		
		Agence de promotion économique du Canada atlantique [2]		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	70 390 767	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	327 851
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	306 694 872	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	7 306 570
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**377 085 639**	**7 634 421**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

5	**Agriculture et Agroalimentaire**			
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire			
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) l'administration du programme « Agri-stabilité »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	662 147 698	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) l'administration du programme « Agri-stabilité »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	3 068 984
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) l'administration du programme « Agri-stabilité »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	14 466 757
5	Dépenses en capital	66 820 123	–
5b	Dépenses en capital	–	21 809
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	799 514 734	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	55 000 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	102 097 436
	Commission canadienne du lait		
1	Dépenses du programme	4 994 571	–
	Commission canadienne des grains		
1	Dépenses du programme	5 893 735	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 539 370 861**	**174 654 986**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
6		**Anciens Combattants**		
		Ministère des Anciens Combattants		
	1	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 368 262 515	–
	1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	528 253 666
	1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	41 162 590

	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	4 800 622 351	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	911 533 000
		Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	1	Dépenses du programme	20 045 176	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 188 930 042**	**1 480 949 256**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
7		**Bureau du secrétaire du gouverneur général**		
		Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	1	Dépenses du programme Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	21 988 861	–
	1a	Dépenses du programme Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	–	3 288 268
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**21 988 861**	**3 288 268**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
8		**Conseil du Trésor**		
		Secrétariat du Conseil du Trésor		
	1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	348 204 864	–
	1a	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	2 414 728
	1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	38 114 094

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	5	Dépenses éventuelles du gouvernement		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues – auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs –, notamment pour l'octroi de subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées		
		Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	–
	5a	Dépenses éventuelles du gouvernement		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues – auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs –, notamment pour l'octroi de subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées		
		Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	–	250 000 000
	10	Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	18 500 000	–
	10b	Initiatives pangouvernementales		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique	–	2 000 000
	15b	Rajustements à la rémunération		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des *sociétés d'État*, au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	970 804 972
	20	Assurances de la fonction publique		
		À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
		Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes : a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, pour l'excédent des primes retenues	3 843 672 789	–
	20b	Assurances de la fonction publique		
		À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
		Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes : a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b) pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, pour l'excédent des primes retenues	–	643 626 442
	25	Report du budget de fonctionnement		
		Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent	3 000 000 000	–

30	Besoins en matière de rémunération Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour : a) des prestations parentales et de maternité; b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi; c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.	600 000 000	–
35	Report du budget des dépenses en capital Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent	750 000 000	–
	École de la fonction publique du Canada		
1	Dépenses du programme	72 079 894	–
	Commissariat au lobbying		
1	Dépenses du programme	5 391 678	–
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
1	Dépenses du programme Contributions	5 503 151	–
1b	Dépenses du programme Contributions	–	308 929
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**9 393 352 376**	**1 907 269 165**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
9	**Conseil privé**		
	Bureau du Conseil privé		
1	Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	221 057 551	–
1b	Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	9 119 936
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
1	Dépenses du programme	36 450 119	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
	1	Dépenses du programme	16 810 265	–
		Bureau du commissaire au renseignement		
	1	Dépenses du programme	2 415 887	–
		Agence de développement économique du Pacifique Canada [3]		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	29 134 464	–
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	585 000
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	3 146 099
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	89 283 824	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	1 895 000
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	13 914 774
		Commission de la fonction publique		
	1	Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	86 342 136	–
	1b	Dépenses du programme		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	1 664 904
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**481 494 246**	**30 325 713**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

10	**Défense nationale**			
	Ministère de la Défense nationale			
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 74 200 898 576 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 45 516 020 917 $ deviendra payable dans les années à venir) Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	20 236 301 508	–
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 74 200 898 576 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 45 516 020 917 $ deviendra payable dans les années à venir) Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	792 570 108
5	Dépenses en capital	7 216 407 948	–
5b	Dépenses en capital	–	1 747 202 986
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense	893 526 093	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations; b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense	–	760 706 999

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	15	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor	446 727 532	–
		Centre de la sécurité des télécommunications		
	1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	977 621 520	–
	1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	48 436 903
		Comité externe d'examen des griefs militaires		
	1	Dépenses du programme	7 478 021	–
		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	1	Dépenses du programme	5 101 677	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**29 783 164 299**	**3 348 916 996**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
11		**Développement économique des Prairies et du Nord canadien** [4]		
		Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [5]		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	41 478 066	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 188 087
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	275 379 745	–

5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions		–	30 951 155
	Agence canadienne de développement économique du Nord [5]			
1	Dépenses de fonctionnement		21 698 804	–
1b	Dépenses de fonctionnement		–	738 307
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions		47 557 663	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice			
	Contributions		–	7 864 206
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire		**386 114 278**	**40 741 755**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire		**–**	**–**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**			
	Ministère de l'Emploi et du Développement social			
1	Dépenses de fonctionnement			
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*			
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :			
	a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;			
	b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;			
	c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;			
	d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*.			
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*		1 296 715 593	–
1a	Dépenses de fonctionnement			
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*			
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :			
	a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;			
	b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;			
	c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;			
	d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*.			
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*		–	4 086 685
1b	Dépenses de fonctionnement			
	Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*			
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :			
	a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail;			
	b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi;			
	c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;			

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	44 921 808
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	10 185 640 405	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	20 000 000
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	63 940 764
		Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
	1	Dépenses de fonctionnement	11 999 820	–
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	8 500 000	–
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	1	Dépenses du programme	6 320 572	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**11 509 176 390**	**132 949 257**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
13		**Énergie et Ressources naturelles** [6]		
		Ministère des Ressources naturelles		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la *Loi sur les explosifs* et du *Règlement de 2013 sur les explosifs*; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	886 000 876	–
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		

	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la *Loi sur les explosifs* et du *Règlement de 2013 sur les explosifs*;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	10 274 198
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la *Loi sur les explosifs* et du *Règlement de 2013 sur les explosifs*;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	21 555 153
5	Dépenses en capital	38 370 809	–
5a	Dépenses en capital	–	2 870 000
5b	Dépenses en capital	–	4 571 418
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	2 796 124 984	–
10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	200 000 000
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	21 598 000
	Énergie atomique du Canada, Limitée		
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 591 309 916	–
	Régie canadienne de l'énergie		
1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	101 145 961	–
1b	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	1 457 588
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
1	Dépenses du programme		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	52 421 455	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Administration du pipe-line du Nord		
	1	Dépenses du programme	540 000	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**5 465 914 001**	**262 326 357**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
14		**Environnement et Changement climatique**		
		Ministère de l'Environnement		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 164 015 083	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage.		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	35 951 603
5	Dépenses en capital Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	92 162 753	–
5b	Dépenses en capital Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	–	2 964 830
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	1 382 418 335	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	–	28 538 600
	Agence canadienne d'évaluation d'impact		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la réalisation d'évaluations par une commission; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	77 358 614	–
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	21 253 903	–
	Agence Parcs Canada [7]		
1	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières	657 875 363	–
5	Dépenses en capital	307 212 910	–
10	Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	35 650 130	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 737 947 091**	**67 455 033**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
15	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**		
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
1	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	61 336 015	–
1b	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	99 942

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	303 970 339	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	4 365 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**365 306 354**	**4 464 942**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
16		**Finances**		
		Ministère des Finances		
	1	Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	145 198 781	–
	1a	Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 329 964
	1b	Dépenses du programme		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	8 061 135
	5	Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 486 916 000 dollars canadiens pour l'exercice 2024 à 2025	1	–

L10b	Aide financière fournie par le ministre des Finances à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(3) de la *Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement*, sous forme de l'acquisition d'actions n'excédant pas 137 150 000 € pour la période couvrant les exercices 2025-2026 à 2029-2030	–	1
L15b	Aide financière fournie par le ministre des Finances à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 8(2) de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, sous forme d'achat de capital hybride n'excédant pas, au total, 200 000 000 $ US pour l'exercice 2024-2025	–	1
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
1	Dépenses du programme	50 288 770	–
1b	Dépenses du programme	–	17 573 580
	Bureau du vérificateur général		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b) les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la *Loi sur le vérificateur général*	114 689 350	–
	Bureau du surintendant des institutions financières		
1	Dépenses du programme	1 244 352	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**311 421 254**	**26 964 679**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**2**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**		
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 550 671 102	–
1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	637 094 932
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	398 814 693
5	Dépenses en capital	11 846 201	–
5b	Dépenses en capital	–	619 135
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	2 454 878 172	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	–	314 451 220
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	–	822 739 409
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
	1	Dépenses du programme	303 087 523	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 320 482 998**	**2 173 719 389**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
18		**Innovation, Sciences et Industrie**		
		Ministère de l'Industrie		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les chambres de commerce*, de la *Loi canadienne sur les coopératives* et de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la *Loi sur la concurrence*. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	618 058 710	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les chambres de commerce*, de la *Loi canadienne sur les coopératives* et de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la *Loi sur la concurrence*. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	11 299 331

5	Dépenses en capital	76 406 772	–
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	5 243 950 500	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	240 393 635
L15	Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	300 000	–
L20	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	500 000	–
	Agence spatiale canadienne		
1	Dépenses de fonctionnement	242 285 439	–
1b	Dépenses de fonctionnement	–	14 233 340
5	Dépenses en capital	80 059 782	–
5b	Dépenses en capital	–	244 474 720
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	79 468 000	–
	Commission canadienne du tourisme		
1	Paiements à la Commission	115 967 712	–
	Commission du droit d'auteur		
1	Dépenses du programme	4 045 082	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
1	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	34 929 462	–
1b	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 235 497
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	190 020 359	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	26 047 710
	Conseil national de recherches du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement	582 386 328	–
1b	Dépenses de fonctionnement	–	1 482 094
5	Dépenses en capital	152 061 000	–
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres	610 696 760	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres	–	18 222 214
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
1	Dépenses de fonctionnement	58 597 413	–
1b	Dépenses de fonctionnement	–	10 618 688
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 318 171 508	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	9 100 000
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	65 421 829

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Conseil de recherches en sciences humaines		
	1	Dépenses de fonctionnement	44 248 882	–
	1b	Dépenses de fonctionnement	–	2 984 878
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 148 878 654	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	1
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	88 661 534
		Conseil canadien des normes		
	1	Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*	21 397 106	–
	1b	Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*	–	3 600 000
		Statistique Canada		
	1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	648 221 726	–
	1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	2 539 915
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**11 269 851 195**	**740 315 386**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**800 000**	**–**
20		**Justice**		
		Ministère de la Justice		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	294 492 684	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	5 965 722
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	541 777 260	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	187 394 935
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
1	Dépenses du programme Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	68 646 258	–
1b	Dépenses du programme Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	1 705 807
	Commission canadienne des droits de la personne		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	33 452 380	–
1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	1 158 787
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
1	Dépenses du programme	155 939 429	–
1a	Dépenses du programme	–	26 280 421
1b	Dépenses du programme	–	5 990 525
	Commission du droit du Canada		
1	Dépenses du programme	3 705 780	–
1b	Dépenses du programme	–	735 000
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
1	Dépenses de fonctionnement du Commissariat à la magistrature fédérale Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de la formation judiciaire Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la *Loi sur les juges*	10 939 586	–
5	Dépenses de fonctionnement du Conseil canadien de la magistrature	2 748 390	–
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services de poursuites et les services connexes; b) les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi	188 321 173	–
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information	15 344 268	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	30 553 547	–
	5b	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	1 691 969
		Registraire de la Cour suprême du Canada		
	1	Dépenses du programme	33 986 196	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 379 906 951**	**230 923 166**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
21		**Logement, Infrastructure et Collectivités** [8]		
		Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités [9]		
	1b	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	34 919 865
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	166 447 638
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	1	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la *Loi nationale sur l'habitation*; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	5 620 208 332	–
	1a	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la *Loi nationale sur l'habitation*; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	212 374 706
	1b	Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la *Loi nationale sur l'habitation*; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	742 513 960

	Bureau de l'infrastructure du Canada [10]		
1	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	257 762 976	–
1a	Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	73 723
5	Dépenses en capital	18 774 480	–
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	5 541 224 138	–
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.		
1	Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'Estacade, du tunnel de Melocheville et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine et du pont de contournement de l'Île des Sœurs Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'égard de projets au Québec	262 413 187	–
	Autorité du pont Windsor-Détroit		
1	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	951 657 774	–
1b	Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan	–	256 365 548
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 652 040 887**	**1 412 695 440**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
23	**Parlement**		
	Chambre des communes		
1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés Contributions Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	447 532 396	–
1b	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés Contributions Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	–	39 552 390
	Bibliothèque du Parlement		
1	Dépenses du programme Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	56 408 462	–
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
1	Dépenses du programme	7 708 333	–
	Bureau du directeur parlementaire du budget		
1	Dépenses du programme	7 124 435	–
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
1	Dépenses du programme	1 451 267	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Service de protection parlementaire		
	1	Dépenses du programme		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	93 789 457	–
	1b	Dépenses du programme		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	–	4 600 000
		Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement [11]		
	1	Dépenses du programme	3 487 816	–
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence		
		Contributions		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités	95 448 409	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**712 950 575**	**44 152 390**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
24		**Patrimoine canadien**		
		Ministère du Patrimoine canadien		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	237 751 779	–
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	784 868

1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	10 725 771
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	1 624 605 590	–
5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	13 000 000
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	252 230 319
	Conseil des Arts du Canada		
1	Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*	363 758 160	–
	Société Radio-Canada		
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1 267 339 411	–
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	4 000 000	–
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	111 898 000	–
	Musée canadien des droits de la personne		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 589 790	–
	Musée canadien de l'histoire		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	83 116 568	–
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	10 024 370	–
	Musée canadien de la nature		
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	32 534 909	–
	Fondation canadienne des relations raciales		
1	Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*	8 992 410	–
1b	Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*	–	3 000 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
1	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci dans le cadre de ses activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	8 065 740	–
1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci dans le cadre de ses activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	–	668 334
	Bibliothèque et Archives du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	134 620 885	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Contributions		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	14 493 305
	5	Dépenses en capital	52 582 597	–
		Société du Centre national des Arts		
	1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	57 005 441	–
	1a	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	2 329 096
		Office national du film		
	1	Dépenses du programme	71 954 082	–
		Musée des beaux-arts du Canada		
	1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	42 020 493	–
	5	Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	–
		Musée national des sciences et de la technologie		
	1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	38 404 738	–
		Téléfilm Canada		
	1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	103 308 591	–
	1a	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	–	49 484 000
	1b	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	–	5 509 740
		Commission des champs de bataille nationaux		
	1	Dépenses du programme	21 702 347	–
	1b	Dépenses du programme	–	1 041 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 310 275 901**	**353 266 433**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
25		**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**		
		Ministère des Pêches et des Océans		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
		Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
		Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
		Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	2 175 845 920	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches		
	Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches		
	Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés		
	Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) les activités de la Garde côtière canadienne;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	90 469 589
5	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
	Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	1 826 755 893	–
5b	Dépenses en capital		
	Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
	Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	–	109 070 076
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	491 765 345	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions	–	331 601 773
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 494 367 158**	**531 141 438**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**		
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
1	Dépenses de fonctionnement		
	Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 972 347 839	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	1a	Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 843 692 644
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
		Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
		Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
		Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	137 084 672
	5	Dépenses en capital		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
		a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
		b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones.		
		Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	75 000	–
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	8 908 436 755	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	3 773 588 690
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	1 248 361 243

	L15	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents)	25 903 000	–
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
	1	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	33 006 666	–
	1b	Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	3 500 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**10 913 866 260**	**7 006 227 249**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**25 903 000**	**–**
27		**Revenu national**		
		Agence du revenu du Canada [12]		
	1	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	4 563 721 864	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	245 380 397
	5	Dépenses en capital Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	90 816 159	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 654 538 023**	**245 380 397**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
28		**Santé**		
		Ministère de la Santé		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du ministère Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	2 946 902 738	–
	1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés :		
		a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice;		
		b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes;		
		c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du ministère		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 654 957
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
		a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation;		
		b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		
		Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés :		
		a) le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice;		
		b) le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes;		
		c) le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du ministère		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	392 710 137
	5	Dépenses en capital	26 515 978	–
	5b	Dépenses en capital	–	424 000
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	5 424 597 004	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	341 073 000
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	35 199 599
		Agence canadienne d'inspection des aliments		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	671 721 763	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	9 734 281
	5	Dépenses en capital	37 977 389	–
	5b	Dépenses en capital	–	600 000

	Instituts de recherche en santé du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement	76 150 771	–
1b	Dépenses de fonctionnement	–	1 214 467
5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1 284 600 360	–
5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	–	54 143 278
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
1	Dépenses du programme	16 423 001	–
	Agence de la santé publique du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	1 404 694 262	–
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	40 727 631
5	Dépenses en capital	21 580 000	–
5b	Dépenses en capital	–	50 000
10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	373 754 265	–
10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	40 648 259
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 284 917 531**	**918 179 609**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
29	**Sécurité publique** [13]		
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
1	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	229 204 260	–
1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	20 120 605
1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	48 715 520
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	1 353 564 563	–
	5a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	13 740 827
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	841 206 506
		Agence des services frontaliers du Canada [12]		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	2 228 829 635	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence	–	9 960 644
	5	Dépenses en capital	205 747 449	–
	5b	Dépenses en capital	–	23 978 963
		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [14]		
	1	Dépenses du programme	7 295 419	–
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	1	Dépenses du programme	648 080 771	–
	1b	Dépenses du programme	–	50 053 928
		Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
	1	Dépenses du programme	14 763 619	–
		Service correctionnel du Canada		
	1	Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		

	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	2 655 453 352	–
1b	Dépenses de fonctionnement		
	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	Contributions		
	Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
	Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
	Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
	Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	489 611 180
5	Dépenses en capital, notamment les paiements :		
	a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels;		
	b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	262 742 908	–
5b	Dépenses en capital, notamment les paiements :		
	a) aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels;		
	b) aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs	–	17 244 248
10	Diminution de 17 000 000 $ à 11 000 000 $ du montant par lequel le total des dépenses effectuées pour le Fonds renouvelable de CORCAN, établi par le crédit 11c de la *Loi de crédits n^o^ 4 pour 1991-1992* (Service correctionnel), modifié par le crédit 16b de la *Loi de crédits n^o^ 4 pour 2001-2002* (Service correctionnel) et par le crédit 10a de la *Loi de crédits n^o^ 3 2020-2021* (Service correctionnel du Canada), peut dépasser les recettes de ce fonds	1	–
	Commission des débats des chefs [15]		
1	Dépenses du programme	3 422 808	–
	Bureau du directeur général des élections [16]		
1	Dépenses du programme	60 363 036	–
	Commissariat aux langues officielles		
1	Dépenses du programme	22 891 096	–
1b	Dépenses du programme	–	1 680 000
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
1	Dépenses du programme	6 734 211	–
	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
1	Dépenses du programme		
	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	65 932 326	–

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	1b	Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	1 384 858
		Gendarmerie royale du Canada		
	1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	3 013 671 333	–
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	–	371 640 529
	5	Dépenses en capital	262 584 846	–
	5b	Dépenses en capital	–	138 808 100
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	24 845 483	–
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor Contributions	–	37 433 666
	15	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de prestations d'invalidité et de soins de santé ou d'autres ententes pour les membres actifs et les membres à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre de primes, de contributions, d'avantages sociaux, de frais et d'autres dépenses pour ces membres et pour personnes déterminées par le Conseil du Trésor	952 069 789	–
	15b	Paiements effectués dans le cadre : a) de programmes de prestations d'invalidité et de soins de santé ou d'autres ententes pour les membres actifs et les membres à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre de primes, de contributions, d'avantages sociaux, de frais et d'autres dépenses pour ces membres et pour personnes déterminées par le Conseil du Trésor. Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des paiements effectués au titre du crédit au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent d'arrangements sur les services de police	–	7 222 776
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	1	Dépenses du programme	5 916 688	–
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 024 113 593**	**2 072 802 350**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
30		**Services aux Autochtones**		
		Ministère des Services aux Autochtones		
	1	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement		

	Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	2 583 434 729	–
1a	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	209 951 093
1b	Dépenses de fonctionnement Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 007 711 053
5	Dépenses en capital Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	6 385 586	–
5b	Dépenses en capital Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	–	469 213
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	18 337 731 120	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	1 955 005 142
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	–	3 455 140 267
		Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario [17]		
	1	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	15 173 274	–
	1b	Dépenses de fonctionnement		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	465 802
	5	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	38 172 996	–
	5b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
		Contributions	–	9 754 230
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**20 980 897 705**	**6 638 496 800**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
31		**Services publics et Approvisionnement**		
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
	1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis*		
		Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		
		Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	3 149 646 689	–

1b	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis* Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	221 278 895
5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	1 435 134 559	–
5b	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	–	619 865 441
	Société canadienne des postes		
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	22 210 000	–
	Commission de la capitale nationale		
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	69 456 790	–
1b	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	–	7 293 000
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	25 313 046	–
5b	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	–	35 152 000
	Services partagés Canada		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	2 147 684 760	–
1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	–	52 596 936
5	Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la *Loi sur Services partagés Canada*	211 553 039	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**7 060 998 883**	**936 186 272**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–

32	**Transports**		
	Ministère des Transports		
1	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		

Appendice 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice – *fin*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	1 010 983 880	–
	1a	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	1 685 202
	1b	Dépenses de fonctionnement Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la *Loi sur les traitements*, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	22 533 042
	5	Dépenses en capital	248 381 570	–
	5b	Dépenses en capital	–	39 891 179
	10	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	2 115 729 155	–
	10a	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	603 243 600
	10b	Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions	–	104 880 351
		Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
	1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 194 373 969	–
	1b	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	16 461 023
		Office des transports du Canada		
	1	Dépenses du programme	50 218 650	–
		Marine Atlantique S.C.C.		
	1	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	159 010 958	–

1b	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes	–	35 962 795
	La Société des ponts fédéraux Limitée		
1	Paiements à la Société	17 923 000	–
	VIA HFR - VIA TGF Inc.		
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	45 254 000	–
1a	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	75 700 000
	VIA Rail Canada Inc.		
1	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la *Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits*	1 159 349 066	–
1b	Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la *Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits*	–	825 740 402
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 001 224 248**	**1 726 097 594**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
	Total du gouvernement – Budgétaire	**191 565 674 548**	**32 819 865 344**
	Total du gouvernement – Non budgétaire	**227 703 000**	**2**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été dissous et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[2] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été dissous et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[3] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée du portefeuille ministériel du Conseil privé à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[4] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien a été dissous.

[5] Au cours de l'exercice, le Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et l'Agence canadienne de développement économique du Nord ont été transférés du portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[6] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel des Ressources naturelles est devenu celui de l'Énergie et des Ressources naturelles.

[7] Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée du portefeuille ministériel de l'Environnement et du Changement climatique à celui de Parcs Canada.

[8] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités est devenu celui du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités.

[9] Au cours de l'exercice, le Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités a été créé.

[10] Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été dissous.

[11] Au cours de l'exercice, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a été transféré du portefeuille ministériel du Parlement à celui des Institutions démocratiques.

[12] Pour cet organisme, les sommes accordées dans l'annexe 2 de la *Loi de crédits* peuvent être imputées à l'exercice en cours et à l'exercice suivant.

[13] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est devenu celui de la Sécurité publique.

[14] Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré du portefeuille ministériel de la Sécurité publique à celui des Affaires mondiales.

[15] Au cours de l'exercice, la Commission des débats des chefs a été transférée du portefeuille ministériel de la Sécurité publique à celui des Institutions démocratiques.

[16] Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel de la Sécurité publique à celui des Institutions démocratiques.

[17] Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été transférée du portefeuille ministériel des Services aux Autochtones à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]

L'appendice 2 fournit le détail des autorisations législatives (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
2	**Affaires mondiales**		
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (*Loi d'aide au développement international [institutions financières]*)	249 404 568	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	135 554 160	2 847 691
	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* (L.R.C. (1985), ch. D-2)	900 000	–
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	594 277	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**386 748 805**	**2 847 691**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
3	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec** [2]		
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec [2]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 440 482	175 690
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**5 440 482**	**175 690**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique** [3]		
	Agence de promotion économique du Canada atlantique [3]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 557 714	72 611
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 557 714**	**72 611**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**		
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	1 033 783 000	–
	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	339 658 188	–

	Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	250 000 000	–
	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	153 974 143	–
	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	118 513 335	–
	Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (L.C. 1997, ch. C-34)	115 600 000	44 583 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 012 052	1 138 483
	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	52 063 330	–
	Paiements de contribution pour le Fonds d'innovation et d'investissement dans l'industrie laitière (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	40 000 000	–
	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	19 779 021	–
	Prêts garantis en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*	13 111 013	–
	Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	4 000 000	–
	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (*Loi sur les fonds renouvelables*)	1 848 437	–
	Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles* (L.R.C. (1985), ch. F-4)	100 000	–
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Commission canadienne des grains		
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	5 553 760	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	722 665	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 219 817 544**	**45 721 483**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
6	**Anciens Combattants**		
	Ministère des Anciens Combattants		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 850 312	1 239 727
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)	175 000	–
	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour au pays*)	10 000	–
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de services de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (L.R.C. (1970), ch. V-4)	10 000	–
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de services de guerre* (L.R.C. (1970), ch. W-4)	2 000	–
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 530 165	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**47 676 077**	**1 239 727**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
7	**Bureau du secrétaire du gouverneur général**		
	Bureau du secrétaire du gouverneur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 230 630	167 732
	Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général* (L.R.C. (1985), ch. G-9)	990 536	–
	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	360 761	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 581 927**	**167 732**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
8	**Conseil du Trésor**		
	Secrétariat du Conseil du Trésor		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33 816 776	4 573 723
	Présidente du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 128 005	–
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	6 630 872	–
	Commissariat au lobbying		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	564 309	–
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	563 202	61 139
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**50 801 764**	**4 634 862**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
9	**Conseil privé**		
	Bureau du Conseil privé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 891 135	900 950
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	204 700	–
	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 169 228	–
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 601 368	–
	Bureau du commissaire au renseignement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	159 966	–
	Agence de développement économique du Pacifique Canada [4]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 352 765	741 471
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 975 528	359 738
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**42 551 890**	**2 002 159**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
10	**Défense nationale**		
	Ministère de la Défense nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 427 471 426	264 107
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	363 660 847	9 140 778
	Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	500 000	–
	Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* (L.R.C. (1970), ch. D-3)	110 000	–
	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–

	Centre de la sécurité des télécommunications		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 061 482	622 076
	Comité externe d'examen des griefs militaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	769 002	–
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	485 012	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 857 156 369**	**10 026 961**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien** [5]		
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [6]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 478 201	234 564
	Agence canadienne de développement économique du Nord [6]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 131 509	91 976
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 609 710**	**326 540**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**		
	Ministère de l'Emploi et du Développement social		
	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	61 064 000 000	59 000 000
	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	19 277 000 000	(469 000 000)
	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	1 888 125 325	–
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	1 172 494 451	–
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	1 070 000 000	–
	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	748 000 000	(123 000 000)
	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	575 965 790	–
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires de régimes enregistrés d'épargne-invalidité d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	505 020 056	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	351 316 002	5 896 513
	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires de régimes enregistrés d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	224 054 179	–
	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	190 000 000	–
	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	54 037 545	–
	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (*Loi sur le programme de protection des salariés*)	49 250 000	–
	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	31 444 511	–
	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	23 565 500	–
	Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	14 963 422	–
	Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la *Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement*	8 782 824	–
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	4 236 835	–
	Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)	1 400 000	–
	Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (*Loi sur l'assurance du service civil*)	145 000	–
	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre du Travail et des Aînés – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre des Services aux citoyens – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre d'État (Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	(2 084 284)	–
	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	(2 249 461)	–
	Paiements en vertu des accords bilatéraux pour un programme national d'alimentation dans les écoles (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2024*, article 154)	–	70 100 000
	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	1 189 417 895	–
	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	20 466 177	–
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	763 030	–
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*	4 500 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	776 034	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**87 255 903 159**	**(457 003 487)**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**1 209 884 072**	**–**
13	**Énergie et Ressources naturelles** [7]		
	Ministère des Ressources naturelles		
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada – Terre-Neuve-et-Labrador*)	1 741 978 520	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 671 087	1 825 465
	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada – Terre-Neuve-et-Labrador*)	12 915 000	–
	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada – Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	2 716 250	–
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	263 827	–
	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Régie canadienne de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 247 693	310 103
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*	108 605 514	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 107 691	–
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 670	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 954 633 852**	**2 135 568**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

14	**Environnement et Changement climatique**		
	Ministère de l'Environnement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 274 455	4 271 535
	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Agence canadienne d'évaluation d'impact		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 031 857	–
	Agence Parcs Canada [8]		
	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	165 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 468 565	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**358 873 477**	**4 271 535**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
15	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**		
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 055 463	23 664
	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 154 063**	**23 664**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
16	**Finances**		
	Ministère des Finances		
	Transfert canadien en matière de santé (partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	52 080 686 000	–
	Intérêt sur la dette non échue (*Loi sur la gestion des finances publiques*)	41 957 000 000	764 000 000
	Péréquation fiscale (partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	25 252 833 000	–
	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	16 908 791 000	–
	Financement des territoires (partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	5 158 964 752	–
	Autres frais d'intérêts	4 582 000 000	1 105 000 000
	Paiements à la Banque de l'infrastructures du Canada	3 454 085 000	165 634 000
	Paiements à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	486 916 000	–
	Paiement à Terre-Neuve-et-Labrador lié à l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia (*Loi n^{o} 1 d'exécution du budget de 2021*, article 200)	196 860 000	–
	Achat de la monnaie canadienne (*Loi sur la Monnaie royale canadienne*)	81 000 000	(3 000 000)
	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la *Loi sur la reprise économique*	51 535 479	–
	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	44 585 961	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 561 484	1 429 207
	Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(1 331 973 210)	(22 574 790)
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(6 033 974 000)	(98 535 000)
	(L) Prêt au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds Monétaire International (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, paragraphe 8.1(1))	–	1 257 410 000
	(L) Assistance financière à l'Ukraine par l'intermédiaire du compte administré par le Fonds monétaire international (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8.3)	–	400 000 000
	(L) Investissement dans le capital hybride émis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (partie VIII – *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	276 000 000
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 50.1(2) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*	49 361 846	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 475 685	80 877
	Bureau du vérificateur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 726 270	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Bureau du surintendant des institutions financières		
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*	320 693 509	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**143 292 227 376**	**1 912 034 294**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**1 933 410 000**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**		
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	135 856 747	7 392 846
	Fonds renouvelable de Passeport Canada (*Loi sur les fonds renouvelables* [L.R.C. (1985), ch. R-8])	41 097 803	–
	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 420 536	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**208 473 686**	**7 392 846**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
18	**Innovation, Sciences et Industrie**		
	Ministère de l'Industrie		
	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C. 1998, ch. 36)	100 657 039	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 068 855	760 712
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (*Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*)	15 324 489	–
	ICRA pour la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (*Loi n° 1 d'exécution du budget de 2017*)	5 337 890	411 993
	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre de la Petite Entreprise – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Ministre d'État (ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 154 248	2 998 659
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	411 153	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 729 711	265 923
	Ministre d'État (ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	2 000	–
	Conseil national de recherches du Canada		
	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* (L.R.C. (1985), ch. N-15)	182 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 998 886	257 538

	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 861 862	1 483 917
	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*	203 223	–
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 696 397	318 919
	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*	107 962	–
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	88 418 607	252 932
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**563 173 522**	**6 750 593**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
20	**Justice**		
	Ministère de la Justice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91 543 327	570 632
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 012 655	376 679
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 304 750	297 819
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 011 492	449 292
	Commission du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	169 815	–
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	774 063 257	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 048 824	–
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 131 848	–
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 253 130	207 786
	Registraire de la Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	10 465 755	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 515 836	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**932 619 289**	**1 902 208**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–	–
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités** [9]		
	Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités [10]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 093 384
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la *Loi sur la prestation pour logement locatif*	7 500 000	–
	(L) Avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (L.R.C. (1985), ch. N-11)	(194 777 830)	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Bureau de l'infrastructure du Canada [11]		
	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	2 368 157 557	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 192 265	16 124
	Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 394 948 422**	**2 109 508**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**(194 777 830)**	**–**
23	**Parlement**		
	Chambre des communes		
	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*	108 101 003	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 458 595	1 836 613
	Députés – Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*	20 600 000	–
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 451 567	–
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	867 230	–
	Bureau du directeur parlementaire du budget		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	746 458	–
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	145 834	–
	Service de protection parlementaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 753 726	–
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement [12]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	232 784	–
	Sénat		
	Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5)	29 926 281	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 493 824	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**234 777 302**	**1 836 613**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
24	**Patrimoine canadien**		
	Ministère du Patrimoine canadien		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 698 471	1 172 314
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (*Loi sur les salaires*)	1 196 000	–
	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs* (L.R.C. (1985), ch. L-8)	637 000	–

	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*)	182 000	–
	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre des Sports et de l'Activité physique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 949 408	–
	Bibliothèque et Archives du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 603 208	2 921 616
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	2 000 000	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	731 725	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**56 195 012**	**4 093 930**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**		
	Ministère des Pêches et des Océans		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	190 714 646	6 381 831
	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**190 813 246**	**6 381 831**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**		
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 187 053	3 218 458
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	4 125 988	–
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 865 718	–
	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (*Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]*)	15 000	–
	Mobilisations sur un projet pilote visant la création d'une alerte robe rouge (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2024*, article 264)	–	1 187 200
	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 671 388	–
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*	732 099	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**34 794 446**	**4 405 658**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
27	**Revenu national**		
	Agence du revenu du Canada		
	Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 122.8 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	11 358 000 000	307 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	568 545 551	46 677 186
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)	396 000 000	–
	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	338 773 389	–
	Distribution des redevances sur les combustibles (aux entreprises agricoles) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.42 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	203 500 000	–

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *suite*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
	Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	60 000 000	(2 000 000)
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.421 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	2 569 000 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 924 917 540**	**2 920 677 186**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
28	**Santé**		
	Ministère de la Santé		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	128 726 713	11 517 293
	Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la *Loi sur la prestation dentaire*	100 200 000	–
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	51 462 891	–
	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associé de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 079 646	1 161 339
	Dépense des recettes conformément à l'article 30 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	53 000 000	–
	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C. 1997, ch. 6)	12 500 000	–
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 809 589	188 547
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 323 046	–
	Agence de la santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55 065 991	614 085
	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	13 412 742	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**505 777 818**	**13 481 264**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
29	**Sécurité publique** [13]		
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 406 405	6 321 245
	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	215 029 278	2 089 247
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [14]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	531 123	–

	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 543 214	2 766 362
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 515 898	–
	Service correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	254 207 096	7 775 063
	Fonds renouvelable CORCAN	(1 127 291)	–
	Commission des débats des chefs [15]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90 270	–
	Bureau du directeur général des élections [16]		
	Dépenses électorales (*Loi électorale du Canada* et *Loi référendaire*)	182 107 401	–
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 434 151	–
	Traitement du directeur général des élections (*Loi électorale du Canada*)	383 700	–
	Commissariat aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 463 129	324 000
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	728 199	–
	Commission des libérations conditionnelles du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 337 840	–
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada	513 251 950	72 384 430
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 332 698	19 259 063
	Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R.C. (1970), ch. R-10)	5 000 000	–
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	605 628	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 351 939 289**	**110 919 410**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
30	**Services aux Autochtones**		
	Ministère des Services aux Autochtones		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	107 141 018	14 734 486
	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	2 100 000	–
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (*Loi sur les Indiens*)	2 000 000	–
	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	31 842 443
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario [17]		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 795 304	118 010
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**113 134 922**	**46 694 939**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**

Appendice 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1] – *fin*

(en dollars)

Section	Ministère ou organisme	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
31	**Services publics et Approvisionnement**		
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173 581 410	9 150 919
	Fonds renouvelable des Services immobiliers (*Loi sur les fonds renouvelables*)	20 800 000	–
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	5 075 039	–
	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Fonds renouvelable des Services optionnels (*Loi sur les fonds renouvelables*)	(103 287)	–
	Services partagés Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 801 959	270 000
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**320 253 721**	**9 420 919**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
32	**Transports**		
	Ministère des Transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	103 431 711	2 168 579
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la *Loi maritime du Canada* (L.C. 1998, ch. 10)	90 873 000	–
	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland* (L.C. 1993, ch. 43)	79 031 257	–
	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, *Loi des subsides n° 5 de 1963*, [L.C. 1963, ch. 42])	3 300 000	–
	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	98 600	–
	Office des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 040 737	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**282 775 305**	**2 168 579**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**
	Total du gouvernement – Budgétaire	**257 611 327 729**	**4 666 912 514**
	Total du gouvernement – Non budgétaire	**1 015 106 242**	**1 933 410 000**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

[2] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été dissous et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[3] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été dissous et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[4] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée du portefeuille ministériel du Conseil privé à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[5] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien a été dissous.

[6] Au cours de l'exercice, le Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et l'Agence canadienne de développement économique du Nord ont été transférés du portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

[7] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel des Ressources naturelles est devenu celui de l'Énergie et des Ressources naturelles.

[8] Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée du portefeuille ministériel de l'Environnement et du Changement climatique à celui de Parcs Canada.

[9] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de l'Infrastructure et des Collectivités est devenu celui du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités.
[10] Au cours de l'exercice, le Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités a été créé.
[11] Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été dissous.
[12] Au cours de l'exercice, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a été transféré du portefeuille ministériel du Parlement à celui des Institutions démocratiques.
[13] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est devenu celui de la Sécurité publique.
[14] Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré du portefeuille ministériel de la Sécurité publique à celui des Affaires mondiales.
[15] Au cours de l'exercice, la Commission des débats des chefs a été transférée du portefeuille ministériel de la Sécurité publique à celui des Institutions démocratiques.
[16] Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré du portefeuille ministériel de la Sécurité publique à celui des Institutions démocratiques.
[17] Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été transférée du portefeuille ministériel des Services aux Autochtones à celui de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie.

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit le détail des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
2		**Affaires mondiales**	
		Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
	(S)	*Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010*	
		Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 $ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530
	L11	*Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits*	
		Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 38 200 000 $, établi par le crédit L12c de la *Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits*, et modifié par le crédit L11 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990* (Net)	16 303 106
	L12	*Loi des subsides n° 2 de 1954*	
		Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 $, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la *Loi des subsides n° 2 de 1954*, et modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990* (Net)	(2 017 774)[1]
	(S)	(L) *Loi sur le développement des exportations*, article 11	
		Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 15 000 000 000 $ (Brut)	1 666 800 000
	(S)	(L) *Loi sur le développement des exportations*, autorisation selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;	
		L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	95 383 300 284
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, article 11	
		Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, 10 000 000 $, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
	(S)	(L) *Loi sur le développement des exportations*, article 23	
		Autorisation selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 115 000 000 000 $ (Net) (Conformément aux articles 11, 23 et 24 de la *Loi sur le développement des exportations*, l'autorisation maximale de 115 000 000 000 $ consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.)	88 580 097 932
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**22 187 530**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**185 654 483 548**
5		**Agriculture et Agroalimentaire**	
		Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
	(S)	*Loi sur les offices des produits agricoles*, article 28	
		Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 $ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de l'exercice 1993 à 1994 au montant de 400 000 $	600 000

	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 2	
		Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 $ en aucun temps	8 685 809
		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) *Loi sur la Commission canadienne du lait*, article 16	
		À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la *Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits*, ne doit pas dépasser 500 000 000 $ (Net)	486 785 760
		Commission canadienne des grains	
	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*	
		Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 2 000 000 $; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 36b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	111 876 705
		Financement agricole Canada	
	(S)	(L) *Loi sur Financement agricole Canada*	
		Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 2 500 000 000 $, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Net)	2 500 000 000
		Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	60 035 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**121 162 514**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**63 021 785 760**
6		**Anciens Combattants**	
		Ministère des Anciens Combattants	
	(S)	(L) *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*	
		Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la *Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits*, ne doit pas dépasser 605 000 000 $ (Net)	605 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**605 000 000**
8		**Conseil du Trésor**	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	*Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*, paragraphe 18(2)	
		Conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci	8 426 595
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 426 595**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
10		**Défense nationale**	
		Ministère de la Défense nationale	
	L11b	*Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	
		Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps tel qu'établi par le crédit L20b	

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
		de la *Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits*, et tel que modifié par le crédit L16c, *Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits*, le crédit L11c de la *Loi de crédits n° 4 pour 1990-1991*, et le crédit L11b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002* ne devant pas dépasser 120 000 000 $ (Net)	77 191 442
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**77 191 442**
12		**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**	
		Ministère de l'Emploi et du Développement social	
	(S)	*Loi canadienne sur l'épargne-études*, paragraphe 12(4) Le ministre peut, avec l'approbation du ministre des Finances, conclure des accords avec tout gouvernement provincial en vue de l'administration de programmes provinciaux compatibles avec l'objet de la présente loi. Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministre peut affecter à l'administration des programmes provinciaux visés au paragraphe (1) les sommes perçues pour la prestation des services	980 914
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
	(S)	Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*	7 036 426
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 017 340**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
13		**Énergie et Ressources naturelles** [2]	
		Ministère des Ressources naturelles	
	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994* Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 $ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 3b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	8 446 125
		Commission canadienne de sûreté nucléaire	
	(S)	Dépense des recettes conformément à l'article 21(3) de la *Loi sur la sûreté et la règlementation nucléaires*	4 437 352
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**12 883 477**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
14		**Environnement et Changement climatique**	
		Agence Parcs Canada [3]	
	(S)	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	68 397 909
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**68 397 909**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
16		**Finances**	
		Ministère des Finances	
	(S)	*Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières*, article 16	

		Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 $ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	68 571 831
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1 À la demande de la Société, le ministre peut lui consentir, aux conditions qu'il fixe, des prêts sur le Trésor	35 000 000 000
		Bureau du surintendant des institutions financières	
	(S)	*Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, articles 16 et 17 Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 $, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	58 325 473
		Monnaie royale canadienne	
	(S)	(L) *Loi sur la Monnaie royale canadienne* : paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 $ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	75 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**126 897 304**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**35 075 000 000**
17		**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**	
		Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. La somme des dépenses ne peut pas dépasser de plus de 1 $ la somme des recettes perçues	194 137 880
	(S)	(L) *Loi sur l'immigration de 1976*, article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ne pourra à aucun moment dépasser 300 000 000 $ (Net)	45 702 063
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**194 137 880**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**45 702 063**
18		**Innovation, Sciences et Industrie**	
		Ministère de l'Industrie	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994* (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 15 000 000 $ à 5 000 000 $ en vertu du crédit 2b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	33 043 254
	L97b	*Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 $ (Net)	1 950 000
		Agence spatiale canadienne	
	(S)	*Loi sur l'Agence spatiale canadienne*, sous-paragraphe 5(3)h) Dans le cadre de sa mission, l'Agence peut acquérir, par don ou legs, des meubles ou des biens personnels, notamment sous forme d'argent ou de valeurs mobilières, et les employer ou gérer ou en disposer, sous réserve des conditions dont sont assorties ces libéralités	1
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	*Loi sur le Conseil national de recherches*, alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	202 664 256
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**235 707 511**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**1 950 000**

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – *suite*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
24		**Patrimoine canadien**	
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 12	
		Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorisation, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 15 000 000 $ en aucun temps. Diminution de l'autorisation en vertu du crédit 86b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	13 244 806
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**13 244 806**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
25		**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*, 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses activités en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, *Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits* et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 $ (Net)	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**50 000 000**
26		**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**	
		Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
	L15	Prêts à des revendicateurs autochtones – *Loi sur les Indiens*, article 70	
		Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents)	6 649 192
	L40	*Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits*	
		Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation*. Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 $ (Brut)	305 503
	L55	*Loi des subsides n° 3 de 1953*	
		Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Inuits duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la *Loi des subsides n° 3 de 1953*. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*, ne doit pas dépasser 6 633 697 $ (Net)	6 550 860
	L81a	*Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits*	
		Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et	

		b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 $ (Net)	5 000 000
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
	(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*	1 286 754
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 286 754**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**18 505 555**
27		**Revenu national**	
		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	509 935 135
	5	Dépenses en capital; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	52 606 835
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**562 541 970**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
28		**Santé**	
		Agence canadienne d'inspection des aliments	
	(S)	L'Agence peut employer à ses fins les sommes affectées par ses recettes d'exploitation conformément au paragraphe 30 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	62 786 946
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**62 786 946**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	–
29		**Sécurité publique** [4]	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1 (2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisations de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	120 757 036
	5	Dépenses en capital	37 865 948
		Service correctionnel du Canada	
	(S)	Fonds renouvelable CORCAN – *Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992* (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 20 000 000 $ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 10a, *Loi de crédits n° 3 pour 2020-2021*	21 669 814
	L14b	*Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits* Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la *Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits* : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 $ à 50 000 $ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, *Loi n° 3 de 1982-83 portant affectation de crédits* (Net)	44 939
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**180 292 798**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**44 939**
30		**Services aux Autochtones**	
		Ministère des Services aux Autochtones	
	(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 $)	32 490 796
	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997*. Limite de 48 550 835 $ (Net)	48 517 156
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**32 490 796**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**48 517 156**

Appendice 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs – *fin*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
31		**Services publics et Approvisionnement**	
		Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 8	
		Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 35 000 000 $ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 6b de la *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*	56 313 362
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – *Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*	
		Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 10 000 000 $ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 12b, *Loi de crédits n° 4 pour 2001-2002*; radier un montant de 13 606 000 $ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*	24 742 766
	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 5	
		Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 150 000 000 $ en aucun temps	234 945 071
	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense – *Loi sur la production de défense*, article 15	
		Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 $ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense	100 000 000
	L10	*Loi de crédits n° 4 pour 2018-2019*	
		Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la *Loi des subsides n° 2 de 1967* :	
		a) remplacer les mots « des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables » suivant immédiatement « ministères et organismes » par les mots suivants : « des caisses d'avances fixes, des avances à justifier et des avances recouvrables »; et	
		b) accroître de 36 000 000 $ à 50 000 000 $ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	28 604 529
	(S)	(L) *Loi sur l'administration des biens saisis de 1993*, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 $ (Net)	81 157 921
		Société canadienne des postes	
	(S)	(L) *Loi sur la Société canadienne des postes*, articles 28, 29 et 30	
		Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 $ (Net)	500 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**416 001 199**
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**609 762 450**
		Total du gouvernement – Budgétaire	**2 066 463 329**
		Total du gouvernement – Non budgétaire	**285 207 942 913**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Crédit 630 de la *Loi des subsides n° 2 de 1954*, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990*. Les avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger ne doivent pas dépasser 50 000 000 $ et ce, en tout temps. En 2023-2024, le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement a dépassé sa limite de 2 017 774 $ en raison d'une série de facteurs, notamment l'inflation et les besoins de financement.

[2] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel des Ressources naturelles est devenu celui de l'Énergie et des Ressources naturelles.

[3] Au cours de l'exercice, l'agence Parcs Canada a été transférée du portefeuille ministériel de l'Environnement et du Changement climatique à celui du Parcs Canada.

[4] Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est devenu celui de la Sécurité publique.

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes qui ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant [1]
2		**Affaires mondiales**	
		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
	(S)	(L) L'autorisation maximale de 100 000 000 000 $ en vertu de l'article 24 de la *Loi sur le développement des exportations* relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 Diminution de la limite à 100 000 000 000 $ (Net)	(15 000 000 000)
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**(15 000 000 000)**
8		**Conseil du Trésor**	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	5 167 453
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**5 167 453**
16		**Finances**	
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1 Augmentation de la limite à 36 000 000 000 $ (Net)	1 000 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**1 000 000 000**
17		**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**	
		Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
	(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés en vertu du paragraphe 88 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* Augmentation de la limite à 400 000 000 $ (Net)	100 000 000
		Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**100 000 000**
18		**Innovation, Sciences et Industrie**	
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1) e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* (L.R.C. (1985), ch. N-15)	184 753 680
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**184 753 680**
22		**Parcs Canada**	
		Agence Parcs Canada	
	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	45 911 997
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**45 911 997**

Appendice 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice – *fin*

(en dollars)

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant [1]
26		**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**	
		Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
	(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*	434 044
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**434 044**
27		**Revenu national**	
		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi) et de la *Loi sur l'assurance-emploi*; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	201 091 778
	5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi) et de la *Loi sur l'assurance-emploi*; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	67 308 544
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**268 400 322**
29		**Sécurité publique**	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	95 164 497
	5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	79 697 759
		Service correctionnel du Canada	
	(S)	Fonds renouvelable CORCAN (*Loi de crédits n^o^ 4 de 1991-1992*) Diminution de l'autorisation de prélèvement	(6 000 000)
		Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**168 862 256**
		Total du gouvernement – Budgétaire	**673 529 752**
		Total du gouvernement – Non budgétaire	**(13 900 000 000)**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).
[1] Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, le Bureau du directeur parlementaire du budget, le Bureau du conseiller sénatorial en éthique et le Service de protection parlementaire) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement.

(en dollars)

		Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
Section	Ministère ou organisme	Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
2	**Affaires mondiales**						
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	1 577 693	1 515 774	3 093 467	2 420 494	–	672 973
	Total du portefeuille ministériel	**1 577 693**	**1 515 774**	**3 093 467**	**2 420 494**	**–**	**672 973**
4	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**	**39 859**	**(39 859)**	**–**	**–**	**–**	**–**
5	**Agriculture et Agroalimentaire**						
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	6 624 155	6 811 311	13 435 466	6 621 902	2 253	6 811 311
	Commission canadienne des grains	–	47 050	47 050	47 050	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**6 624 155**	**6 858 361**	**13 482 516**	**6 668 952**	**2 253**	**6 811 311**
6	**Anciens Combattants**						
	Ministère des Anciens Combattants	–	60 574	60 574	–	–	60 574
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**60 574**	**60 574**	**–**	**–**	**60 574**
8	**Conseil du Trésor**						
	Secrétariat du Conseil du Trésor	–	15 051	15 051	–	–	15 051
	École de la fonction publique du Canada	5 960	6 364	12 324	5 960	–	6 364
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	263	263	263	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**5 960**	**21 678**	**27 638**	**6 223**	**–**	**21 415**
9	**Conseil privé**						
	Bureau du Conseil privé	2 410	12 592	15 002	2 410	–	12 592
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	14 992	7 570	22 562	14 992	–	7 570
	Commission de la fonction publique	–	20 770	20 770	20 770	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**17 402**	**40 932**	**58 334**	**38 172**	**–**	**20 162**

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
Section	Ministère ou organisme	Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
10	**Défense nationale**						
	Ministère de la Défense nationale	11 151 184	14 940 912	26 092 096	11 521 796	–	14 570 300
	Centre de la sécurité des télécommunications	24 051	9 719	33 770	24 051	–	9 719
	Total du portefeuille ministériel	**11 175 235**	**14 950 631**	**26 125 866**	**11 545 847**	**–**	**14 580 019**
11	**Développement économique des Prairies et du Nord canadien**						
	Agence canadienne de développement économique du Nord	6	(6)	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**6**	**(6)**	**–**	**–**	**–**	**–**
12	**Emploi et Développement de la main-d'œuvre**						
	Ministère de l'Emploi et du Développement social	82 598	192 221	274 819	86 991	–	187 828
	Total du portefeuille ministériel	**82 598**	**192 221**	**274 819**	**86 991**	**–**	**187 828**
13	**Énergie et Ressources naturelles**						
	Ministère des Ressources naturelles	125 791	504 209	630 000	427 259	–	202 741
	Régie canadienne de l'énergie	412	9 639	10 051	–	412	9 639
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	24 949	3 627	28 576	–	24 949	3 627
	Total du portefeuille ministériel	**151 152**	**517 475**	**668 627**	**427 259**	**25 361**	**216 007**
14	**Environnement et Changement climatique**						
	Ministère de l'Environnement	1 305 394	1 897 317	3 202 711	1 508 676	–	1 694 035
	Total du portefeuille ministériel	**1 305 394**	**1 897 317**	**3 202 711**	**1 508 676**	**–**	**1 694 035**
15	**Femmes, Égalité des genres et Jeunesse**						
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	12	12	12	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**12**	**12**	**12**	**–**	**–**
16	**Finances**						
	Ministère des Finances	472	1 168	1 640	–	472	1 168
	Bureau du vérificateur général	50 161	2 697	52 858	50 161	–	2 697
	Bureau du surintendant des institutions financières	–	4 680	4 680	4 680	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**50 633**	**8 545**	**59 178**	**54 841**	**472**	**3 865**
17	**Immigration, Réfugiés et Citoyenneté**						
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	537	11 539	12 076	11 294	–	782
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	39 060	6 394	45 454	45 454	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**39 597**	**17 933**	**57 530**	**56 748**	**–**	**782**

18	**Innovation, Sciences et Industrie**						
	Ministère de l'Industrie	97 384	198 945	296 329	92 116	5 268	198 945
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	–	73 707	73 707	39 859	–	33 848
	Agence canadienne de développement économique du Nord	–	70	70	–	6	64
	Agence spatiale canadienne	26 227	53 933	80 160	41 231	–	38 929
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	14 364	14 364	14 364	–	–
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	22 528	846	23 374	22 723	–	651
	Conseil national de recherches du Canada	197 219	251 808	449 027	197 219	–	251 808
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	215	544	759	–	215	544
	Statistique Canada	–	13 344	13 344	13 344	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**343 573**	**607 561**	**951 134**	**420 856**	**5 489**	**524 789**
19	**Institutions démocratiques**						
	Bureau du directeur général des élections	–	17 079	17 079	17 079	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**17 079**	**17 079**	**17 079**	**–**	**–**
20	**Justice**						
	Ministère de la Justice	1 547	2 435	3 982	1 547	–	2 435
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	454	167	621	621	–	–
	Commission canadienne des droits de la personne	806	93	899	889	–	10
	Service administratif des tribunaux judiciaires	14 612	191	14 803	191	14 421	191
	Bureau du directeur des poursuites pénales	1 863	155	2 018	155	1 863	–
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	89	28 787	28 876	476	–	28 400
	Registraire de la Cour suprême du Canada	5	517	522	522	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**19 376**	**32 345**	**51 721**	**4 401**	**16 284**	**31 036**
21	**Logement, Infrastructure et Collectivités**						
	Bureau de l'infrastructure du Canada	34 809	–	34 809	–	34 809	–
	Total du portefeuille ministériel	**34 809**	**–**	**34 809**	**–**	**34 809**	**–**
24	**Patrimoine canadien**						
	Ministère du Patrimoine canadien	11 450	46 687	58 137	11 450	–	46 687
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	49 875	–	49 875	49 875	–	–
	Bibliothèque et Archives du Canada	3 970	21 489	25 459	3 970	–	21 489
	Commission des champs de bataille nationaux	–	8 066	8 066	8 066	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**65 295**	**76 242**	**141 537**	**73 361**	**–**	**68 176**
25	**Pêches, Océans et Garde côtière canadienne**						
	Ministère des Pêches et des Océans	2 037 058	2 699 527	4 736 585	2 604 494	–	2 132 091
	Total du portefeuille ministériel	**2 037 058**	**2 699 527**	**4 736 585**	**2 604 494**	**–**	**2 132 091**
26	**Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord**						
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	12 370	42 447	54 817	12 370	–	42 447
	Total du portefeuille ministériel	**12 370**	**42 447**	**54 817**	**12 370**	**–**	**42 447**

Appendice 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
Section	Ministère ou organisme	Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans l'exercice ultérieur
27	**Revenu national**						
	Agence du revenu du Canada	–	182 732	182 732	182 732	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**–**	**182 732**	**182 732**	**182 732**	**–**	**–**
28	**Santé**						
	Ministère de la Santé	112 406	502 993	615 399	157 521	–	457 878
	Agence canadienne d'inspection des aliments	–	566 674	566 674	504 150	–	62 524
	Instituts de recherche en santé du Canada	–	19 116	19 116	–	–	19 116
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	–	116	116	–	–	116
	Agence de la santé publique du Canada	3 902 381	287 328	4 189 709	–	3902 381	287 328
	Total du portefeuille ministériel	**4 014 787**	**1 376 227**	**5 391 014**	**661 671**	**3 902 381**	**826 962**
29	**Sécurité publique**						
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	17 776	11 845	29 621	–	17 776	11 845
	Agence des services frontaliers du Canada	498 882	1 137 711	1 636 593	1 327 917	–	308 676
	Service canadien du renseignement de sécurité	944 932	1 452 668	2 397 600	937 759	7 173	1 452 668
	Service correctionnel du Canada	140 513	2 984 966	3 125 479	2 159 253	–	966 226
	Commission des libérations conditionnelles du Canada	–	33 580	33 580	658	–	32 922
	Gendarmerie royale du Canada	754 116	2 224 498	2 978 614	1 566 309	–	1 412 305
	Total du portefeuille ministériel	**2 356 219**	**7 845 268**	**10 201 487**	**5 991 896**	**24 949**	**4 184 642**
30	**Services aux Autochtones**						
	Ministère des Services aux Autochtones	444 888	965 842	1 410 730	1 086 757	–	323 973
	Total du portefeuille ministériel	**444 888**	**965 842**	**1 410 730**	**1 086 757**	**–**	**323 973**
31	**Services publics et Approvisionnement**						
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	829 189	360 423	1 189 612	855 533	–	334 079
	Services partagés Canada	–	78 198	78 198	78 198	–	–
	Total du portefeuille ministériel	**829 189**	**438 621**	**1 267 810**	**933 731**	**–**	**334 079**
32	**Transports**						
	Ministère des Transports	6 739 556	2 792 447	9 532 003	6 739 556	–	2 792 447
	Total du portefeuille ministériel	**6 739 556**	**2 792 447**	**9 532 003**	**6 739 556**	**–**	**2 792 447**
	Total du gouvernement	**37 966 804**	**43 117 926**	**81 084 730**	**41 543 119**	**4 011 998**	**35 529 613**

Note: Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

Section 2

Comptes publics du Canada
2024-2025

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Corporation commerciale canadienne

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Centre de recherches pour le développement international

Commission mixte internationale (section canadienne)

Investir au Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 124
Sommaire du portefeuille ministériel 127
Détail budgétaire par affectation 132
Responsabilités essentielles 134
Paiements de transfert 136
Détail des montants disponibles pour être dépensés 141
Revenus 141

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité

La programmation d'Affaires mondiales Canada contribue à réduire la pauvreté et à offrir de meilleures possibilités aux peuples de la terre, en plus d'alléger la souffrance dans les crises humanitaires et de favoriser la paix et la sécurité et, ce faisant, contribuent à l'avancement des Objectifs de développement durable.

Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Affaires mondiales Canada gère et assure la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettant la présence du Canada à l'étranger, y compris par l'entremise d'ambassades, de hauts-commissariats et de consulats.

Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Affaires mondiales Canada fait valoir les intérêts et les valeurs du Canada grâce à l'élaboration de politiques, la diplomatie, la défense des intérêts et une mobilisation efficace.

Commerce et investissements

Affaires mondiales Canada appuie l'augmentation des investissements et du commerce de manière plus diversifiée afin de relever le niveau de vie pour l'ensemble des Canadiens et pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer à l'étranger et de créer des débouchés économiques.

Aide aux Canadiens à l'étranger

Affaires mondiales Canada offre au moment opportun des services consulaires adéquats aux Canadiens à l'étranger, ce qui contribue à assurer leur sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Corporation commerciale canadienne

Contribuer à l'expansion du commerce extérieur du Canada en aidant les exportateurs canadiens à accéder aux marchés étrangers et les acheteurs étrangers à se procurer des marchandises au Canada.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Services aux conférences intergouvernementales

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes assure la continuité des services de planification et d'archivage et offre du soutien administratif impartial en ce qui a trait aux conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres, et ce, partout au Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Exportation et développement Canada (Compte du Canada)

Toutes les opérations portées au Compte du Canada doivent respecter le mandat d'Exportation et développement Canada, qui consiste à soutenir et à développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international. En recourant au Compte du Canada, le gouvernement du Canada peut appuyer des opérations qui dépassent la capacité financière ou la capacité de risque d'Exportation et développement Canada au titre du Compte de la Société, mais qui sont considérées comme servant l'intérêt national.

Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international aide les pays en développement à trouver des solutions à des problèmes qu'ils jugent cruciaux pour les habitants de leurs communautés. Pour remplir cette mission, le Centre de recherches pour le développement international investit dans le savoir, l'innovation et des solutions qui, ensemble, impulseront la recherche pour le développement et l'aideront à avoir un impact de taille. Il y parvient en aidant des chefs de file dans la sphère publique et dans le milieu de la recherche et des affaires des pays en développement, en renforçant les sociétés et en tissant des liens importants pour le Canada.

Commission mixte internationale (section canadienne)

Gestion des ressources communes en eau

La Commission mixte internationale se fonde sur des recherches scientifiques pour aider les gouvernements du Canada et des États-Unis à éviter et à résoudre les conflits liés aux ressources communes en eau, en servant le bien commun à titre de conseiller indépendant et objectif en vertu du Traité des eaux limitrophes. La Commission se prononce aussi sur les demandes d'approbation et la gestion des projets qui peuvent avoir une incidence sur les niveaux et les débits des eaux limitrophes et transfrontalières. Elle peut également, sur demande, surveiller la qualité de l'eau et fournir des conseils à cet égard.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs

En vertu de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, la Commission a la responsabilité clé d'évaluer les progrès réalisés par les gouvernements en vue de rétablir et de conserver l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux du bassin des Grands Lacs que se partagent le Canada et les États-Unis. En vertu de cet Accord, la Commission a aussi le mandat de fournir à ces gouvernements des conseils et des recommandations sur les enjeux actuels et émergents liés à la qualité de l'eau des Grands Lacs.

Investir au Canada

Attirer de l'investissement direct étranger

Diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer de l'investissement direct étranger en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la prise de décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 242 325 841	–	–	2 242 325 841				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	19 688 740	–	19 688 740				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	207 186	207 186				
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	143 133	143 133				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	275 828	275 828				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	737 845	737 845				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	276 579	276 579				
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	170 000	170 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	156 140	156 140				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	713 582	713 582				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	441 439	441 439				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	682 826	682 826				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	110 182	110 182				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	110 000	110 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 723 748	1 723 748				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	97 994 345	97 994 345				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	23 102 421	23 102 421				
	Virement au :									
	crédit 1 (Commission canadienne de sûreté nucléaire)	–	–	–	(88 804)	(88 804)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(275 632)	(275 632)				
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne)	–	–	–	(42 614)	(42 614)				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	(4 581 265)	(4 581 265)				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	(54 455)	(54 455)				
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	(124 744)	(124 744)				
	crédit 1 (Commission mixte internationale (section canadienne))	–	–	–	(1 945 000)	(1 945 000)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(173 063)	(173 063)				
	crédit 5	–	–	–	(5 882 714)	(5 882 714)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(1 035 000)	(1 035 000)				
	Total – Crédit 1	–	2 242 325 841	19 688 740	112 641 963	2 374 656 544	2 327 056 590	47 599 954	–	2 200 746 255
5	Dépenses en capital	–	182 535 896	–	–	182 535 896				
5b	Dépenses en capital	–	–	400 000	–	400 000				

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	5 882 714	5 882 714				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	24 107 595	24 107 595				
	Total – Crédit 5	–	182 535 896	400 000	29 990 309	212 926 205	187 984 765	24 941 440	–	143 995 844
10	Subventions et contributions	–	5 884 106 557	–	–	5 884 106 557				
10b	Subventions et contributions	–	–	262 389 595	–	262 389 595				
	Virement du crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	2 213 302	2 213 302				
	Virement au crédit 10 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(365 500)	(365 500)				
	Total – Crédit 10	–	5 884 106 557	262 389 595	1 847 802	6 148 343 954	5 879 804 313	268 539 641	–	5 578 000 268
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	–	112 971 000	–	–	112 971 000	112 668 640	302 360	–	106 629 725
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	–	1	–	–	1	–	1	–	–
(S)	Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 $ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	22 187 530	–	–	(2 025 510)	20 162 020	20 162 020	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	135 554 160	2 847 691	21 277 596	159 679 447	159 679 447	–	–	157 440 422
(S)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(2 810)	95 790	95 790	–	–	94 800
(S)	Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(2 810)	95 790	95 790	–	–	94 800
(S)	Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(2 810)	95 790	95 790	–	–	94 800

(S)	Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (*Loi d'aide au développement international (institutions financières)*)	–	249 404 568	–	(845 609)	248 558 959	248 558 959	–	–	240 228 815
(S)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* (L.R.C. (1985) ch. D-2)	–	900 000	–	(118 408)	781 592	781 592	–	–	683 415
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 577 693	–	–	1 515 774	3 093 467	2 420 494	–	672 973	2 108 358
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 338	1 338	1 338	–	–	1 239
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	3 673 787	3 673 787	3 673 787	–	–	27 960 558
(S)	Pertes de change en application de l'article 7.1 de la *Loi sur l'aide financière internationale*	–	–	–	11 428	11 428	11 428	–	–	–
(S)	Paiements à l'Institut de financement du développement Canada (FinDev Canada)	–	–	–	101 000 000	101 000 000	101 000 000	–	–	–
	Total budgétaire	23 765 223	8 808 093 823	285 326 026	268 962 040	9 386 147 112	9 044 090 743	341 383 396	672 973	8 458 079 299
L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la *Loi nº 1 de 1971 portant affectation de crédits*. Limite 38 200 000 $ (Net)	16 303 106	–	–	–	16 303 106	218 445	–	16 084 661	169 515
L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la *Loi des subsides nº 2 de 1954*, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits nº 3 de 1989-1990*. Limite 50 000 000 $ (Net)	(2 017 774)	–	–	–	(2 017 774)	14 405 811	–	(16 423 585)[2]	814 278
L30	Prêts – *Loi sur l'aide financière internationale*	–	201 000 000	–	(100 000)	200 900 000	200 900 000	–	–	201 000 000
(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la *Loi sur le développement des exportations*, article 11. Limite 15 000 000 000 $ (Brut)	1 666 800 000	–	–	–	1 666 800 000	–	–	1 666 800 000	–
(S)	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la *Loi sur le développement des exportations*, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	95 383 300 284	–	–	–	95 383 300 284	–	–	95 383 300 284	–
	Total non budgétaire	97 064 385 616	201 000 000	–	(100 000)	97 265 285 616	215 524 256	–	97 049 761 360	201 983 793
	Total du ministère – Budgétaire	**23 765 223**	**8 808 093 823**	**285 326 026**	**268 962 040**	**9 386 147 112**	**9 044 090 743**	**341 383 396**	**672 973**	**8 458 079 299**
	Total du ministère – Non budgétaire	**97 064 385 616**	**201 000 000**	**–**	**(100 000)**	**97 265 285 616**	**215 524 256**	**–**	**97 049 761 360**	**201 983 793**
	Corporation commerciale canadienne									
1	Paiements à la Corporation	–	13 792 138	–	–	13 792 138	13 792 138	–	–	13 962 379
(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, article 11. Limite 10 000 000 $ (Net)	10 000 000	–	–	–	10 000 000	–	–	10 000 000	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**13 792 138**	**–**	**–**	**13 792 138**	**13 792 138**	**–**	**–**	**13 962 379**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**10 000 000**	**–**	**–**	**–**	**10 000 000**	**–**	**–**	**10 000 000**	**–**
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [3]									
1	Reclassé de Sécurité publique (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	7 615 487	7 615 487	7 546 071	69 416	–	7 346 651
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	578 838	578 838	578 838	–	–	576 017
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**8 194 325**	**8 194 325**	**8 124 909**	**69 416**	**–**	**7 922 668**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)									
(S)	Frais administratifs	–	–	–	91 632 376	91 632 376	91 632 376	–	–	216 047 025
(S)	Renonciation de prêts non budgétaires en vertu de l'article 23(6) de la *Loi sur le développement des exportations*	–	–	–	491 531 367	491 531 367	491 531 367	–	–	10 306 700 332
	Total budgétaire	–	–	–	583 163 743	583 163 743	583 163 743	–	–	10 522 747 357
(S)	(L) L'autorisation maximale de 100 000 000 000 $ (Net) en vertu de l'article 24 de la *Loi sur le développement des exportations* relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23	88 580 097 932	–	–	(15 000 000 000)	73 580 097 932	18 602 405 598	–	54 977 692 334	(30 533 989 683)
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**583 163 743**	**583 163 743**	**583 163 743**	**–**	**–**	**10 522 747 357**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**88 580 097 932**	**–**	**–**	**(15 000 000 000)**	**73 580 097 932**	**18 602 405 598**	**–**	**54 977 692 334**	**(30 533 989 683)**
	Centre de recherches pour le développement international									
1	Paiements au Centre	–	157 520 169	–	–	157 520 169				
	Virement du crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	2 750 000	2 750 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**157 520 169**	**–**	**2 750 000**	**160 270 169**	**160 270 169**	**–**	**–**	**164 605 641**
	Commission mixte internationale (section canadienne)									
1	Dépenses du programme	–	6 901 191	–	–	6 901 191				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 480 320	–	1 480 320				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	1 945 000	1 945 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	34 434	34 434				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	432 975	432 975				
	Total – Crédit 1	–	6 901 191	1 480 320	2 412 409	10 793 920	8 217 765	2 576 155	–	8 537 225
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	594 277	–	62 862	657 139	657 139	–	–	654 812
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**7 495 468**	**1 480 320**	**2 475 271**	**11 451 059**	**8 874 904**	**2 576 155**	**–**	**9 192 037**

	Investir au Canada									
1	Dépenses du programme	–	33 075 156	–	–	33 075 156				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 186 380	1 186 380				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**33 075 156**	**–**	**1 186 380**	**34 261 536**	**32 743 554**	**1 517 982**	**–**	**34 271 743**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**23 765 223**	**9 019 976 754**	**286 806 346**	**866 731 759**	**10 197 280 082**	**9 851 060 160**	**345 546 949**	**672 973**	**19 210 781 124**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**185 654 483 548**	**201 000 000**	**–**	**(15 000 100 000)**	**170 855 383 548**	**18 817 929 854**	**–**	**152 037 453 694**	**(30 332 005 890)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] *Loi des subsides n° 2 de 1954*, crédit 630, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990*. L'avance de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 $ en tout temps. Au cours de l'exercice financier, Affaires mondiales Canada a dépassé sa limite d'autorisation de 16 423 585 $ en raison d'une série de facteurs, notamment l'inflation et l'augmentation des besoins de financement.

[3] Les décrets C.P. 2025-0413 et 2025-0414 ont nommé le ministre du Commerce international à titre de ministre responsable du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, le Secrétariat était sous la responsabilité du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et des dépenses non législatives d'environ 6 848 685 $ ont été approuvées par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 804 559 319	1 794 315 514	10 243 805	–
Participants au règlement des différends	609 134	607 701	1 433	–
Enveloppe de l'aide internationale	371 188 281	371 188 281	–	–
Bois d'œuvre résineux	21 390 035	16 213 008	5 177 027	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	187 597 402	178 904 775	8 692 627	–
Solutions innovatrices Canada	1 026 020	966 050	59 970	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	24 443 096	24 443 096	–	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	268 652	141 240	127 412	–
Affectations bloquées				
Report	12 296 771	–	12 296 771	–
Transfert/réaffectation	15 097 441	–	15 097 441	–
Réduction	1 538 458	–	1 538 458	–
Autre	1 221 935	–	1 221 935	–
Revenus affectés aux dépenses	(66 580 000)	(59 723 075)	(6 856 925)	–
	2 374 656 544	*2 327 056 590*	*47 599 954*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	104 313 953	104 313 953	–	–
Devoir de diligence à l'égard des missions canadiennes à l'étranger	101 763 608	82 416 305	19 347 303	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	854 507	854 507	–	–
Enveloppe de l'aide internationale	400 000	400 000	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 594 137	–	5 594 137	–
	212 926 205	*187 984 765*	*24 941 440*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	505 167 678	486 000 503	19 167 175	–
Mécanisme de décaissement rapide de fonds du compte de crises	180 000 000	180 000 000	–	–
Enveloppe de l'aide internationale	5 220 679 486	5 213 803 810	6 875 676	–
Affectations bloquées				
Report	73 264 025	–	73 264 025	–
Réduction	169 232 765	–	169 232 765	–
	6 148 343 954	*5 879 804 313*	*268 539 641*	–
Crédit 15 – Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions				
Autre autorisation	*112 971 000*	*112 668 640*	*302 360*	–
Crédit 20 – Conformément au paragraphe 12(2) de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs				
Autre autorisation	*1*	–	*1*	–

Montants législatifs	537 249 408	536 576 435	–	672 973
	9 386 147 112	9 044 090 743	341 383 396	672 973
Corporation commerciale canadienne				
Crédit 1 – Paiements à la Société d'État				
Paiements à la Société d'État	13 792 138	13 792 138	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 546 860	7 546 071	789	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	68 627	–	68 627	–
	7 615 487	*7 546 071*	*69 416*	–
Montants législatifs	578 838	578 838	–	–
	8 194 325	8 124 909	69 416	–
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)				
Montants législatifs	583 163 743	583 163 743	–	–
Centre de recherches pour le développement international				
Crédit 1 – Paiements au Centre				
Paiements à la Société d'État	160 270 169	160 270 169	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	10 793 920	8 217 765	2 576 155	–
Montants législatifs	657 139	657 139	–	–
	11 451 059	8 874 904	2 576 155	–
Investir au Canada				
Crédit 1– Dépenses du programme				
Dépenses de fonctionnement	34 261 536	32 743 554	1 517 982	–
Total du portefeuille ministériel	**10 197 280 082**	**9 851 060 160**	**345 546 949**	**672 973**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement												
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	192 327 515	178 118 769	19 088 560	18 256 457	5 789 453 510	5 568 819 231	–	–	6 000 869 585	5 765 194 457	200 900 000	200 900 000
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 260 491 145	1 254 272 622	141 642 749	130 741 228	–	–	61 000 000	57 443 249	1 341 133 894	1 327 570 601	14 285 332	–
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	473 039 004	472 668 095	4 703 124	2 657 809	628 755 604	600 892 713	–	–	1 106 497 732	1 076 218 617	–	–
Commerce et investissements	342 859 483	309 873 028	10 973 817	7 596 685	75 720 731	59 653 770	2 000 000	103 037	427 554 031	377 020 446	97 050 100 284	–
Aide aux Canadiens à l'étranger	116 314 426	115 530 370	1 848 821	1 239 430	–	–	2 400 000	1 513 260	115 763 247	115 256 540	–	–
Services internes	356 082 387	355 218 863	34 669 134	27 493 156	4 757 102	781 592	1 180 000	663 529	394 328 623	382 830 082	–	14 624 256
Total partiel	2 741 113 960	2 685 681 747	212 926 205	187 984 765	6 498 686 947	6 230 147 306	66 580 000	59 723 075	9 386 147 112	9 044 090 743	97 265 285 616	215 524 256
Revenus affectés aux dépenses	(66 580 000)	(59 723 075)	–	–	–	–	(66 580 000)	(59 723 075)	–	–	–	–
Total du ministère	**2 674 533 960**	**2 625 958 672**	**212 926 205**	**187 984 765**	**6 498 686 947**	**6 230 147 306**	**–**	**–**	**9 386 147 112**	**9 044 090 743**	**97 265 285 616**	**215 524 256**
Corporation commerciale canadienne	**13 792 138**	**13 792 138**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**13 792 138**	**13 792 138**	**10 000 000**	**–**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes												
Services aux conférences intergouvernementales	6 459 583	6 404 863	–	–	–	–	–	–	6 459 583	6 404 863	–	–
Services internes	1 734 742	1 720 046	–	–	–	–	–	–	1 734 742	1 720 046	–	–
Total de l'organisme	**8 194 325**	**8 124 909**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 194 325**	**8 124 909**	**–**	**–**
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	**583 163 743**	**583 163 743**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**583 163 743**	**583 163 743**	**73 580 097 932**	**18 602 405 598**
Centre de recherches pour le développement international	**160 270 169**	**160 270 169**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**160 270 169**	**160 270 169**	**–**	**–**
Commission mixte internationale (section canadienne)												
Gestion des ressources communes en eau	9 694 012	7 150 812	–	–	–	–	–	–	9 694 012	7 150 812	–	–
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs	1 757 047	1 724 092	–	–	–	–	–	–	1 757 047	1 724 092	–	–
Total de l'organisme	**11 451 059**	**8 874 904**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**11 451 059**	**8 874 904**	**–**	**–**

Investir au Canada												
Attirer de l'investissement direct étranger	27 661 225	25 550 394	–	–	–	–	–	–	27 661 225	25 550 394	–	–
Services internes	6 600 311	7 193 160	–	–	–	–	–	–	6 600 311	7 193 160	–	–
Total de l'organisme	**34 261 536**	**32 743 554**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**34 261 536**	**32 743 554**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**3 485 666 930**	**3 432 928 089**	**212 926 205**	**187 984 765**	**6 498 686 947**	**6 230 147 306**	**–**	**–**	**10 197 280 082**	**9 851 060 160**	**170 855 383 548**	**18 817 929 854**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Subventions									
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	–	3 230 414 746	150 000 000	(550 288 769)	2 830 125 977	2 769 617 584	60 508 393	–	2 400 675 231
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	–	162 302 725	–	(57 017 974)	105 284 751	105 284 751	–	–	106 508 348
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	–	142 081 540	101 719 595	(3 244 286)	240 556 849	240 556 849	–	–	117 211 717
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	–	40 120 000	–	(13 088 945)	27 031 055	27 029 754	1 301	–	25 833 331
Subventions à l'appui du Programme CanExport	–	36 956 548	–	(1 616 621)	35 339 927	34 378 280	961 647	–	31 497 372
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	–	31 985 100	–	(17 985 100)	14 000 000	14 000 000	–	–	4 200 000
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	–	30 322 000	–	(5 126 977)	25 195 023	25 195 023	–	–	23 507 156
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	–	16 250 000	9 670 000	(3 979 807)	21 940 193	21 940 193	–	–	28 676 049
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	–	15 854 000	–	–	15 854 000	15 102 711	751 289	–	14 649 976
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	–	4 550 000	–	(2 712 340)	1 837 660	1 835 019	2 641	–	1 916 286
Subventions à l'appui du Programme de la Fondation Asie Pacifique du Canada dans la région Indo-Pacifique	–	4 344 000	–	(245 353)	4 098 647	4 098 647	–	–	–
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	–	1 614 914	–	–	1 614 914	1 614 913	1	–	1 584 372
Subventions à l'appui du programme de bourses commémoratives PS752	–	1 000 000	–	–	1 000 000	881 000	119 000	–	806 500
Subventions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	–	700 000	–	(470 000)	230 000	187 555	42 445	–	398 924
Subventions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	–	500 000	–	–	500 000	278 818	221 182	–	–
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	–	60 000	–	–	60 000	60 000	–	–	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	–	30 000	–	–	30 000	30 000	–	–	30 000
(S) Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* (L.R.C. (1985) ch. D-2)	–	900 000	–	(118 408)	781 592	781 592	–	–	683 415
Total – Subventions	**–**	**3 719 985 573**	**261 389 595**	**(655 894 580)**	**3 325 480 588**	**3 262 872 689**	**62 607 899**	**–**	**2 758 238 677**

Contributions									
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	–	653 732 765	–	285 805 929	939 538 694	776 747 134	162 791 560	–	961 069 860
Paiements de quote-parts aux organisations internationales									
Organisations :									
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (165 662 790 $US)	–	219 902 445	–	(21 550 124)	198 352 321	184 544 447	13 807 874	–	201 067 043
Organisation des Nations Unie (84 096 000 $US)	–	111 629 872	–	14 976 754	126 606 626	126 605 719	907	–	113 014 459
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (30 967 820 euros)	–	45 121 664	–	1 350 000	46 471 664	45 712 454	759 210	–	39 579 204
Organisation mondiale de la santé (6 752 609 francs suisses) (7 544 815 $US)	–	20 264 445	–	1 229 552	21 493 997	21 493 997	–	–	20 736 606
Organisation panaméricaine de la santé (14 189 956 $US)	–	18 835 891	–	(186 504)	18 649 387	18 480 679	168 708	–	17 577 075
Organisation de coopération et de développement économiques (12 580 328 euros)	–	18 330 168	–	(185 000)	18 145 168	17 804 695	340 473	–	17 179 103
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 515 154 $US) (5 222 600 euros)	–	17 585 281	–	872 333	18 457 614	18 457 614	–	–	17 887 807
Organisation des États américains (12 316 672 $US)	–	16 349 274	–	996 284	17 345 558	17 345 558	–	–	16 650 479
Organisation internationale de la Francophonie (11 057 679 euros)	–	16 111 593	–	(94 933)	16 016 660	16 016 660	–	–	14 537 263
Organisation internationale du travail (10 524 124 francs suisses)	–	15 973 938	–	139 988	16 113 926	16 113 925	1	–	16 117 555
Agence internationale de l'énergie atomique (9 377 094 euros) (1 508 318 $US)	–	15 665 051	–	774 099	16 439 150	16 439 150	–	–	15 977 159
Cour pénale internationale (9 480 874 euros)	–	13 814 108	–	1 656 504	15 470 612	15 470 611	1	–	13 514 837
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 804 967 $US) (3 843 429 euros)	–	11 978 228	–	55 815	12 034 043	12 034 043	–	–	12 181 047
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (7 977 055 euros)	–	11 622 967	–	1 275 000	12 897 967	11 679 576	1 218 391	–	11 108 847
Organisation mondiale du commerce (5 253 472 francs suisses)	–	7 973 931	–	(60 000)	7 913 931	7 579 915	334 016	–	7 183 365
Secrétariat du Commonwealth (3 309 476 livres sterling)	–	5 638 386	–	218 932	5 857 318	5 857 317	1	–	5 437 635
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (4 049 299 $US)	–	5 375 079	–	63 690	5 438 769	5 438 769	–	–	5 344 563
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1 993 298 $US) (1 445 593 euros)	–	4 752 223	–	1 020 000	5 772 223	5 310 465	461 758	–	4 674 770
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (1 851 997 euros)	–	2 698 453	–	410 000	3 108 453	3 105 421	3 032	–	2 915 790
Organisation de l'aviation civile internationale	–	2 613 982	–	107 213	2 721 195	2 721 195	–	–	2 551 022
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 809 429 $US)	–	2 401 854	–	300 000	2 701 854	2 583 666	118 188	–	2 439 746
Agence internationale de l'énergie (1 050 556 euros)	–	1 530 712	–	150 000	1 680 712	1 608 296	72 416	–	1 484 614
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (929 990 euros)	–	1 355 042	–	(11 667)	1 343 375	1 295 376	47 999	–	1 275 062
Centre international de Recherche sur le Cancer (887 982 euros)	–	1 293 834	–	39 981	1 333 815	1 333 815	–	–	1 306 859

Paiement de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Fondation du Commonwealth (749 062 livres sterling)	–	1 276 184	–	44 266	1 320 450	1 320 450	–	–	1 285 473
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (812 702 $US)	–	1 078 790	–	–	1 078 790	795 085	283 705	–	758 605
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (621 701 livres sterling)	–	1 059 197	–	32 067	1 091 264	1 091 264	–	–	1 021 486
Agence internationale de l'énergie renouvelable (616 817 $US)	–	818 768	–	–	818 768	774 340	44 428	–	796 809
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (557 585 euros)	–	812 429	–	158 000	970 429	852 361	118 068	–	830 102
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (479 947 francs suisses)	–	728 483	–	14 758	743 241	724 057	19 184	–	720 725
Tribunal international du droit de la mer (429 727 euros)	–	626 133	–	–	626 133	578 567	47 566	–	592 464
Convention sur la diversité biologique (469 404 $US)	–	623 091	–	150 000	773 091	668 575	104 516	–	633 795
Autorité internationale des fonds marins (402 811 $US)	–	534 696	–	20 000	554 696	532 700	21 996	–	417 992
Organisation mondiale des douanes (340 171 euros)	–	495 646	–	60 000	555 646	554 385	1 261	–	500 165
Organisation maritime internationale (231 400 livres sterling)	–	394 240	–	(3 554)	390 686	390 686	–	–	361 217
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (197 270 $US) (30 255 francs suisses)	–	307 781	–	20 000	327 781	317 718	10 063	–	186 318
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (197 381 euros)	–	307 214	–	11 773	318 987	318 987	–	–	289 491
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (219 944 $US)	–	291 956	–	(52 796)	239 160	239 160	–	–	218 051
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (177 486 euros)	–	258 604	–	15 000	273 604	267 443	6 161	–	264 965
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (181 056 $US)	–	240 336	–	(28 308)	212 028	212 028	–	–	158 022
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (154 332 euros)	–	224 868	–	35 000	259 868	246 925	12 943	–	211 407
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (168 106 $US)	–	223 147	–	9 663	232 810	232 810	–	–	222 236
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (109 279 $US)	–	145 058	–	6 283	151 341	151 341	–	–	144 468

Entente de Wassenaar (77 321 euros)	–	112 661	–	20 000	132 661	126 756	5 905	–	114 256
Cour permanente d'arbitrage (70 028 euros)	–	102 034	–	25 000	127 034	123 508	3 526	–	112 058
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (22 432 271 CFA) (25 773 euros)	–	87 421	–	(85)	87 336	87 335	1	–	85 725
Organisations internationales de produits de base (38 893 euros)	–	56 671	–	–	56 671	54 152	2 519	–	49 120
Commission internationale d'établissement des faits (11 579 francs suisses)	–	17 574	–	–	17 574	7 304	10 270	–	10 787
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés	–	451 553 453	–	269 714 241	721 267 694	717 249 360	4 018 334	–	667 298 503
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	–	272 160 302	–	38 514 273	310 674 575	309 653 680	1 020 895	–	360 140 937
Fonds canadien d'initiatives locales	–	46 176 852	–	(19 115 657)	27 061 195	26 542 294	518 901	–	26 657 639
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	–	44 910 000	1 000 000	50 498 828	96 408 828	96 398 631	10 197	–	77 622 078
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	–	37 940 000	–	5 136 915	43 076 915	43 071 687	5 228	–	47 148 018
Contributions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	–	16 120 000	–	(865 500)	15 254 500	1 983 333	13 271 167	–	2 938 355
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	–	8 300 000	–	–	8 300 000	8 300 000	–	–	7 800 000
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	–	6 996 800	–	12 517 228	19 514 028	19 514 028	–	–	21 491 870
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	–	5 601 782	–	5 872 303	11 474 085	11 474 085	–	–	50 615 377
Contributions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	–	5 450 000	–	470 000	5 920 000	5 259 656	660 344	–	5 008 366
Contributions pour le Programme d'engagement pour l'Indo-Pacifique	–	5 425 000	–	–	5 425 000	778 706	4 646 294	–	–
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	–	4 587 627	–	2 628 456	7 216 083	6 716 083	500 000	–	8 587 891
Contributions volontaires annuelles	–	3 450 000	–	–	3 450 000	3 450 000	–	–	3 450 000
Contributions à l'appui du Programme CanExport	–	2 975 000	–	2 116 621	5 091 621	4 627 886	463 735	–	8 888 465
Contributions pour la Fondation Asie Pacifique du Canada	–	–	–	245 353	245 353	245 353	–	–	–
(S) Pertes sur opérations de change sur les paiements de transfert	–	–	–	2 442	2 442	2 442	–	–	16 222
Total – Contributions	**–**	**2 165 020 984**	**1 000 000**	**657 626 416**	**2 823 647 400**	**2 617 715 658**	**205 931 742**	**–**	**2 820 461 228**

Paiement de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Autres paiements de transfert									
(S) Paiements aux institutions financières internationales – Paiement directs (*Loi d'aide au développement international (institutions financières)*)	–	249 404 568	–	(845 609)	248 558 959	248 558 959	–	–	240 228 815
(S) Paiements à l'Institut de financement du développement Canada – Société d'État	–	–	–	101 000 000	101 000 000	101 000 000	–	–	–
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**249 404 568**	**–**	**100 154 391**	**349 558 959**	**349 558 959**	**–**	**–**	**240 228 815**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**6 134 411 125**	**262 389 595**	**101 886 227**	**6 498 686 947**	**6 230 147 306**	**268 539 641**	**–**	**5 818 928 720**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soutien à la présence du Canada à l'étranger			
Services de télécommunication et autres utilités	200 000	133 285	148 510
Autres revenus provenant de baux et de l'utilisation de biens publics	60 800 000	57 309 964	52 914 493
	61 000 000	57 443 249	53 063 003
Commerce et investissements			
Autres revenus provenant des services non réglementaires.	2 000 000	103 037	91 500
Aide aux Canadiens à l'étranger			
Autres services réglementaires	2 400 000	1 379 458	1 368 746
Autres revenus provenant de baux et de l'utilisation de biens publics	–	133 802	122 880
	2 400 000	1 513 260	1 491 626
Services internes			
Autres revenus provenant des services non réglementaires.	1 180 000	663 529	596 289
Total budgétaire	**66 580 000**	**59 723 075**	**55 242 418**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Services internes			
Remboursement de prêts en espèces	**7 397 449**	**7 397 449**	**7 420 043**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**66 580 000**	**59 723 075**	**55 242 418**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**7 397 449**	**7 397 449**	**7 420 043**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Dividendes de Corporation commerciale canadienne	10 000 000	4 000 000
Intérêt sur les prêts et avances faites aux employés affectés à l'étranger	363 248	238 678
Intérêt sur les prêts aux pays en développement	15 876 493	4 087 114
Intérêt sur les contributions remboursables inconditionnelles et les placements de portefeuille	11 874 342	9 502 247
Autres comptes		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	94 936	142 884
	38 209 019	17 970 923
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres subventions et contributions	20 625 295	14 602 439
Fonctionnement	11 779 212	6 793 446
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 826 698	2 780 286
	36 231 205	24 176 171
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Co-location	57 489 549	53 037 373
Revenus locatifs	29 659 457	27 639 690
	87 149 006	*80 677 063*
Services de nature réglementaire		
Droits consulaires spécialisés	1 375 812	1 366 474
Achat de passeport	100 750 750	90 442 113
	102 126 562	*91 808 587*
Services de nature non réglementaire		
Services divers et de télécommunication	897 841	838 309
Services rendus à Passeport Canada	4 447 464	4 447 464
	5 345 305	*5 285 773*
Ventes de biens et de produits d'information		
Divers	*8 450*	*8 425*
Autres frais et droits		
Divers	*40*	*1 080*
	194 629 363	177 780 928
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 515 774	1 577 693

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêt sur les comptes débiteurs en souffrance	604 633	541 211
Gain non constaté et constaté sur taux de change	285 637 175	23 915 096
Ventes de biens immobiliers	9 532 031	8 204 531
Permis d'importation et d'exportation	2 863 392	–
Remboursements de contributions remboursables sans condition	127 987 186	103 786 044
Remboursements de placements de portefeuille	5 853 496	937 536
Divers	2 454 173	553 672
	434 932 086	137 938 090
Total du ministère	**705 517 447**	**359 443 805**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 238	8 724
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 139	10 739
	31 377	19 463
Revenus divers		
Contributions des gouvernements provinciaux	1 229 459	393 173
Total de l'organisme	**1 260 836**	**412 636**
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Expansion du commerce d'exportation – Intérêt	920 085 218	795 185 518
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes – Intérêt	143 718 308	47 159 363
	1 063 803 526	842 344 881
Revenus divers		
Gain net de change	74 253 446	38 440 002
Divers	31 939 893	35 447 461
	106 193 339	73 887 463
Total de l'organisme	**1 169 996 865**	**916 232 344**
Commission mixte internationale (section canadienne)		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 998	28 912
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	2 213
Total de l'organisme	**13 998**	**31 125**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Investir au Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	170 987	181 226
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	133 625	113 420
Total de l'organisme	**304 612**	**294 646**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	1 102 012 545	860 315 804
Recouvrements et redressements	36 581 192	24 521 405
Ventes de biens et de services	194 629 363	177 780 928
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 515 774	1 577 693
Revenus divers	542 354 884	212 218 726
Total du portefeuille ministériel	**1 877 093 758**	**1 276 414 556[2]**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré du portefeuille ministériel de la Sécurité publique. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 412 636 $.

Section 3

Comptes publics du Canada
2024-2025

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Table des matières

Page

Sommaire du portefeuille ministériel 144
Paiements de transfert 145

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	44 487 260	–	–	44 487 260				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	715 644	–	715 644				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 782 783	1 782 783				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	3 348 838	3 348 838				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(50 334 525)	(50 334 525)				
	Total – Crédit 1	–	44 487 260	715 644	(45 202 904)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions	–	266 261 739	–	–	266 261 739				
5b	Subventions et contributions	–	–	17 666 304	–	17 666 304				
	Virement du crédit 10 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	500 000	500 000				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(284 428 043)	(284 428 043)				
	Total – Crédit 5	–	266 261 739	17 666 304	(283 928 043)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 440 482	175 690	(5 616 172)	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	–	**316 189 481**	**18 557 638**	**(334 747 119)**	**–**	**–**	**–**	**–**	–[2]

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] En vertu de l'alinéa 4(1) de la *Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 280 978 658 $ ont été approuvées par la ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 563 182 802 $.

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec [1]									
Subventions									
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	1 600 000	10 000	(1 610 000)	–	–	–	–	–
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	1 000 000	–	(1 000 000)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**2 600 000**	**10 000**	**(2 610 000)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	166 910 505	17 516 304	(184 426 809)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	63 324 059	140 000	(63 464 059)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	33 427 175	–	(33 427 175)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**263 661 739**	**17 656 304**	**(281 318 043)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**266 261 739**	**17 666 304**	**(283 928 043)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**[1]

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée au portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 507 176 101 $.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada
2024-2025

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Table des matières

Page

Sommaire du portefeuille ministériel 148
Paiements de transfert 149

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence de promotion économique du Canada atlantique [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	70 390 767	–	–	70 390 767				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	327 851	–	327 851				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 420 204	3 420 204				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	3 430 501	3 430 501				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(77 569 323)	(77 569 323)				
	Total – Crédit 1	–	70 390 767	327 851	(70 718 618)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions	–	306 694 872	–	–	306 694 872				
5b	Subventions et contributions	–	–	7 306 570	–	7 306 570				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	1 489 887	1 489 887				
	crédit 10 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	2 750 000	2 750 000				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(318 241 329)	(318 241 329)				
	Total – Crédit 5	–	306 694 872	7 306 570	(314 001 442)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 557 714	72 611	(8 630 325)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	39 859	–	–	(39 859)	–	–	–	–	–
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**39 859**	**385 643 353**	**7 707 032**	**(393 390 244)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**[2]

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] En vertu de l'alinéa 3 de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 309 643 314 $ ont été approuvées par la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 478 430 586 $.

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence de promotion économique du Canada atlantique [1]									
Subventions									
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	–	1 500 000	50 000	(1 550 000)	–	–	–	–	–
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	500 000	500 000	(1 000 000)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**2 000 000**	**550 000**	**(2 550 000)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	188 229 275	6 215 570	(194 444 845)	–	–	–	–	–
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	–	53 085 498	–	(53 085 498)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	–	45 138 099	541 000	(45 679 099)	–	–	–	–	–
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	–	5 000 000	–	(5 000 000)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	12 642 000	–	(12 642 000)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	–	600 000	–	(600 000)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**304 694 872**	**6 756 570**	**(311 451 442)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**306 694 872**	**7 306 570**	**(314 001 442)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**[1]

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée au portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 396 798 949 $.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 5

Comptes publics du Canada
2024-2025

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 152
Sommaire du portefeuille ministériel 154
Détail budgétaire par affectation 157
Responsabilités essentielles 158
Paiements de transfert 159
Détail des montants disponibles pour être dépensés 162
Revenus 162

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Risques du secteur

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des outils pour atténuer les répercussions financières des risques indépendants de la volonté des producteurs qui menacent la viabilité de leur exploitation. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec le secteur pour s'assurer que des systèmes, des normes et des outils sont élaborés pour soutenir sa capacité à prévenir et à maîtriser les risques et à répondre aux demandes du marché.

Science et innovation

Agriculture et Agroalimentaire Canada mène des recherches scientifiques, développe de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies et transfère les résultats au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également avec l'industrie et d'autres partenaires pour renforcer la capacité du secteur à développer et à adopter des pratiques, des produits et des procédés novateurs.

Marchés nationaux et internationaux

Agriculture et Agroalimentaire Canada fournit des programmes et des services et travaille en collaboration avec le secteur pour soutenir sa compétitivité au pays et à l'étranger. Agriculture et Agroalimentaire Canada travaille également à accroître les possibilités pour le secteur d'exporter ses produits en maintenant et en élargissant l'accès aux marchés et en faisant avancer les intérêts agricoles à l'échelle internationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du lait

De permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

Commission canadienne des grains

Réglementation des grains

La Commission canadienne des grains réglemente la manutention des grains au Canada, en plus d'établir et de faire respecter des normes de qualité fondées sur la science pour les grains canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Financement agricole Canada

Financement agricole Canada appuie la vision du gouvernement fédéral pour la croissance et la prospérité soutenues dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
1	Dépenses de fonctionnement	–	662 147 698	–	–	662 147 698				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	3 068 984	–	3 068 984				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	14 466 757	–	14 466 757				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	20 000	20 000				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	1 150 000	1 150 000				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	50 000	50 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	250 000	250 000				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	7 760 137	7 760 137				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	240 000	240 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	6 814 964	6 814 964				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	14 893 651	14 893 651				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	22 961 911	22 961 911				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	(2 638 371)	(2 638 371)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(276 579)	(276 579)				
	Total – Crédit 1	–	662 147 698	17 535 741	51 225 713	730 909 152	717 813 481	13 095 671	–	740 474 306
5	Dépenses en capital	–	66 820 123	–	–	66 820 123				
5b	Dépenses en capital	–	–	21 809	–	21 809				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	7 080 935	7 080 935				
	Total – Crédit 5	–	66 820 123	21 809	7 080 935	73 922 867	67 788 769	6 134 098	–	59 407 495
10	Subventions et contributions	–	799 514 734	–	–	799 514 734				
10a	Subventions et contributions	–	–	55 000 000	–	55 000 000				
10b	Subventions et contributions	–	–	102 097 436	–	102 097 436				
	Total – Crédit 10	–	799 514 734	157 097 436	–	956 612 170	890 290 778	66 321 392	–	780 757 199
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	71 012 052	1 138 483	5 457 376	77 607 911	77 607 911	–	–	77 527 805
(S)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	466	99 066	99 066	–	–	94 800
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	1 033 783 000	–	230 674 816	1 264 457 816	1 264 457 816	–	–	1 210 265 388
(S)	Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	4 000 000	–	(1 885 103)	2 114 897	2 114 897	–	–	2 053 319
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	339 658 188	–	(16 401 026)	323 257 162	323 257 162	–	–	394 487 135

(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	52 063 330	–	45 617 883	97 681 213	97 681 213	–	–	89 455 778
(S)	Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	153 974 143	–	11 312 855	165 286 998	165 286 998	–	–	162 218 916
(S)	Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	19 779 021	–	6 085 141	25 864 162	25 864 162	–	–	25 515 325
(S)	Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	118 513 335	–	(104 890 290)	13 623 045	13 623 045	–	–	179 032 367
(S)	Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (L.C. (1997), ch. C-34)	–	115 600 000	44 583 000	(37 993 993)	122 189 007	122 189 007	–	–	143 080 375
(S)	Prêts garantis en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*	–	13 111 013	–	(12 686 491)	424 522	424 522	–	–	383 466
(S)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	–	–	–	(5 677 829)	(5 677 829)	(5 677 829)	–	–	(4 029 127)
(S)	Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles* (L.R.C. (1985), ch. F-4)	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (*Loi sur les fonds renouvelables*)	8 685 809	1 848 437	–	(1 848 437)	8 685 809	1 952 773	–	6 733 036	1 266 966
(S)	Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(11 015)	(11 015)	(11 015)	–	–	(8 675)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 624 155	–	–	6 811 311	13 435 466	6 621 902	2 253	6 811 311	7 394 778
(S)	Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(30 776)	(30 776)	(30 776)	–	–	(8 779)
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	195 596	195 596	195 596	–	–	–
(S)	Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	250 000 000	–	(4 937 319)	245 062 681	245 062 681	–	–	294 073 718
(S)	Paiements de contribution pour le Fonds d'innovation et d'investissement dans l'industrie laitière (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	40 000 000	–	(26 111 589)	13 888 411	13 888 411	–	–	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 156)
	Total budgétaire	15 909 964	3 742 023 674	220 376 469	151 888 224	4 130 198 331	4 030 500 570	85 553 414	14 144 347	4 163 441 399
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 525 336)
	Total du ministère – Budgétaire	**15 909 964**	**3 742 023 674**	**220 376 469**	**151 888 224**	**4 130 198 331**	**4 030 500 570**	**85 553 414**	**14 144 347**	**4 163 441 399**
	Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**(1 525 336)**
	Commission canadienne du lait									
1	Dépenses du programme	–	4 994 571	–	–	4 994 571				
	Virement du CT, crédit 30[1]	–	–	–	154 282	154 282				
	Total – Crédit 1	–	4 994 571	–	154 282	5 148 853	5 148 853	–	–	5 375 706

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, article 16 tel que modifié par le projet de loi C-16 qui a reçu la sanction royale le 15 mai 2020. Limite 500 000 000 $ (Net)	486 785 760	–	–	–	486 785 760	98 989 758	–	387 796 002	13 214 240
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**4 994 571**	**–**	**154 282**	**5 148 853**	**5 148 853**	**–**	**–**	**5 375 706**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**486 785 760**	**–**	**–**	**–**	**486 785 760**	**98 989 758**	**–**	**387 796 002**	**13 214 240**
	Commission canadienne des grains									
1	Dépenses du programme	–	5 893 735	–	–	5 893 735				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	120 041	120 041				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	215 274	215 274				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	72 874	72 874				
	Total – Crédit 1	–	5 893 735	–	408 189	6 301 924	6 287 650	14 274	–	6 164 490
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	722 665	–	64 213	786 878	786 878	–	–	730 781
(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	111 876 705	5 553 760	–	(5 553 760)	111 876 705	9 763 407	–	102 113 298	18 410 402
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	47 050	47 050	47 050	–	–	14 383
	Total de l'organisme – Budgétaire	**111 876 705**	**12 170 160**	**–**	**(5 034 308)**	**119 012 557**	**16 884 985**	**14 274**	**102 113 298**	**25 320 056**
	Financement agricole Canada									
(S)	*Loi sur Financement agricole Canada*									
	(L) Paiements de capital en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada*, paragraphe 11(1). Limite 2 500 000 000 $ (Net)	2 500 000 000	–	–	–	2 500 000 000	–	–	2 500 000 000	(1 458 333 000)
	(L) Prêts à la Société en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada*, paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	60 035 000 000	–	–	(5 757 000 000)	54 278 000 000	–	–	54 278 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**62 535 000 000**	**–**	**–**	**(5 757 000 000)**	**56 778 000 000**	**–**	**–**	**56 778 000 000**	**(1 458 333 000)**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**127 786 669**	**3 759 188 405**	**220 376 469**	**147 008 198**	**4 254 359 741**	**4 052 534 408**	**85 567 688**	**116 257 645**	**4 194 137 161**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**63 021 785 760**	**–**	**–**	**(5 757 000 000)**	**57 264 785 760**	**98 989 758**	**–**	**57 165 796 002**	**(1 446 644 096)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	783 564 678	761 690 346	21 874 332	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	174 474	–	174 474	–
Réduction	1 170 000	–	1 170 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(54 000 000)	(43 876 865)	(10 123 135)	–
	730 909 152	*717 813 481*	*13 095 671*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	*73 922 867*	*67 788 769*	*6 134 098*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	952 382 170	887 860 360	64 521 810	–
Solutions innovatrices Canada	2 430 418	2 430 418	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 500 000	–	1 500 000	–
Réduction	299 582	–	299 582	–
	956 612 170	*890 290 778*	*66 321 392*	–
Montants législatifs	2 368 754 142	2 354 607 542	2 253	14 144 347
	4 130 198 331	4 030 500 570	85 553 414	14 144 347
Commission canadienne du lait				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 148 853	5 148 853	–	–
Commission canadienne des grains				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 287 650	6 287 650	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	14 274	–	14 274	–
	6 301 924	*6 287 650*	*14 274*	–
Montants législatifs	112 710 633	10 597 335	–	102 113 298
	119 012 557	16 884 985	14 274	102 113 298
Total du portefeuille ministériel	**4 254 359 741**	**4 052 534 408**	**85 567 688**	**116 257 645**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire												
Risques du secteur	60 792 595	54 444 287	3 588 666	2 985 637	2 074 177 414	2 067 889 303	1 000 000	273 148	2 137 558 675	2 125 046 079	–	–
Science et innovation	453 011 226	441 811 298	63 543 992	58 899 218	466 620 329	428 305 973	25 000 000	22 092 290	958 175 547	906 924 199	–	–
Marchés nationaux et internationaux	109 130 044	95 806 628	1 726 709	840 484	684 544 721	662 225 795	8 311 968	7 562 883	787 089 506	751 310 024	–	–
Services internes	270 311 103	263 668 265	5 063 500	5 063 430	–	–	28 000 000	21 511 427	247 374 603	247 220 268	–	–
Total partiel	893 244 968	855 730 478	73 922 867	67 788 769	3 225 342 464	3 158 421 071	62 311 968	51 439 748	4 130 198 331	4 030 500 570	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(62 311 968)	(51 439 748)	–	–	–	–	(62 311 968)	(51 439 748)	–	–	–	–
Total du ministère	**830 933 000**	**804 290 730**	**73 922 867**	**67 788 769**	**3 225 342 464**	**3 158 421 071**	**–**	**–**	**4 130 198 331**	**4 030 500 570**	**–**	**–**
Commission canadienne du lait	**5 148 853**	**5 148 853**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5 148 853**	**5 148 853**	**486 785 760**	**98 989 758**
Commission canadienne des grains												
Réglementation des grains	120 237 725	52 399 813	–	–	–	–	41 765 604	59 569 548	78 472 121	(7 169 735)	–	–
Services internes	67 293 819	24 083 915	–	–	–	–	26 753 383	29 195	40 540 436	24 054 720	–	–
Total partiel	187 531 544	76 483 728	–	–	–	–	68 518 987	59 598 743	119 012 557	16 884 985	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(68 518 987)	(59 598 743)	–	–	–	–	(68 518 987)	(59 598 743)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**119 012 557**	**16 884 985**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**119 012 557**	**16 884 985**	**–**	**–**
Financement agricole Canada	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**56 778 000 000**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**955 094 410**	**826 324 568**	**73 922 867**	**67 788 769**	**3 225 342 464**	**3 158 421 071**	**–**	**–**	**4 254 359 741**	**4 052 534 408**	**57 264 785 760**	**98 989 758**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Subventions									
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale	–	3 643 000	–	–	3 643 000	3 643 000	–	–	2 241 596
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	2 730 000	–	–	2 730 000	2 430 418	299 582	–	2 500 000
Défi – Technologies propres en agriculture	–	2 000 000	–	–	2 000 000	2 000 000	–	–	–
Subventions à l'appui de l'industrie vinicole canadienne	–	–	55 000 000	–	55 000 000	54 993 269	6 731	–	78 550 493
Paiements de subvention en faveur du Fonds d'infrastructure alimentaire locale dans le cadre des initiatives de politique alimentaire	–	–	4 000 000	–	4 000 000	3 960 451	39 549	–	–
(S) Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	250 000 000	–	(4 937 319)	245 062 681	245 062 681	–	–	294 073 718
(S) Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	153 974 143	–	11 312 855	165 286 998	165 286 998	–	–	162 218 916
(S) Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	52 063 330	–	45 617 883	97 681 213	97 681 213	–	–	89 455 778
(S) Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles*	600 000	100 000	–	(100 000)	600 000	–	–	600 000	–
(S) Paiements de subvention pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(11 015)	(11 015)	(11 015)	–	–	(8 675)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	23 878 350
Total – Subventions	**600 000**	**464 510 473**	**59 000 000**	**51 882 404**	**575 992 877**	**575 047 015**	**345 862**	**600 000**	**652 910 176**
Contributions									
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	261 911 236	42 024 964	–	303 936 200	275 752 425	28 183 775	–	219 736 272
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	–	111 651 703	–	2 202 690	113 854 393	108 575 593	5 278 800	–	106 474 448
Paiements de contribution à l'appui du Programme à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	103 760 000	25 000 000	(1 770 455)	126 989 545	126 989 545	–	–	105 015 664
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	–	95 035 071	–	11 628 478	106 663 549	103 936 797	2 726 752	–	75 396 537
Paiements de contribution à l'appui du Fonds d'investissement dans la transformation des produits sous gestion de l'offre dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	85 500 000	–	3 000 000	88 500 000	87 872 547	627 453	–	62 575 284
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	38 474 750	10 023 698	(2 500 000)	45 998 448	28 418 920	17 579 528	–	12 372 052

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	21 858 764	2 360 127	–	24 218 891	21 976 374	2 242 517	–	19 498 637
Contributions à l'appui du programme Agri-innover dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	17 456 667	–	–	17 456 667	12 748 099	4 708 568	–	10 865 000
Contributions pour soutenir les Solutions agricoles pour le climat	–	12 500 000	–	972 000	13 472 000	13 340 009	131 991	–	11 528 000
Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	11 752 543	–	(118 784)	11 633 759	11 465 963	167 796	–	11 356 396
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	10 040 000	5 488 169	–	15 528 169	11 681 496	3 846 673	–	4 551 831
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	–	7 331 000	–	(6 816 814)	514 186	514 186	–	–	10 706 263
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	–	5 240 000	–	–	5 240 000	5 240 000	–	–	6 000 000
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	4 130 000	–	660 792	4 790 792	4 779 938	10 854	–	8 167 287
Paiements de contribution pour le programme de préparation de l'industrie à la peste porcine africaine	–	3 500 000	–	4 535 160	8 035 160	7 595 922	439 238	–	7 433 059
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture durable	–	1 000 000	–	589 698	1 589 698	1 558 112	31 586	–	631 190
Paiements de contribution en faveur du Fonds d'infrastructure alimentaire locale dans le cadre des initiatives de politique alimentaire	–	–	13 200 478	(12 382 765)	817 713	817 713	–	–	–
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	1 033 783 000	–	230 674 816	1 264 457 816	1 264 457 816	–	–	1 210 265 388
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	339 658 188	–	(16 401 026)	323 257 162	323 257 162	–	–	394 487 135
(S) Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	118 513 335	–	(104 890 290)	13 623 045	13 623 045	–	–	179 032 367
(S) Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (L.C. (1997), ch. C-34)	–	115 600 000	44 583 000	(37 993 993)	122 189 007	122 189 007	–	–	143 080 375
(S) Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	19 779 021	–	6 085 141	25 864 162	25 864 162	–	–	25 515 325
(S) Prêts garantis en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*	–	13 111 013	–	(12 686 491)	424 522	424 522	–	–	383 466
(S) Paiements de contribution pour le Fonds d'innovation et d'investissement dans l'industrie laitière (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	40 000 000	–	(26 111 589)	13 888 411	13 888 411	–	–	–

(S) Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	–	–	–	(30 776)	(30 776)	(30 776)	–	–	(8 779)
(S) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	–	–	–	(5 677 829)	(5 677 829)	(5 677 829)	–	–	(4 029 127)
(S) Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (*Loi sur la protection du revenu agricole*)	–	4 000 000	–	(1 885 103)	2 114 897	2 114 897	–	–	2 053 319
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 277 684
Total – Contributions	**–**	**2 475 586 291**	**142 680 436**	**31 082 860**	**2 649 349 587**	**2 583 374 056**	**65 975 531**	**–**	**2 624 365 073**
Total du portefeuille ministériel	**600 000**	**2 940 096 764**	**201 680 436**	**82 965 264**	**3 225 342 464**	**3 158 421 071**	**66 321 393**	**600 000**	**3 277 275 249**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Risques du secteur	1 000 000	273 148	363 620
Science et innovation	25 000 000	22 092 290	15 258 430
Marchés nationaux et internationaux	8 311 968	7 562 883	8 326 826
Services internes	28 000 000	21 511 427	25 168 674
Total budgétaire	**62 311 968**	**51 439 748**	**49 117 550**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Risques du secteur	–	–	**1 525 336**
Total du ministère – Budgétaire	**62 311 968**	**51 439 748**	**49 117 550**
Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**–**	**1 525 336**
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementation des grains	41 765 604	59 569 548	50 970 583
Services internes	26 753 383	29 195	21 861
Total de l'organisme – Budgétaire	**68 518 987**	**59 598 743**	**50 992 444**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**130 830 955**	**111 038 491**	**100 109 994**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**–**	**1 525 336**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Financement agricole Canada – Dividendes	690 000 000	210 000 000
Commission canadienne du lait	1 698 574	799 683
Contributions remboursables sans condition et Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	2 436 358	1 961 459
	694 134 932	212 761 142
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 257 714	23 296 684
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	25 489 086	18 511 610
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	21 262	62 326
	39 768 062	41 870 620
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*6 515 085*	*6 995 288*
Location et utilisation de biens publics	*1 228 823*	*1 858 944*
Services de nature réglementaire	*8 026 865*	*8 472 217*
Services de nature non réglementaire	*21 386 488*	*16 006 600*
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères		
Services de gestion des ressources humaines	2 319 305	4 637 771
Services de gestion financière	14 451 463	15 428 436
Services de gestion de l'information	1 669 484	1 655 155
Services de technologie de l'information	832 010	1 159 006
Services des biens immobiliers	2 239 165	2 288 306
Divers	468 822	700 180
	21 980 249	*25 868 854*
	59 137 510	59 201 903
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 811 311	7 518 066
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	–	36 036
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	17 915 505	17 645 282
Divers	23 278 048	18 958 101
	41 193 553	36 639 419
Total du ministère	**841 045 368**	**357 991 150**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission canadienne du lait		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 873	1 428
Total de l'organisme	**4 873**	**1 428**
Commission canadienne des grains		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	334	13 125
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Services de nature réglementaire	56 394 455	47 980 710
Revenus reportés	2 080 293	2 013 778
	58 474 748	*49 994 488*
Services de nature non réglementaire	*1 678 739*	*1 391 031*
Autres frais et droits		
Revenus reportés	–	*(1 964 708)*
	60 153 487	49 420 811
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	47 050	14 383
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêt sur débiteurs en souffrance	34 572	48 384
Gain net de change		
Gain sur réévaluation de change	3 333	1 188
	37 905	49 572
Total de l'organisme	**60 238 776**	**49 497 891**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	694 134 932	212 761 142
Recouvrements et redressements	39 773 269	41 885 173
Ventes de biens et de services	119 290 997	108 622 714
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 858 361	7 532 449
Revenus divers	41 231 458	36 688 991
Total du portefeuille ministériel	**901 289 017**	**407 490 469**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada
2024-2025

Anciens Combattants

Ministère des Anciens Combattants

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 166
Sommaire du portefeuille ministériel 167
Détail budgétaire par affectation 169
Responsabilités essentielles 170
Paiements de transfert 171
Revenus 173

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Anciens Combattants

Avantages, services et soutien

Assurer les soins de santé et le bien-être des vétérans, des personnes à charge ou des conjoints survivants par un éventail de services et d'avantages sociaux, la recherche, les partenariats et la défense de leurs intérêts.

Commémoration

Rendre hommage aux sacrifices et aux réalisations de ceux et celles qui ont participé aux efforts militaires du Canada.

Ombudsman des vétérans

Examiner de façon indépendante et impartiale les plaintes et les problèmes liés aux programmes et aux services offerts par le portefeuille d'Anciens Combattants et respecter la Déclaration des droits des anciens combattants.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Appels

Fournir un programme de révision et d'appel indépendant pour les décisions rendues par Anciens Combattants Canada à l'égard des prestations d'invalidité; assurer que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada et leur famille reçoivent les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la loi pour des invalidités liées au service.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Anciens Combattants									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 368 262 515	–	–	1 368 262 515				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	528 253 666	–	528 253 666				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	41 162 590	–	41 162 590				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	124 744	124 744				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	28 332	28 332				
	CT, crédit 5[1]	–	–	–	52 857 171	52 857 171				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 655 864	3 655 864				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	14 673 497	14 673 497				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	16 285 946	16 285 946				
	Virement au crédit 5	–	–	–	(800 000)	(800 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 368 262 515	569 416 256	86 825 554	2 024 504 325	2 001 439 955	23 064 370	–	1 364 791 202
5	Subventions et contributions	–	4 800 622 351	–	–	4 800 622 351				
5b	Subventions et contributions	–	–	911 533 000	–	911 533 000				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	800 000	800 000				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	944 390	944 390				
	Virement au crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	(25 000)	(25 000)				
	Total – Crédit 5	–	4 800 622 351	911 533 000	1 719 390	5 713 874 741	5 579 881 063	133 993 678	–	4 636 714 330
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	44 850 312	1 239 727	2 533 040	48 623 079	48 623 079	–	–	50 980 262
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)	–	175 000	–	(175 000)	–	–	–	–	–
(S)	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(4 315)	94 285	94 285	–	–	94 800
(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour au pays*)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (L.R.C. (1970), ch. V-4)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre* (L.R.C. (1970), ch. W-4)	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	60 574	60 574	–	–	60 574	11 023

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	4 803	4 803	4 803	–	–	392 085
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	82 500
	Total budgétaire	–	6 214 030 778	1 482 188 983	90 942 046	7 787 161 807	7 630 043 185	157 058 048	60 574	6 053 066 202
(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*, parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la *Loi nº 3 de 1970 portant affectation de crédits*. Limite 605 000 000 $ (Net)	605 000 000	–	–	–	605 000 000	–	–	605 000 000	–
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**6 214 030 778**	**1 482 188 983**	**90 942 046**	**7 787 161 807**	**7 630 043 185**	**157 058 048**	**60 574**	**6 053 066 202**
	Total du ministère – Non budgétaire	**605 000 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)									
1	Dépenses du programme	–	20 045 176	–	–	20 045 176				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	319 213	319 213				
	Total – Crédit 1	–	20 045 176	–	319 213	20 364 389	19 041 506	1 322 883	–	16 202 110
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 530 165	–	(311 064)	2 219 101	2 219 101	–	–	1 922 077
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**22 575 341**	**–**	**8 149**	**22 583 490**	**21 260 607**	**1 322 883**	**–**	**18 124 187**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**6 236 606 119**	**1 482 188 983**	**90 950 195**	**7 809 745 297**	**7 651 303 792**	**158 380 931**	**60 574**	**6 071 190 389**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**605 000 000**	**–**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**	**–**	**605 000 000**	**–**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Anciens Combattants				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	434 212 447	429 087 559	5 124 888	–
Autres services de santé achetés	984 843 113	979 787 249	5 055 864	–
L'Hôpital Sainte-Anne	20 000	–	20 000	–
Initiatives publicitaires	2 750 000	2 732 015	17 985	–
Services de soutien aux anciens combattants	153 178 765	145 679 999	7 498 766	–
Recours collectif Manuge	449 500 000	444 153 133	5 346 867	–
	2 024 504 325	*2 001 439 955*	*23 064 370*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*5 713 874 741*	*5 579 881 063*	*133 993 678*	–
Montants législatifs	48 782 741	48 722 167	–	60 574
	7 787 161 807	7 630 043 185	157 058 048	60 574
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	20 164 389	19 041 506	1 122 883	–
Affectations bloquées				
Report	200 000	–	200 000	–
	20 364 389	*19 041 506*	*1 322 883*	–
Montants législatifs	2 219 101	2 219 101	–	–
	22 583 490	21 260 607	1 322 883	–
Total du portefeuille ministériel	**7 809 745 297**	**7 651 303 792**	**158 380 931**	**60 574**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Anciens Combattants												
Avantages, services et soutien	1 896 896 229	1 877 188 689	–	–	5 680 910 569	5 547 889 181	–	–	7 577 806 798	7 425 077 870	605 000 000	–
Commémoration	27 981 855	25 834 635	–	–	32 964 172	31 991 882	–	–	60 946 027	57 826 517	–	–
Ombudsman des vétérans	5 098 689	4 559 287	–	–	–	–	–	–	5 098 689	4 559 287	–	–
Services internes	143 310 293	142 579 511	–	–	–	–	–	–	143 310 293	142 579 511	–	–
Total du ministère	**2 073 287 066**	**2 050 162 122**	**–**	**–**	**5 713 874 741**	**5 579 881 063**	**–**	**–**	**7 787 161 807**	**7 630 043 185**	**605 000 000**	**–**
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)												
Appels	22 583 490	21 260 607	–	–	–	–	–	–	22 583 490	21 260 607	–	–
Total de l'organisme	**22 583 490**	**21 260 607**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**22 583 490**	**21 260 607**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**2 095 870 556**	**2 071 422 729**	**–**	**–**	**5 713 874 741**	**5 579 881 063**	**–**	**–**	**7 809 745 297**	**7 651 303 792**	**605 000 000**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants									
Subventions									
Indemnité pour souffrance et douleur	–	1 585 299 000	819 421 000	10 147 000	2 414 867 000	2 305 747 176	109 119 824	–	1 608 757 205
Prestation de remplacement du revenu	–	1 345 789 000	89 362 000	7 854 000	1 443 005 000	1 433 906 543	9 098 457	–	1 260 702 576
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la *Loi sur les pensions*, indemnisations pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la *Loi sur les pensions*; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	–	990 933 000	–	2 275 000	993 208 000	992 936 662	271 338	–	1 012 069 671
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	–	353 850 000	–	(24 193 500)	329 656 500	327 196 477	2 460 023	–	276 261 939
Entretien ménager et entretien du terrain	–	302 431 000	–	22 569 000	325 000 000	318 962 874	6 037 126	–	291 478 596
Allocation pour études et formation	–	35 872 000	–	(5 350 000)	30 522 000	28 940 536	1 581 464	–	28 961 516
Allocation de reconnaissance pour aidant	–	28 945 000	–	–	28 945 000	27 767 018	1 177 982	–	22 308 657
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	–	20 000 000	–	(15 223 000)	4 777 000	4 119 779	657 221	–	7 182 831
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	–	12 600 000	–	265 000	12 865 000	12 858 930	6 070	–	11 859 340
Fonds du Souvenir	–	6 844 000	–	–	6 844 000	5 927 212	916 788	–	6 393 536
Subvention pour le Programme de financement de la recherche	–	5 350 000	944 390	(2 000 000)	4 294 390	4 290 714	3 676	–	2 150 000
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	–	3 207 000	–	222 000	3 429 000	3 330 857	98 143	–	2 651 436
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	–	2 548 000	–	(76 000)	2 472 000	2 282 970	189 030	–	2 530 615
Indemnité pour blessure grave	–	2 160 000	–	(26 000)	2 134 000	1 498 245	635 755	–	1 098 644
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et leur famille	–	2 000 000	2 000 000	(666 937)	3 333 063	3 333 063	–	–	5 933 062
Subvention pour partenariats de commémoration	–	1 450 000	(25 000)	(453 746)	971 254	969 648	1 606	–	525 813
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	–	1 300 000	–	(219 000)	1 081 000	1 017 883	63 117	–	802 222
Fonds d'urgence pour les vétérans	–	1 000 000	800 000	100 000	1 900 000	1 604 036	295 964	–	1 647 146
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	–	975 000	–	(481 000)	494 000	488 226	5 774	–	480 718
Indemnités et allocations d'invalidité	–	958 000	–	(216 000)	742 000	678 637	63 363	–	705 319
Allocation de traitement	–	300 000	–	(183 000)	117 000	78 299	38 701	–	145 523
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	–	100 000	–	(64 000)	36 000	30 598	5 402	–	39 645
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	–	70 000	–	–	70 000	22 565	47 435	–	22 040
Allocation de sécurité du revenu de retraite	–	50 000	–	–	50 000	23 064	26 936	–	–
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer	–	25 000	–	(7 000)	18 000	4 582	13 418	–	9 315
Paiements de prestations pour bravoure	–	2 500	–	(1 500)	1 000	509	491	–	774

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)	–	175 000	–	(175 000)	–	–	–	–	–
(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour au pays*)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* (L.R.C. (1970), ch. V-4)	–	10 000	–	(10 000)	–	–	–	–	–
(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre* (L.R.C. (1970), ch. W-4)	–	2 000	–	(2 000)	–	–	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	68 986
Total – Subventions	**–**	**4 704 255 500**	**912 502 390**	**(5 925 683)**	**5 610 832 207**	**5 478 017 103**	**132 815 104**	**–**	**4 544 787 125**
Contributions									
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	–	70 292 000	–	2 508 000	72 800 000	71 707 616	1 092 384	–	65 488 938
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	–	10 910 172	750 000	553 746	12 213 918	12 213 527	391	–	8 038 034
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes	–	9 200 000	–	–	9 200 000	9 134 525	65 475	–	9 191 941
Contribution pour le Programme de financement de la recherche	–	5 161 679	–	2 000 000	7 161 679	7 141 355	20 324	–	7 141 355
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	–	1 000 000	–	666 937	1 666 937	1 666 937	–	–	2 066 937
Total – Contributions	**–**	**96 563 851**	**750 000**	**5 728 683**	**103 042 534**	**101 863 960**	**1 178 574**	**–**	**91 927 205**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**4 800 819 351**	**913 252 390**	**(197 000)**	**5 713 874 741**	**5 579 881 063**	**133 993 678**	**–**	**4 636 714 330**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Anciens Combattants		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Allocations aux anciens combattants	19 508	15 277
Pensions	1 255 572	8 297 094
Autres subventions et contributions	15 607 870	25 257 624
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	5 018 753	8 117 978
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 257 009	6 186 643
	23 158 712	47 874 616
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Autres services aux malades hospitalisés	–	48 452
Autres frais et droits	10	–
	10	48 452
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	60 574	11 023
Revenus divers		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	193 281	191 087
Gain net de change	4 480	1 256
Divers	28 086	22 986
	225 847	215 329
Total du ministère	**23 445 143**	**48 149 420**
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	21 038	37 708
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	485 190
Total de l'organisme	**21 038**	**522 898**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	23 179 750	48 397 514
Ventes de biens et de services	10	48 452
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	60 574	11 023
Revenus divers	225 847	215 329
Total du portefeuille ministériel	**23 466 181**	**48 672 318**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada
2024-2025

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 176
Sommaire du portefeuille ministériel 177
Détail budgétaire par affectation 178
Responsabilités essentielles 179
Paiements de transfert 180
Revenus 181

Description des responsabilités essentielles

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Soutien du gouverneur général

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général offre un appui et des conseils au gouverneur général du Canada dans son rôle unique de représentant du Roi au Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide le gouverneur général à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations par le biais de l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et de la concession d'emblèmes héraldiques. Le Bureau aide également le gouverneur général à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles du gouverneur général et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du secrétaire du gouverneur général									
1	Dépenses du programme	–	21 988 861	–	–	21 988 861				
1a	Dépenses du programme	–	–	3 288 268	–	3 288 268				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 009 461	1 009 461				
	Total – Crédit 1	–	21 988 861	3 288 268	1 009 461	26 286 590	25 817 549	469 041	–	22 508 820
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 230 630	167 732	80 238	2 478 600	2 478 600	–	–	2 600 273
(S)	Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	360 761	–	5 839	366 600	366 600	–	–	354 400
(S)	Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général* (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	990 536	–	(22 676)	967 860	967 860	–	–	952 367
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**25 570 788**	**3 456 000**	**1 072 862**	**30 099 650**	**29 630 609**	**469 041**	**–**	**26 415 860**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du secrétaire du gouverneur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	26 286 590	25 817 549	469 041	–
Montants législatifs	3 813 060	3 813 060	–	–
Total du portefeuille ministériel	**30 099 650**	**29 630 609**	**469 041**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du secrétaire du gouverneur général												
Soutien du gouverneur général	20 194 381	19 870 742	–	–	967 860	967 860	–	–	21 162 241	20 838 602	–	–
Services internes.....	8 937 409	8 792 007	–	–	–	–	–	–	8 937 409	8 792 007	–	–
Total du portefeuille ministériel.....	**29 131 790**	**28 662 749**	**–**	**–**	**967 860**	**967 860**	**–**	**–**	**30 099 650**	**29 630 609**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général									
Subventions									
(S) Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général* (L.R.C. (1985), ch. G-9)	–	990 536	–	(22 676)	967 860	967 860	–	–	952 367
Total du portefeuille ministériel	**–**	**990 536**	**–**	**(22 676)**	**967 860**	**967 860**	**–**	**–**	**952 367**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du secrétaire du gouverneur général		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	21 336	27 832
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	7 051	2 912
	28 387	30 744
Revenus divers	20 880	19 575
Total du portefeuille ministériel	**49 267**	**50 319**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 8

Comptes publics du Canada
2024-2025

Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor

École de la fonction publique du Canada

Commissariat au lobbying

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 184
Sommaire du portefeuille ministériel 186
Détail budgétaire par affectation 189
Responsabilités essentielles 191
Paiements de transfert 192
Détail des montants disponibles pour être dépensés 193
Revenus 193

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Secrétariat du Conseil du Trésor

Surveillance des dépenses

Revoir les propositions et les autorisations de dépenses; revoir les programmes gouvernementaux actuels et proposés quant à l'efficience, l'efficacité et la pertinence; informer le Parlement et les Canadiens sur les dépenses du gouvernement.

Employeur

Élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique sur la gestion des personnes dans la fonction publique; gérer la rémunération totale (comprenant les pensions et les avantages sociaux) et les relations de travail; entreprendre des projets d'amélioration du rendement à l'appui des objectifs de recrutement et de maintien en poste des employés.

Leadership administratif

Diriger des initiatives pangouvernementales; élaborer des politiques et établir l'orientation stratégique de l'administration publique sur la prestation de services et l'accès à l'information gouvernementale, et sur la gestion des actifs, des finances, de l'information et de la technologie.

Surveillance réglementaire

Élaborer et surveiller les politiques afin de promouvoir de bonnes pratiques réglementaires, revoir les projets de règlement afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences des politiques du gouvernement, et favoriser la coopération en matière de réglementation entre les différentes sphères de compétences.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

École de la fonction publique du Canada

Apprentissage commun dans la fonction publique

L'École de la fonction publique du Canada fournit un apprentissage commun à tous les employés de la fonction publique centrale afin qu'ils servent la population canadienne avec excellence.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat au lobbying

Réglementation du lobbying

Le régime fédéral de lobbying établit des exigences et des normes pour le lobbying transparent et éthique auprès des fonctionnaires fédéraux. Le commissaire au lobbying, avec l'appui du Commissariat, administre la *Loi sur le lobbying* et le Code de déontologie des lobbyistes.

Nos principales responsabilités sont les suivantes :

- l'entretien et l'amélioration du Registre des lobbyistes
- accroître la sensibilisation et la compréhension du régime du lobbying et des obligations de conformité par l'éducation
- effectuer du travail en matière de conformité qui soutient le respect des exigences fédérales en lobbying

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public

Le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (Le Commissariat) améliore la surveillance de la gestion des activités du gouvernement en fournissant aux fonctionnaires et au grand public un processus pour recevoir et enquêter les divulgations d'actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral. Il dépose des rapports sur les cas avérés au Parlement, ainsi que formule des recommandations de mesures correctives aux administrateurs généraux. Le Commissariat fourni également aux fonctionnaires et aux anciens fonctionnaires un mécanisme visant à traiter les plaintes de représailles. Il enquête et peut renvoyer des cas au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Secrétariat du Conseil du Trésor									
1	Dépenses du programme	–	348 204 864	–	–	348 204 864				
1a	Dépenses du programme	–	–	2 414 728	–	2 414 728				
1b	Dépenses du programme	–	–	38 114 094	–	38 114 094				
	Virement du :									
	crédit 1 (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes)	–	–	–	9 978	9 978				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	259 415	259 415				
	crédit 1 (Ministère des Finances)	–	–	–	14 941	14 941				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	173 063	173 063				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	149 663	149 663				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	59 865	59 865				
	crédit 1 (Ministère de la Justice)	–	–	–	149 663	149 663				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	59 865	59 865				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	84 850	84 850				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	149 663	149 663				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	17 477	17 477				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	9 736 567	9 736 567				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	5 386 538	5 386 538				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence spatiale canadienne)	–	–	–	(60 000)	(60 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(404 995)	(404 995)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(110 000)	(110 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(618 063)	(618 063)				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	(640 000)	(640 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(375 000)	(375 000)				
	crédit 1 (Agence Parcs Canada)	–	–	–	(254 000)	(254 000)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(571 000)	(571 000)				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(30 000)	(30 000)				
	Total – Crédit 1	–	348 204 864	40 528 822	12 888 490	401 622 176	335 887 845	65 734 331	–	350 862 529
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	–	750 000 000	–	–	750 000 000				
5a	Dépenses éventuelles du gouvernement	–	–	250 000 000	–	250 000 000				
	Virement à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(294 565 962)	(294 565 962)				
	Total – Crédit 5	–	750 000 000	250 000 000	(294 565 962)	705 434 038	–	705 434 038	–	–

10	Initiatives pangouvernementales	–	18 500 000	–	–	18 500 000				
10b	Initiatives pangouvernementales	–	–	2 000 000	–	2 000 000				
	Virement à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(2 414 408)	(2 414 408)				
	Total – Crédit 10	–	18 500 000	2 000 000	(2 414 408)	18 085 592	–	18 085 592	–	–
15b	Rajustements à la rémunération	–	–	970 804 972	–	970 804 972				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(970 804 972)	(970 804 972)				
	Total – Crédit 15	–	–	970 804 972	(970 804 972)	–	–	–	–	–
20	Assurances de la fonction publique	–	3 843 672 789	–	–	3 843 672 789				
20b	Assurances de la fonction publique	–	–	643 626 442	–	643 626 442				
	Total – Crédit 20	–	3 843 672 789	643 626 442	–	4 487 299 231	4 232 621 232	254 677 999	–	3 853 588 562
25	Report du budget de fonctionnement	–	3 000 000 000	–	–	3 000 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(2 232 230 799)	(2 232 230 799)				
	Total – Crédit 25	–	3 000 000 000	–	(2 232 230 799)	767 769 201	–	767 769 201	–	–
30	Besoins en matière de rémunération	–	600 000 000	–	–	600 000 000				
	Virement à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(579 035 798)	(579 035 798)				
	Total – Crédit 30	–	600 000 000	–	(579 035 798)	20 964 202	–	20 964 202	–	–
35	Report du budget des dépenses en capital	–	750 000 000	–	–	750 000 000				
	Virements à d'autres portefeuilles ministériels	–	–	–	(572 411 103)	(572 411 103)				
	Total – Crédit 35	–	750 000 000	–	(572 411 103)	177 588 897	–	177 588 897	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	33 816 776	4 573 723	4 273 018	42 663 517	42 663 517	–	–	45 786 225
(S)	Présidente du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	200	98 800	98 800	–	–	95 055
(S)	Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public* (L.R.C. (1970), ch. P-33)	–	–	–	1 579	1 579	1 579	–	–	1 514
(S)	Contributions de l'employeur en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et d'autres lois sur la retraite et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	–	6 425 000 000	6 425 000 000	6 425 000 000	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	15 051	15 051	–	–	15 051	–
	Total du secrétariat – Budgétaire	**–**	**9 344 293 029**	**1 911 533 959**	**1 790 715 296**	**13 046 542 284**	**11 036 272 973**	**2 010 254 260**	**15 051**	**4 250 333 885**
	École de la fonction publique du Canada									
1	Dépenses du programme	–	72 079 894	–	–	72 079 894				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 007 230	2 007 230				
	Total – Crédit 1	–	72 079 894	–	2 007 230	74 087 124	71 862 495	2 224 629	–	73 086 025
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 128 005	–	874 373	10 002 378	10 002 378	–	–	10 856 840
(S)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* –									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	8 426 595	6 630 872	–	–	15 057 467				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	–	–	5 167 453	5 167 453				
	Total – Dépense des recettes	8 426 595	6 630 872	–	5 167 453	20 224 920	8 426 595	–	11 798 325	10 832 336
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 960	–	–	6 364	12 324	5 960	–	6 364	1 960
(S)	Dépenses en vertu de l'alinéa 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	8 483 902	8 483 902	8 483 902	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**8 432 555**	**87 838 771**	**–**	**16 539 322**	**112 810 648**	**98 781 330**	**2 224 629**	**11 804 689**	**94 777 161**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commissariat au lobbying									
1	Dépenses du programme	–	5 391 678	–	–	5 391 678				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	69 921	69 921				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	242 174	242 174				
	Total – Crédit 1	–	5 391 678	–	312 095	5 703 773	5 495 004	208 769	–	5 236 954
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	564 309	–	30 811	595 120	595 120	–	–	529 571
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**5 955 987**	**–**	**342 906**	**6 298 893**	**6 090 124**	**208 769**	**–**	**5 766 525**
	Commissariat à l'intégrité du secteur public									
1	Dépenses du programme	–	5 503 151	–	–	5 503 151				
1b	Dépenses du programme	–	–	308 929	–	308 929				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	298 081	298 081				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	98 906	98 906				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	74 117	74 117				
	Total – Crédit 1	–	5 503 151	308 929	471 104	6 283 184	6 045 122	238 062	–	6 096 187
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	563 202	61 139	95 037	719 378	719 378	–	–	680 780
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	263	263	263	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**6 066 353**	**370 068**	**566 404**	**7 002 825**	**6 764 763**	**238 062**	**–**	**6 776 967**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 432 555**	**9 444 154 140**	**1 911 904 027**	**1 808 163 928**	**13 172 654 650**	**11 147 909 190**	**2 012 925 720**	**11 819 740**	**4 357 654 538**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	449 153 452	365 492 838	83 660 614	–
Budget en capital	1 887 478	1 887 478	–	–
Subventions et contributions	727 384	727 384	–	–
Après-mise en œuvre du système de paye	17 274 265	17 001 357	272 908	–
Fonds pour un gouvernement vert	8 604 639	6 499 580	2 105 059	–
Programme de la fonction de contrôleur numérique	11 635 010	11 635 010	–	–
Affectations bloquées				
Report	32 620 733	–	32 620 733	–
Transfert/réaffectation	5 902 351	–	5 902 351	–
Autre	2 808 723	–	2 808 723	–
Revenus affectés aux dépenses	(128 991 859)	(67 355 802)	(61 636 057)	–
	401 622 176	*335 887 845*	*65 734 331*	–
Crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement				
Budget de fonctionnement	*705 434 038*	–	*705 434 038*	–
Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales				
Affectations bloquées				
Report	*18 085 592*	–	*18 085 592*	–
Crédit 20 – Assurances de la fonction publique				
Budget de fonctionnement	5 647 831	4 865 426	782 405	–
Budget en capital	215 152	215 152	–	–
Coûts de programme non discrétionnaire pour le crédit 20	5 474 308 501	5 134 238 040	340 070 461	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	54 312	–	54 312	–
Revenus affectés aux dépenses	(992 926 565)	(906 697 386)	(86 229 179)	–
	4 487 299 231	*4 232 621 232*	*254 677 999*	–
Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement				
Affectations bloquées				
Autre	*767 769 201*	–	*767 769 201*	–
Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération				
Budget de fonctionnement	*20 964 202*	–	*20 964 202*	–
Crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital				
Affectations bloquées				
Autre	*177 588 897*	–	*177 588 897*	–
Montants législatifs	6 467 778 947	6 467 763 896	–	15 051
	13 046 542 284	11 036 272 973	2 010 254 260	15 051

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
École de la fonction publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	72 387 476	71 862 495	524 981	–
Affectations bloquées				
Report	1 495 090	–	1 495 090	–
Transfert/réaffectation	204 558	–	204 558	–
	74 087 124	*71 862 495*	*2 224 629*	–
Montants législatifs	38 723 524	26 918 835	–	11 804 689
	112 810 648	98 781 330	2 224 629	11 804 689
Commissariat au lobbying				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 703 773	5 495 004	208 769	–
Montants législatifs	595 120	595 120	–	–
	6 298 893	6 090 124	208 769	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 170 110	6 018 009	152 101	–
Subventions et contributions	50 000	27 113	22 887	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	63 074	–	63 074	–
	6 283 184	*6 045 122*	*238 062*	–
Montants législatifs	719 641	719 641	–	–
	7 002 825	6 764 763	238 062	–
Total du portefeuille ministériel	**13 172 654 650**	**11 147 909 190**	**2 012 925 720**	**11 819 740**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Secrétariat du Conseil du Trésor												
Surveillance des dépenses	1 558 548 132	47 071 515	177 588 897	–	11 780	11 780	–	–	1 736 148 809	47 083 295	–	–
Employeur	12 048 681 961	11 668 604 905	–	–	501 579	340 973	1 002 622 565	914 073 606	11 046 560 975	10 754 872 272	–	–
Leadership administratif	227 365 792	159 752 386	–	–	715 604	715 604	101 972 203	42 655 926	126 109 193	117 812 064	–	–
Surveillance réglementaire	13 504 894	12 113 475	–	–	–	–	–	–	13 504 894	12 113 475	–	–
Services internes	141 542 069	121 715 523	–	–	–	–	17 323 656	17 323 656	124 218 413	104 391 867	–	–
Total partiel	13 989 642 848	12 009 257 804	177 588 897	–	1 228 963	1 068 357	1 121 918 424	974 053 188	13 046 542 284	11 036 272 973	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 121 918 424)	(974 053 188)	–	–	–	–	(1 121 918 424)	(974 053 188)	–	–	–	–
Total du secrétariat	**12 867 724 424**	**11 035 204 616**	**177 588 897**	**–**	**1 228 963**	**1 068 357**	**–**	**–**	**13 046 542 284**	**11 036 272 973**	**–**	**–**
École de la fonction publique du Canada												
Apprentissage commun dans la fonction publique	82 851 211	71 018 720	–	–	–	–	–	–	82 851 211	71 018 720	–	–
Services internes	29 959 437	27 762 610	–	–	–	–	–	–	29 959 437	27 762 610	–	–
Total de l'organisme	**112 810 648**	**98 781 330**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**112 810 648**	**98 781 330**	**–**	**–**
Commissariat au lobbying												
Réglementation du lobbying	4 934 700	4 218 234	–	–	–	–	–	–	4 934 700	4 218 234	–	–
Services internes	1 364 193	1 871 890	–	–	–	–	–	–	1 364 193	1 871 890	–	–
Total de l'organisme	**6 298 893**	**6 090 124**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 298 893**	**6 090 124**	**–**	**–**
Commissariat à l'intégrité du secteur public												
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public	4 807 270	4 650 129	–	–	50 000	27 113	–	–	4 857 270	4 677 242	–	–
Services internes	2 145 555	2 087 521	–	–	–	–	–	–	2 145 555	2 087 521	–	–
Total de l'organisme	**6 952 825**	**6 737 650**	**–**	**–**	**50 000**	**27 113**	**–**	**–**	**7 002 825**	**6 764 763**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**12 993 786 790**	**11 146 813 720**	**177 588 897**	**–**	**1 278 963**	**1 095 470**	**–**	**–**	**13 172 654 650**	**11 147 909 190**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Contributions									
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert	–	281 690	–	91 831	373 521	373 521	–	–	267 402
Fédération internationale des comptables	–	200 000	–	–	200 000	200 000	–	–	200 000
Programme de soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	–	–	–	153 863	153 863	153 863	–	–	239 897
Total – Contributions	**–**	**481 690**	**–**	**245 694**	**727 384**	**727 384**	**–**	**–**	**707 299**
Autres paiements de transfert									
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	–	495 000	–	–	495 000	339 394	155 606	–	308 815
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	–	5 000	–	–	5 000	–	5 000	–	–
(S) Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public* (L.R.C. (1970), ch. P-33)	–	–	–	1 579	1 579	1 579	–	–	1 514
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**500 000**	**–**	**1 579**	**501 579**	**340 973**	**160 606**	**–**	**310 329**
Total du secrétariat	**–**	**981 690**	**–**	**247 273**	**1 228 963**	**1 068 357**	**160 606**	**–**	**1 017 628**
Commissariat à l'intégrité du secteur public									
Contributions									
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*	–	50 000	–	–	50 000	27 113	22 887	–	21 270
Total de l'organisme	**–**	**50 000**	**–**	**–**	**50 000**	**27 113**	**22 887**	**–**	**21 270**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 031 690**	**–**	**247 273**	**1 278 963**	**1 095 470**	**183 493**	**–**	**1 038 898**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Employeur	1 002 622 565	914 073 606	910 109 863
Leadership administratif	101 972 203	42 655 926	31 319 079
Services internes	17 323 656	17 323 656	19 580 289
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 121 918 424**	**974 053 188**	**961 009 231**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Secrétariat du Conseil du Trésor		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de salaires et avantages sociaux	1 956 948	1 492 252
Recouvrements de biens et services	15 768	242 748
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 171 800	587 671
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organisme	17 421	–
	3 161 937	2 322 671
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Recouvrements d'accès à l'information	103 615	115 320
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Salaires et coûts de fonctionnement	7 376 220	7 531 357
Recouvrements dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes	906 697 386	902 578 507
Recouvrement des services de soutien internes	17 031 117	18 964 131
Services fournis à d'autres ministères et à des sociétés d'État	31 854 838	31 935 236
Revenus reportés	11 093 627	–
	974 156 803	961 124 551
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 051	–
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	26 025	29 540
Intérêts perçus sur les avances	486 197	382 459
Frais de stationnement	1 363 266	1 104 385
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Avantages sociaux	1 027 916	1 202 873
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique – Locaux et technologie de l'information	647 206	757 364
Recouvrement des services de soutien internes	1 410 691	1 428 569
Services fournis à d'autres ministères	337 642	203 704
Divers	800 275	10 905
	6 099 218	5 119 799
Total du secrétariat	**983 433 009**	**968 567 021**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	496 756	499 482
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	43 236	–
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organisme	7 810	1 995
	547 802	501 477
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	11 798 325	11 626 595
Alinéa 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	8 483 902	–
	20 282 227	11 626 595
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 364	5 960
Total de l'organisme	**20 836 393**	**12 134 032**
Commissariat au lobbying		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	34 884	9 540
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 807	1
Total de l'organisme	**37 691**	**9 541**
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 807	11 640
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	7 927	53
	20 734	11 693
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	263	–
Revenus divers	(6 000)	–
Total de l'organisme	**14 997**	**11 693**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	3 768 164	2 845 382
Ventes de biens et de services	994 439 030	972 751 146
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 678	5 960
Revenus divers	6 093 218	5 119 799
Total du portefeuille ministériel	**1 004 322 090**	**980 722 287**

Section 9

Comptes publics du Canada
2024-2025

Conseil privé

Bureau du Conseil privé

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Bureau du commissaire au renseignement

Commission de la fonction publique

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 196
Sommaire du portefeuille ministériel 199
Détail budgétaire par affectation 202
Responsabilités essentielles 204
Paiements de transfert 206
Détail des montants disponibles pour être dépensés 207
Revenus 207

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Bureau du Conseil privé

Servir le premier ministre et son Cabinet

Offrir des analyses, des avis et du soutien au premier ministre et aux ministres du portefeuille, y compris des conseils et des renseignements impartiaux provenant de toute la fonction publique à la suite de consultations et de collaboration avec des sources internationales et nationales des secteurs public et privé. Agir comme secrétariat du Cabinet et de ses comités, ce qui comprend la gestion du système décisionnel du Cabinet, la coordination des propositions de politiques des ministères au Cabinet, des services de calendrier et de soutien pour les rencontres du Cabinet et de ses comités, la progression du programme du gouvernement dans l'ensemble des ministères et organismes fédéraux, et la prestation de services administratifs au Cabinet du premier ministre, aux ministres du portefeuille et aux commissions d'enquête. Assurer la direction et le renouvellement de la fonction publique afin de formuler des avis au gouvernement, de mettre en œuvre son programme et d'offrir des services et des résultats pour la population.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport

L'unique objectif du Bureau de la sécurité des transports du Canada consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, maritime, ferroviaire et par pipeline. Il s'acquitte de son mandat en procédant à des enquêtes indépendantes sur les événements de transport choisis afin de déterminer les causes et les facteurs contributifs des événements, ainsi que les lacunes en matière de sécurité mises en évidence par de tels événements. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada formule ensuite des recommandations visant à réduire ou à éliminer les lacunes sur le plan de la sécurité et rend compte publiquement de ses enquêtes. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada assure ensuite le suivi auprès des parties intéressées pour s'assurer que les mesures de sécurité sont prises pour réduire les risques et améliorer la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement surveille les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de déterminer si elles sont légales, raisonnables et nécessaires. Il enquête sur les plaintes du public qui se rapportent aux activités du Service canadien du renseignement de sécurité et au Centre de la sécurité des télécommunications Canada, ou aux activités de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que sur certaines autres plaintes liées à la sécurité nationale. Cet examen indépendant permet de renforcer le cadre de responsabilisation applicable aux activités de sécurité nationale et de renseignement qui sont réalisées par les institutions du gouvernement du Canada, en plus de préserver la confiance du public à cet égard.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire au renseignement

Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles

Le Bureau du commissaire au renseignement est un organe de surveillance indépendant. Aux termes de la *Loi sur le commissaire au renseignement*, le commissaire au renseignement est chargé d'effectuer l'examen quasi judiciaire des conclusions sur lesquelles reposent certaines autorisations accordées ou modifiées et certaines déterminations effectuées au titre de la *Loi sur le Centre de la sécurité des télécommunications* et de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. Dans chaque cas, le commissaire au renseignement, avec l'appui du Bureau du commissaire au renseignement, effectue une analyse approfondie des dossiers afin de déterminer si les conclusions auxquelles est parvenu le décideur sont raisonnables. Si le commissaire au renseignement juge qu'elles le sont, il doit approuver l'autorisation ou la détermination dans une décision écrite qui expose ses motifs.

Conformément au rôle de surveillance du commissaire au renseignement, une autorisation ou une détermination n'est valable qu'après approbation du commissaire au renseignement. Les activités décrites dans les autorisations ou les déterminations ne peuvent être menées par les organismes de renseignement sans l'approbation du commissaire au renseignement.

La *Loi sur le commissaire au renseignement* exige que la décision du commissaire au renseignement soit rendue dans les 30 jours suivant la date à laquelle celui-ci a reçu l'avis d'autorisation ou de détermination, ou dans tout autre délai qui peut être convenu par le commissaire au renseignement et le décideur. Dans le cas d'une autorisation accordée par le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité pour l'interrogation d'un ensemble de données en situation d'urgence, le commissaire au renseignement doit rendre une décision dès que possible.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Commission de la fonction publique

Impartialité et embauche dans la fonction publique

La Commission de la fonction publique promeut et maintient une fonction publique fédérale non partisane, représentative de la population du pays et fondée sur le mérite, qui contribue à obtenir des résultats pour toute la population canadienne. Grâce à des orientations stratégiques, la Commission de la fonction publique aide les ministères et les organismes à embaucher des personnes qualifiées provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la fonction publique, en contribuant à établir un effectif qui est le reflet de la diversité du Canada. Elle offre des programmes de recrutement et des services d'évaluation qui appuient les priorités de recrutement stratégique du gouvernement du Canada et le renouvellement de la fonction publique, en mettant à profit des outils modernes afin de réduire pour la population canadienne les obstacles à l'accès aux emplois de la fonction publique du Canada. La Commission de la fonction publique surveille les activités d'embauche à la fonction publique, en veillant à l'intégrité du processus d'embauche. Elle offre aux employés des orientations concernant leurs responsabilités et leurs droits légaux en matière d'activités politiques et elle rend des décisions sur les candidatures politiques; elle reconnaît aux employés leur droit de participer à des activités politiques tout en protégeant l'impartialité politique de la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau du Conseil privé									
1	Dépenses du programme	–	221 057 551	–	–	221 057 551				
1b	Dépenses du programme	–	–	9 119 936	–	9 119 936				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	787 037	787 037				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	7 596 849	7 596 849				
	Virement au crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(126 172)	(126 172)				
	Total – Crédit 1	–	221 057 551	9 119 936	8 257 714	238 435 201	227 242 405	11 192 796	–	219 369 215
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	21 891 135	900 950	1 298 026	24 090 111	24 090 111	–	–	24 180 438
(S)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	204 700	–	(8 973)	195 727	195 727	–	–	196 600
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Karina Gould)	–	98 600	–	(18 391)	80 209	80 209	–	–	64 729
(S)	Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique du Canada – Salaire et allocation automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Harjit Sajjan)	–	98 600	–	(4 315)	94 285	94 285	–	–	63 200
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre des Institutions démocratiques – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Arielle Kayabaga)	–	–	–	4 781	4 781	4 781	–	–	–
(S)	Ministre du Commerce international et des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé du Roi pour le Canada – Traitement et allocation automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Dominic LeBlanc)	–	–	–	4 781	4 781	4 781	–	–	–
(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*) (Les dépenses de l'honorable Steven MacKinnon)	–	–	–	29 480	29 480	29 480	–	–	21 916
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 410	–	–	12 592	15 002	2 410	–	12 592	14 360
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	61 671
	Total du ministère – Budgétaire	**2 410**	**243 350 586**	**10 020 886**	**9 575 695**	**262 949 577**	**251 744 189**	**11 192 796**	**12 592**	**243 972 129**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports									
1	Dépenses du programme	–	36 450 119	–	–	36 450 119				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	457 968	457 968				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 197 277	1 197 277				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 329 397	1 329 397				
	Total – Crédit 1	–	36 450 119	–	2 984 642	39 434 761	38 661 532	773 229	–	39 334 239
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 169 228	–	118 187	4 287 415	4 287 415	–	–	4 183 629
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 992	–	–	7 570	22 562	14 992	–	7 570	2 286
(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	13 146	13 146	13 146	–	–	8 497
	Total de l'organisme – Budgétaire	**14 992**	**40 619 347**	**–**	**3 123 545**	**43 757 884**	**42 977 085**	**773 229**	**7 570**	**43 528 651**
	Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement									
1	Dépenses du programme	–	16 810 265	–	–	16 810 265				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 006 158	1 006 158				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 046 999	1 046 999				
	Total – Crédit 1	–	16 810 265	–	2 053 157	18 863 422	17 008 811	1 854 611	–	18 088 290
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 601 368	–	229 320	1 830 688	1 830 688	–	–	1 557 436
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**18 411 633**	**–**	**2 282 477**	**20 694 110**	**18 839 499**	**1 854 611**	**–**	**19 645 726**
	Bureau du commissaire au renseignement									
1	Dépenses du programme	–	2 415 887	–	–	2 415 887				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	119 202	119 202				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	69 642	69 642				
	Total – Crédit 1	–	2 415 887	–	188 844	2 604 731	1 926 739	677 992	–	2 085 193
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	159 966	–	(27 295)	132 671	132 671	–	–	143 231
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**2 575 853**	**–**	**161 549**	**2 737 402**	**2 059 410**	**677 992**	**–**	**2 228 424**

	Agence de développement économique du Pacifique Canada [2]									
1	Dépenses du programme	–	29 134 464	–	–	29 134 464				
1a	Dépenses du programme	–	–	585 000	–	585 000				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 146 099	–	3 146 099				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 195 581	1 195 581				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	287 557	287 557				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(34 348 701)	(34 348 701)				
	Total – Crédit 1	–	29 134 464	3 731 099	(32 865 563)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions	–	89 283 824	–	–	89 283 824				
5a	Subventions et contributions	–	–	1 895 000	–	1 895 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	13 914 774	–	13 914 774				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(105 093 598)	(105 093 598)				
	Total – Crédit 5	–	89 283 824	15 809 774	(105 093 598)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 352 765	741 471	(3 094 236)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**120 771 053**	**20 282 344**	**(141 053 397)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Commission de la fonction publique									
1	Dépenses du programme	–	86 342 136	–	–	86 342 136				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 664 904	–	1 664 904				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	168 000	168 000				
	crédit 1 (Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités)	–	–	–	84 000	84 000				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	252 000	252 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	8 701	8 701				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	4 325 888	4 325 888				
	Total – Crédit 1	–	86 342 136	1 664 904	4 838 589	92 845 629	88 064 792	4 780 837	–	93 209 332
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	11 975 528	359 738	(297 280)	12 037 986	12 037 986	–	–	13 664 058
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	20 770	20 770	20 770	–	–	908
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	2 458	2 458	2 458	–	–	19 566
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**98 317 664**	**2 024 642**	**4 564 537**	**104 906 843**	**100 126 006**	**4 780 837**	**–**	**106 893 864**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**17 402**	**524 046 136**	**32 327 872**	**(121 345 594)**	**435 045 816**	**415 746 189**	**19 279 465**	**20 162**	**416 268 794**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] Les décrets C.P. 2025-0411 et 2025-0412 ont nommé la ministre de l'Industrie à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 81 336 239 $ ont été approuvées par le président du Conseil privé du Roi pour le Canada. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 190 709 980 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Bureau du Conseil privé				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	222 211 779	216 493 647	5 718 132	–
Enquête publique sur l'ingérence étrangère	20 076 701	19 057 189	1 019 512	–
Affectations bloquées				
Report	1 059 139	–	1 059 139	–
Transfert/réaffectation	67 602	–	67 602	–
Réduction	3 648 169	–	3 648 169	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 628 189)	(8 308 431)	(319 758)	–
	238 435 201	*227 242 405*	*11 192 796*	–
Montants législatifs	24 514 376	24 501 784	–	12 592
	262 949 577	251 744 189	11 192 796	12 592
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	39 422 261	38 661 532	760 729	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	12 500	–	12 500	–
	39 434 761	*38 661 532*	*773 229*	–
Montants législatifs	4 323 123	4 315 553	–	7 570
	43 757 884	42 977 085	773 229	7 570
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	18 541 890	16 694 779	1 847 111	–
Projet de modernisation de la gestion de l'information et technologie de l'information	314 032	314 032	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	7 500	–	7 500	–
	18 863 422	*17 008 811*	*1 854 611*	–
Montants législatifs	1 830 688	1 830 688	–	–
	20 694 110	18 839 499	1 854 611	–
Bureau du commissaire au renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	2 604 731	1 926 739	677 992	–
Montants législatifs	132 671	132 671	–	–
	2 737 402	2 059 410	677 992	–

Commission de la fonction publique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	107 038 529	96 500 083	10 538 446	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	59 100	–	59 100	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 252 000)	(8 435 291)	(5 816 709)	–
	92 845 629	*88 064 792*	*4 780 837*	–
Montants législatifs	12 061 214	12 061 214	–	–
	104 906 843	100 126 006	4 780 837	–
Total du portefeuille ministériel	**435 045 816**	**415 746 189**	**19 279 465**	**20 162**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Bureau du Conseil privé												
Servir le premier ministre et son Cabinet	147 683 000	138 840 514	–	–	2 248 489	1 228 977	759 496	1 332 050	149 171 993	138 737 441	–	–
Services internes	121 646 277	119 983 129	–	–	–	–	7 868 693	6 976 381	113 777 584	113 006 748	–	–
Total partiel	269 329 277	258 823 643	–	–	2 248 489	1 228 977	8 628 189	8 308 431	262 949 577	251 744 189	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 628 189)	(8 308 431)	–	–	–	–	(8 628 189)	(8 308 431)	–	–	–	–
Total du ministère	**260 701 088**	**250 515 212**	**–**	**–**	**2 248 489**	**1 228 977**	**–**	**–**	**262 949 577**	**251 744 189**	**–**	**–**
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport	30 490 494	29 947 826	–	–	–	–	–	–	30 490 494	29 947 826	–	–
Services internes	13 267 390	13 029 259	–	–	–	–	–	–	13 267 390	13 029 259	–	–
Total de l'organisme	**43 757 884**	**42 977 085**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**43 757 884**	**42 977 085**	**–**	**–**
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement												
Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes	12 408 984	10 856 293	–	–	–	–	–	–	12 408 984	10 856 293	–	–
Services internes	8 285 126	7 983 206	–	–	–	–	–	–	8 285 126	7 983 206	–	–
Total de l'organisme	**20 694 110**	**18 839 499**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**20 694 110**	**18 839 499**	**–**	**–**
Bureau du commissaire au renseignement												
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles	2 063 680	1 621 305	–	–	–	–	–	–	2 063 680	1 621 305	–	–
Services internes	673 722	438 105	–	–	–	–	–	–	673 722	438 105	–	–
Total de l'organisme	**2 737 402**	**2 059 410**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 737 402**	**2 059 410**	**–**	**–**

Commission de la fonction publique												
Impartialité et embauche dans la fonction publique	89 494 075	83 597 915	–	–	–	–	14 252 000	8 427 241	75 242 075	75 170 674	–	–
Services internes	29 664 768	24 963 382	–	–	–	–	–	8 050	29 664 768	24 955 332	–	–
Total partiel	119 158 843	108 561 297	–	–	–	–	14 252 000	8 435 291	104 906 843	100 126 006	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 252 000)	(8 435 291)	–	–	–	–	(14 252 000)	(8 435 291)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**104 906 843**	**100 126 006**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**104 906 843**	**100 126 006**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**432 797 327**	**414 517 212**	**–**	**–**	**2 248 489**	**1 228 977**	**–**	**–**	**435 045 816**	**415 746 189**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé									
Contributions									
Programme de contribution pour les commissions d'enquête	–	2 248 489	–	–	2 248 489	1 228 977	1 019 512	–	485 698
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	33 161
Total du ministère	**–**	**2 248 489**	**–**	**–**	**2 248 489**	**1 228 977**	**1 019 512**	**–**	**518 859**
Agence de développement économique du Pacifique Canada [1]									
Subventions									
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	**–**	**–**	**795 000**	**(795 000)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	62 621 798	13 022 224	(75 644 022)	–	–	–	–	–
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	15 198 572	892 550	(16 091 122)	–	–	–	–	–
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	10 488 454	–	(10 488 454)	–	–	–	–	–
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	975 000	–	(975 000)	–	–	–	–	–
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	–	–	1 100 000	(1 100 000)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**89 283 824**	**15 014 774**	**(104 298 598)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total de l'organisme	**–**	**89 283 824**	**15 809 774**	**(105 093 598)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**91 532 313**	**15 809 774**	**(105 093 598)**	**2 248 489**	**1 228 977**	**1 019 512**	**–**	**518 859**[1]

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée au portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 154 064 698 $.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Bureau du Conseil privé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Servir le premier ministre et son Cabinet	759 496	1 332 050	888 046
Services internes			
Services de soutien interne	7 868 693	6 976 381	6 692 027
Total du ministère – Budgétaire	**8 628 189**	**8 308 431**	**7 580 073**
Commission de la fonction publique			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Impartialité et embauche dans la fonction publique	14 252 000	8 427 241	8 073 961
Services internes	–	8 050	24 940
Total de l'organisme – Budgétaire	**14 252 000**	**8 435 291**	**8 098 901**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**22 880 189**	**16 743 722**	**15 678 974**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du Conseil privé		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Traitements	247 985	305 787
Trop-payés de salaire	94 695	43 485
Achat de biens et services	27 991	25 988
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	760 564	46 365
	1 131 235	421 625
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Services de soutien interne	175 000	205 000
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de produits d'information	832 050	881 657
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères	7 301 381	6 493 416
	8 308 431	7 580 073
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 592	2 410
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	1 735	7
Autres revenus divers		
Frais relatifs à l'accès à l'information	35	30
Revenus divers	–	500
	1 770	537
Total du ministère	**9 454 028**	**8 004 645**
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 254	47 692
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	53 786
	9 254	101 478

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Programme d'accès à l'information – Frais	50	75
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 570	14 993
Revenus divers	13 096	8 422
Total de l'organisme	**29 970**	**124 968**
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	312	–[1]
Trop-payés de salaire	42 908	33 678[1]
Autres prêts et avances aux employés	1 037	–
Dépenses de fonctionnement	4 678	33 068[1]
Salaires et traitements	–	63 082[1]
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	9 326	5 600[1]
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	–	3 249[1]
	58 261	138 677
Revenus divers		
Gain/Perte sur change des paiements de transfert	29	–
Total de l'organisme	**58 290**	**138 677**
Bureau du commissaire au renseignement		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	208 354	9 601[1]
Total de l'organisme	**208 354**	**9 601**
Commission de la fonction publique		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	597 368	456 233
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	946 805	–
	1 544 173	456 233
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Services d'évaluation, de counselling et produits	8 441 955	8 093 526
Autres frais et droits		
Services aux autres ministères gouvernementaux	11 572	24 940
	8 453 527	8 118 466
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 770	908
Revenus divers		
Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle		
Régime d'avantages sociaux imputé sur les services d'évaluation, de counselling et produits	1 643 428	1 543 763
Divers	–	730
	1 643 428	1 544 493
Total de l'organisme	**11 661 898**	**10 120 100**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	2 951 277	1 127 614
Ventes de biens et de services	16 762 008	15 698 614
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	40 932	18 311
Revenus divers	1 658 323	1 553 452
Total du portefeuille ministériel	**21 412 540**	**18 397 991**[2]

[1] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

[2] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée au portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 68 719 453 $.

Section 10

Comptes publics du Canada
2024-2025

Défense nationale

Ministère de la Défense nationale

Centre de la sécurité des télécommunications

Comité externe d'examen des griefs militaires

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 210
Sommaire du portefeuille ministériel 212
Détail budgétaire par affectation 215
Responsabilités essentielles 217
Paiements de transfert 218
Détail des montants disponibles pour être dépensés 220
Revenus 221

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Défense nationale

Forces prêtes au combat

Déployer des forces prêtes au combat et pouvant réussir dans un environnement de sécurité imprévisible et complexe en exécutant des opérations simultanées liées à toutes les missions confiées officiellement.

Acquisition de capacités

Acquérir des capacités avancées pour conserver un avantage sur les adversaires potentiels et suivre le rythme d'avancées des Alliés, tout en tirant pleinement parti de l'innovation et de la technologie de la défense. Des accords d'approvisionnement rationalisés et flexibles garantissent que la Défense est équipée pour mener ses missions.

Bases, systèmes de technologie de l'information et infrastructure durables

Élaborer et gérer des bases, des systèmes et des infrastructures de technologie de l'information modernes, opérationnelles et durables. Contribuer à la réalisation des objectifs fédéraux en matière d'environnement.

Équipe de la Défense

Recruter, développer et appuyer une Équipe de la Défense souple et diversifiée dans un milieu de travail sain et exempt de comportements dommageables; appuyer les familles des militaires; et répondre aux besoins de tous les militaires partant à la retraite, y compris ceux qui sont malades ou blessés. Renforcer les collectivités canadiennes en investissant dans la jeunesse.

Opérations

Détecter, dissuader et défendre contre les menaces ou les attaques visant le Canada. Aider les autorités civiles et les organismes d'application de la Loi, y compris la lutte contre le terrorisme, en appui à la sécurité nationale, à de catastrophes nationales ou à de grandes situations d'urgence; et mener des opérations de recherche et de sauvetage. Détecter, dissuader et défendre contre les menaces pesant sur l'Amérique du Nord, ou les attaques dirigées contre elle, de concert avec les États-Unis, notamment par l'intermédiaire du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Diriger et/ou contribuer aux forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et aux efforts de coalitions visant à dissuader et de vaincre les adversaires, y compris des terroristes, afin d'appuyer la stabilité mondiale. Diriger et/ou contribuer aux opérations de paix internationales et des missions de stabilisation avec les Nations Unies, l'OTAN et d'autres partenaires multilatéraux. S'engager dans le renforcement des capacités afin d'appuyer la sécurité d'autres pays et les moyens dont ils disposent pour contribuer à la sûreté et à la sécurité des Canadiens à l'étranger. Aider les autorités civiles et des partenaires non gouvernementaux pour répondre en cas de catastrophes internationales et nationales ou de situations d'urgence de grande envergure.

Concept de force de l'avenir

Élaborer et concevoir la force de l'avenir grâce à une compréhension approfondie de l'environnement opérationnel futur et des risques pour le Canada et ses intérêts en matière de sécurité. Renforcer la capacité de la Défense afin de cerner, de prévenir toute une gamme d'imprévus, de s'y adapter et d'y faire face par l'intermédiaire de réseaux d'innovation et de collaboration et grâce à la recherche de pointe.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre de la sécurité des télécommunications

Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberespace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger

Acquérir et utiliser de l'information provenant de l'infrastructure mondiale d'information dans le but de fournir du renseignement étranger en fonction des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Fournir des avis, des conseils et des services permettant de protéger les renseignements électroniques et les infrastructures essentielles d'information pour le gouvernement du Canada. Fournir une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité dans l'exercice des fonctions que la loi leur confère.

Comité externe d'examen des griefs militaires

Examen indépendant des griefs militaires

Les paragraphes 29.2 (1) et (2) de la *Loi sur la Défense nationale* prévoient que le Comité externe d'examen des griefs militaires examine tous les griefs qui lui sont renvoyés par l'autorité de dernière instance et rend des conclusions et recommandations par écrit à l'autorité de dernière instance et à l'officier ou au militaire du rang qui a soumis le grief.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Surveillance indépendante de la Police militaire

Promeut et assure les plus hautes normes de conduite de la Police militaire dans le cadre des fonctions policières, et dissuade toute ingérence dans les enquêtes de la Police militaire, grâce à des examens, des enquêtes et des audiences indépendants et impartiaux qui lui permet de formuler des conclusions et des recommandations solides en réponse aux plaintes déposées contre la Police militaire ou provenant de ses membres, et grâce à des activités de sensibilisation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Défense nationale									
1	Dépenses de fonctionnement	–	20 236 301 508	–	–	20 236 301 508				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	792 570 108	–	792 570 108				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	200 000	200 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	150 000	150 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	175 000	175 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	1 005 198	1 005 198				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	30 826	30 826				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	41 917 906	41 917 906				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	718 025 122	718 025 122				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	10 599 789	10 599 789				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(5 770 171)	(5 770 171)				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	(2 085 790)	(2 085 790)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(3 962 497)	(3 962 497)				
	crédit 1 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	(28 332)	(28 332)				
	crédit 5	–	–	–	(5 999 652)	(5 999 652)				
	crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	–	–	–	(1 489 887)	(1 489 887)				
	crédit 5 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	(944 390)	(944 390)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(2 937 660)	(2 937 660)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(290 057)	(290 057)				
	Total – Crédit 1	–	20 236 301 508	792 570 108	748 595 405	21 777 467 021	21 267 752 014	509 715 007	–	19 772 978 361
5	Dépenses en capital	–	7 216 407 948	–	–	7 216 407 948				
5b	Dépenses en capital	–	–	1 747 202 986	–	1 747 202 986				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	5 999 652	5 999 652				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	30 000	30 000				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	156 841	156 841				
	Virement au :									
	crédit 1 (Énergie atomique du Canada, Limitée)	–	–	–	(739 680)	(739 680)				
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(265 000)	(265 000)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(4 110 157)	(4 110 157)				
	crédit 5 (Agence canadienne d'inspection des aliments)	–	–	–	(400 000)	(400 000)				
	crédit 5 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(185 000)	(185 000)				
	crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(269 506)	(269 506)				

	crédit 5 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(425 000)	(425 000)				
	crédit 5 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(473 000)	(473 000)				
	crédit 5 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 5 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(342 000)	(342 000)				
	Total – Crédit 5	–	7 216 407 948	1 747 202 986	(1 122 850)	8 962 488 084	8 761 988 873	200 499 211	–	6 583 516 855
10	Subventions et contributions	–	893 526 093	–	–	893 526 093				
10b	Subventions et contributions	–	–	760 706 999	–	760 706 999				
	Total – Crédit 10	–	893 526 093	760 706 999	–	1 654 233 092	1 592 299 391	61 933 701	–	1 124 766 756
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	–	446 727 532	–	–	446 727 532	446 727 531	1	–	440 763 417
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	363 660 847	9 140 778	21 067 399	393 869 024	393 869 024	–	–	380 265 744
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	–	1 427 471 426	264 107	6 680 385	1 434 415 918	1 434 415 918	–	–	4 852 352 717
(S)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	200	98 800	98 800	–	–	93 271
(S)	Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	–	500 000	–	(172 577)	327 423	327 423	–	–	576 675
(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* (L.R.C. (1970), ch. D-3)	–	110 000	–	(42 029)	67 971	67 971	–	–	115 332
(S)	Montants adjugés par une cour – *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*	–	–	–	5 307 417	5 307 417	5 307 417	–	–	296 680 400
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 151 184	–	–	14 940 912	26 092 096	11 521 796	–	14 570 300	16 717 779
(S)	Pertes d'opérations de change	–	–	–	10 419 093	10 419 093	10 419 093	–	–	649 480
	Total budgétaire	11 151 184	30 584 803 954	3 309 884 978	805 673 355	34 711 513 471	33 924 795 251	772 147 920	14 570 300	33 469 476 787
L11b	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, *Loi n^o^ 1 de 1976 portant affectation de crédits*. Limite 120 000 000 $ (Net)	77 191 442	–	–	–	77 191 442	(3 510 233)	–	80 701 675	(2 717 027)
	Total du ministère – Budgétaire	**11 151 184**	**30 584 803 954**	**3 309 884 978**	**805 673 355**	**34 711 513 471**	**33 924 795 251**	**772 147 920**	**14 570 300**	**33 469 476 787**
	Total du ministère – Non budgétaire	**77 191 442**	**–**	**–**	**–**	**77 191 442**	**(3 510 233)**	**–**	**80 701 675**	**(2 717 027)**
	Centre de la sécurité des télécommunications									
1	Dépenses du programme	–	977 621 520	–	–	977 621 520				
1b	Dépenses du programme	–	–	48 436 903	–	48 436 903				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	5 770 171	5 770 171				
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	3 094 584	3 094 584				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	4 110 157	4 110 157				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	26 019 521	26 019 521				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 384 549	1 384 549				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(737 845)	(737 845)				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(2 213 302)	(2 213 302)				
	Total – Crédit 1	–	977 621 520	48 436 903	37 277 835	1 063 336 258	1 020 695 708	42 640 550	–	948 295 388

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	64 061 482	622 076	3 122 793	67 806 351	67 806 351	–	–	62 478 531
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 051	–	–	9 719	33 770	24 051	–	9 719	22 058
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	6 150	6 150	6 150	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**24 051**	**1 041 683 002**	**49 058 979**	**40 416 497**	**1 131 182 529**	**1 088 532 260**	**42 640 550**	**9 719**	**1 010 795 977**
	Comité externe d'examen des griefs militaires									
1	Dépenses du programme	–	7 478 021	–	–	7 478 021				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	443 659	443 659				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	298 837	298 837				
	Total – Crédit 1	–	7 478 021	–	742 496	8 220 517	7 464 848	755 669	–	6 945 128
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	769 002	–	169 343	938 345	938 345	–	–	815 817
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 144
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**8 247 023**	**–**	**911 839**	**9 158 862**	**8 403 193**	**755 669**	**–**	**7 762 089**
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire									
1	Dépenses du programme	–	5 101 677	–	–	5 101 677				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	387 406	387 406				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	86 774	86 774				
	Total – Crédit 1	–	5 101 677	–	474 180	5 575 857	5 184 069	391 788	–	5 081 060
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	485 012	–	107 587	592 599	592 599	–	–	553 222
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**5 586 689**	**–**	**581 767**	**6 168 456**	**5 776 668**	**391 788**	**–**	**5 634 282**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**11 175 235**	**31 640 320 668**	**3 358 943 957**	**847 583 458**	**35 858 023 318**	**35 027 507 372**	**815 935 927**	**14 580 019**	**34 493 669 135**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**77 191 442**	**–**	**–**	**–**	**77 191 442**	**(3 510 233)**	**–**	**80 701 675**	**(2 717 027)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Défense nationale				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	21 791 968 982	21 510 963 634	281 005 348	–
Réglement du recours collectif de la purge des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres	327 917	327 917	–	–
Recours collectifs Heyder et Beattie	163 752 826	66 625 812	97 127 014	–
Solutions innovatrices Canada	14 294 432	14 294 432	–	–
Affectations bloquées				
Report	131 488 243	–	131 488 243	–
Transfert/réaffectation	86 949	–	86 949	–
Réduction	11 578 413	–	11 578 413	–
Autre	2 611 369	–	2 611 369	–
Revenus affectés aux dépenses	(338 642 110)	(324 459 781)	(14 182 329)	–
	21 777 467 021	*21 267 752 014*	*509 715 007*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	8 761 988 873	8 761 988 873	–	–
Affectations bloquées				
Report	195 162 574	–	195 162 574	–
Transfert/réaffectation	5 336 637	–	5 336 637	–
	8 962 488 084	*8 761 988 873*	*200 499 211*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 610 656 241	1 592 299 391	18 356 850	–
Affectations bloquées				
Report	43 576 851	–	43 576 851	–
	1 654 233 092	*1 592 299 391*	*61 933 701*	–
Crédit 15 – Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes				
Régime d'assurance-revenu militaire	*446 727 532*	*446 727 531*	*1*	–
Montants législatifs	1 870 597 742	1 856 027 442	–	14 570 300
	34 711 513 471	33 924 795 251	772 147 920	14 570 300
Centre de la sécurité des télécommunications				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	930 164 547	911 115 236	19 049 311	–
Projet lié à l'installation à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications	134 427 599	129 853 721	4 573 878	–
Affectations bloquées				
Report	19 442 768	–	19 442 768	–
Transfert/réaffectation	150 600	–	150 600	–
Revenus affectés aux dépenses	(20 849 256)	(20 273 249)	(576 007)	–
	1 063 336 258	*1 020 695 708*	*42 640 550*	–
Montants législatifs	67 846 271	67 836 552	–	9 719
	1 131 182 529	1 088 532 260	42 640 550	9 719

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Comité externe d'examen des griefs militaires				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 872 677	7 464 848	407 829	–
Affectations bloquées				
Report	342 840	–	342 840	–
Transfert/réaffectation	5 000	–	5 000	–
	8 220 517	*7 464 848*	*755 669*	–
Montants législatifs	938 345	938 345	–	–
	9 158 862	8 403 193	755 669	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	5 373 754	5 184 069	189 685	–
Affectations bloquées				
Report	157 290	–	157 290	–
Transfert/réaffectation	44 813	–	44 813	–
	5 575 857	*5 184 069*	*391 788*	–
Montants législatifs	592 599	592 599	–	–
	6 168 456	5 776 668	391 788	–
Total du portefeuille ministériel	**35 858 023 318**	**35 027 507 372**	**815 935 927**	**14 580 019**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Défense nationale												
Forces prêtes au combat	12 011 912 379	11 475 940 261	322 588 424	507 240 097	2 000 000	648 962	79 631 987	23 482 208	12 256 868 816	11 960 347 112	8 838 346	9 449 275
Acquisition de capacités	970 832 208	868 397 486	6 990 590 438	6 515 434 816	–	–	131 907	17 523	7 961 290 739	7 383 814 779	–	–
Bases, systèmes de technologie de l'information et infrastructure durables	3 632 605 662	3 608 705 072	1 086 104 774	1 045 062 365	79 397 008	55 059 291	174 278 704	226 227 513	4 623 828 740	4 482 599 215	54 412 604	10 153 341
Équipe de la Défense	4 440 116 524	4 560 678 269	24 978 687	20 466 802	3 532 484	3 532 484	69 963 388	63 603 966	4 398 664 307	4 521 073 589	4 001 743	10 666 882
Opérations	1 372 121 700	1 374 812 523	185 111 171	109 279 467	1 510 607 531	1 496 799 157	60 861	143 368	3 067 779 541	2 980 747 779	16 389 718	9 131 506
Concept de force de l'avenir	720 853 756	913 036 882	321 059 645	541 488 195	59 091 463	36 654 891	207 964	432 587	1 100 796 900	1 490 747 381	–	–
Services internes	1 284 596 782	1 093 000 881	32 054 945	23 017 131	–	–	14 367 299	10 552 616	1 302 284 428	1 105 465 396	(6 450 969)	(42 911 237)
Total partiel	24 433 039 011	23 894 571 374	8 962 488 084	8 761 988 873	1 654 628 486	1 592 694 785	338 642 110	324 459 781	34 711 513 471	33 924 795 251	77 191 442	(3 510 233)
Revenus affectés aux dépenses	(338 642 110)	(324 459 781)	–	–	–	–	(338 642 110)	(324 459 781)	–	–	–	–
Total du ministère	**24 094 396 901**	**23 570 111 593**	**8 962 488 084**	**8 761 988 873**	**1 654 628 486**	**1 592 694 785**	**–**	**–**	**34 711 513 471**	**33 924 795 251**	**77 191 442**	**(3 510 233)**
Centre de la sécurité des télécommunications												
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberespace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	1 152 031 785	1 108 805 509	–	–	–	–	20 849 256	20 273 249	1 131 182 529	1 088 532 260	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(20 849 256)	(20 273 249)	–	–	–	–	(20 849 256)	(20 273 249)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**1 131 182 529**	**1 088 532 260**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 131 182 529**	**1 088 532 260**	**–**	**–**
Comité externe d'examen des griefs militaires												
Examen indépendant des griefs militaires	6 547 276	5 859 315	–	–	–	–	–	–	6 547 276	5 859 315	–	–
Services internes	2 611 586	2 543 878	–	–	–	–	–	–	2 611 586	2 543 878	–	–
Total de l'organisme	**9 158 862**	**8 403 193**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**9 158 862**	**8 403 193**	**–**	**–**
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Surveillance indépendante de la Police militaire	3 819 360	3 449 928	–	–	–	–	–	–	3 819 360	3 449 928	–	–
Services internes	2 349 096	2 326 740	–	–	–	–	–	–	2 349 096	2 326 740	–	–
Total de l'organisme	**6 168 456**	**5 776 668**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 168 456**	**5 776 668**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**25 240 906 748**	**24 672 823 714**	**8 962 488 084**	**8 761 988 873**	**1 654 628 486**	**1 592 694 785**	**–**	**–**	**35 858 023 318**	**35 027 507 372**	**77 191 442**	**(3 510 233)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale									
Subventions									
Programme de Subventions de l'innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	–	3 000 000	–	–	3 000 000	2 240 000	760 000	–	2 075 000
Programme de Subventions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	–	2 891 582	–	–	2 891 582	2 890 768	814	–	2 760 995
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes	–	2 000 000	–	–	2 000 000	648 962	1 351 038	–	363 314
Programme des subventions pour le soutien communautaire pour les personnes survivantes d'inconduite sexuelle	–	1 637 090	–	–	1 637 090	1 637 090	–	–	1 994 208
Subventions à l'appui du Programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	–	1 050 000	–	–	1 050 000	1 049 999	1	–	325 593
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :									
Ligue navale du Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Armée du Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Ligue des cadets de l'Air du Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Total – Subventions	**–**	**12 078 672**	**–**	**–**	**12 078 672**	**9 966 819**	**2 111 853**	**–**	**9 019 110**
Contributions									
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	–	327 824 729	–	(95 560 387)	232 264 342	232 264 342	–	–	184 485 432
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires	–	322 189 000	733 903 249	104 439 697	1 160 531 946	1 160 531 946	–	–	773 094 697
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	–	127 149 679	–	(18 343 310)	108 806 369	92 949 028	15 857 341	–	94 818 533
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations	–	38 650 000	–	9 464 000	48 114 000	41 914 000	6 200 000	–	35 950 000
Contributions à l'appui du Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	–	24 000 000	26 803 750	–	50 803 750	31 377 992	19 425 758	–	14 401 144
Contributions à l'appui du Programme de l'assainissement de l'aéroport de North Bay Jack Garland	–	16 068 050	–	–	16 068 050	6 659 080	9 408 970	–	1 352 477
Contributions pour le financement d'unités temporaires de traitement des eaux pour le Programme de la Ville de Saguenay	–	6 951 814	–	–	6 951 814	4 960 257	1 991 557	–	890 299
Contributions à l'assainissement d'anciens sites de radars militaires au Québec	–	6 763 144	–	–	6 763 144	25 955	6 737 189	–	–
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Autres activités de l'OTAN	–	5 004 874	–	–	5 004 874	4 803 841	201 033	–	4 071 207

Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	–	4 000 000	–	–	4 000 000	4 000 000	–	–	3 875 561
Programme de contributions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	–	2 250 000	–	–	2 250 000	2 250 000	–	–	2 250 000
Contributions à l'appui du programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	–	450 000	–	–	450 000	450 000	–	–	195 917
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	–	146 131	–	–	146 131	146 131	–	–	143 971
(S) Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	–	500 000	–	(172 577)	327 423	327 423	–	–	576 675
(S) Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense* (L.R.C. (1970), ch. D-3)	–	110 000	–	(42 029)	67 971	67 971	–	–	115 332
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	218 408
Total – Contributions	**–**	**882 057 421**	**760 706 999**	**(214 606)**	**1 642 549 814**	**1 582 727 966**	**59 821 848**	**–**	**1 116 439 653**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**894 136 093**	**760 706 999**	**(214 606)**	**1 654 628 486**	**1 592 694 785**	**61 933 701**	**–**	**1 125 458 763**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Défense nationale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Forces prêtes au combat			
Recouvrements des membres	609 603	4 166 607	1 681 092
Recouvrements des autres ministères	1 110 258	1 605 757	1 623 552
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	69 366 948	11 144 003	75 169 395
Autres recouvrements	8 545 178	6 565 841	7 713 455
	79 631 987	23 482 208	86 187 494
Acquisition de capacités			
Recouvrements des membres	5 757	–	–
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	126 150	–	–
Autres recouvrements	–	17 523	3 960
	131 907	17 523	3 960
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables			
Recouvrements des membres	129 606 051	146 472 216	133 502 793
Recouvrements des autres ministères	12 399 363	11 856 993	9 948 931
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	185 242	40 244 375	255 878
Autres recouvrements	32 088 048	27 653 929	24 105 089
	174 278 704	226 227 513	167 812 691
Équipe de la Défense			
Recouvrements des membres	11 437 339	9 016 348	10 643 926
Recouvrements des autres ministères	215 026	75 480	228 546
Autres recouvrements	58 311 023	54 512 138	55 385 316
	69 963 388	63 603 966	66 257 788
Opérations			
Recouvrements des membres	19 688	71 775	17 042
Recouvrements des autres ministères	23 873	–	–
Autres recouvrements	17 300	71 593	75 596
	60 861	143 368	92 638
Concept de force de l'avenir			
Recouvrements des membres	–	–	7 860
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	–	235 193	107 204
Autres recouvrements	207 964	197 394	323 061
	207 964	432 587	438 125
Services internes			
Recouvrements des membres	13 018 241	(1 214 505)	10 228 124
Recouvrements des autres ministères	83	(2 150)	34 128
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	102 291	–	–
Autres recouvrements	1 246 684	11 769 271	5 052 336
	14 367 299	10 552 616	15 314 588
Total budgétaire	**338 642 110**	**324 459 781**	**336 107 284**
Non budgétaire (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Forces prêtes au combat	54 923 995	54 923 995	46 879 247
Bases, systèmes de technologie de l'information et d'infrastructure durables	386 155 803	386 155 803	371 630 689
Équipe de la Défense	18 479 444	18 479 444	20 031 587
Opérations	110 241 482	110 241 482	94 540 035
Services internes	(4 073 794)	(4 073 794)	–
Total non budgétaire	**565 726 930**	**565 726 930**	**533 081 558**
Total du ministère – Budgétaire	**338 642 110**	**324 459 781**	**336 107 284**
Total du ministère – Non budgétaire	**565 726 930**	**565 726 930**	**533 081 558**
Centre de la sécurité des télécommunications			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberespace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	20 849 256	20 273 249	18 404 766
Total de l'organisme – Budgétaire	**20 849 256**	**20 273 249**	**18 404 766**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**359 491 366**	**344 733 030**	**354 512 050**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**565 726 930**	**565 726 930**	**533 081 558**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Défense nationale		
Autres revenus		
Revenus de placements[1]		
Autres comptes		
Intérêt sur les prêts aux employés affectés à l'étranger	464 804	280 755
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	1 092 472	1 625 503
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	1 837	1 060
	1 559 113	1 907 318
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	195 866 016	85 448 673
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	*167 535 629*	*141 992 471*
Services de nature réglementaire	*5*	*45*
Services de nature non réglementaire	*125 356 741*	*141 829 424*
Ventes de biens et de produits d'information	*26 093 903*	*45 247 375*
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	440 737	494 303
Divers	1 826 422	5 438 710
	2 267 159	*5 933 013*
	321 253 437	335 002 328
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 940 912	11 663 843
Revenus divers		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies	13 167 483	13 739 220
Gain net de change	750	593 721
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	2 401 186	20 432 408
	15 569 419	34 765 349
Total du ministère	**549 188 897**	**468 787 511**
Centre de la sécurité des télécommunications		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 155 605	1 712 641
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	312 891	1 645
	3 468 496	1 714 286
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	23 170 782	20 063 901
Autres frais et droits relatifs aux services de soutien internes	475 744	980 064
	23 646 526	21 043 965
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 719	24 051
Revenus divers		
Gain net de change	281	22 942
Location et utilisation de biens publics	1 479 104	1 279 258
Divers	12 219	6 753
	1 491 604	1 308 953
Total de l'organisme	**28 616 345**	**24 091 255**
Comité externe d'examen des griefs militaires		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 777	28 658
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	4 810	21 208
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	18 866	1 627
	42 453	51 493
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	1 144
Total de l'organisme	**42 453**	**52 637**
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 079	54
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	1 565	–
Total de l'organisme	**6 644**	**54**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	1 559 113	1 907 318
Recouvrements et redressements	199 383 609	87 214 506
Ventes de biens et de services	344 899 963	356 046 293
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 950 631	11 689 038
Revenus divers	17 061 023	36 074 302
Total du portefeuille ministériel	**577 854 339**	**492 931 457**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 11

Comptes publics du Canada
2024-2025

Développement économique des Prairies et du Nord canadien

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Agence canadienne de développement économique du Nord

Table des matières

Page

Sommaire du portefeuille ministériel 224
Paiements de transfert 226

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	41 478 066	–	–	41 478 066				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 188 087	–	1 188 087				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 215 285	2 215 285				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	2 984 648	2 984 648				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(47 866 086)	(47 866 086)				
	Total – Crédit 1	–	41 478 066	1 188 087	(42 666 153)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions	–	275 379 745	–	–	275 379 745				
5b	Subventions et contributions	–	–	30 951 155	–	30 951 155				
	Virement du crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	6 300 000	6 300 000				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(312 630 900)	(312 630 900)				
	Total – Crédit 5	–	275 379 745	30 951 155	(306 330 900)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 478 201	234 564	(4 712 765)	–	–	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**321 336 012**	**32 373 806**	**(353 709 818)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Agence canadienne de développement économique du Nord [3]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	21 698 804	–	–	21 698 804				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	738 307	–	738 307				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	933 085	933 085				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	370 500	370 500				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(23 740 696)	(23 740 696)				
	Total – Crédit 1	–	21 698 804	738 307	(22 437 111)	–	–	–	–	–
5	Subventions et contributions	–	47 557 663	–	–	47 557 663				
5b	Subventions et contributions	–	–	7 864 206	–	7 864 206				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(55 421 869)	(55 421 869)				
	Total – Crédit 5	–	47 557 663	7 864 206	(55 421 869)	–	–	–	–	–

(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 131 509	91 976	(2 223 485)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6	–	–	(6)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**6**	**71 387 976**	**8 694 489**	**(80 082 471)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6**	**392 723 988**	**41 068 295**	**(433 792 289)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**[2,3]

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] En vertu de l'alinéa 4(1) de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 246 243 879 $ ont été approuvées par le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 377 607 534 $.

[3] En vertu de l'alinéa 2(1) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 52 527 620 $ ont été approuvées par le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 87 358 298 $.

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [1]									
Subventions									
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	**–**	**5 000 000**	**–**	**(5 000 000)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	173 516 012	23 381 455	(196 897 467)	–	–	–	–	–
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	76 270 865	13 869 700	(90 140 565)	–	–	–	–	–
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	17 667 868	–	(17 667 868)	–	–	–	–	–
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	2 925 000	–	(2 925 000)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**270 379 745**	**37 251 155**	**(307 630 900)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du ministère	**–**	**275 379 745**	**37 251 155**	**(312 630 900)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Agence canadienne de développement économique du Nord [1]									
Subventions									
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	–	7 500 000	–	(7 500 000)	–	–	–	–	–
Centre régional de formation à Pond Inlet pour l'Association inuite du Qikiqtani	–	4 325 500	–	(4 325 500)	–	–	–	–	–
Subventions pour des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour les initiatives communautaires dans les collectivités du Nord	–	–	500 000	(500 000)	–	–	–	–	–
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	2 047 282	(2 047 282)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**11 825 500**	**2 547 282**	**(14 372 782)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	–	22 532 163	2 000 000	(24 532 163)	–	–	–	–	–
Programme de possibilités économiques pour les Autochtones du Nord	–	13 200 000	–	(13 200 000)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	3 316 924	(3 316 924)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**35 732 163**	**5 316 924**	**(41 049 087)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total de l'organisme	**–**	**47 557 663**	**7 864 206**	**(55 421 869)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**322 937 408**	**45 115 361**	**(368 052 769)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**[1]

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord et le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien ont été transférés au portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 389 575 683 $.

Section 12

Comptes publics du Canada
2024-2025

Emploi et Développement de la main-d'œuvre

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 228
Sommaire du portefeuille ministériel 230
Détail budgétaire par affectation 234
Responsabilités essentielles 235
Paiements de transfert 236
Détail des montants disponibles pour être dépensés 241
Revenus 241

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Régimes de pension et prestations

Aider les Canadiens à conserver un revenu à la retraite et verser une aide financière aux survivants, aux personnes handicapées et à leur famille.

Développement social

Améliorer l'inclusion et les possibilités de participation des Canadiens dans leurs collectivités.

Apprentissage, développement des compétences et emploi

Aider les Canadiens à accéder aux études postsecondaires, à obtenir les compétences et la formation nécessaires pour participer à un marché du travail en évolution et offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.

Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères

Fournir de l'information au public sur les programmes du gouvernement du Canada et du Ministère et offrir des services au nom d'autres ministères.

Conditions et relations de travail

Fait la promotion de conditions de travail sûres, saines, équitables et inclusives et de relations de travail fondées sur la coopération.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Normes d'accessibilité

Normes d'accessibilité Canada :

- Élabore et révise les normes d'accessibilité :
  - en établissant des comités techniques; et

- en leur fournissant un soutien et des recherches.
- Promeut, appuie et mène des recherches pour éclairer l'élaboration des normes;
- Partage des informations avec les organisations et le public sur les normes;
- Fournit des produits et des services sur les normes; et
- Fournit les pratiques exemplaires utilisées pour cerner, éliminer et prévenir les obstacles à l'accessibilité.

Les comités techniques reflètent la diversité et sont composés :

- De personnes en situation de handicap;
- D'Autochtones;
- De représentants d'industries qui devraient respecter les normes si elles étaient converties en règlement; et
- D'autres experts.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail a pour objet de faciliter l'accès à des renseignements fiables sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les travailleurs au Canada à être en sécurité au travail et d'appuyer les employeurs, les groupes syndicaux et les gouvernements dans leurs efforts visant à créer des milieux de travail sains et sécuritaires. En tant qu'organisme national, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail fournit des renseignements impartiaux au moyen de divers produits et services bilingues gratuits ou payants, selon le cas. Les travailleurs et les employeurs au Canada ont accès à un service d'information personnalisé gratuit et confidentiel sur l'hygiène et la sécurité, dispensé par téléphone, par courriel, par télécopieur, par courrier postal ou en personne. De plus, une vaste gamme de ressources en ligne et de documents imprimés sont disponibles pour répondre aux besoins d'information sur la santé et la sécurité des travailleurs et des milieux de travail. Ces produits et services sont financés par le recouvrement des coûts, des contributions du gouvernement du Canada et des contributions financières d'autres intervenants. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail recueille, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail au profit de la population active du Canada. Cette information est utilisée pour les activités d'éducation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de pratiques exemplaires, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, la conformité aux exigences et divers usages personnels. Lorsque les produits ou services du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail sont fournis à des intervenants comme des particuliers, des groupes ou des organisations au Canada et à l'étranger et qu'ils comportent des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, ces produits ou services sont intégrés au programme de recouvrement des coûts, et des frais d'utilisation sont imposés. Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail promeut et facilite la consultation et la collaboration entre les administrations fédérales, provinciales et territoriales, ainsi que la participation de travailleurs, d'employeurs et d'autres intervenants, pour l'établissement et le maintien de normes élevées et la mise en œuvre d'initiatives sur l'hygiène et la sécurité au travail adaptées au contexte canadien. L'échange des ressources conduit à l'élaboration coordonnée et mutuellement bénéfique de programmes, de produits et de services uniques. Les projets entrepris en collaboration sont habituellement soutenus par une combinaison d'appuis financiers et non financiers aux programmes provenant de partenaires et d'intervenants et assurent l'avancement d'initiatives relatives à la santé et à la sécurité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Emploi et du Développement social									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 296 715 593	–	–	1 296 715 593				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	4 086 685	–	4 086 685				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	44 921 808	–	44 921 808				
	Virement du :									
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	150 000	150 000				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	54 455	54 455				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	150 000	150 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	100 000	100 000				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	100 000	100 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	36 124	36 124				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	33 705	33 705				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	104 265 330	104 265 330				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	12 787 985	12 787 985				
	Total – Crédit 1	–	1 296 715 593	49 008 493	117 677 599	1 463 401 685	1 455 737 138	7 664 547	–	1 566 730 256
5	Subventions et contributions	–	10 185 640 405	–	–	10 185 640 405				
5a	Subventions et contributions	–	–	20 000 000	–	20 000 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	63 940 764	–	63 940 764				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(28 787 261)	(28 787 261)				
	Total – Crédit 5	–	10 185 640 405	83 940 764	(28 787 261)	10 240 793 908	10 117 400 843	123 393 065	–	9 823 590 359
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	351 316 002	5 896 513	132 343 889	489 556 404	489 556 404	–	–	492 466 197
(S)	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(4 315)	94 285	94 285	–	–	94 800
(S)	Ministre d'État (Ministre des Aînés) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	468	468	468	–	–	634
(S)	Ministre des Services aux citoyens – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(4 315)	94 285	94 285	–	–	64 729
(S)	Ministre du Travail et des Aînés – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(27 421)	71 179	71 179	–	–	64 729
(S)	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(35 478)	63 122	63 122	–	–	64 729
(S)	Ministre d'État (Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	(97)	1 903	1 903	–	–	1 366

(S)	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	23 106	23 106	23 106	–	–	–
(S)	Ministre de l'Emploi et des Familles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	4 781	4 781	4 781	–	–	–
(S)	Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	–	(21 212 126)	(21 212 126)	(21 212 126)	–	–	(225 844 483)
(S)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	61 064 000 000	59 000 000	(474 911 289)	60 648 088 711	60 648 088 711	–	–	57 444 856 822
(S)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	19 277 000 000	(469 000 000)	102 375 539	18 910 375 539	18 910 375 539	–	–	18 030 935 781
(S)	Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 888 125 325	–	695 928 129	2 584 053 454	2 584 053 454	–	–	2 674 008 983
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	1 070 000 000	–	128 830 534	1 198 830 534	1 198 830 534	–	–	1 056 760 570
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 172 494 451	–	94 021 637	1 266 516 088	1 266 516 088	–	–	1 464 038 734
(S)	Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	748 000 000	(123 000 000)	6 884 378	631 884 378	631 884 378	–	–	608 695 612
(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	505 020 056	–	141 236 304	646 256 360	646 256 360	–	–	497 774 642
(S)	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	224 054 179	–	(7 710 059)	216 344 120	216 344 120	–	–	185 889 682
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	–	575 965 790	–	(73 794 916)	502 170 874	502 168 897	1 977	–	453 233 575
(S)	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	190 000 000	–	5 700 080	195 700 080	195 700 080	–	–	176 013 974

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (*Loi sur le programme de protection des salariés*)	–	49 250 000	–	14 159 776	63 409 776	63 409 776	–	–	60 443 879
(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	–	31 444 511	–	(15 302 553)	16 141 958	16 141 958	–	–	14 401 060
(S)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	(2 084 284)	–	(19 477)	(2 103 761)	(2 103 761)	–	–	(110 192)
(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	–	4 236 835	–	2 104 237	6 341 072	6 341 072	–	–	4 772 207
(S)	Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)	–	1 400 000	–	(5 329 370)	(3 929 370)	(3 929 370)	–	–	(4 417 107)
(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (*Loi sur l'assurance du service civil*)	–	145 000	–	(145 000)	–	–	–	–	–
(S)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	–	(2 249 461)	–	952 408	(1 297 053)	(1 297 053)	–	–	(1 453 744)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	82 598	–	–	192 221	274 819	86 991	–	187 828	76 585
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 021 473	1 021 473	1 021 473	–	–	598 095
(S)	Dépenses en vertu du paragraphe 12(4) de la *Loi canadienne sur l'épargne-études*	980 914	–	–	1 124 608	2 105 522	980 914	–	1 124 608	892 456
(S)	Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la *Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19*	–	–	–	(300)	(300)	(300)	–	–	(11 100)
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	54 037 545	–	(158 238 548)	(104 201 003)	(104 201 003)	–	–	(124 806 959)
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	23 565 500	–	(19 019 830)	4 545 670	4 545 670	–	–	10 109 652
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	14 963 422	–	(6 296 923)	8 666 499	8 666 499	–	–	8 156 081
(S)	Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la *Loi nº1 d'exécution du budget de 2021*	–	–	–	(20 000)	(20 000)	(20 000)	–	–	(52 700)

(S)	Paiements en vertu des accords bilatéraux pour un programme national d'alimentation dans les écoles (*Loi n°1 d'exécution du budget de 2024*, article 154)	–	–	70 100 000	–	70 100 000	70 100 000	–	–	–
(S)	Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la *Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement*	–	8 782 824	–	(2 959 473)	5 823 351	5 823 351	–	–	12 813 464
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	212 527 346
	Total budgétaire	1 063 512	98 732 220 093	(324 054 230)	630 762 416	99 039 991 791	98 907 619 766	131 059 589	1 312 436	94 443 380 714
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* (Net)	–	1 189 417 895	–	1 640 061 894	2 829 479 789	2 829 479 789	–	–	2 078 133 266
(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	–	20 466 177	–	2 686 488	23 152 665	23 152 665	–	–	19 026 135
(S)	(L) Avance émise aux commissions provinciales des accidents du travail en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*	–	–	–	429 000	429 000	429 000	–	–	3 427 000
	Total non budgétaire	–	1 209 884 072	–	1 643 177 382	2 853 061 454	2 853 061 454	–	–	2 100 586 401
	Total du ministère – Budgétaire	**1 063 512**	**98 732 220 093**	**(324 054 230)**	**630 762 416**	**99 039 991 791**	**98 907 619 766**	**131 059 589**	**1 312 436**	**94 443 380 714**
	Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**1 209 884 072**	**–**	**1 643 177 382**	**2 853 061 454**	**2 853 061 454**	**–**	**–**	**2 100 586 401**
	Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité									
1	Dépenses de fonctionnement	–	11 999 820	–	–	11 999 820				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	559 468	559 468				
	Total – Crédit 1	–	11 999 820	–	559 468	12 559 288	11 908 606	650 682	–	12 072 196
5	Subventions et contributions	–	8 500 000	–	–	8 500 000	8 498 511	1 489	–	8 500 000
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	763 030	–	208 948	971 978	971 978	–	–	1 017 009
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**21 262 850**	**–**	**768 416**	**22 031 266**	**21 379 095**	**652 171**	**–**	**21 589 205**
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail									
1	Dépenses du programme	–	6 320 572	–	–	6 320 572				
	Virement du CT, crédit 30[1]	–	–	–	455 358	455 358				
	Total – Crédit 1	–	6 320 572	–	455 358	6 775 930	6 078 790	697 140	–	6 389 195
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	776 034	–	856 686	1 632 720	1 632 720	–	–	1 563 698
(S)	Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*	7 036 426	4 500 000	–	4 695 832	16 232 258	7 167 662	–	9 064 596	7 059 617
	Total de l'organisme – Budgétaire	**7 036 426**	**11 596 606**	**–**	**6 007 876**	**24 640 908**	**14 879 172**	**697 140**	**9 064 596**	**15 012 510**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**8 099 938**	**98 765 079 549**	**(324 054 230)**	**637 538 708**	**99 086 663 965**	**98 943 878 033**	**132 408 900**	**10 377 032**	**94 479 982 429**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**1 209 884 072**	**–**	**1 643 177 382**	**2 853 061 454**	**2 853 061 454**	**–**	**–**	**2 100 586 401**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	3 868 715 181	3 811 250 412	57 464 769	–
Initiatives publicitaires	7 750 000	7 707 523	42 477	–
Modernisation du versement des prestations	727 537 947	390 146 723	337 391 224	–
Solutions innovatrices Canada	1 141 930	987 789	154 141	–
Prestations d'urgence – Administration et intégrité	34 338 452	34 338 452	–	–
Affectations bloquées				
Report	288 008	–	288 008	–
Transfert/réaffectation	2 348 320	–	2 348 320	–
Réduction	1 058 070	–	1 058 070	–
Autre	2 847 947	–	2 847 947	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 182 624 170)	(2 788 693 761)	(393 930 409)	–
	1 463 401 685	*1 455 737 138*	*7 664 547*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	10 178 729 382	10 115 996 086	62 733 296	–
Prestation canadienne d'urgence	43 333 560	1 345 915	41 987 645	–
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	2 091 532	58 842	2 032 690	–
Affectations bloquées				
Report	16 639 434	–	16 639 434	–
	10 240 793 908	*10 117 400 843*	*123 393 065*	–
Montants législatifs	87 335 796 198	87 334 481 785	1 977	1 312 436
	99 039 991 791	98 907 619 766	131 059 589	1 312 436
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	12 291 597	11 908 606	382 991	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	267 691	–	267 691	–
	12 559 288	*11 908 606*	*650 682*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*8 500 000*	*8 498 511*	*1 489*	–
Montants législatifs	971 978	971 978	–	–
	22 031 266	21 379 095	652 171	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 078 790	6 078 790	–	–
Affectations bloquées				
Autre	697 140	–	697 140	–
	6 775 930	*6 078 790*	*697 140*	–
Montants législatifs	17 864 978	8 800 382	–	9 064 596
	24 640 908	14 879 172	697 140	9 064 596
Total du portefeuille ministériel	**99 086 663 965**	**98 943 878 033**	**132 408 900**	**10 377 032**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Emploi et du Développement social												
Régimes de pension et prestations	1 052 559 299	1 046 588 569	–	–	81 052 929 108	81 052 929 108	416 969 955	411 371 586	81 688 518 452	81 688 146 091	–	–
Développement social	93 712 809	92 521 376	–	–	7 952 837 380	7 926 337 967	–	–	8 046 550 189	8 018 859 343	–	–
Apprentissage, développement des compétences et emploi	2 669 513 081	2 296 979 703	–	–	7 263 067 326	7 166 173 674	1 927 138 399	1 557 320 046	8 005 442 008	7 905 833 331	2 852 632 454	2 852 632 454
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères	603 337 734	603 214 600	–	–	–	–	–	–	603 337 734	603 214 600	–	–
Conditions et relations de travail	124 318 367	123 653 214	–	–	83 321 755	83 321 755	1 400 000	1 086 310	206 240 122	205 888 659	429 000	429 000
Services internes	1 327 019 102	1 304 593 561	–	–	–	–	837 115 816	818 915 819	489 903 286	485 677 742	–	–
Total partiel	5 870 460 392	5 467 551 023	–	–	96 352 155 569	96 228 762 504	3 182 624 170	2 788 693 761	99 039 991 791	98 907 619 766	2 853 061 454	2 853 061 454
Revenus affectés aux dépenses	(3 182 624 170)	(2 788 693 761)	–	–	–	–	(3 182 624 170)	(2 788 693 761)	–	–	–	–
Total du ministère	**2 687 836 222**	**2 678 857 262**	**–**	**–**	**96 352 155 569**	**96 228 762 504**	**–**	**–**	**99 039 991 791**	**98 907 619 766**	**2 853 061 454**	**2 853 061 454**
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité												
Normes d'accessibilité	7 633 035	7 311 810	–	–	8 500 000	8 498 511	–	–	16 133 035	15 810 321	–	–
Services internes	5 898 231	5 568 774	–	–	–	–	–	–	5 898 231	5 568 774	–	–
Total de l'organisme	**13 531 266**	**12 880 584**	**–**	**–**	**8 500 000**	**8 498 511**	**–**	**–**	**22 031 266**	**21 379 095**	**–**	**–**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail	17 370 207	9 982 246	–	–	–	–	–	–	17 370 207	9 982 246	–	–
Services internes	7 270 701	4 896 926	–	–	–	–	–	–	7 270 701	4 896 926	–	–
Total de l'organisme	**24 640 908**	**14 879 172**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**24 640 908**	**14 879 172**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**2 726 008 396**	**2 706 617 018**	**–**	**–**	**96 360 655 569**	**96 237 261 015**	**–**	**–**	**99 086 663 965**	**98 943 878 033**	**2 853 061 454**	**2 853 061 454**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Subventions									
Stratégie canadienne en matière d'apprentissage	–	114 339 322	–	(15 465 001)	98 874 321	82 960 431	15 913 890	–	83 700 604
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	–	64 340 000	–	(4 066 561)	60 273 439	60 273 439	–	–	71 313 016
Prestation canadienne d'urgence	–	43 333 560	–	–	43 333 560	1 345 915	41 987 645	–	4 035 145
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	–	24 772 000	–	(484 857)	24 287 143	24 287 143	–	–	20 253 284
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	–	20 191 707	5 000 000	(5 807 749)	19 383 958	19 383 958	–	–	14 069 041
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	–	18 300 000	–	(18 300 000)	–	–	–	–	–
Programme de financement du travail	–	11 885 787	–	–	11 885 787	11 885 787	–	–	11 385 787
Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes	–	10 000 000	–	–	10 000 000	680 000	9 320 000	–	728 350
Programme de financement des objectifs de développement durable	–	4 600 000	–	(2 416 149)	2 183 851	2 183 851	–	–	100 000
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	–	2 091 532	–	–	2 091 532	58 842	2 032 690	–	135 876
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche	–	1 695 000	–	(1 316 503)	378 497	371 616	6 881	–	726 943
Mesure de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada	–	1 265 000	–	–	1 265 000	1 265 000	–	–	1 265 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	–	1 000 000	–	(1 000 000)	–	–	–	–	–
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	–	100 000	–	912 543	1 012 543	1 012 543	–	–	561 616
Subvention Passeport pour ma réussite Canada	–	–	9 500 000	–	9 500 000	9 500 000	–	–	9 500 000
(S) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	61 064 000 000	59 000 000	(474 911 289)	60 648 088 711	60 648 088 711	–	–	57 444 856 822
(S) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	19 277 000 000	(469 000 000)	102 375 539	18 910 375 539	18 910 375 539	–	–	18 030 935 781
(S) Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 888 125 325	–	695 928 129	2 584 053 454	2 584 053 454	–	–	2 674 008 983
(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	1 070 000 000	–	128 830 535	1 198 830 535	1 198 830 535	–	–	1 056 760 569

(S) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	–	748 000 000	(123 000 000)	6 884 378	631 884 378	631 884 378	–	–	608 695 612
(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	505 020 056	–	141 236 304	646 256 360	646 256 360	–	–	497 774 642
(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité au nom des bénéficiaires du régime enregistré d'épargne-invalidité afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (*Loi canadienne sur l'épargne-invalidité*)	–	224 054 179	–	(7 710 059)	216 344 120	216 344 120	–	–	185 889 682
(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études au nom des bénéficiaires des régimes enregistrés d'épargne-études afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (*Loi canadienne sur l'épargne-études*)	–	190 000 000	–	5 700 080	195 700 080	195 700 080	–	–	176 013 974
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	–	–	(175 372 538)	(175 372 538)	(175 372 538)	–	–	(185 178 829)
(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (*Loi sur le programme de protection des salariés*)	–	49 250 000	–	14 159 776	63 409 776	63 409 776	–	–	60 443 879
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	–	–	(23 767 108)	(23 767 108)	(23 767 108)	–	–	(19 878 531)
(S) Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique*	–	–	–	(6 148 703)	(6 148 703)	(6 148 703)	–	–	(7 574 498)
(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)	–	1 400 000	–	(5 329 370)	(3 929 370)	(3 929 370)	–	–	(4 417 107)
(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	–	5 000	–	(5 000)	–	–	–	–	–
(S) Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs cas de confinement en vertu de la *Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement*	–	–	–	(2 609 202)	(2 609 202)	(2 609 202)	–	–	(2 565 470)
(S) Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la *Loi n^{o} 1 d'exécution du budget de 2021*	–	–	–	(20 000)	(20 000)	(20 000)	–	–	(52 700)
(S) Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la *Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19*	–	–	–	(300)	(300)	(300)	–	–	(11 100)

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Amélioration des avantages accordés au Compte des opérations de l'assurance-emploi conformément au paragraphe 153.111 de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	–	(21 212 126)	(21 212 126)	(21 212 126)	–	–	(225 844 483)
Total – Subventions	**–**	**85 334 768 468**	**(518 500 000)**	**330 084 769**	**85 146 353 237**	**85 077 092 131**	**69 261 106**	**–**	**80 507 631 888**
Contributions									
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	–	855 903 760	8 000 000	50 889 038	914 792 798	907 840 181	6 952 617	–	926 676 790
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	–	442 319 239	23 846 804	(61 241 293)	404 924 750	404 853 317	71 433	–	815 038 509
Initiative de transformation de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	–	374 000 952	–	2 920 260	376 921 212	360 281 778	16 639 434	–	277 359 068
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	–	68 448 500	–	(30 727 917)	37 720 583	37 720 583	–	–	69 311 726
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	–	60 000 000	–	4 049 063	64 049 063	64 049 063	–	–	113 385 782
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	–	48 701 440	–	–	48 701 440	18 766 063	29 935 377	–	14 026 904

Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	–	35 562 105	–	5 933 356	41 495 461	41 495 461	–	–	31 775 154
Contributions dans le but de compléter le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants et le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones, pour favoriser des approches novatrices et améliorer les données et la recherche en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	–	27 293 896	–	(1 990 773)	25 303 123	25 270 258	32 865	–	14 368 461
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	–	17 237 957	16 830 000	7 486 667	41 554 624	41 554 624	–	–	70 833 325
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	–	3 209 000	800 000	27 517 526	31 526 526	31 526 526	–	–	136 890 381
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	–	2 500 000	–	1 544 470	4 044 470	4 044 470	–	–	3 500 000
Programme de financement du travail	–	2 500 000	–	1 481 722	3 981 722	3 981 722	–	–	3 243 327
Programme des travailleurs étrangers temporaires – Programme de soutien des travailleurs migrants	–	–	17 944 026	806 908	18 750 934	18 750 934	–	–	17 232 786
Contributions à l'appui des activités d'engagement et de renforcement des capacités des populations autochtones	–	–	2 000 000	(1 500 000)	500 000	–	500 000	–	–
Contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situés au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité	–	–	–	5 367 719	5 367 719	5 367 719	–	–	3 829 892
Programme de mobilisation stratégique des partenaires et de recherche	–	–	–	4 370 685	4 370 685	4 370 685	–	–	3 441 096
Programme de financement des objectifs de développement durable	–	–	–	1 516 149	1 516 149	1 515 916	233	–	3 709 619
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	1 079 775 050	–	97 819 671	1 177 594 721	1 177 594 721	–	–	1 379 984 379
(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	–	(2 084 284)	–	(19 477)	(2 103 761)	(2 103 761)	–	–	(110 192)
(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*	–	3 224 392	–	1 959 756	5 184 148	5 184 148	–	–	3 801 346

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	–	(2 249 461)	–	952 408	(1 297 053)	(1 297 053)	–	–	(1 453 744)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	415
Total – Contributions	**–**	**3 016 342 546**	**69 420 830**	**119 135 938**	**3 204 899 314**	**3 150 767 355**	**54 131 959**	**–**	**3 886 845 024**
Autres paiements de transfert									
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	–	7 208 049 648	–	–	7 208 049 648	7 208 049 648	–	–	6 179 192 877
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	–	722 000 000	–	733 435	722 733 435	722 733 435	–	–	922 000 000
Paiements aux provinces et aux territoires pour le Programme national d'alimentation dans les écoles	–	–	19 934	1	19 935	19 935	–	–	–
(S) Paiements en vertu des accords bilatéraux pour un programme national d'alimentation dans les écoles (*Loi n° 1 d'exécution du budget de 2024*, article 154)	–	–	70 100 000	–	70 100 000	70 100 000	–	–	–
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**7 930 049 648**	**70 119 934**	**733 436**	**8 000 903 018**	**8 000 903 018**	**–**	**–**	**7 101 192 877**
Total du ministère	**–**	**96 281 160 662**	**(378 959 236)**	**449 954 143**	**96 352 155 569**	**96 228 762 504**	**123 393 065**	**–**	**91 495 669 789**
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité									
Subventions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	**–**	**4 250 000**	**–**	**(3 875 000)**	**375 000**	**373 511**	**1 489**	**–**	**723 546**
Contributions									
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	**–**	**4 250 000**	**–**	**3 875 000**	**8 125 000**	**8 125 000**	**–**	**–**	**7 776 454**
Total de l'organisme	**–**	**8 500 000**	**–**	**–**	**8 500 000**	**8 498 511**	**1 489**	**–**	**8 500 000**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**96 289 660 662**	**(378 959 236)**	**449 954 143**	**96 360 655 569**	**96 237 261 015**	**123 394 554**	**–**	**91 504 169 789**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Régimes de pension et prestations			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	416 969 955	411 371 586	388 816 169
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	1 927 138 399	1 557 320 046	1 546 832 333
Conditions et relations de travail			
Remboursable par des organismes de l'État, d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	1 400 000	1 086 310	1 229 333
Services internes			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	153 926 854	147 591 458	160 344 814
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	683 188 962	671 324 361	705 580 751
	837 115 816	818 915 819	865 925 565
Total budgétaire	**3 182 624 170**	**2 788 693 761**	**2 802 803 400**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Apprentissage, développement des compétences et emploi			
Remboursement de prêts en espèces	**–**	**2 427 969 381**	**2 130 991 885**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**3 182 624 170**	**2 788 693 761**	**2 802 803 400**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**2 427 969 381**	**2 130 991 885**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Emploi et du Développement social		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Trésorerie et créances		
Intérêt des dépôts bancaires	712 410	741 938
Autres comptes		
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants	14 056 516	14 631 804
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis	6 139	2 092
Paiements reçus sur les prêts escomptés	913 300	1 174 630
	15 688 365	16 550 464
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	105 919 413	42 555 575
Recouvrement de trop-payés de salaire	–	119 025
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	129 890 229	15 849 090
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	559 981 421	518 631 598
	795 791 063	577 155 288
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Travailleurs étrangers temporaires	146 470 000	165 757 100
Divers	240 318	265 844
	146 710 318	*166 022 944*
Services de nature non réglementaire		
Passeport	311 250 270	316 019 740
Service numérique canadien	3 435 344	–
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	187 053 947	136 807 649
Programme canadien pour l'épargne-études	449 509	1 300 163
Service fédéral d'indemnisation des accidentés du travail	3 385 873	3 242 100
Divers	634 846	535 414
	506 209 789	*457 905 066*
Autres frais et droits		
Divers	*10 979*	*7 735*
	652 931 086	623 935 745
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Produits de la vente d'immobilisations	161 126	39 392
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés	31 095	43 206
	192 221	82 598

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	2 866 043	588 091
Gain net de change	14 422	26 747
Location des logements d'État	185 604	95 298
Autres revenus provenant des services de nature non réglementaires		
Programme canadien pour l'épargne-études	89 820	10 804
Recouvrement des frais d'administration		
Assurance-emploi	2 441 011 161	2 475 064 756
Régime de pensions du Canada	621 509 186	609 822 888
Recouvrement de coûts auprès d'autres ministères pour des services administratifs généraux		
Passeport	64 344 947	68 950 991
Services fournis aux autres ministères gouvernementaux en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social*	34 468 979	23 859 240
Amendes en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*	341 005	352 630
Sanctions – Programme des travailleurs étrangers temporaires	4 902 250	2 072 750
Sanctions – Code canadien du travail	277 000	388 750
Compte de rentes – Surplus actuariel	1 087 351	2 479 642
Compte d'assurance du service civil – Surplus actuariel	29 357	98 338
Frais légaux	343 754	278 518
Petits soldes des comptes créditeurs et soldes créditeurs non remboursables	6 913	9 886
Divers	848 010	646 944
	3 172 325 802	3 184 746 273
Total du ministère	**4 636 928 537**	**4 402 470 368**
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	151 898	54 694
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	155 015	21 417
Recouvrement de trop-payés de salaire	6 391	356
Total de l'organisme	**313 304**	**76 467**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	18	15 738
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de produits d'information	7 746 881	7 166 918
Revenus reportés	2 805 906	–
	10 552 787	*7 166 918*
Autres frais et droits		
Revenus reportés	*(872 394)*	*(29 595)*
	9 680 393	7 137 323
Revenus divers		
Dons à l'État		
Dons à des fins générales	120 986	–
Total de l'organisme	**9 801 397**	**7 153 061**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	15 688 365	16 550 464
Recouvrements et redressements	796 104 385	577 247 493
Ventes de biens et de services	662 611 479	631 073 068
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	192 221	82 598
Revenus divers	3 172 446 788	3 184 746 273
Total du portefeuille ministériel	**4 647 043 238**	**4 409 699 896**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Section 13

Comptes publics du Canada
2024-2025

Énergie et Ressources naturelles

Ministère des Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada, Limitée

Régie canadienne de l'énergie

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Administration du pipe-line du Nord

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 244
Sommaire du portefeuille ministériel 247
Détail budgétaire par affectation 250
Responsabilités essentielles 252
Paiements de transfert 254
Détail des montants disponibles pour être dépensés 258
Revenus 258

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Ressources naturelles

Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles

Diriger la transformation vers une économie à faible carbone en améliorant le rendement environnemental des secteurs canadiens des ressources naturelles avec l'innovation ainsi qu'une valorisation et une utilisation durables.

Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale

Renforcer et promouvoir l'accès aux marchés, l'intégration et la compétitivité des secteurs canadiens des ressources naturelles à l'appui de la création d'emplois et de la croissance économique. Inclut également les paiements législatifs pour le pétrole extracôtier.

Science des ressources naturelles et atténuation des risques

Diriger des travaux de science fondamentale et partager le savoir-faire en matière de gestion des ressources naturelles du Canada, réduisant les répercussions des changements climatiques et atténuant les risques posés par les désastres naturels et les explosifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs

Énergie atomique du Canada, Limitée gère les responsabilités en matière de déclassement des installations nucléaires et de gestion des déchets radioactifs à ses sites et à d'autres sites pour lesquels le gouvernement du Canada a accepté la responsabilité. L'objectif est de réduire de façon sûre et efficace les responsabilités en matière de gestion des déchets radioactifs, en décontaminant et en déclassant les infrastructures qui ne sont plus nécessaires, en assainissant les sites et en entreposant et éliminant les déchets radioactifs de manière à protéger le public, les travailleurs et l'environnement.

Laboratoires nucléaires

Énergie atomique du Canada, Limitée facilite les travaux en science et technologie nucléaires dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la science des matériaux, de la santé, de la préparation aux situations d'urgence, de la sûreté et de l'environnement. L'objectif est de tirer profit des Laboratoires de Chalk River, le plus grand complexe scientifique et technologique du Canada, afin de fournir des produits et services en science et technologie nucléaires au gouvernement du Canada et à des tiers.

Régie canadienne de l'énergie

Processus décisionnel

Rendre des décisions ou formuler des recommandations à l'intention du gouverneur en conseil à l'égard de demandes, ce qui comprend la réalisation d'évaluations d'impact, au moyen de processus justes, transparents, rapides et accessibles. Les demandes concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, l'énergie renouvelable extracôtière, les droits et tarifs, la résolution des différends concernant l'indemnisation, les exportations et les importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Surveillance de la sécurité et de l'environnement

Fixer des attentes réglementaires pour les sociétés réglementées et veiller à l'exécution tout le long du cycle de vie des activités liées à l'énergie – de la construction à l'exploitation, puis à la cessation d'exploitation. Les activités concernent des pipelines et des installations connexes, des lignes internationales de transport d'électricité, l'énergie renouvelable extracôtière, les droits et tarifs, les exportations et les importations d'énergie, l'exploration pétrolière et gazière et le forage dans certaines zones situées dans le Nord et au large des côtes du Canada.

Mobilisation

Mener des activités de mobilisation nationales et régionales auprès des peuples autochtones et des parties prenantes par la forme d'un dialogue ouvert, des questions, d'un partage de points de vue et d'une collaboration. Ces activités portent sur l'ensemble des décisions et des actions qui ont trait au mandat conféré par la loi.

Information sur l'énergie

Recueillir, surveiller, analyser et publier des renseignements sur les marchés et la demande d'énergie, les sources d'énergie, la sécurité et la sûreté des pipelines et des lignes internationales de transport d'électricité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Réglementation nucléaire

La Commission réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité des personnes, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire. La Commission tient à jour un cadre de réglementation, réalise des activités de délivrance de permis (y compris des examens de la protection de l'environnement), vérifie la conformité et fait appliquer la loi. La Commission s'est engagée à établir et à préserver la confiance du public et des Autochtones au moyen de processus de réglementation transparents, ouverts et inclusifs.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration du pipe-line du Nord

Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Ressources naturelles									
1	Dépenses de fonctionnement	–	886 000 876	–	–	886 000 876				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	10 274 198	–	10 274 198				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	21 555 153	–	21 555 153				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	250 000	250 000				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	2 933 395	2 933 395				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	3 962 497	3 962 497				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	618 063	618 063				
	crédit 10	–	–	–	238 389	238 389				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	32 400	32 400				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	752 352	752 352				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	13 268 909	13 268 909				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	37 205 546	37 205 546				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	3 175 094	3 175 094				
	Virement au :									
	crédit 1 (Énergie atomique du Canada, Limitée)	–	–	–	(10 000 000)	(10 000 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(250 000)	(250 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(713 582)	(713 582)				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(200 000)	(200 000)				
	crédit 1 (Commission de la capitale nationale)	–	–	–	(1 200 000)	(1 200 000)				
	crédit 1 (Conseil national de recherches du Canada)	–	–	–	(120 000)	(120 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	(2 061 621)	(2 061 621)				
	crédit 1 (VIA Rail Canada Inc.)	–	–	–	(250 000)	(250 000)				
	crédit 5	–	–	–	(3 905 000)	(3 905 000)				
	crédit 10	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(600 000)	(600 000)				
	Total – Crédit 1	–	886 000 876	31 829 351	42 436 442	960 266 669	924 195 890	36 070 779	–	902 105 989
5	Dépenses en capital	–	38 370 809	–	–	38 370 809				
5a	Dépenses en capital	–	–	2 870 000	–	2 870 000				
5b	Dépenses en capital	–	–	4 571 418	–	4 571 418				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	3 905 000	3 905 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	425 000	425 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	9 074 671	9 074 671				
	Total – Crédit 5	–	38 370 809	7 441 418	13 404 671	59 216 898	52 273 370	6 943 528	–	36 334 211

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
10	Subventions et contributions	–	2 796 124 984	–	–	2 796 124 984				
10a	Subventions et contributions	–	–	200 000 000	–	200 000 000				
10b	Subventions et contributions	–	–	21 598 000	–	21 598 000				
	Virement du crédit 1	–	–	–	500 000	500 000				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(238 389)	(238 389)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 5 (Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)	–	–	–	(6 300 000)	(6 300 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(290 000)	(290 000)				
	Total – Crédit 10	–	2 796 124 984	221 598 000	(6 338 389)	3 011 384 595	2 365 228 981	646 155 614	–	1 802 371 719
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	72 671 087	1 825 465	15 112 937	89 609 489	89 609 489	–	–	84 521 830
(S)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	200	98 800	98 800	–	–	94 800
(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*)	–	1 741 978 520	–	(756 978 402)	985 000 118	985 000 118	–	–	637 484 816
(S)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	–	–	–	13 756	13 756	13 756	–	–	41 053
(S)	Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*)	–	12 915 000	–	(13 549 217)	(634 217)	(634 217)	–	–	121 094
(S)	Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	–	2 716 250	–	173 396	2 889 646	2 889 646	–	–	2 594 582
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada – *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*	8 446 125	263 827	–	(263 827)	8 446 125	547 500	–	7 898 625	838 086
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	125 791	–	–	504 209	630 000	427 259	–	202 741	192 143
(S)	Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) (*Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019* [L.C. 2019, ch. 29])	–	–	–	(21 394)	(21 394)	(21 394)	–	–	(90 000)
	Total du ministère – Budgétaire	**8 571 916**	**5 551 139 953**	**262 694 234**	**(705 505 618)**	**5 116 900 485**	**4 419 629 198**	**689 169 921**	**8 101 366**	**3 466 610 323**

	Énergie atomique du Canada, Limitée									
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 591 309 916	–	–	1 591 309 916				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	10 000 000	10 000 000				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	739 680	739 680				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 591 309 916**	**–**	**10 739 680**	**1 602 049 596**	**1 433 600 000**	**168 449 596**	**–**	**1 344 720 000**
	Régie canadienne de l'énergie									
1	Dépenses du programme	–	101 145 961	–	–	101 145 961				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 457 588	–	1 457 588				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	15 732 913	15 732 913				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 949 872	3 949 872				
	Total – Crédit 1	–	101 145 961	1 457 588	19 682 785	122 286 334	117 310 821	4 975 513	–	101 808 167
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	10 247 693	310 103	3 094 216	13 652 012	13 652 012	–	–	11 850 389
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	412	–	–	9 639	10 051	–	412	9 639	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	9 709
	Total de l'organisme – Budgétaire	**412**	**111 393 654**	**1 767 691**	**22 786 640**	**135 948 397**	**130 962 833**	**4 975 925**	**9 639**	**113 668 265**
	Commission canadienne de sûreté nucléaire									
1	Dépenses du programme	–	52 421 455	–	–	52 421 455				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	88 804	88 804				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	6 216 642	6 216 642				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 833 041	1 833 041				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	698 326	698 326				
	Total – Crédit 1	–	52 421 455	–	8 836 813	61 258 268	56 483 609	4 774 659	–	48 542 441
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 107 691	–	14 791 614	19 899 305	19 899 305	–	–	15 674 706
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*	4 437 352	108 605 514	–	17 587 243	130 630 109	126 059 174	–	4 570 935	105 827 442
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 949	–	–	3 627	28 576	–	24 949	3 627	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**4 462 301**	**166 134 660**	**–**	**41 219 297**	**211 816 258**	**202 442 088**	**4 799 608**	**4 574 562**	**170 044 589**
	Administration du pipe-line du Nord									
1	Dépenses du programme	–	540 000	–	–	540 000	396 102	143 898	–	330 687
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	29 670	–	(25 526)	4 144	4 144	–	–	5 306
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**569 670**	**–**	**(25 526)**	**544 144**	**400 246**	**143 898**	**–**	**335 993**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**13 034 629**	**7 420 547 853**	**264 461 925**	**(630 785 527)**	**7 067 258 880**	**6 187 034 365**	**867 538 948**	**12 685 567**	**5 095 379 170**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Ressources naturelles				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	958 874 427	931 506 924	27 367 503	–
Commission d'établissement des soldats – Manitoba	29 974	29 974	–	–
Commission de la frontière internationale	1 876 512	1 876 512	–	–
Frais juridiques et de litige liés au bois d'œuvre résineux	1 760 940	1 719 063	41 877	–
Solutions innovatrices Canada	538 389	526 017	12 372	–
Évaluation ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	6 722 664	3 778 012	2 944 652	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	21 881 284	–	21 881 284	–
Revenus affectés aux dépenses	(31 417 521)	(15 240 612)	(16 176 909)	–
	960 266 669	*924 195 890*	*36 070 779*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	59 022 332	52 229 289	6 793 043	–
Commission de la frontière internationale – Section canadienne	55 656	44 081	11 575	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	138 910	–	138 910	–
	59 216 898	*52 273 370*	*6 943 528*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	2 708 167 587	2 267 685 163	440 482 424	–
Solutions innovatrices Canada	2 000 000	1 999 600	400	–
Évaluation ÉnerGuide de l'efficacité énergétique	95 544 218	95 544 218	–	–
Affectations bloquées				
Report	205 611 179	–	205 611 179	–
Réduction	61 611	–	61 611	–
	3 011 384 595	*2 365 228 981*	*646 155 614*	–
Montants législatifs	1 086 032 323	1 077 930 957	–	8 101 366
	5 116 900 485	4 419 629 198	689 169 921	8 101 366
Énergie atomique du Canada, Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	1 380 108 789	1 275 529 607	104 579 182	–
Budget en capital	159 739 680	158 070 393	1 669 287	–
Affectations bloquées				
Report	62 201 127	–	62 201 127	–
	1 602 049 596	1 433 600 000	168 449 596	–

Régie canadienne de l'énergie				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	112 950 852	109 981 541	2 969 311	–
Subventions et contributions	8 480 806	7 109 299	1 371 507	–
Coûts associés à la traduction	343 455	219 981	123 474	–
Affectations bloquées				
Report	496 215	–	496 215	–
Transfert/réaffectation	15 006	–	15 006	–
	122 286 334	*117 310 821*	*4 975 513*	–
Montants législatifs	13 662 063	13 652 012	412	9 639
	135 948 397	130 962 833	4 975 925	9 639
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	54 391 488	50 809 795	3 581 693	–
Subventions et contributions	6 830 000	5 673 814	1 156 186	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	36 780	–	36 780	–
	61 258 268	*56 483 609*	*4 774 659*	–
Montants législatifs	150 557 990	145 958 479	24 949	4 574 562
	211 816 258	202 442 088	4 799 608	4 574 562
Administration du pipe-line du Nord				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	540 000	396 102	143 898	–
Montants législatifs	4 144	4 144	–	–
	544 144	400 246	143 898	–
Total du portefeuille ministériel	**7 067 258 880**	**6 187 034 365**	**867 538 948**	**12 685 567**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Ressources naturelles												
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles	430 505 587	412 708 922	18 080 924	18 080 924	2 306 769 462	1 872 290 244	23 404 356	10 892 991	2 731 951 617	2 292 187 099	–	–
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale	97 638 831	96 149 330	2 341 454	2 341 454	1 263 334 817	1 174 305 284	340 535	36 253	1 362 974 567	1 272 759 815	–	–
Science des ressources naturelles et atténuation des risques	298 968 472	294 297 139	27 662 593	27 451 726	428 528 225	305 881 362	12 923 604	10 678 622	742 235 686	616 951 605	–	–
Services internes	268 779 424	233 504 149	11 131 927	4 399 266	–	–	172 736	172 736	279 738 615	237 730 679	–	–
Total partiel	1 095 892 314	1 036 659 540	59 216 898	52 273 370	3 998 632 504	3 352 476 890	36 841 231	21 780 602	5 116 900 485	4 419 629 198	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(36 841 231)	(21 780 602)	–	–	–	–	(36 841 231)	(21 780 602)	–	–	–	–
Total du ministère	**1 059 051 083**	**1 014 878 938**	**59 216 898**	**52 273 370**	**3 998 632 504**	**3 352 476 890**	**–**	**–**	**5 116 900 485**	**4 419 629 198**	**–**	**–**
Énergie atomique du Canada, Limitée												
Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs	1 196 510 000	1 069 606 513	–	–	–	–	–	–	1 196 510 000	1 069 606 513	–	–
Laboratoires nucléaires	405 539 596	363 993 487	–	–	–	–	–	–	405 539 596	363 993 487	–	–
Total de l'organisme	**1 602 049 596**	**1 433 600 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 602 049 596**	**1 433 600 000**	**–**	**–**
Régie canadienne de l'énergie												
Processus décisionnel	25 132 314	24 685 074	–	–	8 977 021	4 155 360	–	–	34 109 335	28 840 434	–	–
Surveillance de la sécurité et de l'environnement	29 574 465	29 603 836	–	–	–	2 583 367	–	–	29 574 465	32 187 203	–	–
Mobilisation	11 674 580	9 459 034	–	–	–	370 572	–	–	11 674 580	9 829 606	–	–
Information sur l'énergie	8 466 082	9 097 121	–	–	–	–	–	–	8 466 082	9 097 121	–	–
Services internes	52 123 935	51 008 469	–	–	–	–	–	–	52 123 935	51 008 469	–	–
Total de l'organisme	**126 971 376**	**123 853 534**	**–**	**–**	**8 977 021**	**7 109 299**	**–**	**–**	**135 948 397**	**130 962 833**	**–**	**–**
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Réglementation nucléaire	137 676 368	132 977 071	–	–	6 830 000	5 673 814	–	–	144 506 368	138 650 885	–	–
Services internes	67 309 890	63 791 203	–	–	–	–	–	–	67 309 890	63 791 203	–	–
Total de l'organisme	**204 986 258**	**196 768 274**	**–**	**–**	**6 830 000**	**5 673 814**	**–**	**–**	**211 816 258**	**202 442 088**	**–**	**–**

Administration du pipe-line du Nord												
Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	544 144	400 246	–	–	–	–	–	–	544 144	400 246	–	–
Total de l'organisme	**544 144**	**400 246**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**544 144**	**400 246**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel.....	**2 993 602 457**	**2 769 500 992**	**59 216 898**	**52 273 370**	**4 014 439 525**	**3 365 260 003**	**–**	**–**	**7 067 258 880**	**6 187 034 365**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles									
Subventions									
Subventions à l'appui de rénovations maisons	–	722 151 500	200 000 000	–	922 151 500	331 852 116	590 299 384	–	330 682 073
Subventions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	–	36 306 000	–	–	36 306 000	14 010 306	22 295 694	–	2 264 625
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	9 361 541	–	–	9 361 541	6 039 072	3 322 469	–	6 544 121
Subventions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures	–	5 100 000	–	–	5 100 000	2 000 000	3 100 000	–	2 000 000
Subventions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	–	5 000 000	–	–	5 000 000	–	5 000 000	–	–
Subventions à l'appui de la sensibilisation et l'engagement, l'efficacité énergétique et l'innovation énergétique	–	4 229 334	(75 000)	500 000	4 654 334	4 395 442	258 892	–	4 688 906
Subventions en soutien au Programme d'innovation énergétique	–	3 779 000	75 000	–	3 854 000	3 444 339	409 661	–	3 142 874
Subventions à l'appui de solutions innovatrices Canada	–	2 300 000	–	(238 389)	2 061 611	1 999 600	62 011	–	1 561 737
Subventions pour le renforcement des capacités pour Accroître les forêts canadiennes – 2 milliards d'arbres	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 999 917	83	–	1 999 999
Subventions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 998 937	1 063	–	3 290 700
Subventions à l'appui du Fonds d'infrastructure pour les minéraux critiques	–	2 000 000	–	–	2 000 000	327 305	1 672 695	–	–
Subventions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	–	1 575 000	–	–	1 575 000	1 574 865	135	–	3 625 000
Subventions à l'appui de la géoscience	–	1 297 000	–	–	1 297 000	1 242 547	54 453	–	1 230 887
Subventions à l'appui du Centre Interservices des feux de forêt du Canada	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	1 000 000
Subventions à l'appui du développement économique des Autochtones	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	970 624
Subventions pour soutenir et mobiliser les connaissances autochtones sur la gestion des feux	–	1 000 000	–	–	1 000 000	999 998	2	–	–
Subventions à l'appui de l'engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	–	700 000	–	–	700 000	518 640	181 360	–	256 200
Subventions à l'appui de l'amélioration de la diversité au sein de la main-d'œuvre du secteur forestier canadien dans le cadre du programme intitulé Programme d'innovation forestière	–	300 000	–	–	300 000	–	–	–	–
Subventions à l'appui du programme de pré-développement de l'énergie éolienne extracôtière	–	120 000	–	–	120 000	120 000	–	–	–
Total — Subventions	**–**	**801 219 375**	**200 000 000**	**261 611**	**1 001 480 986**	**374 523 084**	**626 657 902**	**–**	**363 257 746**

Contributions									
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	–	401 152 171	11 000 000	–	412 152 171	223 559 423	188 592 748	–	390 149 240
Contributions en soutien au Programme relatif au Fonds pour les combustibles propres et au Programme de codification et de normalisation des combustibles propres	–	376 940 000	–	–	376 940 000	102 189 554	274 750 446	–	127 012 651
Contributions pour accroître les forêts canadiennes – 2 milliards d'arbres	–	338 000 000	–	–	338 000 000	200 240 997	137 759 003	–	99 826 502
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique	–	147 926 989	–	–	147 926 989	85 074 518	62 852 471	–	16 534 767
Contributions à l'appui du Fonds d'infrastructure pour les minéraux critiques	–	109 100 000	–	–	109 100 000	7 295 265	101 804 735	–	–
Contributions à l'appui du programme d'innovation énergétique	–	97 000 000	–	–	97 000 000	66 167 241	30 832 759	–	53 414 846
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	–	76 813 515	–	–	76 813 515	96 468 762	(19 655 247)	–	138 321 939
Contributions en soutien au Programme de prédéveloppement en matière d'électricité	–	70 000 000	–	–	70 000 000	153 258 088	(83 258 088)	–	24 555 646
Contributions à l'appui de l'initiative Combattre et gérer les feux de forêt dans un climat en changement	–	64 600 000	–	–	64 600 000	61 007 459	3 592 541	–	36 625 888
Contributions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	–	50 274 472	–	–	50 274 472	56 314 036	(6 039 564)	–	47 489 334
Contribution à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	–	44 665 000	–	–	44 665 000	43 001 546	1 663 454	–	17 469 591
Contributions à l'appui de rénovations maisons	–	27 450 000	–	–	27 450 000	706 326 675	(678 876 675)	–	361 161 070
Contributions à l'appui du programme Communautés résilientes grâce à Intelli-feu	–	26 925 000	–	–	26 925 000	12 621 912	14 303 088	–	–
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	–	21 750 000	–	(300 000)	21 450 000	22 076 315	(626 315)	–	21 204 451
Contributions à l'appui des Partenariats pour les ressources naturelles autochtones	–	16 000 000	–	–	16 000 000	19 293 182	(3 293 182)	–	17 550 151
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétence jeunesse	–	14 444 178	–	–	14 444 178	14 444 178	–	–	14 390 982
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	–	12 000 000	–	–	12 000 000	11 863 371	136 629	–	–
Contributions pour appuyer le programme des énergies renouvelables émergentes	–	10 066 124	–	–	10 066 124	4 963 085	5 103 039	–	3 616 498
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette – Phase III	–	9 600 000	–	–	9 600 000	8 679 708	920 292	–	7 490 530
Contributions à l'appui du programme de construction verte en bois	–	9 280 000	–	–	9 280 000	8 758 728	521 272	–	4 243 965
Contributions permettant le déploiement responsable de petits réacteurs modulaires et l'innovation nucléaire	–	9 209 372	–	–	9 209 372	8 881 509	327 863	–	–
Contributions à l'appui de l'Initiative en matière de technologie et d'innovation	–	9 000 000	–	(6 300 000)	2 700 000	20 535 304	(17 835 304)	–	–
Contributions à l'appui d'établir et mobiliser les connaissances fondamentales sur la lutte aux feux de forêt	–	8 500 000	–	–	8 500 000	1 349 603	7 150 397	–	–
Contributions à l'appui de la recherche	–	7 045 412	–	–	7 045 412	7 670 970	(625 558)	–	7 017 540
Contributions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	–	6 719 376	–	–	6 719 376	4 248 119	2 471 257	–	1 323 597
Contributions à l'appui de l'initiative de recherche multipartenaire de Ressources Naturelles Canada	–	6 500 000	–	–	6 500 000	6 497 634	2 366	–	5 299 902

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui de projets de prédéveloppement d'interconnexions stratégiques	–	5 000 000	–	–	5 000 000	5 557 691	(557 691)	–	8 615 201
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones	–	3 333 000	–	–	3 333 000	3 700 465	(367 465)	–	2 775 244
Contributions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	–	3 185 000	–	–	3 185 000	1 150 890	2 034 110	–	502 902
Contributions à l'appui de la géoscience	–	3 000 000	–	–	3 000 000	2 480 761	519 239	–	–
Contributions à l'appui de l'initiative des instituts de recherche forestière	–	2 368 000	–	–	2 368 000	2 368 000	–	–	2 368 000
Contributions à l'appui de résilience aux feux de forêt	–	2 000 000	–	–	2 000 000	790 482	1 209 518	–	480 490
Contributions pour appuyer la participation autochtone aux dialogues	–	1 658 000	–	–	1 658 000	4 327 185	(2 669 185)	–	2 403 715
Contributions à l'appui de l'identification et de la cartographie des aléas d'inondation	–	1 250 000	–	–	1 250 000	978 509	271 491	–	111 927
Contributions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	–	980 000	–	–	980 000	978 696	1 304	–	961 895
Programme GéoConnexions	–	500 000	–	–	500 000	480 000	20 000	–	455 381
Contributions à l'appui d'un centre d'excellence pour l'innovation et la résilience en matière de feux de forêt	–	475 000	–	–	475 000	79 000	396 000	–	–
Contributions obligatoires à l'Organisation internationale des bois tropicaux	–	120 000	–	–	120 000	78 584	41 416	–	8 451
Contributions à l'appui de l'engagement des Autochtones sur la cartographie des risques d'incendie de forêt dans la communauté	–	75 000	–	–	75 000	–	75 000	–	–
Contributions pour appuyer les comités autochtones de consultation et de surveillance de projets d'infrastructure énergétique	–	–	10 500 000	–	10 500 000	10 500 000	–	–	9 680 068
Contributions à l'appui du renforcement des capacités en matière d'emplois durables	–	–	98 000	–	98 000	–	98 000	–	–
Contributions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures	–	–	–	–	–	4 448 452	(4 448 452)	–	390 970
(S) Paiements au Fonds de Terre-Neuve-et-Labrador pour les des recettes provenant des ressources en hydrocarbures	–	1 741 978 520	–	(756 978 402)	985 000 118	985 000 118	–	–	637 484 816
(S) Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers	–	12 915 000	–	(13 549 217)	(634 217)	(634 217)	–	–	121 094
(S) Contribution à la Régie Canada-Nouvelle-Écosse de l'énergie des hydrocarbures extracôtière	–	2 716 250	–	173 396	2 889 646	2 889 646	–	–	2 594 582
(S) Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	–	–	–	13 756	13 756	13 756	–	–	41 053

(S) Paiements visant à appuyer la lutte contre les changements climatiques (Programme à l'intention des gestionnaires de l'énergie et programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées) (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2019* [L.C. 2019, ch. 29])	–	–	–	(21 394)	(21 394)	(21 394)	–	–	(90 000)
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	15 660 639
Total – Contributions	**–**	**3 752 515 379**	**21 598 000**	**(776 961 861)**	**2 997 151 518**	**2 977 953 806**	**19 197 712**	**–**	**2 079 265 518**
Total du ministère	**–**	**4 553 734 754**	**221 598 000**	**(776 700 250)**	**3 998 632 504**	**3 352 476 890**	**645 855 614**	**–**	**2 442 523 264**
Régie canadienne de l'énergie									
Subventions									
Programme d'aide financière aux participants									
Subventions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie canadienne de l'énergie y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	**–**	**5 866 771**	**–**	**–**	**5 866 771**	**1 496 479**	**4 370 292**	**–**	**1 131 334**
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants									
Contributions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie canadienne de l'énergie y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	**–**	**3 110 250**	**–**	**–**	**3 110 250**	**5 612 820**	**(2 502 570)**	**–**	**1 712 353**
Total de l'organisme	**–**	**8 977 021**	**–**	**–**	**8 977 021**	**7 109 299**	**1 867 722**	**–**	**2 843 687**
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Subventions									
Subventions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	–	600 000	–	–	600 000	192 025	407 975	–	83 940
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	–	75 000	–	–	75 000	57 683	17 317	–	74 131
Total — Subventions	**–**	**675 000**	**–**	**–**	**675 000**	**249 708**	**425 292**	**–**	**158 071**
Contributions									
Contributions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	–	3 185 000	–	(1 193 381)	1 991 619	1 950 400	41 219	–	1 760 068
Programme d'aide financière aux participants	–	2 000 000	–	–	2 000 000	1 310 325	689 675	–	1 817 901
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties	–	970 000	–	1 193 381	2 163 381	2 163 381	–	–	2 069 587
Total – Contributions	**–**	**6 155 000**	**–**	**–**	**6 155 000**	**5 424 106**	**730 894**	**–**	**5 647 556**
Total de l'organisme	**–**	**6 830 000**	**–**	**–**	**6 830 000**	**5 673 814**	**1 156 186**	**–**	**5 805 627**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**4 569 541 775**	**221 598 000**	**(776 700 250)**	**4 014 439 525**	**3 365 260 003**	**649 179 522**	**–**	**2 451 172 578**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles			
Vente de biens et de services	23 206 756	10 624 059	11 975 541
Revenus divers	197 600	268 932	204 368
	23 404 356	10 892 991	12 179 909
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale			
Vente de biens et de services	53 335	36 253	33 335
Revenus divers	287 200	–	–
	340 535	36 253	33 335
Science des ressources naturelles et atténuation des risques			
Vente de biens et de services	8 465 710	9 197 619	7 810 815
Revenus divers	4 457 894	1 481 003	1 885 184
	12 923 604	10 678 622	9 695 999
Services internes			
Vente de biens et de services	171 736	171 736	194 273
Revenus divers	1 000	1 000	–
	172 736	172 736	194 273
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**36 841 231**	**21 780 602**	**22 103 516**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Ressources naturelles		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement	2 115 664	2 380 944
Recouvrements de paiements de transfert	50 606 541	21 755 631
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	49 928 110	43 161 101
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	18 025	–
	102 668 340	67 297 676
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	795 559 100	307 496 277
Licences et permis	2 561 018	1 816 487
	798 120 118	*309 312 764*
Location et utilisation de biens publics	*1 366 494*	*1 269 674*
Services de nature réglementaire	*2 413 138*	*2 224 926*
Services de nature non réglementaire	*13 195 598*	*13 999 373*
Ventes de biens et de produits d'information		
Graphiques, cartes et plans	399 895	418 176
Ventes d'autres produits	1 040 037	839 495
	1 439 932	*1 257 671*
Autres frais et droits		
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	171 736	194 273
Divers	93 357 788	210 977 142
	93 529 524	*211 171 415*
	910 064 804	539 235 823
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	504 209	249 826
Revenus divers		
Gains sur les opérations de change	1 424	34 482
Intérêt sur arriérés de débiteurs	384 164	53 524
Remboursements de contributions remboursables sans condition	5 719 771	365 949
Divers	–	10 000
	6 105 359	463 955
Total du ministère	**1 019 342 712**	**607 247 280**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Régie canadienne de l'énergie		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 086	238 994
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	131 067	271 813
	148 153	510 807
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*25*	–
Services de nature réglementaire		
Services de nature réglementaire	134 965 679	134 093 135
Revenus reportés	–	150
	134 965 679	*134 093 285*
Autres frais et droits	*5*	*52 000*
	134 965 709	134 145 285
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9,639	412
Revenus divers		
Gain/Perte sur change des paiements de transfert	469	–
Autres revenus divers	78 255	10 546
	78 724	10 546
Total de l'organisme	**135 202 225**	**134 667 050**
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	487 025	229 683
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	253 753	395 158
	740 778	624 841
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Revenus reportés	133 583	56 843
Recouvrement de frais	146 484 642	134 264 469
	146 618 225	134 321 312
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 627	24 949
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	88 598	65 721
Autres revenus divers	67 791	53 030
	156 389	118 751
Total de l'organisme	**147 519 019**	**135 089 853**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Administration du pipe-line du Nord		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	400 246	335 993
Total de l'organisme	**400 246**	**335 993**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	103 557 271	68 433 324
Ventes de biens et de services	1 192 048 984	808 038 413
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	517 475	275 187
Revenus divers	6 340 472	593 252
Total du portefeuille ministériel	**1 302 464 202**	**877 340 176**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 14

Comptes publics du Canada
2024-2025

Environnement et Changement climatique

Ministère de l'Environnement

Agence canadienne de l'eau

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 262
Sommaire du portefeuille ministériel 264
Détail budgétaire par affectation 267
Responsabilités essentielles 269
Paiements de transfert 270
Détail des montants disponibles pour être dépensés 273
Revenus 273

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Environnement

Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques

Soutenir et coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, des programmes et des plans du Canada en matière d'environnement et de changements climatiques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de soutenir la transition vers une économie résiliente, inclusive et à faibles émissions de carbone. Pour y parvenir, il faudra élaborer et mettre en œuvre des mesures d'atténuation des changements climatiques, soutenir l'adaptation aux changements climatiques, contribuer aux mesures et initiatives internationales liées à l'environnement et au climat, et mobiliser les autres ministères fédéraux, les partenaires autochtones, les provinces et territoires, les partenaires et intervenants nationaux et internationaux, les organisations non gouvernementales et les autres parties intéressées.

Préservation de la nature

Protéger et rétablir les espèces en péril et leur habitat essentiel, maintenir et rétablir des populations saines d'oiseaux migrateurs et d'autres espèces sauvages, et gérer et étendre le réseau canadien d'aires protégées afin de conserver la biodiversité, de contribuer à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces derniers, et de favoriser la santé et le bien-être des humains. Pour y parvenir, il faudra prendre des décisions fondées sur des données probantes qui tiennent compte des effets cumulatifs, promouvoir les lois et les règlements et veiller à leur application, mobiliser de façon significative les peuples autochtones et collaborer avec les provinces et les territoires, les autres intervenants nationaux et internationaux et le public.

Prévention et gestion de la pollution

Élaborer des mesures visant à réduire les rejets de substances nocives dans l'environnement; surveiller les niveaux de polluants et de précurseurs de la pollution dans l'air, l'eau et le sol; promouvoir les lois et les règlements environnementaux et veiller à leur application; et mettre en œuvre des mesures et des programmes de réduction de la pollution et de restauration. Pour y parvenir, il faudra coordonner, collaborer et consulter les autres ministères du gouvernement fédéral, les provinces et les territoires, les partenaires autochtones, les organisations non gouvernementales, les partenaires internationaux et les autres intervenants.

Prévisions des conditions météorologiques et environnementales

Fournir des prévisions, des avertissements, des données et des services d'information faisant autorité en matière de conditions météorologiques, hydrologiques et environnementales en utilisant un large éventail de systèmes de diffusion pour aider les Canadiens, les autorités publiques et les secteurs ciblés sensibles aux conditions météorologiques à prendre des décisions éclairées en matière de santé, de sécurité et de prospérité économique. Pour y parvenir, il faudra : surveiller les conditions météorologiques, la quantité d'eau, les glaces, la qualité de l'air et le climat; mener des activités de recherche et de développement visant une amélioration continue; exploiter des modèles intégrés avancés de prévision météorologique et environnementale à l'aide de plateformes de calcul à haute performance; échanger des données en temps quasi réel, de façon continue, avec les membres de l'Organisation météorologique mondiale afin de garantir des prévisions précises et opportunes; et collaborer étroitement avec les institutions météorologiques et hydrologiques d'autres pays, ainsi qu'avec les organisations internationales, afin d'améliorer les services offerts aux citoyens où qu'ils se trouvent.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de l'eau

Intendance de l'eau douce

L'Agence améliore la collaboration fédérale en matière d'eau douce au Canada et elle élabore et coordonne des approches pangouvernementales pour l'intendance de l'eau douce; elle fait progresser la protection et la restauration des écosystèmes d'eau douce en s'appuyant sur la science et le savoir autochtone; elle collabore proactivement quant aux opportunités et aux défis liés à l'eau douce; et, elle établit des relations pour collaborer étroitement avec les partenaires (c'est-à-dire les autres ministères fédéraux, les organismes fédéraux, les provinces, les territoires et les peuples autochtones) et les intervenants afin de s'acquitter de ces responsabilités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Évaluation d'impact

Pour favoriser la durabilité, l'Agence procède à des évaluations fédérales de grandes qualités des projets proposés en se fondant sur de l'information scientifique et sur les connaissances autochtones, afin d'en évaluer les effets sanitaires, sociaux, économiques et environnementaux ainsi que l'impact sur les peuples autochtones et les droits des peuples autochtones. Ces évaluations éclairent les décisions du gouvernement quant à l'intérêt public des projets proposés. L'Agence réalise également des activités de conformité et d'application de la loi pour s'assurer que les promoteurs respectent la législation, y compris les conditions figurant dans les déclarations de décision.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Environnement									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 164 015 083	–	–	1 164 015 083				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	35 951 603	–	35 951 603				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	3 850 000	3 850 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	50 000	50 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	9 639	9 639				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	8 648 388	8 648 388				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	47 381 540	47 381 540				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	2 500 000	2 500 000				
	Virement au crédit 5	–	–	–	(3 154 146)	(3 154 146)				
	Affectations réputées au crédit 1 (Agence canadienne de l'eau)	–	–	–	(27 990 609)	(27 990 609)				
	Total – Crédit 1	–	1 164 015 083	35 951 603	31 294 812	1 231 261 498	1 190 101 134	41 160 364	–	1 203 304 204
5	Dépenses en capital	–	92 162 753	–	–	92 162 753				
5b	Dépenses en capital	–	–	2 964 830	–	2 964 830				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	3 154 146	3 154 146				
	crédit 5 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	1 091 600	1 091 600				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	25 917 699	25 917 699				
	Affectations réputées au crédit 1 (Agence canadienne de l'eau)	–	–	–	(852 000)	(852 000)				
	Total – Crédit 5	–	92 162 753	2 964 830	29 311 445	124 439 028	103 291 576	21 147 452	–	94 478 088
10	Subventions et contributions	–	1 382 418 335	–	–	1 382 418 335				
10b	Subventions et contributions	–	–	28 538 600	–	28 538 600				
	Affectations réputées au crédit 5 (Agence canadienne de l'eau)	–	–	–	(24 841 900)	(24 841 900)				
	Total – Crédit 10	–	1 382 418 335	28 538 600	(24 841 900)	1 386 115 035	1 301 980 939	84 134 096	–	854 491 582
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	122 274 455	4 271 535	8 040 238	134 586 228	134 586 228	–	–	131 039 035
(S)	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	200	98 800	98 800	–	–	94 800
(S)	Agir pour le climat en vue du versement de fonds et de montants à allouer aux fins de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* (conformément à la *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2019*, article 129)	–	–	–	88 068 209	88 068 209	88 068 209	–	–	–
(S)	Distribution de la redevance sur les combustibles et les émissions excédentaires de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	–	–	144 672 429	144 672 429	144 672 429	–	–	75 825 140

(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 305 394	–	–	1 897 317	3 202 711	1 508 676	–	1 694 035	1 334 477
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	1 460 508	1 460 508	1 460 508	–	–	1 562 130
	Total du ministère – Budgétaire	**1 305 394**	**2 760 969 226**	**71 726 568**	**279 903 258**	**3 113 904 446**	**2 965 768 499**	**146 441 912**	**1 694 035**	**2 362 129 456**
	Agence canadienne de l'eau [2]									
1	Affectations réputées du crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	27 990 609	27 990 609				
	Affectations réputées du crédit 5 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	852 000	852 000				
	Total – Crédit 1	–	–	–	28 842 609	28 842 609	17 183 147	11 659 462	–	–
5	Affectations réputées du crédit 10 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	24 841 900	24 841 900	24 330 459	511 441	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	1 705 167	1 705 167	1 705 167	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**55 389 676**	**55 389 676**	**43 218 773**	**12 170 903**	**–**	**–**
	Agence canadienne d'évaluation d'impact									
1	Dépenses de fonctionnement	–	77 358 614	–	–	77 358 614				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	1 884	1 884				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 915 917	3 915 917				
	Total – Crédit 1	–	77 358 614	–	3 917 801	81 276 415	74 941 706	6 334 709	–	67 324 412
5	Subventions et contributions	–	21 253 903	–	–	21 253 903	21 253 902	1	–	21 353 902
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 031 857	–	559 778	8 591 635	8 591 635	–	–	8 866 502
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**106 644 374**	**–**	**4 477 579**	**111 121 953**	**104 787 243**	**6 334 710**	**–**	**97 544 816**
	Agence Parcs Canada [3]									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	657 875 363	–	–	657 875 363				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	254 000	254 000				
	CT, crédit 5[1]	–	–	–	68 341 269	68 341 269				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	21 500	21 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 089 347	1 089 347				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	24 047 909	24 047 909				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	4 354 046	4 354 046				
	Reclassé sous Parcs Canada (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(755 983 434)	(755 983 434)				
	Total – Crédit 1	–	657 875 363	–	(657 875 363)	–	–	–	–	–
5	Dépenses en capital	–	307 212 910	–	–	307 212 910				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	32 538 073	32 538 073				
	Reclassé sous Parcs Canada (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(339 750 983)	(339 750 983)				
	Total – Crédit 5	–	307 212 910	–	(307 212 910)	–	–	–	–	–
10	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	–	35 650 130	–	–	35 650 130				
	Reclassé sous Parcs Canada (crédit 10) aux fins de présentation	–	–	–	(35 650 130)	(35 650 130)				
	Total – Crédit 10	–	35 650 130	–	(35 650 130)	–	–	–	–	–

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	63 468 565	–	(63 468 565)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	68 397 909	165 000 000	–	(233 397 909)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**68 397 909**	**1 229 206 968**	**–**	**(1 297 604 877)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**69 703 303**	**4 096 820 568**	**71 726 568**	**(957 834 364)**	**3 280 416 075**	**3 113 774 515**	**164 947 525**	**1 694 035**	**2 459 674 272**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] Conformément au décret P.C. 2024-1073, et en vertu de l'article 216 de la *Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2023*, chapitre 15 des Lois du Canada (2024), la *Loi sur l'Agence canadienne de l'eau* est édictée et constitue l'Agence canadienne de l'eau. Ces mesures sont entrées en vigueur le 15 octobre 2024.

[3] Le décret C.P. 2025-0415 a nommé le ministre du Patrimoine canadien à titre de ministre responsable de l'Agence Parcs Canada, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 894 236 890 $ ont été approuvées par le ministre de l'Environnement. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 1 452 548 433 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Environnement				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 300 739 797	1 268 070 304	32 669 493	–
Enveloppe de l'aide internationale	884 062	78 724	805 338	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 948 233	–	1 948 233	–
Réduction	5 737 300	–	5 737 300	–
Revenus affectés aux dépenses	(78 047 894)	(78 047 894)	–	–
	1 231 261 498	*1 190 101 134*	*41 160 364*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	121 331 000	103 291 576	18 039 424	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 006 298	–	1 006 298	–
Autre	2 101 730	–	2 101 730	–
	124 439 028	*103 291 576*	*21 147 452*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 301 798 221	1 253 981 260	47 816 961	–
Enveloppe de l'aide internationale	46 400 000	46 400 000	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 600 000	1 599 679	321	–
Affectations bloquées				
Report	35 447 702	–	35 447 702	–
Autre	869 112	–	869 112	–
	1 386 115 035	*1 301 980 939*	*84 134 096*	–
Montants législatifs	372 088 885	370 394 850	–	1 694 035
	3 113 904 446	2 965 768 499	146 441 912	1 694 035
Agence canadienne de l'eau				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	17 362 774	17 183 147	179 627	–
Budget en capital	852 000	–	852 000	–
Affectations bloquées				
Report	10 627 835	–	10 627 835	–
	28 842 609	*17 183 147*	*11 659 462*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	24 330 459	24 330 459	–	–
Affectations bloquées				
Report	511 441	–	511 441	–
	24 841 900	*24 330 459*	*511 441*	–
Montants législatifs	1 705 167	1 705 167	–	–
	55 389 676	43 218 773	12 170 903	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence canadienne d'évaluation d'impact				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	88 794 846	75 030 222	13 764 624	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	482 569	–	482 569	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(88 516)	(7 912 484)	–
	81 276 415	*74 941 706*	*6 334 709*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*21 253 903*	*21 253 902*	*1*	–
Montants législatifs	8 591 635	8 591 635	–	–
	111 121 953	104 787 243	6 334 710	–
Total du portefeuille ministériel	**3 280 416 075**	**3 113 774 515**	**164 947 525**	**1 694 035**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Environnement												
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques	190 831 491	181 140 961	11 931 745	8 466 659	1 109 054 154	1 042 877 152	–	–	1 311 817 390	1 232 484 772	–	–
Préservation de la nature	262 465 262	239 877 221	23 504 743	18 886 971	457 010 456	439 371 742	3 990 669	3 990 669	738 989 792	694 145 265	–	–
Prévention et gestion de la pollution	393 182 348	385 298 993	30 382 480	30 370 327	46 281 938	46 012 082	19 031 085	19 031 085	450 815 681	442 650 317	–	–
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	294 777 331	292 952 104	43 327 417	32 021 651	6 509 125	6 460 601	54 184 737	54 184 737	290 429 136	277 249 619	–	–
Services internes	307 401 207	306 533 961	15 292 643	13 545 968	–	–	841 403	841 403	321 852 447	319 238 526	–	–
Total partiel	1 448 657 639	1 405 803 240	124 439 028	103 291 576	1 618 855 673	1 534 721 577	78 047 894	78 047 894	3 113 904 446	2 965 768 499	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(78 047 894)	(78 047 894)	–	–	–	–	(78 047 894)	(78 047 894)	–	–	–	–
Total du ministère	**1 370 609 745**	**1 327 755 346**	**124 439 028**	**103 291 576**	**1 618 855 673**	**1 534 721 577**	**–**	**–**	**3 113 904 446**	**2 965 768 499**	**–**	**–**
Agence canadienne de l'eau												
Intendance de l'eau douce	18 521 556	13 173 605	–	–	24 841 900	24 330 459	–	–	43 363 456	37 504 064	–	–
Services internes	12 026 220	5 714 709	–	–	–	–	–	–	12 026 220	5 714 709	–	–
Total de l'organisme	**30 547 776**	**18 888 314**	**–**	**–**	**24 841 900**	**24 330 459**	**–**	**–**	**55 389 676**	**43 218 773**	**–**	**–**
Agence canadienne d'évaluation d'impact												
Évaluation d'impact	71 808 369	57 561 176	–	–	21 253 903	21 253 902	7 999 235	86 751	85 063 037	78 728 327	–	–
Services internes	26 060 681	26 060 681	–	–	–	–	1 765	1 765	26 058 916	26 058 916	–	–
Total partiel	97 869 050	83 621 857	–	–	21 253 903	21 253 902	8 001 000	88 516	111 121 953	104 787 243	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(88 516)	–	–	–	–	(8 001 000)	(88 516)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**89 868 050**	**83 533 341**	**–**	**–**	**21 253 903**	**21 253 902**	**–**	**–**	**111 121 953**	**104 787 243**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**1 491 025 571**	**1 430 177 001**	**124 439 028**	**103 291 576**	**1 664 951 476**	**1 580 305 938**	**–**	**–**	**3 280 416 075**	**3 113 774 515**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement									
Subventions									
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	–	23 460 000	–	(1 987 450)	21 472 550	21 472 550	–	–	27 952 293
Subvention pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	–	3 740 000	–	–	3 740 000	3 739 216	784	–	3 290 156
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	–	3 650 000	–	(3 454 446)	195 554	165 701	29 853	–	877 500
Subventions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	–	2 500 000	–	(2 500 000)	–	–	–	–	–
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	1 600 000	–	–	1 600 000	1 599 679	321	–	1 249 237
Subvention à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	–	44 000	–	–	44 000	44 000	–	–	15 000
(S) Programme de subventions pour retourner le produit de la redevance sur les combustibles aux gouvernements autochtones	–	–	–	88 068 209	88 068 209	88 068 209	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**34 994 000**	**–**	**80 126 313**	**115 120 313**	**115 089 355**	**30 958**	**–**	**33 384 186**
Contributions									
Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour le Fonds municipal vert	–	530 000 000	–	–	530 000 000	530 000 000	–	–	–
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	–	309 608 419	–	29 297 624	338 906 043	324 635 265	14 270 778	–	298 531 158
Contributions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	–	226 993 665	28 338 600	2 500 000	257 832 265	192 118 466	65 713 799	–	237 167 988
Contributions à l'appui de la préservation de la nature	–	147 966 304	–	(34 252 402)	113 713 902	110 392 971	3 320 931	–	151 362 709
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	–	46 669 664	200 000	(20 574 361)	26 295 303	26 026 134	269 169	–	47 287 768
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	–	32 253 411	–	3 162 760	35 416 171	34 983 604	432 567	–	28 199 952
Contributions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	–	22 000 000	–	1 987 450	23 987 450	23 987 450	–	–	22 997 550
Contributions à l'appui du Programme de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	18 071 803	–	–	18 071 803	18 071 803	–	–	18 029 021
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales	–	3 671 753	–	(134 187)	3 537 566	3 489 042	48 524	–	3 509 371
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale	–	3 460 777	–	170 168	3 630 945	3 630 945	–	–	3 411 390
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	–	3 350 400	–	590 000	3 940 400	3 893 395	47 005	–	4 170 600

Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale	–	2 567 785	–	359 774	2 927 559	2 927 558	1	–	5 319 999
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	–	245 000	–	(2 289)	242 711	242 711	–	–	458 077
Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar)	–	206 140	–	1 260	207 400	207 400	–	–	387 700
Contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure	–	200 000	–	(35 342)	164 658	164 658	–	–	102 567
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	121 214	–	28 959	150 173	149 809	364	–	133 340
Contribution obligatoire au Réseau international sur le bambou et le rotin	–	38 000	–	582	38 582	38 582	–	–	38 206
(S) Contributions dans le cadre du Fonds issu des produits du système de tarification fondé sur le rendement	–	–	–	144 672 429	144 672 429	144 672 429	–	–	75 825 140
Total – Contributions	**–**	**1 347 424 335**	**28 538 600**	**127 772 425**	**1 503 735 360**	**1 419 632 222**	**84 103 138**	**–**	**896 932 536**
Total du ministère	**–**	**1 382 418 335**	**28 538 600**	**207 898 738**	**1 618 855 673**	**1 534 721 577**	**84 134 096**	**–**	**930 316 722**
Agence canadienne de l'eau									
Contributions									
Contributions à l'appui de l'intendance de l'eau douce	–	–	–	24 841 900	24 841 900	24 330 459	511 441	–	–
Total de l'organisme	**–**	**–**	**–**	**24 841 900**	**24 841 900**	**24 330 459**	**511 441**	**–**	**–**
Agence canadienne d'évaluation d'impact									
Subventions									
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux évaluations d'impact, régionales ou stratégiques, et aux recherches liées aux évaluations	**–**	**4 000 000**	**–**	**(637 272)**	**3 362 728**	**3 362 728**	**–**	**–**	**2 308 916**
Contributions									
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations et aux activités connexes – composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante du soutien des capacités autochtones	–	16 771 403	–	669 772	17 441 175	17 441 174	1	–	18 612 486
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	482 500	–	(32 500)	450 000	450 000	–	–	432 500
Total – Contributions	**–**	**17 253 903**	**–**	**637 272**	**17 891 175**	**17 891 174**	**1**	**–**	**19 044 986**
Total de l'organisme	**–**	**21 253 903**	**–**	**–**	**21 253 903**	**21 253 902**	**1**	**–**	**21 353 902**
Agence Parcs Canada [1]									
Subventions									
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	–	10 869 446	–	(10 869 446)	–	–	–	–	–

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique	–	7 319 951	–	(7 319 951)	–	–	–	–	–
Fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits de Tallurutiup Imanga	–	2 100 000	–	(2 100 000)	–	–	–	–	–
Subventions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	–	300 000	–	(300 000)	–	–	–	–	–
Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni	–	135 000	–	(135 000)	–	–	–	–	–
Subvention au Jardin international de la paix	–	22 700	–	(22 700)	–	–	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**20 747 097**	**–**	**(20 747 097)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	–	64 281 183	–	(64 281 183)	–	–	–	–	–
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	3 770 000	–	(3 770 000)	–	–	–	–	–
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	–	700 000	–	(700 000)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**68 751 183**	**–**	**(68 751 183)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total de l'organisme	**–**	**89 498 280**	**–**	**(89 498 280)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 493 170 518**	**28 538 600**	**143 242 358**	**1 664 951 476**	**1 580 305 938**	**84 645 538**	**–**	**951 670 624**

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée au portefeuille ministériel de Parcs Canada. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 87 957 544 $.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Environnement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Préservation de la nature			
Locations et utilisation de biens publics	1 124 574	1 124 574	977 875
Revenus provenant de services réglementaires	1 391 385	1 391 385	1 440 457
Revenus provenant de services non réglementaires	1 474 710	1 474 710	2 020 533
	3 990 669	3 990 669	4 438 865
Prévention et gestion de la pollution			
Locations et utilisation de biens publics	324 226	324 226	53 403
Produits de la vente de biens et de produits d'information	108 978	108 978	125 303
Revenus provenant de services réglementaires	3 507 907	3 507 907	3 520 601
Revenus provenant de services non réglementaires	13 440 134	13 440 134	10 663 043
Services fournis aux autres ministères	1 104 000	1 104 000	1 003 437
Divers	545 840	545 840	236 478
	19 031 085	19 031 085	15 602 265
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales			
Locations et utilisation de biens publics	4 132 367	4 132 367	3 911 960
Produits de la vente de biens et de produits d'information	21 086 614	21 086 614	22 303 452
Revenus provenant de services réglementaires	–	–	362
Revenus provenant de services non réglementaires	27 235 378	27 235 378	26 548 787
Divers	1 730 378	1 730 378	1 534 541
	54 184 737	54 184 737	54 299 102
Services internes			
Locations et utilisation de biens publics	159 804	159 804	147 078
Revenus provenant de services réglementaires	131 794	131 794	241 400
Revenus provenant de services non réglementaires	13 132	13 132	21 618
Services fournis aux autres ministères	536 673	536 673	516 525
	841 403	841 403	926 621
Total du ministère – Budgétaire	**78 047 894**	**78 047 894**	**75 266 853**
Agence canadienne d'évaluation d'impact			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Évaluation d'impact	7 999 235	86 751	684 646
Services internes			
Formation, information et publications (Externe)	1 765	1 765	2 584
Total de l'organisme – Budgétaire	**8 001 000**	**88 516**	**687 230**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**86 048 894**	**78 136 410**	**75 954 083**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Environnement		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de paiements de transfert	1 629 693	2 531 924
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	3 042 570	2 601 353
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	17 010 411	16 864 966
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	271 711	59 292
	21 954 385	22 057 535
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Baux de terrains	27 439	63 679
Location de machines et de matériel	58 454	25 671
Location de bâtiments résidentiels	450 438	260 068
Location de bâtiments non résidentiels	5 232 713	4 920 168
Divers	2 951	1 693
	5 771 995	*5 271 279*
Services de nature réglementaire		
Immersion en mer	3 418 221	3 344 666
Permis de chasse d'oiseaux	1 330 888	1 385 354
Recouvrement d'avantages sociaux du personnel	569 500	–
Amendes diverses	1 737 986	1 857 093
	7 056 595	*6 587 113*
Services de nature non réglementaire		
Ministère de la Défense nationale	3 245 907	2 755 211
Recouvrements – Relevés hydrométriques	20 830 302	18 234 029
NAV Canada	449 691	367 933
Surveillance des sables bitumineux	10 451 042	9 062 792
Recouvrement d'avantages sociaux du personnel	8 883 148	–
Divers	8 347 083	8 833 521
	52 207 173	*39 253 486*
Ventes de biens et de produits d'information		
Garde côtière canadienne	4 938 688	5 291 598
Ministère de la Défense nationale	3 810 587	4 766 005
NAV Canada	11 327 854	11 136 954
Recouvrement d'avantages sociaux du personnel	674 522	–
Divers	1 272 962	1 321 688
	22 024 613	*22 516 245*

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits		
Services de technologie de l'information	441 817	340 998
Services des biens immobiliers	1 104 000	1 003 437
Services de gestion de l'information	135 947	175 527
Divers	2 285 732	1 771 405
	3 967 496	*3 291 367*
	91 027 872	76 919 490
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Biens excédentaires d'État vendus	1 897 317	1 533 089
Revenus divers		
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	58 650	117 202
Redevance sur les émissions excédentaires	14 776 775	226 736 800
Recouvrement d'avantages sociaux du personnel	–	9 550 931
Autres	32 418	70 068
	14 867 843	236 475 001
Total du ministère	**129 747 417**	**336 985 115**
Agence canadienne d'évaluation d'impact		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	111 170	445 043
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	357 627	117 291
	468 797	562 334
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	125 394	237 637
Revenus divers	–	9 000
Total de l'organisme	**594 191**	**808 971**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	22 423 182	22 619 869
Ventes de biens et de services	91 153 266	77 157 127
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 897 317	1 533 089
Revenus divers	14 867 843	236 484 001
Total du portefeuille ministériel	**130 341 608**	**337 794 086**[1]

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée au portefeuille ministériel de Parcs Canada. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 221 500 256 $.

Section 15

Comptes publics du Canada
2024-2025

Femmes, Égalité des genres et Jeunesse

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 276
Sommaire du portefeuille ministériel 277
Détail budgétaire par affectation 278
Responsabilités essentielles 279
Paiements de transfert 280
Revenus 281

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Faire avancer l'égalité des genres

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres fait avancer l'égalité des genres pour les femmes, notamment l'égalité sociale, économique et politique en ce qui touche aux sexes, à l'orientation sexuelle et à l'identité ou expression de genre. Le Ministère favorise une meilleure compréhension de l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires dont la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, la situation socioéconomique, le lieu de résidence et le handicap. Le Ministère élabore et coordonne des politiques et des programmes et entreprend des recherches ainsi que des collectes et analyses de données ayant trait à ces politiques et programmes, et il renseigne le public par des activités de sensibilisation. Le Ministère fournit des conseils au gouvernement pour parvenir aux résultats et aux objectifs que s'est fixés le Canada en matière d'égalité des genres, y compris la promotion de la budgétisation sensible aux genres, et il contribue – par son expertise, sa contribution à la recherche et son financement d'initiatives communautaires – à l'avancement de l'égalité des genres auprès d'autres partenaires et parties prenantes. Le Ministère agit comme axe central de la mise en commun de l'expertise au Canada et avec ses partenaires sur la scène internationale, et il s'appuie sur ses connaissances pour orienter les priorités du Canada en matière d'égalité des genres.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	61 336 015	–	–	61 336 015				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	99 942	–	99 942				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 887 135	2 887 135				
	Total – Crédit 1	–	61 336 015	99 942	2 887 135	64 323 092	59 696 258	4 626 834	–	63 732 927
5	Subventions et contributions	–	303 970 339	–	–	303 970 339				
5b	Subventions et contributions	–	–	4 365 000	–	4 365 000				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(179 975)	(179 975)				
	Total – Crédit 5	–	303 970 339	4 365 000	(179 975)	308 155 364	302 479 150	5 676 214	–	249 298 340
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 055 463	23 664	613 328	6 692 455	6 692 455	–	–	7 772 264
(S)	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(4 315)	94 285	94 285	–	–	94 800
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	12	12	12	–	–	550
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**371 460 417**	**4 488 606**	**3 316 185**	**379 265 208**	**368 962 160**	**10 303 048**	**–**	**320 898 881**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

[2] En vertu de l'alinéa 7(1) de la *Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres*, le ministre du Patrimoine canadien a été nommé à titre de ministre responsable du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, à compter du 14 mars 2025. À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres				
Crédit 1 – Dépenses du fonctionnement				
Budget de fonctionnement	64 004 645	59 696 258	4 308 387	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	318 447	–	318 447	–
	64 323 092	*59 696 258*	*4 626 834*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*308 155 364*	*302 479 150*	*5 676 214*	–
Montants législatifs	6 786 752	6 786 752	–	–
Total du portefeuille ministériel	**379 265 208**	**368 962 160**	**10 303 048**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres												
Faire avancer l'égalité des genres	46 221 399	43 961 748	–	–	308 155 364	302 479 150	–	–	354 376 763	346 440 898	–	–
Services internes	24 888 445	22 521 262	–	–	–	–	–	–	24 888 445	22 521 262	–	–
Total du portefeuille ministériel	**71 109 844**	**66 483 010**	**–**	**–**	**308 155 364**	**302 479 150**	**–**	**–**	**379 265 208**	**368 962 160**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres									
Subventions									
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	61 794 195	–	(57 631 553)	4 162 642	4 162 642	–	–	5 160 065
Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre – Subventions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l'échelle communautaire des organisations des personnes aux deux esprits, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées et des autres personnes de diverses identités sexuelles et de genre au Canada	–	23 180 881	1 719 000	(22 533 073)	2 366 808	2 366 808	–	–	3 301 330
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	–	22 305 402	–	(21 409 286)	896 116	896 116	–	–	4 120 034
Total – Subventions	**–**	**107 280 478**	**1 719 000**	**(101 573 912)**	**7 425 566**	**7 425 566**	**–**	**–**	**12 581 429**
Contributions									
Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre – Contributions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l'échelle communautaire des organisations des personnes aux deux esprits, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées et des autres personnes de diverses identités sexuelles et de genre au Canada	–	156 538 197	2 646 000	28 489 233	187 673 430	184 446 270	3 227 160	–	123 948 171
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	–	33 215 397	–	46 923 328	80 138 725	80 138 725	–	–	79 326 543
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	–	6 936 267	–	25 981 376	32 917 643	30 468 589	2 449 054	–	33 442 197
Total – Contributions	**–**	**196 689 861**	**2 646 000**	**101 393 937**	**300 729 798**	**295 053 584**	**5 676 214**	**–**	**236 716 911**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**303 970 339**	**4 365 000**	**(179 975)**	**308 155 364**	**302 479 150**	**5 676 214**	**–**	**249 298 340**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 478 637	671 719
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	793 754	1 083 849
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	55 289	22 444
	3 327 680	1 778 012
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12	461
Total du portefeuille ministériel	**3 327 692**	**1 778 473**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 16

Comptes publics du Canada
2024-2025

Finances

Ministère des Finances

Société d'assurance-dépôts du Canada

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Bureau du vérificateur général

Bureau du surintendant des institutions financières

Monnaie royale canadienne

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 284
Sommaire du portefeuille ministériel 287
Détail budgétaire par affectation 292
Responsabilités essentielles 294
Paiements de transfert 296
Détail des montants disponibles pour être dépensés 298
Revenus 298

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Finances

Politiques économique et budgétaire

Élaborer le budget fédéral et l'Énoncé économique de l'automne, de même que fournir des analyses et des conseils au gouvernement du Canada sur la politique économique, budgétaire et sociale, les relations fédérales-provinciales, y compris les paiements de transfert et d'impôt, le secteur financier, la politique fiscale, et les finances et les échanges internationaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société d'assurance-dépôts du Canada a pour mandat de fournir une assurance contre les risques de perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres et d'encourager la stabilité du système financier au Canada. Elle poursuit ces fins à l'avantage des personnes qui détiennent des dépôts auprès d'institutions membres et de manière à réduire au minimum les possibilités de perte pour elle-même. Elle agit par ailleurs à titre d'autorité de règlement pour ses institutions membres.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Protection des consommateurs de produits et services financiers

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada protège les consommateurs de produits et services financiers en surveillant la conduite sur le marché des institutions financières sous réglementation fédérale, notamment les banques canadiennes, les sociétés de fiducie et de prêt sous réglementation fédérale, les compagnies d'assurance, les coopératives de crédit, ainsi que les organismes externes de traitement des plaintes et les exploitants de réseaux de cartes de paiement, afin de s'assurer que les droits des consommateurs sont protégés. L'Agence surveille également les développements et les tendances dans le secteur financier, sensibilise le public à toutes les questions liées à la protection des consommateurs de produits et de services financiers et formule des recommandations, notamment des recommandations stratégiques, au gouvernement sur des questions pertinentes pour les consommateurs et le secteur financier. L'Agence mène également des recherches et crée et déploie du matériel éducatif relatif à la protection et à l'amélioration du bien-être des consommateurs de produits et services financiers.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Assurer la conformité à la législation et à la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada est responsable de veiller au respect de la partie 1 et de la partie 1.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et des règlements connexes (la Loi). Ce cadre juridique impose certaines obligations aux entités déclarantes, dont la mise en place d'un programme de conformité prévoyant la vérification de l'identité des clients, le contrôle des relations d'affaires, la tenue de documents et la déclaration de certains types d'opérations financières. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada exerce des activités d'habilitation et d'application de la loi pour s'assurer que les entités déclarantes actives au sein du système financier canadien respectent leurs obligations au titre de la Loi. Ces obligations constituent des mesures importantes qui contribuent à contrer les tendances et les comportements observés chez les criminels et les terroristes en vue de les empêcher d'infiltrer les voies légitimes de l'économie canadienne. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada maintient également un registre des entreprises de services monétaires au Canada.

Production et communication de renseignements financiers

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, produit des renseignements financiers exploitables, y compris des communications de cas, pour contribuer aux efforts de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les menaces pour la sécurité du Canada déployés par les services policiers, les organismes d'application de la loi et de la sécurité nationale et d'autres organismes partenaires, tout en protégeant les renseignements personnels qui lui sont confiés. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada produit également des renseignements financiers stratégiques à l'intention des décideurs et des responsables de l'élaboration des politiques fédéraux, des entités déclarantes partout au pays, de partenaires internationaux et d'autres parties concernées. Les renseignements stratégiques du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada fournissent un vaste point de vue analytique sur la nature et la portée du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes et sur les menaces que représentent ces enjeux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du vérificateur général

Audit législatif

Les rapports d'audit du Bureau du vérificateur général du Canada fournissent de l'information objective fondée sur les faits et des conseils sur les programmes et les activités du gouvernement. Grâce à ses audits, le Bureau du vérificateur général du Canada aide le Parlement dans son travail lié à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités gouvernementales. Les audits du Bureau du vérificateur général du Canada aident aussi les assemblées législatives territoriales, les conseils d'administration des sociétés d'État et les comités d'audit à surveiller la gestion des activités gouvernementales. Les responsables de la gouvernance utilisent les résultats de nos audits afin que leurs organisations respectives leur rendent des comptes sur leur gestion des fonds publics. Les audits d'états financiers visent à déterminer si les états financiers annuels du gouvernement du Canada, des territoires, des sociétés d'État et d'autres organisations présentent une image fidèle et sont conformes aux normes comptables applicables. Les audits de performance visent à déterminer si les organisations gouvernementales gèrent leurs programmes dans un souci d'économie, d'efficience et de protection de l'environnement et si des mesures sont en place pour évaluer l'efficacité de ces programmes. Le Bureau du vérificateur général du Canada a aussi intégré l'évaluation de l'équité, de la diversité et de l'inclusion comme secteur

Description des responsabilités essentielles – *fin*

prioritaire dans le cadre de ses audits de performance. Les examens spéciaux visent à évaluer si les moyens et méthodes des sociétés d'État leur fournissent l'assurance raisonnable que leurs actifs sont protégés et contrôlés, que leur gestion des ressources est économique et efficiente, et que le déroulement de leurs activités est efficace.

Bureau du surintendant des institutions financières

Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite

Le Bureau du surintendant des institutions financières applique un cadre de réglementation visant à contrôler et à gérer les risques pour les institutions financières fédérales et les régimes de retraite privés et il évalue les faits nouveaux systémiques ou sectoriels qui peuvent nuire à leur situation financière. Il surveille également les institutions financières et les régimes de retraite pour déterminer s'ils sont en bonne santé financière et satisfont aux exigences de réglementation et de surveillance. Le Bureau avise sans délai les institutions financières et les administrateurs de régimes de retraite s'il y a des lacunes importantes, et prend des mesures correctives ou exige qu'elles soient prises rapidement. Il s'emploie à protéger les droits et les intérêts des déposants, des souscripteurs, des créanciers des institutions financières et des bénéficiaires des régimes de retraite, tout en tenant dûment compte de la nécessité de permettre aux institutions financières de faire face à la concurrence et de prendre des risques raisonnables.

Services actuariels aux organismes fédéraux

Le Bureau de l'actuaire en chef offre une gamme de services actuariels, ce qui comprend les évaluations actuarielles exigées par la loi et les vérifications des coûts futurs des programmes du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse, de l'Assurance-emploi et du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi que des régimes de pension et d'avantages sociaux couvrant la fonction publique fédérale, les Forces canadiennes, la Gendarmerie royale du Canada, les juges nommés par le gouvernement fédéral et les parlementaires.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne gère l'écosystème des pièces de circulation du Canada pour soutenir les échanges et le commerce dans tout le pays. Pour ce faire, elle redistribue les pièces qui sont déjà en circulation, assure le flux efficace dans l'écosystème des pièces générées par les kiosques de recyclage et, seulement lorsque cela est nécessaire, approvisionne les stocks nationaux en produisant de nouvelles pièces avec un grand souci de qualité et de rentabilité. La Monnaie célèbre avec fierté l'histoire, la diversité et les valeurs du Canada en émettant de magnifiques pièces de circulation commémoratives et numismatiques chargées de sens. À titre de société d'État faisant preuve d'une gouvernance solide, la Monnaie apporte une contribution financière durable au Canada tout en étant une bonne entreprise citoyenne. Elle crée de la valeur pour le Canada et sa population grâce à ses pratiques commerciales modernes et à ses normes rigoureuses en matière de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Elle crée aussi de la valeur pour ses clients au pays et à l'étranger en offrant des produits et services particulièrement pertinents et en assurant une excellente expérience client. La Monnaie fait constamment preuve d'excellence en matière de monnayage et de gestion des opérations, et tire profit des occasions qui se présentent dans les marchés et auprès de ses clients en mettant l'accent sur l'innovation, la productivité et l'agilité. Elle offre une variété d'activités, de formations, d'outils et de mesures d'appui pour permettre à ses employés de mettre en œuvre ses stratégies et ses objectifs d'entreprise. Les employés de la Monnaie sont fiers et mobilisés, et disposent des conditions nécessaires pour donner le meilleur d'eux-mêmes. La Monnaie fournit un milieu de travail positif et inclusif grâce à son engagement ferme envers la diversité, l'équité et l'inclusion ainsi qu'à son engagement à l'égard du travail d'équipe dans un milieu de travail sain et sécuritaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Finances									
1	Dépenses du programme	–	145 198 781	–	–	145 198 781				
1a	Dépenses du programme	–	–	1 329 964	–	1 329 964				
1b	Dépenses du programme	–	–	8 061 135	–	8 061 135				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	6 430 686	6 430 686				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 449 834	1 449 834				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(14 941)	(14 941)				
	Total – Crédit 1	–	145 198 781	9 391 099	7 865 579	162 455 459	146 869 835	15 585 624	–	423 513 715
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*	–	1	–	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	15 561 484	1 429 207	475 084	17 465 775	17 465 775	–	–	16 308 497
(S)	Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(28 749)	69 851	69 851	–	–	94 800[2]
(S)	Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	23 106	23 106	23 106	–	–	–[2]
(S)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	4 781	4 781	4 781	–	–	–
(S)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	52 080 686 000	–	(10 302 697)	52 070 383 303	52 070 383 303	–	–	49 431 243 596
(S)	Péréquation fiscale (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	25 252 833 000	–	–	25 252 833 000	25 252 833 000	–	–	23 963 000 000
(S)	Intérêt sur la dette non échue (*Loi sur la gestion des finances publiques*)	–	41 957 000 000	764 000 000	(535 712 627)	42 185 287 373	42 185 287 373	–	–	36 430 208 410
(S)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	16 908 791 000	–	–	16 908 791 000	16 908 791 000	–	–	16 416 302 000
(S)	Autres frais d'intérêts	–	4 582 000 000	1 105 000 000	122 858 769	5 809 858 769	5 809 858 769	–	–	6 043 911 079
(S)	Financement des territoires (Partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	5 158 964 752	–	–	5 158 964 752	5 158 964 752	–	–	4 834 417 818
(S)	Paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada	–	3 454 085 000	165 634 000	(1 256 289 694)	2 363 429 306	2 363 429 306	–	–	1 477 761 422
(S)	Paiements à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	486 916 000	–	–	486 916 000	486 916 000	–	–	486 916 000
(S)	Achat de la monnaie canadienne (*Loi sur la Monnaie royale canadienne*)	–	81 000 000	(3 000 000)	2 608 672	80 608 672	80 608 672	–	–	82 531 817

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la *Loi sur la reprise économique*	–	51 535 479	–	–	51 535 479	51 535 479	–	–	51 823 068
(S)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives)	–	44 585 961	–	334 155	44 920 116	44 920 116	–	–	44 585 961
(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(6 033 974 000)	(98 535 000)	(50 635 000)	(6 183 144 000)	(6 183 144 000)	–	–	(5 819 705 000)
(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(1 331 973 210)	(22 574 790)	(3 938 622)	(1 358 486 622)	(1 358 486 622)	–	–	(1 283 661 606)
(S)	Paiement de dettes comptabilisées antérieurement à titre de revenus	–	–	–	21 376 714	21 376 714	21 376 714	–	–	103 898 970
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	17 023 712	17 023 712	17 023 712	–	–	49 482 750
(S)	Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la *Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières*	68 571 831	–	–	–	68 571 831	–	–	68 571 831	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	472	–	–	1 168	1 640	–	472	1 168	–
(S)	Paiements des sommes nécessaires en vue d'octroyer une aide financière en vertu de l'article 8.3 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*	–	–	–	212 248	212 248	212 248	–	–	208 367
(S)	Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia	–	196 860 000	–	(11 956 484)	184 903 516	184 903 516	–	–	137 973 145
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 620 636 124
	Total budgétaire	68 572 303	143 050 168 848	1 921 344 516	(1 696 079 885)	143 344 005 782	143 259 846 686	15 586 097	68 572 999	135 511 450 933
L10b	Autorisation d'établir le montant maximal payable pour l'achat d'actions de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (article 6 de la *Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement*)	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–
L15b	Autorisation d'établir le montant maximal payable à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour fournir une aide financière (article 8 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 12.2 de la *Loi sur Financement agricole Canada* (Brut)	–	–	–	14 738 000 000	14 738 000 000	14 738 000 000	–	–	13 046 000 000
(S)	(L) Avances aux termes de l'article 19 de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* (Brut)	–	–	–	31 579 500 000	31 579 500 000	31 579 500 000	–	–	35 014 500 000
(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 21(1) de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (Brut)	–	–	–	25 958 861 131	25 958 861 131	25 958 861 131	–	–	16 920 129 000

(S)	(L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* (Brut)	–	–	–	22 000 000	22 000 000	22 000 000	–	–	20 000 000
(S)	(L) Paiements au Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, du Fonds monétaire international (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*) (Brut)	–	–	–	275 849 393	275 849 393	275 849 393	–	–	66 413 356
(S)	(L) Paiements au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds Monétaire International (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, paragraphe 8.1)	–	–	1 257 410 000	42 035 896	1 299 445 896	1 299 445 896	–	–	–
(S)	(L) Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*) (Brut)	–	–	–	202 693 985	202 693 985	202 693 985	–	–	493 896 173
(S)	(L) Investissement dans le capital hybride émis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (partie VIII - *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	–	276 000 000	8 801 400	284 801 400	284 801 400	–	–	–
(S)	(L) Assistance financière à l'Ukraine par l'intermédiaire du compte administré par le Fonds monétaire international (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8.3) (Brut)	–	–	400 000 000	–	400 000 000	400 000 000	–	–	2 025 210 089
(S)	(L) Assistance financière à l'Ukraine par l'initiative de prêts du G7 dans le cadre de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8.3) (Brut)	–	–	–	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	–	–	–
(S)	(L) Paiement pour l'acquisition d'actions du Fonds de croissance du Canada en vertu de la *Loi d'exécution de l'énoncé économique de l'automne 2022*	–	–	–	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	–	–	1 390 000 000
(S)	(L) Avances consenties aux termes du paragraphe 50.1(1) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (montant brut)	–	–	–	4 000 000	4 000 000	4 000 000	–	–	–
(S)	(L) Paiement à la Banque du Canada pour l'achat d'obligations hypothécaires du Canada en vertu de l'article 46(a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	28 827 923 562	28 827 923 562	28 827 923 562	–	–	7 607 825 685
	Total non budgétaire	–	–	1 933 410 002	107 159 665 365	109 093 075 367	109 093 075 367	–	–	76 583 974 303
	Total du ministère – Budgétaire	**68 572 303**	**143 050 168 848**	**1 921 344 516**	**(1 696 079 885)**	**143 344 005 782**	**143 259 846 686**	**15 586 097**	**68 572 999**	**135 511 450 933**
	Total du ministère – Non budgétaire	**–**	**–**	**1 933 410 002**	**107 159 665 365**	**109 093 075 367**	**109 093 075 367**	**–**	**–**	**76 583 974 303**
	Société d'assurance-dépôts du Canada									
(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1	35 000 000 000	–	–	1 000 000 000	36 000 000 000	–	–	36 000 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**35 000 000 000**	**–**	**–**	**1 000 000 000**	**36 000 000 000**	**–**	**–**	**36 000 000 000**	**–**
	Agence de la consommation en matière financière du Canada									
(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada*	–	–	–	55 267 544	55 267 544	55 267 544	–	–	53 367 176
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**55 267 544**	**55 267 544**	**55 267 544**	**–**	**–**	**53 367 176**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada									
1	Dépenses du programme	–	50 288 770	–	–	50 288 770				
1b	Dépenses du programme	–	–	17 573 580	–	17 573 580				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	612 113	612 113				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 818 894	3 818 894				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	444 569	444 569				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(136 200)	(136 200)				
	Total – Crédit 1	–	50 288 770	17 573 580	4 739 376	72 601 726	50 816 019	21 785 707	–	89 388 457
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 475 685	80 877	(43 461)	4 513 101	4 513 101	–	–	9 234 462
(S)	Recouvrement des coûts pour la conformité et les activités connexes	–	49 361 846	–	(3 251 939)	46 109 907	46 109 907	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**104 126 301**	**17 654 457**	**1 443 976**	**123 224 734**	**101 439 027**	**21 785 707**	**–**	**98 622 919**
	Bureau du vérificateur général									
1	Dépenses du programme	–	114 689 350	–	–	114 689 350				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 599 732	4 599 732				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 305 534	2 305 534				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 928 575	1 928 575				
	Total – Crédit 1	–	114 689 350	–	8 833 841	123 523 191	117 831 343	5 691 848	–	121 066 602
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 726 270	–	1 795 483	14 521 753	14 521 753	–	–	13 860 482
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	50 161	–	–	2 697	52 858	50 161	–	2 697	2 670
	Total de l'organisme – Budgétaire	**50 161**	**127 415 620**	**–**	**10 632 021**	**138 097 802**	**132 403 257**	**5 691 848**	**2 697**	**134 929 754**
	Bureau du surintendant des institutions financières									
1	Dépenses du programme	–	1 244 352	–	–	1 244 352				
	Virement du CT, crédit 15[1]	–	–	–	158 148	158 148				
	Total – Crédit 1	–	1 244 352	–	158 148	1 402 500	1 402 500	–	–	1 244 352
(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*	58 325 473	320 693 509	–	74 491 722	453 510 704	311 520 049	–	141 990 655	310 225 775
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	4 680	4 680	4 680	–	–	1 633
	Total de l'organisme – Budgétaire	**58 325 473**	**321 937 861**	**–**	**74 654 550**	**454 917 884**	**312 927 229**	**–**	**141 990 655**	**311 471 760**

	Monnaie royale canadienne									
(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 $, le 11 mars 1999 (Net)	75 000 000	–	–	–	75 000 000	–	–	75 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**75 000 000**	**–**	**–**	**–**	**75 000 000**	**–**	**–**	**75 000 000**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**126 947 937**	**143 603 648 630**	**1 938 998 973**	**(1 554 081 794)**	**144 115 513 746**	**143 861 883 743**	**43 063 652**	**210 566 351**	**136 109 842 542**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**35 075 000 000**	**–**	**1 933 410 002**	**108 159 665 365**	**145 168 075 367**	**109 093 075 367**	**–**	**36 075 000 000**	**76 583 974 303**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

[2] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Finances				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	149 279 642	145 666 586	3 613 056	–
Subventions et contributions	400 000	400 000	–	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	803 249	803 249	–	–
Affectations bloquées				
Report	4 150 000	–	4 150 000	–
Transfert/réaffectation	522 568	–	522 568	–
Autre	7 450 000	–	7 450 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(150 000)	–	(150 000)	–
	162 455 459	*146 869 835*	*15 585 624*	–
Crédit 5 – Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*				
Autre autorisation	*1*	–	*1*	–
Montants législatifs	143 181 550 322	143 112 976 851	472	68 572 999
	143 344 005 782	143 259 846 686	15 586 097	68 572 999
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Montants législatifs	55 267 544	55 267 544	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	38 882 561	37 287 999	1 594 562	–
Élargir les projets de partenariat public-privé	394 848	393 808	1 040	–
Systèmes et services d'infrastructure essentielle de la gestion de l'information et technologie de l'information	2 011 614	2 011 614	–	–
Suite logicielle de renseignements	4 128 626	4 128 626	–	–
Cyberrésilience	6 993 972	6 993 972	–	–
Affectations bloquées				
Report	19 756 329	–	19 756 329	–
Transfert/réaffectation	433 776	–	433 776	–
	72 601 726	*50 816 019*	*21 785 707*	–
Montants législatifs	50 623 008	50 623 008	–	–
	123 224 734	101 439 027	21 785 707	–

Bureau du vérificateur général				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	125 171 169	118 498 146	6 673 023	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 012 022	–	1 012 022	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 660 000)	(666 803)	(1 993 197)	–
	123 523 191	*117 831 343*	*5 691 848*	–
Montants législatifs	14 574 611	14 571 914	–	2 697
	138 097 802	132 403 257	5 691 848	2 697
Bureau du surintendant des institutions financières				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 402 500	1 402 500	–	–
Montants législatifs	453 515 384	311 524 729	–	141 990 655
	454 917 884	312 927 229	–	141 990 655
Total du portefeuille ministériel	**144 115 513 746**	**143 861 883 743**	**43 063 652**	**210 566 351**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisation employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Finances												
Politiques économique et budgétaire	50 667 860 859	50 584 287 655	–	–	92 618 228 792	92 618 228 792	–	–	143 286 089 651	143 202 516 447	109 093 075 367	109 093 075 367
Services internes	58 066 131	57 330 239	–	–	–	–	150 000	–	57 916 131	57 330 239	–	–
Total partiel	50 725 926 990	50 641 617 894	–	–	92 618 228 792	92 618 228 792	150 000	–	143 344 005 782	143 259 846 686	109 093 075 367	109 093 075 367
Revenus affectés aux dépenses	(150 000)	–	–	–	–	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Total du ministère	**50 725 776 990**	**50 641 617 894**	**–**	**–**	**92 618 228 792**	**92 618 228 792**	**–**	**–**	**143 344 005 782**	**143 259 846 686**	**109 093 075 367**	**109 093 075 367**
Société d'assurance-dépôts du Canada	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**36 000 000 000**	**–**
Agence de la consommation en matière financière du Canada												
Protection des consommateurs de produits et services financiers	20 637 220	20 637 220	–	–	–	–	–	–	20 637 220	20 637 220	–	–
Services internes	34 630 324	34 630 324	–	–	–	–	–	–	34 630 324	34 630 324	–	–
Total de l'organisme	**55 267 544**	**55 267 544**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**55 267 544**	**55 267 544**	**–**	**–**
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada												
Assurer la conformité avec la législation et la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes	46 126 893	46 126 893	–	–	–	–	–	–	46 126 893	46 126 893	–	–
Production et communication de renseignements financiers	51 294 618	41 948 725	–	–	–	–	–	–	51 294 618	41 948 725	–	–
Services internes	25 803 223	13 363 409	–	–	–	–	–	–	25 803 223	13 363 409	–	–
Total de l'organisme	**123 224 734**	**101 439 027**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**123 224 734**	**101 439 027**	**–**	**–**
Bureau du vérificateur général												
Audit législatif	140 757 802	133 070 060	–	–	–	–	2 660 000	666 803	138 097 802	132 403 257	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 660 000)	(666 803)	–	–	–	–	(2 660 000)	(666 803)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**138 097 802**	**132 403 257**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**138 097 802**	**132 403 257**	**–**	**–**

Bureau du surintendant des institutions financières												
Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite	304 912 611	170 164 405	6 214 515	–	–	–	–	–	311 127 126	170 164 405	–	–
Services actuariels aux organismes fédéraux	12 688 378	12 533 914	–	–	–	–	–	–	12 688 378	12 533 914	–	–
Services internes	129 702 380	130 228 910	1 400 000	–	–	–	–	–	131 102 380	130 228 910	–	–
Total de l'organisme	**447 303 369**	**312 927 229**	**7 614 515**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**454 917 884**	**312 927 229**	**–**	**–**
Monnaie royale canadienne	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**75 000 000**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**51 489 670 439**	**51 243 654 951**	**7 614 515**	**–**	**92 618 228 792**	**92 618 228 792**	**–**	**–**	**144 115 513 746**	**143 861 883 743**	**145 168 075 367**	**109 093 075 367**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Finances									
Contributions									
Programme d'aide financière aux participants autochtones	–	12 000 000	–	(11 600 000)	400 000	400 000	–	–	150 000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	200 000
Total – Contributions	**–**	**12 000 000**	**–**	**(11 600 000)**	**400 000**	**400 000**	**–**	**–**	**350 000**
Autres paiements de transfert									
(S) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	52 080 686 000	–	(10 302 697)	52 070 383 303	52 070 383 303	–	–	49 431 243 596
(S) Péréquation fiscale (Partie I – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	25 252 833 000	–	–	25 252 833 000	25 252 833 000	–	–	23 963 000 000
(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	16 908 791 000	–	–	16 908 791 000	16 908 791 000	–	–	16 416 302 000
(S) Financement des territoires (Partie I.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	5 158 964 752	–	–	5 158 964 752	5 158 964 752	–	–	4 834 417 818
(S) Paiements à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	–	486 916 000	–	–	486 916 000	486 916 000	–	–	486 916 000
(S) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la *Loi sur la reprise économique*	–	51 535 479	–	–	51 535 479	51 535 479	–	–	51 823 068
(S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles, de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives)	–	44 585 961	–	334 155	44 920 116	44 920 116	–	–	44 585 961
(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(1 331 973 210)	(22 574 790)	(3 938 622)	(1 358 486 622)	(1 358 486 622)	–	–	(1 283 661 606)
(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	–	(6 033 974 000)	(98 535 000)	(50 635 000)	(6 183 144 000)	(6 183 144 000)	–	–	(5 819 705 000)
(S) Paiements des sommes nécessaires en vue d'octroyer une aide financière en vertu de l'article 8.3 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*	–	–	–	212 248	212 248	212 248	–	–	208 367

(S) Paiement à Terre-Neuve-et-Labrador lié à l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia (article 200 – *Loi nº 1 d'exécution du budget de 2021*)	–	196 860 000	–	(11 956 484)	184 903 516	184 903 516	–	–	137 973 145
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 900 800 419
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**92 815 224 982**	**(121 109 790)**	**(76 286 400)**	**92 617 828 792**	**92 617 828 792**	**–**	**–**	**91 163 903 768**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**92 827 224 982**	**(121 109 790)**	**(87 886 400)**	**92 618 228 792**	**92 618 228 792**	**–**	**–**	**91 164 253 768**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Finances			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Prestation de services de soutien internes à d'autres organisations conformément à l'alinéa 29.1 (2) a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	150 000	–	–
Total du ministère – Budgétaire	**150 000**	**–**	**–**
Bureau du vérificateur général			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Audit législatif			
Services rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs	660 000	53 002	65 444
Audits et enquêtes effectués en vertu de l'article 11 de la *Loi sur le vérificateur général*	2 000 000	613 801	1 739 603
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 660 000**	**666 803**	**1 805 047**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 810 000**	**666 803**	**1 805 047**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Finances		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Trésorerie et créances		
Banques à charte	384 850 066	364 681 939
Dépôts à court terme	341 085 302	18 024 209
Encaisse détenue à titre de dépôts en garantie	92 152 267	107 176 774
	818 087 635	*489 882 922*
Comptes d'opérations de change		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes – Virement des bénéfices	4 149 340 135	2 951 156 682
Fonds monétaire international – Souscriptions – Virement des bénéfices	172 195 395	207 812 959
Fonds monétaire international – Prêts	412	1 359 457
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité	21 360 960	17 222 141
	4 342 896 902	*3 177 551 239*
Prêts, placements et avances		
Corporation de développement des investissements du Canada – Dividendes	–	32 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	536 486 187	412 458 221
Financement agricole Canada	1 478 536 959	1 382 741 850
Banque de développement du Canada	1 195 063 088	1 151 129 278
Fiducie du Canada pour l'habitation - Obligations hypothécaires du Canada	731 888 151	19 251 264
Monnaie royale canadienne – Dividendes	1 000 000	4 000 000
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Fonds monétaire international – Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance	110 453 235	61 524 624
Association internationale de développement	9 823 630	9 246 568
Fonds renouvelable des Services optionnels	369 209	462 941
Banque internationale pour la reconstruction et le développement – capital hybride	1 297 424	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada	367 553	307 564
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	12 354	–
	4 065 356 734	*3 073 181 254*
	9 226 341 271	6 740 615 415

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Recouvrements et redressements		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	422 528	492 197
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	27 706	255 310
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	15 059	624
	465 293	748 131
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Accès à l'information	10	20
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 168	472
Revenus divers		
Pièces de monnaie canadienne	95 873 275	94 418 384
Gain net de change	525 780 000	259 806 508
Corporation de développement des investissements du Canada – Participation aux bénéfices nets	167 000 000	158 000 000
Recouvrement de la province de l'Alberta pour le nettoyage de puits de pétrole et de gaz orphelins et inactifs	136 581 777	–
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus – Compte d'avance fixe en circulation – Chèques non réclamés	84 724 302	159 821 310
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	1 154 104	1 044 284
Virement – Dette échue en circulation	37 345	1 104 000
Frais de garantie	162 755 651	111 660 256
Remboursement des coûts du régime d'avantages sociaux des employés	111 497	114 026
Divers	1 789	3 399
	1 174 019 740	785 972 167
Total du ministère	**10 400 827 482**	**7 527 336 205**
Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	*51 443 865*	*48 481 653*
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	12 000 000	3 600 000
Divers	1	–
	12 000 001	*3 600 000*
	63 443 866	52 081 653
Revenus divers		
Gain net de change	43	315
Total de l'organisme	**63 443 909**	**52 081 968**
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	40 604	60 482
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	36 595	170 846
	77 199	231 328
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	46 109 907	–
Services de nature réglementaire		
Revenus reportés	3 240 014	–
	49 349 921	–
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur les pénalités monétaires administratives	103 259	56 350
Pénalité monétaire administrative	928 191	19 751 909
Divers	6 525	164 227
	1 037 975	19 972 486
Total de l'organisme	**50 465 095**	**20 203 814**
Bureau du vérificateur général		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	68 114	73 766
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 433	10 852
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	33 454	18 860
	110 001	103 478
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	471 121	1 327 536
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 697	50 161
Revenus divers		
Gain net de change	9 436	41 856
Total de l'organisme	**593 255**	**1 523 031**
Bureau du surintendant des institutions financières		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire	*294 695 770*	*293 129 529*
Services de nature non réglementaire	*18 282 463*	*17 316 695*

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	529 652	67 950
Services aux autres ministères	14 000	14 000
	543 652	*81 950*
	313 521 885	310 528 174
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 680	1 633
Revenus divers		
Gain net de change	3 554	15 541
Total de l'organisme	**313 530 119**	**310 545 348**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	9 226 341 271	6 740 615 415
Recouvrements et redressements	652 493	1 082 937
Ventes de biens et de services	426 786 803	363 937 383
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 545	52 266
Revenus divers	1 175 070 748	806 002 365
Total du portefeuille ministériel	**10 828 859 860**	**7 911 690 366**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Section 17

Comptes publics du Canada
2024-2025

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 302
Sommaire du portefeuille ministériel 304
Détail budgétaire par affectation 306
Responsabilités essentielles 307
Paiements de transfert 308
Détail des montants disponibles pour être dépensés 309
Revenus 309

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'admission et l'intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés qui souhaitent vivre en permanence au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Le Ministère sélectionne les demandeurs d'immigration économique afin de contribuer à l'économie canadienne, traite les demandes des membres de familles afin de réunir les familles, et traite les demandes de réfugiés et de personnes protégées afin d'offrir un refuge aux victimes de persécution. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les demandeurs répondent aux critères d'admissibilité avant leur entrée au Canada. Pour aider les immigrants et les réfugiés à s'intégrer à la société canadienne, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada offre un éventail de services de soutien à l'établissement par l'intermédiaire d'un réseau de fournisseurs de services.

Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée des migrants qui souhaitent vivre temporairement au Canada, tout en protégeant la santé et en garantissant la sécurité des Canadiens. Avec l'aide de partenaires, le Ministère s'assure que les individus répondent aux critères d'admissibilité. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada traite les demandes de visa, d'autorisation de voyage électronique, et de permis de travail et d'études de la part des touristes, des voyageurs commerciaux, des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires, dont la présence et les dépenses au Canada sont bénéfiques à l'économie.

Citoyenneté et passeports

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada fait la promotion des droits et responsabilités liés à la citoyenneté canadienne, et délivre des documents sûrs et reconnus internationalement de citoyenneté canadienne et de voyage pour que les Canadiens puissent participer pleinement à la société civile et pour faciliter les passages aux frontières tout en contribuant à la sécurité internationale et nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié rend des décisions de qualité et règle en temps opportun des cas en ce qui concerne l'immigration, les demandes de protection de réfugié. Cela comprend la détermination des demandes d'asile et d'appels, les demandes d'annulation ou de perte de l'asile. Cela comprend également les prises de décisions relatives aux enquêtes et à la détention, aux appels sur certains cas d'immigration (par exemple : les demandes de parrainage, certaines mesures de renvoi, les demandes liées à la non-conformité de l'obligation de résidence).

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 550 671 102	–	–	1 550 671 102				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	637 094 932	–	637 094 932				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	398 814 693	–	398 814 693				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	4 581 265	4 581 265				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	50 000	50 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	23 138	23 138				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	85 815 598	85 815 598				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	16 938 107	16 938 107				
	Virement au :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(259 415)	(259 415)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(48 334)	(48 334)				
	Total – Crédit 1	–	1 550 671 102	1 035 909 625	107 102 859	2 693 683 586	2 626 838 893	66 844 693	–	2 705 357 268
5	Dépenses en capital	–	11 846 201	–	–	11 846 201				
5b	Dépenses en capital	–	–	619 135	–	619 135				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	4 554 481	4 554 481				
	Total – Crédit 5	–	11 846 201	619 135	4 554 481	17 019 817	6 937 357	10 082 460	–	13 658 436
10	Subventions et contributions	–	2 454 878 172	–	–	2 454 878 172				
10a	Subventions et contributions	–	–	314 451 220	–	314 451 220				
10b	Subventions et contributions	–	–	822 739 409	–	822 739 409				
	Virement du CT, crédit 5[1]	–	–	–	92 271 000	92 271 000				
	Total – Crédit 10	–	2 454 878 172	1 137 190 629	92 271 000	3 684 339 801	3 572 858 382	111 481 419	–	2 993 638 276
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	135 856 747	7 392 846	13 983 196	157 232 789	157 232 789	–	–	162 175 592
(S)	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	466	99 066	99 066	–	–	94 800
(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada (*Loi sur les fonds renouvelables* (L.R.C. (1985), ch. R-8))	194 137 880	41 097 803	–	(41 097 803)	194 137 880	120 626 725	–	73 511 155	101 361 976
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	537	–	–	11 539	12 076	11 294	–	782	42 565
(S)	Paiement en vertu de l'article 24(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	1 788 960	1 788 960	1 788 960	–	–	39 000
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	19 746	19 746	19 746	–	–	17 413
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	22 020 020	22 020 020	22 020 020	–	–	17 351 665

(S)	Montants adjugés par une cour	–	–	–	86 914	86 914	86 914	–	–	416 165
(S)	Remboursement de frais à l'égard de demande terminée	–	–	–	16 950	16 950	16 950	–	–	88 010
(S)	Remboursements de frais à l'égard de demande terminée dans les catégories fédérales des investisseurs et des entrepreneurs	–	–	–	2 800	2 800	2 800	–	–	14 150
	Total budgétaire	194 138 417	4 194 448 625	2 181 112 235	200 761 128	6 770 460 405	6 508 539 896	188 408 572	73 511 937	5 994 255 316
(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu du paragraphe 88 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Limite 400 000 000 $ (Net)	45 702 063	–	–	100 000 000	145 702 063	70 892 642	–	74 809 421	104 341 322
	Total du ministère – Budgétaire	**194 138 417**	**4 194 448 625**	**2 181 112 235**	**200 761 128**	**6 770 460 405**	**6 508 539 896**	**188 408 572**	**73 511 937**	**5 994 255 316**
	Total du ministère – Non budgétaire	**45 702 063**	**–**	**–**	**100 000 000**	**145 702 063**	**70 892 642**	**–**	**74 809 421**	**104 341 322**
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié									
1	Dépenses du programme	–	303 087 523	–	–	303 087 523				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 718	2 718				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 720 607	3 720 607				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	14 479 069	14 479 069				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	567 954	567 954				
	Total – Crédit 1	–	303 087 523	–	18 770 348	321 857 871	314 287 694	7 570 177	–	304 748 694
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	31 420 536	–	7 121 347	38 541 883	38 541 883	–	–	36 506 584
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	39 060	–	–	6 394	45 454	45 454	–	–	1 237
	Total de l'organisme – Budgétaire	**39 060**	**334 508 059**	**–**	**25 898 089**	**360 445 208**	**352 875 031**	**7 570 177**	**–**	**341 256 515**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**194 177 477**	**4 528 956 684**	**2 181 112 235**	**226 659 217**	**7 130 905 613**	**6 861 414 927**	**195 978 749**	**73 511 937**	**6 335 511 831**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**45 702 063**	**–**	**–**	**100 000 000**	**145 702 063**	**70 892 642**	**–**	**74 809 421**	**104 341 322**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 742 814 191	1 741 067 488	1 746 703	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	2 078 535	1 804 931	273 604	–
Programme fédéral de santé intérimaire	896 468 270	896 468 270	–	–
Affectations bloquées				
Report	28 424 569	–	28 424 569	–
Transfert/réaffectation	3 934 200	–	3 934 200	–
Réduction	32 401 719	–	32 401 719	–
Autre	1 810 602	–	1 810 602	–
Revenus affectés aux dépenses	(14 248 500)	(12 501 796)	(1 746 704)	–
	2 693 683 586	*2 626 838 893*	*66 844 693*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	15 964 179	6 937 357	9 026 822	–
Affectations bloquées				
Autre	1 055 638	–	1 055 638	–
	17 019 817	*6 937 357*	*10 082 460*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	3 661 136 045	3 572 858 382	88 277 663	–
Affectations bloquées				
Report	23 203 756	–	23 203 756	–
	3 684 339 801	*3 572 858 382*	*111 481 419*	–
Montants législatifs	375 417 201	301 905 264	–	73 511 937
	6 770 460 405	6 508 539 896	188 408 572	73 511 937
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	304 741 574	304 741 574	–	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	1 343 027	1 343 027	–	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	8 983 794	8 203 093	780 701	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	6 789 476	–	6 789 476	–
	321 857 871	*314 287 694*	*7 570 177*	–
Montants législatifs	38 587 337	38 587 337	–	–
	360 445 208	352 875 031	7 570 177	–
Total du portefeuille ministériel	**7 130 905 613**	**6 861 414 927**	**195 978 749**	**73 511 937**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration												
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés	1 690 385 839	1 687 912 329	636 096	74 164	3 684 339 801	3 572 858 382	–	–	5 375 361 736	5 260 844 875	145 702 063	70 892 642
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires	456 920 718	421 537 639	–	–	–	–	14 248 500	12 501 796	442 672 218	409 035 843	–	–
Citoyenneté et passeports	963 927 490	830 675 125	582 992	74 165	–	–	667 641 536	608 202 248	296 868 946	222 547 042	–	–
Services internes	639 756 776	609 323 108	15 800 729	6 789 028	–	–	–	–	655 557 505	616 112 136	–	–
Total partiel	3 750 990 823	3 549 448 201	17 019 817	6 937 357	3 684 339 801	3 572 858 382	681 890 036	620 704 044	6 770 460 405	6 508 539 896	145 702 063	70 892 642
Revenus affectés aux dépenses	(681 890 036)	(620 704 044)	–	–	–	–	(681 890 036)	(620 704 044)	–	–	–	–
Total du ministère	**3 069 100 787**	**2 928 744 157**	**17 019 817**	**6 937 357**	**3 684 339 801**	**3 572 858 382**	**–**	**–**	**6 770 460 405**	**6 508 539 896**	**145 702 063**	**70 892 642**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié												
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié	277 697 367	273 278 219	–	–	–	–	–	–	277 697 367	273 278 219	–	–
Services internes	82 747 841	79 596 812	–	–	–	–	–	–	82 747 841	79 596 812	–	–
Total de l'organisme	**360 445 208**	**352 875 031**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**360 445 208**	**352 875 031**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**3 429 545 995**	**3 281 619 188**	**17 019 817**	**6 937 357**	**3 684 339 801**	**3 572 858 382**	**–**	**–**	**7 130 905 613**	**6 861 414 927**	**145 702 063**	**70 892 642**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Subventions									
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	–	775 064 000	–	92 271 000	867 335 000	867 335 000	–	–	775 064 000
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	–	94 890 328	55 000 000	(53 500 000)	96 390 328	95 496 930	893 398	–	420 988 234
Subvention pour le Programme d'établissement	–	55 000 000	–	(36 504 978)	18 495 022	18 483 476	11 546	–	18 856 413
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	–	27 200 000	–	–	27 200 000	27 200 000	–	–	26 449 996
Subvention pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	–	1 216 667	–	(175 307)	1 041 360	111 587	929 773	–	–
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	–	–	543 390 629	–	543 390 629	526 277 373	17 113 256	–	259 948 780
Subvention pour les demandeurs d'asile au Québec	–	–	581 300 000	–	581 300 000	581 300 000	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**953 370 995**	**1 179 690 629**	**2 090 715**	**2 135 152 339**	**2 116 204 366**	**18 947 973**	**–**	**1 501 307 423**
Contributions									
Programme d'établissement	–	1 127 125 131	–	33 854 978	1 160 980 109	1 107 436 959	53 543 150	–	1 060 401 578
Aide à la réinstallation	–	368 588 162	(42 500 000)	53 500 000	379 588 162	342 102 637	37 485 525	–	427 642 672
Organisation internationale pour les migrations	–	3 360 551	–	650 000	4 010 551	3 836 775	173 776	–	3 286 603
Contribution pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	–	2 433 333	–	175 307	2 608 640	2 342 210	266 430	–	–
Aide mondiale aux migrants irréguliers	–	–	–	2 000 000	2 000 000	935 435	1 064 565	–	1 000 000
Total – Contributions	**–**	**1 501 507 177**	**(42 500 000)**	**90 180 285**	**1 549 187 462**	**1 456 654 016**	**92 533 446**	**–**	**1 492 330 853**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**2 454 878 172**	**1 137 190 629**	**92 271 000**	**3 684 339 801**	**3 572 858 382**	**111 481 419**	**–**	**2 993 638 276**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires			
Expérience internationale Canada	14 248 500	12 501 796	12 073 198
Citoyenneté et passeports			
Frais de passeport	667 641 536	608 202 248	604 166 263
Total budgétaire	681 890 036	620 704 044	616 239 461
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés			
Remboursements de prêts en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*	–	40 228 874	26 853 508
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**681 890 036**	**620 704 044**	**616 239 461**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**40 228 874**	**26 853 508**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 720 093	7 305 640
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 463 782	15 593 866
Services aux autres ministères		
Recouvrement de trop-payés de salaire	451 549	517 750
	14 635 424	23 417 256
Ventes de biens et services		
Droits et privilèges		
Frais liés au programme de résidence permanente	166 720 052	157 722 530
Frais relatif à la conformité de l'employeur	25 900 116	23 190 619
Permis de travail ouvert – Travailleurs étrangers exemptés	59 216 728	56 730 023
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté	30 217 662	34 231 936
Revenus reportés	59 539 521	20 597 736
Frais liés au programme de passeport	646 538 127	605 375 942
	988 132 206	*897 848 786*
Services de nature réglementaire		
Frais pour les services de citoyenneté		
Attribution et preuve (Changement au statut de citoyenneté)	168 163 060	188 757 036
Document relatif au statut de citoyenneté	4 591 600	4 609 956
Expérience internationale Canada		
Revenus non disponibles	599 684	282 532
Revenus disponibles	12 501 796	12 073 198
Catégorie du regroupement familial (y compris le parrainage)	61 893 212	50 739 347
Travailleurs qualifiés	134 893 716	118 699 932
Catégorie des gens d'affaires	8 920 894	13 375 515
Autres catégories	77 314 613	74 034 188
Catégorie des titulaires de permis	19 570	2 470
Carte de résident permanent	13 876 530	17 954 062
Visa de résident temporaire		
Entrée multiple	348 252 790	351 568 875
Maximum par famille	8 814 100	10 695 000

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Permis de travail		
Permis de travail	150 656 162	139 242 706
Groupe d'artistes	5 835	15 095
Permis d'études	110 723 656	161 081 947
Attestation et remplacement d'un document d'immigration – Sauf carte de résident permanent	607 116	536 945
Permis de séjour temporaire	1 400 899	937 262
Rétablissement du statut de résident temporaire	12 434 432	9 999 802
Réadaptation		
Criminalité	492 819	290 733
Grande criminalité	603 716	134 940
Autorisation de retour au Canada en vertu du paragraphe 52 (1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*	432 240	268 449
Document de voyage	1 018 280	1 126 730
Biométrie	264 109 007	286 557 268
Autorisation de voyage électronique (AVE)	23 623 061	26 119 618
Données statistiques sur l'immigration en vertu du paragraphe 314(1) du règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés	14 000	17 000[1]
Revenus reportés	61 321 808	79 956 128
	1 467 284 596	*1 549 076 734*
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	9 553	14 043
Divers	333 841	357 052
	343 394	*371 095*
	2 455 760 196	2 447 296 615
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 539	40 340
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	133 903	110 034
Gain/Perte sur change des paiements de transfert	792	14 844
Frais de justice	4 040	3 533
Accès à l'information	830 135	910 350
Amendes	476 125	302 394
	1 444 995	1 341 155
Total du ministère	**2 471 852 154**	**2 472 095 366**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 765 448	1 155 449
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	143 033	891 226
Services aux autres ministères	1 807	54 005
	1 910 288	2 100 680
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 394	40 297
Revenus divers	42	283
Total de l'organisme	**1 916 724**	**2 141 260**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	16 545 712	25 517 936
Ventes de biens et de services	2 455 760 196	2 447 296 615
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 933	80 637
Revenus divers	1 445 037	1 341 438
Total du portefeuille ministériel	**2 473 768 878**	**2 474 236 626**

[1] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 18

Comptes publics du Canada
2024-2025

Innovation, Sciences et Industrie

Ministère de l'Industrie
Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence canadienne de développement économique du Nord
Agence spatiale canadienne
Commission canadienne du tourisme
Commission du droit d'auteur
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
Conseil national de recherches du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Agence de développement économique du Pacifique Canada
Conseil de recherches en sciences humaines
Conseil canadien des normes
Statistique Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 312
Sommaire du portefeuille ministériel 318
Détail budgétaire par affectation 326
Responsabilités essentielles 331
Paiements de transfert 334
Détail des montants disponibles pour être dépensés 341
Revenus 341

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de l'Industrie

Entreprises, investissement et croissance

Appuyer la croissance des petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes pour les aider à devenir des entreprises compétitives à impact élevé sur la scène internationale; assurer un marché équitable et concurrentiel; promouvoir des conditions favorables à la concurrence en ce qui a trait aux prix et aux choix de produits, y compris dans le secteur des télécommunications; simplifier les programmes gouvernementaux, promouvoir les efforts visant à réduire les démarches administratives pour les entreprises, mettre en place des conditions favorables à une innovation axée sur le marché et promouvoir une croissance et une économie dont tout le monde peut profiter; réduire les obstacles aux mouvements des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre; assurer la croissance du secteur du tourisme au Canada.

Sciences, technologie, recherche et commercialisation

Appuyer et faciliter les investissements pilotés par les entreprises et les collaborations stratégiques visant le développement et la commercialisation de technologies de pointe; entretenir et renforcer l'excellence du Canada en matière de recherche, notamment par le soutien à la recherche scientifique fondamentale, à l'expérimentation et à l'exploration pour apporter une réponse aux défis mondiaux.

Personnes, compétences et collectivités

Appuyer la création, le transfert et la diffusion des connaissances pour que les Canadiens, y compris les personnes appartenant à des groupes sous-représentés : soient dotés des compétences et des outils nécessaires pour prendre part à une économie de l'innovation en forte croissance; promeuvent une culture de l'innovation, où ils ont la motivation nécessaire pour s'attaquer aux défis locaux, régionaux, nationaux ou mondiaux; profitent de la croissance de la classe moyenne dans toutes les collectivités; bénéficient d'un accès accru à des services Internet à large bande et mobiles, y compris dans les régions rurales et éloignées; soient des consommateurs protégés et bien informés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Développement économique au Canada atlantique

Soutenir la croissance économique, la création de richesse et la prospérité économique au Canada atlantique en misant sur la croissance propre et inclusive et sur les avantages concurrentiels régionaux. Favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises en leur offrant une aide financière directe ou indirecte par l'intermédiaire d'organismes de soutien aux entreprises. Les petites et moyennes entreprises deviennent plus novatrices lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux procédés et lorsqu'elles explorent de nouvelles possibilités d'expansion et de diversification des marchés afin de faire concurrence et de réussir sur un marché mondial.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de développement économique du Nord

Développement économique dans les territoires

Travailler dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et paliers du gouvernement.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence spatiale canadienne

La présence du Canada dans l'espace

L'Agence spatiale canadienne coordonne les politiques et les programmes spatiaux du gouvernement du Canada; veille à ce que d'autres ministères et organismes gouvernementaux aient accès à des données, à de l'information et à des services spatiaux en vue de réaliser leur mandat; planifie, dirige et gère des projets ayant trait à la recherche spatiale scientifique ou industrielle et au développement des sciences et des technologies spatiales; promeut le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'échelle de l'industrie canadienne; et encourage l'exploitation commerciale des capacités, des installations et des systèmes spatiaux. L'Agence spatiale canadienne vise également à accroître la capacité spatiale canadienne, à intéresser la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs du domaine spatial et à offrir des occasions inspirant les jeunes à acquérir les compétences requises, à poursuivre leurs études et à faire carrière en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *suite*

Commission canadienne du tourisme

Veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme au Canada. Promouvoir le Canada comme destination touristique de choix. Favoriser la collaboration entre le secteur privé et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en ce qui concerne le tourisme au Canada. Fournir des renseignements sur le tourisme au Canada au secteur privé et aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Commission du droit d'auteur

Tarifs et licences liés au droit d'auteur

La Commission du droit d'auteur est un organisme de réglementation économique et un tribunal administratif indépendant habilité à fixer des tarifs qui déterminent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées par des droits d'auteur, lorsque ceux-ci sont gérés collectivement par une société. La Commission octroie aussi des licences qui fixent les redevances à payer pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur lorsque le titulaire du droit est introuvable. En délivrant des tarifs et des licences justes et équitables, la Commission veille à ce que les titulaires de droits soient rémunérés en temps opportun, tout en soutenant la prospérité et l'innovation dans l'économie canadienne. Son travail sert aussi à renforcer la confiance à l'égard des processus liés aux tarifs et aux licences au Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Développement économique dans les Prairies

Développement économique Canada pour les Prairies promeut la croissance et la diversification de l'économie des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba) en encourageant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en promouvant l'adoption de technologies propres et d'une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Développer l'économie du Québec

Soutenir la croissance économique du Québec, la création d'emplois et la prospérité économique à l'aide d'une croissance propre et inclusive; aider les petites et moyennes entreprises à croître par le commerce et l'innovation; bâtir sur les forces concurrentielles régionales.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Développement économique du Nord de l'Ontario

L'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario favorise une économie novatrice, diversifiée et inclusive dans le Nord de l'Ontario en investissant dans la croissance régionale, notamment la commercialisation et l'adoption de technologies, ainsi que la diversification des collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Développement économique dans le Sud de l'Ontario

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario travaille à renforcer la capacité du Sud de l'Ontario en matière d'innovation, de développement économique et de croissance.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil national de recherches du Canada

Science et innovation

Faire croître et favoriser la prospérité du Canada comme suit : entreprendre, appuyer et promouvoir la recherche-développement axée sur l'innovation; faire progresser la science fondamentale et l'excellence du Canada dans le domaine de la recherche à l'échelle mondiale; permettre au gouvernement, aux entreprises et aux communautés de la recherche d'accéder à l'infrastructure, aux services et à l'information scientifiques et technologiques; et appuyer la main-d'œuvre qualifiée et les capacités du Canada dans les domaines des sciences et de l'innovation.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, favorise et appuie la recherche et la formation de chercheurs en sciences naturelles et en génie au moyen de subventions et de bourses afin de développer le talent, de stimuler les découvertes et d'appuyer l'innovation en vue de retombées économiques et sociales pour les Canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Développement économique en Colombie-Britannique

Développement économique Canada pour le Pacifique encourage la croissance et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres et en favorisant une croissance inclusive.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences humaines

Financement de la recherche et formation en sciences humaines

Par l'entremise de subventions et de bourses d'études et de recherche, le Conseil de recherches en sciences humaines s'emploie à promouvoir et à appuyer la recherche et la formation en recherche dans le domaine des sciences humaines afin de cultiver le talent, de produire des connaissances et d'établir des liens en vue de retombées économiques, culturelles et sociales pour les Canadiens.

Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche

Au nom du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et des Instituts de recherche en santé du Canada, et en son propre nom, le Conseil de recherches en sciences humaines fournit un soutien financier à des universités, à des collèges, à des hôpitaux et à des instituts de recherche affiliés afin de rembourser une partie des coûts indirects associés à la recherche financée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil canadien des normes

Gérer le système national de normes du Canada en encourageant une normalisation volontaire efficiente et efficace au Canada, lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative. Les travaux de normalisation visent à faire progresser l'économie nationale, à contribuer au développement durable, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public. Ces activités ont également pour but d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur ainsi que de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Statistique Canada

Renseignements statistiques

Statistique Canada produit des renseignements statistiques objectifs de grande qualité pour l'ensemble du Canada. Les renseignements statistiques produits portent sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques, environnementales et générales de la population et sur l'état de celle-ci.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de l'Industrie									
1	Dépenses de fonctionnement	–	618 058 710	–	–	618 058 710				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	11 299 331	–	11 299 331				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	100 000	100 000				
	crédit 10	–	–	–	10 655 054	10 655 054				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	10 788	10 788				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 407 417	3 407 417				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	36 586 947	36 586 947				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(156 140)	(156 140)				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(2 933 395)	(2 933 395)				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	(1 842 835)	(1 842 835)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(59 865)	(59 865)				
	Total – Crédit 1	–	618 058 710	11 299 331	45 667 971	675 026 012	654 154 862	20 871 150	–	675 861 474
5	Dépenses en capital	–	76 406 772	–	–	76 406 772				
	Virement du :									
	crédit 1 (Bibliothèque et Archives du Canada)	–	–	–	9 030	9 030				
	crédit 5 (Agence spatiale canadienne)	–	–	–	92 089	92 089				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	269 506	269 506				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	4 160 141	4 160 141				
	Total – Crédit 5	–	76 406 772	–	4 530 766	80 937 538	18 367 336	62 570 202	–	16 624 311
10	Subventions et contributions	–	5 243 950 500	–	–	5 243 950 500				
10b	Subventions et contributions	–	–	240 393 635	–	240 393 635				
	Virement au crédit 1	–	–	–	(10 655 054)	(10 655 054)				
	Total – Crédit 10	–	5 243 950 500	240 393 635	(10 655 054)	5 473 689 081	4 011 375 226	1 462 313 855	–	3 430 557 484
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	75 068 855	760 712	8 081 105	83 910 672	83 910 672	–	–	83 710 078
(S)	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	200	98 800	98 800	–	–	94 800
(S)	Ministre de la Petite Entreprise – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(4 581)	94 019	94 019	–	–	–
(S)	Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	(298)	1 702	1 702	–	–	–

(S)	Ministre d'État (ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	(91)	1 909	1 909	–	–	2 000
(S)	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C. (1998), ch. 36)	–	100 657 039	–	(33 598 368)	67 058 671	67 058 671	–	–	88 972 630
(S)	Institut canadien de recherches avancées pour la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2017*)	–	5 337 890	411 993	–	5 749 883	5 749 883	–	–	15 981 567
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (*Loi de crédits nº 3 pour 1993-1994*)	33 043 254	15 324 489	–	(15 324 489)	33 043 254	232 346	–	32 810 908	35 868 855
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	97 384	–	–	198 945	296 329	92 116	5 268	198 945	39 057
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	2 322 346	2 322 346	2 322 346	–	–	532 287
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 967
	Total budgétaire	33 140 638	6 135 005 455	252 865 671	1 218 452	6 422 230 216	4 843 459 888	1 545 760 475	33 009 853	4 348 246 510
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	–	300 000	–	–	300 000	–	300 000	–	–
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	–	500 000	–	–	500 000	–	500 000	–	–
L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. *Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits*. Limite 1 950 000 $ (Net)	1 950 000	–	–	–	1 950 000	–	–	1 950 000	–
(S)	(L) Paiements au titre des placements dans des sociétés d'État entreprises	–	–	–	(1 400 000 000)	(1 400 000 000)	(1 400 000 000)	–	–	350 000 000
	Total non budgétaire	1 950 000	800 000	–	(1 400 000 000)	(1 397 250 000)	(1 400 000 000)	800 000	1 950 000	350 000 000
	Total du ministère – Budgétaire	**33 140 638**	**6 135 005 455**	**252 865 671**	**1 218 452**	**6 422 230 216**	**4 843 459 888**	**1 545 760 475**	**33 009 853**	**4 348 246 510**
	Total du ministère – Non budgétaire	**1 950 000**	**800 000**	**–**	**(1 400 000 000)**	**(1 397 250 000)**	**(1 400 000 000)**	**800 000**	**1 950 000**	**350 000 000**
	Agence de promotion économique du Canada atlantique [2]									
1	Reclassé d'Agence de promotion économique du Canada atlantique (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	77 569 323	77 569 323	76 791 304	778 019	–	72 151 912
5	Reclassé d'Agence de promotion économique du Canada atlantique (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	318 241 329	318 241 329	314 333 155	3 908 174	–	396 798 949
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	9 303 981	9 303 981	9 303 981	–	–	9 479 058
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	73 707	73 707	39 859	–	33 848	–
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	667
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**405 188 340**	**405 188 340**	**400 468 299**	**4 686 193**	**33 848**	**478 430 586**
	Agence canadienne de développement économique du Nord [3]									
1	Reclassé de Développement économique des Prairies et du Nord canadien (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	23 740 696	23 740 696	23 609 050	131 646	–	23 088 321
5	Reclassé de Développement économique des Prairies et du Nord canadien (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	55 421 869	55 421 869	55 182 410	239 459	–	62 129 763
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	2 184 910	2 184 910	2 184 910	–	–	2 140 214
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	70	70	–	6	64	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**81 347 545**	**81 347 545**	**80 976 370**	**371 111**	**64**	**87 358 298**

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence spatiale canadienne									
1	Dépenses de fonctionnement	–	242 285 439	–	–	242 285 439				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	14 233 340	–	14 233 340				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	42 614	42 614				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	60 000	60 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 753 148	3 753 148				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	6 085 073	6 085 073				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 581 801	1 581 801				
	Total – Crédit 1	–	242 285 439	14 233 340	11 522 636	268 041 415	261 723 886	6 317 529	–	248 937 808
5	Dépenses en capital	–	80 059 782	–	–	80 059 782				
5b	Dépenses en capital	–	–	244 474 720	–	244 474 720				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	53 808 684	53 808 684				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(92 089)	(92 089)				
	Total – Crédit 5	–	80 059 782	244 474 720	53 716 595	378 251 097	277 395 214	100 855 883	–	114 420 694
10	Subventions et contributions	–	79 468 000	–	–	79 468 000	79 428 212	39 788	–	72 895 684
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 154 248	2 998 659	985 090	16 137 997	16 137 997	–	–	14 452 343
(S)	Dépense des recettes perçues en vertu du paragraphe 5(3)h) de la *Loi sur l'Agence spatiale canadienne*	1	–	–	–	1	1	–	–	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26 227	–	–	53 933	80 160	41 231	–	38 929	40 680
	Total de l'organisme – Budgétaire	**26 228**	**413 967 469**	**261 706 719**	**66 278 254**	**741 978 670**	**634 726 541**	**107 213 200**	**38 929**	**450 747 209**
	Commission canadienne du tourisme									
1	Paiements à la Commission	–	115 967 712	–	–	115 967 712	115 967 712	–	–	122 661 538
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**115 967 712**	**–**	**–**	**115 967 712**	**115 967 712**	**–**	**–**	**122 661 538**
	Commission du droit d'auteur									
1	Dépenses du programme	–	4 045 082	–	–	4 045 082				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	416 609	416 609				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	195 929	195 929				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	10 000	10 000				
	Total – Crédit 1	–	4 045 082	–	622 538	4 667 620	4 557 132	110 488	–	3 652 895
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	411 153	–	105 021	516 174	516 174	–	–	421 954
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**4 456 235**	**–**	**727 559**	**5 183 794**	**5 073 306**	**110 488**	**–**	**4 074 849**

	Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [4]									
1	Reclassé de Développement économique des Prairies et du Nord canadien (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	47 866 086	47 866 086	45 470 717	2 395 369	–	44 705 080
5	Reclassé de Développement économique des Prairies et du Nord canadien (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	312 630 900	312 630 900	312 052 429	578 471	–	327 445 920
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	5 164 131	5 164 131	5 164 131	–	–	5 456 534
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	–	–	–	6 871	6 871	6 871	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**365 667 988**	**365 667 988**	**362 694 148**	**2 973 840**	**–**	**377 607 534**
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec [5]									
1	Reclassé d'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	50 334 525	50 334 525	49 134 291	1 200 234	–	49 809 929
5	Reclassé d'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	284 428 043	284 428 043	282 428 043	2 000 000	–	507 176 101
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	6 053 742	6 053 742	6 053 742	–	–	6 196 772
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	14 364	14 364	14 364	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**340 830 674**	**340 830 674**	**337 630 440**	**3 200 234**	**–**	**563 182 802**
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario [6]									
1	Reclassé de Services aux Autochtones (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	16 452 454	16 452 454	14 525 013	1 927 441	–	13 830 633
5	Reclassé de Services aux Autochtones (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	47 927 226	47 927 226	47 927 226	–	–	56 474 878
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	1 610 892	1 610 892	1 610 892	–	–	1 470 868
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**65 990 572**	**65 990 572**	**64 063 131**	**1 927 441**	**–**	**71 776 379**
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario									
1	Dépenses de fonctionnement	–	34 929 462	–	–	34 929 462				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 235 497	–	1 235 497				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	3 500	3 500				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	822 541	822 541				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	2 000 000	2 000 000				
	Total – Crédit 1	–	34 929 462	1 235 497	2 826 041	38 991 000	38 017 713	973 287	–	41 283 994
5	Subventions et contributions	–	190 020 359	–	–	190 020 359				
5a	Subventions et contributions	–	–	26 047 710	–	26 047 710				
	Total – Crédit 5	–	190 020 359	26 047 710	–	216 068 069	216 068 069	–	–	415 654 178
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 729 711	265 923	489 732	4 485 366	4 485 366	–	–	5 092 308
(S)	Ministre d'État (Ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	2 000	–	(86)	1 914	1 914	–	–	2 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 528	–	–	846	23 374	22 723	–	651	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**22 528**	**228 681 532**	**27 549 130**	**3 316 533**	**259 569 723**	**258 595 785**	**973 287**	**651**	**462 032 480**

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Conseil national de recherches du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	582 386 328	–	–	582 386 328				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 482 094	–	1 482 094				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	120 000	120 000				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	375 000	375 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	7 109 429	7 109 429				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	20 365 963	20 365 963				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	43 128 198	43 128 198				
	Total – Crédit 1	–	582 386 328	1 482 094	71 098 590	654 967 012	653 027 299	1 939 713	–	594 102 955
5	Dépenses en capital	–	152 061 000	–	–	152 061 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	473 000	473 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	18 708 801	18 708 801				
	Virement au crédit 10	–	–	–	(1 510 130)	(1 510 130)				
	Total – Crédit 5	–	152 061 000	–	17 671 671	169 732 671	159 927 785	9 804 886	–	100 637 978
10	Subventions et contributions	–	610 696 760	–	–	610 696 760				
10b	Subventions et contributions	–	–	18 222 214	–	18 222 214				
	Virement du :									
	crédit 5	–	–	–	1 510 130	1 510 130				
	crédit 10 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	365 500	365 500				
	CT, crédit 5[1]	–	–	–	11 101 873	11 101 873				
	Virement au crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	Total – Crédit 10	–	610 696 760	18 222 214	12 477 503	641 396 477	639 726 205	1 670 272	–	625 012 672
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	67 998 886	257 538	12 290 941	80 547 365	80 547 365	–	–	71 372 946
(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* (L.R.C. (1985), ch. N-15)									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	202 664 256	–	–	–	202 664 256				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	182 000 000	–	2 753 680	184 753 680				
	Total – Dépense des recettes	202 664 256	182 000 000	–	2 753 680	387 417 936	174 587 399	–	212 830 537	134 572 680
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	197 219	–	–	251 808	449 027	197 219	–	251 808	281 423
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	–	–	–	799	799	799	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**202 861 475**	**1 595 142 974**	**19 961 846**	**116 544 992**	**1 934 511 287**	**1 708 014 071**	**13 414 871**	**213 082 345**	**1 525 980 654**

	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
1	Dépenses de fonctionnement	–	58 597 413	–	–	58 597 413				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	10 618 688	–	10 618 688				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	100 000	100 000				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	10 000	10 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 015 000	1 015 000				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 501 921	2 501 921				
	Total – Crédit 1	–	58 597 413	10 618 688	3 626 921	72 843 022	64 239 717	8 603 305	–	65 108 948
5	Subventions	–	1 318 171 508	–	–	1 318 171 508				
5a	Subventions	–	–	9 100 000	–	9 100 000				
5b	Subventions	–	–	65 421 829	–	65 421 829				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 937 660	2 937 660				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	2 000 000	2 000 000				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	382 238	382 238				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	1 053 634	1 053 634				
	crédit 10 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	290 000	290 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(175 000)	(175 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(399 762)	(399 762)				
	Total – Crédit 5	–	1 318 171 508	74 521 829	6 088 770	1 398 782 107	1 396 360 221	2 421 886	–	1 309 709 501
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 861 862	1 483 917	(367 468)	7 978 311	7 978 311	–	–	8 280 189
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	215	–	–	544	759	–	215	544	–
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie*									
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	203 223	–	1 449 508	1 652 731	–	–	1 652 731	160 742
	Total de l'organisme – Budgétaire	**215**	**1 383 834 006**	**86 624 434**	**10 798 275**	**1 481 256 930**	**1 468 578 249**	**11 025 406**	**1 653 275**	**1 383 259 380**
	Agence de développement économique du Pacifique Canada [7]									
1	Reclassé de Conseil privé (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	34 348 701	34 348 701	33 347 559	1 001 142	–	33 741 078
5	Reclassé de Conseil privé (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	105 093 598	105 093 598	100 220 272	4 873 326	–	154 064 698
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	2 971 858	2 971 858	2 971 858	–	–	2 904 204
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	–	–	–	8 943	8 943	8 943	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**142 423 100**	**142 423 100**	**136 548 632**	**5 874 468**	**–**	**190 709 980**
	Conseil de recherches en sciences humaines									
1	Dépenses de fonctionnement	–	44 248 882	–	–	44 248 882				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	2 984 878	–	2 984 878				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	10 000	10 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	7 265 827	7 265 827				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 032 228	2 032 228				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	845 000	845 000				
	Total – Crédit 1	–	44 248 882	2 984 878	10 153 055	57 386 815	55 538 118	1 848 697	–	44 712 196

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
5	Subventions	–	1 148 878 654	–	–	1 148 878 654				
5a	Subventions	–	–	1	–	1				
5b	Subventions	–	–	88 661 534	–	88 661 534				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	290 057	290 057				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	90 000	90 000				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	483 724	483 724				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	399 762	399 762				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	(1 005 198)	(1 005 198)				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	(404 990)	(404 990)				
	crédit 5 (Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(1 053 634)	(1 053 634)				
	Total – Crédit 5	–	1 148 878 654	88 661 535	(1 200 279)	1 236 339 910	1 234 605 283	1 734 627	–	1 109 988 820
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 696 397	318 919	2 109 241	7 124 557	7 124 557	–	–	5 517 986
(S)	Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*									
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	107 962	–	706 541	814 503	–	–	814 503	116 399
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 197 931 895**	**91 965 332**	**11 768 558**	**1 301 665 785**	**1 297 267 958**	**3 583 324**	**814 503**	**1 160 335 401**
	Conseil canadien des normes									
1	Paiements au Conseil	–	21 397 106	–	–	21 397 106				
1b	Paiements au Conseil	–	–	3 600 000	–	3 600 000				
	Virement du CT, crédit 30[1]	–	–	–	594 013	594 013				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**21 397 106**	**3 600 000**	**594 013**	**25 591 119**	**25 591 119**	**–**	**–**	**20 420 236**
	Statistique Canada									
1	Dépenses du programme	–	648 221 726	–	–	648 221 726				
1b	Dépenses du programme	–	–	2 539 915	–	2 539 915				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	878 379	878 379				
	crédit 1 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	1 842 835	1 842 835				
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	2 061 621	2 061 621				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 727 546	3 727 546				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	24 672 446	24 672 446				

	Virement au :									
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	(4 666 551)	(4 666 551)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(149 663)	(149 663)				
	Total – Crédit 1	–	648 221 726	2 539 915	28 369 113	679 130 754	638 023 508	41 107 246	–	640 745 207
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	88 418 607	252 932	7 564 263	96 235 802	96 235 802	–	–	99 930 960
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	13 344	13 344	13 344	–	–	32 837
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**736 640 333**	**2 792 847**	**35 946 720**	**775 379 900**	**734 272 654**	**41 107 246**	**–**	**740 709 004**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**236 051 084**	**11 833 024 717**	**747 065 979**	**1 648 641 575**	**14 464 783 355**	**12 473 928 303**	**1 742 221 584**	**248 633 468**	**11 987 532 840**[8]
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**1 950 000**	**800 000**	**–**	**(1 400 000 000)**	**(1 397 250 000)**	**(1 400 000 000)**	**800 000**	**1 950 000**	**350 000 000**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] En vertu de l'alinéa 3 de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, le Ministère était sous la responsabilité de la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et des dépenses non législatives d'environ 309 643 314 $ ont été approuvées par la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

[3] En vertu de l'alinéa 2(1) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et des dépenses non législatives d'environ 52 527 620 $ ont été approuvées par le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord.

[4] En vertu de l'alinéa 4(1) de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, le Ministère était sous la responsabilité du ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et des dépenses non législatives d'environ 246 243 879 $ ont été approuvées par le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord.

[5] En vertu de l'alinéa 4(1) de la *Loi sur l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec*, la ministre de l'Industrie a été nommée à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et des dépenses non législatives d'environ 280 978 658 $ ont été approuvées par la ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.

[6] Les décrets C.P. 2025-0407 et 2025-0408 ont nommé la ministre de l'Industrie à titre de ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité de la ministre des Services aux Autochtones et des dépenses non législatives d'environ 48 484 761 $ ont été approuvées par la ministre des Services aux Autochtones.

[7] Les décrets C.P. 2025-0411 et 2025-0412 ont nommé la ministre de l'Industrie à titre de ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du président du Conseil privé du Roi pour le Canada et des dépenses non législatives d'environ 81 336 239 $ ont été approuvées par le président du Conseil privé du Roi pour le Canada.

[8] Veuillez consulter les notes de bas de page 2 à 7 pour de plus amples renseignements.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de l'Industrie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	796 823 273	774 428 697	22 394 576	–
Initiatives publicitaires	1 500 000	1 500 000	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	4 360 033	–	4 360 033	–
Autre	2 455 440	–	2 455 440	–
Revenus affectés aux dépenses	(130 112 734)	(121 773 835)	(8 338 899)	–
	675 026 012	*654 154 862*	*20 871 150*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	24 082 470	18 367 336	5 715 134	–
Affectations bloquées				
Report	56 421 700	–	56 421 700	–
Transfert/réaffectation	433 368	–	433 368	–
	80 937 538	*18 367 336*	*62 570 202*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	4 720 823 087	3 968 763 750	752 059 337	–
Solutions innovatrices Canada	2 500 000	1 986 126	513 874	–
Fabrication de batteries au Canada	236 846 691	40 625 350	196 221 341	–
Affectations bloquées				
Report	443 749 932	–	443 749 932	–
Transfert/réaffectation	69 092 331	–	69 092 331	–
Autre	677 040	–	677 040	–
	5 473 689 081	*4 011 375 226*	*1 462 313 855*	–
Montants législatifs	192 577 585	159 562 464	5 268	33 009 853
	6 422 230 216	4 843 459 888	1 545 760 475	33 009 853
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	77 017 540	76 791 304	226 236	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	551 783	–	551 783	–
	77 569 323	*76 791 304*	*778 019*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	314 769 910	314 333 155	436 755	–
Affectations bloquées				
Report	3 471 419	–	3 471 419	–
	318 241 329	*314 333 155*	*3 908 174*	–
Montants législatifs	9 377 688	9 343 840	–	33 848
	405 188 340	400 468 299	4 686 193	33 848

Agence canadienne de développement économique du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	23 733 196	23 609 050	124 146	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	7 500	–	7 500	–
	23 740 696	*23 609 050*	*131 646*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*55 421 869*	*55 182 410*	*239 459*	–
Montants législatifs	2 184 980	2 184 910	6	64
	81 347 545	80 976 370	371 111	64
Agence spatiale canadienne				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	264 369 179	261 016 684	3 352 495	–
Solutions innovatrices Canada	707 484	707 202	282	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	2 372 236	–	2 372 236	–
Réduction	592 516	–	592 516	–
	268 041 415	*261 723 886*	*6 317 529*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	348 293 665	277 395 214	70 898 451	–
Affectations bloquées				
Report	29 957 432	–	29 957 432	–
	378 251 097	*277 395 214*	*100 855 883*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*79 468 000*	*79 428 212*	*39 788*	–
Montants législatifs	16 218 158	16 179 229	–	38 929
	741 978 670	634 726 541	107 213 200	38 929
Commission canadienne du tourisme				
Crédit 1 – Paiements à la Commission				
Paiements à la Société d'État	115 967 712	115 967 712	–	–
Commission du droit d'auteur				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 610 480	4 557 132	53 348	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	57 140	–	57 140	–
	4 667 620	*4 557 132*	*110 488*	–
Montants législatifs	516 174	516 174	–	–
	5 183 794	5 073 306	110 488	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	50 665 742	47 326 693	3 339 049	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 000 344	–	1 000 344	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 800 000)	(1 855 976)	(1 944 024)	–
	47 866 086	*45 470 717*	*2 395 369*	–

Détail budgétaire par affectation – *suite*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*312 630 900*	*312 052 429*	*578 471*	–
Montants législatifs	5 171 002	5 171 002	–	–
	365 667 988	362 694 148	2 973 840	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	50 219 889	49 134 291	1 085 598	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	114 636	–	114 636	–
	50 334 525	*49 134 291*	*1 200 234*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	282 428 043	282 428 043	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	2 000 000	–	2 000 000	–
	284 428 043	*282 428 043*	*2 000 000*	–
Montants législatifs	6 068 106	6 068 106	–	–
	340 830 674	337 630 440	3 200 234	–
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	16 452 454	14 525 013	1 927 441	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	47 927 226	47 927 226	–	–
Montants législatifs	1 610 892	1 610 892	–	–
	65 990 572	64 063 131	1 927 441	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	38 364 253	38 017 713	346 540	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	626 747	–	626 747	–
	38 991 000	*38 017 713*	*973 287*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*216 068 069*	*216 068 069*	–	–
Montants législatifs	4 510 654	4 510 003	–	651
	259 569 723	258 595 785	973 287	651
Conseil national de recherches du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	652 117 460	650 955 814	1 161 646	–
Solutions innovatrices Canada	2 750 000	2 071 485	678 515	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	99 552	–	99 552	–
	654 967 012	*653 027 299*	*1 939 713*	–

Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	168 124 978	159 927 785	8 197 193	–
Affectations bloquées				
Report	1 607 693	–	1 607 693	–
	169 732 671	*159 927 785*	*9 804 886*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	639 941 720	638 271 450	1 670 270	–
Solutions innovatrices Canada	1 454 757	1 454 755	2	–
	641 396 477	*639 726 205*	*1 670 272*	–
Montants législatifs	468 415 127	255 332 782	–	213 082 345
	1 934 511 287	1 708 014 071	13 414 871	213 082 345
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	65 682 822	63 699 558	1 983 264	–
Budget en capital	540 159	540 159	–	–
Affectations bloquées				
Report	6 500 688	–	6 500 688	–
Transfert/réaffectation	119 353	–	119 353	–
	72 843 022	*64 239 717*	*8 603 305*	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions et contributions	1 398 069 581	1 396 360 221	1 709 360	–
Affectations bloquées				
Report	712 526	–	712 526	–
	1 398 782 107	*1 396 360 221*	*2 421 886*	–
Montants législatifs	9 631 801	7 978 311	215	1 653 275
	1 481 256 930	1 468 578 249	11 025 406	1 653 275
Agence de développement économique du Pacifique Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	33 995 587	33 347 559	648 028	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	353 114	–	353 114	–
	34 348 701	*33 347 559*	*1 001 142*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	*105 093 598*	*100 220 272*	*4 873 326*	–
Montants législatifs	2 980 801	2 980 801	–	–
	142 423 100	136 548 632	5 874 468	–
Conseil de recherches en sciences humaines				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	56 548 655	55 538 118	1 010 537	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	838 160	–	838 160	–
	57 386 815	*55 538 118*	*1 848 697*	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions et contributions	*1 236 339 910*	*1 234 605 283*	*1 734 627*	–
Montants législatifs	7 939 060	7 124 557	–	814 503
	1 301 665 785	1 297 267 958	3 583 324	814 503

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Conseil canadien des normes				
Crédit 1 – Paiements versés au Conseil				
Paiements à la Société d'État	25 591 119	25 591 119	–	–
Statistique Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	788 741 146	766 430 983	22 310 163	–
Affectations bloquées				
Report	18 439 609	–	18 439 609	–
Transfert/réaffectation	357 474	–	357 474	–
Revenus affectés aux dépenses	(128 407 475)	(128 407 475)	–	–
	679 130 754	*638 023 508*	*41 107 246*	–
Montants législatifs	96 249 146	96 249 146	–	–
	775 379 900	734 272 654	41 107 246	–
Total du portefeuille ministériel	**14 464 783 355**	**12 473 928 303**	**1 742 221 584**	**248 633 468**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de l'Industrie												
Entreprises, investissement et croissance	853 717 243	793 512 651	77 151 784	15 397 634	3 820 646 747	2 620 220 670	342 835 827	329 186 398	4 408 679 947	3 099 944 557	(1 397 250 000)	(1 400 000 000)
Sciences, technologie, recherche et commercialisation	19 928 137	19 088 294	–	–	1 060 450 674	1 010 819 638	–	–	1 080 378 811	1 029 907 932	–	–
Personnes, compétences et collectivités	30 472 990	26 874 244	–	–	665 641 219	453 384 477	–	–	696 114 209	480 258 721	–	–
Services internes	264 826 495	257 995 543	3 785 754	2 969 702	–	–	31 555 000	27 616 567	237 057 249	233 348 678	–	–
Total partiel	1 168 944 865	1 097 470 732	80 937 538	18 367 336	5 546 738 640	4 084 424 785	374 390 827	356 802 965	6 422 230 216	4 843 459 888	(1 397 250 000)	(1 400 000 000)
Revenus affectés aux dépenses	(374 390 827)	(356 802 965)	–	–	–	–	(374 390 827)	(356 802 965)	–	–	–	–
Total du ministère	**794 554 038**	**740 667 767**	**80 937 538**	**18 367 336**	**5 546 738 640**	**4 084 424 785**	**–**	**–**	**6 422 230 216**	**4 843 459 888**	**(1 397 250 000)**	**(1 400 000 000)**
Agence de promotion économique du Canada atlantique												
Développement économique au Canada atlantique	55 719 345	54 513 791	–	–	318 241 329	314 333 155	–	–	373 960 674	368 846 946	–	–
Services internes	31 227 666	31 621 353	–	–	–	–	–	–	31 227 666	31 621 353	–	–
Total de l'organisme	**86 947 011**	**86 135 144**	**–**	**–**	**318 241 329**	**314 333 155**	**–**	**–**	**405 188 340**	**400 468 299**	**–**	**–**
Agence canadienne de développement économique du Nord												
Développement économique dans les territoires	16 335 266	17 062 284	–	–	55 421 869	55 182 410	–	–	71 757 135	72 244 694	–	–
Services internes	9 590 410	8 731 676	–	–	–	–	–	–	9 590 410	8 731 676	–	–
Total de l'organisme	**25 925 676**	**25 793 960**	**–**	**–**	**55 421 869**	**55 182 410**	**–**	**–**	**81 347 545**	**80 976 370**	**–**	**–**
Agence spatiale canadienne												
La présence du Canada dans l'espace	216 379 773	199 443 226	374 696 186	270 323 795	79 468 000	79 428 212	–	–	670 543 959	549 195 233	–	–
Services internes	67 879 800	78 459 889	3 554 911	7 071 419	–	–	–	–	71 434 711	85 531 308	–	–
Total de l'organisme	**284 259 573**	**277 903 115**	**378 251 097**	**277 395 214**	**79 468 000**	**79 428 212**	**–**	**–**	**741 978 670**	**634 726 541**	**–**	**–**
Commission canadienne du tourisme	**115 967 712**	**115 967 712**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**115 967 712**	**115 967 712**	**–**	**–**
Commission du droit d'auteur												
Tarifs et licences liés au droit d'auteur	4 147 035	4 062 309	–	–	–	–	–	–	4 147 035	4 062 309	–	–
Services internes	1 036 759	1 010 997	–	–	–	–	–	–	1 036 759	1 010 997	–	–
Total de l'organisme	**5 183 794**	**5 073 306**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5 183 794**	**5 073 306**	**–**	**–**

Responsabilités essentielles – *fin*

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien												
Développement économique dans les Prairies	38 639 328	36 723 117	–	–	312 630 900	312 052 429	–	–	351 270 228	348 775 546	–	–
Services internes	18 197 760	15 774 578	–	–	–	–	3 800 000	1 855 976	14 397 760	13 918 602	–	–
Total partiel	56 837 088	52 497 695	–	–	312 630 900	312 052 429	3 800 000	1 855 976	365 667 988	362 694 148	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 800 000)	(1 855 976)	–	–	–	–	(3 800 000)	(1 855 976)	–	–	–	–
Total du ministère	**53 037 088**	**50 641 719**	**–**	**–**	**312 630 900**	**312 052 429**	**–**	**–**	**365 667 988**	**362 694 148**	**–**	**–**
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec												
Développer l'économie du Québec	30 985 910	30 456 298	–	–	284 428 043	282 428 043	–	–	315 413 953	312 884 341	–	–
Services internes	25 416 721	24 746 099	–	–	–	–	–	–	25 416 721	24 746 099	–	–
Total de l'organisme	**56 402 631**	**55 202 397**	**–**	**–**	**284 428 043**	**282 428 043**	**–**	**–**	**340 830 674**	**337 630 440**	**–**	**–**
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario												
Développement économique du Nord de l'Ontario	12 815 325	8 888 548	–	–	47 927 226	47 927 226	–	–	60 742 551	56 815 774	–	–
Services internes	5 248 021	7 247 357	–	–	–	–	–	–	5 248 021	7 247 357	–	–
Total de l'organisme	**18 063 346**	**16 135 905**	**–**	**–**	**47 927 226**	**47 927 226**	**–**	**–**	**65 990 572**	**64 063 131**	**–**	**–**
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario												
Développement économique dans le Sud de l'Ontario	26 397 981	25 806 970	–	–	216 068 069	216 068 069	–	–	242 466 050	241 875 039	–	–
Services internes	17 103 673	16 720 746	–	–	–	–	–	–	17 103 673	16 720 746	–	–
Total de l'organisme	**43 501 654**	**42 527 716**	**–**	**–**	**216 068 069**	**216 068 069**	**–**	**–**	**259 569 723**	**258 595 785**	**–**	**–**
Conseil national de recherches du Canada												
Science et innovation	925 982 066	711 521 573	159 732 671	150 350 353	641 396 477	639 726 205	–	–	1 727 111 214	1 501 598 131	–	–
Services internes	197 400 073	196 838 508	10 000 000	9 577 432	–	–	–	–	207 400 073	206 415 940	–	–
Total de l'organisme	**1 123 382 139**	**908 360 081**	**169 732 671**	**159 927 785**	**641 396 477**	**639 726 205**	**–**	**–**	**1 934 511 287**	**1 708 014 071**	**–**	**–**

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie	49 854 049	47 499 074	5 574 780	–	1 398 782 107	1 396 360 221	–	–	1 454 210 936	1 443 859 295	–	–
Services internes	27 045 994	24 718 954	–	–	–	–	–	–	27 045 994	24 718 954	–	–
Total de l'organisme	**76 900 043**	**72 218 028**	**5 574 780**	**–**	**1 398 782 107**	**1 396 360 221**	**–**	**–**	**1 481 256 930**	**1 468 578 249**	**–**	**–**
Agence de développement économique du Pacifique Canada												
Développement économique en Colombie-Britannique	26 708 460	25 770 537	–	–	105 093 598	100 220 272	–	–	131 802 058	125 990 809	–	–
Services internes	10 621 042	10 557 823	–	–	–	–	–	–	10 621 042	10 557 823	–	–
Total de l'organisme	**37 329 502**	**36 328 360**	**–**	**–**	**105 093 598**	**100 220 272**	**–**	**–**	**142 423 100**	**136 548 632**	**–**	**–**
Conseil de recherches en sciences humaines												
Financement de la recherche et formation en sciences humaines	39 919 799	37 918 795	–	–	769 857 018	768 153 357	–	–	809 776 817	806 072 152	–	–
Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche	1 142 662	926 629	–	–	466 482 892	466 451 926	–	–	467 625 554	467 378 555	–	–
Services internes	24 263 414	23 817 251	–	–	–	–	–	–	24 263 414	23 817 251	–	–
Total de l'organisme	**65 325 875**	**62 662 675**	**–**	**–**	**1 236 339 910**	**1 234 605 283**	**–**	**–**	**1 301 665 785**	**1 297 267 958**	**–**	**–**
Conseil canadien des normes	**25 591 119**	**25 591 119**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**25 591 119**	**25 591 119**	**–**	**–**
Statistique Canada												
Renseignements statistiques	804 605 580	763 566 349	–	–	–	–	128 407 475	128 407 475	676 198 105	635 158 874	–	–
Services internes	99 181 795	99 113 780	–	–	–	–	–	–	99 181 795	99 113 780	–	–
Total partiel	903 787 375	862 680 129	–	–	–	–	128 407 475	128 407 475	775 379 900	734 272 654	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(128 407 475)	(128 407 475)	–	–	–	–	(128 407 475)	(128 407 475)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**775 379 900**	**734 272 654**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**775 379 900**	**734 272 654**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**3 587 751 101**	**3 255 481 658**	**634 496 086**	**455 690 335**	**10 242 536 168**	**8 762 756 310**	**–**	**–**	**14 464 783 355**	**12 473 928 303**	**(1 397 250 000)**	**(1 400 000 000)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie									
Subventions									
Subventions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	–	227 025 131	–	(33 955 054)	193 070 077	134 892 735	58 177 342	–	250 200 182
Subvention à l'Union internationale des télécommunications Genève (Suisse)	–	5 508 000	–	–	5 508 000	5 508 000	–	–	5 164 466
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	1 200 000	–	1 300 000	2 500 000	1 986 126	513 874	–	2 300 000
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	–	535 000	–	–	535 000	375 000	160 000	–	535 000
Subvention dans le cadre du Programme de cliniques juridiques en matière de propriété intellectuelle	–	400 000	–	–	400 000	399 910	90	–	350 000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	–	300 000	–	54 000	354 000	352 800	1 200	–	486 000
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	–	150 000	–	–	150 000	111 000	39 000	–	111 000
Subventions au programme de propriété intellectuelle autochtone	–	150 000	–	–	150 000	150 000	–	–	144 607
Total – Subventions	**–**	**235 268 131**	**–**	**(32 601 054)**	**202 667 077**	**143 775 571**	**58 891 506**	**–**	**259 291 255**
Contributions									
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	–	2 380 139 038	58 690 000	–	2 438 829 038	1 703 467 211	735 361 827	–	1 404 605 079
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation	–	574 097 692	–	–	574 097 692	549 054 615	25 043 077	–	375 805 058
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle	–	432 896 121	–	2 000 000	434 896 121	257 120 579	177 775 542	–	288 572 613
Contributions aux fabricants de batteries de véhicules électriques	–	236 846 691	–	–	236 846 691	40 625 350	196 221 341	–	–
Contribution sous la Stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique	–	202 987 255	–	(18 571 814)	184 415 441	168 737 584	15 677 857	–	43 563 847
Contributions au titre des grappes d'innovation mondiales	–	202 305 634	20 000 000	(554 000)	221 751 634	208 945 285	12 806 349	–	222 657 064
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	–	191 380 819	–	–	191 380 819	84 610 362	106 770 457	–	139 173 431
Contributions à Mitacs Inc.	–	172 000 000	–	–	172 000 000	135 000 000	37 000 000	–	126 000 000
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 1	–	103 905 861	–	(23 756 180)	80 149 681	65 707 184	14 442 497	–	40 663 014
Contributions à l'initiative de perfectionnement pour l'industrie	–	95 343 484	–	–	95 343 484	86 159 523	9 183 961	–	37 867 884
Contributions en vertu du programme de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat	–	40 450 720	1 650 693	(1 300 000)	40 801 413	39 450 748	1 350 665	–	50 335 679
Contributions en vertu du programme Brancher pour innover	–	38 264 266	–	(2 000 000)	36 264 266	33 994 350	2 269 916	–	44 679 944
Contributions à CANARIE Inc.	–	38 000 000	–	–	38 000 000	37 000 000	1 000 000	–	40 600 000
Contributions à Génome Canada	–	33 800 000	–	–	33 800 000	26 600 000	7 200 000	–	59 400 000
Contributions en vertu du programme ÉleverlaPI	–	31 027 069	–	–	31 027 069	24 036 641	6 990 428	–	27 799 379
Contributions à adMare BioInnovations	–	27 000 000	–	–	27 000 000	27 000 000	–	–	27 000 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	–	22 701 679	–	–	22 701 679	22 701 679	–	–	12 453 558

Contributions en vertu du Programme de développement de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat	–	21 447 000	2 400 000	1 500 000	25 347 000	24 277 518	1 069 482	–	15 366 077
Contribution pour le Réseau d'innovation pour la cybersécurité	–	20 458 117	–	–	20 458 117	6 193 290	14 264 827	–	2 802 953
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	–	15 594 112	–	43 695 000	59 289 112	51 053 175	8 235 937	–	7 984 741
Contributions au Réseau de cellules souches	–	15 000 000	–	–	15 000 000	15 000 000	–	–	15 000 000
Contributions aux instituts nationaux d'intelligence artificielle	–	15 000 000	–	–	15 000 000	15 000 000	–	–	15 869 931
Contributions en vertu de la capacité satellitaire en orbite basse (LEO) Télésat	–	15 000 000	–	–	15 000 000	–	15 000 000	–	–
Contributions en vertu du Fonds pour le tourisme autochtone	–	12 500 000	–	61 180	12 561 180	12 561 180	–	–	7 400 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées	–	11 200 000	–	–	11 200 000	11 200 000	–	–	11 000 000
Contributions au Réseau de santé coordonné, accessible, national	–	10 000 000	–	2 000 000	12 000 000	10 000 000	2 000 000	–	7 800 000
Contributions dans le cadre des capacités informatiques dédiées à l'intelligence artificielle	–	7 454 180	–	14 550 148	22 004 328	22 004 327	1	–	2 309 193
Contributions dans le cadre du programme d'échange en matière de littératie numérique	–	7 049 784	–	–	7 049 784	6 726 573	323 211	–	6 809 660
Contributions au titre du Programme d'économie diversifiée et inclusive	–	6 870 790	–	(2 600 000)	4 270 790	4 245 361	25 429	–	12 558 128
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	–	5 380 000	–	2 700 000	8 080 000	8 080 000	–	–	5 300 000
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur	–	5 313 108	–	–	5 313 108	5 269 300	43 808	–	5 218 448
Contributions en vertu du Programme pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles	–	5 000 000	–	–	5 000 000	3 576 205	1 423 795	–	2 266 424
Contributions dans le cadre du programme des Ordinateurs pour les écoles	–	4 663 157	–	1 173 000	5 836 157	5 836 157	–	–	4 879 113
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles	–	4 437 085	–	–	4 437 085	4 397 773	39 312	–	4 399 085
Contributions en vertu du Programme d'activités stratégiques	–	1 542 700	–	661 666	2 204 366	2 082 960	121 406	–	–
Contributions en vertu du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts	–	951 007	–	–	951 007	951 007	–	–	1 847 384
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable	–	675 000	–	–	675 000	675 000	–	–	675 000
Contributions en vertu du Fonds stratégique des sciences	–	–	96 110 585	–	96 110 585	96 110 585	–	–	–
Contributions pour l'association du Canada à Horizon Europe	–	–	25 400 000	–	25 400 000	24 722 960	677 040	–	–
Contributions dans le cadre du programme CodeCan	–	–	14 142 357	(13 000)	14 129 357	4 101 116	10 028 241	–	36 617 244
Contributions à Futurpreneur Canada	–	–	12 000 000	–	12 000 000	12 000 000	–	–	7 675 000
Contributions au Programme pilote de brevets collectifs	–	–	7 000 000	–	7 000 000	5 924 512	1 075 488	–	–
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour l'Institut canadien pour la sécurité de l'intelligence artificielle	–	–	3 000 000	–	3 000 000	2 999 545	455	–	–
Contributions au laboratoire de données sur les entreprises	–	–	–	2 400 000	2 400 000	2 400 000	–	–	–
(S) Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (L.C. (1998), ch. 36)	–	100 657 039	–	(33 598 368)	67 058 671	67 058 671	–	–	88 972 630
(S) ICRA Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2017*)	–	5 337 890	411 993	–	5 749 883	5 749 883	–	–	15 981 567

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Contributions en vertu du programme Partenariat Technologique Canada	–	–	–	241 005	241 005	241 005	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	56 311 692
Total – Contributions	**–**	**5 114 677 298**	**240 805 628**	**(11 411 363)**	**5 344 071 563**	**3 940 649 214**	**1 403 422 349**	**–**	**3 276 220 820**
Total du ministère	**–**	**5 349 945 429**	**240 805 628**	**(44 012 417)**	**5 546 738 640**	**4 084 424 785**	**1 462 313 855**	**–**	**3 535 512 075**
Agence de promotion économique du Canada atlantique [1]									
Subventions									
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	**–**	–	–	1 550 000	1 550 000	438 126	1 111 874	–	414 011
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	1 000 000	1 000 000	297 672	702 328	–	353 022
Total – Subventions	**–**	**–**	**–**	**2 550 000**	**2 550 000**	**735 798**	**1 814 202**	**–**	**767 033**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	195 934 732	195 934 732	205 562 159	(9 627 427)	–	228 956 787
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	–	–	–	53 085 498	53 085 498	57 990 081	(4 904 583)	–	67 742 556
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	–	–	–	48 429 099	48 429 099	35 225 807	13 203 292	–	80 275 096
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	–	–	12 642 000	12 642 000	12 756 986	(114 986)	–	14 097 000
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	–	–	–	5 000 000	5 000 000	1 560 018	3 439 982	–	4 625 614
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	–	–	–	600 000	600 000	502 306	97 694	–	334 863
Total – Contributions	**–**	**–**	**–**	**315 691 329**	**315 691 329**	**313 597 357**	**2 093 972**	**–**	**396 031 916**
Total de l'organisme	**–**	**–**	**–**	**318 241 329**	**318 241 329**	**314 333 155**	**3 908 174**	**–**	**396 798 949**
Agence canadienne de développement économique du Nord [2]									
Subventions									
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	–	–	–	309 665	309 665	309 665	–	–	591 833
Centre régional de formation à Pond Inlet pour l'Association inuite du Qikiqtani	–	–	–	4 325 500	4 325 500	4 325 500	–	–	2 500 000
Subventions pour des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour les initiatives communautaires dans les collectivités du Nord	–	–	–	360 103	360 103	170 646	189 457	–	–
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	11 502	11 502	11 500	2	–	–
Total – Subventions	**–**	**–**	**–**	**5 006 770**	**5 006 770**	**4 817 311**	**189 459**	**–**	**3 091 833**

Contributions									
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	–	–	–	31 862 395	31 862 395	31 862 395	–	–	36 474 640
Programme de possibilités économiques pour les Autochtones du Nord	–	–	–	13 200 000	13 200 000	13 150 000	50 000	–	2 186 666
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	5 352 704	5 352 704	5 352 704	–	–	9 363 290
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	11 013 334
Total – Contributions	**–**	**–**	**–**	**50 415 099**	**50 415 099**	**50 365 099**	**50 000**	**–**	**59 037 930**
Total de l'organisme	**–**	**–**	**–**	**55 421 869**	**55 421 869**	**55 182 410**	**239 459**	**–**	**62 129 763**
Agence spatiale canadienne									
Subventions									
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	**–**	**14 135 000**	**–**	**(966 510)**	**13 168 490**	**13 168 490**	**–**	**–**	**14 924 589**
Contributions									
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	–	38 969 000	–	1 656 234	40 625 234	40 585 446	39 788	–	32 670 014
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	–	26 364 000	–	(689 724)	25 674 276	25 674 276	–	–	25 301 081
Total – Contributions	**–**	**65 333 000**	**–**	**966 510**	**66 299 510**	**66 259 722**	**39 788**	**–**	**57 971 095**
Total de l'organisme	**–**	**79 468 000**	**–**	**–**	**79 468 000**	**79 428 212**	**39 788**	**–**	**72 895 684**
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [2]									
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	178 551 888	178 551 888	177 975 284	576 604	–	168 836 341
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	–	–	113 486 144	113 486 144	113 484 277	1 867	–	138 016 711
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	–	–	17 667 868	17 667 868	17 667 868	–	–	17 667 868
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	–	–	2 925 000	2 925 000	2 925 000	–	–	2 925 000
Total du ministère	**–**	**–**	**–**	**312 630 900**	**312 630 900**	**312 052 429**	**578 471**	**–**	**327 445 920**
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec [3]									
Subventions									
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	**–**	**–**	**–**	**1 072 427**	**1 072 427**	**1 072 427**	**–**	**–**	**112 885**

Paiements de transfert – *suite*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	178 652 090	178 652 090	178 652 090	–	–	289 072 346
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	–	–	69 813 257	69 813 257	67 813 257	2 000 000	–	183 727 582
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	–	–	34 890 269	34 890 269	34 890 269	–	–	34 263 288
Total – Contributions	**–**	**–**	**–**	**283 355 616**	**283 355 616**	**281 355 616**	**2 000 000**	**–**	**507 063 216**
Total de l'organisme	**–**	**–**	**–**	**284 428 043**	**284 428 043**	**282 428 043**	**2 000 000**	**–**	**507 176 101**
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario [4]									
Contributions									
Contributions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	–	–	–	27 435 000	27 435 000	27 191 738	243 262	–	24 918 333
Contributions au titre du programme de développement des collectivités	–	–	–	8 360 008	8 360 008	8 318 110	41 898	–	8 401 906
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	11 332 218	11 332 218	11 617 378	(285 160)	–	22 354 639
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique – Langues officielles	–	–	–	800 000	800 000	800 000	–	–	800 000
Total de l'organisme	**–**	**–**	**–**	**47 927 226**	**47 927 226**	**47 927 226**	**–**	**–**	**56 474 878**
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario									
Contributions									
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	137 020 636	26 047 710	479 423	163 547 769	163 547 769	–	–	311 132 101
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	–	39 710 613	–	(479 423)	39 231 190	39 231 190	–	–	91 232 967
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	–	13 289 110	–	–	13 289 110	13 289 110	–	–	13 289 110
Total de l'organisme	**–**	**190 020 359**	**26 047 710**	**–**	**216 068 069**	**216 068 069**	**–**	**–**	**415 654 178**

Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
Subvention pour le Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	–	37 397 053	–	(773 061)	36 623 992	36 623 992	–	–	35 309 999
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	5 500 000	–	(4 045 244)	1 454 756	1 454 755	1	–	3 523 509
Affiliations internationales	–	773 400	–	–	773 400	773 311	89	–	893 633
Total – Subventions	**–**	**43 670 453**	**–**	**(4 818 305)**	**38 852 148**	**38 852 058**	**90**	**–**	**39 727 141**
Contributions									
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	–	375 500 600	18 222 214	(12 523 215)	381 199 599	380 974 502	225 097	–	408 981 271
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	–	70 895 511	–	3 452 173	74 347 684	74 347 684	–	–	36 692 788
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules)	–	61 196 196	–	–	61 196 196	61 196 196	–	–	60 100 000
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi et compétence jeunesse	–	21 100 000	–	–	21 100 000	20 238 274	861 726	–	21 096 651
Programme de contribution du Centre de production de produits biologiques	–	17 000 000	–	6 500 000	23 500 000	23 500 000	–	–	18 724 700
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations	–	13 800 000	–	20 671 955	34 471 955	34 339 874	132 081	–	34 162 693
Contributions en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	–	6 875 000	–	(831 887)	6 043 113	5 591 835	451 278	–	4 888 633
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures	–	659 000	–	26 782	685 782	685 782	–	–	638 795
Total – Contributions	**–**	**567 026 307**	**18 222 214**	**17 295 808**	**602 544 329**	**600 874 147**	**1 670 182**	**–**	**585 285 531**
Total de l'organisme	**–**	**610 696 760**	**18 222 214**	**12 477 503**	**641 396 477**	**639 726 205**	**1 670 272**	**–**	**625 012 672**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
Subventions									
Subventions et bourses	–	1 033 791 400	61 367 329	5 289 595	1 100 448 324	1 100 448 229	95	–	1 013 969 433
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	103 509 479	–	1 198 937	104 708 416	103 995 890	712 526	–	108 964 405
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	78 586 304	–	–	78 586 304	78 586 293	11	–	96 422 060
Bourses d'études supérieures du Canada	–	51 330 000	13 154 500	–	64 484 500	64 483 584	916	–	50 488 317
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	24 368 137	–	–	24 368 137	24 368 131	6	–	20 521 996
Chaires de recherche Canada 150	–	9 450 000	–	–	9 450 000	7 750 000	1 700 000	–	7 918 488
Laboratoire-au-marché	–	8 786 188	–	(399 762)	8 386 426	8 386 426	–	–	1 803 968
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	8 350 000	–	–	8 350 000	8 341 668	8 332	–	8 320 834
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 300 000
Total de l'organisme	**–**	**1 318 171 508**	**74 521 829**	**6 088 770**	**1 398 782 107**	**1 396 360 221**	**2 421 886**	**–**	**1 309 709 501**
Agence de développement économique du Pacifique Canada [5]									
Subventions									
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	**–**	**–**	**–**	**795 000**	**795 000**	**212 576**	**582 424**	**–**	**5 000**
Contributions									
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	–	–	–	78 316 833	78 316 833	75 947 355	2 369 478	–	107 486 093
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	–	–	–	13 418 311	13 418 311	13 172 274	246 037	–	34 331 144

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	–	–	–	10 488 454	10 488 454	9 790 697	697 757	–	11 186 211
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	–	–	–	975 000	975 000	893 750	81 250	–	1 056 250
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	–	–	–	1 100 000	1 100 000	203 620	896 380	–	–
Total – Contributions	**–**	**–**	**–**	**104 298 598**	**104 298 598**	**100 007 696**	**4 290 902**	**–**	**154 059 698**
Total de l'organisme	**–**	**–**	**–**	**105 093 598**	**105 093 598**	**100 220 272**	**4 873 326**	**–**	**154 064 698**
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
Fonds de soutien à la recherche	–	452 358 090	15 000 000	(875 198)	466 482 892	466 451 926	30 966	–	451 451 621
Subventions et bourses	–	342 331 935	53 864 035	91 855	396 287 825	396 287 824	1	–	349 997 394
Fonds Nouvelles frontières en recherche	–	123 562 580	–	–	123 562 580	123 554 063	8 517	–	121 635 699
Fonds de recherche biomédicale du Canada	–	73 500 000	–	–	73 500 000	72 479 329	1 020 671	–	37 500 000
Bourses d'études supérieures du Canada	–	70 121 000	19 797 500	–	89 918 500	89 914 837	3 663	–	72 702 625
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	59 762 681	–	–	59 762 681	59 762 681	–	–	53 130 521
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	10 946 406	–	(816 699)	10 129 707	9 842 233	287 474	–	8 084 960
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	8 300 000	–	–	8 300 000	8 266 666	33 334	–	8 300 000
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	5 293 962	–	–	5 293 962	5 293 962	–	–	4 584 000
Chaires de recherche Canada 150	–	2 100 000	–	–	2 100 000	1 750 000	350 000	–	1 750 000
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et sécurité	–	602 000	–	–	602 000	602 000	–	–	602 000
Laboratoire-au-marché	–	–	–	399 763	399 763	399 762	1	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	250 000
Total de l'organisme	**–**	**1 148 878 654**	**88 661 535**	**(1 200 279)**	**1 236 339 910**	**1 234 605 283**	**1 734 627**	**–**	**1 109 988 820**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**8 697 180 710**	**448 258 916**	**1 097 096 542**	**10 242 536 168**	**8 762 756 310**	**1 479 779 858**	**–**	**8 572 863 239**[6]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 396 798 949 $.

[2] Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord et le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien ont été transférés du portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 389 575 683 $.

[3] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 507 176 101 $.

[4] Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été transférée du portefeuille ministériel des Services aux Autochtones. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 56 474 878 $.

[5] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée du portefeuille ministériel du Conseil privé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 154 064 698 $.

[6] Veuillez consulter les notes de bas de page 1 à 5 pour de plus amples renseignements.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de l'Industrie			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Entreprises, investissement et croissance			
Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable	244 278 093	235 029 130	203 117 335
Centre de recherches sur les communications	12 519 000	6 260 780	7 452 924
Bureau du surintendant des faillites Canada	52 485 638	55 820 678	50 477 291
Corporations Canada	18 433 096	17 858 546	20 033 983
Bureau de la concurrence	15 120 000	14 217 264	11 589 706
	342 835 827	329 186 398	292 671 239
Services internes	31 555 000	27 616 567	31 498 711
Total du ministère – Budgétaire	**374 390 827**	**356 802 965**	**324 169 950**
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [1]			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes	3 800 000	1 855 976	3 482 953
Total du ministère – Budgétaire	**3 800 000**	**1 855 976**	**3 482 953**
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Renseignements statistiques	128 407 475	128 407 475	132 999 611
Total de l'organisme – Budgétaire	**128 407 475**	**128 407 475**	**132 999 611**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**506 598 302**	**487 066 416**	**460 652 514**[1]

[1] Au cours de l'exercice, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été transféré du portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 3 482 953 $.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de l'Industrie		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Banque de développement du Canada – Dividendes	337 000 000	337 000 000
Intérêts sur les prêts à recevoir	13 472 973	11 753 439
	350 472 973	348 753 439
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses de fonctionnement et d'entretien	2 209 239	2 189 296
Recouvrements de paiements de transfert	17 118 764	3 017 473
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	28 953 947	18 601 167
	48 281 950	23 807 936
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	213 716 590	183 111 639
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur – Revenus reportés	20 936 108	18 687 743
Redevances	1 706 737	1 634 166
Droits de permis	184 590 911	38 651 976
Droits de permis – Revenus reportés	1 898 635 374	612 909 691
	2 319 585 720	*854 995 215*
Services de nature réglementaire		
Droits d'inspection	110 891	62 356
Autres services	84 888 397	78 788 115
Autres services – Revenus reportés	1 414 629	1 179 057
	86 413 917	*80 029 528*
Services de nature non réglementaire	*2 917 195*	*2 600 204*
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de produits d'information	*347 655*	*341 715*
Autres frais et droits		
Frais provenant de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*	104 478 284	101 617 632
Services aux autres ministères	31 773 408	31 517 602
Divers	6 325 944	7 497 996
	142 577 636	*140 633 230*
	2 551 842 123	1 078 599 892
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	198 945	97 384

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Amendes – *Loi sur la concurrence* et produits pour consommateur (diverses lois)	4 004 991	60 886 747
Prêts	51 220 749	77 282 451
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	99 774 807	97 212 133
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	1 355 334	449 799
Divers	32 425 063	30 892 985
	188 780 944	266 724 115
Total du ministère	**3 139 576 935**	**1 717 982 766**
Agence de promotion économique du Canada atlantique [2]		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 012 952	26 725 566
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	442 963	493 573
	14 455 915	27 219 139
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	33 848	39 859
Revenus divers		
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	98 628 557	93 882 872
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	84 453	223 541
Divers	4 564	3 929
	98 717 574	94 110 342
Total de l'organisme	**113 207 337**	**121 369 340**
Agence canadienne de développement du Nord [3]		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 483 364	3 915 825
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 494 858	13 641 587
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	1 908	39 981
	5 980 130	17 597 393
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	64	6
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	14 546	8 502
Contributions remboursables	8 915 420	5 754 562
Revenus divers	–	12 911
	8 929 966	5 775 975
Total de l'organisme	**14 910 160**	**23 373 374**
Agence spatiale canadienne		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	128 837	560 647
Avances comptables	77 244	60 032
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	717 483	748 057
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	2 012	–
	925 576	1 368 736
Vente de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	269 180	255 745
Services de nature non réglementaire		
Revenus tirés de services d'essais fournis par le Laboratoire David Florida	426 980	799 429
	696 160	1 055 174
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	53 933	66 907
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	1 243	3 618
Gain net de change	42 500	28 226
Divers	272 950	311 805
	316 693	343 649
Total de l'organisme	**1 992 362**	**2 834 466**
Commission du droit d'auteur		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	354	499
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	9 566	12 798
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	2 747	–
	12 667	13 297

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	–	5
Total de l'organisme	**12 667**	**13 302**
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien [3]		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 370 913	1 971 160
Recouvrement de salaire payé en trop, montant transféré d'autres ministères	6 486 579	8 667 502
	8 857 492	10 638 662
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits	2 326 504	4 083 683
Revenus divers		
Intérêt sur contributions remboursables	2 024 928	783 001
Contributions remboursables	67 161 751	99 864 110
Divers	60 464	13 355
	69 247 143	100 660 466
Total du ministère	**80 431 139**	**115 382 811**
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec [4]		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Dépenses de fonctionnement	203 510	113 152
Subventions et contributions	–	4 699 521
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 267 086	509 619
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	2 986 491	4 866 246
	8 457 087	10 188 538
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 364	–
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur contributions remboursables	1 534 380	215 579
Contributions remboursables	126 794 365	119 886 520
	128 328 745	120 102 099
Total de l'organisme	**136 800 196**	**130 290 637**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario [5]		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	841 848	1 306 888
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	196 013	726 910
	1 037 861	2 033 798
Revenus divers		
Prêts	18 434 918	12 220 901
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	477 439	308 704
	18 912 357	12 529 605
Total de l'organisme	**19 950 218**	**14 563 403**
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	173 684	180 309
Contributions	415 576	54 309
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 406 280	368 329
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	57 382 501	57 546 929
	59 378 041	58 149 876
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	846	22 528
Revenus divers		
Prêts	86 012 422	104 214 848
Intérêts	1 037 049	1 086 131
Divers	36 992	–
	87 086 463	105 300 979
Total de l'organisme	**146 465 350**	**163 473 383**
Conseil national de recherches du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	2 832 914	3 758 029

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	422 291	853 618
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	–	42 377
	3 255 205	4 654 024
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*3 572 308*	*4 719 626*
Location et utilisation de biens publics		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*5 442 278*	*5 436 872*
Services de nature non réglementaire		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	176 740 007	146 450 043
Revenus reportés	(18 871 814)	1 151 508
	157 868 193	*147 601 551*
Ventes de biens et de produits d'information		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*3 891 321*	*4 221 477*
Autres frais et droits		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*8 669 875*	*5 568 982*
	179 443 975	167 548 508
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	251 808	197 219
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	175 501	208 235
Divers	56 841	6 178
	232 342	214 413
Total de l'organisme	**183 183 330**	**172 614 164**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 168	121 859
Remboursement de subventions et de bourses d'études	5 650 843	5 181 826
Remboursement de trop-payés de salaire	28 677	83 307
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	473 950	396 237
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	8 000	4 000
	6 167 638	5 787 229
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Produits reportés	1 498 987	–
Autres frais et droits – SharePoint	153 744	160 752
	1 652 731	160 752
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	544	215
Revenus divers		
Gain net de change	1	–
Divers	4 182	6 500
	4 183	6 500
Total de l'organisme	**7 825 096**	**5 954 696**
Agence de développement économique du Pacifique Canada [6]		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 105 677	2 893 863
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 737 643	2 699 992
	6 843 320	5 593 855
Revenus divers		
Intérêt sur contributions remboursables	897 644	242 643
Contributions remboursables	44 647 682	62 875 555
Divers	31 625	7 400
	45 576 951	63 125 598
Total de l'organisme	**52 420 271**	**68 719 453**
Conseil de recherches en sciences humaines		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements – Dépenses de fonctionnement	8 347	1 423
Recouvrements – Paiements de transfert	2 781 372	2 364 011
Remboursement de trop-payés de salaire	124 724	64 958

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	59 163	148 276
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	–	5 833
	2 973 606	2 584 501
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	693 704	–
Autres frais et droits	120 799	116 399
	814 503	116 399
Revenus divers		
Divers	2 484	6 142
Total de l'organisme	**3 790 593**	**2 707 042**
Statistique Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	951 980	1 094 022
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	708 686	1 022 882
	1 660 666	2 116 904
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	157 019 883	166 287 811
Autres frais et droits	(40)	(29)
	157 019 843	166 287 782
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 344	32 837
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	4 936	4 413
Divers	50	122
	4 986	4 535
Total de l'organisme	**158 698 839**	**168 442 058**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	350 472 973	348 753 439
Recouvrements et redressements	168 287 154	171 753 888
Ventes de biens et de services	2 893 795 839	1 417 852 195
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	567 696	456 955
Revenus divers	646 140 831	768 904 418
Total du portefeuille ministériel	**4 059 264 493**	**2 707 720 895**[7]

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] Au cours de l'exercice, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 121 369 340 $.

[3] Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord et le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien ont été transférés du portefeuille ministériel du Développement économique des Prairies et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 138 756 185 $.

[4] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été transférée du portefeuille ministériel de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 130 290 637 $.

[5] Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été transférée du portefeuille ministériel des Services aux Autochtones. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 14 563 403 $.

[6] Au cours de l'exercice, l'Agence de développement économique du Pacifique Canada a été transférée du portefeuille ministériel du Conseil privé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 68 719 453 $.

[7] Veuillez consulter les notes de bas de page 2 à 6 pour de plus amples renseignements.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 19

Comptes publics du Canada
2024-2025

Institutions démocratiques

Commission des débats des chefs

Bureau du directeur général des élections

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 348
Sommaire du portefeuille ministériel 350
Détail budgétaire par affectation 351
Responsabilités essentielles 352
Paiements de transfert 353
Revenus 354

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Commission des débats des chefs

Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales

Afin de s'acquitter de sa responsabilité essentielle consistant à organiser les débats des chefs, la Commission appliquera les critères requis pour confirmer la participation des chefs des partis admissibles aux débats des chefs lors des élections générales, négociera les exigences relatives à la diffusion avec les diffuseurs, s'assurera que les Canadiens aient accès aux débats diffusés et mènera des activités de communication auprès des Canadiens afin qu'ils sachent quand, où et comment accéder aux débats.

Bureau du directeur général des élections

Administration électorale

Élections Canada conduit les élections générales, les élections partielles et les référendums fédéraux, s'y prépare et en fait rapport conformément au cadre législatif, tout en informant les électeurs, les électeurs votant pour la première fois et les futurs électeurs pour favoriser la participation des Canadiens à un processus électoral inclusif.

Surveillance régulatoire

Au sein du Bureau du directeur général des élections, deux organisations distinctes veillent à l'intégrité du processus électoral : Élections Canada et le Bureau du commissaire aux élections fédérales. Élections Canada administre le régime de financement politique, établit des politiques et formule des avis et des lignes directrices pour faciliter l'administration des élections conformément à la *Loi électorale du Canada*, et surveille la conformité des entités politiques aux exigences de la *Loi en matière de financement politique*. Le Bureau du commissaire aux élections fédérales veille au respect et à l'exécution de la *Loi électorale du Canada* et de la *Loi référendaire*.

Révision des limites des circonscriptions électorales

Élections Canada offre des services financiers et administratifs aux commissions provinciales indépendantes pour soutenir la révision des limites des circonscriptions fédérales et permettre aux commissions de remplir leurs obligations prévues par la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

La responsabilité essentielle du Secrétariat est de veiller à l'examen des activités de sécurité nationale et de renseignement au Canada, contribuant ainsi à une transparence et à une responsabilisation accrues du cadre de sécurité nationale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commission des débats des chefs [1]									
1	Reclassé de Sécurité publique (crédit 1) aux fins de présentation.....	–	–	–	3 453 796	3 453 796	616 660	2 837 136	–	594 813
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	52 569	52 569	52 569	–	–	48 834
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**3 506 365**	**3 506 365**	**669 229**	**2 837 136**	**–**	**643 647**
	Bureau du directeur général des élections [2]									
1	Reclassé de Sécurité publique (crédit 1) aux fins de présentation.....	–	–	–	64 630 225	64 630 225	64 033 614	596 611	–	64 783 882
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	18 590 448	18 590 448	18 590 448	–	–	17 410 148
(S)	Dépenses électorales (*Loi électorale du Canada* et *Loi référendaire*)	–	–	–	230 241 669	230 241 669	230 241 669	–	–	165 418 133
(S)	Traitement du directeur général des élections (*Loi électorale du Canada*)	–	–	–	396 882	396 882	396 882	–	–	382 406
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	17 079	17 079	17 079	–	–	2 248
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 069 675
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**313 876 303**	**313 876 303**	**313 279 692**	**596 611**	**–**	**249 066 492**
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement [3]									
1	Reclassé de Parlement (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	3 660 787	3 660 787	2 877 425	783 362	–	2 820 378
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	215 929	215 929	215 929	–	–	208 877
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**3 876 716**	**3 876 716**	**3 093 354**	**783 362**	**–**	**3 029 255**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**321 259 384**	**321 259 384**	**317 042 275**	**4 217 109**	**–**	**252 739 394**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Le décret C.P. 2025-0437 a nommé la leader du gouvernement à la Chambre des communes à titre de ministre responsable de la Commission des débats des chefs, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, la Commission était sous la responsabilité du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et des dépenses non législatives d'environ 408 209 $ ont été approuvées par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

[2] Le décret C.P. 2025-0438 a nommé la leader du gouvernement à la Chambre des communes à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, le Bureau était sous la responsabilité du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et des dépenses non législatives d'environ 58 421 321 $ ont été approuvées par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

[3] Au cours de l'exercice, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a été transféré du portefeuille ministériel du Parlement à celui des Institutions démocratiques, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 2 395 891 $ ont été approuvées par la leader du gouvernement à la Chambre des communes.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Commission des débats des chefs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	626 932	616 660	10 272	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	15 712	–	15 712	–
Autre	2 811 152	–	2 811 152	–
	3 453 796	*616 660*	*2 837 136*	–
Montants législatifs	52 569	52 569	–	–
	3 506 365	669 229	2 837 136	–
Bureau du directeur général des élections				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	64 630 225	64 033 614	596 611	–
Montants législatifs	249 246 078	249 246 078	–	–
	313 876 303	313 279 692	596 611	–
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	3 660 787	2 877 425	783 362	–
Montants législatifs	215 929	215 929	–	–
	3 876 716	3 093 354	783 362	–
Total du portefeuille ministériel	**321 259 384**	**317 042 275**	**4 217 109**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisation disponibles pour emploi	Autorisatio employées au cours de l'exercice
Commission des débats des chefs												
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales	3 506 365	669 229	–	–	–	–	–	–	3 506 365	669 229	–	–
Total de l'organisme	**3 506 365**	**669 229**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 506 365**	**669 229**	**–**	**–**
Bureau du directeur général des élections												
Administration électorale	196 597 573	196 347 392	–	–	–	–	–	–	196 597 573	196 347 392	–	–
Surveillance régulatoire	29 074 013	28 945 423	–	–	2 064 190	2 064 190	–	–	31 138 203	31 009 613	–	–
Services internes	86 140 527	85 922 687	–	–	–	–	–	–	86 140 527	85 922 687	–	–
Total de l'organisme	**311 812 113**	**311 215 502**	**–**	**–**	**2 064 190**	**2 064 190**	**–**	**–**	**313 876 303**	**313 279 692**	**–**	**–**
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement												
Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement	2 636 415	1 789 492	–	–	–	–	–	–	2 636 415	1 789 492	–	–
Services internes	1 240 301	1 303 862	–	–	–	–	–	–	1 240 301	1 303 862	–	–
Total de l'organisme	**3 876 716**	**3 093 354**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 876 716**	**3 093 354**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**319 195 194**	**314 978 085**	**–**	**–**	**2 064 190**	**2 064 190**	**–**	**–**	**321 259 384**	**317 042 275**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Bureau du directeur général des élections									
Autres paiements de transfert									
(S) Allocations aux vérificateurs des associations de circonscription	–	–	–	1 218 784	1 218 784	1 218 784	–	–	868 233
(S) Remboursement des dépenses électorales des candidats concernant la 44e élection générale, versé au bénéficiaire désigné	–	–	–	116 315	116 315	116 315	–	–	443 709
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs des candidats concernant les élections partielles de l'année en cours	–	–	–	625 611	625 611	625 611	–	–	149 975
(S) Paiement des subventions aux vérificateurs des candidats à l'investiture et à la direction pour la 44e élection générale	–	–	–	8 704	8 704	8 704	–	–	25 874
(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats et versement d'allocations aux vérificateurs d'autres élections générales et élections partielles	–	–	–	94 776	94 776	94 776	–	–	786 179
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**2 064 190**	**2 064 190**	**2 064 190**	**–**	**–**	**2 273 970**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission des débats des chefs		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 255	–
Traitements	154	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 321	9 086
Total de l'organisme	**17 730**	**9 086**
Bureau du directeur général des élections		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	312 056	231 826
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 523	393
Recouvrement de trop-payés	20 902	15 321
	338 481	247 540
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 079	2 248
Revenus divers		
Excédent des dépenses électorales des candidats	1 056	11 526
Dons anonymes aux candidats / partis politiques	36 185	37 757
Remboursement de contributions excédentaires	14 607	49 551
Revenus provenant d'amendes	35 181	10 350
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur les débiteurs en souffrance	7 314	3 047
Divers	31 622	28 036
	125 965	140 267
Total de l'organisme	**481 525**	**390 055**
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Achat de biens et services	565	413
Traitements	15 258	–
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	14	27
Total de l'organisme	**15 837**	**440**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	372 048	257 066
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 079	2 248
Revenus divers	125 965	140 267
Total du portefeuille ministériel	**515 092**	**399 581**

Section 20

Comptes publics du Canada
2024-2025

Justice

Ministère de la Justice

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Commission canadienne des droits de la personne

Service administratif des tribunaux judiciaires

Commission du droit du Canada

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Bureau du directeur des poursuites pénales

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Registraire de la Cour suprême du Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 356
Sommaire du portefeuille ministériel 360
Détail budgétaire par affectation 364
Responsabilités essentielles 367
Paiements de transfert 370
Détail des montants disponibles pour être dépensés 372
Revenus 373

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Justice

Support au système de justice

Le Ministère joue un rôle essentiel afin d'assurer un système de justice canadien juste, pertinent et accessible. Il s'agit d'une responsabilité partagée entre une vaste gamme d'intervenants, dont le Parlement, le pouvoir judiciaire, les ministères et organismes fédéraux, les partenaires des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, un large éventail d'organisations et d'intervenants non gouvernementaux et, en fin de compte, tous les Canadiens.

Services juridiques

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada offre des services juridiques au gouvernement fédéral et à ses ministères et organismes. Le Ministre est responsable de s'assurer que l'administration des affaires publiques est effectuée en vertu de la loi. Le Ministre est également responsable de l'examen de tous les projets de loi du gouvernement et de tous les règlements du gouvernement pour éviter la non-conformité avec la Charte canadienne des droits et libertés. De plus, le procureur général est responsable de la formulation de conseils pour les administrateurs généraux sur toutes les questions de droit et de la direction de tous les procès pour les ministères et organismes fédéraux qui sont en lien avec tous les sujets portant sur des matières de compétence fédérale.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs est chargé de fournir des services de soutien dont a besoin chacun des tribunaux par l'entremise d'une seule organisation intégrée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne des droits de la personne

Plaintes

Fournir à la population Canadienne un mécanisme permettant de déposer et résoudre des plaintes en vertu de la *Loi canadienne des droits de la personne*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, et de représenter l'intérêt public dans l'atteinte de l'égalité au Canada.

Conformité proactive

Veiller à ce que les entités réglementées se conforment aux exigences de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, de la *Loi sur l'équité salariale* et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, et rendre imputables celles qui ne les respectent pas.

Mobilisation et promotion des intérêts

Offrir une voix nationale fiable pour l'égalité au Canada en sensibilisant le public aux enjeux liés aux droits de la personne; en engageant la société civile, les gouvernements, les employeurs et le public afin d'influencer le changement à l'égard des droits de la personne; en surveillant la mise en œuvre du gouvernement du Canada quant à ses obligations en vertu de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Services administratifs pour les tribunaux fédéraux

Fournir au moment opportun et efficacement des services judiciaires, des services du greffe, des services de sécurité et des services électroniques à la Cour d'appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt; coordonner la prestation de services entre les quatre cours; préserver l'indépendance des cours en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d'assurer les services administratifs des tribunaux.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission du droit du Canada

Examen du droit

Étudier et examiner le droit du Canada et ses effets afin de fournir des conseils indépendants sur les améliorations et les réformes à apporter pour garantir un système juridique juste qui réponde aux besoins changeants de la société canadienne.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Soutien administratif aux juges de nomination fédérale

Fournir des services et un soutien à la magistrature fédérale de manière à contribuer à l'indépendance de la magistrature et à promouvoir la confiance des Canadiens et Canadiennes dans notre système judiciaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Services de poursuite

Le Bureau du directeur des poursuites pénales poursuit les infractions criminelles et les infractions réglementaires prévues aux lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et équitable. De même, il fournit des conseils juridiques en matière de poursuites aux organismes d'enquête.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Protection du droit à la vie privée

Assurer la protection du droit à la vie privée des Canadiens; faire respecter les obligations en matière de protection de la vie privée des organisations du gouvernement fédéral et du secteur privé; conseiller le Parlement sur les implications potentielles sur la vie privée des lois et des programmes proposés; promouvoir une meilleure compréhension des obligations découlant de la législation fédérale sur la protection de la vie privée.

Transparence gouvernementale

La commissaire à l'information représente le premier niveau d'examen indépendant des décisions du gouvernement en ce qui concerne les demandes d'accès à l'information relevant des institutions fédérales. Le deuxième niveau d'examen indépendant est exercé par la Cour fédérale.

Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée

Voir le texte d'introduction.

Services internes – Commissariat à l'information

Voir le texte d'introduction.

Registraire de la Cour suprême du Canada

L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada

Fournir les services et l'appui nécessaires au tribunal d'appel de dernier ressort du Canada pour traiter, entendre et trancher des causes. Appuyer les communications et la sensibilisation auprès des intéressés.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Justice									
1	Dépenses de fonctionnement	–	294 492 684	–	–	294 492 684				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	5 965 722	–	5 965 722				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	11 404	11 404				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	174 293 270	174 293 270				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	32 730 723	32 730 723				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	7 000 000	7 000 000				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(149 663)	(149 663)				
	Total – Crédit 1	–	294 492 684	5 965 722	213 885 734	514 344 140	509 086 211	5 257 929	–	325 430 485
5	Subventions et contributions	–	541 777 260	–	–	541 777 260				
5b	Subventions et contributions	–	–	187 394 935	–	187 394 935				
	Total – Crédit 5	–	541 777 260	187 394 935	–	729 172 195	717 631 358	11 540 837	–	681 510 956
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	91 543 327	570 632	32 005 531	124 119 490	124 119 490	–	–	102 948 808
(S)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	3 919	102 519	102 519	–	–	95 055
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 547	–	–	2 435	3 982	1 547	–	2 435	925
	Total du ministère – Budgétaire	**1 547**	**927 911 871**	**193 931 289**	**245 897 619**	**1 367 742 326**	**1 350 941 125**	**16 798 766**	**2 435**	**1 109 986 229**
	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs									
1	Dépenses du programme	–	68 646 258	–	–	68 646 258				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 705 807	–	1 705 807				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 308 708	2 308 708				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 925 532	2 925 532				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	16 681	16 681				
	Total – Crédit 1	–	68 646 258	1 705 807	5 250 921	75 602 986	72 960 811	2 642 175	–	75 557 474
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 012 655	376 679	608 535	12 997 869	12 997 869	–	–	13 135 087
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	454	–	–	167	621	621	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**454**	**80 658 913**	**2 082 486**	**5 859 623**	**88 601 476**	**85 959 301**	**2 642 175**	**–**	**88 692 561**
	Commission canadienne des droits de la personne									
1	Dépenses du programme	–	33 452 380	–	–	33 452 380				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 158 787	–	1 158 787				

	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 247 742	1 247 742				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 042 735	1 042 735				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	92 266	92 266				
	Total – Crédit 1	–	33 452 380	1 158 787	2 382 743	36 993 910	36 622 078	371 832	–	39 897 171
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	4 304 750	297 819	338 556	4 941 125	4 941 125	–	–	4 981 203
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	806	–	–	93	899	889	–	10	99
	Total de l'organisme – Budgétaire	**806**	**37 757 130**	**1 456 606**	**2 721 392**	**41 935 934**	**41 564 092**	**371 832**	**10**	**44 878 473**
	Service administratif des tribunaux judiciaires									
1	Dépenses du programme	–	155 939 429	–	–	155 939 429				
1a	Dépenses du programme	–	–	26 280 421	–	26 280 421				
1b	Dépenses du programme	–	–	5 990 525	–	5 990 525				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	5 000	5 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 390 508	1 390 508				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	4 141 782	4 141 782				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	799 152	799 152				
	Total – Crédit 1	–	155 939 429	32 270 946	6 336 442	194 546 817	123 276 425	71 270 392	–	113 382 349
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	10 011 492	449 292	1 983 907	12 444 691	12 444 691	–	–	11 745 161
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 612	–	–	191	14 803	191	14 421	191	159
	Total de l'organisme – Budgétaire	**14 612**	**165 950 921**	**32 720 238**	**8 320 540**	**207 006 311**	**135 721 307**	**71 284 813**	**191**	**125 127 669**
	Commission du droit du Canada									
1	Dépenses du programme	–	3 705 780	–	–	3 705 780				
1b	Dépenses du programme	–	–	735 000	–	735 000				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	205 348	205 348				
	Total – Crédit 1	–	3 705 780	735 000	205 348	4 646 128	3 814 333	831 795	–	1 641 467
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	169 815	–	56 081	225 896	225 896	–	–	144 680
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**3 875 595**	**735 000**	**261 429**	**4 872 024**	**4 040 229**	**831 795**	**–**	**1 786 147**
	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale									
1	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	–	10 939 586	–	–	10 939 586				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	599 206	599 206				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	396 658	396 658				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	70 000	70 000				
	Total – Crédit 1	–	10 939 586	–	1 065 864	12 005 450	11 703 225	302 225	–	11 243 554
5	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	–	2 748 390	–	–	2 748 390				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	128 856	128 856				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	132 088	132 088				
	Total – Crédit 5	–	2 748 390	–	260 944	3 009 334	2 756 109	253 225	–	2 015 126

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 048 824	–	188 283	1 237 107	1 237 107	–	–	1 071 534
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	–	774 063 257	–	14 438 762	788 502 019	788 502 019	–	–	738 389 750
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**788 800 057**	**–**	**15 953 853**	**804 753 910**	**804 198 460**	**555 450**	**–**	**752 719 964**
	Bureau du directeur des poursuites pénales									
1	Dépenses du programme	–	188 321 173	–	–	188 321 173				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	35 243 982	35 243 982				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	9 648 748	9 648 748				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	666 073	666 073				
	Virement au crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(207 500)	(207 500)				
	Total – Crédit 1	–	188 321 173	–	45 351 303	233 672 476	228 473 182	5 199 294	–	201 288 495
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	20 131 848	–	5 644 877	25 776 725	25 776 725	–	–	21 839 159
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 863	–	–	155	2 018	155	1 863	–	111
	Total de l'organisme – Budgétaire	**1 863**	**208 453 021**	**–**	**50 996 335**	**259 451 219**	**254 250 062**	**5 201 157**	**–**	**223 127 765**
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
1	Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	–	15 344 268	–	–	15 344 268				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	649 240	649 240				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	642 275	642 275				
	Total – Crédit 1	–	15 344 268	–	1 291 515	16 635 783	16 109 571	526 212	–	16 126 325
5	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	–	30 553 547	–	–	30 553 547				
5b	Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	–	–	1 691 969	–	1 691 969				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	545 889	545 889				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 027 026	1 027 026				
	Total – Crédit 5	–	30 553 547	1 691 969	1 572 915	33 818 431	32 891 325	927 106	–	31 033 231
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	5 253 130	207 786	554 841	6 015 757	6 015 757	–	–	5 599 886
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	89	–	–	28 787	28 876	476	–	28 400	1 522
	Total de l'organisme – Budgétaire	**89**	**51 150 945**	**1 899 755**	**3 448 058**	**56 498 847**	**55 017 129**	**1 453 318**	**28 400**	**52 760 964**

	Registraire de la Cour suprême du Canada									
1	Dépenses du programme	–	33 986 196	–	–	33 986 196				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 993 775	1 993 775				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 260 432	1 260 432				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	523 477	523 477				
	Total – Crédit 1	–	33 986 196	–	3 777 684	37 763 880	36 670 250	1 093 630	–	34 782 562
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	3 515 836	–	567 623	4 083 459	4 083 459	–	–	3 823 759
(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	–	10 465 755	–	102 008	10 567 763	10 567 763	–	–	9 720 349
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5	–	–	517	522	522	–	–	35 155
	Total de l'organisme – Budgétaire	**5**	**47 967 787**	**–**	**4 447 832**	**52 415 624**	**51 321 994**	**1 093 630**	**–**	**48 361 825**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**19 376**	**2 312 526 240**	**232 825 374**	**337 906 681**	**2 883 277 671**	**2 783 013 699**	**100 232 936**	**31 036**	**2 447 441 597**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Justice				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	992 725 306	990 557 887	2 167 419	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	1 794 661	1 198 851	595 810	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	2 392 458	–	2 392 458	–
Autre	102 242	–	102 242	–
Revenus affectés aux dépenses	(482 670 527)	(482 670 527)	–	–
	514 344 140	*509 086 211*	*5 257 929*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	728 922 195	717 589 151	11 333 044	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	250 000	42 207	207 793	–
	729 172 195	*717 631 358*	*11 540 837*	–
Montants législatifs	124 225 991	124 223 556	–	2 435
	1 367 742 326	1 350 941 125	16 798 766	2 435
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	114 779 974	104 594 319	10 185 655	–
Coûts associés à la traduction (décision Devinat)	120 000	120 000	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(39 296 988)	(31 753 508)	(7 543 480)	–
	75 602 986	*72 960 811*	*2 642 175*	–
Montants législatifs	12 998 490	12 998 490	–	–
	88 601 476	85 959 301	2 642 175	–
Commission canadienne des droits de la personne				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	39 402 679	38 607 100	795 579	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	99 789	–	99 789	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 508 558)	(1 985 022)	(523 536)	–
	36 993 910	*36 622 078*	*371 832*	–
Montants législatifs	4 942 024	4 942 014	–	10
	41 935 934	41 564 092	371 832	10
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	104 315 702	101 760 029	2 555 673	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	3 757 748	3 757 748	–	–
Système de gestion des cours et du greffe	6 674 581	5 116 430	1 558 151	–
Programme de modernisation des installations judiciaires au pays	15 147 463	12 642 218	2 505 245	–
Affectations bloquées				
Report	63 059 078	–	63 059 078	–
Transfert/réaffectation	1 592 245	–	1 592 245	–
	194 546 817	*123 276 425*	*71 270 392*	–

Montants législatifs	12 459 494	12 444 882	14 421	191
	207 006 311	135 721 307	71 284 813	191
Commission du droit du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	4 535 299	3 814 333	720 966	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	110 829	–	110 829	–
	4 646 128	*3 814 333*	*831 795*	–
Montants législatifs	225 896	225 896	–	–
	4 872 024	4 040 229	831 795	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale				
Crédit 1 – Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	12 280 450	11 703 225	577 225	–
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	–	(275 000)	–
	12 005 450	*11 703 225*	*302 225*	–
Crédit 5 – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 990 000	2 756 109	233 891	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	19 334	–	19 334	–
	3 009 334	*2 756 109*	*253 225*	–
Montants législatifs	789 739 126	789 739 126	–	–
	804 753 910	804 198 460	555 450	–
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	252 560 602	241 226 478	11 334 124	–
Coûts liés au recouvrement des amendes	3 419 819	2 301 153	1 118 666	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	434 055	–	434 055	–
Revenus affectés aux dépenses	(22 742 000)	(15 054 449)	(7 687 551)	–
	233 672 476	*228 473 182*	*5 199 294*	–
Montants législatifs	25 778 743	25 776 880	1 863	–
	259 451 219	254 250 062	5 201 157	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
Crédit 1 – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	16 601 458	16 109 571	491 887	–
Affectations bloquées				
Réduction	34 325	–	34 325	–
	16 635 783	*16 109 571*	*526 212*	–
Crédit 5 – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	33 518 431	32 581 382	937 049	–
Subventions et contributions	500 000	500 000	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(200 000)	(190 057)	(9 943)	–
	33 818 431	*32 891 325*	*927 106*	–
Montants législatifs	6 044 633	6 016 233	–	28 400
	56 498 847	55 017 129	1 453 318	28 400

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Registraire de la Cour suprême du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	37 755 096	36 670 250	1 084 846	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	8 784	–	8 784	–
	37 763 880	*36 670 250*	*1 093 630*	–
Montants législatifs	14 651 744	14 651 744	–	–
	52 415 624	51 321 994	1 093 630	–
Total du portefeuille ministériel	**2 883 277 671**	**2 783 013 699**	**100 232 936**	**31 036**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Justice												
Support au système de justice	79 596 263	74 335 899	–	–	729 172 195	717 631 358	–	–	808 768 458	791 967 257	–	–
Services juridiques	852 344 790	852 344 790	–	–	–	–	423 573 952	423 573 952	428 770 838	428 770 838	–	–
Services internes	189 299 605	189 299 605	–	–	–	–	59 096 575	59 096 575	130 203 030	130 203 030	–	–
Total partiel	1 121 240 658	1 115 980 294	–	–	729 172 195	717 631 358	482 670 527	482 670 527	1 367 742 326	1 350 941 125	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(482 670 527)	(482 670 527)	–	–	–	–	(482 670 527)	(482 670 527)	–	–	–	–
Total du ministère	**638 570 131**	**633 309 767**	**–**	**–**	**729 172 195**	**717 631 358**	**–**	**–**	**1 367 742 326**	**1 350 941 125**	**–**	**–**
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs												
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	98 550 935	89 222 422	–	–	–	–	36 134 768	29 068 502	62 416 167	60 153 920	–	–
Services internes	29 347 529	28 490 387	–	–	–	–	3 162 220	2 685 006	26 185 309	25 805 381	–	–
Total partiel	127 898 464	117 712 809	–	–	–	–	39 296 988	31 753 508	88 601 476	85 959 301	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(39 296 988)	(31 753 508)	–	–	–	–	(39 296 988)	(31 753 508)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**88 601 476**	**85 959 301**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**88 601 476**	**85 959 301**	**–**	**–**
Commission canadienne des droits de la personne												
Plaintes	13 703 579	13 582 071	–	–	–	–	–	–	13 703 579	13 582 071	–	–
Conformité proactive	8 467 151	8 392 074	–	–	–	–	–	–	8 467 151	8 392 074	–	–
Mobilisation et promotion des intérêts	6 568 844	6 510 598	–	–	–	–	–	–	6 568 844	6 510 598	–	–
Services internes	15 704 918	15 064 371	–	–	–	–	2 508 558	1 985 022	13 196 360	13 079 349	–	–
Total partiel	44 444 492	43 549 114	–	–	–	–	2 508 558	1 985 022	41 935 934	41 564 092	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 508 558)	(1 985 022)	–	–	–	–	(2 508 558)	(1 985 022)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**41 935 934**	**41 564 092**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**41 935 934**	**41 564 092**	**–**	**–**
Service administratif des tribunaux judiciaires												
Services administratifs pour les tribunaux fédéraux	165 152 776	94 012 110	–	–	–	–	–	–	165 152 776	94 012 110	–	–
Services internes	41 853 535	41 709 197	–	–	–	–	–	–	41 853 535	41 709 197	–	–
Total de l'organisme	**207 006 311**	**135 721 307**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**207 006 311**	**135 721 307**	**–**	**–**

Responsabilités essentielles – *fin*

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Commission du droit du Canada												
Examen du droit	2 645 894	1 533 101	–	–	–	–	–	–	2 645 894	1 533 101	–	–
Services internes	2 226 130	2 507 128	–	–	–	–	–	–	2 226 130	2 507 128	–	–
Total de l'organisme	**4 872 024**	**4 040 229**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 872 024**	**4 040 229**	**–**	**–**
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale												
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale	804 302 110	803 471 660	–	–	–	–	275 000	–	804 027 110	803 471 660	–	–
Services internes	726 800	726 800	–	–	–	–	–	–	726 800	726 800	–	–
Total partiel	805 028 910	804 198 460	–	–	–	–	275 000	–	804 753 910	804 198 460	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	–	–	–	–	–	(275 000)	–	–	–	–	–
Total de l'organisme	**804 753 910**	**804 198 460**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**804 753 910**	**804 198 460**	**–**	**–**
Bureau du directeur des poursuites pénales												
Services de poursuite	237 281 852	228 463 825	–	–	–	–	22 542 000	14 961 416	214 739 852	213 502 409	–	–
Services internes	44 911 367	40 840 686	–	–	–	–	200 000	93 033	44 711 367	40 747 653	–	–
Total partiel	282 193 219	269 304 511	–	–	–	–	22 742 000	15 054 449	259 451 219	254 250 062	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(22 742 000)	(15 054 449)	–	–	–	–	(22 742 000)	(15 054 449)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**259 451 219**	**254 250 062**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**259 451 219**	**254 250 062**	**–**	**–**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada												
Protection du droit à la vie privée	27 082 335	26 405 427	–	–	500 000	500 000	–	–	27 582 335	26 905 427	–	–
Transparence gouvernementale	13 250 262	12 857 733	–	–	–	–	–	–	13 250 262	12 857 733	–	–
Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	10 394 930	10 134 790	–	–	–	–	200 000	190 057	10 194 930	9 944 733	–	–
Services internes – Commissariat à l'information du Canada	5 471 320	5 309 236	–	–	–	–	–	–	5 471 320	5 309 236	–	–
Total partiel	56 198 847	54 707 186	–	–	500 000	500 000	200 000	190 057	56 498 847	55 017 129	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(200 000)	(190 057)	–	–	–	–	(200 000)	(190 057)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**55 998 847**	**54 517 129**	**–**	**–**	**500 000**	**500 000**	**–**	**–**	**56 498 847**	**55 017 129**	**–**	**–**

Registraire de la Cour suprême du Canada												
L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada	35 105 752	34 471 430	–	–	–	–	–	–	35 105 752	34 471 430	–	–
Services internes	17 309 872	16 850 564	–	–	–	–	–	–	17 309 872	16 850 564	–	–
Total de l'organisme	**52 415 624**	**51 321 994**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**52 415 624**	**51 321 994**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**2 153 605 476**	**2 064 882 341**	**–**	**–**	**729 672 195**	**718 131 358**	**–**	**–**	**2 883 277 671**	**2 783 013 699**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Justice									
Subventions									
Subventions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	–	9 000 000	–	(40 400)	8 959 600	8 959 600	–	–	9 000 000
Subventions à l'appui du programme juridique de partenariats et d'innovation	–	3 656 943	3 000 000	(414 854)	6 242 089	6 242 089	–	–	3 431 943
Subventions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	–	3 450 000	–	–	3 450 000	3 450 000	–	–	3 046 168
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	–	600 000	–	(222 087)	377 913	354 599	23 314	–	558 596
Subventions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	–	79 655	–	–	79 655	28 000	51 655	–	39 000
Subventions versées en vertu du programme de justice autochtone	–	50 000	5 250 000	(2 912 656)	2 387 344	1 350 202	1 037 142	–	4 550 000
Total – Subventions	**–**	**16 836 598**	**8 250 000**	**(3 589 997)**	**21 496 601**	**20 384 490**	**1 112 111**	**–**	**20 625 707**
Contributions									
Contributions versées en vertu du programme de financement des services de justice pour les jeunes	–	184 972 994	–	–	184 972 994	184 972 994	–	–	184 972 994
Contributions pour l'aide juridique en matière criminelle	–	136 827 507	76 000 000	(1)	212 827 506	212 827 506	–	–	193 827 507
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	–	43 483 000	4 900 000	(905 976)	47 477 024	39 154 198	8 322 826	–	32 392 853
Contributions versées en vertu du programme juridique de partenariats et d'innovation	–	26 737 943	5 004 053	(4 873 483)	26 868 513	26 868 513	–	–	34 286 492
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale	–	23 480 232	–	(1 291 328)	22 188 904	22 188 904	–	–	22 088 092
Contributions versées en vertu du programme de justice autochtone	–	20 310 000	7 536 829	2 912 656	30 759 485	30 076 171	683 314	–	29 351 956
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	–	16 241 164	–	222 087	16 463 251	15 397 610	1 065 641	–	12 978 922
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	–	11 500 000	71 600 000	17 507 000	100 607 000	100 607 000	–	–	86 772 946
Contributions versées en vertu du programme de placement et de surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	–	11 048 000	–	1 241 195	12 289 195	12 289 195	–	–	12 148 000
Contributions versées en vertu du programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	–	10 961 288	3 000 000	(124 390)	13 836 898	13 836 898	–	–	12 489 232
Contributions versées en vertu du programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	–	10 631 276	–	(500 000)	10 131 276	10 131 276	–	–	10 131 276
Contributions à la mise en application des exigences de la *Loi sur les contraventions* en matière de langues officielles	–	8 137 900	–	(2 100 680)	6 037 220	6 037 220	–	–	5 408 420

Contributions pour les services d'accès à la justice dans les territoires (dans les domaines de l'aide juridique, de l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et des services de vulgarisation et d'information juridiques)	–	8 086 668	4 000 000	184 342	12 271 010	12 271 010	–	–	11 195 935
Contributions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	–	4 425 345	–	(201 569)	4 223 776	4 074 626	149 150	–	4 442 273
Contributions versées en vertu du programme d'avocats payés par l'État	–	3 362 345	–	(2 327 873)	1 034 472	884 472	150 000	–	891 562
Contributions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	–	2 000 000	500 000	40 400	2 540 400	2 540 400	–	–	–
Contributions pour les évaluations de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle	–	1 495 000	1 600 000	(1 303 125)	1 791 875	1 791 875	–	–	1 292 212
Contributions versées en vertu du Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers	–	550 000	–	(550 000)	–	–	–	–	–
Quotes-parts versées à la Conférence de la Haye de droit international privé	–	315 000	–	66 623	381 623	381 622	1	–	346 829
Quotes-parts versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	–	190 000	–	(45 292)	144 708	144 707	1	–	141 820
Contributions versées en vertu du programme des avocats spéciaux	–	100 000	–	–	100 000	42 207	57 793	–	149 396
Quotes-parts versées à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	–	85 000	–	26 877	111 877	111 877	–	–	100 732
Contributions pour les conseils juridiques pour les plaignants de harcèlement sexuel en milieu de travail	–	–	5 004 053	(4 387 466)	616 587	616 587	–	–	5 475 800
Total – Contributions	**–**	**524 940 662**	**179 144 935**	**3 589 997**	**707 675 594**	**697 246 868**	**10 428 726**	**–**	**660 885 249**
Total du ministère	**–**	**541 777 260**	**187 394 935**	**–**	**729 172 195**	**717 631 358**	**11 540 837**	**–**	**681 510 956**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
Contributions									
Programme de contributions relatif à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	496 464
Total de l'organisme	**–**	**500 000**	**–**	**–**	**500 000**	**500 000**	**–**	**–**	**496 464**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**542 277 260**	**187 394 935**	**–**	**729 672 195**	**718 131 358**	**11 540 837**	**–**	**682 007 420**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Justice			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services juridiques	423 573 952	423 573 952	416 634 624
Services internes	59 096 575	59 096 575	54 468 106
Total du ministère – Budgétaire	**482 670 527**	**482 670 527**	**471 102 730**
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	17 933 211	14 401 490	15 389 454
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	18 201 557	14 667 012	15 566 934
	36 134 768	29 068 502	30 956 388
Services internes			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	1 719 269	1 454 810	1 397 153
Dépenses recouvrables – Assurance-emploi	1 442 951	1 230 196	1 162 892
	3 162 220	2 685 006	2 560 045
Total de l'organisme – Budgétaire	**39 296 988**	**31 753 508**	**33 516 433**
Commission canadienne des droits de la personne			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services de soutien interne	2 508 558	1 985 022	2 104 448
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 508 558**	**1 985 022**	**2 104 448**
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale	275 000	–	–
Total de l'organisme – Budgétaire	**275 000**	**–**	**–**
Bureau du directeur des poursuites pénales			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de poursuite	22 542 000	14 961 416	15 201 716
Services internes	200 000	93 033	93 033
Total de l'organisme – Budgétaire	**22 742 000**	**15 054 449**	**15 294 749**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes – Commissariat à la protection de la vie privée	200 000	190 057	238 138
Total de l'organisme – Budgétaire	**200 000**	**190 057**	**238 138**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**547 693 073**	**531 653 563**	**522 256 498**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Justice		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres ministères du gouvernement	1 348	42 074
Divers	4 758 473	3 654 958
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 581 597	9 987 907
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	23 167	4 309
	11 364 585	13 689 248
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Enregistrement de divorces	648 990	621 060
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	5 746 561	5 906 407
	6 395 551	*6 527 467*
Services de nature non réglementaire		
Crédit net/Revenus des services juridiques	*22 612 838*	*21 328 083*
Autres frais et droits		
Services de soutien interne fournis aux autres ministères	3 049 290	2 981 091
Revenus reportés	560 704 015	545 808 697
	563 753 305	*548 789 788*
	592 761 694	576 645 338
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 435	1 547
Revenus divers		
Amendes et confiscations	1 605 625	2 497 064
Location de résidences et services publics	25 077	22 256
Produits d'autres montants adjugés par une cour	179 450	142 962
Divers	40	55
	1 810 192	2 662 337
Total du ministère	**605 938 906**	**592 998 470**
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	195 980	102 402
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	13 159	17 594
	209 139	119 996
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	167	454
Revenus divers		
Recouvrement des frais d'administration		
Assurance-emploi	19 012 987	20 172 065
Régimes de pension du Canada	19 066 634	20 331 465
Divers	750	136
Demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	115	–
	38 080 486	40 503 666
Total de l'organisme	**38 289 792**	**40 624 116**
Commission canadienne des droits de la personne		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	114 874	94 985
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	9 992	146 842
	124 866	241 827
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Services de soutien internes	1 985 022	2 104 448
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	93	905
Revenus divers	428 785	454 571
Total de l'organisme	**2 538 766**	**2 801 751**
Service administratif des tribunaux judiciaires		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	166 221	213 078
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	62 093
	166 221	275 171
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Droits de dépôt	2 294 358	1 810 693
Dépenses de la Cour	4 800	4 893
	2 299 158	*1 815 586*
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de photocopies et d'enregistrements audio	*3 782*	*17 708*
	2 302 940	1 833 294
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	191	14 612

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Amendes de la Cour	–	64 217
Recouvrement des frais d'administration – Assurance-emploi	1 212 494	1 685 463
Divers	53 740	15
	1 266 234	1 749 695
Total de l'organisme	**3 735 586**	**3 872 772**
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	155	4 040
Revenus divers		
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique – Juges	21 697 411	20 216 956
Total de l'organisme	**21 697 566**	**20 220 996**
Bureau du directeur des poursuites pénales		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	598 958	371 431
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	687 475	640
	1 286 433	372 071
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Charge de revenus affectés au crédit	17 751 878	18 019 148
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	155	1 974
Revenus divers		
Amendes et confiscations	31 507 397	66 353 532
Location de résidences et services publics	927 976	838 142
Facturation de société d'État	–	440
Divers	–	799[1]
	32 435 373	67 192 913
Total de l'organisme	**51 473 839**	**85 586 106**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	186 474	90 285
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	115 864	23 972
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	–	12 506
	302 338	126 763
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Recette sur le crédit		
Frais d'utilisation relatifs aux services de soutien internes	190 057	238 138
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	28 787	89
Revenus divers	52 018	1 025
Total de l'organisme	**573 200**	**366 015**
Registraire de la Cour suprême du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	56 227	61 855
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	41 947	31 528
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	2 110	12 713
	100 284	106 096
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Autres revenus de services non réglementaires	*1 921*	*4 091*
Ventes de biens et de produits d'information		
Revenus reportés	–	4 550
Revenus provenant des ventes de biens et produits d'information	5 040	175
	5 040	*4 725*
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'autres frais et droits	*54 373*	*96 589*
	61 334	105 405

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	517	13 088
Revenus divers		
Autres produits divers	92 042	120 707[1]
Divers	131	215[1]
	92 173	120 922
Total de l'organisme	**254 308**	**345 511**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	13 554 021	14 935 212
Ventes de biens et de services	615 052 925	598 945 771
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	32 345	32 669
Revenus divers	95 862 672	132 902 085
Total du portefeuille ministériel	**724 501 963**	**746 815 737**

[1] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 21

Comptes publics du Canada
2024-2025

Logement, Infrastructure et Collectivités

Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Bureau de l'infrastructure du Canada

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 378
Sommaire du portefeuille ministériel 381
Détail budgétaire par affectation 384
Responsabilités essentielles 386
Paiements de transfert 388
Revenus 391

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités

Infrastructure Canada supervise les programmes et les projets ainsi que les grands ponts, les sociétés d'État et les ententes de financement alternatives Bien que les sociétés d'État fonctionnent sans lien de dépendance, le Ministère joue un rôle de secrétariat pour les appuyer. Dans l'ensemble de la programmation, une gamme d'activités de surveillance est utilisée pour superviser les projets et s'assurer qu'ils sont exécutés comme prévu pour les Canadiens.

Politique en matière d'infrastructure publique, de collectivités, de logement abordable et d'itinérance

Infrastructure Canada établit des politiques à la fois pour l'infrastructure publique et des approches pour créer des logements abordables et lutter contre l'itinérance qui ciblent les besoins des Canadiens et des intervenants (partenaires publics et privés) tout en tenant compte des ressources limitées. Les politiques sont établies au moyen de stratégies, de plans, d'examen de modèles de financement alternatifs et de programmes de financement, et d'exigences d'admissibilité, entre autres outils, et leurs résultats sont surveillés afin d'éclairer la prise de décisions futures. Les solutions stratégiques déterminent la façon dont le gouvernement fédéral appuie le développement de l'infrastructure publique, les ponts, le transport en commun, l'eau potable et les eaux usées, l'atténuation des catastrophes et des approches pour lutter contre l'itinérance, entre autres, qui ont des répercussions sur la qualité de vie des Canadiens.

Investissements dans l'infrastructure publique, les collectivités et la lutte contre l'itinérance

Infrastructure Canada utilise divers mécanismes de financement pour maximiser l'optimisation des ressources dans les investissements directs du gouvernement dans les infrastructures (en exerçant un effet de levier) et pour s'attaquer aux problèmes du logement abordable et de la lutte contre l'itinérance.

- Les programmes axés sur l'allocation offrent un financement stable pour les projets qui équilibrent les priorités nationales avec les besoins locaux des provinces et des territoires;
- Les programmes de financement direct accordent du financement à des projets qui sont sélectionnés dans le cadre d'un processus de demande; et
- Les mécanismes de financement alternatifs désignent les projets exécutés en partenariat avec le secteur privé ou une organisation non gouvernementale et Infrastructure Canada ou des sociétés d'État relevant du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Aide pour combler les besoins en matière de logement

La Société canadienne d'hypothèques et de logement verse des fonds fédéraux pour améliorer l'accès au logement abordable pour les Canadiens dans le besoin, y compris les peuples autochtones, les personnes ayant des besoins spéciaux ou particuliers et certains groupes vulnérables. Le financement offert permet notamment de construire des logements, de fournir une aide continue pour l'entretien et l'administration du portefeuille de logements subventionnés, de réaliser des travaux de conversion, de réhabilitation, de réparation et de rénovation visant à préserver la qualité des logements abordables existants, ainsi que de maintenir l'abordabilité des logements. Le financement est offert en vertu de diverses modalités de mise en œuvre (p. ex., versement direct) ainsi que dans le cadre de partenariats avec les provinces et territoires, les groupes autochtones et les secteurs privé et sans but lucratif.

Financement de l'habitation

La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre du financement pour les initiatives liées au logement, y compris les activités d'octroi de prêts, afin d'encourager la production de logements abordables, de soutenir les travaux de réparation et de rénovation de logements locatifs et de favoriser l'accès des ménages à revenu faible ou modeste à des logements locatifs abordables à revenus mixtes. Parmi les autres initiatives de financement, on compte celles pouvant être exigées par le gouvernement du Canada pour soutenir les infrastructures municipales liées au logement ou le secteur du financement de l'habitation afin de faciliter l'accès au crédit.

Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel

La Société canadienne d'hypothèques et de logement fournit des informations, des données et des analyses fondées sur les faits en temps opportun pour appuyer la prise de décisions éclairées par le gouvernement et les autres secteurs. Elle mène également des recherches et diffuse des renseignements sur un large éventail de questions qui soutiennent l'abordabilité et la variété des logements, notamment les technologies du logement durable. La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre des conseils stratégiques au gouvernement sur des questions telles que le financement de l'habitation, les besoins en matière de logement, les marchés financiers et les conditions de logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement soutient les activités de développement du potentiel et des compétences dans le secteur de l'habitation, en aidant les personnes et les organisations à accéder aux ressources et à acquérir les connaissances dont elles ont besoin pour mettre au point des approches adaptées et novatrices visant à favoriser la production de logements abordables.

Bureau de l'infrastructure du Canada

Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités

Infrastructure Canada supervise les programmes et les projets ainsi que les grands ponts, les sociétés d'État et les ententes de financement alternatifs. Bien que les sociétés d'État fonctionnent sans lien de dépendance, le Ministère joue un rôle de secrétariat pour les appuyer. Dans l'ensemble de la programmation, une gamme d'activités de surveillance est utilisée pour superviser les projets et s'assurer qu'ils sont exécutés comme prévu pour les Canadiens.

Politique en matière d'infrastructure publique, de collectivités, de logement abordable et d'itinérance

Infrastructure Canada établit des politiques à la fois pour l'infrastructure publique et des approches pour créer des logements abordables et lutter contre l'itinérance qui ciblent les besoins des Canadiens et des intervenants (partenaires publics et privés) tout en tenant compte des ressources limitées. Les politiques sont établies au moyen de stratégies, de plans, d'examen de modèles de financement alternatifs et de programmes de financement, et d'exigences d'admissibilité, entre autres outils, et leurs résultats sont surveillés afin d'éclairer la prise de décisions futures. Les solutions stratégiques déterminent la façon dont le gouvernement fédéral appuie le développement de l'infrastructure publique, les ponts, le transport en commun, l'eau potable et les eaux usées, l'atténuation des catastrophes et des approches pour lutter contre l'itinérance, entre autres, qui ont des répercussions sur la qualité de vie des Canadiens.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Investissements dans l'infrastructure publique, les collectivités et la lutte contre l'itinérance

Infrastructure Canada utilise divers mécanismes de financement pour maximiser l'optimisation des ressources dans les investissements directs du gouvernement dans les infrastructures (en exerçant un effet de levier) et pour s'attaquer aux problèmes du logement abordable et de la lutte contre l'itinérance.

- Les programmes axés sur l'allocation offrent un financement stable pour les projets qui équilibrent les priorités nationales avec les besoins locaux des provinces et des territoires;
- Les programmes de financement direct accordent du financement à des projets qui sont sélectionnés dans le cadre d'un processus de demande; et
- Les mécanismes de financement alternatifs désignent les projets exécutés en partenariat avec le secteur privé ou une organisation non gouvernementale et Infrastructure Canada ou des sociétés d'État relevant du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Gérer de manière systémique afin d'assurer la sécurité et la pérennité des infrastructures majeures qui lui sont confiées en préconisant une approche de développement durable.

Autorité du pont Windsor-Détroit

Selon les termes de ses Lettres Patentes et de l'Accord sur le Passage, l'autorité du pont Windsor-Détroit est responsable de l'exécution des obligations de l'Autorité du Passage en tant que partie de l'Accord sur le Passage, et de construire et / ou exploiter le Passage International de la Rivière Détroit.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités [2]									
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	34 919 865	–	34 919 865				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	4 000	4 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	150 540	150 540				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	8 552 650	8 552 650				
	Virement au crédit 1 (Commission de la fonction publique)	–	–	–	(84 000)	(84 000)				
	Affectations réputées du crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	218 143 320	218 143 320				
	Total – Crédit 1	–	–	34 919 865	226 766 510	261 686 375	245 322 265	16 364 110	–	–
5	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	19 414 426	19 414 426				
	Affectations réputées du crédit 5 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	17 366 162	17 366 162				
	Total – Crédit 5	–	–	–	36 780 588	36 780 588	9 473 694	27 306 894	–	–
10b	Subventions et contributions	–	–	166 447 638	–	166 447 638				
	Virement du CT, crédit 5[1]	–	–	–	3 520 256	3 520 256				
	Affectations réputées du crédit 10 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	4 982 600 466	4 982 600 466				
	Total – Crédit 10	–	–	166 447 638	4 986 120 722	5 152 568 360	4 707 130 812	445 437 548	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	2 093 384	19 062 997	21 156 381	21 156 381	–	–	–
(S)	Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	87 645	87 645	87 645	–	–	–
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	–	–	2 368 157 557	2 368 157 557	2 368 157 557	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire	**–**	**–**	**203 460 887**	**7 636 976 019**	**7 840 436 906**	**7 351 328 354**	**489 108 552**	**–**	**–**
	Société canadienne d'hypothèques et de logement									
1	Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	5 620 208 332	–	–	5 620 208 332				
1a	Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	–	212 374 706	–	212 374 706				
1b	Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	–	–	742 513 960	–	742 513 960				

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Virement au :									
	crédit 1 (Bureau de l'infrastructure du Canada)	–	–	–	(13 027 846)	(13 027 846)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(203 019)	(203 019)				
	Total – Crédit 1	–	5 620 208 332	954 888 666	(13 230 865)	6 561 866 133	5 466 687 949	1 095 178 184	–	5 491 113 368
(S)	Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la *Loi sur la prestation pour logement locatif*	–	7 500 000	–	(30 598 325)	(23 098 325)	(23 098 325)	–	–	(60 842 882)
	Total budgétaire	–	5 627 708 332	954 888 666	(43 829 190)	6 538 767 808	5 443 589 624	1 095 178 184	–	5 430 270 486
(S)	(L) Avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (L.R.C. (1985), ch. N-11)	–	(194 777 830)	–	–	(194 777 830)	(194 777 830)	–	–	(119 838 866)
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**5 627 708 332**	**954 888 666**	**(43 829 190)**	**6 538 767 808**	**5 443 589 624**	**1 095 178 184**	**–**	**5 430 270 486**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**–**	**(194 777 830)**	**–**	**–**	**(194 777 830)**	**(194 777 830)**	**–**	**–**	**(119 838 866)**
	Bureau de l'infrastructure du Canada [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	257 762 976	–	–	257 762 976				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	73 723	–	73 723				
	Virement du crédit 1 (Société canadienne d'hypothèques et de logement)	–	–	–	13 027 846	13 027 846				
	Affectations réputées au crédit 1 (Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités)	–	–	–	(218 143 320)	(218 143 320)				
	Total – Crédit 1	–	257 762 976	73 723	(205 115 474)	52 721 225	52 721 224	1	–	285 303 151
5	Dépenses en capital	–	18 774 480	–	–	18 774 480				
	Affectations réputées au crédit 5 (Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités)	–	–	–	(17 366 162)	(17 366 162)				
	Total – Crédit 5	–	18 774 480	–	(17 366 162)	1 408 318	1 408 318	–	–	10 412 472
10	Subventions et contributions	–	5 541 224 138	–	–	5 541 224 138				
	Affectations réputées au crédit 10 (Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités)	–	–	–	(4 982 600 466)	(4 982 600 466)				
	Total – Crédit 10	–	5 541 224 138	–	(4 982 600 466)	558 623 672	558 623 671	1	–	4 930 969 163
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	19 192 265	16 124	(14 419 936)	4 788 453	4 788 453	–	–	25 288 742
(S)	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	8 233	8 233	8 233	–	–	134 300
(S)	Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(98 600)	–	–	–	–	–

(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	2 368 157 557	–	(2 368 157 557)	–	–	–	–	2 367 617 331
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	34 809	–	–	–	34 809	–	34 809	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**34 809**	**8 205 210 016**	**89 847**	**(7 587 749 962)**	**617 584 710**	**617 549 899**	**34 811**	**–**	**7 619 725 159**
	Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.									
1	Paiements à la société	–	262 413 187	–	–	262 413 187	189 641 990	72 771 197	–	156 303 193
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**262 413 187**	**–**	**–**	**262 413 187**	**189 641 990**	**72 771 197**	**–**	**156 303 193**
	Autorité du pont Windsor-Détroit									
1	Paiements à l'Autorité	–	951 657 774	–	–	951 657 774				
1b	Paiements à l'Autorité	–	–	256 365 548	–	256 365 548				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**951 657 774**	**256 365 548**	**–**	**1 208 023 322**	**944 189 291**	**263 834 031**	**–**	**1 289 462 758**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**34 809**	**15 046 989 309**	**1 414 804 948**	**5 396 867**	**16 467 225 933**	**14 546 299 158**	**1 920 926 775**	**–**	**14 495 761 596**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**(194 777 830)**	**–**	**–**	**(194 777 830)**	**(194 777 830)**	**–**	**–**	**(119 838 866)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] Suivant la sanction royale du projet de loi C-59 et en vertu de la section 11 de la partie 5 du projet de loi, la *Loi sur le ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités* est édictée, ce qui constitue le ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, abroge la *Loi sur le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique* et dissout le Bureau de l'infrastructure du Canada. Ces mesures sont entrées en vigueur le 20 juin 2024.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	248 541 207	239 595 502	8 945 705	–
Initiatives publicitaires	5 750 000	5 726 763	23 237	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 015 773	–	5 015 773	–
Réduction	2 379 395	–	2 379 395	–
	261 686 375	*245 322 265*	*16 364 110*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	34 417 687	9 473 694	24 943 993	–
Affectations bloquées				
Report	2 362 901	–	2 362 901	–
	36 780 588	*9 473 694*	*27 306 894*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	4 773 008 931	4 707 130 812	65 878 119	–
Affectations bloquées				
Report	379 559 429	–	379 559 429	–
	5 152 568 360	*4 707 130 812*	*445 437 548*	–
Montants législatifs	2 389 401 583	2 389 401 583	–	–
	7 840 436 906	7 351 328 354	489 108 552	–
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Crédit 1 – Remboursement en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* et la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*				
Autre autorisation	5 610 430 628	5 466 687 949	143 742 679	–
Affectations bloquées				
Report	752 741 582	–	752 741 582	–
Transfert/réaffectation	198 693 923	–	198 693 923	–
	6 561 866 133	*5 466 687 949*	*1 095 178 184*	–
Montants législatifs	(23 098 325)	(23 098 325)	–	–
	6 538 767 808	5 443 589 624	1 095 178 184	–
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	52 721 225	52 721 224	1	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	1 408 318	1 408 318	–	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	558 623 672	558 623 671	1	–
Montants législatifs	4 831 495	4 796 686	34 809	–
	617 584 710	617 549 899	34 811	–

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la société				
Paiements à la Société d'État	174 570 301	134 051 724	40 518 577	–
Paiements à la Société d'État – Capital	62 331 448	55 590 266	6 741 182	–
Affectations bloquées				
Report	25 511 438	–	25 511 438	–
	262 413 187	189 641 990	72 771 197	–
Autorité du pont Windsor-Détroit				
Crédit 1 – Paiements à l'Autorité				
Paiements à la Société d'État	362 380 159	234 556 236	127 823 923	–
Budget en capital	845 643 163	709 633 055	136 010 108	–
	1 208 023 322	944 189 291	263 834 031	–
Total du portefeuille ministériel	**16 467 225 933**	**14 546 299 158**	**1 920 926 775**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités												
Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités	108 435 366	98 831 726	35 682 857	9 046 158	7 513 691 662	7 071 180 413	–	–	7 657 809 885	7 179 058 297	–	–
Politique en matière d'infrastructure publique, de collectivités, de logement abordable et d'itinérance	67 088 854	60 328 384	92 063	–	7 034 255	4 107 956	–	–	74 215 172	64 436 340	–	–
Investissements dans l'infrastructure publique, les collectivités et la lutte contre l'itinérance	32 673 189	32 673 189	–	–	–	–	–	–	32 673 189	32 673 189	–	–
Services internes	74 732 992	74 732 992	1 005 668	427 536	–	–	–	–	75 738 660	75 160 528	–	–
Total du ministère	**282 930 401**	**266 566 291**	**36 780 588**	**9 473 694**	**7 520 725 917**	**7 075 288 369**	**–**	**–**	**7 840 436 906**	**7 351 328 354**	**–**	**–**
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Aide pour combler les besoins en matière de logement	3 075 131 171	2 740 796 521	–	–	–	–	–	–	3 075 131 171	2 740 796 521	(194 777 830)	(194 777 830)
Financement de l'habitation	2 120 003 219	1 360 786 484	–	–	–	–	–	–	2 120 003 219	1 360 786 484	–	–
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel	1 343 633 418	1 342 006 619	–	–	–	–	–	–	1 343 633 418	1 342 006 619	–	–
Total de l'organisme	**6 538 767 808**	**5 443 589 624**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6 538 767 808**	**5 443 589 624**	**(194 777 830)**	**(194 777 830)**
Bureau de l'infrastructure du Canada												
Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités	19 828 395	19 828 395	1 408 318	1 408 318	558 310 172	558 310 171	–	–	579 546 885	579 546 884	–	–
Politique en matière d'infrastructure publique, de collectivités, de logement abordable et d'itinérance	17 009 559	17 009 558	–	–	313 500	313 500	–	–	17 323 059	17 323 058	–	–

Investissements dans l'infrastructure publique, les collectivités et la lutte contre l'itinérance	6 842 713	6 842 713	–	–	–	–	–	–	6 842 713	6 842 713	–	–
Services internes	13 872 053	13 837 244	–	–	–	–	–	–	13 872 053	13 837 244	–	–
Total du ministère	**57 552 720**	**57 517 910**	**1 408 318**	**1 408 318**	**558 623 672**	**558 623 671**	**–**	**–**	**617 584 710**	**617 549 899**	**–**	**–**
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	**262 413 187**	**189 641 990**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**262 413 187**	**189 641 990**	**–**	**–**
Autorité du pont Windsor-Détroit	**1 208 023 322**	**944 189 291**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 208 023 322**	**944 189 291**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**8 349 687 438**	**6 901 505 106**	**38 188 906**	**10 882 012**	**8 079 349 589**	**7 633 912 040**	**–**	**–**	**16 467 225 933**	**14 546 299 158**	**(194 777 830)**	**(194 777 830)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités									
Subventions									
Subvention du Fonds de lutte contre les locations à court terme	–	–	14 365 381	–	14 365 381	5 203 935	9 161 446	–	–
Financement pour la consultation autochtone	–	–	16 673	–	16 673	–	16 673	–	–
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	–	–	–	11 019 209	11 019 209	11 019 209	–	–	–
Subventions fonds d'infrastructure naturelle	–	–	–	3 965 541	3 965 541	2 265 541	1 700 000	–	–
Subventions pour le transport actif	–	–	–	1 072 246	1 072 246	1 072 246	–	–	–
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural	–	–	–	740 000	740 000	740 000	–	–	–
Total – Subventions	**–**	**–**	**14 382 054**	**16 796 996**	**31 179 050**	**20 300 931**	**10 878 119**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	–	–	121,680,035	115,007,417	236,687,452	236 687 452	–	–	–
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs	–	–	24 808 251	339 659 638	364 467 889	364 467 889	–	–	–
Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement	–	–	5 577 298	(5 577 298)	–	–	–	–	–
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	–	–	–	2 482 338 034	2 482 338 034	2 482 338 034	–	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	–	–	–	689 237 131	689 237 131	600 268 459	88 968 672	–	–
Programme permanent pour le transport en commun	–	–	–	411 157 766	411 157 766	411 157 766	–	–	–
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	–	–	–	399 290 346	399 290 346	268 336 422	130 953 924	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	–	–	–	132 215 120	132 215 120	99 563 948	32 651 172	–	–
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	–	–	–	98 785 495	98 785 495	42 534 249	56 251 246	–	–
Fonds d'infrastructure naturelle	–	–	–	93 299 904	93 299 904	22 613 614	70 686 290	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	–	–	–	39 675 016	39 675 016	39 675 016	–	–	–

Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	–	–	38 417 307	38 417 307	38 417 307	–	–	–
Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans	–	–	–	10 399 066	10 399 066	10 399 066	–	–	–
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	–	–	–	13 712 213	13 712 213	13 712 213	–	–	–
Initiative Soutenir les infrastructures résilientes aux changements climatiques	–	–	–	5 907 955	5 907 955	4 107 955	1 800 000	–	–
Initiative de recherche et de connaissances	–	–	–	6 135 293	6 135 293	6 135 293	–	–	–
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	–	–	–	4 200 000	4 200 000	4 200 000	–	–	–
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes	–	–	–	10 025 000	10 025 000	10 025 000	–	–	–
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	–	–	–	23 468 653	23 468 653	23 468 653	–	–	–
Initiative canadienne pour des collectivités en santé	–	–	–	200 000	200 000	200 000	–	–	–
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	–	–	–	40 269 670	40 269 670	901 565	39 368 105	–	–
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées	–	–	–	21 500 000	21 500 000	7 619 980	13 880 020	–	–
Total – Contributions	**–**	**–**	**152 065 584**	**4 969 323 726**	**5 121 389 310**	**4 686 829 881**	**434 559 429**	**–**	**–**
Autres paiements de transfert									
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	–	–	2 368 157 557	2 368 157 557	2 368 157 557	–	–	–
Total – Autres paiements de transfert	**–**	**–**	**–**	**2 368 157 557**	**2 368 157 557**	**2 368 157 557**	**–**	**–**	**–**
Total du ministère	**–**	**–**	**166 447 638**	**7 354 278 279**	**7 520 725 917**	**7 075 288 369**	**445 437 548**	**–**	**–**
Bureau de l'infrastructure du Canada									
Subventions									
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	–	10 608 854	–	(7 498 953)	3 109 901	3 109 901	–	–	11 976 468
Subventions fonds d'infrastructure naturelle	–	10 000 000	–	(10 000 000)	–	–	–	–	720 812
Subventions pour le transport actif	–	4 373 255	–	(4 173 255)	200 000	200 000	–	–	3 374 514
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural	–	2 985 865	–	(2 935 865)	50 000	50 000	–	–	274 283
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 175 723
Total – Subventions	**–**	**27 967 974**	**–**	**(24 608 073)**	**3 359 901**	**3 359 901**	**–**	**–**	**17 521 800**
Contributions									
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	–	1 711 134 493	–	(1 703 471 800)	7 662 693	7 662 693	–	–	2 040 641 021
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	–	1 322 290 746	–	(1 294 224 177)	28 066 569	28 066 569	–	–	996 804 223
Programme permanent pour le transport en commun	–	842 647 287	–	(839 064 384)	3 582 903	3 582 903	–	–	48 468 761
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	–	503 180 438	–	(26 077 224)	477 103 214	477 103 214	–	–	583 056 877

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	–	348 666 741	–	(336 321 980)	12 344 761	12 344 761	–	–	331 016 619
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs	–	318 922 228	–	(306 322 855)	12 599 373	12 599 373	–	–	231 822 177
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	–	214 433 594	–	(214 433 594)	–	–	–	–	135 321 012
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	–	83 118 698	–	(83 118 698)	–	–	–	–	132 077 719
Fonds d'infrastructure naturelle	–	71 590 612	–	(71 501 910)	88 702	88 702	–	–	10 499 269
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	–	26 215 300	–	(24 679 497)	1 535 803	1 535 803	–	–	78 113 081
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	19 208 333	–	(19 208 333)	–	–	–	–	16 583 333
Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans	–	16 581 895	–	(10 567 346)	6 014 549	6 014 549	–	–	–
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	–	10 481 729	–	(10 481 729)	–	–	–	–	2 753 023
Initiative Soutenir les infrastructures résilientes aux changements climatiques	–	7 347 755	–	(7 034 255)	313 500	313 500	–	–	–
Initiative de recherche et de connaissances	–	5 372 234	–	(5 372 234)	–	–	–	–	2 676 710
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	–	4 200 000	–	(4 200 000)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes	–	3 041 566	–	(3 041 566)	–	–	–	–	12 034 485
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	–	2 122 515	–	(2 122 515)	–	–	–	–	2 052 509
Initiative canadienne pour des collectivités en santé	–	1 200 000	–	(200 000)	1 000 000	1 000 000	–	–	1 320 000
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	–	1 000 000	–	3 951 704	4 951 704	4 951 703	1	–	12 616 489
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées	–	500 000	–	(500 000)	–	–	–	–	8 389 604
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	267 200 451
Total – Contributions	**–**	**5 513 256 164**	**–**	**(4 957 992 393)**	**555 263 771**	**555 263 770**	**1**	**–**	**4 913 447 363**
Autres paiements de transfert									
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	**–**	**2 368 157 557**	**–**	**(2 368 157 557)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 367 617 331**
Total de l'organisme	**–**	**7 909 381 695**	**–**	**(7 350 758 023)**	**558 623 672**	**558 623 671**	**1**	**–**	**7 298 586 494**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**7 909 381 695**	**166 447 638**	**3 520 256**	**8 079 349 589**	**7 633 912 040**	**445 437 549**	**–**	**7 298 586 494**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres transferts à des organismes à but non lucratif et autres organisations		
Autres paiements de transfert	161 370	–
Trop-payés de salaire	379 640	–
Avances salariales aux employés	38 075	–
Paiements à l'industrie		
Autres transferts à l'industrie	1 575 410	–
Recouvrements de traitements, biens et services		
Traitements et salaires de base pour le personnel civil – Temps régulier – Emploi continu	35 769	–
Recouvrements de biens et services	19 728	–
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert	5 062 408	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Traitement et salaires	2 121 167	–
Dépenses de fonctionnement	53 843	–
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert	6 870 969	–
Autres transferts à des organismes à but non lucratif et autres organisations	168 445	–
	16 486 824	–
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*4 589 726*	–
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics	2 412 675	–
Revenus reportés	11 039 049	–
	13 451 724	–
	18 041 450	–
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	(2 228)	–
Revenus provenant de frais relatifs à l'accès à l'information	5	–
Divers	1 421	–
	(802)	–
Total du ministère	**34 527 472**	**–**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	84 176 676	99 134 836
Recouvrements et redressements		
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	4 205 920	–
Revenus divers		
Autres recouvrements de tiers	12 629 180	14 488 712
Total de l'organisme	**101 011 776**	**113 623 548**
Bureau de l'infrastructure du Canada		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Dividendes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	145 000 000	830 000 000
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Autres transferts à des organismes à but non lucratif et autres organisations		
Autres paiements de transfert	39 452	645 388
Trop-payés de salaire	135 847	448 641
Avances salariales aux employés	4 773	11 281
Paiements à l'industrie		
Autres transferts à l'industrie	81 767	10 756 693
Recouvrements de traitements, biens et services		
Traitements et salaires de base pour le personnel civil – Temps régulier – Emploi continu	8 180	24 768
Recouvrements de biens et services	12 275	18 758
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert	1 471 985	7 444 038
Autres charges diverses	292	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Traitement et salaires	–	11 796
Dépenses de fonctionnement	–	188 994
Transferts à d'autres ordres de gouvernement		
Autres paiements de transfert	82 494	29 335 525
Autres transferts à des organismes à but non lucratif et autres organisations	–	4 182
	1 837 065	48 890 064

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics	412 682	2 560 984
Revenus reportés	(407 272)	80 552
	5 410	2 641 536
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État		
Disposition d'un véhicule	–	34 809
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	47 023	22 526
Revenus provenant de frais relatifs à l'accès à l'information	–	30
	47 023	22 556
Total de l'organisme	**146 889 498**	**881 588 935**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	229 176 676	929 134 836
Recouvrements et redressements	22 529 809	48 890 064
Ventes de biens et de services	18 046 860	2 641 536
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	34 809
Revenus divers	12 675 401	14 511 268
Total du portefeuille ministériel	**282 428 746**	**995 212 513**

[1] Intérêt sauf indication contraire

Section 22

Comptes publics du Canada
2024-2025

Parcs Canada

Agence Parcs Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 394
Sommaire du portefeuille ministériel 395
Détail budgétaire par affectation 396
Responsabilités essentielles 397
Paiements de transfert 398
Revenus 399

Description des responsabilités essentielles

Agence Parcs Canada

Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada

Créer des parcs nationaux et des aires marines nationales de conservation; désigner des lieux, des personnes et des événements d'importance historique nationale; protéger et conserver le patrimoine naturel et culturel en se laissant guider par la science et le savoir autochtone; offrir des possibilités d'explorer le patrimoine naturel et culturel du Canada, d'en faire l'expérience et d'en profiter pleinement; assumer ces responsabilités avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les Autochtones et d'autres intervenants.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence Parcs Canada [1]									
1	Reclassé d'Environnement et Changement climatique (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	755 983 434	755 983 434	738 147 722	17 835 712	–	748 473 416
5	Reclassé d'Environnement et Changement climatique (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	339 750 983	339 750 983	261 833 719	77 917 264	–	290 151 548
10	Reclassé d'Environnement et Changement climatique (crédit 10) aux fins de présentation	–	–	–	35 650 130	35 650 130	35 650 130	–	–	81 304 508
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	–	–	80 888 300	80 888 300	80 888 300	–	–	85 493 621
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	28 750	28 750	28 750	–	–	–
(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	–	–	–	298 109 224	298 109 224	252 197 227	–	45 911 997	247 125 340
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**–**	**–**	**1 510 410 821**	**1 510 410 821**	**1 368 745 848**	**95 752 976**	**45 911 997**	**1 452 548 433**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Le décret C.P. 2025-0415 a nommé le ministre du Patrimoine canadien à titre de ministre responsable de l'Agence Parcs Canada, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, l'Agence était sous la responsabilité du ministre de l'Environnement et des dépenses non législatives d'environ 894 236 890 $ ont été approuvées par le ministre de l'Environnement.

À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence Parcs Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	631 538 419	631 530 942	7 477	–
Subventions et contributions	103 617 642	103 617 642	–	–
Initiatives publicitaires	3 000 000	2 999 138	862	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	17 827 373	–	17 827 373	–
	755 983 434	*738 147 722*	*17 835 712*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	337 850 983	261 833 719	76 017 264	–
Affectations bloquées				
Réduction	1 900 000	–	1 900 000	–
	339 750 983	*261 833 719*	*77 917 264*	–
Crédit 10 – Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
Autre autorisation	*35 650 130*	*35 650 130*	–	–
Montants législatifs	379 026 274	333 114 277	–	45 911 997
Total du portefeuille ministériel	**1 510 410 821**	**1 368 745 848**	**95 752 976**	**45 911 997**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence Parcs Canada												
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada	927 424 088	830 839 597	330 607 052	257 996 140	103 617 642	103 617 642	–	–	1 361 648 782	1 192 453 379	–	–
Services internes	139 618 108	172 454 890	9 143 931	3 837 579	–	–	–	–	148 762 039	176 292 469	–	–
Total du portefeuille ministériel	**1 067 042 196**	**1 003 294 487**	**339 750 983**	**261 833 719**	**103 617 642**	**103 617 642**	**–**	**–**	**1 510 410 821**	**1 368 745 848**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence Parcs Canada									
Subventions									
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	–	–	–	2 471 562	2 471 562	2 471 562	–	–	2 465 497
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique	–	–	–	7 275 004	7 275 004	7 275 004	–	–	1 590 046
Fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits de Tallurutiup Imanga	–	–	–	2 100 000	2 100 000	2 100 000	–	–	2 100 000
Subvention au Jardin international de la paix	–	–	–	22 700	22 700	22 700	–	–	22 700
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	1 657 500
Total – Subventions	**–**	**–**	**–**	**11 869 266**	**11 869 266**	**11 869 266**	**–**	**–**	**7 835 743**
Contributions									
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	–	–	–	86 630 720	86 630 720	86 630 720	–	–	74 686 561
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	–	–	–	3 758 864	3 758 864	3 758 864	–	–	3 770 000
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	–	–	–	1 358 792	1 358 792	1 358 792	–	–	1 665 240
Total – Contributions	**–**	**–**	**–**	**91 748 376**	**91 748 376**	**91 748 376**	**–**	**–**	**80 121 801**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**103 617 642**	**103 617 642**	**103 617 642**	**–**	**–**	**87 957 544**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence Parcs Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 273 739	3 338 907
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 402 959	737 825
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	85 892	11 553
	5 762 590	4 088 285
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics	35 265 867	41 317 961
Revenus reportés	19 645 787	–
	54 911 654	*41 317 961*
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire	162 056 832	158 157 892
Revenus reportés	(10 121 331)	3 119 441
	151 935 501	*161 277 333*
Ventes de biens et de produits d'information	*2 461 939*	*2 410 348*
Autres frais et droits	*12 554 726*	*12 315 205*
	221 863 820	217 320 847
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	93 005	72 618
Revenus provenant d'amendes	29 436	18 506
Autres revenus divers	90	–
Revenus divers provenant de sociétés d'État	2 370 775	–
	2 493 306	91 124
Total du portefeuille ministériel	**230 119 716**	**221 500 256**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 23

Comptes publics du Canada
2024-2025

Parlement

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Bureau du directeur parlementaire du budget

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Service de protection parlementaire

Sénat

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 402
Sommaire du portefeuille ministériel 405
Détail budgétaire par affectation 407
Responsabilités essentielles 409
Paiements de transfert 411
Détail des montants disponibles pour être dépensés 412
Revenus 412

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Chambre des communes

Députés et agents supérieurs de la Chambre

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités, et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, et étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent aux comités permanents et aux comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie des projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et des politiques du gouvernement. Ils font également partie d'associations parlementaires et de groupes interparlementaires et se joignent à des délégations dans le cadre d'échanges parlementaires. Finalement, en caucus, les députés élaborent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers en collaboration avec les autres députés de leur parti, et dirigent le travail du bureau de recherche de leur parti. Les agents supérieurs de la Chambre sont des députés élus ou nommés à des postes au sein du caucus national d'un parti reconnu qui assument des fonctions parlementaires supplémentaires.

Administration de la Chambre

Les employés de l'Administration de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature. De plus, ils sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution, assurant la continuité d'une législature à l'autre, l'accès aux archives parlementaires et la stabilité de l'infrastructure à l'appui des députés dans le processus démocratique. Ils offrent des conseils et du soutien dans une vaste gamme de domaines tels que : les services procéduraux, législatifs et juridiques; la gestion et les technologies de l'information; la gestion des immeubles; la sécurité; les services de restauration; les finances; les ressources humaines; et la santé et sécurité au travail. Les employés de l'Administration de la Chambre des communes s'efforcent de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant de leur circonscription, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement

Services d'information aux parlementaires

Cette activité de programme offre aux parlementaires des services d'information, de documentation, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles de législateur et de représentant et les soutenir dans leurs efforts visant à rendre le Parlement et l'information à son propos accessibles au public.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Application et interprétation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés

Sous la direction du commissaire, le Commissariat donne des conseils confidentiels aux titulaires de charge publique et aux députées et députés sur l'observation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés. Le Commissariat reçoit et examine les rapports confidentiels et diffuse des renseignements devant être rendus publics. Le commissaire peut mener une étude pour déterminer si une ou un titulaire ou ex-titulaire de charge publique a contrevenu ou non à la Loi et peut mener une enquête pour déterminer si une députée ou un député a contrevenu ou non au Code. Le commissaire a également pour mandat de fournir des avis confidentiels au premier ministre sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique. Cette activité de programme profite à la population canadienne en réduisant au minimum les possibilités de conflit entre les intérêts personnels des titulaires de charge publique ou des membres de la députation et leurs fonctions officielles, en prévoyant les moyens de régler de tels conflits, le cas échéant, dans l'intérêt public, et en démontrant au public que les titulaires de charge publique et les membres de la députation sont tenus de respecter des normes qui placent l'intérêt public au-dessus de leurs intérêts personnels.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur parlementaire du budget

Analyse financière et économique

Le directeur parlementaire du budget fournit, de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement. Le directeur parlementaire du budget fournit au Parlement, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne, et, à la demande de tout comité ou parlementaire, d'évaluer le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement. De plus, le directeur parlementaire du budget est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections.

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller sénatorial en éthique : fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du Code; examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité; préparer des résumés publics; enquêter, au besoin, sur la conformité au Code.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Service de protection parlementaire

Sécurité physique

Le Service de protection parlementaire est responsable de la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline parlementaire. Ceci inclut la sécurité physique de la Cité parlementaire, des parlementaires, de leur personnel et des invités du Parlement, ainsi que tout visiteur de la Colline parlementaire et/ou de la Cité parlementaire, y compris les biens qui y sont situés ou les évènements qui s'y déroulent.

Sénat

Sénateurs, agents supérieurs, et leurs bureaux

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies. Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite et allocations de retraite; frais de déplacement et de télécommunication; rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses du personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les deux autres activités de programme du Sénat. Le programme Soutien administratif fournit des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, des biens et services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités. Les dépenses liées à ce programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité institutionnelle; services d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports; amélioration de la gouvernance au moyen notamment de vérifications internes et d'une gestion stratégique.

Chambre, comités et associations

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs qui font partie des comités permanents, spéciaux ou mixtes, ainsi qu'aux associations parlementaires, c'est-à-dire les produits liés à la procédure, aux mesures législatives et à l'information, tels que les décisions du Président, la rédaction des mesures législatives, les publications officielles et la télédiffusion; les services administratifs tels que les budgets et la logistique des réunions. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : salaires du greffier du Sénat et aux secteurs législatifs; journaux, comptes rendus des débats et les publications; comités, associations et échanges parlementaires; télédiffusion; communications; programme des pages du Sénat.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Chambre des communes									
1	Dépenses du programme	–	447 532 396	–	–	447 532 396				
1b	Dépenses du programme	–	–	39 552 390	–	39 552 390				
	Total – Crédit 1	–	447 532 396	39 552 390	–	487 084 786	469 607 816	17 476 970	–	433 835 199
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	47 458 595	1 836 613	1 799 645	51 094 853	51 094 853	–	–	48 204 559
(S)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*	–	108 101 003	–	(749 727)	107 351 276	107 351 276	–	–	109 172 403
(S)	Députés – Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*	–	20 600 000	–	(4 551 663)	16 048 337	16 048 337	–	–	46 704 511
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**623 691 994**	**41 389 003**	**(3 501 745)**	**661 579 252**	**644 102 282**	**17 476 970**	**–**	**637 916 672**
	Bibliothèque du Parlement									
1	Dépenses du programme	–	56 408 462	–	–	56 408 462	55 442 634	965 828	–	54 822 071
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 451 567	–	185 233	6 636 800	6 636 800	–	–	6 454 243
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**62 860 029**	**–**	**185 233**	**63 045 262**	**62 079 434**	**965 828**	**–**	**61 276 314**
	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique									
1	Dépenses du programme	–	7 708 333	–	–	7 708 333	7 593 713	114 620	–	6 874 575
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	867 230	–	71 886	939 116	939 116	–	–	838 779
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**8 575 563**	**–**	**71 886**	**8 647 449**	**8 532 829**	**114 620**	**–**	**7 713 354**
	Bureau du directeur parlementaire du budget									
1	Dépenses du programme	–	7 124 435	–	–	7 124 435	5 972 573	1 151 862	–	5 913 069
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	746 458	–	(68 733)	677 725	677 725	–	–	667 883
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**7 870 893**	**–**	**(68 733)**	**7 802 160**	**6 650 298**	**1 151 862**	**–**	**6 580 952**
	Bureau du conseiller sénatorial en éthique									
1	Dépenses du programme	–	1 451 267	–	–	1 451 267	993 304	457 963	–	849 579
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	145 834	–	(34 448)	111 386	111 386	–	–	102 442
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 597 101**	**–**	**(34 448)**	**1 562 653**	**1 104 690**	**457 963**	**–**	**952 021**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Service de protection parlementaire									
1	Dépenses du programme	–	93 789 457	–	–	93 789 457				
1b	Dépenses du programme	–	–	4 600 000	–	4 600 000				
	Total – Crédit 1	–	93 789 457	4 600 000	–	98 389 457	95 886 262	2 503 195	–	84 465 636
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	10 753 726	–	1 184 779	11 938 505	11 938 505	–	–	10 501 262
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**104 543 183**	**4 600 000**	**1 184 779**	**110 327 962**	**107 824 767**	**2 503 195**	**–**	**94 966 898**
	Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement [2]									
1	Dépenses du programme	–	3 487 816	–	–	3 487 816				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	170 471	170 471				
	Reclassé sous Institutions démocratiques (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(3 660 787)	(3 660 787)				
	Total – Crédit 1	–	3 487 816	–	(3 487 816)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	232 784	–	(232 784)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**3 720 600**	**–**	**(3 720 600)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Sénat									
1	Dépenses du programme	–	95 448 409	–	–	95 448 409	90 300 978	5 147 431	–	78 997 536
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 493 824	–	315 048	9 808 872	9 808 872	–	–	9 023 449
(S)	Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (R.S.C. (1985), ch. M-5)	–	29 926 281	–	(96 296)	29 829 985	29 829 985	–	–	29 959 786
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**134 868 514**	**–**	**218 752**	**135 087 266**	**129 939 835**	**5 147 431**	**–**	**117 980 771**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**–**	**947 727 877**	**45 989 003**	**(5 664 876)**	**988 052 004**	**960 234 135**	**27 817 869**	**–**	**927 386 982**[2]

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.

[2] Au cours de l'exercice, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a été transféré du portefeuille ministériel du Parlement à celui des Institutions démocratiques, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 2 395 891 $ ont été approuvées par la leader du gouvernement à la Chambre des communes. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 3 029 255 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Chambre des communes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	522 309 158	504 832 188	17 476 970	–
Subventions et contributions	1 470 647	1 470 647	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(36 695 019)	(36 695 019)	–	–
	487 084 786	*469 607 816*	*17 476 970*	–
Montants législatifs	174 494 466	174 494 466	–	–
	661 579 252	644 102 282	17 476 970	–
Bibliothèque du Parlement				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	57 408 462	56 303 931	1 104 531	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(861 297)	(138 703)	–
	56 408 462	*55 442 634*	*965 828*	–
Montants législatifs	6 636 800	6 636 800	–	–
	63 045 262	62 079 434	965 828	–
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 708 333	7 593 713	114 620	–
Montants législatifs	939 116	939 116	–	–
	8 647 449	8 532 829	114 620	–
Bureau du directeur parlementaire du budget				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	7 124 435	5 972 573	1 151 862	–
Montants législatifs	677 725	677 725	–	–
	7 802 160	6 650 298	1 151 862	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	1 451 267	993 304	457 963	–
Montants législatifs	111 386	111 386	–	–
	1 562 653	1 104 690	457 963	–
Service de protection parlementaire				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	99 978 458	97 475 263	2 503 195	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 589 001)	(1 589 001)	–	–
	98 389 457	*95 886 262*	*2 503 195*	–
Montants législatifs	11 938 505	11 938 505	–	–
	110 327 962	107 824 767	2 503 195	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Sénat				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	94 881 784	89 734 353	5 147 431	–
Subventions et contributions	566 625	566 625	–	–
	95 448 409	*90 300 978*	*5 147 431*	–
Montants législatifs	39 638 857	39 638 857	–	–
	135 087 266	129 939 835	5 147 431	–
Total du portefeuille ministériel	**988 052 004**	**960 234 135**	**27 817 869**	**–**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	382 008 133	364 531 163	–	–	1 282 440	1 282 440	3 689 611	3 689 611	379 600 962	362 123 992	–	–
Administration de la Chambre	314 795 491	314 795 491	–	–	188 207	188 207	33 005 408	33 005 408	281 978 290	281 978 290	–	–
Total partiel	696 803 624	679 326 654	–	–	1 470 647	1 470 647	36 695 019	36 695 019	661 579 252	644 102 282	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(36 695 019)	(36 695 019)	–	–	–	–	(36 695 019)	(36 695 019)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**660 108 605**	**642 631 635**	**–**	**–**	**1 470 647**	**1 470 647**	**–**	**–**	**661 579 252**	**644 102 282**	**–**	**–**
Bibliothèque du Parlement												
Services d'information aux parlementaires	48 741 650	46 684 351	–	–	–	–	1 000 000	861 297	47 741 650	45 823 054	–	–
Services internes	15 303 612	16 256 380	–	–	–	–	–	–	15 303 612	16 256 380	–	–
Total partiel	64 045 262	62 940 731	–	–	–	–	1 000 000	861 297	63 045 262	62 079 434	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(861 297)	–	–	–	–	(1 000 000)	(861 297)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**63 045 262**	**62 079 434**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**63 045 262**	**62 079 434**	**–**	**–**
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêt et à l'éthique												
Application et interprétation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés	6 144 698	5 887 274	–	–	–	–	–	–	6 144 698	5 887 274	–	–
Services internes	2 502 751	2 645 555	–	–	–	–	–	–	2 502 751	2 645 555	–	–
Total de l'organisme	**8 647 449**	**8 532 829**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 647 449**	**8 532 829**	**–**	**–**
Bureau du directeur parlementaire du budget												
Analyse financière et économique	7 802 160	6 650 298	–	–	–	–	–	–	7 802 160	6 650 298	–	–
Total de l'organisme	**7 802 160**	**6 650 298**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 802 160**	**6 650 298**	**–**	**–**
Bureau du conseiller sénatorial en éthique												
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts	1 562 653	1 104 690	–	–	–	–	–	–	1 562 653	1 104 690	–	–
Total de l'organisme	**1 562 653**	**1 104 690**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 562 653**	**1 104 690**	**–**	**–**

Responsabilités essentielles – *fin*

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Service de protection parlementaire												
Sécurité physique	111 916 963	109 413 768	–	–	–	–	1 589 001	1 589 001	110 327 962	107 824 767	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 589 001)	(1 589 001)	–	–	–	–	(1 589 001)	(1 589 001)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**110 327 962**	**107 824 767**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**110 327 962**	**107 824 767**	**–**	**–**
Sénat												
Sénateurs, agents supérieurs, et leurs bureaux	64 845 572	59 988 322	–	–	–	–	–	–	64 845 572	59 988 322	–	–
Soutien administratif	43 798 759	44 200 078	–	–	5 000	5 000	–	–	43 803 759	44 205 078	–	–
Chambre, comités et associations	25 876 310	25 184 810	–	–	561 625	561 625	–	–	26 437 935	25 746 435	–	–
Total de l'organisme	**134 520 641**	**129 373 210**	**–**	**–**	**566 625**	**566 625**	**–**	**–**	**135 087 266**	**129 939 835**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**986 014 732**	**958 196 863**	**–**	**–**	**2 037 272**	**2 037 272**	**–**	**–**	**988 052 004**	**960 234 135**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Chambre des communes									
Contributions									
Paiements aux associations parlementaires et de procédure	–	1 189 219	–	281 428	1 470 647	1 470 647	–	–	1 416 782
Total de l'organisme	**–**	**1 189 219**	**–**	**281 428**	**1 470 647**	**1 470 647**	**–**	**–**	**1 416 782**
Sénat									
Contributions									
Contributions aux associations parlementaires et groupe(s) parlementaire(s)	–	450 000	–	116 625	566 625	566 625	–	–	481 206
Total de l'organisme	**–**	**450 000**	**–**	**116 625**	**566 625**	**566 625**	**–**	**–**	**481 206**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 639 219**	**–**	**398 053**	**2 037 272**	**2 037 272**	**–**	**–**	**1 897 988**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	10 000	10 000	–
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	45 825	45 825	43 925
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	3 545 878	3 545 878	1 968 462
Autres recouvrements	87 908	87 908	599 597
	3 689 611	3 689 611	2 611 984
Administration de la Chambre			
Produits de la vente de biens	21 285	21 285	111 038
Produits des Services de restauration	3 584 037	3 584 037	4 508 961
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	29 343 761	29 343 761	23 726 967
Autres recouvrements	56 325	56 325	345 658
	33 005 408	33 005 408	28 692 624
Total de l'organisme – Budgétaire	**36 695 019**	**36 695 019**	**31 304 608**
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'information aux parlementaires	1 000 000	861 297	717 289
Total de l'organisme – Budgétaire	**1 000 000**	**861 297**	**717 289**
Service de protection parlementaire			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité physique			
Recouvrement de coûts avec les ministères et les institutions parlementaires	1 589 001	1 575 301	1 461 183
Autres recouvrements	–	13 700	–
Total de l'organisme – Budgétaire	**1 589 001**	**1 589 001**	**1 461 183**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**39 284 020**	**39 145 317**	**33 483 080**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Chambre des communes		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	459 857	500 018
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	153 167	189 408
	613 024	689 426
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	*17 962 488*	*15 503 645*
Ventes de biens et de produits d'information	*18 550 475*	*15 547 779*
Location et utilisation de biens publics	*26 509*	*31 651*
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	51 225	51 525
Divers	73 037	58 969
	124 262	*110 494*
	36 663 734	31 193 569
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	31 285	111 038
Revenus divers		
Divers	713	190
Total de l'organisme	**37 308 756**	**31 994 223**
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	108 107	27 189
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 406	861
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	2 585	–
	119 098	28 050
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	861 464	724 555
Total de l'organisme	**980 562**	**752 605**
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 922	501
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	13 065	–
	20 987	501
Revenus divers		
Revenus provenant de pénalités	2 850	1 100
Total de l'organisme	**23 837**	**1 601**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Bureau du directeur parlementaire du budget		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 932	29 768
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	30 881	22 437
Total de l'organisme	**48 813**	**52 205**
Bureau du conseiller sénatorial en éthique		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 991	–
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	317	–
Total de l'organisme	**9 308**	**–**
Service de protection parlementaire		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	121 975	186 679
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 714 026	25 221
	2 836 001	211 900
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	1 431 385	1 253 810
Ventes de biens et de produits d'information	13 700	5 737
Autres frais et droits		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	143 916	201 636
	1 589 001	1 461 183
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 293	1 643
Revenus divers		
Autres revenus divers	727	–
Total de l'organisme	**4 427 022**	**1 674 726**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sénat		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 479	33 262
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	14 361	28 113
	43 840	61 375
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 333	1 804
Revenus divers		
Divers	8 439	10 753
Total de l'organisme	**72 612**	**73 932**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	3 691 071	1 043 457
Ventes de biens et de services	39 114 199	33 379 307
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	52 911	114 485
Revenus divers	12 729	12 043
Total du portefeuille ministériel	**42 870 910**	**34 549 292**[1]

[1] Au cours de l'exercice, le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement a été transféré au portefeuille ministériel des Institutions démocratiques. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 440 $.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 24

Comptes publics du Canada
2024-2025

Patrimoine canadien

Ministère du Patrimoine canadien
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Musée canadien des droits de la personne
Musée canadien de l'histoire
Musée canadien de l'immigration du Quai 21
Musée canadien de la nature
Fondation canadienne des relations raciales
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Bibliothèque et Archives du Canada
Société du Centre national des Arts
Office national du film
Musée des beaux-arts du Canada
Musée national des sciences et de la technologie
Téléfilm Canada
Commission des champs de bataille nationaux

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 416
Sommaire du portefeuille ministériel 422
Détail budgétaire par affectation 427
Responsabilités essentielles 430
Paiements de transfert 432
Détail des montants disponibles pour être dépensés 435
Revenus 435

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère du Patrimoine canadien

Langues officielles

Appuyer la promotion des deux langues officielles dans la société canadienne et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire en collaborant avec des organismes bénévoles et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Favorise une approche concertée pour assurer la participation de l'ensemble des institutions fédérales à la mise en œuvre des engagements de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que la coordination d'initiatives horizontales.

Créativité, arts et culture

Veiller à ce qu'un large éventail de contenu artistique et culturel canadien soit accessible au pays et à l'étranger. Offrir aux Canadiens des occasions de s'engager et de participer à la vie créative du Canada, en créant un sentiment d'appartenance et d'inclusion. Contribuer au succès des activités qui favorisent la créativité, les possibilités d'innovation, de croissance et d'emploi dans le secteur culturel et pour l'économie créative du Canada. Appuyer les politiques et les mesures législatives et réglementaires; gérer des programmes de financement en appuyant la création, la formation professionnelle, l'infrastructure culturelle et la diffusion des arts; le développement des affaires et d'initiatives de commercialisation; et l'établissement de partenariats au Canada et à l'étranger.

Sport

Favorise et améliore la participation sportive au Canada, depuis l'introduction au sport jusqu'aux plus hauts échelons grâce aux paiements de transfert et au leadership en matière de politiques. Veille à ce que tous les Canadiens aient accès à des programmes sportifs de qualité dans un environnement sécuritaire et accueillant, sans discrimination liée à la race, au sexe ou aux limitations physiques. Favoriser le développement d'athlètes de haut niveau, d'entraîneurs, d'officiels, de dirigeants et d'organisations au sein du système sportif canadien. Aide les collectivités canadiennes à accueillir les Jeux du Canada et des manifestations sportives internationales.

Diversité et inclusion

Vise à célébrer la diversité, l'identité et le patrimoine multiculturels du Canada, favoriser le développement de collectivités résilientes et renforcer les droits des Canadiens, afin d'encourager la diversité et l'inclusion et d'appuyer la législation sur le multiculturalisme. Promeut et appuie l'application à l'échelle nationale des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, les droits constitutionnels et quasi constitutionnels au Canada. Travaille en collaboration avec une multitude d'organisations gouvernementales et non gouvernementales à l'appui de l'exécution de programmes et de la prestation de services portant sur la diversité et l'inclusion. Appuie l'engagement, la participation et l'inclusion des jeunes Canadiens dans leur collectivité et dans le cadre d'activités d'échange. Revitalise, préserve et promeut les langues et les cultures autochtones et célèbre les réalisations et soutient les communautés autochtones au moyen d'investissements dans diverses initiatives.

Patrimoine et célébrations

Donner l'occasion aux Canadiens de participer aux célébrations et aux commémorations d'intérêt national, à des festivals locaux et à des activités liées au patrimoine. Investir dans le développement de matériel didactique et d'activités d'apprentissage qui offrent aux Canadiens la possibilité d'améliorer leur compréhension de l'histoire du Canada. Faciliter l'accès au patrimoine et aider les établissements du patrimoine à préserver et à présenter des collections patrimoniales à tous les Canadiens. Offrir des projets, des programmes et des services, et des subventions, des contributions et des incitations fiscales; mener des recherches; fournir des informations et des compétences qui font autorité; et appuyer la mise en application d'une législation en matière de patrimoine.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil des Arts du Canada

Favoriser et promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Société Radio-Canada

Renseigner, éclairer et divertir; contribuer au développement et au partage d'une conscience et d'une identité nationales; traduire la diversité régionale et culturelle du Canada et contribuer au développement de la culture et du talent au Canada.

Musée canadien des droits de la personne

Explorer le thème des droits de la personne en mettant un accent particulier sur le Canada en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue.

Musée canadien de l'histoire

D'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures.

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens.

Description des responsabilités essentielles – *suite*

Musée canadien de la nature

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Fondation canadienne des relations raciales

Faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale au Canada.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Réglementer et surveiller le système de communication

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est un tribunal administratif. Il est chargé de réglementer et de superviser le système de communication du Canada dans l'intérêt du public. Établi pour développer, mettre en œuvre et appliquer des politiques réglementaires concernant le système de communication canadien, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes s'acquitte d'un large éventail de fonctions, y compris l'établissement de règles et l'élaboration de politiques, mais il a aussi les pouvoirs quasi-judiciaires d'un tribunal supérieur en ce qui touche la production et l'examen des preuves, de même que l'application de ses décisions. En tant que tribunal administratif, il fonctionne en toute indépendance du gouvernement fédéral. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes élabore des politiques réglementaires pour le système de communication du Canada; approuve les fusions, les acquisitions et les changements de propriété des entreprises de radiodiffusion; approuve les tarifs et les ententes concernant certains services de télécommunication; attribue, renouvelle et modifie les licences des entreprises de distribution de radiodiffusion et des entreprises de programmation; règle les différends liés à certaines ententes commerciales. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes intervient précisément dans des situations où le libre jeu du marché ne permet pas à lui seul d'atteindre les objectifs stratégiques de son mandat législatif.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bibliothèque et Archives du Canada

Donner accès au patrimoine documentaire

Bibliothèque et Archives du Canada rend accessible sa collection, tout en respectant ses obligations découlant de lois, de politiques et de contrats. Au moyen de technologies de pointe, Bibliothèque et Archives du Canada permet aux Canadiens d'accéder à sa collection et de la consulter pour qu'ils puissent approfondir leur connaissance du patrimoine documentaire du Canada. Bibliothèque et Archives du Canada rend le contenu numérique accessible par son site Web et les médias sociaux afin d'améliorer l'accès à sa collection. Il offre des services en ligne et en personne à ses quatre points de service. Au moyen de stratégies novatrices, comme l'outil de production participative Co-Lab et le Numéri-Lab, il enrichit le contenu numérique de sa collection. En outre, Bibliothèque et Archives du Canada favorise l'accès au patrimoine canadien en créant des expositions, afin de permettre au

public de découvrir sa collection dans des lieux culturels situés à l'échelle du pays. Au moyen de son Programme pour les collectivités du patrimoine documentaire, Bibliothèque et Archives du Canada appuie les organismes de mémoire en augmentant leur capacité de préserver leurs collections et de les rendre accessibles.

Acquérir et préserver le patrimoine documentaire

Bibliothèque et Archives du Canada acquiert du patrimoine documentaire ayant un intérêt historique et le préserve pour les générations actuelles et futures, en vertu du mandat que lui confère la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*. Sa collection se compose de ressources en divers formats conservés sur une gamme de supports. Bibliothèque et Archives du Canada prodigue des conseils au gouvernement du Canada et à ses institutions sur la gestion des renseignements et veille au transfert des documents présentant un intérêt historique vers sa collection. Au moyen du dépôt légal, tous les documents soumis par des éditeurs canadiens ainsi que des échantillons de contenu Internet sont intégrés à sa collection. D'autres documents d'importance nationale sont acquis afin de documenter la société canadienne. Bibliothèque et Archives du Canada utilise des techniques et une infrastructure de pointe pour restaurer la collection et assurer des conditions optimales de préservation à long terme. Bibliothèque et Archives du Canada développe aussi sa capacité et son expertise afin d'assurer l'accessibilité des documents numériques.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société du Centre national des Arts

Exploiter et administrer le Centre national des Arts, développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et aider le Conseil des Arts du Canada à développer ceux-ci ailleurs au Canada.

Office national du film

Programmation et production audiovisuelles

L'Office national du film a le mandat de créer des œuvres audiovisuelles pertinentes et innovatrices qui font connaître le Canada et ses diverses perspectives au peuple canadien et au reste du monde. L'Office national du film travaille avec des cinéastes, des créateurs et des créatrices provenant de toutes les régions du pays pour produire des documentaires, des animations, des œuvres interactives et immersives d'exception enracinés dans les expériences et les réalités canadiennes. L'Office national du film se doit d'être un milieu propice à l'innovation technologique et cinématographique, et ce, sur la scène tant nationale qu'internationale. L'Office national du film se donne l'objectif de refléter les points de vue et les expériences de communautés qui sont systématiquement sous-représentées dans le paysage médiatique, et d'innover dans la création de nouvelles formes et approches pour raconter des histoires.

Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires

L'Office national du film travaille pour que les Canadiens et Canadiennes de toutes les régions du pays aient accès à ses œuvres sous diverses formes. Comprendre les auditoires et leurs habitudes de consommation, rendre les contenus accessibles sur une variété de plateformes et porter les productions de l'Office national du film à leur attention fait ainsi intrinsèquement partie du mandat de l'institution. L'Office national du film est riche d'une collection qui compte au-delà de 13 000 titres et qui constitue un pilier central du patrimoine culturel du Canada. La *Loi sur le cinéma* confère à l'Office national du film le mandat de conserver cette collection afin d'assurer sa pérennité et son accessibilité à la population du Canada et sur l'échelle internationale, aujourd'hui et à l'avenir.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Musée des beaux-arts du Canada

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Musée national des sciences et de la technologie

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Téléfilm Canada

Financement à la production de contenus canadiens

Téléfilm soutient le développement et la production de longs métrages canadiens par l'entremise de programmes de financement. Nos programmes financent et appuient, entre autres, les projets de sociétés de production canadiennes ayant du succès sur les plans commercial, culturel et industriel (entre autres, celles comprenant des talents émergents), les projets de coproductions internationales, la diversité sous toutes ses formes (entre autres, la parité hommes-femmes dans les postes clés de création, genre de films, tailles des budgets, régions, points de vue, Autochtones) et les projets innovateurs. Le financement octroyé permet aux sociétés canadiennes de produire des contenus au Canada et renforce l'écosystème culturel canadien. De plus, Téléfilm évalue et recommande au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus à titre de coproductions audiovisuelles régies par les traités de coproduction officielle.

Promotion des talents et des contenus canadiens

Téléfilm fait rayonner la culture canadienne, fidélise les auditoires, favorise la découverte et la notoriété des talents et permet la commercialisation des contenus canadiens au Canada et à l'étranger par l'entremise de programmes de financement et d'activités promotionnelles. Au Canada, Téléfilm soutient financièrement la mise en marché de longs métrages ainsi que les festivals de films et autres événements et activités promotionnels mettant en valeur l'identité canadienne et la diversité, en terme de talents et de contenus. À l'international, Téléfilm appuie les sociétés canadiennes dans la commercialisation et l'exportation de leurs contenus, principalement par la mise en œuvre de centres d'affaires canadiens, de campagnes de promotion et de séances de visionnement et de réseautage. Téléfilm soutient aussi financièrement la présence aux festivals, marchés et événements internationaux des talents canadiens et la mise en marché de longs métrages canadiens dans les territoires étrangers.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des champs de bataille nationaux

Conservation

Assurer la conservation et la protection des biens naturels, culturels et patrimoniaux du parc des Champs-de-Bataille en aménageant, en entretenant et en remettant en bon état le territoire et les infrastructures. Assurer un accès sécuritaire au parc.

Pro**motion du patrimoine**

Faire connaître l'histoire et faire découvrir le patrimoine et les richesses du parc des Champs-de-Bataille en organisant, par le biais du centre d'accueil du Musée des plaines d'Abraham, des expositions, des activités pédagogiques et récréatives, et des visites guidées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel [2]

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère du Patrimoine canadien									
1	Dépenses de fonctionnement	–	237 751 779	–	–	237 751 779				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	784 868	–	784 868				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	10 725 771	–	10 725 771				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	3 058	3 058				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	15 484	15 484				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	8 343 242	8 343 242				
	Virement au :									
	crédit 1 (Conseil des Arts du Canada)	–	–	–	(525 000)	(525 000)				
	crédit 1 (Fondation canadienne des relations raciales)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(170 000)	(170 000)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(10 000)	(10 000)				
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	(878 379)	(878 379)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(700 000)	(700 000)				
	Total – Crédit 1	–	237 751 779	11 510 639	5 978 405	255 240 823	248 674 693	6 566 130	–	252 650 105
5	Subventions et contributions	–	1 624 605 590	–	–	1 624 605 590				
5a	Subventions et contributions	–	–	13 000 000	–	13 000 000				
5b	Subventions et contributions	–	–	252 230 319	–	252 230 319				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	310 000	310 000				
	crédit 5 (Ministère des Anciens Combattants)	–	–	–	25 000	25 000				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	404 990	404 990				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	500 000	500 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Société du Centre national des Arts)	–	–	–	(190 000)	(190 000)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(650 000)	(650 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(483 724)	(483 724)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(3 037 353)	(3 037 353)				
	Total – Crédit 5	–	1 624 605 590	265 230 319	(3 121 087)	1 886 714 822	1 857 943 872	28 770 950	–	1 865 588 429
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	28 698 471	1 172 314	697 592	30 568 377	30 568 377	–	–	30 968 919
(S)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(4 315)	94 285	94 285	–	–	94 800
(S)	Ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes, Parcs Canada et lieutenant du Québec – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	4 781	4 781	4 781	–	–	–

(S)	Ministre des Langues officielles et ministre associée de la Sécurité publique – Allocation pour automobile (*Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	468	468	468	–	–	–
(S)	Ministre des Sports et de l'Activité physique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(27 421)	71 179	71 179	–	–	–
(S)	Ministre des Sports et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	–	–	23 106	23 106	23 106	–	–	94 800
(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (*Loi sur les salaires*)	–	1 196 000	–	608 309	1 804 309	1 804 309	–	–	1 755 940
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	102 349	102 349	102 349	–	–	69 620
(S)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs* (L.R.C. (1985), ch. L-8)	–	637 000	–	407 055	1 044 055	1 044 055	–	–	960 967
(S)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*)	–	182 000	–	125 050	307 050	307 050	–	–	264 038
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 450	–	–	46 687	58 137	11 450	–	46 687	13 683
	Total du ministère – Budgétaire	**11 450**	**1 893 268 040**	**277 913 272**	**4 840 979**	**2 176 033 741**	**2 140 649 974**	**35 337 080**	**46 687**	**2 152 461 301**
	Conseil des Arts du Canada									
1	Paiements au Conseil	–	363 758 160	–	–	363 758 160				
	Virement du crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	525 000	525 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**363 758 160**	**–**	**525 000**	**364 283 160**	**364 283 160**	**–**	**–**	**369 338 611**
	Société Radio-Canada									
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	1 267 339 411	–	–	1 267 339 411				
	Virement du CT, crédit 5[1]	–	–	–	42 000 000	42 000 000				
	Total – Crédit 1	–	1 267 339 411	–	42 000 000	1 309 339 411	1 309 339 411	–	–	1 340 113 531
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	–	4 000 000	–	–	4 000 000	4 000 000	–	–	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	–	111 898 000	–	–	111 898 000	111 898 000	–	–	110 046 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 383 237 411**	**–**	**42 000 000**	**1 425 237 411**	**1 425 237 411**	**–**	**–**	**1 454 159 531**
	Musée canadien des droits de la personne									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	28 589 790	–	–	28 589 790				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**28 589 790**	**–**	**–**	**28 589 790**	**28 589 790**	**–**	**–**	**28 794 533**
	Musée canadien de l'histoire									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	83 116 568	–	–	83 116 568				
	Virement du CT, crédit 30[1]	–	–	–	110 254	110 254				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**83 116 568**	**–**	**110 254**	**83 226 822**	**83 226 822**	**–**	**–**	**85 563 916**
	Musée canadien de l'immigration du Quai 21									
1	Paiement au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	10 024 370	–	–	10 024 370				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**10 024 370**	**–**	**–**	**10 024 370**	**10 024 370**	**–**	**–**	**10 060 894**

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Musée canadien de la nature									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	32 534 909	–	–	32 534 909				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 802 445	3 802 445				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	40 954	40 954				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**32 534 909**	**–**	**3 843 399**	**36 378 308**	**36 378 308**	**–**	**–**	**32 316 345**
	Fondation canadienne des relations raciales									
1	Paiement à la Fondation	–	8 992 410	–	–	8 992 410				
1b	Paiement à la Fondation	–	–	3 000 000	–	3 000 000				
	Virement du crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	100 000	100 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**8 992 410**	**3 000 000**	**100 000**	**12 092 410**	**12 092 410**	**–**	**–**	**9 000 000**
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes									
1	Dépenses du programme	–	8 065 740	–	–	8 065 740				
1b	Dépenses du programme	–	–	668 334	–	668 334				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 376 826	3 376 826				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	254 557	254 557				
	Virement au crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(9 978)	(9 978)				
	Total – Crédit 1	–	8 065 740	668 334	3 621 405	12 355 479	9 717 559	2 637 920	–	9 994 343
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	9 949 408	–	1 551 660	11 501 068	11 501 068	–	–	9 910 386
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	17	17	17	–	–	1 419
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	49 875	–	–	–	49 875	49 875	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**49 875**	**18 015 148**	**668 334**	**5 173 082**	**23 906 439**	**21 268 519**	**2 637 920**	**–**	**19 906 148**
	Bibliothèque et Archives du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	134 620 885	–	–	134 620 885				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	14 493 305	–	14 493 305				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 238 701	1 238 701				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	7 484 051	7 484 051				
	Virement au crédit 5 (Ministère de l'Industrie)	–	–	–	(9 030)	(9 030)				
	Total – Crédit 1	–	134 620 885	14 493 305	8 713 722	157 827 912	153 669 280	4 158 632	–	162 548 109

5	Dépenses en capital	–	52 582 597	–	–	52 582 597				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	9 539 152	9 539 152				
	Total – Crédit 5	–	52 582 597	–	9 539 152	62 121 749	41 860 961	20 260 788	–	38 316 070
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	12 603 208	2 921 616	1 314 128	16 838 952	16 838 952	–	–	16 012 231
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 970	–	–	21 489	25 459	3 970	–	21 489	2 573
	Total de l'organisme – Budgétaire	**3 970**	**199 806 690**	**17 414 921**	**19 588 491**	**236 814 072**	**212 373 163**	**24 419 420**	**21 489**	**216 878 983**
	Société du Centre national des Arts									
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	57 005 441	–	–	57 005 441				
1a	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	–	–	2 329 096	–	2 329 096				
	Virement du crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	190 000	190 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**57 005 441**	**2 329 096**	**190 000**	**59 524 537**	**59 524 537**	**–**	**–**	**66 359 661**
	Office national du film									
1	Dépenses du programme	–	71 954 082	–	–	71 954 082				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	7 482 333	7 482 333				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	3 133 275	3 133 275				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	2 136 956	2 136 956				
	Total – Crédit 1	–	71 954 082	–	12 752 564	84 706 646	82 351 797	2 354 849	–	71 378 568
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film – *Loi sur les fonds renouvelables*, article 12	13 244 806	–	–	585 854	13 830 660	123 198	–	13 707 462	228 214
	Total de l'organisme – Budgétaire	**13 244 806**	**71 954 082**	**–**	**13 338 418**	**98 537 306**	**82 474 995**	**2 354 849**	**13 707 462**	**71 606 782**
	Musée des beaux-arts du Canada									
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	42 020 493	–	–	42 020 493	42 020 493	–	–	42 727 132
5	Paiement au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	–	8 000 000	–	–	8 000 000	8 000 000	–	–	8 000 000
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**50 020 493**	**–**	**–**	**50 020 493**	**50 020 493**	**–**	**–**	**50 727 132**
	Musée national des sciences et de la technologie									
1	Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	38 404 738	–	–	38 404 738				
	Virement du CT, crédit 30[1]	–	–	–	36 202	36 202				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**38 404 738**	**–**	**36 202**	**38 440 940**	**38 440 940**	**–**	**–**	**40 360 343**
	Téléfilm Canada									
1	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	–	103 308 591	–	–	103 308 591				
1a	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	–	–	49 484 000	–	49 484 000				
1b	Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	–	–	5 509 740	–	5 509 740				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**103 308 591**	**54 993 740**	**–**	**158 302 331**	**158 302 331**	**–**	**–**	**155 276 144**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commission des champs de bataille nationaux									
1	Dépenses du programme	–	21 702 347	–	–	21 702 347				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 041 000	–	1 041 000				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	566 891	566 891				
	Total – Crédit 1	–	21 702 347	1 041 000	566 891	23 310 238	15 227 847	8 082 391	–	16 849 105
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	731 725	–	(32 607)	699 118	699 118	–	–	676 955
(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	2 000 000	–	993 349	2 993 349	2 993 349	–	–	2 563 044
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	8 066	8 066	8 066	–	–	54 925
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**24 434 072**	**1 041 000**	**1 535 699**	**27 010 771**	**18 928 380**	**8 082 391**	**–**	**20 144 029**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**13 310 101**	**4 366 470 913**	**357 360 363**	**91 281 524**	**4 828 422 901**	**4 741 815 603**	**72 831 660**	**13 775 638**	**4 782 954 353**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] À compter du 14 mars 2025, le ministre responsable de l'Agence Parcs Canada et du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est le ministre du Patrimoine canadien. Parcs Canada et Femmes, Égalité des genres et Jeunesse ont été présentés sous Patrimoine canadien dans les sections 2 et 3 du volume I, mais reflétés séparément dans toutes les autres sections des Comptes publics.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère du Patrimoine canadien				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	257 296 118	253 913 983	3 382 135	–
Coûts liés à la sûreté et à la sécurité des célébrations de la fête du Canada	2 168 809	1 641 377	527 432	–
Commission sur l'avenir du sport au Canada	3 866 820	3 866 820	–	–
Affectations bloquées				
Report	2 344 037	–	2 344 037	–
Transfert/réaffectation	312 526	–	312 526	–
Revenus affectés aux dépenses	(10 747 487)	(10 747 487)	–	–
	255 240 823	*248 674 693*	*6 566 130*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	1 860 913 406	1 857 943 872	2 969 534	–
Affectations bloquées				
Report	24 949 994	–	24 949 994	–
Autre	851 422	–	851 422	–
	1 886 714 822	*1 857 943 872*	*28 770 950*	–
Montants législatifs	34 078 096	34 031 409	–	46 687
	2 176 033 741	2 140 649 974	35 337 080	46 687
Conseil des Arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Conseil				
Paiements à la Société d'État	364 283 160	364 283 160	–	–
Société Radio-Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	1 309 339 411	1 309 339 411	–	–
Crédit 5 – Paiements à la Société pour le fonds de roulement				
Paiements à la Société d'État	4 000 000	4 000 000	–	–
Crédit 10 – Paiements à la Société pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	111 898 000	111 898 000	–	–
	1 425 237 411	1 425 237 411	–	–
Musée canadien des droits de la personne				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	28 589 790	28 589 790	–	–
Musée canadien de l'histoire				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	80 726 822	80 726 822	–	–
Budget en capital	2 500 000	2 500 000	–	–
	83 226 822	83 226 822	–	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars*)*

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Musée canadien de l'immigration du Quai 21				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	10 024 370	10 024 370	–	–
Musée canadien de la nature				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	36 378 308	36 378 308	–	–
Fondation canadienne des relations raciales				
Crédit 1 – Paiements à la Fondation				
Paiements à la Société d'État	12 092 410	12 092 410	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	102 939 730	98 209 924	4 729 806	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	36 774	–	36 774	–
Revenus affectés aux dépenses	(90 621 025)	(88 492 365)	(2 128 660)	–
	12 355 479	*9 717 559*	*2 637 920*	–
Montants législatifs	11 550 960	11 550 960	–	–
	23 906 439	21 268 519	2 637 920	–
Bibliothèque et Archives du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	156 698 955	152 173 573	4 525 382	–
Subventions et contributions	2 656 000	2 655 996	4	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 972 957	–	1 972 957	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 500 000)	(1 160 289)	(2 339 711)	–
	157 827 912	*153 669 280*	*4 158 632*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	52 252 013	41 860 961	10 391 052	–
Affectations bloquées				
Report	3 869 736	–	3 869 736	–
Autre	6 000 000	–	6 000 000	–
	62 121 749	*41 860 961*	*20 260 788*	–
Montants législatifs	16 864 411	16 842 922	–	21 489
	236 814 072	212 373 163	24 419 420	21 489
Société du Centre national des Arts				
Crédit 1 – Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	56 562 713	56 562 713	–	–
Modernisation de l'infrastructure numérique du Centre national des Arts	2 961 824	2 961 824	–	–
	59 524 537	59 524 537	–	–

Office national du film				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	80 962 332	75 768 161	5 194 171	–
Régime d'avantages sociaux des employés	10 358 460	10 358 460	–	–
Affectations bloquées				
Autre	1 785 854	–	1 785 854	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 400 000)	(3 774 824)	(4 625 176)	–
	84 706 646	*82 351 797*	*2 354 849*	–
Montants législatifs	13 830 660	123 198	–	13 707 462
	98 537 306	82 474 995	2 354 849	13 707 462
Musée des beaux-arts du Canada				
Crédit 1 – Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	41 020 493	41 020 493	–	–
Budget en capital	1 000 000	1 000 000	–	–
	42 020 493	*42 020 493*	–	–
Crédit 5 – Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes				
Paiements à la Société d'État	*8 000 000*	*8 000 000*	–	–
	50 020 493	50 020 493	–	–
Musée national des sciences et de la technologie				
Crédit 1 – Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	37 640 940	37 640 940	–	–
Budget en capital	800 000	800 000	–	–
	38 440 940	38 440 940	–	–
Téléfilm Canada				
Crédit 1 – Paiements à la Société devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*				
Paiements à la Société d'État	158 302 331	158 302 331	–	–
Commission des champs de bataille nationaux				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	15 738 445	15 227 847	510 598	–
Affectations bloquées				
Report	7 509 592	–	7 509 592	–
Transfert/réaffectation	62 201	–	62 201	–
	23 310 238	*15 227 847*	*8 082 391*	–
Montants législatifs	3 700 533	3 700 533	–	–
	27 010 771	18 928 380	8 082 391	–
Total du portefeuille ministériel	**4 828 422 901**	**4 741 815 603**	**72 831 660**	**13 775 638**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère du Patrimoine canadien												
Langues officielles	25 070 145	24 901 658	–	–	602 610 495	600 584 157	–	–	627 680 640	625 485 815	–	–
Créativité, arts et culture	56 561 155	54 696 678	–	–	647 625 356	646 780 774	7 207 926	7 207 926	696 978 585	694 269 526	–	–
Sport	24 091 200	21 829 935	–	–	300 956 793	300 833 754	–	–	325 047 993	322 663 689	–	–
Diversité et inclusion	31 482 195	31 284 725	–	–	268 798 679	243 201 785	–	–	300 280 874	274 486 510	–	–
Patrimoine et célébrations	56 425 987	54 317 686	–	–	68 074 604	67 894 507	791 823	791 823	123 708 768	121 420 370	–	–
Services internes	105 084 619	105 071 802	–	–	–	–	2 747 738	2 747 738	102 336 881	102 324 064	–	–
Total partiel	298 715 301	292 102 484	–	–	1 888 065 927	1 859 294 977	10 747 487	10 747 487	2 176 033 741	2 140 649 974	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(10 747 487)	(10 747 487)	–	–	–	–	(10 747 487)	(10 747 487)	–	–	–	–
Total du ministère	**287 967 814**	**281 354 997**	**–**	**–**	**1 888 065 927**	**1 859 294 977**	**–**	**–**	**2 176 033 741**	**2 140 649 974**	**–**	**–**
Conseil des Arts du Canada	**364 283 160**	**364 283 160**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**364 283 160**	**364 283 160**	**–**	**–**
Société Radio-Canada	**1 313 339 411**	**1 313 339 411**	**111 898 000**	**111 898 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 425 237 411**	**1 425 237 411**	**–**	**–**
Musée canadien des droits de la personne	**28 589 790**	**28 589 790**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**28 589 790**	**28 589 790**	**–**	**–**
Musée canadien de l'histoire	**83 226 822**	**83 226 822**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**83 226 822**	**83 226 822**	**–**	**–**
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	**10 024 370**	**10 024 370**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**10 024 370**	**10 024 370**	**–**	**–**
Musée canadien de la nature	**36 378 308**	**36 378 308**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**36 378 308**	**36 378 308**	**–**	**–**
Fondation canadienne des relations raciales	**12 092 410**	**12 092 410**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**12 092 410**	**12 092 410**	**–**	**–**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes												
Réglementer et surveiller le système de communication	88 297 834	83 006 141	–	–	–	–	69 600 151	66 123 500	18 697 683	16 882 641	–	–
Services internes	26 229 630	26 754 743	–	–	–	–	21 020 874	22 368 865	5 208 756	4 385 878	–	–
Total partiel	114 527 464	109 760 884	–	–	–	–	90 621 025	88 492 365	23 906 439	21 268 519	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(90 621 025)	(88 492 365)	–	–	–	–	(90 621 025)	(88 492 365)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**23 906 439**	**21 268 519**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**23 906 439**	**21 268 519**	**–**	**–**

Bibliothèque et Archives du Canada												
Donner accès au patrimoine documentaire	54 740 380	48 787 883	45 252 308	32 885 262	2 656 000	2 655 996	3 134 433	808 332	99 514 255	83 520 809	–	–
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	73 302 225	72 968 683	16 804 604	8 912 919	–	–	291 357	283 851	89 815 472	81 597 751	–	–
Services internes	47 493 718	47 259 929	64 837	62 780	–	–	74 210	68 106	47 484 345	47 254 603	–	–
Total partiel	175 536 323	169 016 495	62 121 749	41 860 961	2 656 000	2 655 996	3 500 000	1 160 289	236 814 072	212 373 163	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(3 500 000)	(1 160 289)	–	–	–	–	(3 500 000)	(1 160 289)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**172 036 323**	**167 856 206**	**62 121 749**	**41 860 961**	**2 656 000**	**2 655 996**	**–**	**–**	**236 814 072**	**212 373 163**	**–**	**–**
Société du Centre national des Arts.	**59 524 537**	**59 524 537**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**59 524 537**	**59 524 537**	**–**	**–**
Office national du film												
Programmation et production audiovisuelles	51 241 621	39 025 275	–	–	–	–	1 096 000	591 653	50 145 621	38 433 622	–	–
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires	40 027 329	32 212 922	–	–	–	–	7 254 000	3 159 444	32 773 329	29 053 478	–	–
Services internes	15 668 356	15 011 622	–	–	–	–	50 000	23 727	15 618 356	14 987 895	–	–
Total partiel	106 937 306	86 249 819	–	–	–	–	8 400 000	3 774 824	98 537 306	82 474 995	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(8 400 000)	(3 774 824)	–	–	–	–	(8 400 000)	(3 774 824)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**98 537 306**	**82 474 995**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**98 537 306**	**82 474 995**	**–**	**–**
Musée des beaux-arts du Canada	**50 020 493**	**50 020 493**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**50 020 493**	**50 020 493**	**–**	**–**
Musée national des sciences et de la technologie	**38 440 940**	**38 440 940**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**38 440 940**	**38 440 940**	**–**	**–**
Téléfilm Canada												
Financement à la production de contenus canadiens	107 075 431	105 294 165	–	–	–	–	–	–	107 075 431	105 294 165	–	–
Promotion des talents et des contenus canadiens	35 091 886	38 117 123	–	–	–	–	–	–	35 091 886	38 117 123	–	–
Services internes	16 135 014	14 891 043	–	–	–	–	–	–	16 135 014	14 891 043	–	–
Total de l'organisme	**158 302 331**	**158 302 331**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**158 302 331**	**158 302 331**	**–**	**–**
Commission des champs de bataille nationaux												
Conservation	16 756 699	8 907 505	–	–	–	–	–	–	16 756 699	8 907 505	–	–
Promotion du patrimoine	3 200 000	3 059 710	–	–	–	–	–	–	3 200 000	3 059 710	–	–
Services internes	7 054 072	6 961 165	–	–	–	–	–	–	7 054 072	6 961 165	–	–
Total de l'organisme	**27 010 771**	**18 928 380**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**27 010 771**	**18 928 380**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**2 763 681 225**	**2 726 105 669**	**174 019 749**	**153 758 961**	**1 890 721 927**	**1 861 950 973**	**–**	**–**	**4 828 422 901**	**4 741 815 603**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien									
Subventions									
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	–	84 814 083	–	(970 457)	83 843 626	83 798 872	44 754	–	83 268 220
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	–	66 592 973	–	(44 584 371)	22 008 602	22 008 602	–	–	23 058 841
Subventions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	–	55 800 000	8 884 626	(53 009 840)	11 674 786	11 674 786	–	–	875 361
Subventions au Fonds du livre du Canada	–	34 000 000	3 162 000	(7 846 586)	29 315 414	29 315 414	–	–	34 478 973
Subventions au Programme d'aide aux athlètes	–	33 000 000	7 000 000	(400 031)	39 599 969	39 494 423	105 546	–	31 741 012
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	–	21 355 000	–	(1 662 424)	19 692 576	19 692 576	–	–	20 633 809
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	–	19 772 205	–	(2 851 127)	16 921 078	16 921 078	–	–	20 000 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	19 500 000	11 625 000	(5 486 318)	25 638 682	25 631 382	7 300	–	22 761 210
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	–	15 194 842	–	(13 832 631)	1 362 211	1 357 211	5 000	–	1 525 916
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	–	9 750 000	500 000	(986 875)	9 263 125	9 253 544	9 581	–	13 846 142
Subventions au programme de Multiculturalisme et de lutte contre le racisme	–	8 674 686	2 500 000	(1 417 309)	9 757 377	9 637 718	119 659	–	–
Subvention à TV5 Monde	–	8 000 000	–	(54 489)	7 945 511	7 945 511	–	–	7 423 825
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	7 000 000	–	(2 187 973)	4 812 027	4 812 027	–	–	4 692 142
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	–	4 663 680	–	(1 689 102)	2 974 578	2 971 329	3 249	–	5 873 318
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	1 150 060	–	(1 150 060)	–	–	–	–	–
Subventions à l'appui du Fonds Exportation Créative Canada	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	916 000
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :									
Québec	–	147 372	–	–	147 372	147 372	–	–	147 372
Ontario	–	105 627	–	–	105 627	105 627	–	–	105 627
Colombie-Britannique	–	97 814	–	–	97 814	97 814	–	–	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador	–	77 590	–	–	77 590	77 590	–	–	77 590
Alberta	–	75 940	–	–	75 940	75 940	–	–	75 940
Manitoba	–	73 762	–	–	73 762	73 762	–	–	73 762
Saskatchewan	–	73 758	–	–	73 758	73 758	–	–	73 758
Nouvelle-Écosse	–	64 199	–	–	64 199	64 199	–	–	64 199
Nouveau-Brunswick	–	62 947	–	–	62 947	62 947	–	–	62 947
Île-du-Prince-Édouard	–	57 071	–	–	57 071	57 071	–	–	57 071

Subventions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	–	445 314	–	–	445 314	445 314	–	–	14 058 546
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	–	150 000	–	(110 400)	39 600	39 600	–	–	50 000
Subventions à l'appui du programme Échanges Canada	–	100 000	–	(100 000)	–	–	–	–	29 970
(S) Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs* (L.R.C. (1985), ch. L-8)	–	637 000	–	407 055	1 044 055	1 044 055	–	–	960 967
(S) Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*)	–	182 000	–	125 050	307 050	307 050	–	–	264 038
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	25 000 000
Total – Subventions	**–**	**392 617 923**	**33 671 626**	**(137 807 888)**	**288 481 661**	**288 186 572**	**295 089**	**–**	**312 294 370**
Contributions									
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	–	353 414 698	–	30 151 304	383 566 002	381 544 664	2 021 338	–	351 940 995
Contributions au Programme de soutien au sport	–	177 631 907	13 000 000	2 960 561	193 592 468	193 574 975	17 493	–	212 632 415
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	–	177 154 289	–	18 519 391	195 673 680	195 673 680	–	–	205 094 213
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada	–	154 146 077	74 956 246	250 000	229 352 323	229 352 323	–	–	217 346 077
Contributions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	–	109 716 221	35 538 503	49 698 733	194 953 457	169 491 496	25 461 961	–	216 174 024
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	61 216 427	–	8 284 310	69 500 737	69 469 625	31 112	–	67 637 054
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	–	27 779 440	–	(329 440)	27 450 000	27 450 000	–	–	26 640 000
Contributions au Fonds de la musique du Canada	–	25 299 231	15 600 000	590 000	41 489 231	41 489 231	–	–	42 170 042
Contributions au Programme d'accueil	–	22 365 000	46 000 000	(600 644)	67 764 356	67 764 356	–	–	20 529 228
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	–	17 322 640	–	2 224 102	19 546 742	19 465 242	81 500	–	26 281 831
Contributions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	–	15 903 982	–	883 106	16 787 088	16 774 648	12 440	–	23 497 716
Contributions à l'appui du programme Échanges Canada	–	14 686 359	–	(2 628 761)	12 057 598	12 055 038	2 560	–	14 028 075
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	–	12 700 742	3 875 000	5 499 596	22 075 338	22 075 338	–	–	16 224 750
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	–	10 391 405	–	–	10 391 405	10 391 405	–	–	6 183 841
Contributions pour le Programme de contributions à la citoyenneté numérique	–	10 050 000	–	465 347	10 515 347	10 301 067	214 280	–	5 235 676
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada	–	10 000 000	–	(70 000)	9 930 000	9 928 200	1 800	–	10 480 358
Contributions au programme de Multiculturalisme et de lutte contre le racisme	–	6 797 334	4 750 000	(684 731)	10 862 603	10 862 329	274	–	–
Contribution au Harbourfront Centre	–	6 500 000	5 000 000	2 500 000	14 000 000	14 000 000	–	–	6 500 000
Contributions à TV5	–	4 960 900	–	159 167	5 120 067	5 120 067	–	–	5 537 075
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	–	3 300 000	–	2 316 903	5 616 903	5 531 136	85 767	–	3 908 572
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	–	2 994 367	–	1 788 276	4 782 643	4 782 643	–	–	8 707 079
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	–	2 762 330	–	1 248 522	4 010 852	4 010 852	–	–	4 860 104
Contributions au Fonds du livre du Canada	–	2 666 301	238 000	7 751 230	10 655 531	10 654 921	610	–	20 432 722

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	–	1 699 544	–	633 282	2 332 826	2 242 529	90 297	–	2 700 195
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	–	1 303 023	–	437 043	1 740 066	1 740 066	–	–	2 627 018
Contributions à l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste	–	44 450	–	44 935	89 385	89 385	–	–	176 820
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	–	–	19 600 944	(124 453)	19 476 491	19 022 062	454 429	–	19 600 944
Contribution pour le Programme du Bureau de l'écran autochtone	–	–	13 000 000	–	13 000 000	13 000 000	–	–	13 375 000
Contributions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	–	–	–	2 851 127	2 851 127	2 851 127	–	–	–
Contributions pour appuyer l'initiative Glenn Gould Foundation	–	–	–	400 000	400 000	400 000	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	3 997 240
Total – Contributions	**–**	**1 232 806 667**	**231 558 693**	**135 218 906**	**1 599 584 266**	**1 571 108 405**	**28 475 861**	**–**	**1 554 519 064**
Total du ministère	**–**	**1 625 424 590**	**265 230 319**	**(2 588 982)**	**1 888 065 927**	**1 859 294 977**	**28 770 950**	**–**	**1 866 813 434**
Bibliothèque et Archives du Canada									
Contributions									
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire	–	1 470 000	–	–	1 470 000	1 470 000	–	–	1 500 000
Patrimoine documentaire autochtone – l'initiative Écoutez pour entendre nos voix	–	1 186 000	–	–	1 186 000	1 185 996	4	–	1 766 260
Total de l'organisme	**–**	**2 656 000**	**–**	**–**	**2 656 000**	**2 655 996**	**4**	**–**	**3 266 260**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 628 080 590**	**265 230 319**	**(2 588 982)**	**1 890 721 927**	**1 861 950 973**	**28 770 954**	**–**	**1 870 079 694**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Créativité, arts et culture	7 207 926	7 207 926	7 129 950
Patrimoine et célébrations	791 823	791 823	794 785
Services internes	2 747 738	2 747 738	2 501 136
Total du ministère – Budgétaire	**10 747 487**	**10 747 487**	**10 425 871**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réglementer et surveiller le système de communication			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	69 600 151	66 123 500	53 166 589
Services internes			
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I, droits de télécommunication et droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	21 020 874	22 368 865	19 508 801
Total de l'organisme – Budgétaire	**90 621 025**	**88 492 365**	**72 675 390**
Bibliothèque et Archives du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Donner accès au patrimoine documentaire	3 134 433	808 332	1 997 722
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	291 357	283 851	396 960
Services internes	74 210	68 106	117 635
Total de l'organisme – Budgétaire	**3 500 000**	**1 160 289**	**2 512 317**
Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programmation et production audiovisuelles	1 096 000	591 653	1 124 825
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires	7 254 000	3 159 444	3 645 569
Services internes	50 000	23 727	74 442
Total de l'organisme – Budgétaire	**8 400 000**	**3 774 824**	**4 844 836**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**113 268 512**	**104 174 965**	**90 458 414**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère du Patrimoine canadien		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 343 078	1 195 399
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 545 272	5 965 616
	7 888 350	7 161 015
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	15 063	15 076
Services de nature non réglementaire	7 453 764	7 220 983
Ventes de biens et de produits d'information	8 466	156 054
Autres frais et droits	3 290 951	3 027 461
	10 768 244	10 419 574
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	46 687	11 450
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	526 894	235 403
Produits des loteries fédérales/provinciales	91 426 131	89 288 442
Divers	502 610	53 075
	92 455 635	89 576 920
Total du ministère	**111 158 916**	**107 168 959**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	221 247	193 013
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	336	14 535
	221 583	207 548
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Droits de licence de radiodiffusion de la partie I	–	34 819 213
Règlement sur les droits de radiodiffusion	48 566 011	–
Droits de télécommunication	52 546 608	46 352 827
Droits relatifs aux télécommunications non sollicitées	2 888 766	3 095 748
	104 001 385	*84 267 788*
Autres frais et droits		
Revenus reportés	–	*(146 673)*
	104 001 385	84 121 115
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	49 875

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	124 668	149 301
Gains sur les opérations de change	682	369
Autres revenus divers	1 962 025	1 051 320
	2 087 375	1 200 990
Total de l'organisme	**106 310 343**	**85 579 528**
Bibliothèque et Archives du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	257 774	122 033
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	21 344	32 780
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	33 791	29 368
	312 909	184 181
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	59 927	67 658
Location et utilisation de biens publics	81 604	113 100
Services de nature non réglementaire	1 161	1 024
Ventes de biens et de produits d'information	132 255	162 196
Autres frais et droits		
Autres revenus générés par les services de reproduction	1 302 152	2 974 406
	1 577 099	3 318 384
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 489	3 970
Revenus divers		
Gain net de change		
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	–	6 413
Total de l'organisme	**1 911 497**	**3 512 948**
Office national du film		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	105 311	67 900
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*902 271*	*1 255 213*
Services de nature non réglementaire	*23 004*	*45 903*
Ventes de biens et de produits d'information		
Ventes de biens et de produits d'information	3 035 012	3 537 599
Revenus reportés	(126 078)	83 350
	2 908 934	*3 620 949*
Autres frais et droits		
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	*29 533*	*6 121*
	3 863 742	4 928 186

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	10	–
Dons à l'État	–	15 200
	10	15 200
Total de l'organisme	**3 969 063**	**5 011 286**
Commission des champs de bataille nationaux		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	44 852	3 081
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	8 087
	44 852	11 168
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	–	2 695
Location et utilisation de biens publics	2 486 932	2 061 077
Services de nature non réglementaire	369 070	357 612
Ventes de biens et de produits d'information	19 115	30 160
Autres frais et droits		
Article 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	118 232	111 500
	2 993 349	2 563 044
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 066	54 925
Revenus divers		
Autres revenus divers	47	–
Total de l'organisme	**3 046 314**	**2 629 137**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements	8 573 005	7 631 812
Ventes de biens et de services	123 203 819	105 350 303
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	76 242	120 220
Revenus divers	94 543 067	90 799 523
Total du portefeuille ministériel	**226 396 133**	**203 901 858**

Section 25

Comptes publics du Canada
2024-2025

Pêches, Océans et Garde côtière canadienne

Ministère des Pêches et des Océans

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 438
Sommaire du portefeuille ministériel 439
Détail budgétaire par affectation 441
Responsabilités essentielles 442
Paiements de transfert 443
Détail des montants disponibles pour être dépensés 445
Revenus 445

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Pêches et des Océans

Opérations maritimes et intervention

Offrir des services d'intervention en milieu marin et exploiter la flotte civile du Canada.

Pêches

Gérer les pêches, l'aquaculture et les programmes de pêche autochtone du Canada, ainsi que soutenir les ports de pêche commerciale tout en appliquant les lois pertinentes.

Écosystèmes aquatiques

Conserver et protéger les océans et les autres écosystèmes aquatiques ainsi que les espèces aquatiques du Canada des répercussions humaines et des espèces envahissantes.

Navigation maritime

Fournir de l'information et des services pour faciliter la navigation dans les eaux canadiennes.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Acheter, transformer et distribuer du poisson pêché légalement.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Pêches et des Océans									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 175 845 920	–	–	2 175 845 920				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	90 469 589	–	90 469 589				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	2 085 790	2 085 790				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	404 995	404 995				
	crédit 5	–	–	–	14 327 629	14 327 629				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	29 390	29 390				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	34 674 151	34 674 151				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	50 021 773	50 021 773				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	12 760 577	12 760 577				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(1 150 000)	(1 150 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(3 850 000)	(3 850 000)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(41 300)	(41 300)				
	Total – Crédit 1	–	2 175 845 920	90 469 589	109 263 005	2 375 578 514	2 305 869 081	69 709 433	–	2 373 422 550
5	Dépenses en capital	–	1 826 755 893	–	–	1 826 755 893				
5b	Dépenses en capital	–	–	109 070 076	–	109 070 076				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	114 835	114 835				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	178 490 340	178 490 340				
	Virement au :									
	crédit 1	–	–	–	(14 327 629)	(14 327 629)				
	crédit 5 (Ministère de l'Environnement)	–	–	–	(1 091 600)	(1 091 600)				
	Total – Crédit 5	–	1 826 755 893	109 070 076	163 185 946	2 099 011 915	1 923 148 301	175 863 614	–	1 344 508 051
10	Subventions et contributions	–	491 765 345	–	–	491 765 345				
10b	Subventions et contributions	–	–	331 601 773	–	331 601 773				
	Virement au crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	–	–	–	(2 750 000)	(2 750 000)				
	Total – Crédit 10	–	491 765 345	331 601 773	(2 750 000)	820 617 118	761 067 319	59 549 799	–	591 513 104
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	190 714 646	6 381 831	25 095 961	222 192 438	222 192 438	–	–	233 177 016
(S)	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	466	99 066	99 066	–	–	94 800
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 037 058	–	–	2 699 527	4 736 585	2 604 494	–	2 132 091	3 291 310
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	31 724	31 724	31 724	–	–	55 576
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	18 631	18 631	18 631	–	–	–
	Total du ministère – Budgétaire	**2 037 058**	**4 685 180 404**	**537 523 269**	**297 545 260**	**5 522 285 991**	**5 215 031 054**	**305 122 846**	**2 132 091**	**4 546 062 407**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce									
L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*. Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 50 000 000 $ (Net)	50 000 000	–	–	–	50 000 000	–	–	50 000 000	–
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**50 000 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 037 058**	**4 685 180 404**	**537 523 269**	**297 545 260**	**5 522 285 991**	**5 215 031 054**	**305 122 846**	**2 132 091**	**4 546 062 407**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**50 000 000**	**–**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Pêches et des Océans				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 337 316 378	2 272 902 967	64 413 411	–
Solutions innovatrices Canada	1 312 797	1 012 796	300 001	–
Budget pour carburant marin	58 578 863	58 578 863	–	–
Budget pour carburant marin – contingence	20 000 000	19 984 443	15 557	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	4 793 261	–	4 793 261	–
Réduction	187 203	–	187 203	–
Revenus affectés aux dépenses	(46 609 988)	(46 609 988)	–	–
	2 375 578 514	*2 305 869 081*	*69 709 433*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	1 963 369 706	1 923 148 301	40 221 405	–
Affectations bloquées				
Report	129 600 000	–	129 600 000	–
Transfert/réaffectation	2 428 777	–	2 428 777	–
Autre	3 613 432	–	3 613 432	–
	2 099 011 915	*1 923 148 301*	*175 863 614*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	761 067 319	761 067 319	–	–
Affectations bloquées				
Report	59 549 799	–	59 549 799	–
	820 617 118	*761 067 319*	*59 549 799*	–
Montants législatifs	227 078 444	224 946 353	–	2 132 091
Total du portefeuille ministériel	**5 522 285 991**	**5 215 031 054**	**305 122 846**	**2 132 091**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Pêches et des Océans												
Opérations maritimes et intervention ..	778 390 822	773 120 826	1 620 623 025	1 562 009 591	36 529 414	36 529 414	–	–	2 435 543 261	2 371 659 831	–	–
Pêches	702 387 085	700 337 833	207 859 125	167 801 879	439 426 513	379 876 716	–	–	1 349 672 723	1 248 016 428	–	–
Écosystèmes aquatiques	315 476 741	298 758 341	10 404 708	7 811 776	344 108 264	344 108 262	–	–	669 989 713	650 678 379	–	–
Navigation maritime	308 858 406	300 078 630	162 799 209	88 199 208	302 927	302 927	46 609 988	46 609 988	425 350 554	341 970 777	–	–
Services internes	544 153 892	505 129 792	97 325 848	97 325 847	250 000	250 000	–	–	641 729 740	602 705 639	–	–
Total partiel	2 649 266 946	2 577 425 422	2 099 011 915	1 923 148 301	820 617 118	761 067 319	46 609 988	46 609 988	5 522 285 991	5 215 031 054	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(46 609 988)	(46 609 988)	–	–	–	–	(46 609 988)	(46 609 988)	–	–	–	–
Total du ministère	**2 602 656 958**	**2 530 815 434**	**2 099 011 915**	**1 923 148 301**	**820 617 118**	**761 067 319**	**–**	**–**	**5 522 285 991**	**5 215 031 054**	**–**	**–**
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**50 000 000**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**2 602 656 958**	**2 530 815 434**	**2 099 011 915**	**1 923 148 301**	**820 617 118**	**761 067 319**	**–**	**–**	**5 522 285 991**	**5 215 031 054**	**50 000 000**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans									
Subventions									
Subventions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	–	2 600 000	–	490 893	3 090 893	3 090 893	–	–	1 917 818
Subventions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	–	1 575 000	–	(379 689)	1 195 311	1 195 311	–	–	1 285 000
Subventions à l'appui de la programmation d'aliénation des actifs	–	750 000	–	(445 000)	305 000	305 000	–	–	1 000 000
Subventions en appui aux accords de réconciliation avec les Autochtones	–	745 860	–	–	745 860	–	745 860	–	–
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	–	275 500	–	(144 950)	130 550	130 550	–	–	133 000
Subvention à la Coastal Indigenous Prosperity Society pour le Fonds pour la prospérité des communautés du financement de projets pour la permanence de la mer Great Bear	–	–	120 000 000	–	120 000 000	120 000 000	–	–	–
Subvention à la Coast Conservation Endowment Fund Foundation pour le Fonds pour l'intendance marine du financement de projets pour la permanence de la mer Great Bear	–	–	80 000 000	–	80 000 000	80 000 000	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	50 146 109
Total – Subventions	**–**	**5 946 360**	**200 000 000**	**(478 746)**	**205 467 614**	**204 721 754**	**745 860**	**–**	**54 481 927**
Contributions									
Contributions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques	–	124 657 915	–	372 313	125 030 228	125 030 227	1	–	141 902 422
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions autochtones	–	119 332 212	71 152 433	11 960 460	202 445 105	196 933 190	5 511 915	–	142 597 581
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes du secteur des produits de la pêche	–	82 894 265	–	(1 921 853)	80 972 412	79 846 759	1 125 653	–	92 229 573
Contributions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones	–	65 799 309	54 845 646	(7 566 398)	113 078 557	60 912 187	52 166 370	–	24 878 094
Contributions à l'appui du cadre de gestion de programme intégrée de la Garde côtière canadienne	–	31 778 794	2 851 620	1 899 000	36 529 414	36 529 414	–	–	25 645 874
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	–	28 148 650	552 074	(429 665)	28 271 059	28 271 059	–	–	27 303 457
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	–	22 920 723	–	(6 375 415)	16 545 308	16 545 308	–	–	70 526 037
Contributions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	–	7 516 000	–	7 481	7 523 481	7 523 481	–	–	7 102 346
Contribution à l'appui de la Fondation du saumon du Pacifique	–	1 590 633	–	75 509	1 666 142	1 666 142	–	–	1 505 850
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	–	750 000	2 200 000	(798 687)	2 151 313	2 151 313	–	–	2 737 821
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon	–	317 900	–	–	317 900	317 900	–	–	308 700

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	–	91 217	–	508 783	600 000	600 000	–	–	272 335
Contribution à l'appui de la Fondation environnementale de T Buck Suzuki	–	21 367	–	(2 782)	18 585	18 585	–	–	21 087
Total – Contributions	**–**	**485 818 985**	**131 601 773**	**(2 271 254)**	**615 149 504**	**556 345 565**	**58 803 939**	**–**	**537 031 177**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**491 765 345**	**331 601 773**	**(2 750 000)**	**820 617 118**	**761 067 319**	**59 549 799**	**–**	**591 513 104**

Détails des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Navigation maritime			
Droits de tonnage pour les services de dragage d'entretien dans le chenal maritime du Saint-Laurent	6 995 026	6 995 026	7 424 892
Droits des services maritimes	34 357 522	34 357 522	33 238 678
Droits des services de déglaçage	5 257 440	5 257 440	5 646 904
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**46 609 988**	**46 609 988**	**46 310 474**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Pêches et des Océans		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 579 159	13 516 620
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	1 418 224	649 638
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	11 524 901	12 010 071
	22 522 284	26 176 329
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Permis	37 929 829	38 937 015
Permis de transfert de technologie	2 678 422	2 733 586
Enregistrements des bateaux et des pêcheurs	2 323 879	2 246 262
Ports pour petits bateaux		
Baux, droits d'amarrage et droits de quayage	1 172 384	1 062 945
	44 104 514	*44 979 808*
Location et utilisation de biens publics	*924 362*	*706 809*
Services de nature non réglementaire		
Revenus disponibles pour être dépensés – Revenus tirés d'une activité de crédit net – Facture		
Services de déglaçage	5 203 819	5 825 705
Droits des services maritimes	33 589 520	33 060 957
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	7 116 600	7 230 405
Divers	199 796	399 600
	46 109 735	*46 516 667*
Ventes de biens et de produits d'information		
Produits des ventes de publications	*1 508*	*23 577*
Autres frais et droits		
Services/Frais en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*	*110*	*95*
	91 140 229	92 226 956
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 699 527	2 063 077
Revenus divers		
Gains sur les opérations de change	–	810
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	25 302	1 530
Saisies et confiscations	164 854	1 069 622

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Amendes	7 123 829	7 529 414
Activités d'intervention en lien à la pollution par les hydrocarbures	2 127 016	1 715 678
Remboursements de contributions remboursables sans condition	3 063 991	2 486 793
Divers	851 273	1 053 614
	13 356 265	13 857 461
Total du portefeuille ministériel	**129 718 305**	**134 323 823**

Section 26

Comptes publics du Canada
2024-2025

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 448
Sommaire du portefeuille ministériel 449
Détail budgétaire par affectation 452
Responsabilités essentielles 453
Paiements de transfert 454
Détail des montants disponibles pour être dépensés 457
Revenus 457

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Relations Couronne-Autochtones

Aider les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements autochtones à faire progresser la réconciliation et l'autodétermination en renforçant les relations Couronne-Autochtones fondées sur le respect, la coopération, le partenariat, l'affirmation et la mise en œuvre des droits autochtones.

Affaires du Nord

Appuyer les organismes, les individus, les collectivités et les gouvernements de l'Arctique et du Nord canadiens dans la poursuite d'un Nord solide, inclusif, vibrant, prospère et autosuffisant, soit la vision du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada. Cela inclut la coordination fédérale, le leadership scientifique, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, la prestation efficace des programmes fédéraux, ainsi que les relations avec les Autochtones et les territoires.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Science et savoir polaires

Savoir polaire Canada est l'agence des sciences polaires du Canada qui mène ses activités à partir du campus de calibre mondial de la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique à Cambridge Bay, au Nunavut. Savoir polaire Canada effectue des recherches polaires multidisciplinaires et les publie. Grâce à notre programme de subventions et de contributions, nous aidons financièrement des partenaires externes tels que le milieu universitaire, des communautés nordiques et des organisations qui effectuent des recherches et qui ont des projets connexes. Savoir polaire Canada vise à inclure dans la mesure du possible le savoir autochtone et local, et à accroître la coordination et la collaboration nationale et internationale en matière de recherche en tirant parti des ressources avec nos partenaires. Au moyen d'ateliers, de conférences, des médias sociaux et autres outils, Savoir polaire Canada favorise et promeut l'échange de connaissances avec les communautés de chercheurs en sciences polaires et de décideurs politiques ainsi qu'avec le grand public. Au travers de ses activités principales, Savoir polaire Canada vise à aider financièrement et à former la prochaine génération de professionnels de la recherche polaire, avec un accent particulier mis sur la jeunesse du Nord.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 972 347 839	–	–	1 972 347 839				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 843 692 644	–	1 843 692 644				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	137 084 672	–	137 084 672				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	496 793	496 793				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	19 223 453	19 223 453				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	2 500	2 500				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(250 000)	(250 000)				
	crédit 1 (Commission de la fonction publique)	–	–	–	(168 000)	(168 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 972 347 839	1 980 777 316	19 304 746	3 972 429 901	2 295 945 946	1 676 483 955	–	10 087 209 540
5	Dépenses en capital	–	75 000	–	–	75 000				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	35 619	35 619				
	Total – Crédit 5	–	75 000	–	35 619	110 619	35 619	75 000	–	332 647
10	Subventions et contributions	–	8 908 436 755	–	–	8 908 436 755				
10a	Subventions et contributions	–	–	3 773 588 690	–	3 773 588 690				
10b	Subventions et contributions	–	–	1 248 361 243	–	1 248 361 243				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	48 333	48 333				
	crédit 1 (Société canadienne d'hypothèques et de logement)	–	–	–	203 019	203 019				
	crédit 1 (Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration)	–	–	–	48 334	48 334				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	1 035 000	1 035 000				
	crédit 5 (Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres)	–	–	–	179 975	179 975				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	2 537 353	2 537 353				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	615 710	615 710				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	(32 400)	(32 400)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(16 647 005)	(16 647 005)				
	Total – Crédit 10	–	8 908 436 755	5 021 949 933	(12 011 681)	13 918 375 007	11 900 129 617	2 018 245 390	–	6 222 241 606
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	26 187 053	3 218 458	1 009 788	30 415 299	30 415 299	–	–	34 483 572
(S)	Mobilisations sur un projet pilote visant la création d'une alerte robe rouge (*Loi n° 1 d'exécution du budget de 2024*, article 264)	–	–	1 187 200	(84 000)	1 103 200	1 103 200	–	–	–
(S)	Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(8 033)	90 567	90 567	–	–	94 800

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(27 421)	71 179	71 179	–	–	94 800
(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	–	4 125 988	–	921 929	5 047 917	5 047 917	–	–	5 380 240
(S)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	–	1 865 718	–	(1 865 718)	–	–	–	–	–
(S)	Montants adjugés par une cour	–	–	–	16 768 193	16 768 193	16 768 193	–	–	137 393
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	31 012	31 012	31 012	–	–	631 957
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 370	–	–	42 447	54 817	12 370	–	42 447	–
(S)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (*Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]*)	–	15 000	–	(15 000)	–	–	–	–	–
	Total budgétaire	12 370	10 913 250 553	7 007 132 907	24 101 881	17 944 497 711	14 249 650 919	3 694 804 345	42 447	16 350 606 555
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	6 649 192	25 903 000	–	(6 649 192)	25 903 000	16 589 642	9 313 358	–	19 253 808
L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* et de la *Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits*. Limite 320 000 $ (Brut)	305 503	–	–	–	305 503	–	–	305 503	–
L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la *Loi des subsides n° 3 de 1953* et telle que modifiée par le crédit 37b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*. Limite 6 633 697 $ (Net)	6 550 860	–	–	–	6 550 860	–	–	6 550 860	–
L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon (*Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits*). Limite 5 000 000 $ (Net)	5 000 000	–	–	–	5 000 000	–	–	5 000 000	–
	Total non budgétaire	18 505 555	25 903 000	–	(6 649 192)	37 759 363	16 589 642	9 313 358	11 856 363	19 253 808
	Total du ministère – Budgétaire	**12 370**	**10 913 250 553**	**7 007 132 907**	**24 101 881**	**17 944 497 711**	**14 249 650 919**	**3 694 804 345**	**42 447**	**16 350 606 555**
	Total du ministère – Non budgétaire	**18 505 555**	**25 903 000**	**–**	**(6 649 192)**	**37 759 363**	**16 589 642**	**9 313 358**	**11 856 363**	**19 253 808**

	Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
1	Dépenses du programme	–	33 006 666	–	–	33 006 666				
1b	Dépenses du programme	–	–	3 500 000	–	3 500 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	439 649	439 649				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 108 270	1 108 270				
	Total – Crédit 1	–	33 006 666	3 500 000	1 547 919	38 054 585	34 691 452	3 363 133	–	35 769 003
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 671 388	–	104 471	1 775 859	1 775 859	–	–	1 662 695
(S)	Dépenses des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique*									
	Montant non dépensé au début de l'exercice	1 286 754	–	–	–	1 286 754				
	Montant reçu au cours de l'exercice	–	732 099	–	(298 055)	434 044				
	Total – Dépense des recettes	1 286 754	732 099	–	(298 055)	1 720 798	–	–	1 720 798	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**1 286 754**	**35 410 153**	**3 500 000**	**1 354 335**	**41 551 242**	**36 467 311**	**3 363 133**	**1 720 798**	**37 431 698**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**1 299 124**	**10 948 660 706**	**7 010 632 907**	**25 456 216**	**17 986 048 953**	**14 286 118 230**	**3 698 167 478**	**1 763 245**	**16 388 038 253**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**18 505 555**	**25 903 000**	**–**	**(6 649 192)**	**37 759 363**	**16 589 642**	**9 313 358**	**11 856 363**	**19 253 808**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	418 013 244	401 355 600	16 657 644	–
Règlement extrajudiciaire	11 017 202	11 017 202	–	–
Affectation des règlements	26 565	26 565	–	–
Réaménagement des effectifs	6 368	6 130	238	–
Entente ayant trait à la rafle des années 1960	41 875 000	250 000	41 625 000	–
Règlement relatif aux pensionnats indiens	4 283 814	4 283 814	–	–
Règlement relatif aux réclamations pour les expériences vécues dans l'enfance	1 091 938 434	1 091 938 434	–	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord	484 827 280	484 824 378	2 902	–
Règlement du litige Gottfriedson	28 780 877	28 780 877	–	–
Règlement du litige Percival	282 331 152	282 331 152	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 626 003 439	–	1 626 003 439	–
Transfert/réaffectation	3 545 550	–	3 545 550	–
Revenus affectés aux dépenses	(20 219 024)	(8 868 206)	(11 350 818)	–
	3 972 429 901	*2 295 945 946*	*1 676 483 955*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	*110 619*	*35 619*	*75 000*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	11 879 575 048	11 879 575 032	16	–
Programme de remise en état des mines abandonnées du Nord	20 554 585	20 554 585	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 131 875 117	–	1 131 875 117	–
Réduction	5 290 000	–	5 290 000	–
Autre	881 080 257	–	881 080 257	–
	13 918 375 007	*11 900 129 617*	*2 018 245 390*	–
Montants législatifs	53 582 184	53 539 737	–	42 447
	17 944 497 711	14 249 650 919	3 694 804 345	42 447
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	27 877 306	26 616 771	1 260 535	–
Subventions et contributions	8 074 681	8 074 681	–	–
Affectations bloquées				
Report	2 102 598	–	2 102 598	–
	38 054 585	*34 691 452*	*3 363 133*	–
Montants législatifs	3 496 657	1 775 859	–	1 720 798
	41 551 242	36 467 311	3 363 133	1 720 798
Total du portefeuille ministériel	**17 986 048 953**	**14 286 118 230**	**3 698 167 478**	**1 763 245**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord												
Relations Couronne-Autochtones	3 001 001 819	1 575 625 038	–	–	13 493 795 506	11 480 807 689	–	–	16 494 797 325	13 056 432 727	37 759 363	16 589 642
Affaires du Nord	835 051 615	589 675 446	35 619	35 619	430 730 618	425 473 045	–	–	1 265 817 852	1 015 184 110	–	–
Services internes	204 026 558	186 902 288	75 000	–	–	–	20 219 024	8 868 206	183 882 534	178 034 082	–	–
Total partiel	4 040 079 992	2 352 202 772	110 619	35 619	13 924 526 124	11 906 280 734	20 219 024	8 868 206	17 944 497 711	14 249 650 919	37 759 363	16 589 642
Revenus affectés aux dépenses	(20 219 024)	(8 868 206)	–	–	–	–	(20 219 024)	(8 868 206)	–	–	–	–
Total du ministère	**4 019 860 968**	**2 343 334 566**	**110 619**	**35 619**	**13 924 526 124**	**11 906 280 734**	**–**	**–**	**17 944 497 711**	**14 249 650 919**	**37 759 363**	**16 589 642**
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique												
Science et savoir polaires	22 193 049	18 558 456	–	–	8 074 681	8 074 681	–	–	30 267 730	26 633 137	–	–
Services internes	11 283 512	9 834 174	–	–	–	–	–	–	11 283 512	9 834 174	–	–
Total de l'organisme	**33 476 561**	**28 392 630**	**–**	**–**	**8 074 681**	**8 074 681**	**–**	**–**	**41 551 242**	**36 467 311**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**4 053 337 529**	**2 371 727 196**	**110 619**	**35 619**	**13 932 600 805**	**11 914 355 415**	**–**	**–**	**17 986 048 953**	**14 286 118 230**	**37 759 363**	**16 589 642**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
Subventions									
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	–	5 985 068 880	4 600 401 597	(304 312 186)	10 281 158 291	8 313 650 447	1 967 507 844	–	2 787 365 501
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	–	1 576 074 422	248 847 580	(52 884 101)	1 772 037 901	1 748 519 151	23 518 750	–	1 834 366 350
Subventions pour le remboursement de prêts relatifs aux négociations des traités aux groupes autochtones ayant conclu une entente sur les revendications territoriales globales	–	98 173 878	–	(4 038 627)	94 135 251	94 135 251	–	–	94 135 251
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	–	63 700 000	–	–	63 700 000	63 700 000	–	–	62 451 000
Subvention pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	–	33 290 936	345 801	(276 002)	33 360 735	32 954 934	405 801	–	8 297 873
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels et Subventions aux collectivités du Nord à l'appui de l'accès aux aliments offerts sur le marché	–	8 000 000	32 263 000	–	40 263 000	40 263 000	–	–	41 496 516
Subvention à la Nation Métisse de la Colombie-Britannique provenant du Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones	–	7 728 345	–	–	7 728 345	7 728 345	–	–	7 679 248
Subventions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles ainsi que le développement scientifique dans le Nord	–	4 151 000	–	(1 682 587)	2 468 413	2 468 413	–	–	13 867 995
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic	–	1 129 961	–	(33 360)	1 096 601	1 096 601	–	–	1 075 632
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*	–	1 000 000	–	–	1 000 000	1 000 000	–	–	1 000 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	779 530	–	–	779 530	–	779 530	–	460 877
Subvention à la Société Makivik (Makivvik) pour l'établissement de la réponse réconciliatrice à l'abattage de chiens au Nunavik	–	–	25 000 000	–	25 000 000	25 000 000	–	–	–

Subvention au gouvernement du Manitoba pour soutenir une recherche sur la décharge de Prairie Green	–	–	20 000 000	–	20 000 000	20 000 000	–	–	–
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	–	–	8 930 489	–	8 930 489	8 930 489	–	–	75 000 000
Subventions aux universités et aux établissements autochtones aux fins de la recherche sur la sécurité alimentaire et ses facteurs causaux	–	–	750 000	–	750 000	42 900	707 100	–	585 050
(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	–	4 125 988	–	921 929	5 047 917	5 047 917	–	–	5 380 240
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	19 200 000
Total – Subventions	**–**	**7 783 222 940**	**4 936 538 467**	**(362 304 934)**	**12 357 456 473**	**10 364 537 448**	**1 992 919 025**	**–**	**4 952 361 533**
Contributions									
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	–	433 260 180	8 500 662	354 972 840	796 733 682	777 562 459	19 171 223	–	498 495 821
Contributions pour la Nation métisse pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants	–	137 367 716	–	–	137 367 716	137 367 716	–	–	98 826 418
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	–	121 652 192	23 152 000	9 171 986	153 976 178	153 976 178	–	–	145 906 120
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	–	108 794 832	15 719 460	11 845 356	136 359 648	75 182 024	61 177 624	–	67 149 918
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, et promouvoir le développement scientifique	–	94 603 783	522 500	7 861 994	102 988 277	98 843 605	4 144 672	–	102 521 549
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	–	58 628 573	–	4 196 038	62 824 611	62 824 611	–	–	64 411 129
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	–	58 624 829	7 686 644	(13 738 977)	52 572 496	50 562 026	2 010 470	–	56 797 942
Contributions visant à aborder l'héritage des pensionnats indiens	–	32 022 160	27 230 200	1 436 644	60 689 004	60 689 004	–	–	101 020 526
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	–	31 785 531	–	(76 656)	31 708 875	31 708 875	–	–	31 708 875
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	–	14 969 539	–	(7 888 948)	7 080 591	7 080 591	–	–	770 104
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	–	13 969 099	2 600 000	4 319 022	20 888 121	20 888 121	–	–	35 727 774
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	–	11 219 000	–	(11 219 000)	–	–	–	–	–
Contributions pour appuyer le logement des Métis	–	9 956 247	–	(9 956 247)	–	61 177 624	(61 177 624)	–	58 677 624
Contributions pour le bien-être des familles et des survivantes et survivants des femmes, des filles et des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, en questionnement, intersexuées, androgynes et asexuelles+ autochtones disparues et assassinées	–	2 486 122	–	291 130	2 777 252	2 777 252	–	–	3 583 906

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S) Mobilisations sur un projet pilote visant la création d'une alerte robe rouge (*Loi nº 1 d'exécution du budget de 2024*, article 264)	–	–	1 187 200	(84 000)	1 103 200	1 103 200	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	9 662 607
Total – Contributions	**–**	**1 129 339 803**	**86 598 666**	**351 131 182**	**1 567 069 651**	**1 541 743 286**	**25 326 365**	**–**	**1 275 260 313**
Total du Ministère	**–**	**8 912 562 743**	**5 023 137 133**	**(11 173 752)**	**13 924 526 124**	**11 906 280 734**	**2 018 245 390**	**–**	**6 227 621 846**
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique									
Subventions									
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	–	1 356 000	–	–	1 356 000	1 356 000	–	–	1 356 000
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	–	400 000	–	–	400 000	400 000	–	–	400 000
Total – Subventions	**–**	**1 756 000**	**–**	**–**	**1 756 000**	**1 756 000**	**–**	**–**	**1 756 000**
Contributions									
Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	**–**	**6 040 000**	**–**	**278 681**	**6 318 681**	**6 318 681**	**–**	**–**	**5 990 216**
Total de l'organisme	**–**	**7 796 000**	**–**	**278 681**	**8 074 681**	**8 074 681**	**–**	**–**	**7 746 216**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**8 920 358 743**	**5 023 137 133**	**(10 895 071)**	**13 932 600 805**	**11 914 355 415**	**2 018 245 390**	**–**	**6 235 368 062**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services internes fournis à d'autres ministères	20 219 024	8 868 206	36 485 441
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**20 219 024**	**8 868 206**	**36 485 441**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord		
Autres revenus		
Revenus de placements [1]		
Prêts, placements et avances		
Fonds de prêts aux Inuit	3 922	3 938
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de paiements de transfert	3 083 038	3 258 067
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien	2 143 025	988 951
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	242 789	693 909
Fonctionnement et entretien	184 457	68 591
	5 653 309	5 009 518
Vente de biens et de services		
Droits et privilèges		
Exploitation minière du Canada		
Droits de permis	341 364	113 760
Autres revenus provenant de droits et redevances		
(Redevances – Carrières)	482 490	5 497 379
	823 854	*5 611 139*
Services de nature non réglementaire		
Services de nature non réglementaire	10 999	6 702
Location et utilisation de biens publics	1 403 715	–
	1 414 714	*6 702*
Autres frais et droits		
Services internes fournis à d'autres ministères	*8 868 206*	*36 431 584*
	11 106 774	42 049 425
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	42 447	12 370
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	82 019	68 094
Location et utilisation de biens publics	1 714 153	1 346 156
Ventes de biens et de produits d'information	32	–
Divers	1 767 538	8 588 539
	3 563 742	10 002 789
Total du ministère	**20 370 194**	**57 078 040**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	211 267	197 696
Remboursement de paiements de transfert	210 589	154 877
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	112 416	393 242
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	–	1 531
	534 272	747 346
Vente de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics	409 381	385 442
Autres frais et droits	24 663	–
	434 044	385 442
Revenus divers		
Autres revenus divers	295	–
Total de l'organisme	**968 611**	**1 132 788**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	3 922	3 938
Recouvrements et redressements	6 187 581	5 756 864
Ventes de biens et de services	11 540 818	42 434 867
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	42 447	12 370
Revenus divers	3 564 037	10 002 789
Total du portefeuille ministériel	**21 338 805**	**58 210 828**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Section 27

Comptes publics du Canada
2024-2025

Revenu national

Agence du revenu du Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 460
Sommaire du portefeuille ministériel 461
Détail budgétaire par affectation 463
Responsabilités essentielles 464
Paiements de transfert 465
Détail des montants disponibles pour être dépensés 466
Revenus 466

Description des responsabilités essentielles

Agence du revenu du Canada

Prestations

S'assurer que les Canadiens obtiennent le soutien et les renseignements dont ils ont besoin pour obtenir l'appui et les renseignements nécessaires pour savoir quelles sont les prestations auxquels ils pourraient avoir droit, pour qu'ils reçoivent leurs paiements de prestations en temps opportun, et qu'ils aient des moyens de recours lorsqu'ils sont en désaccord avec une décision sur leur admissibilité aux prestations.

Impôt

S'assurer que le système fiscal d'autocotisation du Canada est maintenu en fournissant aux contribuables le soutien et les renseignements nécessaires pour comprendre et pour respecter leurs obligations fiscales, et prendre des mesures d'observation et d'exécution au besoin pour maintenir l'intégrité du système, en offrant des moyens de recours lorsque les contribuables pourraient être en désaccord avec une cotisation ou une décision.

Ombudsman des contribuables

Les Canadiens ont accès à un examen crédible et indépendant des plaintes liées au service au sujet de l'Agence du revenu du Canada.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence du revenu du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	509 935 135	4 563 721 864	–	–	5 073 656 999				
1b	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	–	–	245 380 397	–	245 380 397				
	Virement du :									
	crédit 1 (Services partagés Canada)	–	–	–	2 187 615	2 187 615				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	19 151	19 151				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	5 834 045	5 834 045				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	82 697 835	82 697 835				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(107 445)	(107 445)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(60 600)	(60 600)				
	Total – Crédit 1	509 935 135	4 563 721 864	245 380 397	90 570 601	5 409 607 997	5 132 695 471	75 820 748	201 091 778	5 359 496 028
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	52 606 835	90 816 159	–	–	143 422 994	76 030 232	84 218	67 308 544	105 076 320
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	568 545 551	46 677 186	122 670 255	737 892 992	737 892 992	–	–	771 547 034
(S)	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	466	99 066	99 066	–	–	93 526
(S)	Montants adjugés par une cour – Cour canadienne de l'impôt	–	–	–	2 199 746	2 199 746	2 199 746	–	–	12 425 233
(S)	Montants adjugés par la Cour suprême du Canada	–	–	–	1 102	1 102	1 102	–	–	1 000
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	712	712	712	–	–	79 428
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 122.8 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	11 358 000 000	307 000 000	999 115 951	12 664 115 951	12 664 115 951	–	–	9 599 733 794
(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)	–	396 000 000	–	33 947 248	429 947 248	429 947 248	–	–	390 060 074

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.421 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	–	2 569 000 000	(121 348)	2 568 878 652	2 568 878 652	–	–	–
(S)	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	–	338 773 389	–	11 248 611	350 022 000	350 022 000	–	–	380 399 170
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	182 732	182 732	182 732	–	–	128 881
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	60 000 000	(2 000 000)	(8 109 123)	49 890 877	49 890 877	–	–	51 362 365
(S)	Distribution des redevances sur les combustibles (aux entreprises agricoles) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.42 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	203 500 000	–	(36 133 474)	167 366 526	167 366 526	–	–	131 522 662
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	4 495
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**562 541 970**	**17 579 455 563**	**3 166 057 583**	**1 215 573 479**	**22 523 628 595**	**22 179 323 307**	**75 904 966**	**268 400 322**	**16 801 930 010**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Agence du revenu du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*				
Budget de fonctionnement	5 273 998 755	5 076 401 876	–	197 596 879
Subventions et contributions	6 043 865	6 010 237	–	33 628
Demandes de remboursement pour le congé de TPS/TVH	601 931	601 931	–	–
Initiatives publicitaires	7 500 000	7 500 000	–	–
Fiducies non-résidentes et biens d'un fonds de placement non-résident	17 324 426	17 324 426	–	–
Locaux et services de biens immobiliers	297 751 332	297 447 108	304 224	–
Paiements au Québec pour l'administration de la TPS	216 571 012	213 109 741	–	3 461 271
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	75 516 524	–	75 516 524	–
Revenus affectés aux dépenses	(485 699 848)	(485 699 848)	–	–
	5 409 607 997	*5 132 695 471*	*75 820 748*	*201 091 778*
Crédit 5 – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*				
Budget en capital	143 338 776	76 030 232	–	67 308 544
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	84 218	–	84 218	–
	143 422 994	*76 030 232*	*84 218*	*67 308 544*
Montants législatifs	16 970 597 604	16 970 597 604	–	–
Total du portefeuille ministériel	**22 523 628 595**	**22 179 323 307**	**75 904 966**	**268 400 322**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Agence du revenu du Canada												
Prestations	316 235 801	296 063 013	333 735	333 735	15 886 243 119	15 886 209 491	133 730	133 730	16 202 678 925	16 182 472 509	–	–
Impôt	5 202 658 194	5 091 565 849	102 771 335	67 346 316	–	–	391 287 112	391 287 112	4 914 142 417	4 767 625 053	–	–
Ombudsman des contribuables	5 651 357	5 611 233	–	–	–	–	–	–	5 651 357	5 611 233	–	–
Services internes	1 455 116 978	1 309 543 337	40 317 924	8 350 181	–	–	94 279 006	94 279 006	1 401 155 896	1 223 614 512	–	–
Total partiel	6 979 662 330	6 702 783 432	143 422 994	76 030 232	15 886 243 119	15 886 209 491	485 699 848	485 699 848	22 523 628 595	22 179 323 307	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(485 699 848)	(485 699 848)	–	–	–	–	(485 699 848)	(485 699 848)	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	**6 493 962 482**	**6 217 083 584**	**143 422 994**	**76 030 232**	**15 886 243 119**	**15 886 209 491**	**–**	**–**	**22 523 628 595**	**22 179 323 307**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada									
Autres paiements de transfert									
Subvention du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt	93 865	5 950 000	–	–	6 043 865	6 010 237	–	33 628	5 284 769
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 122.8 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	11 358 000 000	307 000 000	999 115 951	12 664 115 951	12 664 115 951	–	–	9 599 733 794
(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)	–	396 000 000	–	33 947 248	429 947 248	429 947 248	–	–	390 060 074
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*	–	60 000 000	(2 000 000)	(8 109 123)	49 890 877	49 890 877	–	–	51 362 365
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (aux entreprises agricoles) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.42 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	203 500 000	–	(36 133 474)	167 366 526	167 366 526	–	–	131 522 662
(S) Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises) en vertu de l'article 165 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* et de l'article 127.421 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*	–	–	2 569 000 000	(121 348)	2 568 878 652	2 568 878 652	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	**93 865**	**12 023 450 000**	**2 874 000 000**	**988 699 254**	**15 886 243 119**	**15 886 209 491**	**–**	**33 628**	**10 177 963 664**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Agence du revenu du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Prestations	133 730	133 730	138 099
Impôt	391 287 112	391 287 112	403 101 448
Services internes	94 279 006	94 279 006	88 723 574
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**485 699 848**	**485 699 848**	**491 963 121**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Agence du revenu du Canada		
Revenus fiscaux		
Impôt sur le revenu		
Particuliers	*200 075 557 567*	*186 295 671 284*
Sociétés		
Sociétés	93 593 342 631	79 119 825 835
Subvention salariale d'urgence du Canada	167 324 055	420 425 285
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer	56 358 130	148 507 336
Programme d'embauche pour la relance économique du Canada	1 726 336	1 786 534
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – industrie)	9 105 481	274 861
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (salaire – confinement)	1 784 929	1 180 506
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – industrie)	2 435 645	(1 005 548)
Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (loyer – confinement)	1 436 067	1 744 539
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (salaire)	4 747 340	8 273 154
Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées (loyer)	14 794 368	2 960 294
	93 853 054 982	*79 703 972 796*
Non-résidents	*13 528 340 535*	*12 540 774 790*
	307 456 953 084	278 540 418 870
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	28 534 547 477	27 901 979 179
Décret de remise de la taxe gouvernementale	(3 524 773 569)	(3 317 307 681)
Crédit aux particuliers	(6 266 125 515)	(5 974 832 368)
	18 743 648 393	18 609 839 130
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence	4 286 388 296	4 257 169 326
Taxe d'accise – Essence d'aviation et combustible diesel		
Essence d'aviation et carboréacteur	92 094 718	142 521 717
Combustible diesel	1 197 293 884	1 123 273 537
	1 289 388 602	1 265 795 254

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Droits d'accise		
Spiritueux	920 437 845	846 371 468
Bière	598 106 853	568 185 788
Spiritueux rafraîchissants	108 843 760	130 951 354
Vin	333 225 036	386 706 100
Cigarettes	1 550 568 297	1 433 570 097
Cigares	4 837 009	12 318 612
Tabac manufacturé	46 926 375	52 387 134
Produits du cannabis	293 806 635	244 435 924
Produits de vapotage	247 720 902	239 858 714
	4 104 472 712	3 914 785 191
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	1 159 157 478	827 027 998
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication		
Climatiseurs pour automobiles	174 168 801	169 139 666
Primes d'assurance	20 233 006	18 613 684
Écoprélèvement	8 128 649	8 539 204
Taxe de luxe	389 012 207	387 398 920
Taxe sur les logements sous-utilisés	32 483 265	48 962 306
	624 025 928	632 653 780
Total des revenus fiscaux	**337 664 034 493**	**308 047 689 549**
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 115 193	5 788 139
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 288 400	961 144
	10 403 593	6 749 283
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*297 600*	*47 250*
Services de nature réglementaire		
Frais de perception d'assurance-emploi et du *Régime de pensions du Canada*	485 699 848	491 963 121
Frais d'entente anticipée en matière de prix	3 011 047	2 909 763
Divers	–	947
Revenus reportés	(101 762)	(162 701)
	488 609 133	*494 711 130*
Services de nature non réglementaire		
Frais administratifs des programmes provinciaux	107 761 008	127 483 454
Autres ministères du gouvernement – Recouvrements de coûts	230 885 553	219 332 765
Divers	11 616 977	30 154 935
	350 263 538	*376 971 154*
Ventes de biens et de produits d'information		
Publications, cartes géographiques et marines de l'État	*52 632*	*52 632*
Autres frais et droits		
Frais d'administration pour titres non payés	55	90
Régime d'avantages sociaux des employés – Recouvrements de coûts non disponibles pour être dépensés	63 283 670	72 232 356
Divers	3 105	6 205
	63 286 830	*72 238 651*
	902 509 733	944 020 817
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	182 732	128 881
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Impôt sur le revenu des particuliers	7 721 464 560	6 999 223 227
Impôt sur le revenu des sociétés	5 940 950 812	5 169 613 160
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane et autres droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	2 510 778 373	2 015 456 937
	16 173 193 745	*14 184 293 324*
Intérêts payés sur les remboursements		
Impôt sur le revenu des particuliers	(418 932 561)	(368 942 458)
Impôt sur le revenu des sociétés	(811 401 590)	(601 021 899)
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(257 189 000)	(244 447 042)
	(1 487 523 151)	*(1 214 411 399)*
Dons à l'État	*869 549*	*774 976*
Autres revenus divers		
Gain net de change	–	5 194
Amendes imposées par le tribunal	3 412 760	3 022 541
Redevance sur les combustibles	13 537 376 956	10 277 781 239
Recouvrement d'avantages sociaux des employés	68 514 190	67 839 685
Autres	5 325 387	4 039 512
	13 614 629 293	*10 352 688 171*
	28 301 169 436	23 323 345 072
Total des autres revenus	**29 214 265 494**	**24 274 244 053**
Total du portefeuille ministériel	**366 878 299 987**	**332 321 933 602**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 28

Comptes publics du Canada
2024-2025

Santé

Ministère de la Santé

Agence canadienne d'inspection des aliments

Instituts de recherche en santé du Canada

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Agence de la santé publique du Canada

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 470
Sommaire du portefeuille ministériel 473
Détail budgétaire par affectation 478
Responsabilités essentielles 480
Paiements de transfert 482
Détail des montants disponibles pour être dépensés 486
Revenus 486

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Santé

Systèmes de soins de santé

Santé Canada joue un rôle de chef de file à l'échelle nationale pour ce qui est d'appuyer et de promouvoir des systèmes de soins de santé flexibles et durables, qui assurent aux Canadiens l'accès à des services de soins de santé adéquats et efficaces, y compris des soins dentaires.

Protection et promotion de la santé

Santé Canada collabore avec ses partenaires nationaux et internationaux à l'évaluation, à la gestion et à la communication des risques et des avantages pour la santé et la sécurité associés aux produits de santé et de consommation, aux aliments, aux produits chimiques, aux pesticides, aux facteurs environnementaux, au tabac et aux produits de vapotage, au cannabis, et aux substances contrôlées.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'inspection des aliments

Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains

Protéger les Canadiens en préservant le système alimentaire canadien et les ressources animales et végétales sur lesquels nous nous fions et en soutenant l'économie canadienne par le commerce de biens canadiens.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Instituts de recherche en santé du Canada

Financement de la recherche et de la formation en santé

Les Instituts de recherche en santé du Canada sont l'organisme chargé d'investir dans la recherche en santé. En finançant l'excellence en recherche, les Instituts de recherche en santé du Canada appuient la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé des Canadiens, d'offrir de meilleurs produits et services de santé, et de renforcer le système de santé au Canada. Pour ce faire, ils fournissent des subventions qui financent la recherche en santé ainsi que la formation et le soutien professionnel de la génération actuelle de chercheurs et de la suivante.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Réglementer les prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés réglemente les prix des médicaments brevetés en établissant les prix plafonds non excessifs et en prenant des mesures d'application de la loi devant le Conseil en cas de non-conformité.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de la santé publique du Canada

Prévention et contrôle des maladies infectieuses

Protéger les Canadiens et les Canadiennes contre les maladies infectieuses en prévoyant, en détectant, en évaluant et en traitant les éclosions et les nouvelles menaces ; contribuer à la prévention, au contrôle et à la réduction de la propagation des maladies infectieuses chez les Canadiens et les Canadiennes.

Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques

Promouvoir la santé et le bien-être des Canadiens et des Canadiennes de tous âges en effectuant des activités de surveillance et de recherche en santé publique en appuyant les projets communautaires qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités en matière de santé ainsi qu'aux facteurs de risque ou de protection qui sont essentiels à la promotion d'une meilleure santé et à la prévention des maladies chroniques.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Sécurité sanitaire

Se préparer aux événements de santé publique et aux urgences et les traiter ; aborder les risques pour la santé et la sécurité associés à l'utilisation d'agents pathogènes et de toxines; aborder les risques en santé publique associés aux voyages.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Santé									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 946 902 738	–	–	2 946 902 738				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 654 957	–	1 654 957				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	392 710 137	–	392 710 137				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	624 776	624 776				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	192 000	192 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 159 869	2 159 869				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	55 291 115	55 291 115				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	9 260 423	9 260 423				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(50 000)	(50 000)				
	crédit 1 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	(150 000)	(150 000)				
	crédit 1 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(214 376)	(214 376)				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(615 844)	(615 844)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(149 663)	(149 663)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(1 011 806)	(1 011 806)				
	Total – Crédit 1	–	2 946 902 738	394 365 094	65 336 494	3 406 604 326	2 917 890 248	488 714 078	–	1 247 923 391
5	Dépenses en capital	–	26 515 978	–	–	26 515 978				
5b	Dépenses en capital	–	–	424 000	–	424 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	185 000	185 000				
	crédit 5 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	383 907	383 907				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	3 593 096	3 593 096				
	Total – Crédit 5	–	26 515 978	424 000	4 162 003	31 101 981	26 438 916	4 663 065	–	30 161 227
10	Subventions et contributions	–	5 424 597 004	–	–	5 424 597 004				
10a	Subventions et contributions	–	–	341 073 000	–	341 073 000				
10b	Subventions et contributions	–	–	35 199 599	–	35 199 599				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	2 000 000	2 000 000				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	1 500 000	1 500 000				
	crédit 5 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	15 000 000	15 000 000				
	Virement au :									
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(615 710)	(615 710)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(580 000)	(580 000)				
	crédit 10 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	(360 000)	(360 000)				
	Total – Crédit 10	–	5 424 597 004	376 272 599	16 944 290	5 817 813 893	5 501 537 921	316 275 972	–	4 997 847 198

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	128 726 713	11 517 293	11 274 441	151 518 447	151 518 447	–	–	156 994 114
(S)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	12 326	110 926	110 926	–	–	94 800
(S)	Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associé de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(16 267)	82 333	82 333	–	–	95 055
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	112 406	–	–	502 993	615 399	157 521	–	457 878	268 840
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	–	–	–	17 888	17 888	17 888	–	–	25 160
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	–	51 462 891	–	74 652 991	126 115 882	126 115 882	–	–	156 628 604
(S)	Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la *Loi sur la prestation dentaire*	–	100 200 000	–	(74 604 902)	25 595 098	25 595 098	–	–	246 548 657
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	5 706 173
	Total du ministère – Budgétaire	**112 406**	**8 678 602 524**	**782 578 986**	**98 282 257**	**9 559 576 173**	**8 749 465 180**	**809 653 115**	**457 878**	**6 842 293 219**
	Agence canadienne d'inspection des aliments									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	671 721 763	–	–	671 721 763				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	9 734 281	–	9 734 281				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	2 638 371	2 638 371				
	CT, crédit 5[1]	–	–	–	23 017 681	23 017 681				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	12 542	12 542				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	17 578 732	17 578 732				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	57 778 141	57 778 141				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(20 000)	(20 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(143 133)	(143 133)				
	Total – Crédit 1	–	671 721 763	9 734 281	100 862 334	782 318 378	772 658 833	9 659 545	–	748 999 481
5	Dépenses en capital	–	37 977 389	–	–	37 977 389				
5b	Dépenses en capital	–	–	600 000	–	600 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	400 000	400 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	6 722 471	6 722 471				
	Total – Crédit 5	–	37 977 389	600 000	7 122 471	45 699 860	38 323 011	7 376 849	–	56 974 216
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	81 079 646	1 161 339	8 215 177	90 456 162	90 456 162	–	–	93 894 285
(S)	Dépenses des recettes conformément à l'article 30 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	62 786 946	53 000 000	–	11 238 010	127 024 956	64 810 540	–	62 214 416	68 364 645

(S)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C. 1997, ch. 6)	–	12 500 000	–	60 476 676	72 976 676	72 976 676	–	–	110 260 672
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	566 674	566 674	504 150	–	62 524	596 371
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	19 084	19 084	19 084	–	–	231 638
(S)	Honoraires – Agence de recouvrement	–	–	–	514	514	514	–	–	178
	Total de l'organisme – Budgétaire	**62 786 946**	**856 278 798**	**11 495 620**	**188 500 940**	**1 119 062 304**	**1 039 748 970**	**17 036 394**	**62 276 940**	**1 079 321 486**
	Instituts de recherche en santé du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	76 150 771	–	–	76 150 771				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 214 467	–	1 214 467				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	598 518	598 518				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	900 000	900 000				
	Total – Crédit 1	–	76 150 771	1 214 467	1 498 518	78 863 756	78 253 311	610 445	–	79 891 020
5	Subventions	–	1 284 600 360	–	–	1 284 600 360				
5b	Subventions	–	–	54 143 278	–	54 143 278				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	700 000	700 000				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	1 500 000	1 500 000				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	650 000	650 000				
	Virement au :									
	crédit 1 (Centre de recherches pour le développement international)	–	–	–	(2 750 000)	(2 750 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(382 238)	(382 238)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences humaines)	–	–	–	(90 000)	(90 000)				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(1 500 000)	(1 500 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 284 600 360	54 143 278	(1 872 238)	1 336 871 400	1 336 222 895	648 505	–	1 258 382 393
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	8 809 589	188 547	897 894	9 896 030	9 896 030	–	–	10 182 784
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	19 116	19 116	–	–	19 116	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 369 560 720**	**55 546 292**	**543 290**	**1 425 650 302**	**1 424 372 236**	**1 258 950**	**19 116**	**1 348 456 197**
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés									
1	Dépenses du programme	–	16 423 001	–	–	16 423 001				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	264 982	264 982				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	532 956	532 956				
	Total – Crédit 1	–	16 423 001	–	797 938	17 220 939	12 398 001	4 822 938	–	12 656 859
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 323 046	–	(33 947)	1 289 099	1 289 099	–	–	1 387 032
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	116	116	–	–	116	254
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**17 746 047**	**–**	**764 107**	**18 510 154**	**13 687 100**	**4 822 938**	**116**	**14 044 145**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Agence de la santé publique du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 404 694 262	–	–	1 404 694 262				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	40 727 631	–	40 727 631				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	615 844	615 844				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	990 263	990 263				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	146 507 903	146 507 903				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	4 444 951	4 444 951				
	Virement au :									
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(76 800)	(76 800)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(59 865)	(59 865)				
	crédit 5 (Instituts de recherche en santé du Canada)	–	–	–	(1 500 000)	(1 500 000)				
	crédit 10	–	–	–	(2 256 069)	(2 256 069)				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(2 000 000)	(2 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 404 694 262	40 727 631	146 666 227	1 592 088 120	980 098 495	611 989 625	–	3 770 980 312
5	Dépenses en capital	–	21 580 000	–	–	21 580 000				
5b	Dépenses en capital	–	–	50 000	–	50 000				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	100 000	100 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	8 370 438	8 370 438				
	Virement au crédit 5 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(383 907)	(383 907)				
	Total – Crédit 5	–	21 580 000	50 000	8 086 531	29 716 531	12 064 679	17 651 852	–	20 079 920
10	Subventions et contributions	–	373 754 265	–	–	373 754 265				
10b	Subventions et contributions	–	–	40 648 259	–	40 648 259				
	Virement du :									
	crédit 1	–	–	–	2 256 069	2 256 069				
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	1 011 806	1 011 806				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	360 000	360 000				
	Total – Crédit 10	–	373 754 265	40 648 259	3 627 875	418 030 399	387 058 328	30 972 071	–	481 907 030
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	55 065 991	614 085	5 926 346	61 606 422	61 606 422	–	–	64 936 891
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 902 381	–	–	287 328	4 189 709	–	3 902 381	287 328	408 501
(S)	Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la *Loi sur le ministère de la Santé*	–	13 412 742	–	(2 245 528)	11 167 214	11 167 214	–	–	11 618 597

(S)	Paiements relatifs à des tests de la COVID-19	–	–	–	7 017 867	7 017 867	7 017 867	–	–	477 787
(S)	Paiements reliés en application de la *Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021*	–	–	–	75 901 265	75 901 265	75 901 265	–	–	78 122 325
	Total de l'organisme – Budgétaire	**3 902 381**	**1 868 507 260**	**82 039 975**	**245 267 911**	**2 199 717 527**	**1 534 914 270**	**664 515 929**	**287 328**	**4 428 531 363**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**66 801 733**	**12 790 695 349**	**931 660 873**	**533 358 505**	**14 322 516 460**	**12 762 187 756**	**1 497 287 326**	**63 041 378**	**13 712 646 410**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Santé				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 234 241 934	1 203 579 644	30 662 290	–
Initiatives publicitaires	3 500 000	3 500 000	–	–
Prestations et opérations en matière de soins dentaires	1 647 931 186	1 647 931 186	–	–
Administration du régime canadien de soins dentaires	314 260 979	314 260 979	–	–
Affectations bloquées				
Report	433 710 914	–	433 710 914	–
Transfert/réaffectation	3 811 599	–	3 811 599	–
Autre	20 529 275	–	20 529 275	–
Revenus affectés aux dépenses	(251 381 561)	(251 381 561)	–	–
	3 406 604 326	*2 917 890 248*	*488 714 078*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	*31 101 981*	*26 438 916*	*4 663 065*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	5 751 661 229	5 454 037 921	297 623 308	–
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer	47 500 000	47 500 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	18 652 664	–	18 652 664	–
	5 817 813 893	*5 501 537 921*	*316 275 972*	–
Montants législatifs	304 055 973	303 598 095	–	457 878
	9 559 576 173	8 749 465 180	809 653 115	457 878
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement	753 267 390	749 276 914	3 990 476	–
Subventions et contributions	2 211 140	2 211 140	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 582 497	1 050 000	532 497	–
Intervention du Canada à l'égard de l'influenza aviaire H5N1	20 120 779	20 120 779	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 136 572	–	5 136 572	–
	782 318 378	*772 658 833*	*9 659 545*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	44 145 700	38 323 011	5 822 689	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	1 554 160	–	1 554 160	–
	45 699 860	*38 323 011*	*7 376 849*	–
Montants législatifs	291 044 066	228 767 126	–	62 276 940
	1 119 062 304	1 039 748 970	17 036 394	62 276 940

Instituts de recherche en santé du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	78 584 036	78 253 311	330 725	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	279 720	–	279 720	–
	78 863 756	*78 253 311*	*610 445*	–
Crédit 5 – Subventions				
Subventions	*1 336 871 400*	*1 336 222 895*	*648 505*	–
Montants législatifs	9 915 146	9 896 030	–	19 116
	1 425 650 302	1 424 372 236	1 258 950	19 116
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	12 757 578	12 135 664	621 914	–
Audiences d'intérêt public	4 463 361	262 337	4 201 024	–
	17 220 939	*12 398 001*	*4 822 938*	–
Montants législatifs	1 289 215	1 289 099	–	116
	18 510 154	13 687 100	4 822 938	116
Agence de la santé publique du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 027 672 842	780 544 047	247 128 795	–
Initiatives publicitaires	2 250 000	2 250 000	–	–
Medicom	37 200 000	23 527 670	13 672 330	–
Approvisionnement de masques N95 de marque 3M	25 679 250	19 882 204	5 797 046	–
Entretien pour l'entreposage et la Réserve nationale stratégique d'urgence	34 291 818	24 523 878	9 767 940	–
Laboratoire national de microbiologie – Laboratoire pour contre-mesures médicales	20 880 217	18 599 994	2 280 223	–
Préparation à la pandémie de grippe	47 275 000	47 120 912	154 088	–
Capacité de biofabrication et préparation d'un vaccin durant une pandémie	364 284 000	64 647 468	299 636 532	–
Affectations bloquées				
Report	28 045 000	–	28 045 000	–
Transfert/réaffectation	4 707 671	–	4 707 671	–
Réduction	800 000	–	800 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(997 678)	(997 678)	–	–
	1 592 088 120	*980 098 495*	*611 989 625*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	20 716 531	10 378 671	10 337 860	–
Laboratoire national de microbiologie - Laboratoire pour contre-mesures médicales	9 000 000	1 686 008	7 313 992	–
	29 716 531	*12 064 679*	*17 651 852*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	400 599 065	386 558 328	14 040 737	–
Solutions innovatrices Canada	500 000	500 000	–	–
Affectations bloquées				
Report	16 931 334	–	16 931 334	–
	418 030 399	*387 058 328*	*30 972 071*	–
Montants législatifs	159 882 477	155 692 768	3 902 381	287 328
	2 199 717 527	1 534 914 270	664 515 929	287 328
Total du portefeuille ministériel	**14 322 516 460**	**12 762 187 756**	**1 497 287 326**	**63 041 378**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

Description	Budgétaire										Non budgétaire	
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire			
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère de la Santé												
Systèmes de soins de santé	2 462 465 366	356 266 567	–	–	5 707 755 514	7 049 054 671	–	–	8 170 220 880	7 405 321 238	–	–
Protection et promotion de la santé	995 893 226	961 741 009	7 834 791	14 523 754	135 653 477	126 009 534	222 565 535	222 565 535	916 815 959	879 708 762	–	–
Services internes	478 088 170	481 336 044	23 267 190	11 915 162	–	–	28 816 026	28 816 026	472 539 334	464 435 180	–	–
Total partiel	3 936 446 762	1 799 343 620	31 101 981	26 438 916	5 843 408 991	7 175 064 205	251 381 561	251 381 561	9 559 576 173	8 749 465 180	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(251 381 561)	(251 381 561)	–	–	–	–	(251 381 561)	(251 381 561)	–	–	–	–
Total du ministère	**3 685 065 201**	**1 547 962 059**	**31 101 981**	**26 438 916**	**5 843 408 991**[1]	**7 175 064 205**	**–**	**–**	**9 559 576 173**	**8 749 465 180**	**–**	**–**
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains	778 669 124	726 796 779	35 088 338	27 711 490	76 770 313	76 237 816	–	–	890 527 775	830 746 085	–	–
Services internes	217 923 007	198 391 364	10 611 522	10 611 521	–	–	–	–	228 534 529	209 002 885	–	–
Total de l'organisme	**996 592 131**	**925 188 143**	**45 699 860**	**38 323 011**	**76 770 313**	**76 237 816**	**–**	**–**	**1 119 062 304**	**1 039 748 970**	**–**	**–**
Instituts de recherche en santé du Canada												
Financement de la recherche et de la formation en santé	40 813 068	40 426 650	–	–	1 336 871 400	1 336 222 895	–	–	1 377 684 468	1 376 649 545	–	–
Services internes	47 965 834	47 722 691	–	–	–	–	–	–	47 965 834	47 722 691	–	–
Total de l'organisme	**88 778 902**	**88 149 341**	**–**	**–**	**1 336 871 400**	**1 336 222 895**	**–**	**–**	**1 425 650 302**	**1 424 372 236**	**–**	**–**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Réglementer les prix des médicaments brevetés	14 368 724	9 780 417	–	–	–	–	–	–	14 368 724	9 780 417	–	–
Services internes	4 141 430	3 906 683	–	–	–	–	–	–	4 141 430	3 906 683	–	–
Total de l'organisme	**18 510 154**	**13 687 100**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**18 510 154**	**13 687 100**	**–**	**–**

Agence de la santé publique du Canada												
Prévention et contrôle des maladies infectieuses	1 010 254 326	469 708 804	23 287 712	10 850 824	171 094 071	164 137 305	–	–	1 204 636 109	644 696 933	–	–
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	104 837 322	104 469 616	–	–	321 582 332	297 567 027	–	–	426 419 654	402 036 643	–	–
Sécurité sanitaire	369 227 646	295 286 412	2 850 000	797 349	1 255 261	1 255 261	997 678	997 678	372 335 229	296 341 344	–	–
Services internes	192 747 716	191 422 844	3 578 819	416 506	–	–	–	–	196 326 535	191 839 350	–	–
Total partiel	1 677 067 010	1 060 887 676	29 716 531	12 064 679	493 931 664	462 959 593	997 678	997 678	2 199 717 527	1 534 914 270	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(997 678)	(997 678)	–	–	–	–	(997 678)	(997 678)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**1 676 069 332**	**1 059 889 998**	**29 716 531**	**12 064 679**	**493 931 664**	**462 959 593**	**–**	**–**	**2 199 717 527**	**1 534 914 270**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**6 465 015 720**	**3 634 876 641**	**106 518 372**	**76 826 606**	**7 750 982 368**	**9 050 484 509**	**–**	**–**	**14 322 516 460**	**12 762 187 756**	**–**	**–**

[1] Le financement de 1 946 251 600 $ pour les prestations dentaires liées au Régime canadien de soins dentaires a été accordé dans le cadre du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement.

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Santé									
Subventions									
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	**–**	**35 000 000**	**–**	**–**	**35 000 000**	**35 000 000**	**–**	**–**	**35 000 000**
Contributions									
Programme de la stratégie nationale sur les médicaments pour le traitement des maladies rares	–	468 774 452	–	–	468 774 452	468 774 452	–	–	–
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	–	118 458 979	–	(100 000)	118 358 979	118 358 979	–	–	127 683 979
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	–	104 300 573	24 614 480	1 500 000	130 415 053	123 002 642	7 412 411	–	141 978 687
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	–	89 639 729	4 000 000	(711 611)	92 928 118	76 947 747	15 980 371	–	79 561 505
Contribution à Inforoute Santé du Canada	–	87 134 000	–	(4 000 000)	83 134 000	82 292 496	841 504	–	75 663 123
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer	–	47 500 000	–	–	47 500 000	47 500 000	–	–	47 500 000
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	–	40 902 678	12 073 000	400 000	53 375 678	53 375 678	–	–	38 728 678
Programme de contribution pour les langues officielles en santé	–	40 624 999	–	–	40 624 999	40 624 999	–	–	38 999 998
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	–	24 600 000	–	680 000	25 280 000	25 280 000	–	–	25 100 000
Programme du fonds canadien de recherche sur le cerveau	–	15 173 697	10 000 000	–	25 173 697	25 173 697	–	–	23 359 164
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	–	14 250 000	–	–	14 250 000	14 250 000	–	–	14 250 000
Programme de contributions aux survivants de la thalidomide	–	13 218 882	–	2 432 108	15 650 990	15 650 990	–	–	18 208 245
Programme d'amélioration de l'accès abordable aux médicaments sur ordonnance	–	10 700 000	–	–	10 700 000	10 700 000	–	–	–
Programme d'organes, de tissus et de sang	–	8 580 000	–	1 942 400	10 522 400	10 522 400	–	–	18 018 000
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques	–	4 330 435	–	(878 710)	3 451 725	1 230 074	2 221 651	–	–
Programme de contributions à la recherche en santé environnementale	–	538 580	–	398 119	936 699	936 699	–	–	588 580
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	–	350 000	–	–	350 000	340 119	9 881	–	349 454
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	–	210 000	585 119	(295 119)	500 000	500 000	–	–	468 000
Programme de lutte contre le racisme et la discrimination dans les systèmes de santé du Canada	–	–	–	574 803	574 803	572 299	2 504	–	12 077 485
Total – Contributions	**–**	**1 089 287 004**	**51 272 599**	**1 941 990**	**1 142 501 593**	**1 116 033 271**	**26 468 322**	**–**	**662 534 898**

Autres paiements de transfert									
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins des soins à domicile et de la santé mentale	–	–	–	1 800 312 300	1 800 312 300	1 800 312 300	–	–	1 800 312 300
Contributions aux provinces et aux territoires pour les priorités de santé partagées	–	4 300 310 000	325 000 000	(1 785 310 000)	2 840 000 000	2 550 192 350	289 807 650	–	2 500 000 000
Prestations dentaires relatives au Régime canadien de soins dentaires	–	–	–	1 946 251 600[1]	1 946 251 600	1 647 931 186	298 320 414	–	–
(S) Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la *Loi sur la prestation dentaire*	–	100 200 000	–	(74 604 902)	25 595 098	25 595 098	–	–	246 548 657
Total du ministère	**–**	**5 524 797 004**	**376 272 599**	**1 888 590 988**	**7 789 660 591**	**7 175 064 205**	**614 596 386**	**–**	**5 244 395 855**
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Subventions									
Subventions au programme Solutions innovatrices Canada	**–**	**1 049 999**	**532 498**	**–**	**1 582 497**	**1 050 000**	**532 497**	**–**	**1 250 000**
Contributions									
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral	–	600 000	–	1 611 140	2 211 140	2 211 140	–	–	1 218 281
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* (L.C. (1997), ch. 6)	–	12 500 000	–	60 476 676	72 976 676	72 976 676	–	–	110 260 672
Total – Contributions	**–**	**13 100 000**	**–**	**62 087 816**	**75 187 816**	**75 187 816**	**–**	**–**	**111 478 953**
Total de l'organisme	**–**	**14 149 999**	**532 498**	**62 087 816**	**76 770 313**	**76 237 816**	**532 497**	**–**	**112 728 953**
Instituts de recherche en santé du Canada									
Subventions									
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	–	1 142 493 493	43 371 135	(2 558 305)	1 183 306 323	1 182 762 488	543 835	–	1 131 599 604
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	–	58 407 137	–	–	58 407 137	58 407 137	–	–	47 227 128
Bourses d'études supérieures du Canada	–	41 847 500	10 772 143	–	52 619 643	52 574 942	44 701	–	39 031 334
Subventions d'appui aux instituts	–	15 625 723	–	1 068 305	16 694 028	16 674 514	19 514	–	16 267 241
Chaires d'excellence en recherche du Canada	–	13 137 901	–	–	13 137 901	13 137 901	–	–	11 593 991
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	–	8 350 000	–	–	8 350 000	8 309 545	40 455	–	8 320 834
Chaires de recherche Canada 150	–	2 700 000	–	–	2 700 000	2 700 000	–	–	2 700 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	–	2 038 606	–	(382 238)	1 656 368	1 656 368	–	–	1 195 126
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	447 135
Total de l'organisme	**–**	**1 284 600 360**	**54 143 278**	**(1 872 238)**	**1 336 871 400**	**1 336 222 895**	**648 505**	**–**	**1 258 382 393**
Agence de la santé publique du Canada									
Subventions									
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	–	36 154 954	1 000 000	(29 795 106)	7 359 848	7 347 062	12 786	–	20 809 604
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	13 457 193	2 725 261	(12 270 454)	3 912 000	3 785 020	126 980	–	10 242 664

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Défi prévention du diabète	–	4 200 000	–	–	4 200 000	4 200 000	–	–	700 000
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	–	1 180 000	–	1 017 604	2 197 604	2 197 227	377	–	3 367 604
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	–	250 000	–	250 000	500 000	500 000	–	–	500 000
Subventions à des étudiants diplômés, à des étudiants au niveau postdoctoral et à des établissements d'enseignement postsecondaire pour augmenter les compétences et capacités professionnelles afin de renforcer le domaine de la santé publique	–	60 000	–	(60 000)	–	–	–	–	10 000
Total – Subventions	**–**	**55 302 147**	**3 725 261**	**(40 857 956)**	**18 169 452**	**18 029 309**	**140 143**	**–**	**35 629 872**
Contributions									
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	–	136 566 201	7 000 000	29 268 750	172 834 951	170 559 315	2 275 636	–	228 992 063
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	–	83 978 000	–	(1 814 574)	82 163 426	81 701 413	462 013	–	83 606 603
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	–	72 487 917	10 950 500	1 272 918	84 711 335	66 813 373	17 897 962	–	48 159 330
Centre pour le vieillissement et l'innovation en santé du cerveau	–	11 000 000	–	–	11 000 000	11 000 000	–	–	11 000 000
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	–	9 000 000	18 972 498	–	27 972 498	18 057 517	9 914 981	–	23 409 506
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	–	3 230 000	–	16 153 637	19 383 637	19 138 295	245 342	–	49 362 467
Contributions à la Société canadienne du sang et/ou à d'autres organismes de transfusion et/ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	–	2 190 000	–	(394 900)	1 795 100	1 759 106	35 994	–	1 747 189
Total—Contributions	**–**	**318 452 118**	**36 922 998**	**44 485 831**	**399 860 947**	**369 029 019**	**30 831 928**	**–**	**446 277 158**

Autres paiements de transfert									
(S) Paiements pour preuve de vaccination en vertu de la *Loi d'exécution de la mise à jour économique et budgétaire de 2021*	**–**	**–**	**–**	**75 901 265**	**75 901 265**	**75 901 265**	**–**	**–**	**78 122 325**
Total de l'organisme	**–**	**373 754 265**	**40 648 259**	**79 529 140**	**493 931 664**	**462 959 593**	**30 972 071**	**–**	**560 029 355**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**7 197 301 628**	**471 596 634**	**2 028 335 706**	**9 697 233 968**	**9 050 484 509**	**646 749 459**	**–**	**7 175 536 556**

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Le financement de 1 946 251 600 $ pour les prestations dentaires liées au Régime canadien de soins dentaires a été accordé dans le cadre du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Santé			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Protection et promotion de la santé	222 565 535	222 565 535	215 351 429
Services internes	28 816 026	28 816 026	28 187 218
Total du ministère – Budgétaire	**251 381 561**	**251 381 561**	**243 538 647**
Agence de la santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité sanitaire	997 678	997 678	893 282
Total de l'organisme – Budgétaire	**997 678**	**997 678**	**893 282**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**252 379 239**	**252 379 239**	**244 431 929**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Santé		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Trésorerie et créances		
Intérêt des dépôts bancaires	2 100 042	–
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrement d'autres paiements	821	–
Recouvrements des achats de biens et de services	3 015 768	4 414 720
Recouvrements des paiements de transfert	11 451 685	3 712 432
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 967 174	9 560 065
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	392 236	356 397
	23 827 684	18 043 614
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Revenus reportés	3 105 300	–
Revenus provenant de la vente de médicaments	46 583 051	45 453 327
Matériel médical	12 669 544	11 916 480
Réglementation de la lutte antiparasitaire	10 270 517	9 125 717
Revenus provenant de la vente de cannabis	64 224 161	57 041 583
	136 852 573	*123 537 107*
Location et utilisation de biens publics	*900*	*900*
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de la vente de médicaments	114 567 606	103 808 067
Matériel médical	22 255 097	19 154 559
Réglementation de la lutte antiparasitaire	5 069 364	5 156 487
Revenus provenant de la vente de cannabis	4 713 956	3 813 074
Revenus reportés	(529 147)	5 216 404
Divers	98 566	156 677
	146 175 442	*137 305 268*
Services de nature non réglementaire		
Service de dosimétrie	7 555 303	7 087 539
Programme d'aide aux employés	26 846 661	27 447 392
Revenus provenant de la vente de médicaments	1 081 531	1 056 325
Services aux autres ministères	141 228 794	173 877 149
Revenus reportés	(6 434 805)	6 883 592
Divers	53 812	88 941
	170 331 296	*216 440 938*

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Autres frais et droits		
Revenus provenant d'amendes	464 828	617 094
Services aux autres ministères	4 731 525	4 999 577
Divers	40 617 674	38 474 164
	45 814 027	*44 090 835*
	499 174 238	521 375 048
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	502 993	162 406
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	2 269 010	2 199 430
Location et utilisation de biens publics	50 284	62 950
Divers	192 871	212 967
	2 512 165	2 475 347
Total du ministère	**528 117 122**	**542 056 415**
Agence canadienne d'inspection des aliments		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 322 443	4 372 090
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	*59 620*	*58 367*
Location et utilisation de biens publics	–	*1 397*
Services de nature réglementaire	*56 997 879*	*53 299 417*
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	1 267 702	1 397 724
Revenus reportés	966 862	(453 410)
	2 234 564	*944 314*
	59 292 063	54 303 495
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	566 674	569 645
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	87 205	52 870
Autres revenus divers	5 026 223	8 064
	5 113 428	60 934
Total de l'organisme	**68 294 608**	**59 306 164**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Instituts de recherche en santé du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements de subventions et bourses d'exercices antérieurs	6 502 615	4 988 500
Recouvrements de dépenses de fonctionnement d'exercices antérieurs	47 350	38 297
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	90 298	–
	6 640 263	5 026 797
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 116	–
Revenus divers	7 734	3 290
Total de l'organisme	**6 667 113**	**5 030 087**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	32 581	67 839
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	31 885	12 742
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	31	54
	64 497	80 635
Ventes de biens et de services		
Autres frais et droits		
Engagements de conformité volontaire	643 592	651 693
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	116	23
Revenus divers		
Montants adjugés par une cour	–	12 000
Total de l'organisme	**708 205**	**744 351**
Agence de la santé publique du Canada		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Autres comptes		
Intérêts perçus sur les fonds déposés auprès du fournisseur	2 690 998	–

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Recouvrements des achats de biens et de services	43 127 609	1 804 963
Recouvrements des paiements de transfert	14 373 321	8 869 167
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 480 258	24 136 912
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	226 875	169 066
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	447 404	30 169 173
	63 655 467	65 149 281
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges		
Redevances	*1 483 402*	*1 207 231*
Location et utilisation de biens publics	*22 946*	*22 946*
Services de nature non réglementaire		
Autres services de nature non réglementaire	1 115 946	952 122
Services aux autres ministères	13 711 393	13 828 031
Revenus reportés	183	1 176
	14 827 522	*14 781 329*
Autres frais et droits	*181 525*	*181 203*
	16 515 395	16 192 709
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	287 328	3 902 381
Revenus divers		
Dons à l'État	–	88 216
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	310	15 228
Divers	7 891	11 710
	8 201	115 154
Total de l'organisme	**83 157 389**	**85 359 525**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	4 791 040	–
Recouvrements et redressements	97 510 354	92 672 417
Ventes de biens et de services	575 625 288	592 522 945
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 376 227	4 634 455
Revenus divers	7 641 528	2 666 725
Total du portefeuille ministériel	**686 944 437**	**692 496 542**

Section 29

Comptes publics du Canada
2024-2025

Sécurité publique

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile
Agence des services frontaliers du Canada
Service canadien du renseignement de sécurité
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada
Service correctionnel du Canada
Commissariat aux langues officielles
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada
Commission des libérations conditionnelles du Canada
Gendarmerie royale du Canada
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Table des matières

	Page
Description des responsabilités essentielles	490
Sommaire du portefeuille ministériel	496
Détail budgétaire par affectation	503
Responsabilités essentielles	507
Paiements de transfert	510
Détail des montants disponibles pour être dépensés	513
Revenus	514

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sécurité communautaire

À l'échelle nationale, Sécurité publique assume la coordination pour aider les collectivités canadiennes et les intervenants à réprimer le crime et à renforcer la résilience communautaire partout au pays, à promouvoir la sécurité des collectivités et des institutions canadiennes, à améliorer l'intégrité des frontières du Canada, et à appuyer la prestation des services de police dans les collectivités autochtones.

Gestion des urgences

Sécurité publique s'emploie à renforcer la gestion des urgences à l'échelle nationale pour aider aux mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas d'incidents de toutes sortes. Sécurité publique fournit des ressources et de l'expertise aux collectivités dans leurs efforts de préparation aux urgences, d'atténuation et de rétablissement en cas de catastrophe.

Sécurité nationale

Sécurité publique élabore des politiques, des mesures législatives et des programmes qui appuieront la capacité du gouvernement du Canada à réagir à une gamme de menaces à la sécurité nationale visant ses citoyens, ses infrastructures essentielles et ses cybersystèmes, et fait progresser les efforts nationaux de lutte contre le terrorisme.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence des services frontaliers du Canada

Gestion de la frontière

L'Agence des services frontaliers du Canada évalue le risque et gère la libre circulation des personnes et des marchandises admissibles qui entrent au Canada, passent par le pays et en sortent.

Exécution de la loi frontalière

L'Agence des services frontaliers du Canada contribue à la sécurité du Canada en appuyant le système d'immigration et de réfugiés lors de la détermination de la recevabilité d'une personne au Canada, en prenant les mesures appropriées liée à l'immigration lorsque cela est nécessaire et en soutenant la poursuite des personnes qui enfreignent nos lois.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien du renseignement de sécurité

Sécurité et renseignement

Le Service canadien du renseignement de sécurité mène des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le Service canadien du renseignement de sécurité fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le Service canadien du renseignement de sécurité a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Examen indépendant de la Gendarmerie royale du Canada

Le rôle fondamental de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes consiste à fournir une surveillance civile de la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada dans l'exercice de leurs fonctions, afin de garantir que la Gendarmerie royale du Canada est redevable au public. La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la Gendarmerie royale du Canada sont examinées de manière équitable et objective. Ses conclusions et ses recommandations permettent de relever et de corriger des problèmes liés aux services de police qui découlent de la conduite de membres de la Gendarmerie royale du Canada ou de lacunes dans les politiques et les méthodes de l'organisme. En outre, la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes examine des activités précises de la Gendarmerie royale du Canada, fournit des rapports aux provinces qui utilisent les services de police de la Gendarmerie royale du Canada à forfait, effectue des recherches, mène des activités de sensibilisation et d'information auprès du public, et fournit des observateurs indépendants aux fins d'enquêtes sur des incidents graves impliquant des membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Description des responsabilités essentielles – *suite*

Service correctionnel du Canada

Prise en charge et garde

Le Service correctionnel du Canada s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents.

Interventions correctionnelles

Le Service correctionnel du Canada réalise des activités d'évaluation et des interventions de programme pour aider les délinquants sous responsabilité fédérale à se réadapter et faciliter leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois. Le Service correctionnel du Canada mobilise aussi les citoyens canadiens pour en faire des partenaires dans la réalisation de son mandat correctionnel et offre des services aux victimes d'actes criminels.

Surveillance dans la collectivité

Le Service correctionnel du Canada surveille les délinquants dans la collectivité et fournit une structure et des services pour appuyer leur réinsertion sécuritaire et réussie dans la collectivité. Il offre des possibilités de logement, des services de santé dans la collectivité et des partenariats avec des organismes communautaires. Le Service correctionnel du Canada s'occupe des délinquants faisant l'objet d'une libération conditionnelle, d'une libération d'office et d'une ordonnance de surveillance de longue durée.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat aux langues officielles

Protection des droits liés aux langues officielles

Prendre les mesures nécessaires, dont le traitement des plaintes, les vérifications et les interventions, pour faire respecter la *Loi sur les langues officielles* et les droits linguistiques canadiens.

Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne

Susciter un intérêt accru pour les enjeux liés à l'avancement de l'égalité du français et de l'anglais dans les institutions fédérales et la société canadienne, tout en appuyant le développement et la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel mène des enquêtes sur les plaintes individuelles visant le Service correctionnel du Canada de la part des délinquants en institution fédérale ou sous supervision et effectue des examens systémiques d'enjeux qui touchent un nombre important de délinquants en institution fédérale. Le Bureau de l'enquêteur correctionnel effectue des examens de toutes les enquêtes du Service correctionnel du Canada dans les cas de décès en établissement et de blessures graves afin de déterminer si le Service correctionnel du Canada a agi conformément aux lois et aux politiques et examine tous les incidents de recours à la force. Les enquêtes du Bureau de l'enquêteur correctionnel visent à assurer que la pratique correctionnelle fédérale est sécuritaire, humaine et respectueuse de la loi afin de veiller à ce que les décisions et pratiques soient respectueuses des droits de la personne, conformes à la loi et aux politiques et sont justes.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Décisions relatives à la mise en liberté sous condition

La mise en liberté sous condition est fondée sur le principe et soutenue par la recherche selon lequel la sécurité de la collectivité est assurée par la mise en liberté graduelle et en temps opportun, supervisée des délinquants au sein de la collectivité. Divers éléments contribuent au processus de mise en liberté, notamment la qualité des décisions en matière de liberté sous condition fondées sur le risque de récidive, l'efficacité des programmes et des traitements, et la surveillance efficace dans la collectivité. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, la Commission des libérations conditionnelles du Canada fournit des renseignements à jour et exacts aux commissaires pour les aider à prendre des décisions, et crée des formations et des politiques qui constituent des outils essentiels pour l'évaluation du risque et la prise de décisions qui sont conformes à la loi.

Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence

Une suspension du casier/un pardon vise à appuyer la réinsertion sociale sûre et durable d'une personne. C'est une action administrative dont l'objet est d'effacer la honte rattachée au fait d'avoir un casier judiciaire aux personnes condamnées d'une infraction à une loi fédérale, qui ont purgé leur peine, ayant satisfait aux critères de la *Loi sur le casier judiciaire* et se conduisent en citoyens respectueux des lois depuis un nombre d'années déterminées. Les suspensions du casier/les pardons peuvent être révoqués ou cesser d'avoir effet si une nouvelle infraction est commise ou si une personne n'est plus de bonne conduite. Dans le cadre de cette responsabilité essentielle, la Commission des libérations conditionnelles du Canada vérifie l'admissibilité des demandes, réunit les renseignements nécessaires pour la prise de décisions des commissaires et élabore des politiques qui orientent les processus décisionnels.

De plus, en vertu de la *Loi sur la radiation*, la Commission des libérations conditionnelles du Canada ordonnera la radiation des dossiers judiciaires admissibles qui constituerait aujourd'hui des infractions légales. Les personnes reconnues coupables d'une infraction énumérée dans l'annexe de la *Loi sur la radiation* peuvent demander une ordonnance de radiation, de même que les personnes autorisées dans le cas d'une personne décédée. La différence entre une suspension de casier/un pardon et une radiation est que dans le cas d'une suspension de casier/un pardon, le casier judiciaire est tenu séparément des autres dossiers, alors qu'une radiation détruirait complètement le casier. La Commission des libérations conditionnelles du Canada est aussi responsable d'évaluer les demandes et de fournir des recommandations en vertu de la Prérogative royale de clémence (c.-à-d. clémence) ainsi qu'à donner des avis au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile sur le bien-fondé de chaque cas.

Description des responsabilités essentielles – *fin*

Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition

Cette responsabilité essentielle permet de s'assurer que la Commission des libérations conditionnelles du Canada exerce ses activités de manière transparente et responsable, conformément aux dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Elle inclut le fait de travailler avec les victimes d'actes criminels, les délinquants et le public, en leur fournissant de l'information à propos de nos politiques et de nos programmes, notamment l'accès au Registre des décisions de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, ainsi qu'à offrir de l'aide aux personnes qui assistent aux audiences à titre d'observateurs. La responsabilité essentielle inclut également le fait d'encourager la participation des citoyens, d'améliorer l'éducation et la sensibilisation du public, de mener des enquêtes sur des incidents survenus dans la collectivité (c.-à-d. lorsqu'il y a une nouvelle infraction), de surveiller le rendement de la Commission des libérations conditionnelles du Canada et de rendre compte des résultats liés au processus de mise en liberté sous condition.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Gendarmerie royale du Canada

Services de police contractuels et autochtones

Dans le cadre des ententes de services de police, la Gendarmerie royale du Canada fournit des services de police pour répondre aux besoins des provinces (à l'exception de l'Ontario et du Québec) et des territoires, ainsi qu'aux besoins des municipalités et des collectivités autochtones, notamment par l'intermédiaire du Programme des services de police des Premières Nations. Ces services englobent l'administration générale de la justice, soit le maintien de la paix, la prévention de la criminalité et l'accomplissement de toutes les tâches énoncées en vertu des lois du Canada ou des lois des provinces et des territoires respectifs.

Services de police fédérale

La Police fédérale s'attaque aux menaces criminelles les plus graves et les plus complexes pour la sécurité des Canadiens ainsi que pour les intérêts du Canada, notamment pour les institutions démocratiques, l'intégrité économique et les infrastructures matérielles et cybernétiques. Dans le cadre des Services de police fédérale, la Gendarmerie royale du Canada prévient et détecte les crimes liés à la sécurité nationale, la cybercriminalité, le crime organisé transnational et les crimes graves, y compris les crimes financiers, et mène des enquêtes sur ces crimes. De plus, elle applique les lois fédérales, mène des activités policières internationales et veille à l'intégrité des frontières du Canada et à la sécurité des grands événements pilotés par le gouvernement, des représentants désignés et des dignitaires.

Services de police spécialisés

À l'externe, la Gendarmerie royale du Canada fournit à tous les organismes canadiens d'application de la loi des services techniques et spécialisés, notamment une formation avancée concernant l'application de la loi, des dépôts nationaux de données criminelles; l'accès à la réglementation et la délivrance des permis touchant les armes à feu; des outils et des services d'enquête entre autres dans les domaines des sciences judiciaires, de l'identification, des armes à feu et de l'exploitation des enfants. À l'interne, un éventail de services techniques sont fournis pour faire avancer les opérations de la Gendarmerie royale du Canada, telles que la collecte de preuves numériques, la prestation d'outils de technologie de l'information policière et la mise en œuvre des normes de sécurité touchant le personnel et le Ministère.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Examen indépendant de questions d'emploi concernant la Gendarmerie royale du Canada

Effectuer des examens et formuler des conclusions et des recommandations en toute indépendance et impartialité en vue de décisions définitives sur des appels interjetés contre des décisions rendues à la Gendarmerie royale du Canada concernant des plaintes de harcèlement, des cas de déontologie, des licenciements ou des rétrogradations ainsi que des cessations de versement de la solde et des indemnités.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
1	Dépenses de fonctionnement	–	229 204 260	–	–	229 204 260				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	20 120 605	–	20 120 605				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	48 715 520	–	48 715 520				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	6 791	6 791				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	36 836	36 836				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	7 881 486	7 881 486				
	Virement au :									
	crédit 1 (Service canadien du renseignement de sécurité)	–	–	–	(227 922)	(227 922)				
	crédit 1 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(100 000)	(100 000)				
	crédit 5 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie)	–	–	–	(2 000 000)	(2 000 000)				
	Total – Crédit 1	–	229 204 260	68 836 125	5 597 191	303 637 576	266 253 175	37 384 401	–	244 522 548
5	Subventions et contributions	–	1 353 564 563	–	–	1 353 564 563				
5a	Subventions et contributions	–	–	13 740 827	–	13 740 827				
5b	Subventions et contributions	–	–	841 206 506	–	841 206 506				
	Virement du :									
	CT, crédit 5[1]	–	–	–	1,456,712	1 456 712				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3,418,610	3 418 610				
	Virement au :									
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(75 000 565)	(75 000 565)				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(15 000 000)	(15 000 000)				
	Total – Crédit 5	–	1 353 564 563	854 947 333	(85 125 243)	2 123 386 653	1 046 877 971	1 076 508 682	–	1 212 784 586
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	22 406 405	6 321 245	(1 140 003)	27 587 647	27 587 647	–	–	26 722 186
(S)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	200	98 800	98 800	–	–	95 055
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 776	–	–	11 845	29 621	–	17 776	11 845	–
	Total du ministère – Budgétaire	**17 776**	**1 605 273 828**	**930 104 703**	**(80 656 010)**	**2 454 740 297**	**1 340 817 593**	**1 113 910 859**	**11 845**	**1 484 124 375**
	Agence des services frontaliers du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	120 757 036	2 228 829 635	–	–	2 349 586 671				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	9 960 644	–	9 960 644				
	Virement du :									
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	1 700 000	1 700 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	33 545	33 545				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	265 906 508	265 906 508				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	50 509 821	50 509 821				

	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(207 186)	(207 186)				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(48 333)	(48 333)				
	Total – Crédit 1	120 757 036	2 228 829 635	9 960 644	317 894 355	2 677 441 670	2 566 314 052	15 963 120	95 164 498	2 303 413 749
5	Dépenses en capital	37 865 948	205 747 449	–	–	243 613 397				
5b	Dépenses en capital	–	–	23 978 963	–	23 978 963				
	Total – Crédit 5	37 865 948	205 747 449	23 978 963	–	267 592 360	133 280 831	54 613 770	79 697 759	127 867 879
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	215 029 278	2 089 247	90 873 602	307 992 127	307 992 127	–	–	261 550 545
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	498 882	–	–	1 137 711	1 636 593	1 327 917	–	308 676	1 047 918
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	18 032	18 032	18 032	–	–	31 061
	Total de l'organisme – Budgétaire	**159 121 866**	**2 649 606 362**	**36 028 854**	**409 923 700**	**3 254 680 782**	**3 008 932 959**	**70 576 890**	**175 170 933**	**2 693 911 152**
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes [2]									
1	Dépenses du programme	–	7 295 419	–	–	7 295 419				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	281 938	281 938				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	38 130	38 130				
	Reclassé sous Affaires mondiales (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(7 615 487)	(7 615 487)				
	Total – Crédit 1	–	7 295 419	–	(7 295 419)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	531 123	–	(531 123)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**7 826 542**	**–**	**(7 826 542)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Service canadien du renseignement de sécurité									
1	Dépenses du programme	–	648 080 771	–	–	648 080 771				
1b	Dépenses du programme	–	–	50 053 928	–	50 053 928				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	107 445	107 445				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	275 632	275 632				
	crédit 1 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	227 922	227 922				
	crédit 1 (Bureau du Conseil privé)	–	–	–	126 172	126 172				
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	265 000	265 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	58 415 467	58 415 467				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	7 891 237	7 891 237				
	Virement au crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(275 828)	(275 828)				
	Total – Crédit 1	–	648 080 771	50 053 928	67 033 047	765 167 746	748 322 493	16 845 253	–	770 301 653
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	54 543 214	2 766 362	6 447 586	63 757 162	63 757 162	–	–	57 873 121
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	944 932	–	–	1 452 668	2 397 600	937 759	7 173	1 452 668	234 824
	Total de l'organisme – Budgétaire	**944 932**	**702 623 985**	**52 820 290**	**74 933 301**	**831 322 508**	**813 017 414**	**16 852 426**	**1 452 668**	**828 409 598**

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses du programme	–	14 763 619	–	–	14 763 619				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	638 356	638 356				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	706 660	706 660				
	Total – Crédit 1	–	14 763 619	–	1 345 016	16 108 635	14 481 036	1 627 599	–	14 127 254
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 515 898	–	209 116	1 725 014	1 725 014	–	–	1 667 279
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**16 279 517**	**–**	**1 554 132**	**17 833 649**	**16 206 050**	**1 627 599**	**–**	**15 794 533**
	Service correctionnel du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	2 655 453 352	–	–	2 655 453 352				
1b	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	–	–	489 611 180	–	489 611 180				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	54 492	54 492				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	3 310 361	3 310 361				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	109 875 688	109 875 688				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	54 502 282	54 502 282				
	Total – Crédit 1	–	2 655 453 352	489 611 180	167 742 823	3 312 807 355	3 084 547 130	228 260 225	–	2 839 012 158
5	Dépenses en capital	–	262 742 908	–	–	262 742 908				
5b	Dépenses en capital	–	–	17 244 248	–	17 244 248				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	9 476 473	9 476 473				
	Total – Crédit 5	–	262 742 908	17 244 248	9 476 473	289 463 629	246 251 581	43 212 048	–	256 362 934
10	Fonds renouvelable de CORCAN	–	1	–	–	1	–	1	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	254 207 096	7 775 063	12 399 540	274 381 699	274 381 699	–	–	277 458 195
(S)	Fonds renouvelable CORCAN (*Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*)	21 669 814	(1 127 291)	–	1 127 291	21 669 814				
	Diminution de l'autorisation de prélèvement	–	–	–	(6 000 000)	(6 000 000)				
	Total – Fonds renouvelable CORCAN	21 669 814	(1 127 291)	–	(4 872 709)	15 669 814	(6 847 856)	–	22 517 670	(2 137 903)
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	140 513	–	–	2 984 966	3 125 479	2 159 253	–	966 226	4 264 440
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	25 610	25 610	25 610	–	–	1 994
	Total budgétaire	21 810 327	3 171 276 066	514 630 491	187 756 703	3 895 473 587	3 600 517 417	271 472 274	23 483 896	3 374 961 818

L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, *Loi nº 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits*. Limite 50 000 $ (Net)	44 939	–	–	–	44 939	(220)	–	45 159	(80)
	Total de l'organisme – Budgétaire	**21 810 327**	**3 171 276 066**	**514 630 491**	**187 756 703**	**3 895 473 587**	**3 600 517 417**	**271 472 274**	**23 483 896**	**3 374 961 818**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**44 939**	**–**	**–**	**–**	**44 939**	**(220)**	**–**	**45 159**	**(80)**
	Commission des débats des chefs [3]									
1	Dépenses du programme	–	3 422 808	–	–	3 422 808				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	29 124	29 124				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 864	1 864				
	Reclassé sous Institutions démocratiques (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(3 453 796)	(3 453 796)				
	Total – Crédit 1	–	3 422 808	–	(3 422 808)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	90 270	–	(90 270)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**3 513 078**	**–**	**(3 513 078)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Bureau du directeur général des élections [4]									
1	Dépenses du programme	–	60 363 036	–	–	60 363 036				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	1 214 412	1 214 412				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 486 119	2 486 119				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	566 658	566 658				
	Reclassé sous Institutions démocratiques (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(64 630 225)	(64 630 225)				
	Total – Crédit 1	–	60 363 036	–	(60 363 036)	–	–	–	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	16 434 151	–	(16 434 151)	–	–	–	–	–
(S)	Dépenses électorales (*Loi électorale du Canada* et *Loi référendaire*)	–	182 107 401	–	(182 107 401)	–	–	–	–	–
(S)	Traitement du directeur général des élections (*Loi électorale du Canada*)	–	383 700	–	(383 700)	–	–	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**259 288 288**	**–**	**(259 288 288)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Commissariat aux langues officielles									
1	Dépenses du programme	–	22 891 096	–	–	22 891 096				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 680 000	–	1 680 000				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	264 500	264 500				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	1 009 969	1 009 969				
	Total – Crédit 1	–	22 891 096	1 680 000	1 274 469	25 845 565	23 261 603	2 583 962	–	22 264 196
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	2 463 129	324 000	99 363	2 886 492	2 886 492	–	–	2 821 387
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**25 354 225**	**2 004 000**	**1 373 832**	**28 732 057**	**26 148 095**	**2 583 962**	**–**	**25 085 583**

Sommaire du portefeuille ministériel – *suite*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada									
1	Dépenses du programme	–	6 734 211	–	–	6 734 211				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	247 874	247 874				
	Total – Crédit 1	–	6 734 211	–	247 874	6 982 085	6 198 360	783 725	–	5 202 972
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	728 199	–	(7 070)	721 129	721 129	–	–	609 777
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**7 462 410**	**–**	**240 804**	**7 703 214**	**6 919 489**	**783 725**	**–**	**5 812 749**
	Commission des libérations conditionnelles du Canada									
1	Dépenses du programme	–	65 932 326	–	–	65 932 326				
1b	Dépenses du programme	–	–	1 384 858	–	1 384 858				
	Virement du :									
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	2 739 515	2 739 515				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	612 367	612 367				
	Total – Crédit 1	–	65 932 326	1 384 858	3 351 882	70 669 066	68 497 369	2 171 697	–	69 016 729
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	7 337 840	–	1 093 113	8 430 953	8 430 953	–	–	8 405 702
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	33 580	33 580	658	–	32 922	24 652
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	850	850	850	–	–	1 158
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**73 270 166**	**1 384 858**	**4 479 425**	**79 134 449**	**76 929 830**	**2 171 697**	**32 922**	**77 448 241**
	Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	3 013 671 333	–	–	3 013 671 333				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	371 640 529	–	371 640 529				
	Virement du :									
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	60 600	60 600				
	crédit 1 (Ministère des Pêches et des Océans)	–	–	–	41 300	41 300				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	281 700	281 700				
	crédit 1 (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada)	–	–	–	136 200	136 200				
	crédit 1 (Bureau du directeur des poursuites pénales)	–	–	–	207 500	207 500				
	crédit 1 (Agence de la santé publique du Canada)	–	–	–	76 800	76 800				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	571 000	571 000				
	crédit 5 (Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile)	–	–	–	75 000 565	75 000 565				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	10 412	10 412				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	207 442 515	207 442 515				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	91 577 107	91 577 107				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	68 043 045	68 043 045				

	Virement au :									
	crédit 1 (Agence des services frontaliers du Canada)	–	–	–	(1 700 000)	(1 700 000)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(682 826)	(682 826)				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	(84 850)	(84 850)				
	Total – Crédit 1	–	3 013 671 333	371 640 529	440 981 068	3 826 292 930	3 769 187 217	57 105 713	–	3 535 468 119
5	Dépenses en capital	–	262 584 846	–	–	262 584 846				
5b	Dépenses en capital	–	–	138 808 100	–	138 808 100				
	Virement du :									
	crédit 5 (Ministère de la Défense nationale)	–	–	–	342 000	342 000				
	CT, crédit 35[1]	–	–	–	82 932 614	82 932 614				
	Total – Crédit 5	–	262 584 846	138 808 100	83 274 614	484 667 560	358 463 364	126 204 196	–	327 098 197
10	Subventions et contributions	–	24 845 483	–	–	24 845 483				
10b	Subventions et contributions	–	–	37 433 666	–	37 433 666				
	Total – Crédit 10	–	24 845 483	37 433 666	–	62 279 149	20 622 124	41 657 025	–	706 255 215
15	Paiements liés aux prestations d'invalidité et soins de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada	–	952 069 789	–	–	952 069 789				
15b	Paiements liés aux prestations d'invalidité et soins de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	7 222 776	–	7 222 776				
	Total – Crédit 15	–	952 069 789	7 222 776	–	959 292 565	947 245 331	12 047 234	–	–
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	76 332 698	19 259 063	53 414 276	149 006 037	149 006 037	–	–	137 647 628
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada	–	513 251 950	72 384 430	(89 589 667)	496 046 713	496 046 713	–	–	433 687 800
(S)	Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R.C. (1970), ch. R-10)	–	5 000 000	–	(2 791 799)	2 208 201	2 208 201	–	–	2 671 850
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	26 595	26 595	26 595	–	–	64 540
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	754 116	–	–	2 224 498	2 978 614	1 566 309	–	1 412 305	405 161
	Total de l'organisme – Budgétaire	**754 116**	**4 847 756 099**	**646 748 564**	**487 539 585**	**5 982 798 364**	**5 744 371 891**	**237 014 168**	**1 412 305**	**5 143 298 510**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada									
1	Dépenses du programme	–	5 916 688	–	–	5 916 688				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	341 185	341 185				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	290 720	290 720				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	28 914	28 914				
	Total – Crédit 1	–	5 916 688	–	660 819	6 577 507	6 008 592	568 915	–	4 822 186
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	605 628	–	74 279	679 907	679 907	–	–	550 187
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**6 522 316**	**–**	**735 098**	**7 257 414**	**6 688 499**	**568 915**	**–**	**5 372 373**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**182 649 017**	**13 376 052 882**	**2 183 721 760**	**817 252 662**	**16 559 676 321**	**14 640 549 237**	**1 717 562 515**	**201 564 569**	**13 654 218 932**[2,3,4]
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**44 939**	**–**	**–**	**–**	**44 939**	**(220)**	**–**	**45 159**	**(80)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5 – Dépenses éventuelles du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] Les décrets C.P. 2025-0413 et 2025-0414 ont nommé le ministre du Commerce international à titre de ministre responsable du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 6 848 685 $ ont été approuvées par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 7 922 668 $.

[3] Le décret C.P. 2025-0437 a nommé la leader du gouvernement à la Chambre des communes à titre de ministre responsable de la Commission des débats des chefs, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 408 209 $ ont été approuvées par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 643 647 $.

[4] Le décret C.P. 2025-0438 a nommé la leader du gouvernement à la Chambre des communes à titre de ministre responsable du Bureau du directeur général des élections, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 58 421 321 $ ont été approuvées par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 249 066 492 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	237 773 196	225 767 511	12 005 685	–
Budget en capital	4 789 246	4 568 759	220 487	–
Programme d'indemnisation pour les armes à feu	38 992 159	38 669 928	322 231	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	371 546	–	371 546	–
Affectations bloquées				
Report	24 164 398	–	24 164 398	–
Transfert/réaffectation	300 054	–	300 054	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 753 023)	(2 753 023)	–	–
	303 637 576	*266 253 175*	*37 384 401*	–
Crédit 5 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	889 096 365	887 659 053	1 437 312	–
Mesures d'urgence de la Croix-Rouge canadienne	3 907 361	3 907 361	–	–
Programme des installations policières pour les Premières Nations et les Inuits	139 962 409	139 962 409	–	–
Programme d'indemnisation pour les armes à feu	15 349 148	15 349 148	–	–
Affectations bloquées				
Report	1 073 614 658	–	1 073 614 658	–
Autre	1 456 712	–	1 456 712	–
	2 123 386 653	*1 046 877 971*	*1 076 508 682*	–
Montants législatifs	27 716 068	27 686 447	17 776	11 845
	2 454 740 297	1 340 817 593	1 113 910 859	11 845
Agence des services frontaliers du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 495 179 442	2 427 640 772	–	67 538 670
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada	58 421 956	58 421 956	–	–
Fonds continus du Manifeste électronique	70 304 211	70 304 211	–	–
Centre d'expertise sur la fraude commerciale et le recyclage des produits criminels de nature commerciale de l'Agence des services frontaliers du Canada	7 827 850	7 827 850	–	–
Projet de poste frontalier terrestre	728 677	728 677	–	–
Initiative de modernisation des programmes pour les voyageurs	58 523 607	34 828 096	–	23 695 511
Présidence du Sommet du G7 de 2025	239 690	239 690	–	–
Demandes de remboursement pour le congé de TPS/TVH	717 678	717 678	–	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	3 305 321	3 305 321	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	11 900 386	–	11 900 386	–
Autre	7 993 051	–	4 062 734	3 930 317
Revenus affectés aux dépenses	(37 700 199)	(37 700 199)	–	–
	2 677 441 670	*2 566 314 052*	*15 963 120*	*95 164 498*

Détail budgétaire par affectation – *suite*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	95 154 894	74 667 057	–	20 487 837
Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada	30 573 380	30 573 380	–	–
Projet de postes frontaliers terrestres	75 574 707	26 982 579	–	48 592 128
Initiative de modernisation des programmes pour les voyageurs	10 920 609	1 057 815	–	9 862 794
Affectations bloquées				
Report	51 003 762	–	51 003 762	–
Transfert/réaffectation	2 855 008	–	2 855 008	–
Autre	1 510 000	–	755 000	755 000
	267 592 360	*133 280 831*	*54 613 770*	*79 697 759*
Montants législatifs	309 646 752	309 338 076	–	308 676
	3 254 680 782	3 008 932 959	70 576 890	175 170 933
Service canadien du renseignement de sécurité				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	693 362 976	676 974 620	16 388 356	–
Budget en capital	66 929 794	66 929 794	–	–
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	4 771 418	4 322 021	449 397	–
Réglement du recours collectif de la purge aux lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres	96 058	96 058	–	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	7 500	–	7 500	–
	765 167 746	*748 322 493*	*16 845 253*	–
Montants législatifs	66 154 762	64 694 921	7 173	1 452 668
	831 322 508	813 017 414	16 852 426	1 452 668
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	16 026 184	14 481 036	1 545 148	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	82 451	–	82 451	–
	16 108 635	*14 481 036*	*1 627 599*	–
Montants législatifs	1 725 014	1 725 014	–	–
	17 833 649	16 206 050	1 627 599	–
Service correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions				
Budget de fonctionnement	3 080 174 962	3 041 085 152	39 089 810	–
Subventions et contributions	6 195 256	6 046 283	148 973	–
Recours collectifs	42 846 004	42 846 004	–	–
Affectations bloquées				
Report	184 234 785	–	184 234 785	–
Transfert/réaffectation	193 056	–	193 056	–
Réduction	4 060 044	–	4 060 044	–
Autre	1 196 481	–	1 196 481	–
Revenus affectés aux dépenses	(6 093 233)	(5 430 309)	(662 924)	–
	3 312 807 355	*3 084 547 130*	*228 260 225*	–

Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	284 439 802	246 251 581	38 188 221	–
Affectations bloquées				
Report	5 023 827	–	5 023 827	–
	289 463 629	*246 251 581*	*43 212 048*	–
Crédit 10 – Fonds renouvelable de CORCAN				
Fonds renouvelable CORCAN	*1*	–	*1*	–
Montants législatifs	293 202 602	269 718 706	–	23 483 896
	3 895 473 587	3 600 517 417	271 472 274	23 483 896
Commissariat aux langues officielles				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	25 828 368	23 261 603	2 566 765	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	17 197	–	17 197	–
	25 845 565	*23 261 603*	*2 583 962*	–
Montants législatifs	2 886 492	2 886 492	–	–
	28 732 057	26 148 095	2 583 962	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 778 566	6 198 360	580 206	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	203 519	–	203 519	–
	6 982 085	*6 198 360*	*783 725*	–
Montants législatifs	721 129	721 129	–	–
	7 703 214	6 919 489	783 725	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	71 164 066	68 615 384	2 548 682	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 000	–	5 000	–
Revenus affectés aux dépenses	(500 000)	(118 015)	(381 985)	–
	70 669 066	*68 497 369*	*2 171 697*	–
Montants législatifs	8 465 383	8 432 461	–	32 922
	79 134 449	76 929 830	2 171 697	32 922
Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	2 302 529 788	2 302 529 788	–	–
Dépenses directes des services de police contractuels	3 519 977 954	3 499 031 807	20 946 147	–
Opérations internationales de maintien et de soutien de la paix	21 191 065	21 191 065	–	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale	153 500 000	153 500 000	–	–
Ententes sur les analyses biologiques	15 715 154	15 715 154	–	–
Renouvellement des systèmes radio – Nouveau-Brunswick	1 165 800	1 165 800	–	–
Service de police contre la cybercriminalité	23 208 197	23 208 197	–	–
Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale	8 904 343	7 874 328	1 030 015	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Programme de rachat d'armes à feu	1 699 257	1 699 257	–	–
Programme d'indemnisation pour les armes à feu	4 781 483	4 781 483	–	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	78 985 791	65 473 947	13 511 844	–
Affectations bloquées				
Report	18 558 445	–	18 558 445	–
Transfert/réaffectation	450 250	–	450 250	–
Autre	2 609 012	–	2 609 012	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 326 983 609)	(2 326 983 609)	–	–
	3 826 292 930	*3 769 187 217*	*57 105 713*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	154 317 137	121 445 634	32 871 503	–
Rétablissement de l'efficacité de la police fédérale	2 938 000	2 938 000	–	–
Dépenses directes des services de police contractuels	268 949 153	218 205 167	50 743 986	–
Service de police contre la cybercriminalité	1 073 477	748 587	324 890	–
Systèmes radio – Ontario – Québec – Région de la capitale nationale	10 628 902	10 628 902	–	–
Programme d'indemnisation pour les armes à feu	370 154	370 154	–	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	7 525 768	4 126 920	3 398 848	–
Affectations bloquées				
Report	37 634 952	–	37 634 952	–
Transfert/réaffectation	1 230 017	–	1 230 017	–
	484 667 560	*358 463 364*	*126 204 196*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	21 295 550	20 622 124	673 426	–
Affectations bloquées				
Report	40 983 599	–	40 983 599	–
	62 279 149	*20 622 124*	*41 657 025*	–
Crédit 15 – Paiements liés aux prestations d'invalidité et soins de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada				
Prestation – Invalidité et soins de santé	*959 292 565*	*947 245 331*	*12 047 234*	–
Montants législatifs	650 266 160	648 853 855	–	1 412 305
	5 982 798 364	5 744 371 891	237 014 168	1 412 305
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	6 524 222	6 008 592	515 630	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	53 285	–	53 285	–
	6 577 507	*6 008 592*	*568 915*	–
Montants législatifs	679 907	679 907	–	–
	7 257 414	6 688 499	568 915	–
Total du portefeuille ministériel	**16 559 676 321**	**14 640 549 237**	**1 717 562 515**	**201 564 569**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisation disponibles pour emploi	Autorisatio employées au cours de l'exercice
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile												
Sécurité communautaire	131 532 985	105 273 397	–	–	705 125 946	635 835 130	–	–	836 658 931	741 108 527	–	–
Gestion des urgences	72 162 628	65 827 115	–	–	1 418 260 707	411 042 841	–	–	1 490 423 335	476 869 956	–	–
Sécurité nationale	34 903 552	34 118 539	–	–	–	–	–	–	34 903 552	34 118 539	–	–
Services internes	95 507 502	91 473 594	–	–	–	–	2 753 023	2 753 023	92 754 479	88 720 571	–	–
Total partiel	334 106 667	296 692 645	–	–	2 123 386 653	1 046 877 971	2 753 023	2 753 023	2 454 740 297	1 340 817 593	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 753 023)	(2 753 023)	–	–	–	–	(2 753 023)	(2 753 023)	–	–	–	–
Total du ministère	**331 353 644**	**293 939 622**	**–**	**–**	**2 123 386 653**	**1 046 877 971**	**–**	**–**	**2 454 740 297**	**1 340 817 593**	**–**	**–**
Agence des services frontaliers du Canada												
Gestion de la frontière	2 035 772 948	1 957 741 874	241 711 669	119 429 122	–	–	37 700 199	37 700 199	2 239 784 418	2 039 470 797	–	–
Exécution de la loi frontalière	450 053 084	427 496 353	194 930	–	–	–	–	–	450 248 014	427 496 353	–	–
Services internes	538 962 589	528 114 100	25 685 761	13 851 709	–	–	–	–	564 648 350	541 965 809	–	–
Total partiel	3 024 788 621	2 913 352 327	267 592 360	133 280 831	–	–	37 700 199	37 700 199	3 254 680 782	3 008 932 959	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(37 700 199)	(37 700 199)	–	–	–	–	(37 700 199)	(37 700 199)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**2 987 088 422**	**2 875 652 128**	**267 592 360**	**133 280 831**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 254 680 782**	**3 008 932 959**	**–**	**–**
Service canadien du renseignement de sécurité												
Sécurité et renseignement	831 322 508	813 017 414	–	–	–	–	–	–	831 322 508	813 017 414	–	–
Total de l'organisme	**831 322 508**	**813 017 414**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**831 322 508**	**813 017 414**	**–**	**–**
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada												
Examen indépendant de la Gendarmerie royale du Canada	12 173 480	10 911 707	–	–	–	–	–	–	12 173 480	10 911 707	–	–
Services internes	5 660 169	5 294 343	–	–	–	–	–	–	5 660 169	5 294 343	–	–
Total de l'organisme	**17 833 649**	**16 206 050**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**17 833 649**	**16 206 050**	**–**	**–**

Responsabilités essentielles – *fin*

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisation disponibles pour emploi	Autorisatio employées au cours de l'exercice
Service correctionnel du Canada												
Prise en charge et garde	2 372 432 043	2 169 790 877	239 764 690	199 904 526	383 432	234 459	–	–	2 612 580 165	2 369 929 862	–	–
Interventions correctionnelles	663 549 688	663 479 211	20 781 244	20 781 244	591 547	591 547	117 551 750	134 084 447	567 370 729	550 767 555	44 939	(220)
Surveillance dans la collectivité	214 029 019	214 029 019	3 885 888	3 885 888	5 220 277	5 220 277	–	–	223 135 184	223 135 184	–	–
Services internes	473 448 935	440 435 202	25 031 807	21 679 923	–	–	6 093 233	5 430 309	492 387 509	456 684 816	–	–
Total partiel	3 723 459 685	3 487 734 309	289 463 629	246 251 581	6 195 256	6 046 283	123 644 983	139 514 756	3 895 473 587	3 600 517 417	44 939	(220)
Revenus affectés aux dépenses	(123 644 983)	(139 514 756)	–	–	–	–	(123 644 983)	(139 514 756)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**3 599 814 702**	**3 348 219 553**	**289 463 629**	**246 251 581**	**6 195 256**	**6 046 283**	**–**	**–**	**3 895 473 587**	**3 600 517 417**	**44 939**	**(220)**
Commissariat aux langues officielles												
Protection des droits liés aux langues officielles	10 056 220	8 844 674	–	–	–	–	–	–	10 056 220	8 844 674	–	–
Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne	9 481 579	7 902 119	–	–	–	–	–	–	9 481 579	7 902 119	–	–
Services internes	9 194 258	9 401 302	–	–	–	–	–	–	9 194 258	9 401 302	–	–
Total de l'organisme	**28 732 057**	**26 148 095**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**28 732 057**	**26 148 095**	**–**	**–**
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada												
Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux	5 616 021	5 092 687	–	–	–	–	–	–	5 616 021	5 092 687	–	–
Services internes	2 087 193	1 826 802	–	–	–	–	–	–	2 087 193	1 826 802	–	–
Total de l'organisme	**7 703 214**	**6 919 489**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 703 214**	**6 919 489**	**–**	**–**
Commission des libérations conditionnelles du Canada												
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	45 955 471	45 270 212	–	–	–	–	–	–	45 955 471	45 270 212	–	–
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence	12 267 314	11 396 735	–	–	–	–	–	–	12 267 314	11 396 735	–	–

Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	5 490 191	5 459 411	–	–	–	–	–	–	5 490 191	5 459 411	–	–
Services internes	15 921 473	14 921 487	–	–	–	–	500 000	118 015	15 421 473	14 803 472	–	–
Total partiel	79 634 449	77 047 845	–	–	–	–	500 000	118 015	79 134 449	76 929 830	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(500 000)	(118 015)	–	–	–	–	(500 000)	(118 015)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**79 134 449**	**76 929 830**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**79 134 449**	**76 929 830**	**–**	**–**
Gendarmerie royale du Canada												
Services de police contractuels et autochtones	4 839 467 710	4 746 199 706	286 792 082	217 609 007	4 513 500	4 315 073	2 278 195 533	2 278 195 532	2 852 577 759	2 689 928 254	–	–
Services de police fédérale	1 314 584 884	1 322 436 639	23 713 367	36 757 944	923 171	935 172	2 000 000	281 062	1 337 221 422	1 359 848 693	–	–
Services de police spécialisés	732 693 168	705 236 684	64 883 611	61 344 694	59 050 679	17 580 080	30 437 918	34 406 445	826 189 540	749 755 013	–	–
Services internes	873 881 301	916 188 782	109 278 500	42 751 719	–	–	16 350 158	14 100 570	966 809 643	944 839 931	–	–
Total partiel	7 760 627 063	7 690 061 811	484 667 560	358 463 364	64 487 350	22 830 325	2 326 983 609	2 326 983 609	5 982 798 364	5 744 371 891	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(2 326 983 609)	(2 326 983 609)	–	–	–	–	(2 326 983 609)	(2 326 983 609)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**5 433 643 454**	**5 363 078 202**	**484 667 560**	**358 463 364**	**64 487 350**	**22 830 325**	**–**	**–**	**5 982 798 364**	**5 744 371 891**	**–**	**–**
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada												
Examen indépendant de questions d'emploi concernant la Gendarmerie royale du Canada	4 910 364	5 006 007	–	–	–	–	–	–	4 910 364	5 006 007	–	–
Services internes	2 347 050	1 682 492	–	–	–	–	–	–	2 347 050	1 682 492	–	–
Total de l'organisme	**7 257 414**	**6 688 499**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7 257 414**	**6 688 499**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**13 323 883 513**	**12 826 798 882**	**1 041 723 549**	**737 995 776**	**2 194 069 259**	**1 075 754 579**	**–**	**–**	**16 559 676 321**	**14 640 549 237**	**44 939**	**(220)**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile									
Subventions									
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	–	55 500 000	–	(14 850 000)	40 650 000	40 650 000	–	–	46 500 000
Fonds pour la résilience communautaire		3 500 000	–	(2 614 158)	885 842	860 890	24 952	–	1 100 835
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd	–	3 100 000	–	(520 000)	2 580 000	2 580 000	–	–	2 795 054
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	–	2 760 000	6 633 363	(8 378 078)	1 015 285	855 573	159 712	–	951 282
Subventions pour les organismes bénévoles nationaux	–	1 796 144	–	–	1 796 144	1 796 144	–	–	1 796 144
Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut	–	–	13 740 827	1 456 712	15 197 539	15 197 539	–	–	–
Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique	–	–	–	891 961	891 961	891 961	–	–	891 961
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	295 100
Total – Subventions	**–**	**66 656 144**	**20 374 190**	**(24 013 563)**	**63 016 771**	**62 832 107**	**184 664**	**–**	**54 330 376**
Contributions									
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	–	550 000 000	800 000 000	–	1 350 000 000	343 140 732	1 006 859 268	–	408 944 423
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières Nations et des Inuits	–	343 707 864	–	(70 768 315)	272 939 549	260 430 914	12 508 635	–	217 624 356
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	–	85 013 827	–	177 573	85 191 400	78 191 399	7 000 001	–	66 388 708
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	–	80 121 881	–	(1 998 801)	78 123 080	78 123 079	1	–	–
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	–	51 350 000	–	–	51 350 000	14 415 994	36 934 006	–	19 365 611
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés	–	49 582 899	4 800 045	(6 695 705)	47 687 239	47 687 237	2	–	49 590 814
Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure	–	35 000 000	–	(3 267 731)	31 732 269	31 665 997	66 272	–	27 809 362
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé	–	28 419 207	6 632 649	(2 244 348)	32 807 508	29 441 767	3 365 741	–	24 650 491
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	–	18 700 000	–	(17 590 616)	1 109 384	1 109 384	–	–	1 980 029
Programme de contributions pour les analyses biologiques	–	12 487 141	–	165 930	12 653 071	12 653 071	–	–	12 316 607
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	–	9 000 000	9 657 124	7 960 853	26 617 977	26 617 976	1	–	8 464 267

Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	–	7 304 000	–	(2 238 434)	5 065 566	5 065 566	–	–	6 701 215
Contributions pour les organismes bénévoles nationaux	–	5 000 000	–	(151 546)	4 848 454	4 848 453	1	–	4 685 216
Fonds pour la résilience communautaire	–	3 500 000	2 762 255	11 323 522	17 585 777	17 585 776	1	–	10 557 582
Programme de contribution pour les coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale	–	3 000 000	–	1 949 851	4 949 851	4 949 851	–	–	3 000 000
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes	–	2 035 600	1 000 000	3 321 400	6 357 000	6 357 000	–	–	3 107 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	1 200 000	–	3 769 721	4 969 721	4 969 721	–	–	5 258 030
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage	–	714 000	–	235 000	949 000	949 000	–	–	818 050
Association internationale des pompiers, Canada	–	500 000	–	–	500 000	500 000	–	–	500 000
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT	–	272 000	–	–	272 000	272 000	–	–	272 000
Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut	–	–	9 721 070	–	9 721 070	151 609	9 569 461	–	–
Cadre sur les coûts de la sécurité dans le cadre des événements internationaux d'envergure	–	–	–	9 146 023	9 146 023	9 128 395	17 628	–	57 105 512
Indemnisation des accidents du travail	–	–	–	254 570	254 570	251 570	3 000	–	312 427
Programme de police des districts parlementaires	–	–	–	5 539 373	5 539 373	5 539 373	–	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	229 002 510
Total – Contributions	**–**	**1 286 908 419**	**834 573 143**	**(61 111 680)**	**2 060 369 882**	**984 045 864**	**1 076 324 018**	**–**	**1 158 454 210**
Total du ministère	**–**	**1 353 564 563**	**854 947 333**	**(85 125 243)**	**2 123 386 653**	**1 046 877 971**	**1 076 508 682**	**–**	**1 212 784 586**
Service correctionnel du Canada									
Subventions									
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire	**–**	**120 000**	**–**	**–**	**120 000**	**119 960**	**40**	**–**	**120 000**
Contributions									
Programme de contributions pour la réinsertion des délinquants autochtones	**–**	1 500 000	**–**	**–**	1 500 000	1 351 067	148 933	**–**	853 971
Programme national de contributions pour les infrastructures du Service correctionnel du Canada	**–**	**–**	**–**	4 575 256	4 575 256	4 575 256	**–**	**–**	4 646 137
Total – Contributions	**–**	**1 500 000**	**–**	**4 575 256**	**6 075 256**	**5 926 323**	**148 933**	**–**	**5 500 108**
Total de l'organisme	**–**	**1 620 000**	**–**	**4 575 256**	**6 195 256**	**6 046 283**	**148 973**	**–**	**5 620 108**

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
Plan de prestations des survivants de la GRC	–	2 586 483	–	350 000	2 936 483	2 783 453	153 030	–	2 629 010
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	–	1 375 000	–	(350 000)	1 025 000	962 512	62 488	–	943 878
(S) Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada* (L.R.C. (1970), ch. R-10)	–	5 000 000	–	(2 791 799)	2 208 201	2 208 201	–	–	2 671 850
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	639 834 205
Total – Subventions	**–**	**8 961 483**	**–**	**(2 791 799)**	**6 169 684**	**5 954 166**	**215 518**	**–**	**646 078 943**
Contributions									
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	**–**	**20 884 000**	**37 433 666**	**–**	**58 317 666**	**16 876 159**	**41 441 507**	**–**	**62 848 122**
Total de l'organisme	**–**	**29 845 483**	**37 433 666**	**(2 791 799)**	**64 487 350**	**22 830 325**	**41 657 025**	**–**	**708 927 065**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**1 385 030 046**	**892 380 999**	**(83 341 786)**	**2 194 069 259**	**1 075 754 579**	**1 118 314 680**	**–**	**1 927 331 759**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Au cours de l'exercice, le Bureau du directeur général des élections a été transféré au portefeuille ministériel des Institutions démocratiques. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 273 970 $.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services de soutien internes fournis à d'autres ministères	2 753 023	2 753 023	2 852 196
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 753 023**	**2 753 023**	**2 852 196**
Agence des services frontaliers du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gestion de la frontière	37 700 199	37 700 199	32 372 118
Total de l'organisme – Budgétaire	**37 700 199**	**37 700 199**	**32 372 118**
Service correctionnel du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Interventions correctionnelles			
CORCAN (organisme de service spécial)	117 551 750	134 084 447	127 947 037
Services internes			
Services de gestion de l'information autorisés en vertu de de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	6 093 233	5 430 309	3 917 774
Total budgétaire	123 644 983	139 514 756	131 864 811
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Interventions correctionnelles			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	–	320	100
Total de l'organisme – Budgétaire	**123 644 983**	**139 514 756**	**131 864 811**
Total de l'organisme – Non budgétaire	**–**	**320**	**100**
Commission des libérations conditionnelles du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes			
Services de soutien pour l'acquisition	500 000	118 015	156 760
Total de l'organisme – Budgétaire	**500 000**	**118 015**	**156 760**
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de police contractuels et autochtones	2 278 195 533	2 278 195 532	2 091 314 708
Services de police fédérale	2 000 000	281 062	272 562
Services de police spécialisés	30 437 918	34 406 445	31 392 993
Services internes	16 350 158	14 100 570	12 634 939
Total de l'organisme – Budgétaire	**2 326 983 609**	**2 326 983 609**	**2 135 615 202**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**2 491 581 814**	**2 507 069 602**	**2 302 861 087**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**–**	**320**	**100**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 978 892	6 660 058
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	14 046 272	40 199 657
	27 025 164	46 859 715
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Revenu disponible	2 753 022	2 852 196
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 845	17 776
Revenus divers	792 665	677 449
Total du ministère	**30 582 696**	**50 407 136**
Agence des services frontaliers du Canada		
Revenus fiscaux		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	33 799 772 589	32 840 998 728
Décret de remise de la taxe gouvernementale	(40 615 480)	(34 397 067)
	33 759 157 109	32 806 601 661
Taxe d'accise – Carburant moteur – Essence	74 272 854	76 069 657
Droits de douane à l'importation	6 263 907 425	5 571 190 163
Droits d'accise		
Spiritueux	7 366 132	288 890
Bière	70 028 788	69 480 301
Cigarettes	1 158 816 474	988 314 556
Cigares	55 023 559	36 872 859
Tabac naturel canadien en feuilles	49 678 688	77 967 400
Produits du cannabis	70	–
Produits de vapotage	211 105 208	246 032 168
	1 552 018 919	1 418 956 174
Autres taxes et droits d'accise – Taxes à la fabrication		
Automobiles	705 350	3 689 154
Climatiseurs pour automobiles	25 264 277	24 954 131
Vins	8 017 243	4 150 957
Taxe de luxe	9 158 426	2 621 044
Bijoux	452	–
Divers	4 410 376	949 849
	47 556 124	36 365 135
Total des revenus fiscaux	**41 696 912 431**	**39 909 182 790**
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 874 459	4 411 393
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	335 640	119 553
	8 210 099	4 530 946
Ventes de biens et de services		
Droits et privilèges	253 806	256 153
Services de nature réglementaire	29 768 280	24 236 414
Services de nature non réglementaire	10 742 441	10 777 306
Autres frais et droits	130	14 383
	40 764 657	35 284 256
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 137 711	1 047 402
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	63 893 244	178 065 646
Autres revenus divers		
Amendes imposées par le tribunal	43 366 326	188 588
Saisies	9 387 453	7 559 087
Divers	2 511 874	2 334 875
	119 158 897	188 148 196
Total des autres revenus	**169 271 364**	**229 010 800**
Total de l'organisme	**41 866 183 795**	**40 138 193 590**
Service canadien du renseignement de sécurité		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Autres comptes		
Intérêts des dépôts bancaires	16 232	14 437
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	776 509	331 338
Ajustement des créditeurs d'exercice précédents	168 016	223 181
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères et organismes	10 268	2 710
	954 793	557 229

Revenus – *suite*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Revenus reportés	10 480	–
Services de nature réglementaire	994 395	936 405
Autres frais et droits	2 974 940	2 513 957
	3 979 815	3 450 362
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 452 668	947 103
Revenus divers	29 607	39 652
Total de l'organisme	**6 433 115**	**5 008 783**
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 203	56 508
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	257	25 167
	27 460	81 675
Revenus divers	150	–
Total de l'organisme	**27 610**	**81 675**
Service correctionnel du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 014 993	11 657 189
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 142 900	736 336
	13 157 893	12 393 525
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Locations	*1 078 997*	*1 397 450*
Services de nature non réglementaire		
Services psychiatriques – Contrat	1 298 706	1 810 820
Entretien des détenus – Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	1 027 692	974 712
Vente CORCAN – Frais de formation	36 279 252	41 217 594
	38 605 650	*44 003 126*
Ventes de biens et de produits d'information		
Vente CORCAN – Vente de produits manufacturés	*98 473 799*	*86 093 617*
Autres frais et droits		
Frais d'accès à l'information	340	905
Revenus reportés	242 962	18 286
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	6 058 161	*4 544 367*
	6 301 463	*4 563 558*
	144 459 909	136 057 751
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 984 966	2 085 692
Revenus divers		
Amendes et confiscations	230 614	211 638
Commandes téléphoniques	634	910
Réclamations de l'État	364	986
Produits d'autres montants adjugés par une cour	19 465	617 068
Frais bancaires pour chèques sans provision	15	–
Divers	26 189	25 010
	277 281	855 612
Total de l'organisme	**160 880 049**	**151 392 580**
Commissariat aux langues officielles		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	22 275	34 630
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	–	498
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	237	14 240
	22 512	49 368
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens et de produits d'information	5	–
Total de l'organisme	**22 517**	**49 368**
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 363	29 384
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	16 377	29 267
Total de l'organisme	**29 740**	**58 651**

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Commission des libérations conditionnelles du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	201 880	158 583
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	168 373	3 237
	370 253	161 820
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Recettes générées pour services visant le traitement des demandes de suspension du casier	641 350	690 600
Autres frais et droits		
Services de soutien pour l'acquisition	118 015	156 760
	759 365	847 360
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	33 580	587
Revenus divers		
Accès à l'information	25	10
Total de l'organisme	**1 163 223**	**1 009 777**
Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Autres comptes		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – Intérêt	969	4 807
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 672 946	16 279 859
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	4 437 658	6 486 514
	10 110 604	22 766 373
Ventes de biens et de services		
Services de nature réglementaire		
Droits applicables aux armes à feu	40 174 405	38 158 978
Dactylogrammes	5 246 409	4 874 933
Accès à l'information	3 287	3 102
Revenus reportés	(918 185)	(3 212 333)
	44 505 916	*39 824 680*
Services de nature non réglementaire		
Services de police – municipal	1 122 881 194	1 103 738 412
Services de police – provincial	2 136 214 722	1 976 782 282
Services de police – autochtone	69 951 303	62 727 992
Services de protection parlementaire	281 062	272 562
Analyses biologiques	18 475 969	18 475 969
Location de bâtiments résidentiels	12 049 973	12 036 081
Ventes d'autres biens	265 400	296 657
Formation policière	15 641 932	14 778 391
Revenus reportés	14 776 543	2 628 703
Divers	13 071 307	13 094 672
	3 403 609 405	*3 204 831 721*
Autres frais et droits		
Divers	*3 220 715*	*2 729 465*
	3 451 336 036	3 247 385 866
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 224 498	763 388
Revenus divers		
Produit de l'aliénation des biens immobiliers	75 000	2 160 590
Intérêts sur débiteurs en souffrance	149 971	291 154
Divers	1 252 935	1 432 008
	1 477 906	3 883 752
Total de l'organisme	**3 465 150 013**	**3 274 804 186**
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	24 981	–
Total de l'organisme	**24 981**	**–**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Revenus fiscaux	41 696 912 431	39 909 182 790
Autres revenus		
Revenus de placements	17 201	19 244
Recouvrements et redressements	59 933 499	87 459 302
Ventes de biens et de services	3 644 052 809	3 425 877 791
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 845 268	4 861 948
Revenus divers	121 736 531	193 604 671
Total des autres revenus	3 833 585 308	3 711 822 956
Total du portefeuille ministériel	**45 530 497 739**	**43 621 005 746**[1,2]

[1] Au cours de l'exercice, le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes a été transféré au portefeuille ministériel des Affaires mondiales. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 412 636 $.

[2] Au cours de l'exercice, la Commission des débats des chefs et le Bureau du directeur général des élections ont été transférés au portefeuille ministériel des Institutions démocratiques. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 399 141 $.

Section 30

Comptes publics du Canada
2024-2025

Services aux Autochtones

Ministère des Services aux Autochtones

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 518
Sommaire du portefeuille ministériel 519
Détail budgétaire par affectation 522
Responsabilités essentielles 523
Paiements de transfert 524
Détail des montants disponibles pour être dépensés 527
Revenus 527

Description des responsabilités essentielles

Ministère des Services aux Autochtones

Bien-être et autodétermination des Autochtones

Les services de bien-être soutiennent les personnes, les enfants et les familles des Premières Nations, des Inuit et des Métis tout au long de leur vie, de l'enfance à la vieillesse. Ces services s'appuient sur les déterminants sociaux de la santé et visent à remplir le mandat du Ministère, qui est de combler les écarts socio-économiques grâce à des services comprenant la santé physique et mentale adaptée à la culture, la sécurité et le bien-être social, et l'éducation. Le bien-être communautaire fait partie d'un continuum qui englobe l'environnement et le territoire. Ces services agissent ensemble pour créer des infrastructures et des environnements durables et assurer une prospérité économique. Le soutien à la capacité de gouvernance fait progresser l'autodétermination et crée des occasions de transfert de services. Dans le cadre des partenariats avec les peuples autochtones, le transfert de services touche tous les domaines de services afin de soutenir l'autodétermination des Autochtones, conformément au mandat du Ministère.

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Services aux Autochtones									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 583 434 729	–	–	2 583 434 729				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	209 951 093	–	209 951 093				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 007 711 053	–	1 007 711 053				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	214 376	214 376				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	5 000	5 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	2 923 546	2 923 546				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	47 916 516	47 916 516				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	14 260 098	14 260 098				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de la Santé)	–	–	–	(624 776)	(624 776)				
	crédit 5 (Ministère du Patrimoine canadien)	–	–	–	(310 000)	(310 000)				
	Total – Crédit 1	–	2 583 434 729	1 217 662 146	64 384 760	3 865 481 635	3 482 167 096	383 314 539	–	26 693 617 338
5	Dépenses en capital	–	6 385 586	–	–	6 385 586				
5b	Dépenses en capital	–	–	469 213	–	469 213				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	2 070 658	2 070 658				
	Total – Crédit 5	–	6 385 586	469 213	2 070 658	8 925 457	5 923 966	3 001 491	–	8 282 630
10	Subventions et contributions	–	18 337 731 120	–	–	18 337 731 120				
10a	Subventions et contributions	–	–	1 955 005 142	–	1 955 005 142				
10b	Subventions et contributions	–	–	3 455 140 267	–	3 455 140 267				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	600 000	600 000				
	crédit 1 (Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux)	–	–	–	748 509	748 509				
	crédit 5 (Ministère de l'Emploi et du Développement social)	–	–	–	28 787 261	28 787 261				
	crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	26 431 535	26 431 535				
	crédit 10 (Ministère de la Santé)	–	–	–	580 000	580 000				
	Virement au crédit 10 (Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord)	–	–	–	(9 784 530)	(9 784 530)				
	Total – Crédit 10	–	18 337 731 120	5 410 145 409	47 362 775	23 795 239 304	22 828 043 798	967 195 506	–	19 619 163 626
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	107 141 018	14 734 486	3 193 442	125 068 946	125 068 946	–	–	118 867 727
(S)	Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	200	98 800	98 800	–	–	94 800

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	444 888	–	–	965 842	1 410 730	1 086 757	–	323 973	825 669
(S)	Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	–	31 842 443	–	31 842 443	31 842 443	–	–	32 382 667
(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (*Loi sur les Indiens*)	–	2 000 000	–	(2 000 000)	–	–	–	–	–
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 $). Changement de responsabilité du portefeuille ministériel (Affaires indiennes et du Nord canadien)	32 490 796	–	–	–	32 490 796	–	–	32 490 796	–
(S)	Montants adjugés par une cour (*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*)	–	–	–	5 621 830	5 621 830	5 621 830	–	–	299 135
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	47 593	47 593	47 593	–	–	392 728
(S)	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	–	2 100 000	–	738 653	2 838 653	2 838 653	–	–	3 315 291
	Total budgétaire	32 935 684	21 038 891 053	6 674 853 697	122 385 753	27 869 066 187	26 482 739 882	1 353 511 536	32 814 769	46 477 241 611
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la *Loi de crédits nº 4 pour 1996-1997*. Limite de 48 550 835 $ (Net).	48 517 156	–	–	–	48 517 156	–	–	48 517 156	–
	Total du ministère – Budgétaire	**32 935 684**	**21 038 891 053**	**6 674 853 697**	**122 385 753**	**27 869 066 187**	**26 482 739 882**	**1 353 511 536**	**32 814 769**	**46 477 241 611**
	Total du ministère – Non budgétaire	**48 517 156**	**–**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**
	Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario [2]									
1	Dépenses de fonctionnement	–	15 173 274	–	–	15 173 274				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	465 802	–	465 802				
	Virement du CT, crédit 25[1]	–	–	–	813 378	813 378				
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 1) aux fins de présentation	–	–	–	(16 452 454)	(16 452 454)				
	Total – Crédit 1	–	15 173 274	465 802	(15 639 076)	–	–	–	–	–

5	Subventions et contributions	–	38 172 996	–	–	38 172 996					
5b	Subventions et contributions	–	–	9 754 230	–	9 754 230					
	Reclassé sous Innovation, Sciences et Industrie (crédit 5) aux fins de présentation	–	–	–	(47 927 226)	(47 927 226)					
	Total – Crédit 5	–	38 172 996	9 754 230	(47 927 226)	–	–	–	–	–	
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	1 795 304	118 010	(1 913 314)	–	–	–	–	–	
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**55 141 574**	**10 338 042**	**(65 479 616)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**32 935 684**	**21 094 032 627**	**6 685 191 739**	**56 906 137**	**27 869 066 187**	**26 482 739 882**	**1 353 511 536**	**32 814 769**	**46 477 241 611**[2]	
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**48 517 156**	**–**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**	**–**	**48 517 156**	**–**	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

[2] Les décrets C.P. 2025-0407 et 2025-0408 ont nommé la ministre de l'Industrie à titre de ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, à compter du 14 mars 2025. Avant ce transfert, des dépenses non législatives d'environ 48 484 761 $ ont été approuvées par la ministre des Services aux Autochtones. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 71 776 379 $.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Services aux Autochtones				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 141 029 189	1 125 074 216	15 954 973	–
Services de santé non assurés	1 952 970 014	1 952 970 014	–	–
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens	36 964 400	35 580 057	1 384 343	–
Principe de Jordan et Inuits	322 310 352	322 310 352	–	–
Coûts administratifs et frais juridiques relatifs à l'indemnisation pour les enfants et les familles des Premières Nations	96 630 226	96 630 226	–	–
Affectations bloquées				
Report	360 934 808	–	360 934 808	–
Transfert/réaffectation	8 750 635	–	8 750 635	–
Revenus affectés aux dépenses	(54 107 989)	(50 397 769)	(3 710 220)	–
	3 865 481 635	*3 482 167 096*	*383 314 539*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	7 709 058	5 923 966	1 785 092	–
Affectations bloquées				
Report	1 216 399	–	1 216 399	–
	8 925 457	*5 923 966*	*3 001 491*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	19 098 479 781	18 987 165 797	111 313 984	–
Services de santé non assurés	434 978 918	434 978 918	–	–
Programme d'assistance de gestion des urgences	591 466 874	591 466 874	–	–
Programme de soutien en santé – résolution des questions des pensionnats indiens	48 000 000	44 547 586	3 452 414	–
Principe de Jordan et Inuits	2 022 066 152	2 022 066 152	–	–
Les marchés de l'État, y compris les baux immobiliers, dans la région du Nunavut	1 125 942	1 125 942	–	–
Frais de déplacement pour raisons médicales au Nunavut	95 000 000	95 000 000	–	–
Soutien aux enfants et aux familles des Premières Nations en vertu de l'entente de règlement	38 845 544	38 845 544	–	–
Frais de déplacement pour raisons médicales dans les Territoires du Nord-Ouest	25 200 000	24 200 000	1 000 000	–
Coûts du programme réformé des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations	588 646 986	588 646 985	1	–
Affectations bloquées				
Report	353 765 751	–	353 765 751	–
Réduction	11 620 000	–	11 620 000	–
Autre	486 043 356	–	486 043 356	–
	23 795 239 304	*22 828 043 798*	*967 195 506*	–
Montants législatifs	199 419 791	166 605 022	–	32 814 769
Total du portefeuille ministériel	**27 869 066 187**	**26 482 739 882**	**1 353 511 536**	**32 814 769**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Services aux Autochtones												
Bien-être et autodétermination des Autochtones	3 699 353 089	3 301 801 904	4 308 719	2 523 628	23 829 920 400	22 861 254 289	5 950 000	3 618 753	27 527 632 208	26 161 961 068	48 517 156	–
Services internes	384 975 230	364 157 492	4 616 738	3 400 338	–	–	48 157 989	46 779 016	341 433 979	320 778 814	–	–
Total partiel	4 084 328 319	3 665 959 396	8 925 457	5 923 966	23 829 920 400	22 861 254 289	54 107 989	50 397 769	27 869 066 187	26 482 739 882	48 517 156	–
Revenus affectés aux dépenses	(54 107 989)	(50 397 769)	–	–	–	–	(54 107 989)	(50 397 769)	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	**4 030 220 330**	**3 615 561 627**	**8 925 457**	**5 923 966**	**23 829 920 400**	**22 861 254 289**	**–**	**–**	**27 869 066 187**	**26 482 739 882**	**48 517 156**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones									
Subventions									
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations régies par la *Loi sur les Indiens*	–	1 689 243 713	39 946 581	(51 293 496)	1 677 896 798	1 677 434 948	461 850	–	1 358 243 706
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	–	311 057 276	427 017 443	46 352 790	784 427 509	470 703 336	313 724 173	–	199 493 575
Subvention pour le financement du soutien des bandes	–	187 711 181	16 620 120	(20 739 637)	183 591 664	183 342 071	249 593	–	179 501 288
Subvention pour la mise en œuvre de l'accord-cadre de la Gestion des terres des Premières Nations	–	57 118 994	–	(12 992 380)	44 126 614	44 126 614	–	–	39 840 841
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	–	20 000 000	–	(11 175 866)	8 824 134	8 803 450	20 684	–	10 206 192
Subventions pour les règlements des revendications de l'Opération retour au foyer	–	9 282 000	–	(9 282 000)	–	–	–	–	–
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	–	12 707 784	–	–	12 707 784	12 707 784	–	–	12 458 612
Subventions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	–	977 000	–	(398 992)	578 008	578 008	–	–	518 812
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	–	300 000	–	–	300 000	300 000	–	–	300 000
Subventions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	–	150 000	–	(150 000)	–	–	–	–	–
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	–	45 000	–	–	45 000	45 000	–	–	35 000
(S) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	–	2 100 000	–	738 653	2 838 653	2 838 653	–	–	3 315 291
Total – Subventions	**–**	**2 290 692 948**	**483 584 144**	**(58 940 928)**	**2 715 336 164**	**2 400 879 864**	**314 456 300**	**–**	**1 803 913 317**
Contributions									
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	–	3 630 317 782	1 005 217 700	329 661 101	4 965 196 583	4 903 111 580	62 085 003	–	3 312 582 756
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	–	3 309 540 584	1 566 175 648	(544 002 034)	4 331 714 198	3 886 190 381	445 523 817	–	3 571 728 670
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	–	2 593 162 613	1 235 403 509	(202 472 723)	3 626 093 399	3 513 282 940	112 810 459	–	3 029 524 348
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	–	2 459 891 128	310 000 000	(211 071 601)	2 558 819 527	2 558 613 826	205 701	–	2 555 002 456

Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	–	1 154 055 697	63 384 457	286 277 038	1 503 717 192	1 489 374 653	14 342 539	–	1 220 333 152
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	–	1 052 134 824	168 570 000	(150 896)	1 220 553 928	1 220 551 692	2 236	–	1 398 611 442
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	–	395 351 166	56 835 395	–	452 186 561	434 978 918	17 207 643	–	429 115 950
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	–	277 968 521	61 764 773	(46 650 323)	293 082 971	292 562 966	520 005	–	294 297 146
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	–	267 313 273	79 167 605	23 482 343	369 963 221	369 908 118	55 103	–	319 071 089
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	–	246 085 393	79 293 900	22 486 336	347 865 629	347 865 629	–	–	357 086 889
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	–	194 157 822	10 900 000	465 518 074	670 575 896	670 469 269	106 627	–	586 297 837
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants, des familles et des personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées, androgynes et autochtones	–	145 258 426	14 160 000	(7 126 535)	152 291 891	152 095 417	196 474	–	121 253 611
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	–	79 561 887	–	(1 063 915)	78 497 972	78 497 967	5	–	77 825 460
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones	–	61 178 736	–	5 027 571	66 206 307	66 206 307	–	–	61 133 510
Contributions pour appuyer les transferts de services et transformation	–	44 414 779	143 917 040	(69 807 752)	118 524 067	117 789 375	734 692	–	122 427 379
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse	–	39 765 968	–	–	39 765 968	39 765 968	–	–	39 765 968
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion des sites contaminés	–	33 515 201	–	17 671 000	51 186 201	51 186 201	–	–	63 624 843
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	–	27 209 382	121 522 738	34 817 715	183 549 835	183 182 255	367 580	–	202 012 547
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	–	14 450 000	10 248 500	3 831 597	28 530 097	28 530 096	1	–	29 420 458
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits	–	11 325 503	–	1 199 999	12 525 502	12 525 502	–	–	11 025 958
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	–	7 127 600	–	(1 604 826)	5 522 774	5 522 773	1	–	8 796 143
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	–	5 351 887	–	1 020 187	6 372 074	6 320 149	51 925	–	6 734 094
(S) Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (*Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada*)	–	–	31 842 443	–	31 842 443	31 842 443	–	–	32 382 667
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	893 894
Total – Contributions	**–**	**16 049 138 172**	**4 958 403 708**	**107 042 356**	**21 114 584 236**	**20 460 374 425**	**654 209 811**	**–**	**17 850 948 267**
Total du ministère	**–**	**18 339 831 120**	**5 441 987 852**	**48 101 428**	**23 829 920 400**	**22 861 254 289**	**968 666 111**	**–**	**19 654 861 584**

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario [1]									
Subventions									
Subventions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	**–**	**–**	**1 000 000**	**(1 000 000)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Contributions									
Contributions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	–	22 835 000	3 600 000	(26 435 000)	–	–	–	–	–
Contributions au titre du programme de développement des collectivités	–	8 360 008	–	(8 360 008)	–	–	–	–	–
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	–	6 177 988	5 154 230	(11 332 218)	–	–	–	–	–
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique – Langues officielles	–	800 000	–	(800 000)	–	–	–	–	–
Total – Contributions	**–**	**38 172 996**	**8 754 230**	**(46 927 226)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total de l'organisme	**–**	**38 172 996**	**9 754 230**	**(47 927 226)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**18 378 004 116**	**5 451 742 082**	**174 202**	**23 829 920 400**	**22 861 254 289**	**968 666 111**	**–**	**19 654 861 584**[1]

(S) Paiement de transfert législatif.

[1] Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été transférée au portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 56 474 878 $.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Bien-être et autodétermination des Autochtones	5 950 000	3 618 753	5 980 005
Services internes	48 157 989	46 779 016	49 062 127
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**54 107 989**	**50 397 769**	**55 042 132**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Services aux Autochtones		
Autres revenus		
Revenus de placements[1]		
Prêts, placements et avances		
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	19 200	23 182
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	56 132	73 199
	75 332	96 381
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Remboursements de frais de fonctionnement et d'entretien	4 436 520	12 085 606
Remboursements de paiements de transfert	26 120 815	15 708 175
Remboursement de paiements relatifs aux événements de santé publique d'intérêt national et l'allocation de soutien du revenu	818 897	45 080
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Paiements de transfert	56 198 318	16 634 060
Fonctionnement et entretien	2 102 192	2 689 572
	89 676 742	47 162 493
Vente de biens et de services		
Services de nature non réglementaire		
Revenus reportés	–	(917 738)
Services de santé	–	1 255 563
Services d'hospitalisation	3 280 927	5 872 912
Autres frais et droits	33 525	33 975
	3 314 452	*6 244 712*
Autres frais et droits	*46 779 016*	*49 062 127*
	50 093 468	55 306 839
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	965 842	885 356
Revenus divers		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	970 651	456 971
Contributions remboursables	7 543 450	14 314 821
Divers	8 338 242	7 551 493
	16 852 343	22 323 285
Total du portefeuille ministériel	**157 663 727**	**125 774 354**[2]

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] Au cours de l'exercice, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario a été transférée au portefeuille ministériel de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 14 563 403 $.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 31

Comptes publics du Canada
2024-2025

Services publics et Approvisionnement

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Société canadienne des postes

Commission de la capitale nationale

Services partagés Canada

Table des matières

	Page
Description des responsabilités essentielles	530
Sommaire du portefeuille ministériel	532
Détail budgétaire par affectation	535
Responsabilités essentielles	537
Paiements de transfert	538
Détail des montants disponibles pour être dépensés	539
Revenus	539

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Biens et infrastructure

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Paiements et comptabilité

Services publics et Approvisionnement Canada perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension du gouvernement du Canada.

Achat de biens et de services

Services publics et Approvisionnement Canada achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Soutien à l'échelle du gouvernement

Services publics et Approvisionnement Canada fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne des postes

La Société a pour mission de créer et d'exploiter un service postal comportant le relevage, la transmission et la distribution de messages, renseignements, fonds ou marchandises, dans le régime intérieur et dans le régime international et de veiller à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

Commission de la capitale nationale

Établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale du Canada et concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

Services partagés Canada

Opérations communes de technologie de l'information du gouvernement du Canada

En utilisant une approche à l'échelle du gouvernement, Services partagés Canada offre des opérations de technologie de l'information, une infrastructure de technologie de l'information ainsi que des services de communication et de technologie en milieu de travail fiables et sécurisés, qui soutiennent et permettent l'exécution de programmes à l'échelle du gouvernement et de services numériques pour la fonction publique.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

Crédit	Description	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
1	Dépenses de fonctionnement	–	3 149 646 689	–	–	3 149 646 689				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	221 278 895	–	221 278 895				
	Virement du :									
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	640 000	640 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	30 532	30 532				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	872 768	872 768				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	51 104 488	51 104 488				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	23 793 407	23 793 407				
	Virement au :									
	crédit 1 (Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire)	–	–	–	(7 760 137)	(7 760 137)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(441 439)	(441 439)				
	crédit 1 (Gendarmerie royale du Canada)	–	–	–	(281 700)	(281 700)				
	crédit 10 (Ministère des Services aux Autochtones)	–	–	–	(748 509)	(748 509)				
	Total – Crédit 1	–	3 149 646 689	221 278 895	67 209 410	3 438 134 994	3 340 474 437	97 660 557	–	3 205 612 954
5	Dépenses en capital	–	1 435 134 559	–	–	1 435 134 559				
5b	Dépenses en capital	–	–	619 865 441	–	619 865 441				
	Total – Crédit 5	–	1 435 134 559	619 865 441	–	2 055 000 000	1 883 654 239	171 345 761	–	1 890 075 465
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	173 581 410	9 150 919	19 153 632	201 885 961	201 885 961	–	–	197 272 770
(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	557	99 157	99 157	–	–	95 055
(S)	Fonds renouvelable des Services optionnels (*Loi sur les fonds renouvelables*)	56 313 362	(103 287)	–	103 287	56 313 362	(2 819 928)	–	59 133 290	(7 710 407)
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995*)	24 742 766	5 075 039	–	(5 075 039)	24 742 766	(3 619 264)	–	28 362 030	6 597 387
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers (*Loi sur les fonds renouvelables*)	234 945 071	20 800 000	–	(20 800 000)	234 945 071	21 146 560	–	213 798 511	31 964 957
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense (*Loi sur la production de défense*)	100 000 000	–	–	–	100 000 000	–	–	100 000 000	–
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	829 189	–	–	360 423	1 189 612	855 533	–	334 079	75 516

(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*									
	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	632 181 670	632 181 670	632 181 670	–	–	624 024 394
	Recouvrements des ministères responsables	–	–	–	(622 271 212)	(622 271 212)	(622 271 212)	–	–	(572 731 632)
	Total – Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	9 910 458	9 910 458	9 910 458	–	–	51 292 762
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	2 263	2 263	2 263	–	–	4 202
(S)	Pertes sur opérations de change	–	–	–	1 046	1 046	1 046	–	–	724
	Total budgétaire	416 830 388	4 784 233 010	850 295 255	70 866 037	6 122 224 690	5 451 590 462	269 006 318	401 627 910	5 375 281 385
L10	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 50 000 000 $ (Net)	28 604 529	–	–	–	28 604 529	(1 874 091)	–	30 478 620	(11 740 246)
(S)	(L) *Loi sur l'administration des biens saisis de 1993*, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 $ (Net)	81 157 921	–	–	–	81 157 921	4 754 617	–	76 403 304	(488 882)
	Total non budgétaire	109 762 450	–	–	–	109 762 450	2 880 526	–	106 881 924	(12 229 128)
	Total du ministère – Budgétaire	**416 830 388**	**4 784 233 010**	**850 295 255**	**70 866 037**	**6 122 224 690**	**5 451 590 462**	**269 006 318**	**401 627 910**	**5 375 281 385**
	Total du ministère – Non budgétaire	**109 762 450**	**–**	**–**	**–**	**109 762 450**	**2 880 526**	**–**	**106 881 924**	**(12 229 128)**
	Société canadienne des postes									
1	Paiements à la Société à des fins spéciales	–	22 210 000	–	–	22 210 000	22 210 000	–	–	22 210 000
(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 $ (Net)	500 000 000	–	–	–	500 000 000	–	–	500 000 000	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**22 210 000**	**–**	**–**	**22 210 000**	**22 210 000**	**–**	**–**	**22 210 000**
	Total de l'organisme – Non budgétaire	**500 000 000**	**–**	**–**	**–**	**500 000 000**	**–**	**–**	**500 000 000**	**–**
	Commission de la capitale nationale									
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	–	69 456 790	–	–	69 456 790				
1b	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	–	–	7 293 000	–	7 293 000				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	1 200 000	1 200 000				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	11 221 778	11 221 778				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	1 183 866	1 183 866				
	Total – Crédit 1	–	69 456 790	7 293 000	13 605 644	90 355 434	90 355 434	–	–	71 861 980
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	–	25 313 046	–	–	25 313 046				
5b	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	–	–	35 152 000	–	35 152 000				
	Total – Crédit 5	–	25 313 046	35 152 000	–	60 465 046	60 465 046	–	–	25 040 049
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**94 769 836**	**42 445 000**	**13 605 644**	**150 820 480**	**150 820 480**	**–**	**–**	**96 902 029**

Sommaire du portefeuille ministériel – *fin*

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Services partagés Canada									
1	Dépenses de fonctionnement	–	2 147 684 760	–	–	2 147 684 760				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	52 596 936	–	52 596 936				
	Virement du :									
	crédit 1 (Statistique Canada)	–	–	–	4 666 551	4 666 551				
	crédit 1 (Secrétariat du Conseil du Trésor)	–	–	–	50 000	50 000				
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	4 249	4 249				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	243 944	243 944				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	147 264 486	147 264 486				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	25 527	25 527				
	Virement au :									
	crédit 1 (Agence du revenu du Canada)	–	–	–	(2 187 615)	(2 187 615)				
	crédit 1 (Centre de la sécurité des télécommunications)	–	–	–	(3 094 584)	(3 094 584)				
	crédit 1 (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	–	–	–	(110 182)	(110 182)				
	crédit 1 (Commission de la fonction publique)	–	–	–	(252 000)	(252 000)				
	Total – Crédit 1	–	2 147 684 760	52 596 936	146 610 376	2 346 892 072	2 298 077 003	48 815 069	–	2 350 224 038
5	Dépenses en capital	–	211 553 039	–	–	211 553 039				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	17 144 818	17 144 818				
	Total – Crédit 5	–	211 553 039	–	17 144 818	228 697 857	164 502 756	64 195 101	–	283 630 220
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	120 801 959	270 000	29 160 383	150 232 342	150 232 342	–	–	152 626 799
(S)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	–	4 122 668	4 122 668	4 122 668	–	–	4 271 275
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	–	–	78 198	78 198	78 198	–	–	36 264
(S)	Droits des agences de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	–	–	–	333	333	333	–	–	–
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**2 480 039 758**	**52 866 936**	**197 116 776**	**2 730 023 470**	**2 617 013 300**	**113 010 170**	**–**	**2 790 788 596**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**416 830 388**	**7 381 252 604**	**945 607 191**	**281 588 457**	**9 025 278 640**	**8 241 634 242**	**382 016 488**	**401 627 910**	**8 285 182 010**
	Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**609 762 450**	**–**	**–**	**–**	**609 762 450**	**2 880 526**	**–**	**606 881 924**	**(12 229 128)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 454 154 831	1 426 762 307	27 392 524	–
Fonction d'administration de rémunération centrale et du receveur général	164 003 992	142 315 319	21 688 673	–
Services immobiliers	2 573 127 374	2 573 127 374	–	–
Services linguistiques	49 382 029	49 382 029	–	–
Initiatives publicitaires	1 000 000	971 629	28 371	–
Opérations du Cap-Breton	18 940 766	18 601 847	338 919	–
Après-mise en œuvre du système de paye	464 793 692	446 585 001	18 208 691	–
Planification préalable pour les projets de dépenses en capital, réaménagements et projets spécifiques non amortissables	152 453 118	142 842 113	9 611 005	–
Solutions innovatrices Canada	286 456	286 456	–	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	12 491 879	12 491 879	–	–
Affectations bloquées				
Report	25 916 941	–	25 916 941	–
Transfert/réaffectation	4 785 317	–	4 785 317	–
Revenus affectés aux dépenses	(1 483 201 401)	(1 472 891 517)	(10 309 884)	–
	3 438 134 994	*3 340 474 437*	*97 660 557*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	1 652 758 137	1 507 235 214	145 522 923	–
Biens immobiliers – Contrat de location-acquisition	149 064 930	149 064 930	–	–
Biens immobiliers – Réaménagement / aménagement	202 650 911	190 707 491	11 943 420	–
Après-mise en œuvre du système de paye	36 646 604	36 646 604	–	–
Solutions innovatrices Canada	1 260 740	–	1 260 740	–
Affectations bloquées				
Transfert/réaffectation	5 365 874	–	5 365 874	–
Réduction	7 252 804	–	7 252 804	–
	2 055 000 000	*1 883 654 239*	*171 345 761*	–
Montants législatifs	629 089 696	227 461 786	–	401 627 910
	6 122 224 690	5 451 590 462	269 006 318	401 627 910
Société canadienne des postes				
Crédit 1 – Paiements à la Société à des fins spéciales				
Paiements à la Société d'État	22 210 000	22 210 000	–	–
Commission de la capitale nationale				
Crédit 1 – Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement				
Paiements à la Société d'État	90 355 434	90 355 434	–	–
Crédit 5 – Paiements à la Commission pour les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	60 465 046	60 465 046	–	–
	150 820 480	150 820 480	–	–

Détail budgétaire par affectation – *fin*

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Services partagés Canada				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	3 056 931 550	3 044 708 353	12 223 197	–
Solutions innovatrices Canada	4 343 295	4 258 522	84 773	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	52 021 744	52 021 744	–	–
Affectations bloquées				
Report	2 918 135	–	2 918 135	–
Transfert/réaffectation	30 332 259	–	30 332 259	–
Réduction	3 256 705	–	3 256 705	–
Revenus affectés aux dépenses	(802 911 616)	(802 911 616)	–	–
	2 346 892 072	*2 298 077 003*	*48 815 069*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	283 769 321	199 393 719	84 375 602	–
Affectations bloquées				
Report	4 827 699	–	4 827 699	–
Transfert/réaffectation	100 837	–	100 837	–
Revenus affectés aux dépenses	(60 000 000)	(34 890 963)	(25 109 037)	–
	228 697 857	*164 502 756*	*64 195 101*	–
Montants législatifs	154 433 541	154 433 541	–	–
	2 730 023 470	2 617 013 300	113 010 170	–
Total du portefeuille ministériel	**9 025 278 640**	**8 241 634 242**	**382 016 488**	**401 627 910**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux												
Biens et infrastructure	5 523 878 322	5 454 175 373	1 927 681 857	1 799 216 792	–	–	3 318 801 898	3 477 780 421	4 132 758 281	3 775 611 744	–	–
Paiements et comptabilité	1 104 500 811	1 027 326 767	64 357 392	39 440 145	9 910 458	9 910 458	192 329 405	193 468 585	986 439 256	883 208 785	–	–
Achat de biens et de services	533 885 401	414 737 326	7 159 040	7 158 511	–	–	165 269 537	194 684 645	375 774 904	227 211 192	–	–
Soutien à l'échelle du gouvernement	548 326 810	496 686 115	14 201 259	7 737 446	–	–	355 362 621	336 646 155	207 165 448	167 777 406	–	–
Ombudsman de l'approvisionnement	5 818 165	5 356 263	–	–	–	–	–	–	5 818 165	5 356 263	–	–
Services internes	448 817 764	436 304 740	41 600 452	30 101 345	–	–	76 149 580	73 981 013	414 268 636	392 425 072	–	–
Caisse d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	28 604 529	(1 874 091)
Administration des biens saisis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	81 157 921	4 754 617
Total partiel	8 165 227 273	7 834 586 584	2 055 000 000	1 883 654 239	9 910 458	9 910 458	4 107 913 041	4 276 560 819	6 122 224 690	5 451 590 462	109 762 450	2 880 526
Revenus affectés aux dépenses	(4 107 913 041)	(4 276 560 819)	–	–	–	–	(4 107 913 041)	(4 276 560 819)	–	–	–	–
Total du ministère	**4 057 314 232**	**3 558 025 765**	**2 055 000 000**	**1 883 654 239**	**9 910 458**	**9 910 458**	**–**	**–**	**6 122 224 690**	**5 451 590 462**	**109 762 450**	**2 880 526**
Société canadienne des postes	**22 210 000**	**22 210 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**22 210 000**	**22 210 000**	**500 000 000**	**–**
Commission de la capitale nationale	**90 355 434**	**90 355 434**	**60 465 046**	**60 465 046**	**–**	**–**	**–**	**–**	**150 820 480**	**150 820 480**	**–**	**–**
Services partagés Canada												
Opérations communes de technologie de l'information du gouvernement du Canada	2 968 251 880	2 920 450 714	282 470 881	193 166 743	–	–	862 911 616	837 802 579	2 387 811 145	2 275 814 878	–	–
Services internes	335 985 349	334 971 446	6 226 976	6 226 976	–	–	–	–	342 212 325	341 198 422	–	–
Total partiel	3 304 237 229	3 255 422 160	288 697 857	199 393 719	–	–	862 911 616	837 802 579	2 730 023 470	2 617 013 300	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(802 911 616)	(802 911 616)	(60 000 000)	(34 890 963)	–	–	(862 911 616)	(837 802 579)	–	–	–	–
Total de l'organisme	**2 501 325 613**	**2 452 510 544**	**228 697 857**	**164 502 756**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 730 023 470**	**2 617 013 300**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**6 671 205 279**	**6 123 101 743**	**2 344 162 903**	**2 108 622 041**	**9 910 458**	**9 910 458**	**–**	**–**	**9 025 278 640**	**8 241 634 242**	**609 762 450**	**2 880 526**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux									
Subventions									
(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	–	–	–	632 181 670	632 181 670	632 181 670	–	–	624 024 394
(S) Recouvrements de paiement en remplacement d'impôts fonciers des ministères responsables	–	–	–	(622 271 212)	(622 271 212)	(622 271 212)	–	–	(572 731 632)
Total du portefeuille ministériel	**–**	**–**	**–**	**9 910 458**	**9 910 458**	**9 910 458**	**–**	**–**	**51 292 762**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Biens et infrastructure	3 318 801 898	3 477 780 421	3 341 313 550
Paiements et comptabilité	192 329 405	193 468 585	196 417 398
Achat de biens et de services	165 269 537	194 684 645	173 636 355
Soutien à l'échelle du gouvernement	355 362 621	336 646 155	354 996 262
Services internes	76 149 580	73 981 013	73 643 301
Total budgétaire	**4 107 913 041**	**4 276 560 819**	**4 140 006 866**
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables	28 604 528	1 874 092	11 740 246
Administration des biens saisis	–	32 063 179	34 420 313
Total non budgétaire	**28 604 528**	**33 937 271**	**46 160 559**
Total du ministère – Budgétaire	**4 107 913 041**	**4 276 560 819**	**4 140 006 866**
Total du ministère – Non budgétaire	**28 604 528**	**33 937 271**	**46 160 559**
Services partagés Canada			
Opérations communes de technologie de l'information du gouvernement du Canada	862 911 616	837 802 579	900 435 876
Total de l'organisme – Budgétaire	**862 911 616**	**837 802 579**	**900 435 876**
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**4 970 824 657**	**5 114 363 398**	**5 040 442 742**
Total du portefeuille ministériel – Non budgétaire	**28 604 528**	**33 937 271**	**46 160 559**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Autres revenus		
Revenus de placements		
Prêts, placements et avances		
Société immobilière du Canada limitée – Dividendes	11 000 000	10 000 000
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 006 713	40 035 225
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	10 268 090	13 709 023
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	451 682	271 595
	37 726 485	54 015 843
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Location et utilisation de biens publics	830 511 424	846 807 207
Revenus reportés	(99 655)	141 194
	830 411 769	*846 948 401*
Services de nature réglementaire		
Revenus provenant de cales sèches	9 993 635	10 727 820
Services administratifs en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, services rendus par le Receveur général pour l'émission de paiements, et autres.	194 274 522	197 385 370[1]
	204 268 157	*208 113 190*
Services de nature non réglementaire		
Locations, licences, permis, services d'approvisionnement et de traduction	634 684 661	619 658 405
Autres revenus	574 913	453 776
	635 259 574	*620 112 181*
Ventes de biens et de produits d'information		
Publications	3 107 880	2 267 330
Autres revenus provenant des services de nature non réglementaire	241 045 664	225 329 403
Ventes d'autres produits	1 973 478 320	1 868 339 796
	2 217 631 864	*2 095 936 529*
Autres frais et droits		
Autres frais et droits	385 730 169	355 410 427
Services fournis aux autres ministères aux termes de l'article 29.2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	16 375 153	16 624 806
	402 105 322	*372 035 233*
	4 289 676 686	4 143 145 534
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	360 423	829 189

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Revenus divers		
Dons à l'État	346 073	10 300
Produits de l'aliénation des biens immobiliers	9 336 691	9 920 450
Intérêts sur débiteurs en souffrance	567 742	447 459
Divers	137 495 960	124 250 526
	147 746 466	134 628 735
Total du ministère	**4 486 510 060**	**4 342 619 301**
Direction des opérations de la paye et de la gestion des services		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Paye en arrérages	24 302 751	24 725 585
Total de la direction	**24 302 751**	**24 725 585**
Pension de retraite de la fonction publique		
Autres revenus		
Revenus divers		
Actifs des régimes de retraite capitalisés du secteur public	1 942 500 005	–
Total de l'organisme	**1 942 500 005**	**–**
Services partagés Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 646 108	8 926 530
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 897 230	3 503 364
	9 543 338	12 429 894
Ventes de biens et de services		
Services de nature non réglementaire	836 031 264	904 159 307
Ventes de biens et de produits d'information	597	22 336
	836 031 861	904 181 643
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	78 198	36 264
Revenus divers		
Intérêts et pénalités	10 413	3 905
Autres revenus divers	43 916 703	41 120 537
	43 927 116	41 124 442
Total de l'organisme	**889 580 513**	**957 772 243**

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	11 000 000	10 000 000
Recouvrements et redressements	71 572 574	91 171 322
Ventes de biens et de services	5 125 708 547	5 047 327 177
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	438 621	865 453
Revenus divers	2 134 173 587	175 753 177
Total du portefeuille ministériel	**7 342 893 329**	**5 325 117 129**

[1] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 32

Comptes publics du Canada
2024-2025

Transports

Ministère des Transports

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Office des transports du Canada

Marine Atlantique S.C.C.

La Société des ponts fédéraux Limitée

VIA HFR - VIA TGF Inc.

VIA Rail Canada Inc.

Table des matières

Page

Description des responsabilités essentielles 542
Sommaire du portefeuille ministériel 544
Détail budgétaire par affectation 546
Responsabilités essentielles 548
Paiements de transfert 549
Détail des montants disponibles pour être dépensés 551
Revenus 551

Description des responsabilités essentielles

Services internes

Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes utilisé. Ces services sont : Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Ministère des Transports

Réseau de transport efficace

Appuie le transport efficace des produits vers les marchés grâce à des investissements dans les corridors commerciaux du Canada; adopte et met en œuvre des règles et des politiques pour s'assurer que les passagers aériens canadiens et les expéditeurs ont accès à suffisamment d'options et à un meilleur service; et gère les biens de transport de manière à en garantir la valeur pour les Canadiens.

Réseau de transport écologique et novateur

Faire progresser le programme environnemental lié au secteur des transports du gouvernement du Canada par la réduction des émissions atmosphériques nocives; protéger les milieux océanique et marin du Canada par la réduction des répercussions du transport maritime; confirmer un engagement envers l'innovation dans le secteur des transports.

Réseau de transport sûr et sécuritaire

Veiller à ce que le réseau de transport canadien soit sûr et sécuritaire au moyen des lois, des règlements, des politiques et des activités de surveillance.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est responsable de prendre des mesures en vue de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. De plus, la *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien* stipule que la prestation des services de contrôle doit être uniforme et se faire dans l'intérêt du public. L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien a le mandat d'assurer la sûreté dans les quatre secteurs suivants de la sûreté du transport aérien : Contrôle préembarquement, Contrôle des bagages enregistrés, Contrôle des non-passagers, Carte d'identité pour les zones réglementées. De plus, aux termes d'une entente conclue avec Transports Canada en 2010, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien est autorisée à effectuer le contrôle du fret dans 49 petits aéroports, lorsque la capacité existe.

Office des transports du Canada

Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport

Fixer et mettre en application des règles liées à l'économie, à l'accessibilité et à la protection des voyageurs aériens dans le cadre du système de transport national; régler les différends entre les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport au moyen de la facilitation, de la médiation, de l'arbitrage et du processus formel de règlement des différends, et fournir des renseignements aux intervenants et aux Canadiens en général sur le système de transport et sur leurs droits et leurs responsabilités en matière de transport.

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Marine Atlantique S.C.C.

Fournir un service de traversier sûr, écologique et de qualité entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse de manière fiable, courtoise et rentable.

La Société des ponts fédéraux Limitée

Gestion de ponts internationaux

Surveiller les intérêts canadiens à l'égard de l'administration des ponts suivants en tant qu'entreprise : le pont international de Sault Ste. Marie, le pont international des Mille-Îles, le pont Blue Water et le pont international de la voie maritime. Administrer les ponts internationaux en assumant une excellente gestion, en adoptant les meilleures pratiques à l'égard du portefeuille de ponts, en optimisant les processus et en établissements de solides partenariats avec les intervenants. Assurer la sûreté et la sécurité des voies internationales commerciales et faciliter le transport efficace des personnes et des biens.

VIA HFR - VIA TGF Inc.

VIA TGF

Élaborer et mettre en œuvre le projet de train à grande fréquence (TGF), qui propose de construire un réseau interurbain de services ferroviaires voyageurs de plus de 1 000 kilomètres sur des voies essentiellement réservées reliant les centres urbains majeurs de Québec, Trois-Rivières, Montréal, Ottawa, Peterborough et Toronto.

VIA Rail Canada Inc.

Offrir un service de transport ferroviaire voyageur national sécuritaire, sûr, efficace, fiable et respectueux de l'environnement, et qui répond aux besoins des voyageurs du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

(en dollars)

		Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
Crédit	Description	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Ministère des Transports									
1	Dépenses de fonctionnement	–	1 010 983 880	–	–	1 010 983 880				
1a	Dépenses de fonctionnement	–	–	1 685 202	–	1 685 202				
1b	Dépenses de fonctionnement	–	–	22 533 042	–	22 533 042				
	Virement du :									
	CT, crédit 10[1]	–	–	–	849 172	849 172				
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	4 607 915	4 607 915				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	33 850 344	33 850 344				
	CT, crédit 30[1]	–	–	–	419 609	419 609				
	Virement au :									
	crédit 1 (VIA Rail Canada Inc.)	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	crédit 10	–	–	–	(500 000)	(500 000)				
	Total – Crédit 1	–	1 010 983 880	24 218 244	38 727 040	1 073 929 164	1 010 313 493	63 615 671	–	1 025 759 857
5	Dépenses en capital	–	248 381 570	–	–	248 381 570				
5b	Dépenses en capital	–	–	39 891 179	–	39 891 179				
	Virement du CT, crédit 35[1]	–	–	–	54 669 918	54 669 918				
	Total – Crédit 5	–	248 381 570	39 891 179	54 669 918	342 942 667	218 174 008	124 768 659	–	163 900 002
10	Subventions et contributions	–	2 115 729 155	–	–	2 115 729 155				
10a	Subventions et contributions	–	–	603 243 600	–	603 243 600				
10b	Subventions et contributions	–	–	104 880 351	–	104 880 351				
	Virement du crédit 1	–	–	–	500 000	500 000				
	Total – Crédit 10	–	2 115 729 155	708 123 951	500 000	2 824 353 106	2 093 233 881	731 119 225	–	1 572 423 661
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	103 431 711	2 168 579	4 027 200	109 627 490	109 627 490	–	–	110 367 728
(S)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (*Loi sur les traitements* et *Loi sur le Parlement du Canada*)	–	98 600	–	(27 953)	70 647	70 647	–	–	94 800
(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland* (L.C. (1993), ch. 43)	–	79 031 257	–	354 159	79 385 416	79 385 416	–	–	77 178 962
(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la *Loi maritime du Canada* (L.C. (1998), ch. 10)	–	90 873 000	–	2 368 668	93 241 668	93 241 668	–	–	61 997 782
(S)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, *Loi des subsides n° 5 de 1963*, L.C. (1963), ch. 42)	–	3 300 000	–	6 613 270	9 913 270	9 913 270	–	–	3 300 000
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 739 556	–	–	2 792 447	9 532 003	6 739 556	–	2 792 447	3 816 030
(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	–	–	–	310 000	310 000	310 000	–	–	405 151
	Total du ministère – Budgétaire	**6 739 556**	**3 651 829 173**	**774 401 953**	**110 334 749**	**4 543 305 431**	**3 621 009 429**	**919 503 555**	**2 792 447**	**3 019 243 973**

	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien									
1	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	1 194 373 969	–	–	1 194 373 969				
1b	Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	16 461 023	–	16 461 023				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 194 373 969**	**16 461 023**	**–**	**1 210 834 992**	**1 079 165 190**	**131 669 802**	**–**	**971 162 874**
	Office des transports du Canada									
1	Dépenses du programme	–	50 218 650	–	–	50 218 650				
	Virement du :									
	CT, crédit 15[1]	–	–	–	880 693	880 693				
	CT, crédit 25[1]	–	–	–	874 178	874 178				
	Total – Crédit 1	–	50 218 650	–	1 754 871	51 973 521	51 904 314	69 207	–	49 211 579
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	–	6 040 737	–	760 462	6 801 199	6 801 199	–	–	6 064 076
	Crédits non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	69
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**56 259 387**	**–**	**2 515 333**	**58 774 720**	**58 705 513**	**69 207**	**–**	**55 275 724**
	Marine Atlantique S.C.C.									
1	Paiements à la Société	–	159 010 958	–	–	159 010 958				
1b	Paiements à la Société	–	–	35 962 795	–	35 962 795				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**159 010 958**	**35 962 795**	**–**	**194 973 753**	**194 973 753**	**–**	**–**	**191 685 507**
	La Société des ponts fédéraux Limitée									
1	Paiements à la Société	–	17 923 000	–	–	17 923 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**17 923 000**	**–**	**–**	**17 923 000**	**17 863 915**	**59 085**	**–**	**7 044 809**
	VIA HFR - VIA TGF Inc.									
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	45 254 000	–	–	45 254 000				
1a	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	–	–	75 700 000	–	75 700 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**45 254 000**	**75 700 000**	**–**	**120 954 000**	**69 825 000**	**51 129 000**	**–**	**49 503 355**
	VIA Rail Canada Inc.									
1	Paiements à la Société	–	1 159 349 066	–	–	1 159 349 066				
1b	Paiements à la Société	–	–	825 740 402	–	825 740 402				
	Virement du :									
	crédit 1 (Ministère des Ressources naturelles)	–	–	–	250 000	250 000				
	crédit 1 (Ministère des Transports)	–	–	–	500 000	500 000				
	Total de l'organisme – Budgétaire	**–**	**1 159 349 066**	**825 740 402**	**750 000**	**1 985 839 468**	**878 574 403**	**1 107 265 065**	**–**	**803 950 034**
	Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**6 739 556**	**6 283 999 553**	**1 728 266 173**	**113 600 082**	**8 132 605 364**	**5 920 117 203**	**2 209 695 714**	**2 792 447**	**5 097 866 276**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10 – Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15 – Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25 – Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30 – Besoins en matière de rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 35 – Report du budget des dépenses en capital.

Détail budgétaire par affectation

(en dollars)

Description	Affectations	Dépenses	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
Ministère des Transports				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement				
Budget de fonctionnement	1 047 547 288	1 028 749 377	18 797 911	–
Train à grande fréquence	121 263 748	79 351 405	41 912 343	–
Bureau national de la chaîne d'approvisionnement	4 913 651	4 913 651	–	–
Présidence du Sommet du G7 de 2025	150 557	150 557	–	–
Affectations bloquées				
Report	6 159 264	–	6 159 264	–
Transfert/réaffectation	376 918	–	376 918	–
Autre	890 446	–	890 446	–
Revenus affectés aux dépenses	(107 372 708)	(102 851 497)	(4 521 211)	–
	1 073 929 164	*1 010 313 493*	*63 615 671*	–
Crédit 5 – Dépenses en capital				
Budget en capital	267 827 351	218 174 008	49 653 343	–
Affectations bloquées				
Report	53 000 000	–	53 000 000	–
Transfert/réaffectation	1 115 316	–	1 115 316	–
Autre	21 000 000	–	21 000 000	–
	342 942 667	*218 174 008*	*124 768 659*	–
Crédit 10 – Subventions et contributions				
Subventions et contributions	2 093 205 831	2 091 767 835	1 437 996	–
Solutions innovatrices Canada	1 466 046	1 466 046	–	–
Affectations bloquées				
Report	729 681 229	–	729 681 229	–
	2 824 353 106	*2 093 233 881*	*731 119 225*	–
Montants législatifs	302 080 494	299 288 047	–	2 792 447
	4 543 305 431	3 621 009 429	919 503 555	2 792 447
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
Crédit 1 – Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	1 097 473 969	1 007 027 342	90 446 627	–
Budget en capital	113 361 023	72 137 848	41 223 175	–
	1 210 834 992	1 079 165 190	131 669 802	–
Office des transports du Canada				
Crédit 1 – Dépenses du programme				
Budget de fonctionnement	51 923 312	51 904 314	18 998	–
Affectations bloquées				
Autre	50 209	–	50 209	–
	51 973 521	*51 904 314*	*69 207*	–
Montants législatifs	6 801 199	6 801 199	–	–
	58 774 720	58 705 513	69 207	–

Marine Atlantique S.C.C.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	148 212 753	148 212 753	–	–
Budget en capital	46 761 000	46 761 000	–	–
	194 973 753	194 973 753	–	–
La Société des ponts fédéraux Limitée				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	1 019 000	959 915	59 085	–
Budget en capital	16 904 000	16 904 000	–	–
	17 923 000	17 863 915	59 085	–
VIA HFR - VIA TGF Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
Paiements à la Société d'État	120 954 000	69 825 000	51 129 000	–
VIA Rail Canada Inc.				
Crédit 1 – Paiements à la Société				
Paiements à la Société d'État	434 968 141	371 233 448	63 734 693	–
Budget en capital	1 051 298 582	507 340 955	543 957 627	–
Affectations bloquées				
Autre	499 572 745	–	499 572 745	–
	1 985 839 468	878 574 403	1 107 265 065	–
Total du portefeuille ministériel	**8 132 605 364**	**5 920 117 203**	**2 209 695 714**	**2 792 447**

Responsabilités essentielles

(en dollars)

	Budgétaire											
	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Total budgétaire		Non budgétaire	
Description	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
Ministère des Transports												
Réseau de transport efficace	335 571 707	302 163 636	176 450 321	113 126 034	1 516 690 930	907 736 770	20 674 590	21 992 494	2 008 038 368	1 301 033 946	–	–
Réseau de transport écologique et novateur	218 467 878	203 872 043	92 187 216	67 867 261	1 319 222 470	1 228 805 105	1 475 000	1 094 337	1 628 402 564	1 499 450 072	–	–
Réseau de transport sûr et sécuritaire	546 622 639	537 018 994	64 050 761	27 779 584	77 738 392	45 990 692	78 146 549	79 164 751	610 265 243	531 624 519	–	–
Services internes	293 421 456	280 099 678	10 254 369	9 401 129	–	–	7 076 569	599 915	296 599 256	288 900 892	–	–
Total partiel	1 394 083 680	1 323 154 351	342 942 667	218 174 008	2 913 651 792	2 182 532 567	107 372 708	102 851 497	4 543 305 431	3 621 009 429	–	–
Revenus affectés aux dépenses	(107 372 708)	(102 851 497)	–	–	–	–	(107 372 708)	(102 851 497)	–	–	–	–
Total du ministère	**1 286 710 972**	**1 220 302 854**	**342 942 667**	**218 174 008**	**2 913 651 792**	**2 182 532 567**	**–**	**–**	**4 543 305 431**	**3 621 009 429**	**–**	**–**
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	**1 210 834 992**	**1 079 165 190**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 210 834 992**	**1 079 165 190**	**–**	**–**
Office des transports du Canada												
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	44 170 084	44 118 074	–	–	–	–	–	–	44 170 084	44 118 074	–	–
Services internes	14 604 636	14 587 439	–	–	–	–	–	–	14 604 636	14 587 439	–	–
Total de l'organisme	**58 774 720**	**58 705 513**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**58 774 720**	**58 705 513**	**–**	**–**
Marine Atlantique S.C.C.	**194 973 753**	**194 973 753**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**194 973 753**	**194 973 753**	**–**	**–**
La Société des ponts fédéraux Limitée												
Gestion de ponts internationaux	17 923 000	17 863 915	–	–	–	–	–	–	17 923 000	17 863 915	–	–
Total de l'organisme	**17 923 000**	**17 863 915**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**17 923 000**	**17 863 915**	**–**	**–**
VIA HFR - VIA TGF Inc.	**120 954 000**	**69 825 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**120 954 000**	**69 825 000**	**–**	**–**
VIA Rail Canada Inc.	**1 985 839 468**	**878 574 403**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 985 839 468**	**878 574 403**	**–**	**–**
Total du portefeuille ministériel	**4 876 010 905**	**3 519 410 628**	**342 942 667**	**218 174 008**	**2 913 651 792**	**2 182 532 567**	**–**	**–**	**8 132 605 364**	**5 920 117 203**	**–**	**–**

Paiements de transfert

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Ministère des Transports									
Subventions									
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	–	587 632 784	603 243 600	(4 898 599)	1 185 977 785	1 184 973 562	1 004 223	–	692 802 870
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	–	36 831 513	–	92 575	36 924 088	36 924 088	–	–	35 637 652
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	–	4 607 563	–	(386 154)	4 221 409	2 391 631	1 829 778	–	3 359 057
Subvention pour Solutions innovatrices Canada	–	1 466 046	–	1 200 000	2 666 046	2 593 340	72 706	–	1 950 000
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	–	1 183 000	1 239 998	(2 352 998)	70 000	70 000	–	–	355 000
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	–	1 000 000	–	(434 928)	565 072	565 072	–	–	732 191
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	–	550 000	–	(550 000)	–	–	–	–	1 375 362
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	–	150 000	–	–	150 000	150 000	–	–	–
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité de l'Organisation de l'aviation civile internationale	–	130 000	–	–	130 000	129 562	438	–	129 539
Programme de transfert des installations portuaires	–	–	26 500 000	–	26 500 000	–	26 500 000	–	–
Éléments non requis pour l'exercice en cours	–	–	–	–	–	–	–	–	2 355 830
Total – Subventions	**–**	**633 550 906**	**630 983 598**	**(7 330 104)**	**1 257 204 400**	**1 227 797 255**	**29 407 145**	**–**	**738 697 501**
Contributions									
Fonds national des corridors commerciaux	–	874 570 473	–	12 240 346	886 810 819	541 745 542	345 065 277	–	467 380 049
Projet de la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic	–	188 093 410	–	5 999 999	194 093 409	16 162 889	177 930 520	–	9 428 899
Programme des infrastructures essentielles des aéroports	–	110 250 290	–	(11 143 715)	99 106 575	68 495 697	30 610 878	–	150 891 260
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	–	81 854 057	–	(30 030)	81 824 027	34 212 554	47 611 473	–	19 615 976
Programme de contributions aux services de traversier	–	54 438 352	7 761 924	3 698 599	65 898 875	65 898 875	–	–	52 690 925
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	–	46 275 000	17 673 585	891 996	64 840 581	36 508 077	28 332 504	–	41 749 497
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	–	43 999 999	13 513 466	(4 536 678)	52 976 787	48 484 856	4 491 931	–	43 400 354
Contribution pour le Programme des corridors maritimes verts	–	36 800 000	–	–	36 800 000	–	36 800 000	–	–
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	–	19 562 960	22 900 000	(2 235 535)	40 227 425	33 905 940	6 321 485	–	20 485 535
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	–	12 000 000	–	(400 000)	11 600 000	8 202 864	3 397 136	–	15 198 028
Programme de lutte contre les perturbations causées par le trafic	–	2 800 500	–	967 324	3 767 824	2 218 577	1 549 247	–	3 274 271
Importants travaux de réhabilitation du pont Victoria	–	2 723 604	–	563 148	3 286 752	1 503 791	1 782 961	–	1 236 853
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	–	2 632 000	–	(547 565)	2 084 435	94 444	1 989 991	–	583 505

Paiements de transfert – *fin*

(en dollars)

Description	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports	–	1 600 000	–	1 218 427	2 818 427	2 818 427	–	–	3 088 792
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	–	1 300 000	–	200 000	1 500 000	1 397 912	102 088	–	210 051
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	–	1 000 000	–	(490 000)	510 000	510 000	–	–	1 260 000
Contribution à l'appui de la sécurité nautique	–	958 000	–	39 812	997 812	997 811	1	–	1 548 358
Contributions à l'appui des transports propres	–	700 000	1 291 378	300 000	2 291 378	843 529	1 447 849	–	166 017
Association des transports du Canada	–	425 310	–	400 000	825 310	410 640	414 670	–	350 755
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	–	100 000	–	–	100 000	82 379	17 621	–	63 858
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	–	70 294	–	–	70 294	48 846	21 448	–	60 080
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	–	24 000	–	–	24 000	24 000	–	–	24 000
Programme de transfert des installations portuaires	–	–	14 000 000	–	14 000 000	175 000	13 825 000	–	50 000
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	–	–	–	693 976	693 976	693 976	–	–	969 097
(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland* (L.C. (1993), ch. 43)	–	79 031 257	–	354 159	79 385 416	79 385 416	–	–	77 178 962
(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, *Loi des subsides n° 5 de 1963*)	–	3 300 000	–	6 613 270	9 913 270	9 913 270	–	–	3 300 000
Total – Contributions	**–**	**1 564 509 506**	**77 140 353**	**14 797 533**	**1 656 447 392**	**954 735 312**	**701 712 080**	**–**	**914 205 122**
Total du portefeuille ministériel	**–**	**2 198 060 412**	**708 123 951**	**7 467 429**	**2 913 651 792**	**2 182 532 567**	**731 119 225**	**–**	**1 652 902 623**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

(en dollars)

Description	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
Ministère des Transports			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réseau de transport efficace			
Revenus provenant des prévisions fournies par les services aériens	–	–	284
Revenus des aéroports provenant des frais d'utilisation et des contrats de service	8 377 740	8 506 395	8 370 509
Revenus des ports publics provenant des frais d'utilisation et des permis d'utilisation de quais	5 526 341	6 545 844	6 504 327
Inspections et certifications	30 000	–	284
Revenus provenant de locations et concessions	6 578 509	6 798 258	7 089 703
Produit des ventes et de la formation	162 000	141 997	157 494
Divers	–	–	19 869
	20 674 590	21 992 494	22 142 470
Réseau de transport écologique et novateur			
Revenus provenant de locations et concessions	–	30 127	33 636
Revenus de location – Centre d'essais pour véhicules automobiles	500 000	655 545	632 577
Entretien d'aéronefs et Services de pilotage	–	129 650	–
Règlement sur les droits de recouvrement des coûts de la *Loi canadienne sur les eaux navigables*	975 000	279 015	–
	1 475 000	1 094 337	666 213
Réseau de transport sûr et sécuritaire			
Frais d'utilisation en vertu du Règlement de l'aviation canadien	10 940 460	12 522 382	7 707 645
Entretien des aéronefs et services de vol	46 662 028	45 577 769	47 832 680
Frais d'utilisation en vertu des divers règlements de la sûreté maritime	12 245 752	13 482 544	11 763 214
Inspections et certifications	1 566 540	1 932 717	1 735 102
Revenus provenant de locations et concessions	3 014 594	3 214 313	2 937 380
Produit des ventes et de la formation	465 118	547 558	524 775
Revenus provenant du Programme du registraire des véhicules importés	863 166	935 142	890 446
Divers	2 388 891	952 326	1 506 419
	78 146 549	79 164 751	74 897 661
Services internes			
Revenus provenant de locations et concessions	576 040	599 624	527 492
Produit des ventes et de la formation	–	293	15
Divers	6 500 529	(2)	192
	7 076 569	599 915	527 699
Total du portefeuille ministériel – Budgétaire	**107 372 708**	**102 851 497**	**98 234 043**

Revenus

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Ministère des Transports		
Autres revenus		
Revenus de placements[1]		
Prêts, placements et avances		
Administration portuaire de Belledune	197 927	173 915
Administration portuaire de Halifax	2 804 286	2 569 445
Administration portuaire de Hamilton-Oshawa	2 244 344	2 024 401
Administration portuaire de Montréal	4 913 561	4 832 125
Administration portuaire de Nanaimo	371 437	313 128
Administration portuaire de Port Alberni	116 077	106 108
Administration portuaire de Prince Rupert	3 616 924	3 373 317
Administration portuaire de Québec	3 159 269	2 991 901
Administration portuaire du Saguenay	145 832	126 282
Administration portuaire de Saint John	1 297 563	1 204 823
Administration portuaire de Sept-Îles	1 591 541	1 426 291
Administration portuaire de St John's	194 883	194 331
Administration portuaire de Thunder Bay	95 864	91 133
Administration portuaire de Toronto	3 625 115	3 525 533
Administration portuaire de Trois-Rivières	425 125	455 089
Administration portuaire Vancouver Fraser	9 575 857	9 207 911
Administration portuaire de Windsor	48 110	46 187
	34 423 715	32 661 920
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs		
Northumberland Ferries Limited	–	390 154
Traversier C.T.M.A	126 118	720 114
Divers	1 843 531	3 036 803
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	500 000	499 999
Ville de Brossard	516 744	–
Divers	2 979 063	2 960 209
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	600 000	–
	6 565 456	7 607 279
Ventes de biens et de services		
Location et utilisation de biens publics		
Revenus reportés – Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	188 374	207 468
Revenus reportés – Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer	130 389	588 451
Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent	752 688	6 311 649

Revenus – *fin*

(en dollars)

Description	Exercice en cours	Exercice précédent
Location à bail de wagons-trémies – Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	872 280	795 012
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	1 977 943	1 791 367
Location à bail de wagons-trémies – Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	46 445	134 393
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	655 545	634 865
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	8 794 827	8 760 938
Administrations aéroportuaires – Paiements de loyer	559 648 400	494 772 932
	573 066 891	*513 997 075*
Services de nature réglementaire		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	*30 131 702*	*23 421 626*
Services de nature non réglementaire		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères – Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères – Frais d'utilisation imposés	15 203 365	15 075 997[2]
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	185 714	201 094[2]
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	32 586 503	33 263 475[2]
	47 975 582	*48 540 566*
Ventes de biens et de produits d'information		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	*643 348*	*639 042*[2]
Autres frais et droits		
Revenus pour les règlements des dommages aux Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée	–	645 522
Recouvrement des coûts des autre ministères et des sociétés d'État pour les services de vol	13 150 151	14 617 445[2]
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats – opérations de change	(12)	(22)
Revenus indirects générés par les services des aéronefs	–	26 767
	13 150 139	*15 289 712*
	664 967 662	601 888 021
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 792 447	6 739 556
Revenus divers		
Intérêts et pénalités		
Intérêts sur les comptes clients en souffrance	177 024	297 673[2]
Autres revenus divers		
Amendes, pénalités et produits d'autres montants adjugés par une cour	5 337 664	2 464 948
Produits de cession des ventes de biens immobiliers	725 519	556 994
Produit de vente de société d'État	43 559	9 269
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	3 566 157	2 772 366
Divers	7 079 353	6 523 837[2]
	16 929 276	12 625 087
Total du ministère	**725 678 556**	**661 521 863**
Office des transports du Canada		
Autres revenus		
Recouvrements et redressements		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	98 138	32 700
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	15 715	2 622
Recouvrement de trop-payés de salaire, débiteurs transférés d'autres ministères	16 011	–
	129 864	35 322
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	–	69
Revenus divers		
Divers	1 274 153	993 470
Total de l'organisme	**1 404 017**	**1 028 861**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	34 423 715	32 661 920
Recouvrements et redressements	6 695 320	7 642 601
Ventes de biens et de services	664 967 662	601 888 021
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 792 447	6 739 625
Revenus divers	18 203 429	13 618 557
Total du portefeuille ministériel	**727 082 573**	**662 550 724**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Section 33

Comptes publics du Canada
2024-2025

Index

	Page	
	Français	*Anglais*
A		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	541	489
Administration du pipe-line du Nord	243	197
Affaires mondiales	123	253
Agence canadienne d'évaluation d'impact	261	213
Agence canadienne d'inspection des aliments	469	271
Agence canadienne de développement économique du Nord	311	325
Agence canadienne de l'eau	261	213
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (portefeuille ministériel)	143	177
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	311	325
Agence de développement économique du Pacifique Canada	311	325
Agence de la consommation en matière financière du Canada	283	227
Agence de la santé publique du Canada	469	271
Agence de promotion économique du Canada atlantique (portefeuille ministériel)	147	131
Agence de promotion économique du Canada atlantique	311	325
Agence des services frontaliers du Canada	489	451
Agence du revenu du Canada	459	393
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	311	325
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	311	325
Agence Parcs Canada	393	411
Agence spatiale canadienne	311	325
Agriculture et Agroalimentaire	151	119
Anciens Combattants	165	513
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	56	56
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	96	93
Autorisations disponibles des exercices antérieurs	110	106
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	117	113
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	119	115
Autorité du pont Windsor-Détroit	377	289
B		
Bibliothèque du Parlement	401	419
Bibliothèque et Archives du Canada	415	135
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	195	437
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	489	451
Bureau de l'infrastructure du Canada	377	289
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	355	359
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	401	419
Bureau du commissaire au renseignement	195	437
Bureau du Conseil privé	195	437
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	401	419
Bureau du directeur des poursuites pénales	355	359
Bureau du directeur général des élections	347	169
Bureau du directeur parlementaire du budget	401	419
Bureau du secrétaire du gouverneur général	175	403

	Page	
	Français	*Anglais*
B – *fin*		
Bureau du surintendant des institutions financières	283	227
Bureau du vérificateur général	283	227
C		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	227	181
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	283	227
Centre de la sécurité des télécommunications	209	379
Centre de recherches pour le développement international	123	253
Chambre des communes	401	419
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	489	451
Comité externe d'examen des griefs militaires	209	379
Commissariat à l'intégrité du secteur public	183	501
Commissariat au lobbying	183	501
Commissariat aux langues officielles	489	451
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	355	359
Commission canadienne de sûreté nucléaire	243	197
Commission canadienne des droits de la personne	355	359
Commission canadienne des grains	151	119
Commission canadienne du lait	151	119
Commission canadienne du tourisme	311	325
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	489	451
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	209	379
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	301	305
Commission de la capitale nationale	529	477
Commission de la fonction publique	195	437
Commission des champs de bataille nationaux	415	135
Commission des débats des chefs	347	169
Commission des libérations conditionnelles du Canada	489	451
Commission du droit d'auteur	311	325
Commission du droit du Canada	355	359
Commission mixte internationale (section canadienne)	123	253
Conseil canadien des normes	311	325
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	469	271
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	415	135
Conseil de recherches en sciences humaines	311	325
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	311	325
Conseil des Arts du Canada	415	135
Conseil du Trésor	183	501
Conseil national de recherches du Canada	311	325
Conseil privé	195	437
Corporation commerciale canadienne	123	253
D		
Défense nationale	209	379
Dépenses ministérielles par article courant	21	21

	Page	
	Français	*Anglais*
D – *fin*		
Dépenses ministérielles par catégorie	12	12
Développement économique des Prairies et du Nord canadien	223	433
Description des responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail budgétaire par affectation – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel	20	20
Détail des montants disponibles pour être dépensés – Se référer à la section ministérielle appropriée		
E		
École de la fonction publique du Canada	183	501
Emploi et Développement de la main-d'œuvre	227	181
Énergie atomique du Canada, Limitée	243	197
Énergie et Ressources naturelles	243	197
Environnement et Changement climatique	261	213
État consolidé des revenus et charges	11	11
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	123	253
F		
Femmes, Égalité des genres et Jeunesse	275	523
Financement agricole Canada	151	119
Finances	283	227
Fondation canadienne des relations raciales	415	135
G		
Gendarmerie royale du Canada	489	451
I		
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	301	305
Innovation, Sciences et Industrie	311	325
Institutions démocratiques	347	169
Instituts de recherche en santé du Canada	469	271
Investir au Canada	123	253
J		
Justice	355	359
L		
Logement, Infrastructure et Collectivités	377	289
M		
Marine Atlantique S.C.C.	541	489
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	151	119
Ministère de l'Emploi et du Développement social	227	181
Ministère de l'Environnement	261	213
Ministère de l'Industrie	311	325
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	301	305
Ministère de la Défense nationale	209	379
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	311	325
Ministère de la Justice	355	359
Ministère de la Santé	469	271
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	489	451
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	123	253
Ministère des Anciens Combattants	165	513
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	275	523
Ministère des Finances	283	227
Ministère des Pêches et des Océans	437	243
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	447	157
Ministère des Ressources naturelles	243	197
Ministère des Services aux Autochtones	517	315
Ministère des Transports	541	489
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	529	477
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	377	289
Ministère du Patrimoine canadien	415	135
Monnaie royale canadienne	283	227
Musée canadien de l'histoire	415	135
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	415	135
Musée canadien de la nature	415	135
Musée canadien des droits de la personne	415	135
Musée des beaux-arts du Canada	415	135
Musée national des sciences et de la technologie	415	135
O		
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	437	243
Office des transports du Canada	541	489
Office national du film	415	135
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	227	181
P		
Paiements de transfert – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Parcs Canada	393	411
Parlement	401	419
Patrimoine canadien	415	135
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	437	243

	Page	
	Français	*Anglais*
P – *fin*		
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., Les	377	289
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	42	41
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	48	48
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	50	50
R		
Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	30	29
Récapitulation des charges externes par catégorie	18	18
Récapitulation des revenus externes par provenance	36	35
Régie canadienne de l'énergie	243	197
Registraire de la Cour suprême du Canada	355	359
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	447	157
Responsabilités essentielles – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Revenu national	459	393
Revenus – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Revenus ministériels	31	30
S		
Santé	469	271
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	195	437
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	123	253
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	347	169
Secrétariat du Conseil du Trésor	183	501
Sécurité publique	489	451
Sénat	401	419
Service administratif des tribunaux judiciaires	355	359
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	355	359
Service canadien du renseignement de sécurité	489	451
Service correctionnel du Canada	489	451
Service de protection parlementaire	401	419
Services aux Autochtones	517	315
Services partagés Canada	529	477
Services publics et Approvisionnement	529	477
Société canadienne d'hypothèques et de logement	377	289
Société canadienne des postes	529	477
Société d'assurance-dépôts du Canada	283	227

	Page	
	Français	*Anglais*
S – *fin*		
Société des ponts fédéraux Limitée, La	541	489
Société du Centre national des Arts	415	135
Société Radio-Canada	415	135
Sommaire du portefeuille ministériel – Se référer à la section ministérielle appropriée		
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	447	157
Statistique Canada	311	325
T		
Tableaux sommaires et appendices	9	9
Téléfilm Canada	415	135
Transports	541	489
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	165	513
V		
Ventes de biens et de services	38	37
VIA HFR - VIA TGF Inc.	541	489
VIA Rail Canada Inc.	541	489